

Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Fribourg (Suisse)

Approuvée par la Faculté des lettres et des sciences humaines sur proposition des professeurs Alain Clavien, Nancy Green et Kristina Schulz, Fribourg, le 12 septembre 2019. La Doyenne Prof. Charlier.

DES MIGRANT·E·S ET DES REVENANT·E·S

UNE HISTOIRE DES REFUGIE·E·S HONGROIS·ES EN SUISSE (1956-1963)



Tiphaine Robert
Vernier (GE)

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je remercie chaleureusement les 21 personnes qui ont bien voulu partager leur histoire avec moi. Leur témoignage – essentiel – et aussi le simple souvenir de nos rencontres m’ont permis de mener à bien cette recherche.

Mes remerciements vont ensuite à mon directeur de thèse, le Professeur Alain Clavien, pour son suivi attentif, ses conseils avisés et pour sa confiance. Si j’ai pu mener ce travail à son terme, c’est que j’ai bénéficié de conditions de travail optimales en tant que doctorante et assistante. J’aimerais témoigner ma profonde gratitude aux personnes qui font vivre avec beaucoup de passion et de travail l’histoire contemporaine à l’Université de Fribourg et que j’ai eu la chance de côtoyer : Francis Python, Claude Hauser, Jean-François Fayet, Anne-Françoise Praz, Benoit Challand, Stéphanie Roulin, Pauline Milani, Matthieu Gillibert, Barbara Blum.

Je remercie également toutes les personnes qui ont expertisé mon travail et contribué à son amélioration : Nancy Green qui m’a accueilli dans son séminaire sur l’histoire de la migration à l’EHESS et qui m’a donné une nouvelle fois un feedback à l’Université de Neuchâtel ; Nóra Szekér qui m’a également reçue dans son séminaire sur l’émigration hongroise à l’Université Pázmány. Leur savoir et leur appui ont sensiblement fait avancer ma recherche. Je remercie aussi János Rainer et Katalin Somlai qui m’ont accueillie avec sympathie à l’Institut 1956 à Budapest. Les réflexions de Clara Royer, Claire Lemerrier, Claire Zalc, Gianni D’Amato, Etienne Piguet, Francesco Garufo, Silvia Arlettaz, Damir Skenderovic m’ont été très profitables.

Je suis très reconnaissante à Anne-Françoise Praz et Matthieu Gillibert qui, par leurs feedbacks, idées et soutien, m’ont apporté une aide inestimable. Gusztáv Kecskés a également grandement contribué à l’avancée de mes recherches. Pour leur aide et leur gentillesse, j’aimerais remercier les historien·ne·s et archivistes Sarolta Benezra, Annamari Kőrös, András Kiss, Judit Topits, Michael Schaer, Jonas Arnold, Jacques Oberson, Kerstin Lau, Mathieu Rappaz, Aline Angoustures, Eva Maurer ainsi que des personnes qui ont participé au développement de mes réflexions : Phil Casoar, Mariann Kormendy, Corentin Léotard, Ludovic Lepeltier, Zsuzsa Szabó.

Toute ma gratitude va à Tibor Söregi. Ni archiviste, ni historien, il est devenu, avec le temps, expert et interlocuteur critique. Son aide à Budapest et ailleurs, son engagement aussi bénévole qu’indéfectible m’ont été indispensables.

Mes remerciements vont aussi à mes collègues et ami·e·s Ivo Rogic, Alexandre Elsig, Patrick Bondallaz, Niels Rebetez, Irma Gadiant, Sabina Widmer, Barbara Miller et Sarah Baumann. Un immense merci à Mathieu Musy, Audrey Bonvin, Julia Tamarcaz, Danièle Moulin, Marie Robert, Caroline Rusterholz pour leur précieuse relecture, ainsi qu’à Eva Locher et Morgane Bianco qui, dans le même bateau, m’ont particulièrement aidée dans les derniers mois de rédaction. J’aimerais remercier Magali Michelet (avec qui nous avons cumulé au moins 4 dernières lignes droites et près de 40 traversées du Rideau de fer) pour ses relectures, feedbacks et son appui et son amitié.

Je n’ai pas vraiment de mots pour exprimer l’ampleur de ma gratitude à Pauline et Caroline pour leur inconditionnel (et infatigable) soutien technique, académique et moral, Danièle, Julia, Agathe, Kati, Susanne, Anna, Tenzin pour leur amitié au quotidien, ainsi que ma famille pour son inlassable appui et sa coopération. Je remercie particulièrement Gabrielle, Jean-Daniel, Aline, Anne-Laurie, Marie et Tibor.

TABLE DES MATIERES

<i>Liste des abréviations et remarques</i>	6
INTRODUCTION	9
<i>I. Le refuge de 1956 : une histoire plurielle</i>	11
<i>II. Des migrant-e-s et des revenant-e-s</i>	27
<i>III. Méthodes et sources</i>	34
<i>IV. Structure, questionnement, bornes géographiques et temporelles</i>	40
PREMIÈRE PARTIE : LES ÉMIGRANT-E-S	43
CHAPITRE 1. LE CONTEXTE DE L'EXODE	47
<i>1.1 La « quasi démocratie » (1945-1948)</i>	47
<i>1.2 La stalinisation (1948-1953)</i>	51
<i>1.3 Après Staline. Le « Nouveau Cours » (1953-1956)</i>	58
<i>1.4 L'Insurrection d'octobre 1956</i>	67
<i>1.5 Un contexte favorisant l'émigration</i>	81
CHAPITRE 2. L'EXODE	83
<i>2.1 Les circonstances</i>	84
<i>2.2 Les raisons de fuir la Hongrie</i>	98
<i>2.3 Des réalités et une mémoire mythifiée</i>	114
DEUXIÈME PARTIE : LES IMMIGRANT-E-S	117
CHAPITRE 3. UNE SOLIDARITE DE CIRCONSTANCE	121
<i>3.1 L'enthousiasme</i>	122
<i>3.2 De l'« essoufflement » à la recherche de solution</i>	131
<i>3.3 Des réfugié-e-s bienvenu-e-s</i>	150
CHAPITRE 4. DE LA FRONTIÈRE VERS UN NOUVEAU FOYER ?	155
<i>4.1 Un accueil fervent</i>	157
<i>4.2 De l'aide au contrôle</i>	167
<i>4.3 « Deux mondes en présence »</i>	196
<i>4.4 Pour que les réfugié-e-s restent</i>	222
TROISIÈME PARTIE : LES REVENANT-E-S	225
CHAPITRE 5. RETOUR VERS L'EST	229
<i>5.1 « Enfin à la maison ! » : l'appel au retour de 1955</i>	230
<i>5.2 Des efforts redoublés. La campagne de rapatriement des réfugié-e-s dès 1956</i>	239
<i>5.3 Des intérêts pragmatiques et idéologiques</i>	268
CHAPITRE 6. LE PARADIS QUI SE MÉRITAIT. LES RAPATRIEMENTS DEPUIS LA SUISSE	273
<i>6.1 Une question politique</i>	275
<i>6.2 Le cas des mineur-e-s</i>	284
<i>6.3 Interlude : incertitudes et stratégies</i>	297
<i>6.4 De la prison à la frontière</i>	301

6.5 La vision de la presse communiste en Hongrie et en Suisse.....	310
6.6 Le paradis se mérite	319
6.7 Après le retour.....	332
6.8 Les revenant-e-s	344
6.9 « Le mal du pays a ses propres lois qui n'ont rien à voir avec la raison »	358
6.10 des retours politisés	360
CONCLUSION.....	363
<i>Réfugié-e-s de la Guerre froide</i>	363
<i>Discours sur le retour</i>	366
<i>Pourquoi rentrer ? Pourquoi ne pas rentrer ?</i>	368
ÉPILOGUE : TON GRAND RETOUR	373
ANNEXES	375
A. LA PRATIQUE SUISSE DE L'ASILE À L'ÉPOQUE RÉCENTE (ANNEXE DU RAPPORT LUDWIG)	377
B. MODELES THEORIQUES	383
C. LES TERMES EMPLOYÉS (QUELQUES EXEMPLES).....	386
D. NOMBRE D'ÉMIGRANT·E·S D'APRÈS LE MOMENT DE LA FUITE.	387
E. PHOTO D'UNE FAMILLE DE RÉFUGIÉS HONGROIS, DÉCEMBRE 1956.	387
F. CATÉGORISATION DES MOTIFS D'ÉMIGRATION VERS L'OUEST	388
G. RÉFUGIÉ·E·S HONGROIS·ES (1956-1957) : MOUVEMENT GLOBAL ET SITUATION AU 30 JUIN 1960.	390
H. PROFESSIONS DES RÉFUGIÉ·E·S EN YOUGOSLAVIE (AU 18 MARS 1957).....	391
I. TABLEAU COMPARATIF. AMNISTIES URSS ET PAYS SATELLITE.....	392
J. BROCHURE DE PROPAGANDE EN FAVEUR DU RAPATRIEMENT, 1955	392
K. LIVRES DE MIKLÓS SZABÓ (1959-1961)	394
L. REPORTAGE DE <i>DIE WOCHE</i>	397
M. ANNEXES STATISTIQUES	399
N. PORTRAITS DES TÉMOINS.....	409
O. NOTICES BIOGRAPHIQUES DES AUTRES PERSONNES CITEES	418
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	427
1. SOURCES CONSULTÉES	429
1.1 Fonds d'archives	429
1.2 Sources publiées	432
2. LITTÉRATURE SECONDAIRE	439
2.1 Histoire générale et suisse, Guerre froide, démocraties populaires	439
2.2 Méthode, théorie, sources d'inspiration, asile et la migration (en général)	441
2.3 Histoire de la Hongrie, de l'Insurrection, des réfugié-e-s hongrois-e-s.....	446
2.4 Migration et refuge en Suisse, présence des Hongrois en Suisse, la Suisse et 1956	454
CV ET DÉCLARATION SUR L'HONNEUR	459

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET REMARQUES

ÁVO	<i>Államvédelmi Osztály</i> [Agence de Sécurité d'État] (1946–1948)
ÁVH	<i>Államvédelmi Hatóság</i> [Autorité de protection de l'État] (1948-1956)
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CIMADE	Comité inter mouvements auprès des évacués
CIME/ICEM	Comité intergouvernemental pour les migrations européennes/ <i>Intergovernmental Committee for European Migration</i>
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CRS	Croix-Rouge suisse
DFJP	Département fédéral de justice et police
DPF	Département politique fédéral (de 1848 à 1978. Aujourd'hui : Département fédéral des affaires étrangères).
DPs	<i>Displaced persons</i> /personnes déplacées
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
KGB	<i>Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti</i> [Comité pour la Sécurité de l'État] (URSS)
LFSEE	Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
MEFESZ	<i>Magyar Egyetemisták és Főiskolai Egyesületek Szövetsége</i> [Fédération hongroise des associations d'étudiants d'Université et écoles supérieures]
MKP	<i>Magyar Kommunista Párt</i> [Parti communiste hongrois] (1944-1948)
MDP	<i>Magyar Dolgozók Pártja</i> [Parti des travailleurs hongrois] (1948-1956)
MSZMP	<i>Magyar Szocialista Munkáspárt</i> [Parti socialiste ouvrier hongrois] (1956-1989)
MVSz	<i>Magyarok Világszövetsége</i> [Union mondiale des Hongrois]
MTI	<i>Magyar Távirati Iroda</i> [Bureau télégraphique hongrois]
NZZ	<i>Neue Zürcher Zeitung</i>
OCSAR	Office central suisse d'aide aux réfugiés/ <i>Schweizerische/Schweizerische Zentralstelle für Flüchtlingshilfe (SZF)</i> . Aujourd'hui: Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)/ <i>Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH)</i>
ONG	Organisations non gouvernementales
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PdT	Parti du Travail
PTT	Postes, télégraphes et téléphones (Suisse)
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
RFE	<i>Radio Free Europe</i>
TSR	Télévision suisse romande
UFHS	<i>Union of Free Hungarian Students</i>
UNREF	<i>United Nations Refugee Fund</i> /Fonds des Nations unies pour les réfugiés
UNRRA	<i>United Nations Relief and Rehabilitation Administration</i> /Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USEP	<i>United States Escape Program</i>

- Pour les abréviations d'archives, on se rapportera à la bibliographie.
- Pour des questions de lisibilité, les citations en allemand ont été traduites en français par l'auteure dans le corps du texte et les citations originales sont généralement reportées en notes de bas de page. Les citations en anglais sont la plupart du temps laissées en langue originale. Sauf indication, les citations en hongrois sont traduites par l'auteure et les citations originales ne sont généralement pas reproduites. Si elles ne sont pas originellement en français, les citations des témoins sont traduites en français par l'auteure.
- Nous utiliserons dans la mesure du possible un langage épïcène incluant les femmes dans les différents groupes évoqués. Le masculin pluriel est en revanche délibérément employé quand les termes proviennent directement ou indirectement de sources historiques utilisant exclusivement le masculin ou quand ils englobent seulement des hommes.
- Les portraits des témoins et des biographies des autres personnes citées sont présentées en annexe (Annexes N. et O.).

Image de couverture : Rob Gnant, Ungarn verlassen die Schweiz, Buchs, 1957. Photo (non publiée) issue d'un reportage portant sur des réfugié·e·s en train de regagner la Hongrie : « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies », *Die Woche*, 11 février 1957 © Fotostiftung Winterthur.

INTRODUCTION

Je vais de plus en plus souvent au bistrot. J'y vais presque tous les soirs. Je fais connaissance avec mes compatriotes. [...] je fais la connaissance de Jean, un ouvrier agricole sans qualification, qui me suit partout. Il n'a pas encore trouvé de travail et, à mon avis, il n'en trouvera jamais. Il est sale, mal habillé, il habite encore au centre des réfugiés.

Jean est heureux :

- C'est la première fois que j'ai pu envoyer de l'argent à ma femme. L'argent que tu m'as donné [...].
- Pauvre Jean, ce n'était pas beaucoup.
- Chez nous, ça vaut dix fois plus qu'ici. Ma femme a pu acheter aux enfants des chaussures et des vêtements pour l'automne. Il faut qu'ils soient habillés convenablement à l'école.

Je demande :

- Et maintenant, comment vas-tu faire, sans travail du tout ?
- Je ne sais pas, Sandor.
- Rentre chez toi, cela vaudra mieux.
- Je ne peux pas. Tout le village se moquerait de moi. J'ai promis la fortune à tous. [...]

Il vient chez moi presque tous les soirs, il m'empêche d'écrire, il m'empêche de dormir. Il me lit les lettres de sa femme, de ses enfants. Il me parle de son mal du pays, de l'ennui qu'il ressent de ne pouvoir vivre avec les siens. [...]

Le ventre plein, il va dormir au centre des réfugiés, dans un dortoir aux lits superposés où il a pris ses habitudes, où l'ancienneté l'a imposé comme chef.

Je rentre chez moi. Je trouve Jean couché sur le sol de la cuisine. Le croyant ivre, je le secoue [...]

- Je ne suis pas mort ?
- Pourquoi serais-tu mort ?
- J'ai pourtant ouvert le gaz.
- Le gaz est coupé depuis une semaine. Je ne le paie plus. L'électricité non plus. Elle va être coupée bientôt. J'ai dépensé trop d'argent en linge, vélo, lampe de poche, jumelles [...]. Pourquoi voulais-tu mourir ?
- J'ai reçu une lettre. Une lettre anonyme. On me dit que je ne dois plus jamais revenir parce que ma femme a trouvé un autre homme et que, moi, je suis juste bon à lui envoyer de l'argent. Ma femme est déjà enceinte de l'autre. Qu'est-ce que je vais faire ?
- Ou bien tu rentres et tu reprends ta femme. Ou bien tu restes ici et tu n'y penses plus.
- Mais j'aime ma femme ! J'aime mes enfants !
- Alors, continue à leur envoyer de l'argent.
- En sachant que l'autre en profitera ? Qu'est-ce que tu ferais à ma place ?
- Je n'en sais rien. Je ne sais même pas quoi faire à ma place à moi.¹

Ces lignes proviennent du roman *Hier* d'Agota Kristof. À travers les personnages fictifs de Sandor – le narrateur – et Jean, on peut aisément reconnaître deux réfugiés hongrois de 1956. L'écrivain Agota Kristof était l'une des 200 000 personnes ayant fui la Hongrie à la suite de l'Insurrection d'octobre 1956 et sa répression par les Soviétiques². Ce sont probablement ses propres expériences qui sont décrites à travers le vécu de Sandor, une sorte d'alter ego masculin. Quant à Jean, un autre de ces réfugiés, il peine à se construire une existence en Suisse. La Suisse : pays que Kristof ne nomme pas mais qui constitue le décor de ses livres. En 1956, ses frontières – si souvent hermétiques – se sont ouvertes à plus de 10 000 de ces

¹ Agota Kristof, *Hier*, Paris : Seuil, 1995, pp. 56, 73-74, 127-128.

² Pour qualifier le soulèvement de 1956, le terme d'« insurrection » sera majoritairement utilisé. Ponctuellement, le mot « révolution » sera employé, et lorsque nous nous plaçons depuis la Hongrie communiste, nous parlerons parfois de « contre-révolution ».

exilé·e·s. Ce passage esquisse un quotidien difficile à saisir dans les sources habituellement mobilisées par les historien·ne·s, le quotidien de l'exil. Un exil aucunement romantique ou épique, tel qu'il est parfois décrit dans la littérature, mais révélateur d'un horizon morne, jalonné de déceptions et d'hésitations : une sorte d'antichambre de la société d'abondance.

Cet extrait déconstruit le mythe « du » réfugié hongrois de 1956³. Jean et Sandor ne sont assurément pas des « exilés modèles »⁴ comme les commémorations tendent à les décrire. En Suisse, cette image résulte d'un discours élaboré dans les années 1980-1990 selon lequel ces réfugiés auraient été des modèles d'intégration ; leur assimilation aurait été facilitée, parce que leur culture était « proche de la nôtre » et parce qu'ils étaient « bien formés » ou désireux de le devenir. Jean et Sandor ne correspondent pas à cette image et sont au contraire tiraillés entre le rester et le rentrer.

Cet exil s'inscrit dans un contexte particulier. Jean et Sandor sont des réfugiés de la Guerre froide, que d'aucuns qualifient de « temps des bons sentiments »⁵ en matière de politique d'asile. La Convention de Genève de 1951 – qui fixait pour la première fois le statut de réfugié dans le droit international – venait d'être ratifiée par de nombreux pays. Elle traduisait une politique d'asile libérale, bienveillante, surtout envers les transfuges fuyant le bloc communiste. Les actions des organisations internationales brillent alors par leur efficacité. En Occident, on ne compte pas les initiatives pour que ces arrivant·e·s passé·e·s « d'un monde d'esclavage à un monde de libertés »⁶, s'y sentent bien et puisse bâtir leur nouvelle vie.

Pour autant, même si ces réfugié·e·s peuvent être considéré·e·s comme privilégié·e·s par rapport à d'autres vagues anciennes ou contemporaines, leur parcours n'est pas un long fleuve tranquille. Il peut être douloureux et forgé de drames personnels. Les recherches se sont généralement focalisées sur les politiques d'asile qui dictent cet accueil, l'intégration des réfugié·e·s ou alors sur le destin particulier d'une frange des exilé·e·s, intellectuel·le·s ou figures de l'opposition anticomuniste ou antisoviétique. Dans ce contexte, ces migrations sont volontiers perçues dans l'imaginaire collectif comme unidirectionnelles. Les fugitifs quittent un régime totalitaire pour rejoindre le « Monde libre ». Vu de l'Occident, ce flux

³ Nous utilisons ici délibérément le masculin car c'est précisément souvent la figure masculine qui est restée dans l'imaginaire collectif.

⁴ L'expression est de Magali Michelet, « *Sen a skutečnost* » : Rêve et réalité. Une histoire orale de l'exil tchécoslovaque en Suisse après 1968 [Mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2018, p. 86.

⁵ Alain Maillard et Christophe Tafelmacher, *Faux réfugiés ? la politique suisse de dissuasion d'asile : 1979-1999*, Lausanne : Éditions d'En Bas, 1999, p. 16. L'historien Gerard Cohen parle lui d'âge d'or des réfugiés européens (de 1945 à 1960) : Gerard Daniel Cohen, *In War's Wake : Europe's Displaced Persons in the Postwar Order*, Oxford ; New York : Oxford University Press, 2011.

⁶ Melvin J. Lasky et François Bondy, *La révolution hongroise : histoire du soulèvement d'Octobre*, avec préface de Raymond Aron, « une révolution antitotalitaire », Paris : Plon, 1957, p. 321.

migratoire dominant et inéluctable ne traduit-il pas la supériorité d'un régime sur l'autre ? Après un tel voyage, les transfuges n'ont, selon la vision occidentale, aucune raison de retourner dans leur pays tant que le régime qu'ils fuient est encore en place. Il faut ici souligner l'importance du contexte géopolitique. Ce dernier guide non seulement les politiques des pays d'accueil, celles des pays quittés envers leurs dissident·e·s, leur vécu mais aussi leur perception dans les sociétés, qui peut varier de l'indifférence à la curiosité, de l'opinion favorable à l'hostilité.

Cette thèse propose un portrait « dépassionné »⁷ de cette vague. Elle vise à reconstituer l'histoire sociale des fugitif·ve·s⁸ hongrois·es de 1956 ayant séjourné provisoirement ou durablement en Suisse. Elle prend en compte non seulement leur immigration – c'est-à-dire leur arrivée en Suisse – mais aussi, en amont, leur émigration dans le sillage de l'Insurrection de 1956 et, en aval, le retour d'une partie d'entre eux vers la Hongrie de János Kádár⁹ jusqu'en 1963. Cette démarche englobante vise à réinterroger l'histoire du refuge de ces personnes qui ont, en très peu de temps, décidé de traverser le Rideau de fer... quitte à le retraverser ensuite. Il s'agit donc d'éclairer un phénomène jusque-là ignoré par la recherche : le rapatriement volontaire d'une partie d'entre eux. Arrivées dans le « paradis » que pouvait représenter le « Monde libre » des Trente glorieuses, pourquoi certaines personnes ont-elles choisi de retourner vers l'« enfer » communiste ?

I. LE REFUGE DE 1956 : UNE HISTOIRE PLURIELLE

On peut classer les études portant sur les réfugié·e·s de 1956 en trois tendances plus ou moins chronologiques : les études contemporaines portant sur l'accueil et l'intégration des réfugié·e·s ; les études d'historien·ne·s portant sur les raisons de cet accueil et de cette intégration souvent jugée positive ; et enfin, les recherches récentes imprégnées des nouveaux concepts de l'histoire des migrations. Bien que d'apparence relativement bien étudié, ce thème renferme encore des zones d'ombres.

« Un village aide les Hongrois »

Avant d'être analysée par les historien·ne·s, la question des réfugié·e·s de 1956 a préoccupé les sciences sociales. Expert·e·s auprès d'organisations d'aide aux réfugiés locales ou internationales, sociologues, psychiatres, ou encore étudiant·e·s en travail social, les

⁷ L'expression est de Sylvie Aprile, *Le siècle des exilés : bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris : CNRS Éditions, 2010, p. 20.

⁸ Le terme « fugitif·ve » est couramment employé dans les sources contemporaines pour désigner les Hongrois·es ayant fui vers l'Ouest en 1956. Nous l'emploierons régulièrement comme synonyme de réfugié·e.

⁹ Les biographies de la plupart des personnes citées sont présentées *infra*, Annexe O.

chercheur·euse·s ont été nombreux à s'intéresser aux fugitifs de 1956. L'intérêt pour cette population était double. D'une part, on s'y intéressait pour le témoignage qu'elle était à même de donner sur la société communiste¹⁰. Pendant la Guerre froide, la mobilisation des savoirs exilés était une pratique courante et servait généralement la cause de l'anticommunisme. Les enquêtes sur les réfugié·e·s de 1956 témoignent de ces pratiques, elles s'inscrivent dans l'immense production scientifique qu'a suscitée l'Insurrection dans le « Monde libre ». D'autre part, les Hongrois·es font figure de cobayes de la Convention de Genève de 1951 dans un contexte généralement favorable à l'accueil de transfuges d'Europe de l'Est¹¹. Dans tous les pays accueillant des fugitif·ve·s, des enquêtes sont menées pour sonder leur assimilation dans la société¹². Ces entreprises témoignent de la grande attention accordée aux Hongrois·es. Les déplacé·e·s (DPs) de la Deuxième Guerre mondiale – bien qu'encore nombreux à être hébergé·e·s dans des lieux provisoires et en proie à d'innombrables difficultés – étaient loin de cristalliser le même intérêt. En ce début de Guerre froide, on observait l'avènement des *Refugee studies* dans le sillage de la création du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en 1949 et, souvent, avec son support financier¹³. Ces *Refugee studies* ont contribué à forger une image d'Épinal d'exilés fuyant les régimes totalitaires du XX^{ème} siècle tout en pathologisant l'état d'exil, opposé à la norme de sédentarité¹⁴.

En Suisse, bon nombre d'études portent sur les réfugié·e·s de 1956. Il s'agit souvent de mémoires de diplôme en travail social. Le titre de l'un d'eux *Un village aide les Hongrois*¹⁵,

¹⁰ Notamment : International Research associates, *Hungary and the 1956 Uprising : Personal Interviews with 1,000 Hungarian Refugees*, New York, 1957. En France, Nicolas Baudy, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris : La Table ronde, 1957. Concernant la mobilisation des savoirs, on se rapportera aux travaux de Justine Faure. Et sur les biais de ces enquêtes : András Lénárt, « Emigration from Hungary in 1956 and the Emigrants as Tourists to Hungary », *Hungarian Historical Review* 1, no. 3-4, 2012.

¹¹ Sous l'expression Europe de l'Est ou Bloc de l'Est, nous nous référons à une situation géopolitique (et non géographique) propre à la Guerre froide. Cette « Europe de l'Est » regroupait les démocraties populaires aux régimes communistes dominés par l'URSS à différents degrés selon le pays et le moment : l'Albanie, l'Allemagne de l'Est (RDA), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie. Nous excluons ici la Yougoslavie qui rompt avec l'URSS dès 1948. Pour désigner la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, nous parlerons souvent d'Europe centrale.

¹² Par exemple Anton Bayer, « Die ungarischen Flüchtlingslager in Österreich », *Integration. Bulletin international* 5/2, 1957, pp. 105-110 ; Lise Koch, *De ungarske Flygtninge i Danmark*, Dansk Flygtningehjaelp : Copenhagen, 1964 ; Gerhard Sebode, *Ungarische Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland : eine Untersuchung an 150 männlichen, 18-30 Jahre alten ungarischen Flüchtlingen des Jahres 1956 über ihr Denken und Fühlen und ihre soziale Einordnung* [Dissertation, Freiburg in Br.], 1964 ; Philip Soskis, « The Adjustment of Hungarian Refugees in New York », *The International Migration Review* 2 (1), 1967, pp. 40-46 ; Alexander Weinstock S., *Acculturation and Occupation: a Study of the 1956 Hungarian refugees in the United States*, La Haye : M. Nijhoff, 1970 ; Henry Gleitman et Joseph J. Greenbaum, « Attitudes and Personality Patterns of Hungarian Refugees », *The Public Opinion Quarterly* 25 (3), 1961, pp. 351-365.

¹³ Nicolas Fischer et Camille Hamidi, *Les politiques migratoires*, Paris : La Découverte, 2016, p. 46.

¹⁴ Liisa H. Malkki, « Refugees and Exile : From « Refugee Studies » to the National Order of Things », *Annual Review of Anthropology* 24 (1), 1995, pp. 495-523.

¹⁵ Elisabeth Kohler, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [Diplôme en travail social], Zurich, 1958 ; Elisabeth Ott, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge in Winterthur* [Diplôme en travail

résume bien cette première phase d'intérêt qui mettait surtout en avant l'efficacité des mesures prises en 1956 pour accueillir les réfugié·e·s. Ce type de recherche décrit avec empathie des personnes déracinées et isolées fuyant l'« enfer » communiste¹⁶. Outre la définition de ce profil, ces études auscultent l'accueil dispensé par la Suisse d'une part, mais aussi et surtout ce qu'elles nomment « l'incorporation » des Hongrois·es dans la société, incorporation généralement considérée comme réussie. L'un de ces travaux s'écarte de cette démarche, il est l'œuvre d'Anita Buss, une exilée employée au Département fédéral de justice et police (DFJP)¹⁷. Son regard se veut celui d'une « témoin » de l'activité déployée par la Division chargée de l'accueil des réfugié·e·s. Davantage informée, elle ne vise pas à montrer le succès de l'intégration des Hongrois·es mais relève les « problèmes » passés et à venir ainsi que les « solutions » préconisées par les autorités. Des phénomènes tus ou ignorés par d'autres études sont détaillés par Buss, comme par exemple l'internement « en vertu des prescriptions sur la police des étrangers » (*fremdenpolizeiliche Internierungen*). Tous ces manuscrits sont devenus de précieuses sources historiques.

La fabrique des « vrais » et des « faux » réfugiés

Les historien·ne·s se sont intéressé·e·s au refuge avant de s'intéresser aux réfugié·e·s¹⁸. Jusqu'aux années 1980, faire l'histoire du refuge s'apparente, d'une part, à faire l'histoire d'un statut juridique qui s'est progressivement clarifié en terme de droit international au cours du XX^{ème} siècle, et d'autre part, à reconstituer l'évolution de politiques favorisant ou non l'accueil de personnes contraintes de fuir leur région d'origine. Dans ce contexte, les historien·ne·s se sont d'abord intéressé·e·s à l'histoire des organisations internationales gérant le refuge¹⁹. Quant aux transfuges Est-Ouest, ce n'est que récemment qu'ils sont devenus l'objet d'études purement historiques. En 1968, suite au Printemps de Prague, une nouvelle vague soudaine et relativement massive rejoint l'Occident, comme celle des réfugié·e·s de

social], Zurich, 1958 ; Esther Zimmermann, *Eingliederungsprobleme ungarischer intellektueller Flüchtlinge in Basel* [Diplôme en travail social], Bâle, 1958 ; Heidi Zürni, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz : eine Abklärung zur Frage « Wie weit ist die Eingliederung von 30 befragten ungarischen Familienmüttern in der Schweiz fortgeschritten? »* [Diplôme en travail social], Lucerne, 1960 ; Monique Ruffieux, *L'adaptation des réfugiés hongrois de 1956, étudiants à Genève* [Diplôme en études sociales], Genève, 1965.

¹⁶ L'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR) n'est pas étranger à l'éclosion de ces enquêtes. L'une de ses collaboratrice – par ailleurs épouse d'un membre éminent de l'émigration hongroise – est souvent mentionnée comme « moteur » de la démarche des étudiantes.

¹⁷ Son portrait figure dans les notices biographiques, *infra*, annexe O. Anita Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956 unter besonderer Berücksichtigung der Arbeit der Eidgenössischen Polizeibehörde* [Travail de diplôme en travail social], Berne, 1968.

¹⁸ Sur l'absence des réfugié·e·s dans l'historiographie, voir Jérôme Elie, « Histories of Refugee and Forced Migration Studies », in : Elena Fiddian-Qasmieh, Gil Loescher, Katy Long *et al.*, *The Oxford Handbook of Refugee and Forced Migration Studies*, Oxford : Oxford University Press, 2014, p. 30.

¹⁹ *Ibid.*, p. 24.

1956. Dans les années 1980, les historien·ne·s de la migration tels que Michael Marrus dans son livre innovant *The Unwanted*, voyaient en eux l'archétype du réfugié dit de la Guerre froide²⁰. Ces personnes – qui parvenaient à fuir soit individuellement, soit collectivement au gré des secousses ébranlant les régimes d'Europe de l'Est – sont alors considérées dans l'historiographie comme privilégiées par le contexte géopolitique.

Un autre champ d'étude s'attachait à la notion d'exil. Traditionnellement liée aux trajectoires des individus appartenant à l'élite, la notion d'exil sert avant tout à souligner l'abandon forcé de son lieu de vie pour des raisons politiques. Les études se sont souvent cantonnées aux personnalités éminentes de l'exil²¹. Dès les années 1980, des mémoires de licence en histoire et des articles thématisent l'accueil des réfugié·e·s hongrois·es propres à chaque pays. Mais dans les monographies, cette question est traitée en tant que simple corollaire aux événements de 1956 ou comme simple chapitre de l'histoire de la diaspora hongroise dans le monde²².

Parallèlement à l'apparition dans les études historiennes des réfugié·e·s de la Guerre froide, il n'est pas rare que le monde politique s'empare de leur image. C'est particulièrement le cas en Suisse dans les années 1980. Face à l'arrivée de nouveaux réfugié·e·s de pays plus lointains, notamment africains, et fuyant d'autres types de conflits que ceux découlant exclusivement de la Guerre froide, des politicien·ne·s artisans de restrictions en matière d'asile ont eu recours à l'histoire pour mettre en évidence les « différences » entre les « vrais » réfugiés de la Guerre froide et les réfugiés des années 1980, dont la demande d'asile est présentée comme un moyen d'immigrer vers les pays du Nord²³. En tête de ce mouvement, la Conseillère fédérale en charge du DFJP de 1984 à 1989, Elisabeth Kopp. La politicienne n'aura de cesse jusqu'à récemment, lors de la commémoration du soixantième anniversaire de la Révolution en 2016, d'insister sur la « proximité culturelle » des Hongrois·es, la légitimité de leur fuite vers l'Ouest et leur comportement exemplaire, facteurs qui expliqueraient aussi bien la chaleur de l'accueil suisse que leur intégration jugée réussie²⁴. À côté de ces discours brandissant les

²⁰ Michael Marrus, *The Unwanted : European refugees in the twentieth century*, New York ; Oxford : Oxford University Press, 1985, pp. 362-368. À notre connaissance, Marrus est le premier à utiliser cette expression.

²¹ Pour la Suisse on citera par exemple Peter von Matt (éd.), *Prominente Flüchtlinge im Schweizer Exil = L'exil en Suisse de réfugiés célèbres = Rifugiati illustri nell'esilio svizzero*, Bern, Bundesamt für Flüchtlinge, Medien & Kommunikation, Vertrieb : BBL, Verkauf Bundespublikationen, 2003.

²² Le terme de diaspora dans le cas de la Hongrie représente deux réalités. D'une part, il est utilisé pour désigner les populations d'origine hongroise en dehors des frontières actuelles suite à la reconfiguration des frontières à l'issue du Traité de Trianon. D'autre part, la diaspora hongroise désigne les personnes issues de l'émigration hongroise dans le monde. Par exemple : Steven Béla Várdy, *The Hungarian-Americans*, Boston : Twayne, 1985.

²³ Voir notamment : Urs Gfeller, Georges-André Chevallaz, Jean-Pierre Hocké, Elisabeth Kopp (éds.), *Le temps des réfugiés*, Lausanne : Éditions de l'Aire, 1987.

²⁴ Discours donnés dans le cadre de commémorations des 60 ans de 1956 en octobre 2016. Voir aussi le livre de George Zabratzky préfacé par Christoph Blocher, *Flucht in die Schweiz : ungarische Flüchtlinge in der Schweiz*,

réfugiés hongrois comme « exilés modèles » également très relayés par certaines personnalités hongroises elles-mêmes, se développait une vision extrêmement critique de la politique d'asile suisse passée et présente. Dès les années 1980, des chercheurs tels que Marie-Claire Caloz-Tschopp, puis Alain Maillard et Christophe Tafelmacher mettaient en évidence le pourquoi de l'accueil favorable des réfugié·e·s de la Guerre froide : « peu importe ce qu'ils fuient réellement : blancs et bien formés, les réfugiés de cette époque peuvent s'intégrer facilement et l'opinion leur est favorable »²⁵. Un travail de master a montré comment s'est forgée cette image : elle résulte d'une volonté politique de transmettre une image idéalisée des réfugiés hongrois²⁶. Quant à leur intégration, les géographes Etienne Piguet et André Pancza ont, sans la contester, montré qu'elle n'avait rien à voir avec la « proximité culturelle » qui n'a d'une part que peu de fondement anthropologique et, d'autre part, reflète une lecture très contemporaine de l'arrivée des réfugié·e·s. Cette intégration résulterait plutôt de l'ouverture de la Suisse à leur rencontre, de l'accès à des permis de séjour stables, de la jeunesse des réfugié·e·s et de la stabilité économique des années 1950²⁷.

De manière générale, la recherche s'est focalisée sur les motifs de l'accueil positif et libéral observé en 1956, ainsi que, dans une moindre mesure, sur le devenir des réfugié·e·s²⁸. Une synthèse des conclusions qu'ils et elles ont tirées est nécessaire.

Si la plupart des historien·ne·s font référence à la tradition humanitaire de la Suisse pour expliquer le grand élan de générosité de l'automne 1956, ils ont également montré que la (ré)activation de cette tradition en 1956 est très fortement liée au passé récent de la Seconde Guerre mondiale²⁹. À la sortie du conflit, la Suisse souffre d'un déficit d'image. Isolée au niveau diplomatique et perçue par les Alliés comme profiteuse de guerre, elle n'a pas d'autres choix que de repenser sa politique étrangère³⁰. Cette idée, portée par le Conseiller fédéral

Zurich : Orell Füssli, 2006. Dès 2015, après la médiatisation de la crise des réfugié·e·s, certain·e·s ancien·ne·s réfugié·e·s que nous rencontrions dans le cadre de nos recherches ravivaient eux-mêmes ce discours.

²⁵ Alain Maillard et Christophe Tafelmacher, *Faux réfugiés ? : la politique suisse de dissuasion d'asile : 1979-1999*, Lausanne : Éditions d'en bas, 1999, p. 19 ; Marie-Claire Caloz-Tschopp, *Le tamis helvétique : des réfugiés politiques aux « nouveaux réfugiés »*, Lausanne : Éditions d'en bas, 1982.

²⁶ Claudia Ismelli, *Die Erinnerung an die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz zwischen Selbst- und Fremdwahrnehmung : 1956-2006* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 2011.

²⁷ André Pancza et Etienne Piguet, « Les réfugiés hongrois dans le canton de Neuchâtel », *Géo-Regards*, n°2, 2009 : *Migrations contemporaines*, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, pp. 57-73.

²⁸ On pense ici à Zimmer, *Ungarn vererben?*, *op. cit.* ; Urban Stäheli, « *Zu Hause, aber nicht daheim* » : *Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich : Volkskundliches Seminar der Universität Zürich, 2006 ; Tamás Kanyo, *Emigration und Identität Aspekte der Integration 1956er Ungarnflüchtlinge in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 1998.

²⁹ Voir par exemple : Regula Ludi, « More and Less Deserving Refugees : Shifting Priorities in Swiss Asylum Policy from the Interwar Era to the Hungarian Refugee Crisis of 1956 », *Journal of Contemporary History* 49 (3), 2014, pp. 577-598.

³⁰ François Walter, *Histoire de la Suisse*, t. 5 : *Certitudes et incertitudes du temps présent (de 1930 à nos jours)*, Neuchâtel : Éditions Alphil - Presses universitaires suisses, 2010, pp. 71-72.

Max Petitpierre, implique la diffusion d'une image positive, y compris dans le domaine de l'asile³¹. L'un des jalons de ce rattrapage humanitaire est l'arrêté fédéral du 7 mars 1947 dans lequel – grande nouveauté – il était stipulé que les « réfugiés peuvent être autorisés à séjourner durablement en Suisse »³². La ratification de la Convention de Genève en 1954 par la Suisse est un autre de ces jalons. À la même période, les critiques envers la politique d'asile suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale, bien qu'encore peu audibles dans l'opinion publique, deviennent menaçantes. C'est dans ce contexte que la Confédération amorce un premier travail de mémoire en mandatant en 1954 le juriste Carl Ludwig en vue de rédiger un rapport décortiquant l'orientation passée et présente de la Suisse en matière d'asile³³. Au sujet de la Seconde Guerre mondiale, le rapport conclut : « il est hors de doute qu'une politique [de la Suisse] plus libérale en matière d'admission aurait eu pour effet de mettre d'innombrables persécutés à l'abri de l'extermination »³⁴. À la fin 1956, les conclusions peu flatteuses du rapport sont déjà connues des dirigeants³⁵. Son annexe rédigée par le Département fédéral de justice et police et intitulée *La pratique suisse de l'asile à l'époque récente* montre à quel point l'accueil des réfugié·e·s hongrois·es participe à ce processus de rattrapage humanitaire : pour tempérer la critique et montrer que la Suisse a bel et bien changé de cap en matière de politique d'asile, six pages détaillent la réussite de l'accueil des 10 000 réfugiés hongrois en quelques mois³⁶. Il semble même que la publication du rapport Ludwig ait été retardée pour y intégrer les preuves de ce revirement³⁷. Si le poids de la Deuxième Guerre mondiale sur la Suisse officielle a souvent été mis en avant dans l'historiographie, on le relève moins pour expliquer l'élan de générosité de la société civile. Or, selon nous, cette générosité est aussi en

³¹ Voir notamment : Ludi, « More and Less Deserving Refugees », *art. cit.*

³² Carl Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, Berne, 1957, p. 326.

³³ *Id.* Peu d'études ont été menées sur ce rapport de quelque 400 pages. Nous pouvons néanmoins citer l'un des seuls articles : Aleš Hubáček, « Der Bericht Ludwig (1957) in der Retrospektive », in : Carsten Goehrke et Werner G. Zimmermann (éds.), *Zuflucht Schweiz : der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Verlag Hans Rohr, 1994, pp. 345-367. Pour plus de détails, voir *infra*, annexe O. (Ludwig, Carl).

³⁴ Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés*, *op. cit.*, p. 355.

³⁵ Feldmann l'évoque déjà le 1^{er} janvier 1957 : Roger Sidler et Peter Moser (éds.), *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, Bâle : Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Kommissionsverlag Krebs, 2001, p. 258. Dans la presse suisse, au moment d'accueillir les Hongrois, quelques articles font déjà ce lien et relèvent que l'accueil des Hongrois est en partie motivé par la « la politique d'asile ratée de Rothmund » (*verfehlte Rothmundschen Flüchtlingspolitik*), *Die Tat*, 4 février 1957. La presse rend compte du rapport à l'automne 1957. *L'Impartial* relève par exemple : « ses conclusions [...] n'ont pas de quoi nous rendre fiers » (12 octobre 1957).

³⁶ Voir Annexe A. La pratique suisse de l'asile à l'époque récente (rapport du DFJP ajouté au Rapport Ludwig).

³⁷ C'est ce que laisse entendre l'introduction au rapport rédigée en septembre 1957 par le président de la Confédération : « Les événements survenus en Hongrie, en automne 1956, ayant démontré combien la question des réfugiés est actuelle, le Conseil fédéral s'est déterminé à compléter le rapport par un exposé succinct relatif à l'œuvre de secours la plus récente en faveur des réfugiés hongrois [...] La préparation de ces exposés supplémentaires et d'autres circonstances imprévues ont retardé la publication du rapport du professeur Ludwig », in : Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés*, p. 5.

partie à mettre sur le compte de ce passé récent. Si tout le monde ne remet pas en question l'attitude de la Suisse face aux réfugié·e·s israéliites, la population a bien conscience de sa chance d'avoir été épargnée par le conflit mondial. L'énorme compassion montrée en 1956 et la solidarité qui l'a suivie s'apparente à une forme de rattrapage humanitaire déculpabilisant. Mais cette générosité s'ancre surtout dans la réalité des années 1950. Malgré sa neutralité, la Confédération helvétique se range par son économie ainsi que son régime politique du côté des forces occidentales et se positionne idéologiquement contre le communisme. C'est aussi le cas d'une majeure partie de sa population. Nous pouvons parler de compassion *conditionnée* par une aversion du communisme. Accueillir en nombre celles et ceux qui le fuyaient représente donc un geste politico-symbolique, et cela bien que « la politique de l'État à l'égard des réfugiés [doit] être conçue en totale indépendance de considérations [...] stratégiques, politiques (intérieure ou extérieure) »³⁸. Depuis les années 1980, certaines études mettent en avant *l'aubaine* que représentait l'accueil de ce type de réfugié·e·s pour la Suisse. Une aubaine à deux volets : celui du passé donc – Marie-Claire Caloz-Tschopp va jusqu'à dire que cet accueil bienveillant de fugitifs de l'Est permettait l'« effacement » des manquements de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale³⁹ – ; celui du présent ensuite : « les événements de Hongrie sont aussitôt exploités politiquement pour renforcer la position anti-soviétique dans l'opinion publique »⁴⁰. Veillant à la préservation de la réputation des réfugié·e·s, les autorités dénoncent ceux qui n'entrent pas dans le consensus et attaquent ainsi indirectement l'antenne communiste suisse : le Parti du Travail (PdT) pour le décrédibiliser⁴¹.

Il s'agit aussi d'une aubaine économique. Non pas, comme le laissent souvent entendre certaines analyses, parce que la majorité des réfugié·e·s serait bien formée. Nous aurons l'occasion de montrer que ce n'est pas le cas. Mais plutôt parce que l'arrivée soudaine de cette main d'œuvre, qu'on pense anticommuniste et peu portée sur les revendications syndicales,

³⁸ Lorena Parini et Matteo Gianni, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », in : Hans Mahnig (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich : Seismo, 2005, pp. 189-190. La Suisse ne prenait aucun risque et cela lui permettait de se faire bien voir par les puissances de l'OTAN : Gusztáv Kecskés, « Die Aufnahme der 1956er Flüchtlinge aus Ungarn in der Schweiz in internationaler Perspektive », in : Matthieu Gillibert et Tiphaine Robert (éds.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg, Itinera*, n°42/2017, pp. 69-96.

³⁹ Caloz-Tschopp, *Le tamis helvétique*, op. cit., p. 36.

⁴⁰ Parini et Gianni, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », art. cit., p. 199.

⁴¹ L'historienne Rita Lanz a mis en évidence cette instrumentalisation : Rita Lanz, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung : die Schweiz und die Aufnahme ungarischer Flüchtlinge 1956* [Mémoire de licence en histoire], Zurich, 1996.

tombe à point nommé. En 1956, la Suisse se trouve en période de haute conjoncture⁴². Dès 1945, elle participe à la reconstruction de l'Europe et bénéficie du fait que son système de production n'a pas été détruit pendant la guerre. Elle a alors massivement recours aux travailleuses et travailleurs d'Europe, principalement italien·ne·s, pour faire face au besoin de main d'œuvre qu'engendre cette nouvelle croissance⁴³. En parcourant les pages « emplois » des journaux de 1956, on est impressionné par le nombre d'offres qu'elles contiennent. C'est l'une des variables contextuelles mises en avant par les chercheurs : même si « la politique d'asile ne devrait pas être gérée à l'aune des conjonctures économiques », force est de constater que « l'accueil généreux [...] ne peut vraisemblablement être dissocié de la conjoncture économique favorable »⁴⁴. L'historien Kecskés relativise néanmoins le poids de cet argument dans la décision du Conseil fédéral d'accueillir plus de 10 000 réfugié·e·s. Il se base sur certaines remarques des autorités quant aux qualifications des Hongrois·es qui ne correspondent pas aux besoins réels de l'économie⁴⁵. En revanche, il est vrai que le recrutement de quelques personnes hautement qualifiées ou la formation d'étudiants prometteurs a représenté une aubaine pour certaines entreprises. Des artistes et des sportifs ont également fait les beaux jours de certaines institutions comme les jeunes joueurs recrutés au FC Servette ou des musiciens tels que Tibor Varga. Au niveau de sa politique migratoire, la Suisse privilégiait alors un système de rotation, c'est-à-dire basé sur l'octroi de permis de séjour provisoires renouvelables ou non, selon la conjoncture⁴⁶. L'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers du travail (OFIAMT) préconise une forme de sélection. Il recommandait de ne pas renouveler le permis de « personnes qui ne donnent pas satisfaction du point de vue professionnel ou du caractère »⁴⁷.

La recherche mentionne régulièrement « l'état des flux » pour expliquer le bon accueil des réfugié·e·s de la Guerre froide, ceux-ci étant « peu nombreux » et issus de « régions

⁴² Werner R. Rein et Ernst Baltensperger (éds.), *Die schweizer Wirtschaft, 1946-1986: Daten, Fakten, Analysen*, Zurich : Schweizerische Bankgesellschaft, 1987, p. 16.

⁴³ Peter Gilg et Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir 1945-... », in : *La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne : Éditions Payot, 2004, pp. 771-776.

⁴⁴ Parini et Gianni, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », *art. cit.*, p. 194

⁴⁵ Gusztáv Kecskés, « Die Aufnahme der 1956er Flüchtlinge aus Ungarn in der Schweiz in internationaler Perspektive », *art. cit.*, p. 92.

⁴⁶ Marc Vuilleumier, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich : Pro Helvetia, 1992, pp. 90-91 ; Etienne Piguet, *L'immigration en Suisse : soixante ans d'entrouverture*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2013, pp. 18-20.

⁴⁷ Communication de son directeur M. Kauffmann le 16 avril 1953 : Mauro Cerutti, « La politique migratoire de la Suisse 1940-1970 », in : Mahnig, *Histoire de la politique de migration*, *op. cit.*, pp. 89-134.

proches »⁴⁸. Dans cet ordre d'idées, les Hongrois-es de 1956 auraient représenté un profil idéal du point de vue des autorités. En réalité, ce double argument (petit nombre et proximité culturelle) n'apparaît pas dans les sources contemporaines et a été construit à posteriori. Il nous semble directement issu du débat des années 1980 autour de l'asile.

Des recherches au carrefour de la migration et de l'asile

Les années 1990 amorcent un virage dans l'étude de la vague de 1956. D'une part, il s'inscrivait dans le cadre d'un nouveau round de la recherche historique sur le refuge favorisant une vision des institutions souvent plus critique que par le passé⁴⁹. L'historiographie a mis en évidence les contradictions de la Convention de Genève qui avait inauguré la « guerre-froidisation » de la définition du réfugié en insistant sur la notion très subjective de persécution⁵⁰. Les historien-ne-s en ont démontré le caractère europécisé et ont mis en évidence sa dimension idéologique, la Convention étant pensée avant tout pour des réfugié-e-s fuyant l'Europe de l'Est passée sous domination soviétique⁵¹.

D'autre part, les auteur-e-s hongrois-es pouvaient enfin se pencher précisément sur cette vague d'émigration grâce à l'ouverture progressive des archives et du tournant démocratique de 1989. En 1991, la revue *Regio* publiait pour la première fois les statistiques réalisées en 1957 par les autorités hongroises et demeurées secrètes jusque-là⁵². Elles permettaient de se faire une idée assez précise de la composition de ce groupe. Et de faire tomber au moins deux mythes : premièrement, la majorité des réfugié-e-s exerçaient des métiers dits « physiques ». Deuxièmement, on y découvrait que beaucoup étaient originaires des régions proches de la frontière autrichienne, ce à quoi les chercheurs occidentaux n'avaient pas forcément prêté attention. Cette prédominance fait dire à l'historien Stéphane Dufoix :

Ces chiffres tendent à accréditer l'hypothèse d'une migration favorisée par la proximité de la frontière autrichienne, exceptionnellement ouverte après l'insurrection. Elle ne remet pas en cause le départ de

⁴⁸ Parini et Gianni, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », *art. cit.*, p. 192. Les fermetures des frontières avaient entre les années 1948 et 1989 causé une forme de « gel » des flux ayant pour résultat un nombre relativement modéré de demandes d'asile en dehors des vagues de 1956 et 1968.

⁴⁹ Elie, « Histories of Refugee and Forced Migration Studies », *art. cit.*, pp. 24-25. L'excellente synthèse d'Elie insiste sur l'importance pour les historiens de déconstruire les catégorisations (*labels*) créées par les institutions.

⁵⁰ Cohen, *In War's Wake*, *op. cit.* ; Karen Akoka, « Crise des réfugiés, ou des politiques d'asile ? », *La Vie des idées*, 31 mai 2016. En ligne : <https://lavedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html> (01.02.2019). Et aussi : Fischer et Hamidi, *Les politiques migratoires*, *op. cit.*, pp. 48-49.

⁵¹ Marrus, *The Unwanted*, *op. cit.* ; Gérard Noiriel, *La tyrannie du national : le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris : Calmann-Lévy, 1991. Son protocole, signé à New-York en 1967 étendra la protection au monde entier et la Convention perdra du même coup son caractère limité dans le temps (elle était d'abord seulement applicable aux personnes devenues réfugiées avant le 1^{er} janvier 1951).

⁵² KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio* 4 (1991), pp. 174-211.

ceux qui craignaient pour leur vie mais relativise grandement, à notre avis, celle des raisons globalement politiques du départ pour privilégier en revanche celle de l'opportunisme des Hongrois profitant de l'ouverture des frontières pendant l'insurrection pour quitter le pays après l'écrasement des espoirs d'indépendance⁵³.

Les chercheurs s'employaient progressivement à reconstituer les raisons de cet exil, dans un contexte en partie dépolitisé du fait de la fin de la Guerre froide. En Hongrie, on étudiait évidemment différemment cette vague, sous l'angle de l'émigration, mais elle était souvent cantonnée à une histoire exclusivement politique et non sociale. L'Institut 1956, par exemple, s'intéresse principalement aux exilé·e·s politiques et à leur combat à distance contre le régime. En 2006, le cinquantenaire de 1956 a occasionné de nombreuses recherches participant à la déconstruction du « mythe » des réfugié·e·s hongrois·es⁵⁴.

En Suisse, la chute du mur fait naître un intérêt pour l'Europe centrale. D'après les chiffres de la Société suisse d'histoire portant sur les mémoires et les thèses ayant un sujet lié à l'Europe centrale, la période 1996-2000 constitue une forme d'apogée⁵⁵. Simultanément, des études d'envergure retraçaient les enjeux de l'asile en Suisse dans une perspective historienne⁵⁶.

Pour autant, ce pic des nouvelles recherches a eu lieu avant le grand renouvellement de l'historiographie de la présence étrangère et de l'immigration (principalement italienne) en Suisse. En effet, dès les années 2000 et 2010, cette question a interpellé les historien·ne·s de manière nouvelle⁵⁷. La synthèse historiographique de Damir Skenderovic met en avant un tournant qui va se confirmer : l'intérêt croissant pour les migrant·e·s en tant qu'acteurs et actrices non seulement de leur destin mais aussi dans le domaine social, politique, culturel⁵⁸.

⁵³ Stéphane Dufoix, « La réfraction : 1956 en exil », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, op. cit., p. 110. Même constat chez Philipp Ther, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017, p. 239.

⁵⁴ Voir par exemple Phil Casoar et Eszter Balázs, *Les héros de Budapest*, Paris : Éditions Les Arènes, 2006 ; Murber Ibolya et Zoltán Fónagy (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006 ; Andrea Pető, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution : Narrating Gender and Migration », in : Ann Katherine Isaacs (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, pp. 153-163 ; Ferenc Cseresnyés, « A nemzetközi menekültjog alkalmazása : Ausztria és az 56'-os menekültek » [Le droit international les réfugiés et son application en Autriche pour les réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk* (1) 2007, pp. 172-173.

⁵⁵ Base de données Infoclio : <http://www.infoclio.ch/fr/theses> (09.12.2015). Certains mémoires de licence ont sensiblement fait avancer la recherche comme par exemple Peter Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse. Les conséquences diplomatiques d'un acte humanitaire* [Mémoire de licence en histoire contemporaine], Fribourg, 2001.

⁵⁶ Carsten Goehrke et Werner G. Zimmermann (éds.), *Zuflucht Schweiz : der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Verlag Hans Rohr, 1994 ; Monika Bankowski, Hans Urech et Peter Brang (éds.), *Asyl und Aufenthalt : die Schweiz als Zuflucht und Wirkungsstätte von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle ; Francfort-sur-le-Main : Helbing & Lichtenhahn, 1994 ; Marc Vuilleumier, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich : Pro Helvetia, 1987.

⁵⁷ On citera parmi de cette riche production : Morena La Barba, Christian Stohr, Michel Oris et al. (éds.), *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, Lausanne : Antipodes, 2013.

⁵⁸ Damir Skenderovic, « L'immigration en Suisse, une histoire en lente construction », in : Claude Hauser, Pauline Milani, Martin Pâquet et Damir Skenderovic (éds.), *Les sociétés face aux défis de la migration*, Porrentruy, Laval : SJE-Presses de l'Université de Laval, 2014, pp. 25-40.

Cet intérêt s'inscrit à la fois dans le sillage de l'histoire d'en bas et va de pair avec le développement du concept d'*agency* désignant la faculté d'action et la mobilisation de ressources d'un individu⁵⁹. Considérée comme marginale et, il est vrai, numériquement minoritaire par rapport à l'immigration italienne, l'immigration issue des pays du Bloc de l'Est n'a pas connu le même renouvellement⁶⁰. La synthèse historiographique que nous avons publiée en 2017 appelait, dans le sillage de l'histoire des migrations, à un renouvellement des recherches sur l'exil en Suisse. Celles-ci avaient le désavantage de constituer une seconde historiographie, séparée de celle des migrations. Récemment, le livre de Holenstein, Kury et Schulz – en proposant la notion de « *Wanderungssystem* » – prend en compte l'histoire des migrant·e·s et des réfugié·e·s de manière moins clivée et apporte une vision globale et chronologique de l'histoire des migrations en Suisse⁶¹.

Si l'histoire de la politique d'asile helvétique au XX^{ème} siècle n'est plus vraiment à faire, il est grand temps de s'intéresser aux réfugié·e·s non pas dans l'état de passivité souvent associé à l'exil mais comme des acteurs et actrices à part entière⁶². Placer les personnes au centre des études, c'est ce à quoi plaidaient les historien·ne·s Knox et Kushner en 2001⁶³. En d'autres termes : une histoire sociale des réfugié·e·s reste à écrire.

Autre grand renouvellement de l'historiographie spécifique aux années 2000 : l'avènement de la notion de transnationalisme. Ce concept permettait de considérer la migration et l'exil non comme l'arrivée à un point B définitif et inéluctable mais plutôt comme un état provisoire qui n'exclut pas les circulations – voire le retour dans le pays d'origine – de personnes, de connaissances et de biens. Des historien·ne·s comme Nancy Green ont démontré l'apport de ce concept pour l'étude des migrations. Les historien·ne·s assimilent désormais le plaidoyer du sociologue Abdelmalek Sayad : ne plus uniquement se concentrer sur l'arrivée des migrants, mais aussi prendre en compte leur *départ* ainsi que les liens entre l'État quitté et les *émigrant·e·s*⁶⁴.

⁵⁹ Ce concept a trouvé un écho particulièrement fort dans le champ des études sur la migration. On considère généralement Albert Bandura comme l'un des pionniers : *Social Foundations of Thought and Action: A Social Cognitive Theory*, 1st édition, Englewood Cliffs : Prentice Hall, 1986.

⁶⁰ Actuellement, de nouvelles recherches infléchissent la tendance : Magali Michelet, *Rêve et Réalité d'un exil. Parcours de Tchécoslovaques en Suisse [1968–2018]*, Fribourg : Aux sources du Temps présent, 2018 ; citons aussi les recherches de Tomislava A. Kosić qui réalise actuellement une thèse sur l'immigration yougoslave.

⁶¹ André Holenstein, Patrick Kury et Kristina Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte : Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Baden : Hier und Jetzt, 2018, ici, p. 14.

⁶² Gillibert et Robert, « Écrire l'histoire de l'exil d'Europe centrale en Suisse pendant la Guerre froide », in : Gillibert et Robert, *Chercher refuge, op. cit.*

⁶³ Antony Robin Jeremy Kushner et Katharine Knox, *Refugees in an Age of Genocide : Global, National and Local Perspectives during the Twentieth Century*, Londres [etc.] : F. Cass, 2001, p. 1.

⁶⁴ Nancy Green et François Weil (éds.), *Citoyenneté et émigration : les politiques du départ*, Paris : École des hautes études en sciences sociales, 2006 ; Nancy Green et Roger Waldinger (éds.), *A Century of*

Pour terminer ce panorama des acquis de la recherche concernant l'exode de 1956, nous souhaitons brièvement aborder le contexte dans lequel notre recherche a été réalisée (entre 2015 et 2018). La situation politique en Hongrie cristallise aujourd'hui un certain intérêt et quelques inquiétudes. En 2015, elle se mettait à dos une partie de l'Europe par sa politique extrêmement hostile aux personnes fuyant le Moyen-Orient et la guerre civile en Syrie. La Hongrie, qui avait vu plus de 200 000 de ses citoyen-ne-s fuir le chaos de l'Insurrection en 1956, aurait, selon moult commentaires occidentaux, « la mémoire courte » et ferait bien de se rappeler de l'accueil exemplaire qu'avaient reçu les exilé-e-s à l'époque⁶⁵. Dans ce contexte, les commémorations du soixantième anniversaire de 1956 en Hongrie verrouillaient l'analyse de l'exode de 1956. La simplification de l'histoire du soulèvement et la glorification des « héros » exclusivement présentés dans l'espace public comme des jeunes révolutionnaires anticomunistes rendait le travail des chercheurs et chercheuses inaudible. Pour ce qui est de l'histoire des réfugié-e-s, nous observons également un fort contraste entre les commémorations officielles bannissant ou biaisant le phénomène d'émigration et des études académiques très critiques qui opposaient notamment la frilosité de la Hongrie contemporaine à la générosité de l'Occident naguère⁶⁶. L'histoire des réfugié-e-s hongrois-es est complexe. Elle se trouve régulièrement escamotée. Le discours – occidental – des années 1980 sur la prétendue « proximité culturelle » des réfugié-e-s de 1956 est même adapté au contexte actuel par le gouvernement magyar qui se présente en rempart de chrétienté face aux « hordes » de migrant-e-s de confession musulmane. En Hongrie, faire des recherches sur les réfugié-e-s du passé et du présent relève aujourd'hui de la subversion⁶⁷.

Transnationalism : Immigrants and Their Homeland Connections, Urbana : University of Illinois Press, 2016 ; Abdelmalek Sayad, *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Seuil, 1999. Dès les années 1970, l'auteur dénonçait la focalisation des chercheurs sur l'« adaptation » des immigrants dans le pays d'accueil, une vision jugée partielle et ethnocentrique. Sur le lien entre l'avènement du transnationalisme et l'étude du refuge et des rapatriements : Katy Long, *The Point of No Return: Refugees, Rights, and Repatriation*, New York : Oxford University Press, 2013, pp. 6-7.

⁶⁵ En témoigne la campagne d'Amnesty International utilisant une image de réfugié-e-s de 1956 pour dénoncer la politique restrictive de Viktor Orbán : <http://gemeinwohl.at/2015/10/petition-gegen-das-vergessen-der-ungarn/> (05.01.2018) ; Simon Petite, « Ne parlez plus des réfugiés de 1956 à la Hongrie », *Le Temps*, 26 octobre 2016.

⁶⁶ Deux numéros des revues y sont consacrées : Gábor Egry et Róbert Takács (éds.), *Migráció, Emigráció, 1956, Múltunk* (3) 2016 ; Stefano Bottoni (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugié-e-s. Nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016. Voir aussi James Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 : From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies* 9, 2016, pp. 122-136 ; Gusztáv Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun : l'accueil en Occident des réfugiés hongrois de 1956 », *Relations internationales* (172), 2017, pp. 127-142 ; Peter Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », in : Jerzy Kochanowski et Joachim von Puttkamer, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 125-156 ; Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017.

⁶⁷ Nous n'avons rencontré que peu d'obstacles dans la conduite de notre recherche. Le problème qui se pose quant à la liberté de la recherche en Hongrie et en Europe centrale est plus complexe et concerne surtout les

Le retour des réfugié·e·s

Même si l'histoire des réfugié·e·s de 1956 a été déjà bien défrichée, il reste des zones d'ombre dans l'historiographie aussi bien au niveau international que suisse. Notre recherche propose de combler certaines des lacunes mentionnées ci-après.

Il n'existe aucune monographie générale sur les réfugié·e·s de 1956 à l'échelle mondiale. L'historien Gusztáv Kecskés devrait pallier ce manque par un livre à paraître prochainement en anglais. Ses recherches basées sur une approche institutionnelle se focalisant sur l'accueil au niveau international, d'autres aspects restent à étudier. Nous avons déjà évoqué la nécessité, alors que les derniers survivant·e·s de cette époque disparaissent, de retracer les parcours des réfugié·e·s et de les replacer dans une histoire *sociale* de la Guerre froide. Au niveau suisse, la focalisation des recherches sur l'accueil et l'intégration des réfugié·e·s fait oublier les polémiques qu'ont suscité l'arrivée des Hongrois·es. Un autre enjeu occulté – sous l'emprise mémorielle de la figure de l'« exilé modèle » – regroupe les difficultés rencontrées par les réfugié·e·s : obstacles administratifs dans la réalisation des projets personnels et professionnels et solutions de ces dernier·e·s pour y remédier ; injonctions leur dictant le comportement qu'ils devraient avoir ; sanctions – allant jusqu'à l'internement administratif – lorsqu'ils et elles s'écartent des normes liées aux mœurs et au travail ; diverses discriminations qu'ils et elles subissent en tant qu'étranger·e·s et, plus souvent, en tant que femmes ou minorités. Sur un plan plus émotif, les déceptions rencontrées en Suisse ainsi que le mal du pays. Ce dernier élément ne saurait désormais être négligé. Il a récemment été appréhendé comme objet d'étude à part entière dans le sillage de l'histoire des émotions. L'historienne Susan Matt remarque que, dans le contexte américain, l'histoire du mal du pays – passé dans l'imaginaire collectif de maladie prise très au sérieux à la fin du XIX^{ème} siècle à une difficulté bagatellisée à la fin du XX^{ème} siècle – remet en question le « mythe de l'attractivité magnétique » des États-Unis⁶⁸. Tout comme le mal être ressenti par les transfuges ayant rejoint le monde capitaliste dérègle l'image selon laquelle celles et ceux qui fuient le communisme trouveraient forcément un foyer à leur convenance dans un Occident considéré comme plus attractif.

Un groupe social a été particulièrement ignoré par la recherche : les réfugié·e·s ayant choisi le rapatriement en Hongrie. Ils représentaient justement des contre-modèles de l'image des réfugié·e·s décrite plus haut. Nous avons questionné dans des études intermédiaires cette

chercheurs originaires de ces pays. Celles et ceux qui travaillent sur des thèmes jugés subversifs comme la pauvreté, les minorités tsiganes, la migration peinent désormais à trouver du travail et des financements.

⁶⁸ « The history of homesickness also challenges the myth of America's magnetic allure ». Susan J. Matt, *Homesickness : an American history*, New York : Oxford University Press, 2011, ici, p. 9.

absence dans l'historiographie aussi bien hongroise qu'internationale⁶⁹. D'un point de vue suisse, nous avons interprété cette absence par le fait que ce groupe s'écarte de ce modèle par leur « non intégration »⁷⁰. Comme l'explique l'historien András Lénart : « ceux qui ont réussi sont demeurés intéressants pour la recherche »⁷¹. À l'inverse, l'exil de ceux qui, selon les vainqueurs de la Guerre froide, n'ont pas « réussi » a été effacé de l'histoire.

Le rapatriement des Hongrois·es n'a suscité que quelques études isolées. Ce constat s'étend plus généralement aux réfugié·e·s de la Guerre froide qui ont choisi de rentrer en URSS ou dans les démocraties populaires avant 1989. Le peu d'études sur le sujet se cantonne généralement aux politiques d'encouragement au retour mises en place par ces pays⁷². Leurs conclusions portent principalement sur le succès mitigé de ces entreprises de propagande. Si les chercheurs et chercheuses ont interprété l'absence d'études sur les rapatriements entre les années 1950 et 1980 par l'absence de rapatriements tout court, il nous semble plutôt que ce manque d'intérêt s'explique par le fait que les rapatriements n'étaient – pendant la Guerre froide et contrairement à aujourd'hui – pas encouragés par les pays occidentaux qui dans le cas des réfugié·e·s hongrois·es jugent leur rapatriement « politiquement impensable »⁷³. Souvent minimisés, les rapatriements volontaires pourtant existants de réfugié·e·s de la Guerre froide ne faisaient pas vraiment l'objet de débat⁷⁴. Les auteur·e·s ne s'attardent généralement

⁶⁹ Tiphaine Robert, « Mindennek ellenére. 1956-os menekültek hazatelepülése » [Envers et contre tout. Le rapatriement de réfugié·e·s hongrois·es de 1956], in : Egry et Takács, *Migráció, Emigráció, 1956*, op. cit., pp. 91-122 ; « Le retour des exilé·e·s hongrois·es de Suisse après 1956 : raisons invoquées, raisons instrumentalisées », in : Gillibert et Robert, *Chercher refuge*, op. cit., pp. 147-168 ; « Magyar menekültek hazatérése Svájcban 1956 után » [Le retour de réfugié·e·s hongrois·es depuis la Suisse après 1956], in : Bottoni, *1956 mint menekültválság*, op. cit., pp. 413-431.

⁷⁰ Tiphaine Robert, « Le retour d'exil comme résultat d'une non-intégration ? Discours sur le rapatriement volontaire de réfugié·e·s hongrois·es vers la Hongrie communiste (1956-1961) », in : Krisztina Horváth, Dávid Szabó, Réka Tóth et Jean-Pierre Goudaillier (éds.), *Migrations et intégrations*, numéro thématique et pluridisciplinaire de la *Revue d'Études Françaises* (21) 2016, pp. 27-33.

⁷¹ Lénart, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, op. cit., p. 470.

⁷² Pour la Hongrie : Juliet Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is». Az MSZMP repatriálási és hazátogatási politikája 1956 és 1963 között » [« en attente des fils égarés ». Politique de rapatriement et de visites au pays par le MSZMP entre 1956 et 1963], *Múltunk* (1) 2007, pp. 187-213 ; Magdolna Baráth, « Attempts to win and break up the hungarian emigration after 1956 », in : Anna Mazurkiewicz (éd.), *East Central Europe in exile*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013, pp. 293-310 ; Glenna Roberts and Serge Cipko, *One-way Ticket : The Soviet Return-to-the-homeland Campaign, 1955-1960*, Manotick : Penumbra Press, 2008 (nous n'avons pas pu nous procurer cet ouvrage) ; Simo Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *Journal of International and Global Studies* 2 (2), 2011 ; Lilita Zalkalns, *Back to the motherland : repatriation and Latvian emigres 1955-1958* [Thèse de doctorat à l'Université de Stockholm (Department of Baltic Languages, Finnish and German)], Stockholm, 2014 ; Valeria Galvan, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign on the Eastern European Émigré Community in Argentina (1955-1963) », *Litteráa Scripta* 1, 2017, pp. 22-34. Une étude portant sur les Arménien·ne·s est l'une des rares à se baser sur la voix des rapatrié·e·s eux-mêmes : Maike Lehmann, « A Different Kind of Brothers : Exclusion and Partial Integration After Repatriation to a Soviet « Homeland » », *Ab Imperio*, 2012, pp. 171-211.

⁷³ Long, *The point of no return*, op. cit., p. 79.

⁷⁴ Sur le sujet : *ibid.*, pp. 4-7.

pas sur le parcours des personnes rapatriées dans le monde communiste. Ils thématisent plutôt les enjeux géopolitiques des rapatriements⁷⁵, les politiques de lien menées par les pays du Bloc de l'Est envers leurs dissident·e·s ou encore l'infiltration d'agents communistes dans les cercles dissidents à l'étrangers⁷⁶. Ces aspects n'étant d'ailleurs pas ignorés dans les milieux exilés, ils ont été jusque-là, dénoncés plutôt qu'étudiés. Une exception : les campagnes soviétiques entre 1945-1950 en faveur du rapatriement des personnes déplacées (DPs) ont fait l'objet de quelques recherches historiennes. Il faut dire qu'elles touchaient des millions de personnes⁷⁷. Outre les décrets d'amnistie, cet appel au retour se concrétise notamment par la projection de films dans les camps de DPs mettant en scène des rapatrié·e·s racontant leur bonheur d'être rentré·e·s. Il est adapté à chaque public cible, qu'il soit balte, ukrainien ou encore arménien⁷⁸. La seconde campagne lancée par l'URSS en 1955 a été nettement moins étudiée. Adaptée par les démocraties populaires et particulièrement par la Hongrie après la défection généralisée de 1956, elle mérite pourtant qu'on s'y arrête. Nous postulons que les méthodes soviétiques n'ont pas été simplement réutilisées par les démocraties populaires mais ajustées selon un contexte propre à chacune.

Quant aux motifs des rapatrié·e·s, ils n'ont jamais été étudiés à part entière. En 2017, l'historien Philipp Ther constatait au sujet de la vague de 1956 que la question du rapatriement a été « à peine effleurée par la recherche »⁷⁹. Le fait que cette histoire soit tombée dans les oubliettes est aussi probablement dû à une forme de téléologie : la construction du mur en 1961, les échecs économiques et la victoire du modèle capitaliste influence les analyses et a sans doute participé à l'occultation de l'histoire des migrations Ouest-Est⁸⁰. Pendant un temps, jusqu'à 1989, l'histoire de « ceux qui revenaient » a été valorisée par les régimes communistes. Cette valorisation avait été officialisée dès 1955 via

⁷⁵ Louise Holborn, *Refugees - A Problem of Our Time : The Work of the United Nations High Commissioner for Refugees, 1951-1972*, Metuchen : Scarecrow Press, 1975, pp. 395-397 ; Gilbert Damian Loescher, *The UNHCR and World Politics: A Perilous Path*, Oxford [etc.] : Oxford University Press, 2001, p. 87-88.

⁷⁶ Ces pratiques rappellent le concept développé par Didier Bigo : le « Ban-opticon » définit l'attitude double d'un gouvernement qui à la fois opère un bannissement de ses « dissidents » tout en les contrôlant à distance : « La mondialisation de l'(in)sécurité ? », *Cultures & Conflits* (58), juin 2005, pp. 53-101.

⁷⁷ Lehmann, « A Different Kind of Brothers », *art. cit.*, pp. 171-211 ; Nicolas Werth, « Le Grand retour, URSS 1945-1946 », *Histoire@Politique*, n° 3 (3), 2007.

⁷⁸ Juliette Denis, « « Ils sont rentrés dans leur patrie ». L'URSS face aux personnes déplacées et aux rapatriés lettons, 1946-1950 », in : Corine Defrance, Juliette Denis, Julia Maspero *et al.* (éds.), *Personnes déplacées et Guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles : Lang, 2015, pp. 135-154. Denis mentionne quelques études (en russe) sur le sujet des rapatriements de 1945-1946 et plus tardives.

⁷⁹ Ther, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, *op. cit.*, p. 240.

⁸⁰ Concernant les retours en URSS, les historien·ne·s mettent généralement en avant des témoignages de personnes ayant amèrement regretté leur retour en URSS, surtout en raison de la (mauvaise) qualité de vie qu'ils y trouvaient, le dédain et les obstacles rencontrés. En témoigne le grand nombre de Russes revenus d'Argentine ayant ensuite fait une demande pour rejoindre à nouveau l'Amérique du Sud depuis l'URSS. Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, pp. 28-29.

les consignes du chef du KGB Ivan Serov, conscient de leur potentiel en terme de propagande : ces personnes avaient fait l'expérience de la vie à l'Ouest, du capitalisme et, pourtant, elles revenaient vers leur patrie. Leur parcours représentait une petite victoire idéologique sur l'Occident. Il ne fallait plus, officiellement du moins, les traiter comme des parias⁸¹. Puis, dès 1989, ces « perdants » de l'histoire, n'ont plus intéressé personne, ni en Occident vus qu'ils n'étaient *pas* restés, ni dans les ex-pays communistes vus qu'ils étaient considérés comme des partisans du régime. Ni bourreaux, ni victimes, ils étaient devenus des fantômes oscillant entre deux mondes. Leur histoire n'existait plus. Ce destin historiographique est un peu comparable à celui des nombreux Français·e·s qui fuient l'arrivée des Allemands en 1940 vers la zone libre, un exode décrit dans le roman d'Irène Némirovsky *Suite française*⁸². Au sortir de la guerre, ni collaborationnistes, ni résistant·e·s, les « fuyards » ne sont pas entrés dans la mémoire collective et leur histoire a été de ce fait éludée⁸³.

Les commentaires sur les rapatrié·e·s hongrois·es dans les études historiques sur 1956 se condensent généralement en quelques phrases et sont basés sur des impressions plutôt que des analyses. Le seul motif qui rallie tous les historien·ne·s sans équivoque est le mal du pays qui aurait poussé les réfugié·e·s à prendre le chemin de la Hongrie de Kádár. Une autre explication avancée est le regret d'avoir quitté le pays, après un départ de Hongrie trop précipité ainsi que la difficulté de recommencer à zéro⁸⁴. Pour la Suisse, il n'est pas rare que les auteur·e·s reprennent l'expertise d'un psychiatre, Emil Pintér, qui présente des biais considérables⁸⁵. Généralement, ce ne sont pas les motifs de retour qui sont évoqués dans la littérature mais plutôt les politiques d'encouragement au retour du régime Kádár, ainsi que les tensions diplomatiques Est et Ouest que la négociation autour des rapatriements révèle⁸⁶.

⁸¹ Zalkalns, *Back to the motherland*, op. cit., p. 74.

⁸² Irène Némirovsky, *Suite française*, Paris : Denoël, 2004.

⁸³ Interview de Denis Peschanski, *Télérama*, 7 novembre 2016.

⁸⁴ Ther, *Die Aussenseiter*, p. 240 ; András Gémes, « Political migration in the Cold War : The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in : Isaacs, *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, op. cit., p. 175 ; István Szépfalus, « A legújabb felismerések az 1956/57-es magyar menekülthullámról » [les plus récentes découvertes sur la vague des réfugiés hongrois de 1956-1957], *Limes* 1 (1998), pp. 113-121.

⁸⁵ Nous expliquerons pourquoi dans *infra*, chapitres 6 : 6. Le paradis se mérite. Emil Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Bâle ; New York, 1969, pp. 116-120 ; Judit Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 1983, pp. 38-43 ; Stäheli, « *Zu Hause, aber nicht daheim* », op. cit., pp. 70-71 ; David Zimmer, *Ungarn vererben? : intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne : P. Lang, 2011, pp. 97-102 ; Ismelli, *Die Erinnerung an die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz*, op. cit., p. 43.

⁸⁶ Notamment : Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », art. cit., pp. 150-151 ; Ferenc Cseresnyés, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, op. cit., pp. 401-404. Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », op. cit., pp. 99-101. Pour la Suisse : Keresztesy, *Les réfugiés hongrois*, op. cit. Pour l'Autriche voir : Andreas Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute : österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz : UPG, unipress, 2010, pp. 144-157. Pour la Yougoslavie : Katarina Kovačević,

II. DES MIGRANT·E·S ET DES REVENANT·E·S

Le champ d'étude du rapatriement des réfugié·e·s de la Guerre froide mérite d'être créé car il est un formidable révélateur de dynamiques sociales propres à cette période et des discours qui en résultent. Il montre comment la Guerre froide a imprégné le quotidien des réfugié·e·s et ex-réfugié·e·s, mais aussi comment ces personnes ont réagi face à ce contexte. Il révèle enfin la complexité des sociétés des démocraties populaires d'Europe centrale après 1945.

Les facteurs d'une migration sont, la plupart du temps, multiples. Ces motifs sont traqués par les sociologues, historien·ne·s, mais aussi par les gouvernements, lorsqu'ils déterminent les régimes de migration. Pour expliquer les motifs de migrations quelles qu'elles soient, le concept de *push and pull* élaboré dans les années 1960 par le démographe Everett Lee a longtemps dominé les études⁸⁷. Les migrant·e·s seraient *poussé·e·s* loin de leur pays par différents facteurs, et/ou *attiré·e·s* par de meilleures perspectives dans le pays visé.

Ce concept ne fait aujourd'hui guère l'unanimité. On peut en effet y voir une manière réductrice d'expliquer les parcours des migrant·e·s, vus comme des « aimants » passifs attirés ou repoussés selon la conjoncture⁸⁸. Cette tendance existe également dans les études sur les réfugié·e·s, souvent unilatéralement considérées comme des victimes impuissantes plutôt que des personnes avec une individualité propre et une marge de manœuvre⁸⁹.

Modèles explicatifs

Le concept de *push and pull* imprègne également les théories des migrations de retour. La plupart des chercheur·euse·s traitant du phénomène du retour de migration ou d'exil commencent leur contribution par un constat : la marginalité de ce thème dans le champ – immense – des études sur les migrations. Ce phénomène touche pourtant un grand nombre de migrant·e·s⁹⁰. Selon les spécialistes de la question, si les études sur le retour sont beaucoup

« The Refugee Problem in Yugoslavia », in : János Rainer M., *The 1956 Hungarian Revolution and the soviet bloc countries : reactions and repercussions*, Budapest, The Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, 2007, pp. 111-129.

⁸⁷ Everett S. Lee, « A theory of migration », *Demography* 3 (1), 1966, pp. 47-57 ; Anthony Richmond, « Sociological Theories of International Migration : The Case of Refugees », *Current Sociology* 36 (2), 1988, pp. 7-25.

⁸⁸ Hein de Haas, « The determinants of international migration Conceptualizing policy, origin and destination effects », University of Oxford, working paper, n° 32, avril 2011 ; Eva Krattiger, « Les migrant·e·s, incapables de prendre des décisions? », *Des faits plutôt que des mythes*, 105 / octobre 2017.

⁸⁹ Elie, « Histories of Refugee and Forced Migration Studies », *art. cit.*, p. 30.

⁹⁰ L'un des spécialistes, George Gmelch, explique que leur nombre est généralement sous-évalué. Par exemple, environ un quart des 16 millions d'immigrés européens aux USA au début du XX^{ème} siècle seraient rentrés dans leur pays d'origine : « Return Migration », *Annual Review of Anthropology* 9 (1) 1980, pp. 135-159, ici p. 135.

moins nombreuses, c'est en raison du caractère souvent limité des données⁹¹ et parce que ce flux s'inscrit rarement dans l'agenda politique au contraire de l'arrivée des réfugié·e·s⁹².

Dans le recueil *Key Concepts in Migration*, les sociologues Bartram, Poros et Monforte traitent le retour de manière différenciée selon le profil des personnes : migrantes ou réfugié·e·s⁹³. Sans le préciser explicitement, les auteur·e·s considèrent le retour des réfugié·e·s possible après une guerre, ou après un changement de régime. Dans ce contexte, nos rapatrié·e·s hongrois·es sont un peu entre deux (ni des migrant·e·s « normaux » car ce sont des réfugié·e·s, ni des réfugié·e·s « normaux » qui rentreraient après la fin du régime qui les a poussé·e·s à partir, dès 1989). La littérature portant sur les retours de migrant·e·s peut éclairer les retours de réfugié·e·s, même si la question de l'évolution notamment politique du pays d'origine (amnisties, libéralisation ou changement de régime) représente évidemment une différence de taille entre ces deux types de migrations de retour.

En 1974, dans un article portant sur la migration de retour des Italiens depuis les États-Unis, Francesco Cerase proposait, à notre connaissance pour la première fois, une typologie des retours, dès lors souvent citée. Sur la base de 243 interviews de rapatriés, il distinguait quatre types de retours correspondant à quatre moments : le retour d'échec (*failure*) qui aurait lieu peu après l'émigration ; le retour de conservatisme (*conservatism*) qui désigne les retours légèrement plus tardifs et après avoir économisé un pécule ; le retour d'innovation comprenant un projet entrepreneurial (*innovation*) ; le retour de retraite (*retirement*)⁹⁴. De manière générale, Cerase voit le retour au mieux comme la reconquête d'un vieux rêve (*recaptured dream*), au pire comme la solution désespérée à une souffrance (*misery*)⁹⁵.

Bien qu'intéressante, cette vision ne nous semble pas satisfaisante. Ce qui frappe, c'est le jugement intrinsèque à ces catégorisations. Le titre de cet article met le lecteur au parfum : « Expectations and Reality ». Il révèle un canevas un peu manichéen imprégnant souvent les interprétations du retour de migration basé sur l'échec *ou* le succès. Dans ce schéma, le but à atteindre à tout prix serait l'intégration dans la société d'accueil ou faute de mieux, un retour qui soit profitable à l'économie du pays d'origine.

⁹¹ Les retours ne sont pas toujours enregistrés depuis les pays d'immigration et parfois pas non plus par les pays d'origine car il ne s'agit pas à proprement parler d'immigration.

⁹² Bimal Ghosh (éd.), *Return Migration: Journey of Hope or Despair?*, Genève, International Organization for Migration : United Nations, 2000, pp. 9-13.

⁹³ David Bartram, Maritsa Poros et Pierre Monforte, *Key Concepts in Migration*, Los Angeles (etc.) : SAGE, 2014, pp. 121-124 (« Return Migration »).

⁹⁴ Francesco P. Cerase, « Expectations and Reality : A Case Study of Return Migration From the United States to Southern Italy », *International Migration Review*, vol. VIII, n° 2, 1974, pp. 245-261.

⁹⁵ Le tableau est reproduit en annexe avec une explication du concept : B1. Le modèle de Cesare.

Or, certaines décisions nous semblent hors catégorie. Par exemple, dans quel groupe se placerait une personne rentrée au pays, non pas parce qu'elle-même vieillissait, mais parce que ses parents deviennent âgés... est-ce là un retour de « conservatisme » ?

En 2000, le géographe Russell King propose un nouveau canevas prenant en compte cinq types de raisons de retour : économiques ; sociaux ; personnels, familiaux et liés au cycle de vie ; politiques ; géographiques. L'auteur introduit d'emblée une nuance pertinente : le ou la migrant·e décide de rentrer non pour un motif mais sur la base d'un ensemble de raisons⁹⁶. Basé sur la littérature portant sur le retour de migration, ce schéma intègre le concept de *push and pull* sans l'ériger en dogme. King souligne que de toutes les raisons de rentrer, les *motifs sociaux et personnels* ont le plus de poids dans les décisions. Les dimensions politiques et économique seraient rarement décisives, même si, concède l'auteur, on a vu dans l'histoire que des conditions économiques défavorables (crises, chômage) peuvent favoriser des vagues de retour⁹⁷.

Le schéma de King a le mérite d'offrir une vision plus ouverte du *pourquoi* des retours, mais il ne nous permet pas non plus d'intégrer la complexité des retours de réfugié·e·s de la Guerre froide. Nous pensons à des causes comme la question de la *déception* et des décalages par rapport aux attentes initiales. Un autre facteur ne se retrouve pas dans les typologies : le phénomène de *l'attente*, dans les camps ou ailleurs⁹⁸.

Comment catégoriser ce type de motifs, liés ici à une forme de *déception* ? Et, faut-il même les catégoriser ?

Plutôt que des catégories, nous nous fions aux principes inhérents aux migrations de retour définis par King⁹⁹. Outre la marge de manœuvre individuelle, les contraintes ou opportunités dictées par les pays d'origine et d'accueil jouent aussi un rôle.

Des études historiques ont mis en évidence la multiplicité des attitudes – entre sollicitation et rejet – des États d'origine envers leurs expatrié·e·s¹⁰⁰. La société d'accueil est également à

⁹⁶ Son modèle est reproduit en annexe : B2. Le modèle de Russell King, « Generalizations from the History of Return Migration », in : Ghosh, *Return Migration: Journey of Hope or Despair?*, op. cit., p. 14.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 17. L'historien de l'économie Martin Klinthäll, qui a étudié quant à lui les retours de migrant·e·s depuis la Suède vers le Chili, la Pologne et l'Iran, faisait un constat similaire : certes l'évolution politique et économique conditionne les retours mais cette évolution n'a pas un impact décisif sur les décisions. Martin Klinthäll, « Refugee Return Migration : Return Migration from Sweden to Chile, Iran and Poland 1973–1996 », *Journal of Refugee Studies* 20 (4), 2007, pp. 579-598.

⁹⁸ Alain Musset et Laurent Vidal (éds.), *Les territoires de l'attente : Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe-XXIe siècle)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015 ; Laurent Vidal, « Ils ont rêvé d'un autre monde », conférence donnée dans le cadre du séminaire de recherche de Nancy Green à l'EHESS « L'histoire comparée et les migrations contemporaines », 9 février 2016.

⁹⁹ Ces 14 points (que nous avons traduits en français) sont reportés dans l'Annexe B.3 : Les 14 points de King.

prendre en considération : une crise économique par exemple est susceptible de favoriser une vague de retour. Il arrive aussi qu'elle offre des opportunités aux immigrant·e·s pour qu'ils restent ou au contraire qu'elle les pousse à rentrer. Les facteurs micro et méso (individuels et familiaux) entrent alors en interaction avec des facteurs macrosociologiques et économiques¹⁰¹.

Pour les chercheurs qui travaillent sur le retour, il s'agit donc constamment de composer avec tous ces niveaux, ce qui se traduit dans notre cas d'étude par la prise en compte de trois acteurs : pays d'origine ; pays d'accueil ; individus¹⁰². Les situations évoluent dans le temps pour ces trois acteurs. Bien sûr, si nous entendons par pays d'origine et pays d'accueil avant tout leurs autorités, qui jouent un rôle central dans le destin des réfugié·e·s, nous souhaitons également prêter attention au cadre économique et sociétal de ces espaces. Dans le cas de la Hongrie, un retour fin 1957, pendant que le pays est sous une chape de plomb, n'a pas grand-chose à voir avec un rapatriement en 1963, alors que le régime se dirige vers ce qu'on a appelé le communisme « goulasch ». Le contexte de Guerre froide ne saurait être oublié. Certaines personnes très engagées dans l'anticommunisme se sont décidées bien avant 1989 et contre toute attente à rentrer dans le pays qui les avait chassées, faisant de leur retour un acte politique¹⁰³. Mais qu'en est-il des autres réfugié·e·s « anonymes » ? Leur rapatriement – s'il n'est pas toujours purement politique – demeure un acte potentiellement instrumentalisable.

Ainsi, ces retours nous semblent échapper en partie aux cadres théoriques.

Le schéma ci-dessous représente un guide d'analyse du retour plutôt qu'un véritable modèle théorique. Nous avons repris les différents types de raisons données par King. Celles-ci se retrouvent dans les trois échelles d'analyses que nous proposons, présentées sous forme de flèche car évoluant dans le temps.

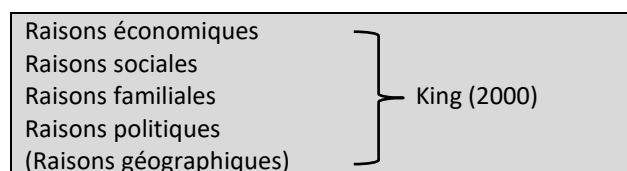
¹⁰⁰ Voir notamment différentes contributions dans : Green et Weil, *Citoyenneté et émigration, op. cit.*, et aussi chez Stéphane Dufoix, Anne de Tinguy et Carine Guerassimoff-Pina (éds.), *Loin des yeux, près du cœur : les États et leurs expatriés*, Paris : Presses de Science Po, 2010.

¹⁰¹ Véronique Petit (éd.), *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris, 2007, p. 14.

Récemment, plusieurs ouvrages ont été publiés sur le retour de migration/refuge (imaginé, provisoire, définitif) mais rarement avec une perspective historique : Lynellyn D. Long et Ellen Oxfeld (éds.), *Coming home ? : Refugees, Migrants, and Those Who Stayed Behind*, Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2004 ; Fran Markowitz et Anders H. Stefansson, *Homecomings : Unsettling Paths of Return*, s.l. : Lexington Books, 2004 ; Marjoleine Zieck, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees : a Legal Analysis*, La Haye [etc.] : M. Nijhoff, 1997.

¹⁰² Ces réflexions ont été élaborées dans le cadre du séminaire de recherche « L'histoire comparée et les migrations contemporaines » de Nancy Green à l'EHESS au printemps 2016.

¹⁰³ Stéphane Dufoix, « Le retour des exilés », *Hommes et migrations*, hors dossier 216 (1998), p. 79.



1. Novembre 1956 - Mars 1957 (= fin de l'amnistie)	2. Avril 1957-1960	3. 1961 (nouvelle amnistie) - 1963
---	--------------------	------------------------------------

Guide d'analyse. Les motifs géographiques sont entre parenthèses car ils ne semblent pas jouer de rôle. La phase 1 correspond à une amnistie adressée aux réfugié-e-s de 1956 dans l'immédiat de leur exode. La phase 2 correspond à une période exempte d'amnistie. La troisième phase correspond au début d'une nouvelle ère lors de laquelle les réfugié-e-s bénéficient théoriquement de l'amnistie (l'une est décrétée en 1961, l'autre en 1963). Après 1963, les réfugié-e-s pouvaient demander leur rapatriement normalement sans subir de rétorsion. Les conséquences que subissent les réfugié-e-s après leur rapatriement seront traitées dans infra, chapitre 5 et 6.

Le retour relève en outre d'un domaine longtemps négligé dans l'historiographie de la Guerre froide, celui des « espaces perméables entre les deux blocs »¹⁰⁴. Si cette notion est appliquée au domaine culturel (diplomatie culturelle, tourisme, etc.), nous envisageons ces espaces perméables avec un angle social : le ou la réfugié-e pensant au retour va tergiverser puis peut-être rentrer en contact avec la Légation du pays quitté. Même s'il ou elle se rétracte, ce contact avec son pays s'apparente à l'un de ces espaces perméables.

Les individus agissent dans un ensemble de contraintes et d'opportunités dont ils ne connaissent pas toujours les enjeux. Ils reçoivent des informations fragmentaires, contradictoires parfois, sur les environnements qu'ils pensent rejoindre. Dans un sens (l'émigration vers l'Ouest) comme dans l'autre (le retour vers l'Est). Les informations de *Radio Free Europe* (RFE) qui dépeint un monde occidental exclusivement positif contraste avec la propagande hongroise que les individus entendent depuis de nombreuses années. L'historien Giovanni Levi a relevé le caractère incertain des actions humaines, quelles qu'elles soient : « l'incertitude ne provient pas seulement de la difficulté à prévoir le futur

¹⁰⁴ Simo Mikkonen et Pia Koivunen (éds.), *Beyond the Divide : Entangled Histories of Cold War Europe*, New York : Berghahn Books, 2015.

mais aussi de la conscience permanente de disposer d'informations limitées sur les forces à l'œuvre dans le milieu social dans lequel on doit agir »¹⁰⁵. L'enjeu est, d'une manière ou d'une autre, de réduire ces incertitudes. Cette recherche se propose d'ausculter les facteurs de prises de décisions individuelles. Nous regrouperons ces facteurs en trois nébuleuses : les raisons liées au pays d'origine ; au pays d'accueil ; à la situation personnelle des réfugié·e·s enfin. Nous tiendrons aussi compte de leur marge de manœuvre face au cadre administratif du retour.

Termes employés

Comment nommer ces migrant·e·s de retour ? Il n'est pas inutile, pour cerner les enjeux de la terminologie, de faire un détour par les manières de nommer les réfugié·e·s dans le contexte de 1956. Les *réfugiés hongrois* sont généralement nommés comme tels en Occident. Ce terme correspond à leur statut officiel. Dans la Hongrie kádárisme, lorsqu'on les nomme *réfugiés*, c'est soit pour faire bonne figure par exemple dans une communication destinée à l'Occident (HCR, etc.), soit dans les décrets d'amnistie. Lorsque le terme apparaît entre guillemets, cela veut dire qu'on ne les considère pas comme tels, mais comme des imposteurs. La plupart du temps, ils sont plutôt nommés *dissident·e·s* ou *émigrant·e·s*.

Pour ce qui est des réfugié·e·s qui ont opté pour le retour avant le changement de régime, les termes sont variés et chaque occurrence est à remettre dans son contexte. Dans les sources, des tendances se dessinent¹⁰⁶. Nous avons constaté une certaine variété en allemand et une pauvreté en français et en anglais. Ensuite, les termes sont politisés... dans des sources politisées. Les rapports secrets de RFE qui s'interrogent sur le profil de ces rapatrié·e·s utilisent le terme de *redefectors* (le contraire des *defectors*, des transfuges). Dans les sources hongroises, si le terme de dissident·e est présent (le verbe « dissider » existe même), les termes *hazatérők* (ceux qui rentrent à la maison, c'est-à-dire au pays) ou *hazatértek* (ceux qui sont rentrés) sont privilégiés. On trouve aussi de nombreuses nuances en allemand et la possibilité de mettre l'accent sur un processus : *heimkehrwillig* (qui veut rentrer) ou *Heimkehrer* (celui qui rentre). En français, c'est le terme de « rapatriés volontaires » qui domine. Les formules telles que *Ceux qui reviennent*¹⁰⁷ sont souvent lourdes et ne permettent pas de mettre l'accent sur le processus comme en allemand ou en hongrois.

¹⁰⁵ Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIIe siècle*, Paris : Gallimard, 1989, p. 71. Je remercie Anne-Françoise Praz pour avoir attiré mon attention sur cette référence.

¹⁰⁶ Un tableau sur lequel nous fondons cette analyse est placé en annexe : C. Les termes employés. En russe, il existe un terme spécifique aux rapatriés d'après-guerre : « возвращенцы » (*vozvrachentsy*). Il existe également un terme pour exprimer l'action : « ceux qui sont en train de rentrer » (*vozvrashchajushchie*).

¹⁰⁷ Miklós Szabó, *Ceux qui reviennent...*, Budapest : Pannonia, 1961.

Nous proposons d'utiliser le terme de « revenant·e ». Il suppose précisément le *processus* que nous souhaitons décrire dans cette recherche. Ce terme nous semble en outre particulièrement pertinent car même une fois rentrées, ces personnes ne sont pas débarrassées de cette étiquette de dissident·e. Rapatriées, elles restent en quelques sortes des fantômes dans la société qu'elles ont quittée... Récemment, ce terme a été utilisé pour désigner les djihadistes partis pour la Syrie rejoindre l'État islamique et revenus en France, repentis ou non¹⁰⁸. Pour les chercheurs, journalistes et les personnes chargées de la prévention du terrorisme, ces hommes et ces femmes sont autant de sources d'informations. Même si leur cas n'est pas si extrême, nos revenant·e·s de l'Ouest sont également utilisés comme sources d'informations sur le régime capitaliste ou sur les milieux exilés. Le soupçon d'espionnage et de trahison plane dans les deux cas. Lors de notre recherche de témoins – rentrés en Hongrie entre 1956 et 1963 –, nous avons pu déceler le tabou qui entoure l'histoire de ces rapatrié·e·s, qui une fois le glas du régime sonné, sont passé·e·s de dissident·e·s repent·e·s à traitres¹⁰⁹. La Guerre froide a imprégné leur quotidien, avant, pendant, après leur exil. Pour ces personnes, évoquer ce passé peut être difficile, voire honteux. Les revenant·e·s font partie des oublié·e·s de la mémoire de 1956, dont les 60 ans viennent d'être célébrés. Ces commémorations mettent en avant un certain profil : les « héros », de préférence des jeunes combattant·e·s des classes populaires, dont les effigies ont été retouchées puis placardées dans toute la Hongrie par le comité mémoriel officiel¹¹⁰. Il n'y a pas de place pour les anti-héros.

L'expression « revenant » a l'avantage de se présenter comme une notion englobant une succession de moments, qui ne sont pas juste celui du retour : la décision ; les démarches administratives ; le retour en soi ; l'après retour. Ce terme s'approprie bien à leur situation dans la société hongroise, ils restent bien souvent stigmatisés comme des traitres aux yeux des autorités. Le statut des dissident·e·s est, juridiquement parlant, proche de celui d'un mort. Dans ce contexte, les dissident·e·s qui reviennent s'apparentent à des revenant·e·s non seulement d'un point de vue juridique mais aussi et surtout, d'un point de vue symbolique.

¹⁰⁸ David Thomson, *Les revenants : ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Paris : Seuil, 2016. Il faut également relever l'emploi de ce terme pour désigner les survivant·e·s de la Shoah notamment dans la littérature, une terminologie à ne pas confondre avec la notion de « revenant » dans un contexte migratoire.

¹⁰⁹ Certains d'entre eux nous ont expliqué n'avoir rien à voir avec 1956 ou ont décliné notre demande d'interview. Lors de notre séjour de recherche en Hongrie, nous avons demandé de l'aide à l'Institut 1956 pour retrouver les rapatrié·e·s. L'une des historiennes a d'abord cru que nous nous intéressions aux exilé·e·s rentré·e·s après 1989 et s'est dit prête à nous aider. Puis, comprenant que nous recherchions des personnes rentrées avant 1989, elle nous a expliqué que l'Institut ne s'y intéressait pas. Et pour cause, ce dernier, fondé par des opposants et émigrés politiques s'intéresse en premier lieu à l'opposition au régime, en 1956 et l'opposition en exil.

¹¹⁰ Phil Casoar, « 1956 et le prétendu mystère Pál Pruck », *Le Courrier d'Europe centrale*, 30 novembre 2016.

III. METHODES ET SOURCES

Les motifs concrets qui poussent un·e migrant·e à émigrer et rentrer sont propres à chacun·e et pluriels. On peut légitimement s'interroger sur la faisabilité, pour l'historien·ne, de traquer et comprendre les raisons du retour. Toute raison donnée tant par des réfugié·e·s que des observateur·trice·s procède toujours de discours. Dans le contexte de Guerre froide, ces discours ont la spécificité d'être forcément mêlés à des enjeux idéologiques. Les sources historiques transmettent à la fois ces discours et des réalités plus brutes de l'exil. Aux côtés de fonds d'archives et de publications contemporaines sur lesquels notre analyse est fondée, nous avons jugé qu'il était nécessaire de compléter ces matériaux par des témoignages oraux.

Concernant les rapatriements, une attention particulière a été portée à différentes expertises glanées dans les archives du Département fédéral de justice et police (DFJP), du Département politique fédéral (DPF) ainsi que dans des archives d'œuvres d'entraides comme la Croix-Rouge suisse¹¹¹ et le Comité inter mouvements auprès des évacués (CIMADE) à Paris¹¹², mais aussi dans les archives d'observateurs tels que *Radio Free Europe* à Budapest¹¹³. Ses employé·e·s collectaient une riche documentation non seulement pour réaliser leurs émissions mais aussi pour comprendre, voire parer à des phénomènes comme celui des rapatriements.

Dans un registre différent, nous avons eu la chance de pouvoir consulter les dossiers de personnes rentrées en Hongrie peu après 1956. Ces dossiers sont conservés aux Archives de la Sécurité d'État à Budapest¹¹⁴. À leur retour, les rapatrié·e·s font l'objet d'une attention particulière. La Division politique du Commissariat général de police de Budapest ouvre un dossier à leur nom et les interroge. Nous avons basé une partie de notre analyse sur les protocoles de ces interrogatoires¹¹⁵. Les questions alors posées par les fonctionnaires visent à ce que les ex-réfugié·e·s livrent le plus d'informations possibles sur leur parcours en exil¹¹⁶. Nous n'ignorons pas les problèmes inhérents à l'utilisation de telles sources : dans les

¹¹¹ CH-BAR : Archives fédérales/Bundesarchiv, Berne. Les archives de la Croix-Rouge ont surtout été prises en compte pour la question du rapatriement des mineur·e·s non accompagné·e·s.

¹¹² ACIMADE-BDIC : Archives du Comité inter mouvements auprès des évacués, conservées à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre.

¹¹³ HU OSA : Open Society Archives, Budapest. Des expertises ont également été produites par la CIA, auxquelles nous avons eu accès en ligne et par l'intermédiaire de l'historien Gusztáv Kecskés que je remercie. NARA : The National Archives and Records Administration, Washington.

¹¹⁴ ÁBTTL : *Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára*/Archives historique de la Sécurité d'Etat, Budapest.

¹¹⁵ Parfois, il s'agissait de questionnaires remplis à la main par le ou la réfugié·e rendant la lecture ardue.

¹¹⁶ Récurrentes, ces questions portent sur leurs activités pendant la « contre-révolution » ; leur fuite à l'Ouest ; leur devenir une fois de l'autre côté de la frontière ; le traitement qui leur a été réservé (ont-ils été interrogés par qui et combien de fois ?) ; les œuvres d'entraide et les associations qui les ont pris en charge ou aidés ; les papiers qu'ils ont dû signer en Occident ; les personnes qu'ils ont rencontrées en Occident ; les personnes impliquées dans la « propagande contre la République populaire hongroise » ; les écoles que les réfugié·e·s ont fréquenté ; les contacts avec des armées étrangères ; leurs éventuelles connaissances déjà rentrés au pays ; leur situation professionnelle actuelle ; les traducteurs et directeurs employés dans les camps de réfugiés ; les raisons de leur retour en Hongrie.

interrogatoires qui composent ce fond, les personnes s'efforcent de dire ce que les fonctionnaires de la police hongroise attendent qu'elles disent. Néanmoins, les protocoles nous permettront de reconstituer au moins en partie des motifs, ainsi que des stratégies élaborées par les rapatrié·e·s pour améliorer leur sort une fois de retour dans la démocratie populaire. Ces sources témoignent également de la surveillance dont ils sont victimes, souvent pendant des années après leur retour.

Certains fonds ont également été utiles pour mieux comprendre les enjeux humanitaires et politiques aussi bien de l'exil que du retour, tels que ceux issus des Archives du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)¹¹⁷, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)¹¹⁸, de l'antenne onusienne de Genève¹¹⁹ ou de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)¹²⁰. De manière plus sporadique, les archives nationales hongroises ont également été visitées, surtout en quête de chiffres et de rapports des diplomates hongrois en place en Suisse¹²¹. L'historien Gatrell a mis en évidence le problème des sources de ce type d'institutions : elles reflètent la tendance des fonctionnaires à parler *de* ou *aux* réfugié·e·s plutôt qu'*avec* eux¹²². D'autres archives, régionales (comme celles de Genève et du Valais) se sont avérées utiles car très proches du quotidien des réfugié·e·s et de leur suivi¹²³. Pour retracer les discours résultant de l'arrivée des Hongrois·es en 1956, nous avons eu recours à un vaste corpus de journaux et de publications contemporaines. Dans le choix des journaux, nous avons veillé à un certain équilibre entre les régions en fonction des langues et des confessions, entre les colorations politiques et le type de presse « populaire » ou plus « élitare ». Sur la base de ces critères, nous avons dépouillé systématiquement les journaux suisses suivants (entre 1956 et 1958) : *La Liberté*, *La Gruyère*, la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, *L'Impartial*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Die Tat*, *Ostschweiz*, *Schweizer Wochen Zeitung*, le *Journal de Genève*, *L'Illustré*, *La Suisse*, la *Feuille d'avis de Lausanne*. Ce premier groupe de titres est assez unanime dans ses analyses. La consultation systématique des journaux du PdT la *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* nous a permis de les

¹¹⁷ AUNHCR : Archives of the United Nations High Commissioner of Refugees, Genève.

¹¹⁸ AOIM : Archives de l'Organisation internationale pour les migrations, Genève.

¹¹⁹ UNAG : United Nations Archives Geneva, Genève.

¹²⁰ AOFRA : Archives de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, Paris, Fontenay-sous-Bois.

¹²¹ MNL OL : Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára [Archives nationales hongroises], Budapest.

¹²² Peter Gatrell, « Population displacement in the baltic region in the twentieth century : from « refugee studies » to refugee history », *Journal of Baltic Studies* 38 (1), mars 2007, p. 54. En France un récent renouveau historiographique a néanmoins démontré la pertinence de l'utilisation des sources institutionnelles pour traiter l'histoire des pratiques administratives dans un questionnement plus large : Aline Angoustures, Dzovinar Kévonian et Claire Mouradian (éds.), *Réfugiés et apatrides : administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017, pp. 11-45.

¹²³ AEG : Archives de l'État de Genève, Genève et AEV : Archives de l'État du Valais, Sion.

contrebalancer. Nous avons eu également recours à des coupures d'autres journaux conservés comme documentation dans différents fonds d'archives. Des journaux hongrois, principalement le *Népszabadság*, organe du Parti socialiste ouvrier, ou parfois des articles d'autres pays ont pu être consultés dans différents fonds d'archives et en ligne¹²⁴. Nous avons également eu recours à des fictions, particulièrement lorsque les sources traditionnelles étaient silencieuses ou lacunaires sur un sujet précis. Même s'il fallait les appréhender avec prudence, ces films ou romans avaient l'avantage d'offrir un regard décalé sur les événements ou sur les protagonistes de l'histoire que nous voulons raconter.

Le traitement de ces archives a été complété par une analyse quantitative réalisée sur un fichier central répertoriant les réfugié·e·s créé par l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)¹²⁵ : il s'agit d'un meuble contenant près de 13 700 fiches individuelles¹²⁶. Aux cartes des Hongrois·es s'ajoutent celles d'autres exilé·e·s comme les Juif·ve·s égyptien·ne·s, puis les Tchécoslovaques, les Chilien·ne·s et les Boat-people¹²⁷.

Le fichier central avait été créé spécialement pour les Hongrois de 1956 dans plusieurs buts : faciliter le placement de chaque personne dans le domaine professionnel qui lui correspond ; produire des données statistiques ; contrôler chaque réfugié et ainsi éviter qu'il ne bénéficie de l'aide de plusieurs œuvres d'entraide. En outre, grâce à la mise à jour des adresses, l'OCSAR pourra envoyer à la plupart des réfugié·e·s le journal suisse rédigé en hongrois le *Svájci Magyar Híradó* puis le *Uj Híradó*¹²⁸.

Ces fiches recensent des informations précises sur chacune des personnes¹²⁹. Au dos de la carte figurent aussi l'adresse du réfugié et son lieu de travail¹³⁰. Ces deux dernières

¹²⁴ Particulièrement sur le site de l'Open society archives, OSA : Digital 1956 Archives: <http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/> (24.10.2018) et à la *Schweizerische Osteuropabibliothek* à Berne. Tous les autres journaux ont été consultés sur les différentes plateformes de presse numérisée et à la Bibliothèque nationale. Voir détails en bibliographie.

¹²⁵ AfZ-SFH: Archiv für Zeitgeschichte der ETH (Eidgenössische Technische Hochschule/École polytechnique fédérale) Zurich, SFH (Schweizerische Flüchtlingshilfe/Organisation suisse d'aide aux réfugiés)-Archiv, Zurich. En allemand « Kartei » ; « Kartothek » ou « Flüchtlingskartei ».

¹²⁶ Certaines personnes ont plusieurs fiches, d'autres non affiliées à une œuvre d'entraide n'en n'ont pas.

¹²⁷ Leurs fiches sont beaucoup moins précises que celles des réfugié·e·s de 1956.

¹²⁸ Nous avons pu établir ces motifs sur la base de documents liés à la mise en place de la cartotheque et d'un entretien avec l'historien Jonas Arnold, 20 août 2014.

¹²⁹ Nom ; prénom ; date de naissance ; lieu de naissance ; état civil ; nationalité ; Nom du mari/de la femme ; confession ; profession apprise ; profession exercée ; connaissances linguistiques ; date d'arrivée ; enfants accompagnants de moins de 18 ans ; autres parents accompagnants. Il s'agit là des catégories présentes dans un type de fiches utilisées. Un deuxième type de fiches apparaît aussi, il semble qu'il est issu de la Division de police fédérale. Il comprend les catégories supplémentaires suivantes : race (généralement non rempli) ; papiers d'identité ; lieu d'arrivée ; pays d'origine ; catégorie ; remarques ; décision ; date.

¹³⁰ La mise à jour des adresses a donné beaucoup de fil à retordre au personnel de l'OCSAR qui la qualifie de « Kampf um die Adressen ». En 1958, la directrice de l'OCSAR Hedy Hotz s'exclame : « die ungarische Flüchtlinge [sind] immer noch sehr unzuverlässig mit Adressenmeldungen » : Rundschreiben der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe an die Hilfswerke, 13 octobre 1958, AfZ-SFH : 160(A).

informations sont consignées surtout pour les hommes « chefs de famille ». Elles sont également mentionnées pour les femmes célibataires. Les départs vers d'autres pays sont notifiés, ainsi que les retours en Hongrie et les décès. Ces données sont mises à jour théoriquement jusqu'au moment où la personne obtient le permis d'établissement, cinq ans après l'arrivée en Suisse dans la majorité des cas¹³¹. Dès sa création, le fichier est régulièrement consulté par les offices d'aides, les hôpitaux et les fonctionnaires de la Division de police¹³². Il nous renseigne non seulement sur les réfugiés eux-mêmes mais sur l'histoire de la pratique de l'asile en Suisse après 1945. Il témoigne aussi de mesures parfois arbitraires des autorités, prises en fonction du comportement des individus : certaines remarques sur les fiches témoignent de cette forme de contrôle et de ses conséquences, ainsi que de la très étroite collaboration du DFJP et de l'OCSAR. Des biais nous ont néanmoins empêchés d'en tirer toutes les informations que nous aurions espéré trouver. Outre le déséquilibre hommes-femmes mentionné – les renseignements concernant la population féminine étant extrêmement maigres –, d'autres problèmes entravent l'utilisation de ces sources. Les informations sont souvent fragmentaires. Pour les rapatrié·e·s de l'immédiat de 1956, il n'y a la plupart du temps aucune mention d'entreprise, non pas parce qu'ils et elles n'ont pas travaillé mais parce que l'information n'a pas eu le temps d'être consignée. Pour celles et ceux dont les lieux de travail sont notés, on ne sait la plupart du temps pas en qualité de quoi. Autre exemple de problème lié à l'utilisation de ces fiches : il arrive que des cartes soient détruites, particulièrement celles des femmes qui se marient. Même si on leur refait une nouvelle carte au nom du mari, on perd la trace de leur parcours avant leur mariage. Mais les fiches nous ont tout de même été très utiles, d'une part pour mesurer la composition précise de ce groupe social des revenant·e·s, et d'autre part pour définir des facteurs risques du retour, c'est-à-dire les critères par lesquels le groupe des rapatrié·e·s se différencie des personnes qui restent en Suisse. Pour ce faire, nous avons effectué un échantillon aléatoire de 1000 fiches¹³³.

¹³¹ 68. Plenarsammlung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 20 juin 1962, AfZ-SFH : 39(A). Il arrive aussi que la naturalisation soit signifiée sur la carte du nouveau citoyen suisse bien après cette date.

¹³² 66. Plenarsammlung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 10 juin 1960, AfZ-SFH : 39(A).

¹³³ Nous nous sommes référée à Claire Lemercier et Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris : La Découverte, 2008. L'échantillonnage était ardu d'abord parce que les cartes étaient réparties en catégories : 1) les cas « lambdas » – c'est-à-dire ni naturalisés, ni partis, ni décédés pendant le temps où ils étaient suivis ; 2) les naturalisé·e·s ; 3) les cas de départ vers un pays tiers ou décès. Il fallait que l'échantillon soit respectueux de ces proportions. Ensuite, parce que dans le cas des naturalisations, les fiches sont mélangées à d'autres nationalités. Dans ce cas, nous avons dû compter à la main les fiches pour réaliser l'échantillonnage. Nous avons eu recours à un générateur de chiffres aléatoires et sélectionné les cartes sur cette base. Les informations qu'elles contenaient ont été saisies dans une base de données que nous avons ensuite soumise à différents codages. On trouvera encore dans l'annexe M. d'autres informations sur notre méthode.

Enfin, cette étude est aussi basée sur un recueil de 21 témoignages de réfugié·e·s de 1956 mais aussi d'émigrant·e·s pré et post-1956, ainsi que de personnes engagées dans leur accueil¹³⁴. Le choix des témoins s'est fait de manière aléatoire et en suivant une « méthode boule de neige »¹³⁵. Un premier groupe a été contacté par le biais des associations hongroises ou de connaissances qui avaient eu vent de notre recherche et nous orientaient vers des personnes arrivées en 1956. Nous avons également, avec un certain succès, cherché dans le bottin les noms de familles issus des listes de réfugié·e·s. Cette démarche nous a permis de rencontrer des personnes en dehors des cercles des Hongrois·es habituellement interrogés. Notre intention n'était pas de revendiquer une quelconque représentativité, de toute façon impossible. Nous voulions simplement éviter de recruter les témoins dans un seul groupe (par exemple, à travers une association) et d'une seule région en ne privilégiant pas un réseau spécifique ou une origine sociale. Les portraits des témoins – dont les noms ont généralement été anonymisés – et des détails sur les méthodes d'entretiens sont présentées en annexe¹³⁶.

Parmi les réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s en Suisse, certains étaient déjà passés par l'exercice de l'interview, parce qu'ils étaient en vue dans les milieux associatifs. Leur point de vue sur 1956 était parfois très aiguisé et ils livraient un récit codifié aussi bien sur les événements que sur l'émigration. Ce récit produisait parfois une sorte de filtre insurmontable inhérent aux récits trop bien rôdés. D'autres n'avaient pour ainsi dire jamais été interrogé·e·s par des personnes extérieures à leur cercle familial et social. Un autre obstacle que nous avons rencontré cette fois chez presque tout le monde est un phénomène qu'on pourrait appeler le syndrome des « Faiseurs de Suisses », du nom d'une comédie retraçant les péripéties de policiers donnant la nationalité suisse (ou non) aux candidat·e·s étranger·e·s¹³⁷. Certain·e·s réfugié·e·s voulaient, lors de l'entretien, démontrer le succès de leur intégration. Parfois, nous avons rencontré les personnes deux, voire trois fois, justement dans le but de dépasser les discours préformatés. Autre problème inhérent à tout recueil de témoignages : les récits reconstitués. Une personne nous a raconté avec emphase sa participation aux manifestations de Budapest alors qu'elle n'était très probablement pas dans la capitale au moment des

¹³⁴ Parmi ces réfugié·e·s, un seul d'entre eux est rentré avant 1963 (István Borsodi), nous l'avons retrouvé grâce à une recherche de témoins menée lors de notre séjour de mobilité. Cette entreprise ardue a en partie échoué. Sur la base de noms de 160 ancien·ne·s réfugié·e·s collectés en Suisse, nous avons épluché le butin de téléphone à la recherche des rapatrié·e·s. Les noms hongrois étant très peu variés, souvent, les occurrences étaient trop nombreuses pour que nous puissions entamer les appels. Dans l'obligation de confier la délicate tâche des appels téléphoniques à une personne parlant parfaitement le hongrois, Tibor Sőregi a réalisé près de 200 téléphones. Ce n'était souvent pas les bonnes personnes, les rapatrié·e·s étant pour la plupart décédé·e·s.

¹³⁵ Cette méthode a notamment été utilisée par Andrea Pető, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution: Narrating Gender and Migration », in : Isaacs, *Immigration and Emigration*, op. cit., p. 154.

¹³⁶ Annexe N. Biographie des témoins.

¹³⁷ Rolf Lyssy, *Les Faiseurs de Suisse [Die Schweizermacher]*, Suisse, 1978.

événements. D'ailleurs, des auteurs hongrois ont commenté avec cynisme la prolifération d'autobiographies de « cinquante-sixards » : certains d'entre eux seraient devenus « combattants de la Liberté » une fois en exil. Ces témoignages sont néanmoins intéressants car ils mettent en évidence la construction de la mémoire de 1956 par les réfugié·e·s. Une autre de ces personnes rencontrées nous a dit être arrivée en 1956 alors que les archives montrent qu'elle a en réalité rejoint la Suisse en 1949. Cette personne ne bénéficiait pas du statut de réfugiée et était venue en Suisse pour se faire soigner et du même coup quitter définitivement la Hongrie. Avant 1956, on ne considère pas d'emblée les immigrant·e·s originaires d'Europe centrale comme des martyrs – comme ce sera le cas après 1956. Les premier·e·s arrivant·e·s de 1947-1949 n'avaient pas toujours reçu un accueil bienveillant des autorités, beaucoup d'entre eux n'obtenaient même pas le statut de réfugié. Vue la vague de sympathie que les réfugiés de 1956 ont suscité, on peut comprendre que cette personne a voulu se faire passer pour l'une d'entre eux.

Quant aux récits mythifiés, ils témoignent du poids de l'histoire des « héros » de 1956. L'écrasante majorité de la population n'a pas participé au soulèvement. En arrivant dans le « Monde libre », les réfugié·e·s ont constaté une sorte de dissonance : les habitant·e·s des pays occidentaux étant persuadés que la plupart des réfugiés *étaient* « des combattants de la Liberté ». Dès lors, le fait que certaines personnes aient adapté leur récit aux attentes des Occidentaux est compréhensible. Dans les entretiens, nous nous efforcions de leur dire que les historien·ne·s ayant déjà tout dit sur la Révolution, c'est leur parcours à eux, quel qu'il soit, qui nous intéressait. Il fallait en outre dépasser les récits orientés sur leur gratitude pour la Suisse, récits qu'ils avaient assimilés des années durant. Celles et ceux interrogés pour la première fois s'excusaient presque de ne pas avoir pris part au soulèvement. Pourtant, leur discours était d'autant plus intéressant qu'il était plus libre que celui des réfugié·e·s habitué·e·s à livrer un récit. Cela a été encore plus frappant pour deux personnes que nous avons rencontrées en Hongrie, un réfugié rapatrié (István Borsodi) et une Suissesse ayant accompagné son mari lors de son retour au pays (Josette Szabó). Rentrés de Suisse en Hongrie respectivement en 1959 et 1975, leur vision était comme exempte de la construction de l'image des réfugié·e·s hongrois·es en Suisse.

Ces témoignages ont été collectés dans une démarche analogue à celle de l'histoire orale. Nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec des questions préparées et le but était d'intégrer le récit des témoins au texte, de rapporter et expliquer leur expérience vécue. Mais notre démarche s'éloigne de certains buts décrits notamment par l'historien américain Ronald J. Grele, l'un des défenseurs de cette méthode. En répondant aux critiques relevant l'embarras

méthodologique que représente la subjectivité de la mémoire, Grele explique qu'il s'agit justement de faire la part belle à la manière dont les personnes ont vécu *dans* l'histoire et comment ils ont, en quelques sortes, (re)créé leur passé. La subjectivité en soi devient intéressante¹³⁸. Selon cette tendance, les reconstructions, les contradictions, les hésitations, les impressions doivent être observées et prises en compte par l'historien·ne. Notre démarche s'écarte de cette méthode. Les souvenirs précis nous intéressaient plus que les impressions. Nous voulions savoir très concrètement, comment leur émigration, leur arrivée en Suisse, leur retour en Hongrie se sont déroulés. C'est avec les informations factuelles comme porte d'entrée que nous essayions de savoir, par exemple, comment s'extériorisait la générosité propre au moment 1956 et comment elle a été vécue par les réfugiés. Nous avons demandé à l'une de nos témoins de nous raconter en détail son voyage en train. Elle a exhumé tout ce dont elle se rappelait. Et c'est en décrivant les détails qu'elle raconte le passage dans les gares suisses : « les gens, ils nous attendaient [...] on aurait dit qu'ils sont heureux qu'on soit là ! ». Elle se souvient des denrées reçues par la fenêtre du train : « on nous donnait des bananes, des fruits exotiques, c'était pas très mur, pas très bon, mais ils voulaient nous montrer qu'il y a de bonnes choses ici »¹³⁹. Ce récit révèle le poids des représentations Est-Ouest et une forme de rapport aidant-aidé que nous aurons l'occasion de mieux cerner. Des « témoignages informateurs »¹⁴⁰ tels que celui-ci permettent d'incarner l'histoire tout en donnant des clés de compréhension très concrètes d'un contexte dans lequel les acteurs et actrices évoluent. Leurs témoignages sont autant de trésors bientôt disparus et rendent compte d'une époque où les enjeux de l'asile et l'image des réfugié·e·s étaient totalement différents.

IV. STRUCTURE, QUESTIONNEMENT, BORNES GEOGRAPHIQUES ET TEMPORELLES

La première partie de cette recherche retrace le contexte de l'exode¹⁴¹ de ces quelque 200 000 Hongrois·es. Qu'est-ce qui pousse ces personnes à quitter leur pays et comment accèdent-elles à la frontière ? La deuxième partie revisite le chemin des réfugié·e·s une fois de l'autre côté du Rideau de fer. Comment sont-ils accueillis en Autriche et en Yougoslavie et comment rejoignent-ils la Suisse ? La mobilisation aussi bien de la société que de la Suisse officielle en leur faveur sera également abordée, de même que le vécu, les expériences positives et les éventuelles déceptions des réfugié·e·s en terres helvétiques. Ces deux premières parties ne

¹³⁸ Interview de Grele réalisée par Miroslav Vaněk, *Around the Globe: Rethinking Oral History with Its Protagonists*, Prague : Karolinum Press, 2013, pp. 77-78.

¹³⁹ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

¹⁴⁰ Thomas Gomart, « Quel statut pour le témoignage oral en histoire contemporaine ? », *Hypothèses* 3 (1), 2000, p. 108. Le chercheur leur oppose les « témoignages révélateurs » (d'une ambiance, d'un état d'esprit).

¹⁴¹ Consciente de la charge religieuse du terme « exode », nous avons choisi de tout de même l'employer dans le sens plus général d'un mouvement soudain et massif de populations civiles.

constituent pas un simple contexte : elles visent à interroger cet exil en ayant à l'esprit qu'il ne sera pas *forcément* sans retour. Cette perspective nous a amenée à lire ce qui se passe avant (l'émigration et l'immigration) de manière différente. Ainsi, dans la première partie, nous décrirons une société que certes 200 000 personnes vont quitter, mais nous aurons également à l'esprit que malgré tout, elle constituera aussi un environnement vers lequel les candidat·e·s au rapatriement vont bientôt se tourner. La deuxième partie met l'accent sur l'accueil des réfugié·e·s hongrois·es lié au contexte de Guerre froide. Elle s'efforce de renouveler ce questionnement en prêtant attention à certains éléments parfois ignorés par la littérature. Plus qu'une arrivée derrière le Rideau de fer, nous voyons les jours et les semaines suivant l'émigration (en Autriche et en Yougoslavie) comme une situation où les réfugié·e·s se trouvent « dans » la frontière¹⁴². Dans ce sas, ils doivent prendre une série de décisions tributaires des opportunités d'émigration mais qui dépendent aussi de leur marge de manœuvre. Il s'agit de comprendre la migration comme un processus ou un projet qui peut changer en cours de route. La mobilisation d'archives déjà visitées par les historien·ne·s sera nécessaire pour appréhender cette nouvelle perspective. Une perspective tenant compte de l'incertitude qui habitait les réfugié·e·s et du spectre d'options qui s'offrait à eux, dont celle du retour.

La troisième partie est consacrée au rapatriement d'une partie de ces transfuges. Dès 1955, l'URSS et les démocraties populaires avaient lancé de vastes campagnes pour favoriser le rapatriement des exilé·e·s. En 1956, le gouvernement Kádár utilise des recettes analogues pour tenter à la hâte de faire revenir les fugitifs. Sujet à une controverse idéologique, le chiffre de ces retours à un niveau mondial varient entre 20 000 (selon les estimations onusiennes) et 40 000 (estimations hongroises) au début des années 1960, soit entre 10 et 20% de l'ensemble des réfugié·e·s de 1956¹⁴³.

Les rapatriements – tout comme l'émigration et l'immigration – produisent différents discours des deux côtés du Rideau de fer. Les journalistes, représentant·e·s des autorités ou encore les réfugié·e·s eux-mêmes, s'emploient à interpréter ce flux chacun à leur manière. Notre recherche a comme double objectif d'expliquer ces interprétations et de sonder les possibles motifs de ces migrations « à contre sens ».

¹⁴² Camille Guenebeaud, *Dans la frontière : migrants et luttes des places dans la ville de Calais*, thèse soutenue en avril 2017, Lille 1. Résumé en ligne : <http://www.theses.fr/2017LIL10079> (23.10.2018).

¹⁴³ En 1960, le HCR estime à 18 220 le nombre des rapatriements, Hungarian Refugees : Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960 : Peter Hidas, « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in : Christopher Adam, Tibor Egervari, Leslie Laczko et Judy Young (éds.), *The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives*, University of Ottawa Press : Ottawa, 2009, p. 233. Pour les chiffres hongrois, voir par exemple : Miklós Szabó, *Hazatértek ...*, Budapest : Pannonia, 1961.

Pourquoi, peu de temps après leur arrivée à l'Ouest, prometteur d'une vie meilleure, beaucoup de réfugié·e·s ont hésité ou se sont décidés à revenir dans leur pays alors même que le régime qu'ils et elles ont fui est encore en place ? Comment les autorités aussi bien suisses que hongroises accueillent ces velléités de retour ? Pourquoi et comment les encourage-t-on ou les empêche-t-on ? Quelles contraintes et risques comportent les rapatriements ? C'est l'histoire de ce « groupe social »¹⁴⁴ des revenant·e·s que nous ausculterons.

La Suisse s'avère un cas d'étude intéressant. Elle est en 1957 le pays au monde à avoir accueilli le plus de Hongrois·es proportionnellement à sa population : sur les quelque 200 000 fugitifs, 13 000 rejoindront la Suisse¹⁴⁵. En comparaison avec les autres pays d'accueil, une proportion relativement élevée de réfugié·e·s optent assez rapidement pour le rapatriement. Jusqu'en 1963, ce nombre avoisine les 2 000 personnes, soit environ 15% des réfugié·e·s arrivé·e·s en 1956¹⁴⁶. À l'aube d'une conjoncture économique extrêmement favorable, elle offre un contraste saisissant avec la Hongrie d'alors. Toutefois, elle n'est pas vue par les réfugié·e·s comme l'eldorado, au contraire des Etats-Unis ou l'Australie.

Cette histoire sera retracée dans un intervalle de six ans, entre 1956 et 1963, année de l'amnistie générale prononcée par le gouvernement hongrois s'appliquant aussi aux réfugié·e·s de 1956. Au-delà de 1963, si ces personnes restaient officiellement des dissident·e·s aux yeux des autorités, leur retour est moins risqué et répond à des dynamiques différentes que celles régissant l'immédiat de 1956.

Comme l'exprime l'historien hongrois András Lénárt à propos de l'étude de l'Insurrection de 1956, le « problème » est que dans un intervalle de temps très court, il s'est passé « extraordinairement beaucoup de choses »¹⁴⁷. C'est vrai au niveau (géo)politique, c'est aussi vrai au niveau social. Pendant un temps très court, beaucoup de personnes dans la société hongroise ont connu de grands bouleversements influençant leur propre vie. La conscience que les frontières sont ouvertes a mené de nombreuses personnes à prendre une décision rapide : quitter le pays pour une durée incertaine ... ou définie par la personne elle-même, avant ou pendant l'exil.

¹⁴⁴ Nicolas Mariot et Claire Zalc, *Face à la persécution : 991 juifs dans la guerre*, Paris : O. Jacob, 2010, p. 8.

¹⁴⁵ Lasky et Bondy, *La révolution hongroise*, *op. cit.*, p. 321.

¹⁴⁶ L'OCSAR comptabilise 1 714 retours sur 13 803 réfugié·e·s arrivés en Suisse après l'Insurrection de Budapest. Nous postulons qu'un an plus tard, il pourrait avoisiner les 2 000 personnes. D'une part, il semble que l'amnistie de 1963 émise par le gouvernement hongrois ait attiré des réfugié·e·s et d'autre part, sur certain nombre de fiches individuelles conservées dans les archives de l'OCSAR, on trouve la mention « Aufenthalt in der ganze Schweiz unbekannt » ou « verschwunden », il s'agit probablement de personnes rapatriées. AfZ-SFH : 31a (A).

¹⁴⁷ Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », *art. cit.*, p. 466.

Première Partie :
les émigrant·e·s

Cette partie est dédiée aux causes profondes qui ont mené en 1956-1957 à l'exode de 200 000 personnes depuis la Hongrie vers l'Occident ainsi qu'aux circonstances de cet exode. Les motifs de fuite ne sont pas seulement tributaires des événements de 1956. Beaucoup de fugitifs·ves avaient fait l'expérience de la guerre, de privations diverses, de la dictature progressivement instaurée. Si pour certain·e·s, la fuite vers l'Occident est une question de survie, pour la majorité, la fuite est le résultat d'une accumulation de raisons, souvent antérieures à 1956. C'est ce qui est ressorti de nos entretiens avec des réfugié·e·s hongrois·es et d'autres témoignages : les souffrances qui les avaient touché·e·s, eux ou leur famille, parfois bien avant 1956, ont joué un rôle certain au moment de la décision. Les déchéances en tout genre (l'origine sociale définit en partie l'avenir d'une personne), l'instabilité politique, les frustrations (ne pas pouvoir étudier ou travailler où on l'aurait souhaité), la misère ou le risque de paupérisation (la Hongrie avait subi différentes crises et l'instabilité économique a très fortement marqué cette période) et l'isolement (impossibilité de voyager) ont été expérimentés avant l'éclatement de l'Insurrection.

1956. Un bouleversement politique et social jamais vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'amorce en Europe. On connaît la séquence des événements marquants : présentation du rapport Khrouchtchev au XX^{ème} Congrès du Parti communiste d'URSS, révolte des ouvriers de Poznań en juin. Le mois d'octobre est l'épicentre de la crise internationale avec l'élection du réformiste Władysław Gomułka comme secrétaire du Parti ouvrier unifié de Pologne, menace d'invasion soviétique de la Pologne, lancement de l'Insurrection hongroise, instauration d'un nouveau gouvernement également réformiste autour d'Imre Nagy, puis répression sanglante de ce mouvement et instauration par Moscou du gouvernement de János Kádár en novembre. Pendant ce temps, éclate la crise de Suez : elle influence considérablement les actions et le positionnement des grandes puissances par rapport à la crise hongroise. Profitant de l'ouverture temporaire des frontières, environ 200 000 Hongrois·es fuient le pays et sont accueilli·e·s en Occident.

Nous retracerons l'évolution politique de la Hongrie pendant cette période (1945-1956) en évaluant son impact sur la société et la vie quotidienne (chapitre 1). Puis nous expliciterons les raisons de la soudaine émigration de 1956 (chapitre 2).

L'objectif est de cerner quel est le pays que les émigrant·e·s quittent, leurs motivations et leurs moyens de rejoindre le « Monde libre », dans le chaos de 1956.

CHAPITRE 1. LE CONTEXTE DE L'EXODE

Souvent présentée de manière téléologique, la stalinisation des démocraties populaires ne semble pas inéluctable au sortir de la guerre. Certes, les grandes puissances ont défini à Yalta des sphères d'influence, mais la mainmise de l'URSS n'est pas jouée d'avance¹. Cette période faite d'espoir et d'incertitude (1945-1948) mène à la prise de pouvoir du Parti communiste et à la stalinisation du pays (1948-1953). Après la mort de Staline, le « Nouveau Cours » (1953-1956) mené par le réformateur Imre Nagy fait naître des espoirs aussi bien d'amélioration économique que de démocratisation de la vie politique et culturelle. L'espoir est de courte durée et le dégel, trompeur : les actions de Nagy sont bridées par les conservateurs qui parviennent à l'écarter du pouvoir et prennent une série de mesures très impopulaires. C'est, entre autres, ce « retour à l'ordre » qui mène des milliers de personnes à manifester contre le gouvernement en octobre 1956. Le soulèvement d'une partie de la population et la répression qui l'a suivi sont les éléments déclencheurs de l'exode.

Avant même 1956, ils seraient environ 196 000 Hongrois·es à avoir quitté le pays entre 1945 et 1955², soit quasiment autant qu'en 1956 ! Cette émigration fluctue selon l'évolution des conditions de vie en Hongrie, les possibilités individuelles et également en fonction des dynamiques d'ouverture et surtout, de fermeture du pays. De réalisable au sortir de la guerre, l'émigration devient quasiment impossible au moment de la stalinisation en 1948. La question de l'émigration, fluctuante entre 1945 et 1956, sera abordée de manière chronologique et ponctuelle au cours du chapitre.

1.1 LA « QUASI DÉMOCRATIE » (1945-1948)

L'immédiat d'après-guerre

Budapest, 4 avril 1945. Les dernières troupes allemandes sont vaincues par l'Armée rouge. Les ultimes mois de la guerre font des ravages : déportation d'un demi-million de Juif·ve·s dont l'immense majorité meurt sur la route et dans les camps de la mort ; arrivée au pouvoir des croix-fléchées entraînant les exécutions sommaires de résistant·e·s civils et militaires en plus des Juif·ve·s ; énormes dégâts alors que la Hongrie devient le théâtre des derniers combats entre Allemands et Russes. En tout, on dénombre environ 900 000 prisonniers de

¹ Roman Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale - De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Paris : Armand Colin, 2017, pp. 164, 167, 169.

² Zoltán Dövényi et Gabriella Vukovic, « Ungarn und die internationale Migration », in : Heinz Fassmann et Rainer Münz (éds.), *Migration in Europa: Historische Entwicklung, aktuelle Trends und politische Reaktionen*, Frankfurt ; New York: Campus Verlag, 1996, pp. 270-271 ; Jenő Randé, « Magyarok külföldön » [Hongrois à l'étranger], *Kölpolitika* (5) 1987, pp. 114-126.

guerre. L'alliance malheureuse avec l'Allemagne nazie, fomentée dans l'espoir de la révision du Traité de Trianon, aura des conséquences durables sur la Hongrie³. Une fois victorieuse, une frange de l'Armée rouge nourrit des sentiments de vengeance envers ce pays ennemi qu'elle occupe après une série de revers et de batailles meurtrières. Cela se traduit par des exactions envers les civils (pillages, rapt et viols) qui suivent de près celles commises par les nazis allemands et hongrois⁴.

La Hongrie signe l'armistice et doit s'acquitter de lourdes réparations envers l'Union soviétique à laquelle elle avait déclaré la guerre en 1941. C'est sous la surveillance de l'occupant que le gouvernement provisoire s'instaure, comprenant l'opposition anti-nazie : Parti communiste (MKP), Parti social-démocrate (MSZDP), Parti des petits propriétaires (FKgP). Le gouvernement renouvelle et dénazifie l'administration, annule les lois raciales, proclame le suffrage universel, interdit la censure et les organisations fascistes. Comme dans d'autres pays d'Europe, les membres du MKP, interdit sous Horthy, ont activement participé à la résistance. Ces communistes « locaux » (c'est-à-dire formés en Hongrie) tels que László Rajk et János Kádár sont bientôt rejoints et en partie supplantés par les exilés de retour de Moscou, comme le futur réformiste Imre Nagy, le protégé de Staline Mátyás Rákosi, ainsi qu'Erő Gerő. Les élections de 1945 voient le FKgP récolter 57 % des voix, au grand dam des occupants soviétiques qui jugent les Hongrois d'« incorrigibles réactionnaires »⁵. Le FKgP compose alors un gouvernement de coalition⁶.

On assiste ainsi entre 1946 et 1947 à ce que l'historien François Fejtő appelle la « quasi démocratie »⁷ : un régime d'apparence démocratique dans lequel Rákosi, chef du MKP, tire progressivement son épingle du jeu. L'Europe centrale voit l'établissement progressif des « démocraties populaires », ces régimes consolidés directement ou indirectement par l'Union soviétique. Une question, très imprégnée des études sur le totalitarisme de l'après-guerre, a

³ Miklós Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris : Perrin, 2004, pp. 361-377 ; Pierre Kende, *Le défi hongrois : De Trianon à Bruxelles*, Paris : Buchet Chastel, 2004, pp. 71-72. De nombreuses concessions faites à Hitler permettent à la Hongrie de récupérer des territoires slovaques, roumains et yougoslaves perdus à la suite du Traité de Trianon. Les événements du printemps 1941 résument bien le « dilemme » hongrois : au moment de choisir entre la Grande-Bretagne britannique qui menace de lui déclarer la guerre si elle participe à l'invasion allemande de la Yougoslavie et l'orientation pro-allemande déjà amorcée, le premier ministre Pál Teleki résout ce dilemme... en se tirant une balle dans la tête le 3 avril 1941. Sa lettre d'adieu en dit long de sa prise de conscience : « Je suis coupable [...] Nous nous sommes mis aux cotés des scélérats ».

⁴ Julien Papp, *La Hongrie libérée: État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (septembre 1944-septembre 1947)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2006, pp. 13 ; 16-24.

⁵ Sándor Márai, *Mémoires de Hongrie*, Paris : Albin Michel, 2004, p. 329 ; Miklós Molnár, *De Béla Kun à János Kádár: soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris ; Genève : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques ; Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1987, p. 155 ; Antoine Marès et Alain Soubigou, *L'Europe centrale & médiane dans l'Europe du XXe siècle*, Paris : Ellipses, 2017, p. 209.

⁶ Anne Applebaum, *Rideau de fer: l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris : Grasset, 2014, pp. 153-154 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 381 ; Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 158.

⁷ François Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, Paris : Complexe, 2006, pp. X et 46-47.

souvent occupé l'historiographie : la stalinisation était-elle prévue ? Dans le cas de la Hongrie, une place est laissée à la démocratie. Il n'est en outre pas prouvé que la soviétisation ait été déjà envisagée en 1945, comme ce fut le cas en Roumanie et en Bulgarie⁸.

Toujours est-il que cette période soulève un immense espoir en Hongrie, particulièrement auprès des jeunes et des classes défavorisées par les systèmes précédents. Comme dans d'autres pays d'Europe, réformes sociales ambitieuses, démocratisation de la culture et de l'instruction, liberté de la presse, vie culturelle pluraliste, tout porte encore à croire que le système s'oriente vers des lendemains meilleurs⁹. Sous l'égide d'Imre Nagy, la Hongrie lance dès 1945 une réforme agraire qui remplace un système foncier producteur d'inégalités flagrantes. Les terres cultivables sont ainsi réparties entre les ouvriers agricoles et paysans en quelque six semaines¹⁰. Avec son slogan « Terre, Pain, Liberté », le MKP commence à séduire les milieux ruraux pauvres, ainsi que la plupart des ouvrier·e·s et même une partie de la petite-bourgeoisie¹¹. La signature du Traité de paix à Paris en 1947 promet par ailleurs le départ des troupes alliées, donc russes¹². Au niveau financier et économique, l'introduction de la nouvelle monnaie stabilise la situation et un plan de reconstruction démarre. Le capitalisme subsiste malgré la nationalisation des banques, des mines et de l'industrie lourde. L'inflation transforme néanmoins les salaires acquis entre 1945 et 1946 en sommes dérisoires et rend la vie quotidienne des ménages très instable¹³.

Vers la répression

Progressivement s'amorce l'hégémonie du MKP qui pratique la tactique dite du salami : éliminer tranche par tranche les autres partis politiques¹⁴. Cela signifie placer des

⁸ László Borhi, *Hungary in the Cold War 1945-1956: between the United States and the Soviet Union*, Budapest : Central European University Press, 2004, pp. 47-109; Papp, *La Hongrie libérée*, op. cit., p. 9. Selon Papp, la question a trop longtemps tourné autour de « Staline voulait-il ou pas ? » occultant d'autres aspects.

⁹ Jean-François Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2011, pp. 67-68.

¹⁰ Malgré de timides améliorations dans l'entre-deux guerres, le fossé entre riches et pauvres demeure très marqué: on parle d'un régime de « mille seigneurs et trois millions de mendiants ». En haut de l'échelle, on trouve quelques centaines de familles, qui avec l'Eglise catholique possèdent à eux seuls 48% des terres cultivées. Le régime Horthy offrait néanmoins une place pour la classe moyenne : fonctionnaires, certains paysans (les futurs *koulaks*) et une partie du prolétariat urbain. En bas de l'échelle, les « sans rien », un million et demi d'ouvriers, travailleurs agricoles, domestiques. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 351 ; 380 ; 387.

¹¹ Le parti passe de 30 000 membres au début 1945 à un demi-million à la fin de l'année : Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., pp. 155-156.

¹² Article 42 du Traité de Paris. Ce départ restera lettre morte. Papp, *La Hongrie libérée*, op. cit., p. 119.

¹³ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 385 ; Sándor Márai raconte ainsi que les femmes se dépêchaient le matin de vendre chez l'usurier un bijou ou autre valeur pour se rendre au marché, où elles payaient leurs légumes en liasses. Tout cela avant midi, moment du « Nouveau Cours » : Márai, *Mémoires de Hongrie*, op. cit., p. 210.

¹⁴ Concernant les spécificités du régime, on se rapportera aux travaux de György Gyarmati, *A Rákosi-korszak : rendszerváltó fordulatok évtizede Magyarországon, 1945-1956* [La période Rákosi : Une décennie de changements de régime, 1945-1956], Budapest : ÁBTL-Rubicon, 2011 ; György Gyarmati et Mária Palasik

communistes en sous-marin dans d'autres partis pour les phagocyter mais aussi faire fusionner les partis pour mieux les contrôler : en 1948, le MKP parvient à s'« unifier » avec le MSZDP et devient le Parti des travailleurs hongrois (MDP)¹⁵.

Déjà dès 1945, on assiste à la mise en place d'une répression menée de main de fer par les occupants soviétiques et par la nouvelle police politique – la terrible Agence de Sécurité d'État (*Államvédelmi Osztály* : ÁVO ; devenue en septembre 1948 *Államvédelmi Hatóság* [Autorité de protection de l'État] : ÁVH)¹⁶. Sous couvert d'épuration, des partisans des anciennes croix-fléchées certes, mais aussi les anciens officiers, les membres de la *Levente* – l'Association de Jeunesse paramilitaire horthyste, les personnes aux noms de consonance allemande, qui « semblaient riches », ou considérées comme disséminatrices de la propagande fasciste, ainsi que des antifascistes, sont internés en Union soviétique ou en Hongrie, souvent tout près de Budapest, où l'on construit en un temps record 16 camps¹⁷. De nombreux témoins ont rendu compte du fameux « malenki robote »¹⁸, ce « petit travail » que les militaires proposent ou imposent à des civils qui risquent d'en revenir seulement plusieurs années après ! Cette rafle a touché entre 140 000 et 200 000 Hongrois-es, sans compter les internements administratifs, c'est-à-dire sans jugement, qui concernent quelque 40 000 personnes entre 1945 et 1949¹⁹. Participant au sabotage des partis non communistes, l'ÁVO, puis l'ÁVH s'attaquent dès 1947 aux dirigeants du FKgP et autres politiciens qu'elles contraignent à la démission, parfois à l'exil. En août 1947, les élections truquées et la tactique du salami permettent aux communistes d'obtenir 22% des voix face à des adversaires morcelés. Si la coalition de gauche obtient plus de 60%, ce n'est pas encore assez pour régner sans partage²⁰.

On entre progressivement dans la Guerre froide. Le discours de Truman en mars 1947 promettant une aide aux pays menacés par l'URSS est suivi par la critique de cette dernière du

(éd.), *Big brother's miserable little grocery store : studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest : Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012 ; Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p. 162.

¹⁵ *Magyar Dolgozók Pártja* (1948-1956). Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 28.

¹⁶ Sur la police politique, voir notamment : Gyarmati et Palasik, *Big brother's miserable little grocery store*, op. cit.

¹⁷ Même l'un des futurs chefs de la propagande communiste, József Révai se plaignait que les Russes semblaient avoir des quotas fixes à remplir, internaient des « Allemands » qui ne parlaient pas l'allemand, ainsi que des antifascistes : Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 224-230. De manière générale, l'historienne nuance l'idée d'une époque « libérale » que serait l'intervalle 1945-1947.

¹⁸ Forme magyarisée de *malenkaia robota* : petit travail ; Papp, *La Hongrie libérée*, op. cit., p. 23.

¹⁹ Tamás Stark, *Magyar foglyok a Szovjetunióban* [Prisonniers hongrois en Union soviétique], Budapest : Lucidus, 2006, p. 97.

²⁰ C'est l'affaire des bulletins bleus, les bulletins des malades, absents etc., distribués par les fonctionnaires communistes à des milliers de militant·e·s qui purent ainsi voter des dizaines de fois chacun. François Fejtő, *Mémoires: de Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, p. 198 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 385.

Plan Marshall. Le contre-discours d'Andreï Jdanov, secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique, affirme l'identité de l'autre camp, celui des forces « anti-impérialistes ». Cette escalade entérine la division entre États-Unis et URSS. La création du *Kominform*, successeur de la III^{ème} Internationale (dissoute en 1943 pour contenter les alliés) puis le coup de Prague en février 1948 contribuent au raidissement des positions des anciens alliés. L'URSS signe des accords d'amitié et d'assistance mutuelle avec plusieurs pays d'Europe occidentale, dont la Hongrie, et amorce ainsi leur satellisation, parallèle à la stalinisation²¹.

Beaucoup de Hongrois·es songent à quitter le pays. Des barbelés sont installés le long de la frontière autrichienne en août 1947 mais ils ne la ferment pas entièrement²². Entre 1945 et 1947, si le commun des mortels n'a généralement guère la possibilité de cheminer librement, certaines personnes voyagent légalement vers l'Ouest. Artistes, sportifs, écrivains peuvent obtenir un visa. À l'image de Sándor Márai :

Durant l'hiver 1946, je profitai d'une invitation pour me rendre d'abord en Suisse, et de là en Italie et à Paris [...] et je l'avais acceptée, parce que j'éprouvais un besoin urgent de changer d'air. Nous étions six [...] : deux peintres, un sculpteur, un poète « populaire », un professeur d'université, cultivé et amateur de littérature, et moi-même. Une fois en Suisse, le groupe se dispersa : chacun partit à la recherche de sa propre Europe.²³

Des particuliers sont aussi autorisés, s'ils en ont les moyens, à voyager. Beaucoup ne reviennent plus en Hongrie. C'est le cas de Gabriella Kiss, une ancienne réfugiée que nous avons rencontrée. En 1947, alors âgée de 19 ans, elle est envoyée en Suisse chez une amie de sa mère sous prétexte d'y passer les vacances. Une fois en Suisse, elle commence des études et finit par obtenir – avec toutes les peines du monde – le statut de réfugiée. N'ayant pas renouvelé son visa hongrois comme elle aurait dû le faire, elle court un danger si elle rentre en Hongrie, ce qu'elle s'efforce d'expliquer aux autorités suisses²⁴. Elle devient alors, comme tant d'autres, dissidente en exil.

1.2 LA STALINISATION (1948-1953)

Chape de plomb

Le coup de Prague avait entraîné le schisme yougoslave : une rupture inattendue entre l'URSS et la Yougoslavie de Tito que les commentateurs politiques de l'époque considéraient

²¹ Serge Bernstein et Pierre Milza (éds.), *Histoire du XXe siècle : T. 2, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, Paris : Hatier, 2009, pp. 84-95. Pour les origines de la Guerre froide, voir notamment : Martin McCauley, *Origins of the Cold War, 1941-1949*, Harlow ; New York : Pearson Longman, 2008.

²² Andreas Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute : österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz : UPG, unipress Graz, 2010, p. 133.

²³ Márai, *Mémoires de Hongrie*, op. cit., p. 277. Il retourne ensuite en Hongrie puis la quitte en 1948.

²⁴ Entretien avec Gabriella Kiss, Genève, 24 octobre 2014.

pourtant comme le « plus intraitable des lieutenants de Staline »²⁵. Tito exclu du Komintern, les « dérives titistes » doublées de « complicité occidentale »²⁶ de dirigeants des autres démocraties populaires constitueront le prétexte tout trouvé pour épurer les gouvernements et ne laisser que les Staliniens. En Hongrie, c'est le ministre des Affaires étrangères, László Rajk (en qui Rákosi voit un dangereux adversaire politique) qui sera la première victime de la stalinisation des démocraties populaires. L'ÁVH contribue au procès spectacle monté de toutes pièces menant à l'exécution de Rajk en septembre 1949²⁷.

Le processus de la stalinisation de l'Europe centrale est cette fois bien lancé et le Parti ne s'encombre plus de nuance pour prendre le pouvoir. Les nouvelles constitutions suivent le modèle soviétique et annoncent la dictature du prolétariat. Créées ou récupérées, les organisations (jeunesse, femmes, syndicats etc.) sont investies pour mobiliser les populations et encadrent toujours plus la vie de l'individu. Le processus devient sans équivoque dans la nouvelle République populaire de Hongrie dès les élections 1949, lorsque 96% de la population vote pour un Front populaire factice, en réalité dirigé par sa frange communiste²⁸.

Entre 1949 à 1953 la Hongrie vit sous une véritable chape de plomb. Les purges ne touchent pas seulement les dirigeant·e·s mais aussi celles et ceux qui sont désigné·e·s comme « ennemis du peuple » : cela se traduit par des limogeages en masse dans l'administration, l'armée, la police, le Parti, les organes culturels et intellectuels, etc. La répudiation des classes nobles et bourgeoises se fait cette fois-ci très clairement : quiconque en fait ou en faisait partie a toutes les chances d'être durablement stigmatisé. Une partie des anciens bourgeois et de l'*intelligentsia* de Budapest reçoivent l'ordre de vider leur logement : les *kitelepítettek*²⁹ sont déportés dans des logis misérables le plus loin possible des villes. Cette mesure vise à mettre hors d'état de nuire de potentiel·le·s opposant·e·s et accessoirement à résoudre, sans grand succès, la crise du logement. Le niveau de vie de la classe ouvrière, censée être au pouvoir, ne s'améliore pas pour autant : elle est extrêmement mal payée, mal logée, subit également les

²⁵ François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires / I, L'ère de Staline, 1945-1952*, Paris : Éditions du Seuil, 1972, p. 222.

²⁶ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 51.

²⁷ Plusieurs « pro-occidentaux » sont également pendus ou fusillés et les autres « dissidents » sont condamnés à vie. Pour une vision globale et différenciée de la stalinisation des autres démocraties populaires, on se rapportera à Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., pp. 186 et suivantes ; Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est*, op. cit., pp. 79-94 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 443 et suivantes. Marès et Soubigou, *L'Europe centrale & médiane*, op. cit., pp. 222-224. Fejtő, *Histoire des démocraties populaires I*, op. cit., pp. 245-271.

²⁸ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 380-386.

²⁹ Littéralement les « envoyés dehors ». Les historiens ont pu mener des études précises renseignant ces pratiques : Róbert Kis-Kapin, « Budapesti kitelepítettek Gyulaházán 1951–1953 között », *Betekintő* 2013 (1) : http://www.betekinto.hu/2013_1_kis_kapin (28.08.2017) ; Mária Palasik, « Deportations from Budapest and their western echo », in : Gyarmati et Palasik, *Big brother's miserable little grocery store*, op. cit., pp. 287-312.

conséquences des pénuries et de la corruption tout en étant étroitement surveillée par les pions du parti faisant la loi dans les ateliers³⁰.

Le nombre de procès prend alors des proportions inimaginables : entre 1948 et 1953, quelque 1 300 000 personnes passent au tribunal (la Hongrie compte alors neuf millions d'habitants) et 695 623 d'entre elles sont condamnées à des peines allant de l'amende à l'exécution³¹. Jusqu'à 1953, 2% de la population est passée par la case prison ou internement³² et près de 10% a son dossier³³. Plusieurs dirigeant·e·s, chefs d'administration et d'entreprises, expert·e·s, artistes, intellectuel·le·s ou simples quidams sont tour à tour accusateurs et accusés, encensés et répudiés. Cette période a été remarquablement ironisée dans la comédie *Le témoin* qui raconte l'histoire de Pelikán, un communiste ancien résistant³⁴. Ses maladresses (comme cacher un cochon dans sa cave) le mènent en prison plusieurs fois. Il est libéré (ou non) au gré des chefs du moment. Défendu par un ancien camarade haut fonctionnaire qui tombe en disgrâce du jour au lendemain, Pelikán se retrouve à devoir témoigner contre son ami dans un procès mis en scène par une équipe de scénaristes et metteurs en scène à la solde du pouvoir. Refusant de coopérer, Pelikán se retrouve condamné à mort mais est sauvé au dernier moment, le bourreau ayant été licencié pour motifs politiques !

Jusque-là plus ou moins tolérées, les institutions ecclésiastiques protestantes et catholiques sont mises au pas et de nombreux membres du clergé arrêtés et emprisonnés. Le célèbre archevêque, primat de Hongrie, József Mindszenty, opposant politique de la première heure, est condamné à la prison à vie. Mais les mesures ne touchent pas seulement le haut-clergé, les intimidations de toutes formes concernent aussi bien les élites chrétiennes, les prêtres que les simples pratiquants³⁵.

³⁰ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 388-390 ; Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p. 209 ; Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 196 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 58.

³¹ Environ 2 000 personnes auraient été exécutées jusqu'à 1953 : Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 53. Le nombre de personnes torturées n'a pas pu être établi : Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 390.

³² Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 53. Sur l'histoire générale des déportations et internements en Hongrie : Kinga Széchenyi, *Stigmatized: A History of Hungary's Internal Deportations During the Communist Dictatorship*, Budapest : Helena History Press, 2015.

³³ Ignác Romsics, *Magyarország története a XX. Században* [L'histoire de la Hongrie au XX^{ème} siècle], Budapest : Osiris, 2001, p. 20.

³⁴ Péter Bacsó, *A tanú* [Le témoin], Hongrie, 1969. Le film est sorti clandestinement en 1969 et sera projeté dans les salles publiques dès 1979. Il faudrait aussi citer une riche littérature qui décrit cette période avec un humour tragi-comique, à l'exemple des œuvres de Tibor Déry, comme *Niki, l'histoire d'un chien*, 1956, traduit en français récemment, Belval : CIRCE, 2010) qui raconte l'ascension progressive, puis la chute d'un couple de communistes consciencieux avec comme toile de fond ce qui a fait le quotidien de nombreux Hongrois pendant ces années : pénuries, misère, partage d'appartements, corruption, zèle administratif, etc.

³⁵ Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p. 166. Cette désagrégation des églises comporte des buts politiques mais permettait aussi que des ponts soient coupés avec l'Occident : Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est*, op. cit., pp. 85-86.

On assiste également à la russification de l'armée, de l'enseignement, de la culture, pendant que Staline est élevé au rang de « plus grande figure de l'histoire hongroise... »³⁶. Le Parti se présente comme héritier de l'histoire magyare, figures et mythes de l'histoire nationale sont habilement instrumentalisés ou occultés...³⁷ La mise au pas touche également les artistes et les intellectuel-le-s ainsi que leurs associations. Ils sont soumis à la censure et à l'intimidation des idéologues jdanoviens tels que József Révai, qui leur dictent la partition et met ainsi fin à la pluralité artistique³⁸. Seul art possible : le réalisme socialiste qui se traduit par des bustes de Rákosi ou des tableaux aux titres éloquentes tels que *Moisson*, *Vacanciers au wagon restaurant* ou *Réunion de jeunes à l'usine*³⁹. Pour la plupart, les artistes et écrivains se plient aux exigences « dans l'intérêt suprême de l'édification du socialisme »⁴⁰, certains culpabiliseront et le regretteront par la suite. Pour procéder à ces « intimidations », l'État peut compter sur une bureaucratie élargie de fonctionnaires, soldats, membres de l'ÁVH et du parti, un vaste maillage d'informateurs en tout genre : près d'un million de personnes qui « enregistrent, contrôlent, comptabilisent, endoctrinent, mouchardent »⁴¹.

On assiste à une collectivisation rapide et policière de la paysannerie. Les agriculteurs possédant plus de 12 hectares de terrains, les *koulaks*, sont expropriés et ceux qui avaient reçu des terres lors de la réforme agraire de 1945 les perdent en étant contraints d'intégrer les coopératives (*kolkhozes*) ou les fermes d'État (*sovkhozes*). Les paysans refusant de rejoindre les coopératives sont victimes d'injustices, doivent effectuer des livraisons obligatoires et subissent des réquisitions abusives. Les paysans doivent vendre la quasi-totalité de leur production à l'État pour des prix trop bas et les quotas impossibles à respecter les rendent pour le moins hostiles au régime⁴².

Les conséquences économiques, politiques et sociales

Parallèlement à ces mesures de collectivisation qui touchent plus de la moitié des Hongrois-es⁴³, on assiste à une industrialisation ayant des conséquences dramatiques sur l'économie. Appuyé par Staline, le pays mise exclusivement sur l'industrie lourde,

³⁶ Ce sont les termes du chef de la propagande József Révai à l'inauguration de la statue monumentale de Staline.

³⁷ Árpád von Klimó, *Ungarn seit 1945*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, pp. 35-376 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., pp. 53-55.

³⁸ Peu d'artistes et penseurs résistent à cette ligne. Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p. 214.

³⁹ Charles Kecskeméti, « Morphologie et mécanismes d'une révolution : Budapest 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (83), 2006, p. 26 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 576 et suivantes.

⁴⁰ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 54.

⁴¹ *Ibid.*, p. 61. Le nombre d'agents officiels de l'ÁVH s'élève à 45 521 jusqu'en 1953. Ils ne seront « plus que » 10 000 en 1956 : von Klimó, *Ungarn seit 1945*, op. cit., p. 35.

⁴² Paul Lendvai, *Les Hongrois : mille ans d'histoire*, Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc, 2006, pp. 525 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 391 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 57.

⁴³ Les paysan-ne-s représentant 53,8% de la population active. Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 391.

comprenant l'industrie de l'armement, et mène tambour battant un plan quinquennal (1950-1954) prévoyant de quintupler cette production. Ce choix est parallèle au renforcement de l'armée : entre 1950 et 1952, elle engloutit 25% du budget de l'État. Une bonne partie des matières premières et produits semi-finis de la Hongrie comme des autres démocraties populaires sont en outre exportés vers l'URSS. Renforçant artificiellement la classe ouvrière, le régime proclame le travail comme fondement de l'ordre social. Principalement recrutés dans les milieux ruraux, et parfois sortis ainsi de la misère, le nombre d'ouvrier·e·s se multiplie par deux en quatre ans⁴⁴.

La nationalisation des commerces et de l'industrie, l'insuffisance de la production agricole, la présence de personnes incompetentes à tous les échelons de la société, ainsi que la négligence des planificateurs, mènent à des crises et pénuries d'envergure. Une situation que Molnár dépeint ainsi : « neuf millions de Hongrois font la queue devant les magasins ; les usines devant leurs fournisseurs ; les entreprises d'État devant les caisses du même État »⁴⁵. La propagande vantant les avantages d'une Hongrie « de fer et d'acier » et promettant une augmentation du pouvoir d'achat de 50% ne se concrétise pas : le salaire réel baisse de 20% entre 1949 et 1952 et le rationnement est même réintroduit au début des années 1950⁴⁶. Enfin, les déclassements des uns et les privilèges des autres, selon le passé de la famille crée une situation carnavalesque. Comme le résume l'une de nos témoins Katalin Révész, « des cordonniers pouvaient être chefs d'orchestre, des comtesses travaillaient – mal – à la plonge »⁴⁷.

Nous avons évoqué les quelques possibilités d'émigrer jusqu'à 1947. Vue la fermeture quasiment hermétique des frontières vers l'Autriche et la Yougoslavie, la situation change en 1948. Si les règles officielles régissant l'octroi des visas sous l'ère Rákosi ne sont que partiellement connues des historien·ne·s, on sait que la surveillance de la frontière est gérée à cette époque par l'ÁVH. En plus du verrouillage technique, des bataillons patrouillent dans un rayon de cinq à dix kilomètres de la frontière pour repérer les fuyard·e·s. Maisons et lieux jugés suspects sont massivement fouillés et une autorisation officielle est nécessaire pour

⁴⁴ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 56 ; Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 525 ; Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 195 ; François Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, Paris : Complexe, 2006, pp. 56-58 ; Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est*, op. cit., p. 94.

⁴⁵ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 391. En 1948, l'étatisation des entreprises employant plus de cent personnes fait que 83% des ouvriers de l'industrie se retrouvent dans le secteur étatique : Molnár, De Béla Kun à János Kádár, op. cit., pp. 209-212 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., pp. 55-56. Sur les conséquences économiques de l'instauration de la dictature du prolétariat dans les démocraties populaires : Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., pp. 194-197.

⁴⁶ Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., pp. 523-524.

⁴⁷ Entretien avec Katalin Révész, Lausanne, 10 juillet 2015.

pénétrer dans les zones limitrophes. Les voyages à l'étranger deviennent quasiment impossibles et celles et ceux qui y aspirent sont considérés par le régime comme des potentiel·le·s dissident·e·s. Le simple fait de demander un visa est assimilé à une manifestation d'anticommunisme. Il n'est pas rare que le Ministère de l'Intérieur n'accorde un visa qu'à une partie de la famille. Par cette stratégie, un ou plusieurs « otages » sont retenus en Hongrie de manière à ce que le retour des potentiel·le·s dissident·e·s soit garanti. Le but de ces mesures est principalement économique : les pays suivant le modèle soviétique et qui investissent massivement dans l'industrie combattent continuellement le manque de main-d'œuvre. L'émigration aggrave la situation. Cela explique aussi en partie l'emploi massif des femmes et le recrutement de populations rurales⁴⁸.

D'autres personnes sont poussées à fuir illégalement, soit parce qu'elles savent qu'elles n'obtiendront pas de visas, soit parce qu'il ne leur a pas été délivré⁴⁹. Comme des dizaines de milliers d'autres, le poète Lajos Major-Zala s'est résolu à quitter son pays. Étudiant à Sopron, il est incité par un professeur à prendre la direction d'un groupe d'étudiants communistes, poste qu'il refuse en affirmant publiquement son patriotisme. Il est exclu avec effet immédiat. De retour dans son village, il est « prié » par le maire communiste de Tornyiszentmiklós de participer à la campagne pour les dernières élections libres de mai 1949, ce à quoi il s'oppose. Sentant l'étau se resserrer et ses perspectives limitées, il décide de fuir, d'abord en Yougoslavie, puis, après plusieurs tentatives ratées et internements, en Autriche. Une fois en Suisse, il déclare : « je ne peux rentrer en Hongrie. Cela causerait ma perte »⁵⁰.

La tentative d'émigration illégale peut être punie de plusieurs mois de prison. Elle est aussi dangereuse, particulièrement depuis 1948. Jusqu'à 1953, 300 000 mines sont installées, non sans causer des accidents ne touchant d'ailleurs pas seulement les dissident·e·s en fuite⁵¹. Tout contact transfrontalier est ainsi quasiment annihilé alors même que de nombreux parents de mêmes familles se trouvent de part et d'autres de la frontière austro-hongroise⁵².

⁴⁸ András Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in : Ibolya Murber et Zoltán Fónagy (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 471 ; Dövényi et Vukovic, « Ungarn und die internationale Migration », *art. cit.*, p. 271.

⁴⁹ Pour ces années précises, le nombre de personnes qui ont quitté illégalement le pays n'est pas connu : Ferenc Szászi, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez. 1945-1989 » [Données sur l'histoire de l'émigration hongroise], *Történelmi Szemle* (3-4) 1993, p. 314.

⁵⁰ Abschrift, Kantonspolizei St Gallen, St Margarethen, 5 septembre 1930, CH-BAR#E4320B#1991/243#3410*.

⁵¹ Eva Varga, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs an der österreichisch-ungarischen Grenze 1949-1956 », in : Peter Haslinger, *Grenze im Kopf : Beiträge zur Geschichte der Grenze in Ostmitteleuropa*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 1999, pp. 116-117.

⁵² Lajos Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », in : Zsolt Lengyel (éd.), *Ungarn-Jahrbuch* (27) 2004, p. 271.

Au niveau politique, à l'exception de Rákosi et la frange la plus staliniste, la valse des dirigeants continue. En désaccord avec cette collectivisation brutale et mis sur la touche, Imre Nagy est rappelé en 1952 comme Ministre-Président⁵³. Nous pouvons citer l'exemple de János Kádár. Meilleur ami de Rajk, il participe pourtant à sa chute, doit assister personnellement à sa pendaison⁵⁴, puis devient son successeur au poste des affaires étrangères avant de tomber lui aussi sous la disgrâce. Emprisonné en 1951, il est condamné pour des motifs fantaisistes, puis libéré en 1954. La chasse aux sorcières concerne aussi les militant·e·s les plus zélé·e·s, en premier lieu ceux qui n'ont pas séjourné en URSS⁵⁵.

Dans ce sombre tableau, relevons quelques acquis positifs, fers de lance de la propagande communiste. L'égalité hommes-femmes – si elle ne fait pas disparaître la domination masculine – permet tout de même aux femmes un accès dégenré aux études et aux professions⁵⁶. En 1954, le *Bulletin hongrois*, une revue de propagande destinée au public francophone, vante les mérites de la démocratie populaire qui a « émancipé les femmes hongroises [...], facilite de mille façons les travaux des ménagères et protège efficacement les mères et les enfants ». On compte alors 52 femmes députées et les filles représentent 25% des étudiant·e·s universitaires⁵⁷.

Deuxièmement, l'État investit dans la démocratisation de la culture et des études. On construit à tour de bras cinémas, théâtres, bibliothèques, maisons de la culture et on permet à des classes jusque-là défavorisées des provinces d'accéder quasiment gratuitement aux offres. Les écrivains et artistes peuvent enfin vivre dignement, à condition bien sûr de se conformer à la ligne de Révai, le chef de la propagande⁵⁸. Les réformes de l'instruction publique permettent aux enfants des couches les plus basses de la société d'avoir un meilleur accès aux études supérieures⁵⁹. Améliorations qu'ont connues certain·e·s de nos témoins : d'aucuns ont

⁵³ János M. Rainer, *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer des ungarischen Volksaufstands. Eine politische Biographie 1896-1958*, Paderborn : Ferdinand Schöningh, 2006, pp. 77-78.

⁵⁴ Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 527.

⁵⁵ Quelques exemples de ce type de disgrâces dans : Molnár, *De Béla Kun à János Kádár*, op. cit., p. 114 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 388 ; Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 53 ; Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 526.

⁵⁶ Concernant les questions de genre et le féminisme sous le régime communiste, on se rapportera aux travaux d'Andrea Pető, notamment : *Women in Hungarian politics, 1945-1951*, Boulder, East European Monographs, 2003 et Pető Andrea, Szabó Szilvia (dir.), *Fel a tettek mezejére, polgártársnőim! 'Nők és a férfiak esélyegyenlősége Magyarországon* [« Action, concitoyennes ! » L'égalité des chances pour les femmes et les hommes en Hongrie], Budapest, A Nők a Valódi Esélyegyenlőségért Alapítvány, 2003.

⁵⁷ Bimensuel édité en plusieurs langues, le *Bulletin hongrois* devient dès 1955 la *Revue hongroise*. Cet outil de Soft power se libéralise progressivement pour disparaître subitement en octobre 1956 puis réapparaître en 1957. « Conférence nationale des femmes hongroises », *Bulletin hongrois*, n°161, 5 mars 1954.

⁵⁸ Sur la situation des écrivains : Márai, *Mémoires de Hongrie*, op. cit., pp. 155 et suivantes.

⁵⁹ Notamment par la mise en place d'études surveillées l'après-midi, B Lévy-Bruhl, « Réforme de l'enseignement en Hongrie », *Enfance* 2 (1), 1949, pp. 82-88.

bénéficié de possibilités d'ascension sociale, impensables pour leurs parents, domestiques dans le cas de Mária Szőregi, artisans dans celui de Béla Márai⁶⁰.

Troisièmement, des efforts sont constatés dans la construction de logements même s'il faut attendre les années 1960 pour de vraies politiques efficaces⁶¹. Comme en RDA (Stalinstadt, 1953) et en Pologne (Nowa Huta, 1949), une ville idéale, Sztálinváros (1949) est construite à partir de rien et fait office de laboratoire des projets urbanistiques socialistes⁶².

Mais la terreur de masse a marqué les esprits de la plupart des familles en Hongrie. Un climat de peur s'est durablement installé dans le pays et a pour conséquence une passivité certaine et une opposition annihilée : « l'attitude des gens dans les usines reste déterminée par cette pauvre sagesse, qu'en bouche close, n'entre point de mouche »⁶³. La timide amélioration des années suivantes ne fera pas oublier ces années aux insurgé·e·s de 1956, ainsi qu'à celles et ceux qui quitteront le pays. Certain·e·s craindront qu'une nouvelle terreur de ce type s'abatte sur la Hongrie au moment de l'invasion des troupes soviétiques.

1.3 APRES STALINE. LE « NOUVEAU COURS » (1953-1956)

La parenthèse Nagy

La mort de Staline le 5 mars 1953 provoque une lutte de succession féroce au Kremlin. Conscients des dérives du régime, les dirigeants sont d'accord sur un point : la nécessité de mener un nouveau cours dans le Bloc soviétique. Ils décident de réduire le tempo de la construction socialiste et faire des concessions sur quelques principes staliniens en URSS et dans les républiques satellites⁶⁴.

Si quelques remous antisoviétiques avaient été observés avant la mort de Staline, c'est surtout au printemps 1953 que dans la sphère d'influence de l'URSS, des groupes d'ouvriers font grèves, manifestent ou résistent aux mesures des régimes. En Bohême et Moravie, des révoltes parties des usines Staline s'attaquent bientôt aux symboles soviétiques. La colère gronde en Bulgarie, puis en RDA où près de 500 000 personnes font grève dans 373 villes⁶⁵.

⁶⁰ Entretiens avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015 et Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

⁶¹ Virág Molnár, « À la recherche de la maison socialiste idéale dans la Hongrie post-stalinienne », in : Nadège Ragaru et Antonela Capelle-Pogăcean (éds.), *Vie quotidienne et pouvoirs sous le socialisme : la consommation revisitée*, Paris : Karthala, 2010, pp. 277-348.

⁶² Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 197 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 625-662.

⁶³ Il s'agit de la réponse d'un ouvrier au Cercle Petőfi, un groupe d'intellectuel·le·s qui, en 1956, s'interrogeait sur la passivité des ouvriers pourtant si prompts à se rebeller pendant l'ancien régime : Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 62.

⁶⁴ Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II, Après Staline, 1953-1979*, Paris : Éditions du Seuil, 1972, pp. 9-34.

⁶⁵ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 744-753, ici p. 750.

C'est à Berlin que la contestation est la plus forte : les manifestations d'ouvriers dégénèrent en émeutes et sont brutalement réprimées⁶⁶.

La Hongrie est perçue par le Kremlin comme un potentiel foyer de crises, car la situation économique particulièrement désastreuse rend le régime plus impopulaire que jamais, aussi bien dans les milieux urbains que ruraux. C'est, entre autres, ce qui explique un tournant difficilement imaginable avant la mort de Staline : Rákosi est convoqué au printemps 1953 dans l'ancien bureau de Staline et est durement réprimandé par le premier ministre soviétique Gueorgui Malenkov. Deuxième coup de théâtre : il oblige Rákosi à démissionner au profit d'Imre Nagy qui avait la sympathie de plusieurs hauts dignitaires⁶⁷. Nagy, devenu ainsi Premier ministre, est censé gouverner sur le modèle dualiste qui vient d'être adopté en URSS, c'est-à-dire en « partenariat » avec le Secrétaire du parti : l'indéboulonnable Rákosi⁶⁸. Nagy, tout en maniant le langage du parti, attaque frontalement le quatuor Rákosi, Farkas, Gerő et Révai, d'abord lors de différents exposés confidentiels, puis dans un célèbre discours tenu devant le parlement le 4 juillet 1953⁶⁹. À partir de ce moment, en partie gêné par Rákosi qui s'évertue à saboter ses réformes, mais appuyé par Moscou, Nagy met en place son « Nouveau Cours », une évolution politique parallèle au dégel post-Staline.

János Rainer, l'historien spécialiste de 1956, propose une analyse approfondie de l'évolution politique de la Hongrie et de Nagy, passé progressivement de « soldat du parti »⁷⁰, à « révolutionnaire malgré lui »⁷¹. Les historien·ne·s ont souvent insisté sur ses efforts pour mettre en œuvre « un communisme à visage humain »⁷². En 1953, son « Nouveau Cours » a trois objectifs principaux. Le premier est défini par la réparation des erreurs commises entre 1948 et 1953. Les décisions ne tardent pas : levée des mesures contraignantes pour les

⁶⁶ Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est*, op. cit., pp. 112-113.

⁶⁷ Nagy avait l'avantage de ne pas être juif et d'être populaire, au contraire de Rákosi, Gerő, Farkas et Révai. À ce sujet : Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 280-285 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 62.

⁶⁸ Il s'agissait d'appliquer le principe léniniste de direction collective. Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 530.

⁶⁹ Le futur préfet de la police en 1956 en rapporte un témoignage : « Fascinés, nous écoutions ce ton nouveau, nous scrutions le visage ouvert de l'orateur, et, près de lui, la face impassible de Rákosi. Un miracle était en train de se produire. [...] Je poussais du coude F., célèbre ouvrier modèle dans le bâtiment, nouveau député comme moi : - « Est-ce que je rêve ? » », Sándor Kopácsi, *Au nom de la classe ouvrière : les mémoires du préfet de police de Budapest en 1956*, Paris : Robert Laffont, 1979, pp. 82-83.

⁷⁰ Des documents, plus tard avérés faux, le désignaient comme agent du NKVD. Charles Gati avait notamment exprimé cette hypothèse : *Failed Illusions : Moscow, Washington, Budapest, and the 1956 Hungarian Revolt*, Stanford : University Press, 2006, pp. 32-40. Cet engagement aurait permis à Nagy d'échapper aux diverses purges. Après des recherches approfondies, Rainer a pu démontrer que Nagy, comme la plupart des dirigeants, a rendu des services à l'organisation sans être un agent à proprement parler : János M. Rainer, *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer des ungarischen Volksaufstands. Eine politische Biographie 1896-1958*, Paderborn : Ferdinand Schöningh, 2006.

⁷¹ L'expression est de Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 396.

⁷² Rainer, Molnár et Fejtő en tête. Nagy étant aujourd'hui renié par le gouvernement Orbán qui vient de déboulonner son effigie devant le Parlement, l'enjeu historiographique a une grande actualité.

paysans, autorisation de dissoudre les kolkhozes et libre choix entre fermes collectives et fermages, soutien de l'artisanat⁷³. Les amnisties prononcées dès l'automne 1953 font aussi partie de ce premier objectif qui fera de Nagy le premier dirigeant communiste populaire⁷⁴ : libérations des détenus internés et des *kitelepítettek* qui peuvent bientôt rentrer chez eux et se déplacer librement en Hongrie, fin de l'arbitraire policier et des mesures contre les *koulaks* et autres « ennemis de classe »⁷⁵. Nagy, en critiquant les « abus », les « campagnes punitives », parle de « graves fautes commises par le passé » auxquelles il espère remédier en mettant l'accent sur la « consolidation de la légalité » et en mettant un terme aux pratiques « arbitraires » de la police⁷⁶. Ces mesures d'assouplissement concernent en tout 784 000 personnes. Le deuxième axe concerne la vie politique. Il réserve une place pour la critique au sein du parti et prône un certain degré de liberté d'expression dans la presse. Dans le discours du 4 juillet 1953, il insiste sur l'idée de participation active des larges masses du peuple et se prononce bientôt pour la reconstitution d'un front populaire en incluant les membres des partis dissous⁷⁷. Troisièmement, Nagy propose des mesures économiques d'envergure : réorganisation et révision de la politique économique pour l'axer sur l'industrie légère et la production de biens de consommation, le but étant d'en finir avec les pénuries⁷⁸. Cette politique porte en partie ses fruits : le pouvoir d'achat croît progressivement par l'augmentation des salaires et les Hongrois·es peuvent bénéficier d'une baisse des prix en partie liée au nouveau dynamisme donné à la paysannerie. Une nouvelle confiance s'est instaurée entre les milieux intellectuels et ecclésiastiques à qui Nagy tend la main, pendant que les anciens cadres du parti, pour la plupart encore présents, avalent des couleuvres et désavouent Nagy dans des contre-discours ou des pratiques. Les milieux intellectuels – dont les rangs sont gonflés par le retour de très nombreux anciens prisonniers – se sentent pousser des ailes, reprennent espoir et se mobilisent autour de Nagy ou débattent presque librement du « Nouveau Cours »⁷⁹.

⁷³ Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., p. 23.

⁷⁴ Árpád von Klimó, *Ungarn seit 1945*, Göttingen : Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, p. 26.

⁷⁵ János M. Rainer, « Imre Nagy, le penseur et le politique », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Age d'Homme, 2006-2007, p. 66 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 395 ; Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., p. 23.

⁷⁶ Discours du 4 juillet 1953, tiré de : François Fejtő, *Imre Nagy, un communisme qui n'oublie pas l'homme / Précédé d'un portrait d'Imre Nagy : un communiste qui a choisi le peuple*, Paris : Plon, 1957, pp. 228-231.

⁷⁷ Rainer, « Imre Nagy, le penseur et le politique », art. cit., p. 66 ; Rainer, *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer*, op. cit., pp. 89-94 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 743-744.

⁷⁸ Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 532 ; Rainer, « Imre Nagy, le penseur et le politique », art. cit., pp. 61-76.

⁷⁹ L'Eglise est dédommagée pour la nationalisation de ses biens, certains services religieux sont à nouveau autorisés : Rainer, *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer*, op. cit., pp. 87-90. Mindszenty passe en outre de la prison à la résidence surveillée dans un château : Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., pp. 24-25 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 764-765.

L'opposition se renforce

C'est une lutte de succession à Moscou et le contexte international qui vont influencer la suite. Après l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), prévoyante, l'URSS prépare un accord qui formalise une réalité déjà tacite et basée sur des accords bilatéraux entre elle et les démocraties populaires : en mai 1955 le Pacte de Varsovie est entériné. Il s'agit d'une alliance avant tout militaire qui prévoit une assistance mutuelle en cas de conflit et qui autorise le stationnement de soldats soviétiques en Hongrie⁸⁰.

Parallèlement, Moscou entame une détente progressive en matière de relations internationales : accords de Genève mettant fin à la guerre de Corée (1954) ; bonne entente avec la Chine de Mao Zedong ; réhabilitation et réconciliation avec Tito (mai 1955) ; réhabilitation de milliers d'ancien·ne·s militant·e·s exécuté·e·s en URSS, y compris de Pologne et Hongrie ; appels à la coexistence pacifique ; neutralité de l'Autriche et départ des troupes d'occupation (octobre 1955) ; amnistie envers les dissident·e·s passé·e·s à l'Ouest⁸¹. Autant d'éléments qui font croire au dégel et à une promesse de libéralisation dans les démocraties populaires. La réconciliation de l'URSS avec la Yougoslavie laisse envisager un possible pluralisme et une possible légitimation des voies propres à chaque pays pour édifier le socialisme⁸². Entre temps, Malenkov avait été finalement écarté par Nikita Khrouchtchev fin 1954. Ainsi, paradoxalement, le soutien à Nagy et ses réformes ambitieuses vacille et on l'enjoint même à plus d'orthodoxie⁸³. Profitant d'ennuis de santé de Nagy, Rákosi parvient à le faire révoquer en mars 1955. Refusant cette fois de faire son autocritique, Nagy est exclu du parti. En peu de temps, Rákosi et son clan prennent des mesures rappelant les années 1948-53 et se mettent à dos une grande frange des intellectuel·le·s qui avaient entre-temps été habitués à une forme de (timide) liberté d'expression. Censure intraitable et licenciements sont à nouveau monnaie courante⁸⁴. Ce « regel » est aussi tangible au niveau économique, la priorité étant de nouveau donnée à l'industrie lourde⁸⁵. Mais, lui-même sur un siège éjectable, Rákosi ne peut plus aller aussi loin que par le passé et son autorité bat de l'aile.

Les analystes ont interprété l'échec de Nagy comme une conséquence du fait qu'il n'aurait pas su former son propre clan, agissant quasiment seul sans jouer le même jeu que ses adversaires : c'est-à-dire sans éliminer ses rivaux. Mais le calcul de Rákosi s'avère à double

⁸⁰ Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., p. 53.

⁸¹ Ce point sera abordé, *infra*, chapitre 5.

⁸² François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., pp. 35-54 ; 60-63.

⁸³ Malenkov est le principal soutien de Nagy : Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 204.

⁸⁴ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 395-397.

⁸⁵ *Revue hongroise*, n°5 (17), mai 1956.

tranchant. Nagy a eu le temps de gagner en popularité et en étant écarté, une large couche de la population le voit volontiers comme un sauveur potentiel⁸⁶.

Des formes diverses de contestation se mettent en place. L'Union des écrivains hongrois·es est au centre d'une lutte contre Rákosi et ses mesures de censure⁸⁷. Un esprit de révolte gagne progressivement une partie de l'*intelligentsia*, principalement des jeunes produits de la promotion sociale ou d'ancien·ne·s communistes critiques, à l'exemple de l'écrivain Tibor Déry, soixante-ans, bon élève du système, passé dans la dissidence après le lancement d'une pétition protestant contre l'interventionnisme de l'État dans les arts et la littérature⁸⁸. D'aucuns se solidarisent avec les journalistes nagyistes récemment licenciés du *Szabad Nép* [Le Peuple libre], l'organe du parti⁸⁹. Des ponts se créent entre le monde ouvrier et ces intellectuel·le·s contestataires. L'*Irodalmi Újság* [La Gazette littéraire, organe de l'Union des écrivains] publie enquêtes, lettres et interviews d'ouvrier·e·s d'usine qui expriment leur amertume face à ce système auquel beaucoup croyaient⁹⁰. Malgré une limite imposée, le journal se vend à des dizaines de milliers d'exemplaires et passe dans bien plus de mains⁹¹.

C'est dans ce mélange de luttes symboliques et dégel général que survient, en février 1956, le XX^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Le rapport présenté par Khrouchtchev condamnant certains crimes de Staline ainsi que le culte de la personnalité donne un coup de fouet à la rébellion des écrivains et journalistes qui y voient un espoir de démocratisation⁹². Rákosi s'efforce alors de prendre le pli et réhabilite László Rajk en accusant « la bande » de l'ancien chef de la police politique Gábor Péter, peu à même de se défendre puisqu'il est en prison⁹³. Alors que les réunions du Comité central du Parti bouillonnent, le débat sort bientôt de la confidentialité. Créé en 1955, le Cercle Petőfi, un groupe de jeunes intellectuel·le·s issu·e·s des jeunesses communistes, offre une plateforme inédite au débat puis, à la contestation⁹⁴. Des foules d'auditeur·trice·s se pressent pour écouter des débats informels et souvent houleux sur la philosophie, l'économie, l'histoire,

⁸⁶ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 395.

⁸⁷ L'Union est censée donner la ligne politique en matière de littérature. Un remarquable ouvrage regroupant des traductions françaises de leurs écrits sur 1956 a été récemment publié : Guillaume Métayer (éd.), *Budapest 1956 : la révolution vue par les écrivains hongrois : anthologie*, Paris : Le Félin, 2016.

⁸⁸ Anne Applebaum, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris : Grasset, 2014, p. 763.

⁸⁹ François Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, Paris : Complexe, 2006, p. 68.

⁹⁰ Mark Pittaway, « The Reproduction of Hierarchy : Skill, Working-Class Culture, and the State in Early Socialist Hungary », *The Journal of Modern History* 74 (4), 2002, pp. 737-769.

⁹¹ Simon Hall, *1956 : Welt im Aufstand*, Stuttgart : Klett-Cotta, 2016, p. 185.

⁹² Le rapport « secret » ne tarde pas à être dévoilé en Occident et dans le Bloc de l'Est : Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., pp. 55 et suivantes ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 767-769.

⁹³ Intervention de Mátyás Rákosi reproduite dans *Revue hongroise*, n°4 (16), avril 1956.

⁹⁴ Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 69. Sur les débuts du Cercle : Applebaum, *Rideau de fer : op. cit.*, pp. 760-761. L'historienne y explique que les thèmes sont des prétextes (comme l'historiographie, prétexte pour évoquer la falsification des manuels d'histoire) pour aborder des questions contemporaines.

l'historiographie, toujours en écho avec la situation politique. Dès l'hiver 1955, le Cercle est également fréquenté par des délégué·e·s ouvrier·e·s des usines de Budapest, nouant des liens avec les intellectuel·le·s contestataires⁹⁵. Le 20 mai 1956, c'est le XX^{ème} congrès qui est frontalement abordé. Le 14 juin, plus de 1 600 personnes vont écouter le philosophe György Lukács. Fin juin, près de 2 000 personnes entendent avec émotion Júlia Rajk qui dénonce les méthodes passées et présentes des autorités en s'exclamant : « Vous n'avez pas tué que mon mari, vous avez tué toute dignité dans notre pays »⁹⁶. Faute de place, les séances sont bientôt retransmises au haut-parleur dans la rue où se groupent des milliers de personnes. Le 7 juillet, un débat sur la liberté de la presse attire 7 000 participant·e·s. À l'issue des séances, la foule lance des appels pro-Nagy et l'atmosphère devient électrique à Budapest⁹⁷. En Pologne, des contestataires se recrutant aussi bien dans les rangs intellectuels qu'ouvriers commencent à prendre la parole et entretiennent l'espoir d'un semblant d'indépendance et d'une démocratisation. En juin, les ouvrier·e·s de la fabrique de locomotives de Poznań, qui demandent en vain depuis plusieurs mois que leurs revendications soient entendues par le Parti ouvrier, se mettent en grève. Les langues se délient, les slogans antirusses fusent, la grève se mue en émeutes, sévèrement réprimées⁹⁸. En Hongrie, Rákosi et ses partisans s'efforcent d'éteindre l'incendie notamment en dénonçant le Cercle Petőfi auprès de différentes usines où les ouvrier·e·s ont progressivement vent des revendications des intellectuel·le·s. Mais, critiqués et moqués de toute part, Rákosi, tout comme l'ÁVO, perdent de leur autorité⁹⁹. Comprenant que Rákosi est devenu un fardeau, les hommes du Kremlin le pousse à la démission. Ce dernier annonce son retrait « pour raisons de santé » le 18 juillet 1956 mais le soulagement des intellectuel·le·s est de courte durée : le « sous-fifre » de Rákosi et stalinien irréductible Ernő Gerő est nommé à son poste. Nagy n'est toujours pas rappelé au gouvernement, tout juste lui redonne-t-on sa carte du parti¹⁰⁰.

⁹⁵ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 767.

⁹⁶ Cité par Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 70 ; Andrea Pető, « Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 2015 (41), pp. 151-163.

⁹⁷ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 71 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 398 ; Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 182.

⁹⁸ Csaba Békés et al. (éds.), *The 1956 Hungarian Revolution : a History in Documents*, Budapest : CEU Press, 2002, p. XXXV ; Fejtő, *Histoire des démocraties populaires II*, op. cit., p. 61 ; Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 204.

⁹⁹ Victor Sebestyén, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris : Calmann-Lévy, 2006, pp. 132-133 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 72 ; Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 183.

¹⁰⁰ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 770 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 399 ; Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., 2006, pp. 534-535.

Adoptant une politique « mi-figue, mi-raisin »¹⁰¹, Gerő s'efforce d'appliquer des méthodes plus douces et réhabilite par dizaines des ancien·ne·s opposant·e·s notamment socio-démocrates¹⁰².

Malgré ce régime plein d'ambiguïtés, de nombreux témoins évoqueront le vent de liberté soufflant pendant l'été 1956, dans la presse, les publications diverses, les tribunes improvisées et la rue. Des productions culturelles flirtent avec les limites jusque-là imposées d'une main de fer par le Parti, à l'image de la parution de *Niki, l'histoire d'un chien* qui raconte les heures les plus sombres du rákosisme¹⁰³. À Budapest, une vie trépidante agite les cafés et les fameux *espresso*, ces locaux souvent ouverts toute la nuit :

La vie nocturne s'épanouissait, par toute la ville, à tous les étages de la société, dans les *espresso*, les bars, les tripots louches. [...] et la vie nocturne donnait l'illusion de l'évasion. Les gens surmenés cherchaient à s'étourdir. On dansait beaucoup à Budapest et on buvait.¹⁰⁴

À Csepel, le faubourg industriel et ouvrier de Budapest, l'agitation se fait sentir à la fin de l'été. Pour protester contre le manque chronique de certaines denrées, des vitrines de magasins d'État sont brisées. Des ouvrier·e·s font des grèves épisodiques en ignorant les réprimandes des agents du Parti. En province se créent des avatars du Cercle Petőfi et les débats sont tout aussi animés que dans la capitale. Dans les assemblées de travailleur·euse·s de certaines villes, des porte-paroles décomplexés relèvent l'insuffisance des salaires¹⁰⁵.

Autre signe d'ouverture : le retour du tourisme. Déjà bien amorcé en 1954-1955, le tourisme rencontre un succès grandissant, particulièrement au cours de l'été 1956. La *Revue hongroise* rend compte de ce renouveau en racontant la visite d'un groupe test de 200 touristes suisses organisée par les Chemins de fer fédéraux (CFF) et l'Association des offices de tourisme. Les expert·e·s peuvent voir « les conditions dans lesquelles les villes visitées pourraient accueillir les touristes suisses, assez exigeants comme on le sait ». Si un agriculteur rapporte en toute franchise que les rues de Pest ne lui semblent pas assez propres et que les immeubles assez ternes, une propriétaire d'un salon de cosmétique s'avoue impressionnée par le fait qu'il y a 81 députées représentant les jeunes filles et femmes de Hongrie. Le ton propagandiste de cet article ne masque pas un enthousiasme bien réel et un espoir d'ouverture, bientôt écrasé : « tout permet de croire que les premières hirondelles suisses seront bientôt suivies d'autres ! »¹⁰⁶. Enfin, autre signe d'ouverture, déjà amorcé en 1955, la détente des relations

¹⁰¹ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 399.

¹⁰² Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. XXXVI ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 771.

¹⁰³ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 184-185.

¹⁰⁴ Récit de l'artiste Tamas Sarkany, in : Nicolas Baudy, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris : La Table ronde, 1957, p. 24.

¹⁰⁵ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 184-186.

¹⁰⁶ Károly Matolcsy, « Touristes suisses à Budapest », *Revue hongroise*, n°6 (18), juin 1956, p. 16.

entre l'Autriche et la Hongrie – qui s'était concrétisée par différents accords – devient encore plus tangible au début de l'été 1956 : les gouvernements décident alors la suppression des installations techniques à la frontière hungaro-autrichienne¹⁰⁷.

Le 6 octobre 1956, sur la demande de sa veuve, Rajk est enterré solennellement en présence de plusieurs dizaines de milliers de personnes¹⁰⁸. Ce moment n'est pas dénué d'ironie : Gerő est en vacances en Crimée, Nagy est présent aux côtés de Julia Rajk au milieu d'une foule de badauds, employé·e·s, ouvrier·e·s, écolier·e·s venus rendre hommage à une victime dont la condamnation totalement fantaisiste avait été approuvée par Staline lui-même. Pourtant, Rajk était détesté de son vivant. Architecte de la terrible police politique, il est notamment responsable du procès préfabriqué de Mindszenty pour ne citer que l'une de ses victimes. Qu'importe, il devient la victime désignée des années Rákosi¹⁰⁹. Cet enterrement, ensevelissement symbolique du stalinisme, est considéré comme le prélude à l'Insurrection.

Conditions de vie sous le dégel

Si les historien·ne·s constatent un net dégel pendant l'intervalle 1953-1956, certain·e·s nuancent son impact effectif sur le quotidien des Hongrois·es. Les difficultés persistantes pour sortir des frontières illustrent ce constat. Même après l'instauration du « Nouveau Cours », un voyage de l'autre côté du Rideau de fer demeure un privilège inaccessible à la majorité. En 1954, sur 3 040 Hongrois·es à avoir voyagé vers l'Ouest, seuls 95 d'entre eux sont des privés. Ce sont toujours les fonctionnaires du parti, intellectuel·le·s, sportif·ve·s, artistes qui sont autorisé·e·s à découvrir les pays capitalistes¹¹⁰. Mais les possibilités de voyager sont tout de même en augmentation. Des groupes de touristes peuvent même se rendre à Vienne, rivale historique de Budapest, et racontent ce qu'ils ont vu : des étalages et boutiques pleins de produits frais et de qualité dont pouvait bénéficier tout un chacun¹¹¹. Malgré les améliorations, le gouvernement hongrois craint un afflux de ses ressortissant·e·s vers l'Ouest, en témoigne sa décision à l'été 1955 de renforcer par un contingent de 1 000 hommes les 350 kilomètres de frontières et d'ajouter des postes¹¹².

Globalement, le niveau de vie s'est élevé mais, à la veille de l'Insurrection, il est encore loin d'être satisfaisant. En octobre 1954, alors que Nagy vient d'arriver au pouvoir, l'organe du

¹⁰⁷ Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke », *art. cit.*, pp. 272-274.

¹⁰⁸ Environ 200 000 personnes selon Lendvai, *Les Hongrois, op. cit.*, p. 535.

¹⁰⁹ Sebestyen, *Budapest 56, op. cit.*, pp. 146-155 ; Hall, 1956 : *Welt im Aufstand, op. cit.*, pp. 272-273 ; Lendvai, *Les Hongrois, op. cit.*, pp. 520-522.

¹¹⁰ Lendvai, *Les Hongrois, op. cit.*, p. 546.

¹¹¹ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand, op. cit.*, p. 184.

¹¹² Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke », *art. cit.*, pp. 273-274.

parti, le *Szabad Nép* réalise une enquête présentant l'étendue du travail. Ses journalistes dénoncent les statistiques truquées et soulignent les problèmes sociaux touchant nombre d'ouvrier·e·s : logements surpeuplés et insalubres ; salaires relativement bas ; conditions de travail médiocres¹¹³.

Par ailleurs, si les *kitelepítettek* ont pu retrouver leur logement, ceux-là ont entre-temps été remplis comme en témoigne l'une de nos témoins Katalin Révész : « dans notre appartement, soi-disant trop grand pour nous, avait été placée une famille de gens de la campagne [...] qui nous détestait et qui voulait nous faire partir, pour posséder tout l'appartement »¹¹⁴. La pénurie de logement est telle que les appartements sont surpeuplés.

La relative liberté d'expression qui caractérise le printemps et l'été 1956 a permis à des journalistes de proposer des enquêtes sur les conditions de vie des Hongrois·es. Elles illustrent les problèmes qu'ils et elles vivent au quotidien à la veille de l'Insurrection. À titre d'exemple, en juin 1956, dans le journal destiné aux femmes *Nők Lapja*, le journaliste Tibor Tardos dénonce le désespoir des jeunes filles à Budapest à travers l'exemple de quatre ouvrières dans une fabrique de lampes, éloignées de leur famille et contraintes de loger dans des chambres misérables sans perspectives d'avenir¹¹⁵. Dans d'autres reportages, on pointe du doigt le manque de liberté d'expression, non seulement des intellectuel·le·s mais aussi des ouvrier·e·s étroitement surveillé·e·s par les membres du Parti¹¹⁶. En province, la situation n'est pas meilleure. Le journaliste Tamás Aczél, contraint de fuir à l'automne 1956, passe quant à lui une semaine dans un petit village. Il révèle le manque de produits alimentaires de base tels que la graisse et rend compte des étalages semi-vides du marché. Là aussi, le silence et l'apathie sont de mise, conditionnés par une peur diffuse d'être dénoncé¹¹⁷. Les consommateurs subissent toujours des pénuries de denrées alimentaires, mais aussi de savon et d'articles de base¹¹⁸. Dans ce contexte, on peut comprendre l'attraction que suscite l'abondance de l'Occident, vantée par *Radio Free Europe*.

¹¹³ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 762 et 766.

¹¹⁴ Entretien avec Katalin Révész, Lausanne, 10 juillet 2015.

¹¹⁵ Tibor Tardos, « Egyedül Budapest [seule à Budapest] », *Nők Lapja*, n°23, 7 juin 1956, cité in : Hall, 1956: *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 177.

¹¹⁶ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 177.

¹¹⁷ *Béke és Szabadság* [Paix et liberté], n°19, Mai 1956.

¹¹⁸ Philipp Ther, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017, p. 236.

1.4 L'INSURRECTION D'OCTOBRE 1956

Le soulèvement

Dès l'automne, la situation devient explosive en Europe centrale. En Hongrie, le mécontentement, déjà bien audible pendant l'été, est encore attisé par l'annonce des recettes gouvernementales du très impopulaire Gerő : industrialisation accélérée, collectivisation. Le 16 octobre, à Szeged, des étudiant·e·s de l'Université fonde une organisation indépendante du parti – la Fédération hongroise des associations d'étudiants d'Université et écoles supérieures (MEFESZ¹¹⁹) – et, acte impensable jusqu'il y a peu, ils impriment tracts et journaux annonçant leurs revendications, parmi lesquelles une réforme de l'enseignement, l'annulation des mesures de censure, le retrait des troupes d'occupation et la tenue d'élections¹²⁰.

En octobre 1956, le Parti ouvrier unifié polonais décide la réintégration et la nomination de Władysław Gomułka au poste de Premier secrétaire. Tous les regards se tournent vers Moscou : quelle sera la réaction de Khrouchtchev ? En promettant de rester loyal à l'URSS et de ne pas remettre en question le pacte de Varsovie, Gomułka négocie habilement. Après une période d'incertitude et de tension, il n'y aura pas d'intervention russe en Pologne et la crise se résout pacifiquement. Dans la Hongrie voisine, cette concession et la mobilisation populaire autour de Gomułka donne de l'espoir à l'opposition¹²¹.

Le 22 octobre, 5 000 étudiant·e·s budapestois·es se réunissent à l'Institut universitaire de technologie par le biais de l'association officielle de la jeunesse, l'Union de la jeunesse travailleuse (DISz¹²²). Sa réunion concerne dans un premier temps les réformes souhaitables propres aux étudiant·e·s, parmi lesquelles un enseignement moins orienté sur le marxisme-léninisme mais aussi des possibilités d'étudier les langues occidentales. L'après-midi, dans une ambiance survoltée, les discussions portent sur l'avenir du pays et débouchent sur un manifeste en 16 points demandant entre autres le retrait des troupes soviétiques, la tenue d'élections libres, la liberté d'expression et la réinstauration de symboles nationaux¹²³. Les « barrières de la peur »¹²⁴ tombées, les étudiant·e·s organisent une marche de solidarité avec « le peuple polonais ». Ils impriment tracts et appels à manifester par milliers, les distribuent

¹¹⁹ *Magyar Egyetemisták és Főiskolai Egyesületek Szövetsége*.

¹²⁰ Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 205 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 29 ; Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 13 ; Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 275.

¹²¹ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., pp. 773-774.

¹²² *Dolgozó Ifjúság Szövetsége*.

¹²³ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., pp. 29-30 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 154 ; Henri-Christian Giraud, *Le printemps en octobre : une histoire de la révolution hongroise*, Monaco : Éditions du Rocher, 2006, p. 15. Les revendications se sont radicalisées au cours de l'après-midi allant jusqu'à prôner le retour du multipartisme et de la neutralité. Elles allaient beaucoup plus loin que le Cercle Petőfi qui prônait un communisme national. Pour l'entier des revendications voir : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 405-406.

¹²⁴ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 774.

dans les fabriques, les trams et en affichent partout dans la ville. Au siège du Parti, à deux pas du Danube, c'est la panique. Le Politburo décide d'interdire la manifestation avant de se rétracter craignant de ne pas pouvoir la maîtriser¹²⁵.

Le 23 octobre, des centaines de milliers de personnes rejoignent bientôt le cortège. Devant la statue du poète Sándor Petőfi, on récite son hymne inspiré de la Révolution de 1848 contre la domination autrichienne *Talpra Magyar* (Debout Hongrois)¹²⁶. Finalement, les étudiant·e·s de l'Université Karl Marx et des Beaux-Arts s'étant également mis en marche, ce sont les deux côtés du Danube qui sont noirs de monde. L'Hymne national hongrois mais aussi l'Internationale et la Marseillaise résonnent entre les slogans : « Les Russes à la maison » ; « Gerő dans le Danube » ! Au sein de la foule et bientôt, sur des dizaines de bâtiments, flottent des drapeaux hongrois percés d'un trou à l'emplacement de l'emblème communiste¹²⁷. Dans les villes de province comme Szeged, Miskolc ou Debrecen, des groupes manifestent devant des lieux symboliques, au départ de manière pacifique si l'on excepte quelques vitrines cassées. À Budapest, la librairie russe est saccagée, comme à Berlin trois ans plus tôt. La foule se disloque ensuite en différents détachement, les uns feront tomber, après plusieurs heures de travail, la statue monumentale de Staline à la Place des Héros, les autres se massent devant le parlement en réclamant Nagy¹²⁸. Poussé par ses ami·e·s et par des politicien·ne·s lui demandant de calmer les esprits, Nagy finit par se rendre au Parlement (alors qu'il n'a aucune fonction) et prononce un discours sans micro, inaudible et, pour ceux qui l'ont entendu, décevant. Il prône la négociation « vers le règlement des divergences [en sauvegardant] l'ordre constitutionnel et la discipline »¹²⁹.

Enfin, plusieurs centaines de personnes, surtout des étudiant·e·s, se dirigent vers le bâtiment de la radio rue Bródy Sándor, fermement décidés à diffuser leurs revendications sur les ondes. C'est là que la situation dégénère. On ne saura jamais quel camp a tiré en premier¹³⁰. Ce qu'il y a de sûr, c'est que des agents de l'ÁVH défendent le bâtiment et qu'un combat éclate entre eux et certains insurgés déjà armés, approvisionnés par des ouvriers travaillant dans des

¹²⁵ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 775 ; Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 276-277 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., pp. 34-35.

¹²⁶ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 34. Composé par Petőfi, le poème, visible et audible dans toute la ville, s'apparentait au mot d'ordre des protestations contre les Autrichiens.

¹²⁷ Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 192 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 155.

¹²⁸ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 278 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 776 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 172-174 ; von Klimó, *Ungarn seit 1945*, op. cit., pp. 33-34.

¹²⁹ Fejtő commente « Il parla à la raison, alors qu'il eût fallu parler au cœur » : 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 37 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 174-175.

¹³⁰ C'est la conclusion de Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 39 et Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 193. Dans l'immense bibliographie relatant cet épisode tournant, on trouvera différents récits souvent contradictoires. Voir notamment : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 169-171 et 177-180.

fabriques de munitions ou par des militaires sympathisants¹³¹. La fusillade provoque la mort de 16 révolutionnaires et cinq ÁVH¹³². C'est notamment le discours de Gerő, diffusé à 20 heures à la radio, qui met le feu aux poudres : ce dernier ayant énergiquement condamné les « provocations » des manifestant·e·s « nationalistes, ennemis de notre peuple »¹³³. La nuit est marquée par le début de la violence, mais aussi par une atmosphère étrange, pleine d'émotion et d'espoir. Témoin des événements, le sociologue Pierre Kende raconte :

Je marchais, il n'y avait pas l'ombre d'un policier, d'un soldat, de quoi que ce soit qui rappelle le régime. En un très court laps de temps, en quelques heures, le régime communiste s'était effondré. [...] Je me suis arrêté à une place qui s'appelle Oktogon, parce que j'ai entendu un bruit très curieux. J'ai vu qu'il y avait une forme bizarre qui venait de l'une des rues qui mène à la place. Et, il y avait un camion qui trainait derrière lui ... la statue de Staline.¹³⁴

Totalement pris au dépourvu, le Politburo convoque le Comité central. La réunion débouche sur trois décisions paradoxales encouragées par Moscou : la nomination de Nagy comme président du Conseil, l'appel de troupes soviétiques pour rétablir l'ordre et l'entrée en vigueur de la loi martiale¹³⁵.

Les cinq jours qui suivent sont extrêmement confus. D'heure en heure, des discours et des informations contradictoires, ainsi que des fausses nouvelles, émanent d'un gouvernement qui parle à la fois de « démocratisation » et de « nettoyage des forces contre-révolutionnaires »¹³⁶. Manœuvrant à Budapest surtout dans un dessein d'intimidation, les tanks russes sont accueillis dès le 24 octobre par des cocktails Molotov lancés par des adversaires « inventifs et déterminés »¹³⁷. Mais on assiste aussi à des fraternisations entre insurgé·e·s et Soviétiques au moyen de tracts imprimés en russe par des étudiant·e·s, principalement pendant la journée du 25 octobre. Cette journée débouche sur un massacre : l'une des heures les plus sombres de ces journées révolutionnaires. Les chars parés de drapeaux hongrois et conduits par des soldats russes conquis par la cause se rendent devant le parlement. Une foule pacifique manifeste contre Gerő, la nouvelle de sa destitution n'ayant pas encore été annoncée¹³⁸ ! C'est alors que des tireurs isolés, dont on ne connaîtra jamais l'identité, mitraillent la foule faisant plusieurs

¹³¹ Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 193; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 185.

¹³² Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 281.

¹³³ Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale*, op. cit., p. 205 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 38.

¹³⁴ Interviewé dans le film de Mark Kidel, « Hongrie 1956 nos héros », 2006. La tête de Staline sera trainée jusque devant le Théâtre National...

¹³⁵ Fejtő, 1956, *Budapest*, op. cit., pp. 42-43 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 249-251. La question de cet appel demeure en partie non élucidée car on ne sait pas qui l'a initié.

¹³⁶ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 80 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 191.

¹³⁷ 6 000 hommes et 700 chars envahissent la capitale. Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 183.

¹³⁸ *Ibid.*, pp. 205 ; 235.

centaines de morts, dont des femmes et des enfants¹³⁹. Ce type d'événements ne fait qu'attiser la colère des rebelles et en motivent d'autres à prendre les armes. Différents groupes disséminés combattent, par tous les moyens et avec un certain succès, les monstres d'acier déambulant maladroitement dans les rues de Budapest. Des dizaines de chars russes sont carbonisés, leurs pilotes sont faits prisonniers ou exécutés¹⁴⁰. Autres principales cibles des insurgé·e·s, des agent·e·s de l'ÁVH sont pourchassés, exécutés sur place ou lynchés par la population, leurs cadavres parfois pendus aux arbres sont exhibés aux yeux de tous au grand regret de l'équipe de Nagy qui fait tout pour éviter ces dérives¹⁴¹. Le 30 octobre, place Köztársaság, au siège budapestois du Parti, se déroulent également des règlements de compte sanglants entre révolutionnaires et fonctionnaires du Parti, exécutés devant le bâtiment alors qu'ils s'étaient rendus¹⁴². Des photos de cette justice expéditive seront utilisées ensuite par le gouvernement Kádár pour montrer la « sauvagerie » des « voyous contre-révolutionnaires » ou comme pièces à conviction pour leur procès¹⁴³.

Les insurgé·e·s

Dès le 23 octobre, des unités entières de l'armée se rallient au mouvement et de jeunes ouvriers des banlieues, principalement de Csepel, arrivent par camions entiers au centre-ville. Les ouvrier·e·s ayant choisi de prendre les armes se recrutent également dans deux quartiers de Budapest particulièrement pauvres : Józsefváros et Ferencváros¹⁴⁴.

Au fil des jours, certain·e·s insurgé·e·s déposent les armes, sensibles aux appels au calme de Nagy, d'autres se radicalisent, ne se reconnaissant pas dans les réformes nagyistes et

¹³⁹ Il existe des témoignages contradictoires de cette fusillade. Des témoins ont évoqué des tireurs placés sur le toit du parlement. L'espace muséal dédié à 1956 et ouvert en 2015 devant le parlement a retenu une version discutable : ce serait les tanks russes qui ont ouvert le feu. L'estimation du nombre de victimes varie également selon les études (de 75 à 1000 morts). Sur cette controverse : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 206-207 et Gábor Jobbágyi, « Bloody Thursday, 1956 : The Anatomy of the Kossuth Square Massacre », *Hungarian Review*, vol. VIII, n°5, janvier 2014. Il y eut un événement semblable à Mosonmagyaróvár, où une foule s'attaquant à des symboles soviétiques a été mitraillée, Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 288 ; 290-291 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 221-222 ; 229-230.

¹⁴⁰ Sur les aspects militaires de la bataille, Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 184 et suivantes.

¹⁴¹ Le nombre des victimes n'a pas pu être établi. L'historiographie officielle hongroise communiste (le *Livre blanc*) fait état de 289 victimes parmi les agents : Magyar Népköztársaság Minisztertanácsa Tájékoztatási Hivatala [Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire de Hongrie], *Ellenforradalmi erők a magyar októberi eseményekben I-IV* [Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre en Hongrie], Budapest, s. d. ; Molnár parle lui de quelques cas : *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 407 ; Sebestyen évalue le nombre de lynchages à une centaine, *Budapest 56*, op. cit., pp. 271-273.

¹⁴² Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 319. Pour les détails du massacre de la place Köztársaság : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 276-281.

¹⁴³ Phil Casoar et Eszter Balázs, *Les héros de Budapest*, Paris : Editions Les Arènes, 2006 ; Rolf Müller, « Photographs and the Retaliation », in : Gyarmati et Palasik, *Big brother's miserable little grocery store*, op. cit., pp. 313-344.

¹⁴⁴ *Ibid.* et György Litván, *Die ungarische Revolution 1956 : Reform, Aufstand, Vergeltung*, Vienne : Passagen, 1994, p. 78.

s'organisent militairement. Certains anciens officiers prennent la direction de groupes armés, la plupart du temps constitués par des civils. De nombreux enfants et adolescents sont enrôlés¹⁴⁵. Alors âgé de 12 ans, Bálint Basilides raconte : « je me promenais dans la rue, à un endroit, il y avait sur un drap des dizaines d'armes. Un homme me dit de me servir. Je soupesai un pistolet, avant de le reposer sagement »¹⁴⁶. D'autres n'hésitent pas et prennent les armes. Une étude réalisée auprès de milliers de réfugié·e·s montre que les trois quarts des insurgé·e·s ont moins de 30 ans et étaient ouvrier·e·s ou apprenti·e·s¹⁴⁷. Cette adhésion de beaucoup de jeunes a été expliquée par les historien·ne·s. Lassés des promesses non tenues, l'expérience de la précarité (premiers salaires dérisoires, pénurie de logements, etc.) et la pression constante du quotidien de la dictature (notamment la réglementation de leur quotidien par les associations du parti empêchant toute sociabilité en dehors de ce cadre) en ont motivé plus d'un·e à trouver une échappatoire à des situations désespérantes. Comme le dit l'étude de Leslie Bain : « c'était aux jeunes que l'on réservait les pires emplois, l'éducation la plus médiocre et les espoirs les plus ténus [...] ils avaient moins à perdre que n'importe quel autre groupe social de ce pays »¹⁴⁸. À cela s'ajoute la dimension romantico-héroïque de la Révolution qui bousculait les codes – notamment en terme de genre – et permettait à des personnes jusque-là marginalisées d'exister enfin, par l'action politique violente¹⁴⁹.

On compte un nombre relativement conséquent de femmes, souvent issues de la classe ouvrière. Dans leur enquête sur un couple de jeunes insurgés rendu célèbre par une photo publiée dans *Paris-Match*, Casoar et Balázs expliquent que, si de nombreuses femmes posaient sur les photos souvent une arme à la main, rares sont celles qui combattent effectivement. Terrible conséquence de ces photos, souvent prises par des reporters occidentaux mais qui ne tardent pas à tomber dans les mains de la Police politique, certaines de ces femmes seront exécutées alors qu'elles n'ont jamais tiré¹⁵⁰.

¹⁴⁵ Sur le sujet : Sebestyén. *Budapest 56*, op. cit., pp. 214-216 et 267-270 ; Miklós Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Paris : Perrin, 2004, p. 405. Certains chefs hésitaient à permettre aux enfants de participer. D'autres les estimaient assez grands pour décider eux-mêmes.

¹⁴⁶ Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

¹⁴⁷ Leslie Balogh Bain, *The reluctant satellites : an eyewitness report on East Europe and the Hungarian Revolution*, New York : Macmillan, 1960.

¹⁴⁸ *Ibid.*, pp. 92-98, traduit par : Sebestyén, *Budapest 56*, op. cit., p. 270.

¹⁴⁹ Sur la question du genre : Eszter Balázs, « Une image emblématique de la Révolution de 1956 », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956*, op. cit., pp. 77-89 ; Sur la dimension identitaire : Litván, *Die ungarische Revolution 1956*, op. cit., p. 79.

¹⁵⁰ Balázs, « Une image emblématique de la Révolution de 1956 », art. cit., p. 83 ; Casoar et Balázs, *Les Héros de Budapest*, op. cit., pp. 71-75 et 105-108.

On aurait tort de qualifier les groupes insurgés d'ensemble uni. Il existe au sein des combattant·e·s de nombreuses nuances politiques, des tendances radicales et réformatrices, des horthystes, des communistes convaincus en passant par des extrémistes de droite. En bref, tous les protagonistes ne se battent pas pour les mêmes raisons : haine de Rákosi et des privilégié·e·s du système – la presse désormais libre révélait alors le luxe scandaleux dans lequel vivaient les nantis –, adhésion aux 16 points, espoir de bénéficier de conditions de vie meilleures qui, pour certains, allaient de pair avec la fin du communisme. Les seuls points où la quasi-totalité des insurgé·e·s se rejoignent sont sans doute l'aspiration à un meilleur niveau de vie, plus d'indépendance nationale et la libération du joug soviétique¹⁵¹.

Le nombre de personnes ayant pris les armes est difficile à évaluer : ils sont en tous cas plusieurs centaines¹⁵². Mais le soulèvement s'appuie sur le soutien quasi-unanime de la population. Cette guérilla tient en échec les unités soviétiques mal préparées à ce type de combat et dépourvues d'infanterie, et force l'admiration du « Monde libre » qui ne tarit d'éloges sur ceux qu'on appelle bientôt « les combattants de la liberté »¹⁵³. La fameuse distinction de l'homme de l'année du *Time Magazine* est attribuée au *Freedom fighter* représenté symboliquement en première page¹⁵⁴.

L'illusion de la victoire

Pendant cette première phase, la position de Nagy est ambiguë, « prisonnier de lui-même, de son passé de militant, croyant malgré tout en la possibilité de réformer le système sans l'abandonner »¹⁵⁵, il se retrouve à la tête d'un gouvernement honni et poursuit la lutte contre les dérives de l'Insurrection. Alors que dans la rue, les combats continuent, surtout entre insurgé·e·s et ÁVH ou Soviétiques, Nagy prend une série de mesures qui calment en partie les esprits¹⁵⁶. Gerő est remplacé par Kádár, alors proche de Nagy. Le 27 octobre, le couvre-feu est levé au grand soulagement de la population qui peut sortir s'acheter de quoi manger. Le gouvernement est remanié : des anciens dirigeants non communistes, victimes des purges,

¹⁵¹ Sur les divergences dans la résistance et les différentes motivations : James Mark, « Society, Resistance and Revolution : The Budapest Middle Class and the Hungarian Communist State 1948–56 », *The English Historical Review* 120 (488), 2005, pp. 979-986 ; Litván, *Die ungarische Revolution 1956*, op. cit., pp. 75 ; 107-118 ; Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 290-293 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 228 ; 263-264.

¹⁵² Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 405.

¹⁵³ Les insurgé·e·s se définissaient eux-mêmes sous ce terme : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 183-185.

¹⁵⁴ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 328.

¹⁵⁵ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 404.

¹⁵⁶ Miklós Molnár, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne : L'Age d'Homme, 1996, pp. 160-161. Il y a en fait quatre types de forces de sécurité et de police : les forces de police ; la police politique ; les forces de la Sécurité intérieure portant l'insigne bleu de l'ÁVH et relevant de son autorité ; les gardes-frontières à l'uniforme vert (parmi lesquels beaucoup de sympathisants passent aux côtés des rebelles) ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 403. Voir aussi : Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 538.

sont nommés ministres. C'est le 28 octobre que Nagy, en s'alignant toujours plus sur les revendications des protestataires, devient la vraie figure de proue du mouvement insurrectionnel : il déclare le cessez-le-feu, la dissolution de l'ÁVH, promet une amnistie aux combattant·e·s ainsi que de prochaines hausses de salaire. Enfin, il prône la négociation avec l'URSS pour le retrait des troupes. Dans un premier temps, les hommes du Kremlin appuient Nagy. Il est flanqué de deux émissaires à Budapest chargés des négociations dont Anastas Mikoyan. Parmi les 11 hommes du Praesidium soviétique, Mikoyan sera le seul membre à s'opposer clairement à une offensive en Hongrie en ne cessant de répéter qu'il s'agit d'une erreur. La *Pravda* annonce que Soviétiques et Hongrois·es sont prêts aux négociations et le retrait des troupes laisse croire à une issue pacifique du conflit¹⁵⁷.

Or, parallèlement à l'Insurrection, une crise mondiale ébranle le fragile équilibre des relations internationales de 1956 : en juillet, Gamal Abdel Nasser proclame la nationalisation du Canal de Suez, contrôlé jusque-là par les Français et les Britanniques. Entre le 22 et 24 octobre, Français et Britanniques préparent la riposte¹⁵⁸. Des sources longtemps inédites confirment que les dirigeants soviétiques ont hésité face à la situation en Hongrie¹⁵⁹. C'est seulement le 31 octobre, moment du déclenchement de l'offensive franco-britannique – soutenue par Israël – que Khrouchtchev décide de mater le soulèvement de Budapest. Les Russes ne savent pas encore que les États-Unis se distancieront avec fermeté de la décision franco-britannique et, dans ce contexte, laisser la Hongrie devenir indépendante signifie perdre sur tous les tableaux¹⁶⁰. Bien sûr, il s'agit là de l'une des raisons qui explique cette décision. La crainte que la révolte, si elle n'était pas étouffée, ferait tâche d'huile dans les démocraties populaires fait aussi partie des facteurs menant à l'intervention soviétique¹⁶¹.

Le 1^{er} novembre, pendant que se trame l'offensive russe sur la Hongrie, Nagy va plus loin. Il sait que des mouvements militaires sont observés à la frontière ukrainienne mais veut encore croire à l'honnêteté de Iouri Andropov, alors ambassadeur soviétique à Budapest, qui dément

¹⁵⁷ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 404-406 ; Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., pp. VI ; 214-218 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 228 ; 244-245 ; Hall, *1956 : Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 293 et 321.

¹⁵⁸ Gusztáv D. Kecskés, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest ; Paris ; Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005, pp. 56-61.

¹⁵⁹ Alexander M. Kirov, « Soviet Military Intervention in Hungary, 1956 », in : Jenő Györkei et Miklós Horvath (éds.), *Soviet Military Intervention in Hungary, 1956, with a study by Alexandr M. Kirov and memoirs of Yevgeny I. Malashenko*, Budapest : Central European University Press, 1999, cité in : Nicolas Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956*, op. cit., p. 12 ; Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p. II.

¹⁶⁰ Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », art. cit., p. 19 ; Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p. XIII ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 296-297.

¹⁶¹ Hall, *1956 : Welt im Aufstand*, op. cit., p. 320.

l'imminence de l'intervention russe¹⁶². En espérant sans doute la protection de l'Occident, Nagy proclame la neutralité de la Hongrie, la tenue d'élections pluripartites et son retrait du Pacte de Varsovie ! En faisant le pari périlleux de proclamer la sortie du Pacte de Varsovie, il prive l'Union soviétique d'un semblant de légalité et fait de sa future intervention militaire une agression contre un état souverain. Nagy espère sans doute ainsi calmer la frange insurgée la plus radicale¹⁶³.

C'est le point de départ des « 150 heures de liberté »¹⁶⁴. Le 1^{er} novembre, l'ordre est quasiment rétabli. À Budapest et en province, on assiste au rétablissement des libertés individuelles. Ce qu'on appelle aujourd'hui la société civile trouve « une parcelle de pouvoir », du « village perdu à la grande ville, en passant par les associations d'écrivains, d'artistes ou de croyants »¹⁶⁵. Un peu partout, des conseils ouvriers, appelés comités nationaux, se réunissent dans le but d'établir les revendications pour l'avenir pendant que de nouveaux partis se forment ou renaissent de leurs cendres¹⁶⁶. Des douzaines de nouveaux journaux sont vendus dans les rues où on ose maintenant se promener¹⁶⁷.

Pendant ce court laps de temps, nombre de prisons ont été ouvertes par les insurgé·e·s laissant s'échapper près de 8 000 prisonnier·e·s¹⁶⁸. Comme le raconte Gábor Kemény – lui-même libéré à ce moment-là après trois ans de captivité – les moyens employés sont radicaux :

Nos compagnons [...] arrivèrent avec trois tanks et détruisirent en partie le mur d'enceinte de la prison. Ils devaient être environ une centaine aidés de volontaires révolutionnaires d'Ujpest et de quelques prisonniers libérés de Csolnok¹⁶⁹.

Lui aussi libéré du château où il était en réclusion, le Cardinal Mindszenty n'est pas tout à fait sur la même ligne que Nagy qu'il considère comme héritier du système déchu¹⁷⁰.

Les « douze jours d'euphorie et de chaos »¹⁷¹ prennent un tournant tragique le 4 novembre.

¹⁶² Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 316 ; 337-338.

¹⁶³ L'annonce du statut de neutralité est une manière de signifier que malgré son retrait, le pays ne passe pas pour autant dans le camp de l'Alliance atlantique. Piotr Wandycz, *The price of freedom : a history of East Central Europe from the Middle Ages to the present*, London ; New York : Routledge, 1992, p. 252 ; Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p. 213. Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 319 ; Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 410 ; Casoar et Balázs, *Les héros de Budapest*, op. cit., p. 29.

¹⁶⁴ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 405.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 408.

¹⁶⁶ Dès le début de l'Insurrection, de nombreuses fabriques s'étaient mises en grève et, plutôt que de gérer la production, les conseils gèrent... la grève. Ainsi, comme l'a expliqué Molnár, l'interprétation « romantique » (répandue dans certains milieux de gauche non communiste européens) de considérer ces conseils comme l'expression de formes d'autogestion de la production semble erronée : Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 408. Voir sur le sujet, Bill Lomax (éd.), *The Hungarian Workers' Councils in 1956*, New York : Columbia University Press, 1990 ; von Klimó, *Ungarn seit 1945*, op. cit., p. 31.

¹⁶⁷ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 228-229.

¹⁶⁸ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 777.

¹⁶⁹ Entretien avec Gábor Kemény, Genève, 11 octobre 2014.

¹⁷⁰ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 409 ; Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 215. Sur sa libération : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 280-283. Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 777.

L'espoir écrasé

Jusqu'au dernier moment, les Soviétiques font mine de respecter la volonté de négociation de Nagy, mais des bruits courent : les chars seraient déjà en route vers la capitale. Il est question d'une rencontre du gouvernement hongrois avec les émissaires du Kremlin. Ces derniers donnent rendez-vous le 3 novembre à leurs interlocuteurs dont le nouveau ministre de la Défense Pál Maléter, un général rallié à la cause des insurgé·e·s, à quelques kilomètres de Budapest. C'est un piège. Le KGB les capture pour saboter le commandement à l'avance. Pendant ce temps, le Kremlin choisit le futur chef de la Hongrie : János Kádár est emmené à Moscou. La teneur des négociations n'est encore à ce jour pas exactement connue. Toujours est-il que celui qui jusque-là avait été aux côtés d'Imre Nagy, se retourne contre lui et devient la marionnette de Moscou en prenant les rênes du coup d'État¹⁷².

Le 4 novembre à 4h du matin, l'Armée rouge lance l'offensive. Des milliers de chars, deux divisions de l'armée de l'air et quelque 60 000 soldats se dirigent vers Budapest. Un contingent russe de 20 000 hommes est également placé le long de la frontière autrichienne pour parer une hypothétique attaque depuis l'ouest¹⁷³. Une heure plus tard, depuis une station de radio à la frontière ukrainienne, János Kádár annonce la formation du nouveau gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan¹⁷⁴ alors que Nagy, depuis le parlement, s'exprime pour la dernière fois de sa vie à la radio :

À l'aube, les troupes soviétiques ont lancé une attaque contre notre gouvernement démocratique hongrois légal. Nos troupes se battent. Le gouvernement est à son poste. J'en informe le peuple et l'opinion publique mondiale.¹⁷⁵

En réalité, le gouvernement quitte le parlement et, soucieux d'éviter des morts inutiles, ne donne pas d'ordre à l'armée. La plupart des soldats restent ainsi dans les casernes alors qu'environ 10 000 personnes poursuivent la résistance, souvent avec l'espoir de l'arrivée imminente d'aides occidentales¹⁷⁶.

Les derniers foyers de résistance comme le célèbre cinéma Corvin où trône encore une pancarte « Il y a trois puissances mondiales : les USA, l'URSS et Corvin » sont bientôt anéantis par les troupes soviétiques¹⁷⁷. Pendant les combats, on peut voir dans les rues des derniers quolibets subversifs dont l'un, célèbre, est imprimé sous la forme d'une annonce :

¹⁷¹ Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 777 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 283-284.

¹⁷² Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 410-411 ; Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 778.

¹⁷³ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 323 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 355.

¹⁷⁴ Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, p. 216. Le président du Conseil présidentiel István Dobi, jugé d'ivrogne invétéré par Lendvai, a donné un semblant de légitimité au gouvernement Kádár en proclamant un décret de nomination antidaté : Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 523.

¹⁷⁵ Cité et traduit par Molnár, *Victoire d'une défaite*, op. cit., p. 218.

¹⁷⁶ Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 540.

¹⁷⁷ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 210.

Cherche : premier ministre pour la Hongrie. Qualifications : aucune conviction honnête, aucune rigueur morale ; capacités de lire et écrire non requises ; mais doit être capable de signer les documents sur demande de tiers.¹⁷⁸

En 72 heures, la Révolution est écrasée. Le nombre des victimes n'a toujours pas pu être évalué avec précision. Environ 2 700 Hongrois·es dont 1 500 civils meurent, on compte quelques 20 000 blessé·e·s, alors que le nombre de victimes soviétiques s'élèvent à 720 morts et 1 540 blessés¹⁷⁹. Nagy et son entourage se réfugient à l'ambassade yougoslave, le Cardinal Mindszenty à l'Ambassade américaine où il restera pendant 15 ans¹⁸⁰.

À la suite de l'écrasement du soulèvement et alors que certains persistent dans la résistance non armée par la grève notamment, pendant une courte période, le gouvernement se réclame de la lignée de Nagy et laisse croire que les acteurs de la Révolution seront ménagés. Kádár invite même des responsables du Conseil ouvrier central du grand Budapest pour des négociations¹⁸¹. Outre la création d'un nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier hongrois (MSZMP), Kádár annonce, comme Nagy, une hausse considérable des salaires et confirme le rétablissement de la fête nationale du 15 mars¹⁸². Le nouveau chef d'État se présente en modérateur et demande même l'arrêt des déportations de meneurs de l'Insurrection vers l'URSS qui avaient été initiées par le KGB¹⁸³. On promet une amnistie à Nagy qui, une fois sorti de l'ambassade, est capturé et envoyé en Roumanie. Il sera exécuté en juin 1958¹⁸⁴.

Dès la fin novembre, la répression est cette fois-ci sans équivoque. Une nouvelle organisation de sécurité d'État est fondée et les nouveaux dirigeants inaugurent le deuxième acte de la répression, plutôt menée par le gouvernement hongrois que les Soviétiques¹⁸⁵. Outre les arrestations de centaines de personnes, des organisations jugées dissidentes comme le Conseil

¹⁷⁸ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 326.

¹⁷⁹ Paul Lendvai, *One Day That Shook the Communist World - The 1956 Hungarian Uprising and Its Legacy*, Princeton : Princeton University Press, 2008, p. 151 ; Mark Kramer, « The Soviet Union and the 1956 Crises in Hungary and Poland : Reassessments and New Findings », *Journal of Contemporary History* 33 (2), 1998, p. 208 ; Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources », art. cit., p. 21.

¹⁸⁰ Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., p. 413.

¹⁸¹ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., 2016, p. 327 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 373-374.

¹⁸² Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., pp 167-168. Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 327.

¹⁸³ Si 846 personnes ont effectivement été menées à la frontière ukrainienne, les déportations sont cessées dès novembre. Il semble que le Kremlin craignait d'inutiles dégâts d'image. Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », art. cit., p. 21 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 374.

¹⁸⁴ Nagy, Gimes et Maléter ont refusé de procéder à l'autocritique et ont ainsi signé leur arrêt de mort. L'exécution de Nagy n'était pas inéluctable, le Kremlin, alors soucieux de son image, avait, en juin 1958, même insisté pour le gracier. C'est Kádár lui-même qui estimait la peine de mort nécessaire : Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », art. cit., p. 22. Sur la fin de la vie de Nagy : Rainer, *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer*, op. cit., pp. 165-191 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 377-382 ; 386-391 ; Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., p. 541.

¹⁸⁵ Le *Karhatalom* et sa section R ou *Riadó Csoport* (Groupe d'alerte) est chargé d'organiser les représailles massives contre tous ceux qui ont participé de près ou de loin au soulèvement. Les méthodes ne sont pas celles de Rákosi, on ne torture pas les responsables. On les invite plutôt à collaborer avec le nouveau régime : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 382 ; Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », art. cit., p. 21.

ouvrier central, l'Union des écrivains ainsi que de nombreux journaux sont interdits, le silence et l'autocensure sont de nouveau progressivement de mise¹⁸⁶. En janvier, la grève est un délit passible de peine de mort. Sous l'égide du nouveau gouvernement Kádár, des milliers de personnes sont arrêtées, 341 d'entre elles sont exécutées entre 1956 et 1961 et quelque 22 000 jugées à des peines de prison. 13 000 personnes sont passées dans des camps d'internement suite à l'Insurrection et des milliers de Hongrois-es perdent leur travail ou leur logement pour leur participation directe ou indirecte dans le soulèvement¹⁸⁷. On estime que la répression du régime de Kádár a touché près de 100 000 personnes et leur famille¹⁸⁸. Outre les victimes directes, les historien·ne·s ont montré le stigmate durable que les familles et les enfants des insurgé·e·s ont dû endurer : honte symbolique, surveillance, tracasseries administratives, obstacles dans la recherche d'un emploi ou d'un appartement¹⁸⁹.

Un écho international

Au moment de la deuxième attaque soviétique, des messages désespérés émis depuis les dernières stations de radio aux mains des insurgé·e·s ont de quoi émouvoir l'opinion publique occidentale. Un jeune combattant émet des télex toute la matinée du 4 novembre en direction de Vienne depuis la rédaction du *Szabad Nép* alors que lui et « les gars » défendent le bâtiment :

S'il vous plait, tenez le monde entier informé de ce coup porté à notre lutte pour la liberté [...] Au secours ! Au secours ! Au secours ! Les combats sont tout proche maintenant et nous n'avons pas assez de pistolets mitrailleurs dans le bâtiment [...] Que font les Etats-Unis ? [...] Où sont les Nations unies ?¹⁹⁰.

Dès le début de l'Insurrection, le « Monde libre » prend fait et cause pour les rebelles, si on excepte bien sûr la plupart des directions des partis communistes occidentaux qui la qualifient de « contre-révolution réactionnaire »¹⁹¹. Le mouvement surprend la plupart des observateurs. Les événements de Hongrie font la une des journaux pendant plusieurs semaines. Des centaines de journalistes, correspondant·e·s et photographes dépêchés à Budapest transmettent en Occident des images tantôt euphoriques, tantôt déchirantes et des textes commentant

¹⁸⁶ Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 166.

¹⁸⁷ Sebestyen, *Budapest 56*, op.cit., p. 402 ; Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 375.

¹⁸⁸ *Idem.* Sur le sujet: Tibor Huszár et János Szabó (éds.), *Restauráció vagy kiigazítás. A kádári represszió intézményesülése 1956-1962* [Restauration ou révision. L'institutionnalisation de la répression kádarienne, 1956-1962], Budapest : Zrínyi kiadó, 1999.

¹⁸⁹ Zsuzsanna Körösi et Adrienne Molnár, *Carrying a Secret in My Heart... : Children of Political Victims of the Revolution, 1956 Hungary. An Oral History*, Budapest ; New York : Central European University Press, 2003.

¹⁹⁰ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 27-29.

¹⁹¹ Il y a quelques exceptions : le PC italien se détache alors de Moscou mais dans de nombreux pays, les membres rendent leur carte par milliers, quant au PC danois, il cesse carrément d'exister : *ibid.*, p. 400. Pour une vision plus générale : Roger Martelli, *1956 communiste. Le glas d'une espérance*, Paris : La Dispute, 2006.

longuement les événements¹⁹². Le rôle de *Radio Free Europe* qui, par certains messages, encourageait les protestataires à prendre les armes, est controversé : bon nombre de réfugiés dénonceront les « promesses » selon lesquelles l'Occident soutiendrait l'Insurrection, promesses qu'ils avaient entendues ou *cru entendre* sur les ondes¹⁹³.

L'ONU est réduite à un rôle de figuration, notamment en raison du droit de veto de l'URSS¹⁹⁴. À la suite d'incroyables malentendus, la question hongroise est d'ailleurs repoussée au profit du règlement de la situation en Egypte¹⁹⁵. Quelques mois auparavant, Richard Nixon avait confessé qu'une révolte écrasée par « la main de fer des Soviétiques [...] ne serait pas un mal » pour les Etats-Unis¹⁹⁶. Au moment de l'Insurrection, le secrétaire américain d'Etat John Foster Dulles rassure même les Soviétiques et annonce ne pas considérer la Pologne et la Hongrie comme des alliés militaires potentiels¹⁹⁷.

Toute intervention occidentale semble impossible, car elle pourrait entraîner le monde dans une troisième guerre mondiale. Les résolutions tardives exigeant le retrait des troupes soviétiques, les condamnations d'une bonne partie des pays de la planète, les mobilisations diverses sont sans effet : le soulèvement est un échec et accentue les tensions internationales.

Les Jeux olympiques de Melbourne sont perturbés. Outre le boycott par les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne mais aussi l'Egypte, le Liban et l'Irak, la demi-finale de la compétition de water-polo qui oppose l'URSS à la Hongrie sous les yeux d'une foule entièrement acquise à la cause magyare se termine en bain de sang. Près de la moitié des athlètes de l'équipe olympique hongroise restent en Occident¹⁹⁸. Mais, si l'intervention soviétique porte un énorme coup à l'image du communisme, elle a aussi comme résultat le renforcement de l'URSS en tant que puissance mondiale.

¹⁹² Pour un témoignage de l'action de ceux-ci, on se rapportera au remarquable récit de Casoar et Balázs, *Les héros de Budapest*, op. cit., pp. 61-71 ; 185-189.

¹⁹³ Ce rôle incitateur de *Radio Free Europe* a été nuancé par Anne-Chantal Lepeuple, « Radio Europe libre » et le soulèvement hongrois de 1956 », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine* 47 (1), 2000, pp. 177-195 Applebaum, *Rideau de fer*, op. cit., p. 777 ; Békés, *The 1956 Hungarian Revolution*, op. cit., p. 203 ; Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 252-254 ; Gati, *Failed Illusions*, op. cit., p. 185 ; Borhi, *Hungary in the Cold War*, op. cit., pp. 305 et suivantes.

¹⁹⁴ Sur le sujet : Georg Kastner, *Ungarn 1956 vor der UNO*, Innsbruck : StudienVerlag, 2010.

¹⁹⁵ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 323-326 ; 341-342.

¹⁹⁶ Minutes of the National Security Council, 12 juillet 1956, Washington, cité in : *ibid.*, p. 138.

¹⁹⁷ Sebestyen comme Gati s'étendent longuement sur les tergiversations face à la crise hongroise, la « démission » des USA face à la Hongrie et la rancœur que cela a créée. Nagy ne fait de loin pas l'unanimité, surtout pas aux États-Unis où on le considère comme stalinien : l'une des raisons pour lesquelles il n'était pas soutenu. Voir Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 266 ; 222-226 ; 237-239, 364-365, 393-398, ici p. 238. Voir aussi : Johanna C. Granville, *The First Domino: International Decision Making During the Hungarian Crisis of 1956*, College Station : Texas A&M University Press, 2004 ; Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., pp. 539-540.

¹⁹⁸ Deux films thématisent le match (*Freedom's Fury* [2006] et *Children of Glory* [2006]), l'image marquante du visage en sang d'un des joueurs hongrois a fait le tour du monde. Concernant le boycott suisse : Quentin Tonnerre et Gregory Quin, « « Les Suisses n'iront pas à Melbourne pour n'avoir pas trouvé d'avion convenable » Histoire d'une non-participation olympique (1948-1956) », *Revue Suisse d'Histoire* 67 (3), 2017, pp. 343-360.

La vie « quotidienne » pendant l'Insurrection

Au sein de la population, tout le monde ne vit pas de la même manière ces 12 jours. Certains n'ont pas hésité une minute à prendre les armes comme cet agriculteur, Gergely Pongrácz, futur chef du groupe Corvin qui, à l'annonce du début de la résistance armée, monte sur son tracteur et rejoint Budapest¹⁹⁹. D'autres, une majorité, ont passé l'Insurrection reclus chez eux. Dans beaucoup de familles, on hésite à quitter le pays, surtout dès le 3 novembre, lorsque des rumeurs d'une seconde attaque imminente des Soviétiques parviennent en Hongrie. D'autres ont déjà pris la décision de partir et organisent leur fuite. Certain·e·s encore ont accueilli avec soulagement la fin du chaos et ont même salué la venue des Soviétiques. En outre, la perception et les réactions face aux événements changent considérablement selon l'endroit où l'on se trouve, le profil politique, la famille, l'âge et l'histoire que l'on a... La plupart des gens écoutent heure par heure les événements à la radio officielle²⁰⁰, ou de manière plus subversive, sur *Radio Free Europe* dont on estime que 80% de la population capte les émissions²⁰¹. En dehors de Budapest, les combats sont rares et dans les petites villes, certains cadres staliniens démissionnent d'eux-mêmes souvent au profit de victimes des purges exilées en province par le régime de Rákosi²⁰². Un peu partout, des comités révolutionnaires s'instaurent, parfois en intégrant des personnes non membres du Parti, à l'instar du père de l'une de nos témoins Edit Király, propriétaire d'un grand atelier auto dans la petite ville de Lenti. C'est surtout au niveau symbolique que la révolte se visualise : destructions de monuments soviétiques, drapeaux hongrois installés sur les bâtiments officiels, brassards tricolores arborés par tout un chacun²⁰³.

Des personnes se recrutant parmi les ouvrier·e·s de fabrique, paysan·ne·s, mineurs, étudiant·e·s, fonctionnaires et même policiers et soldats soutiennent l'Insurrection de diverses manières. Grâce à ce large consensus, les combattant·e·s peuvent compter sur différents réseaux de solidarité leur assurant approvisionnement, soins, etc. Des paysan·ne·s livrent pommes de terre, farine, viande à Budapest à l'intention des insurgé·e·s²⁰⁴. Ces livraisons atteignent parfois également la population civile. Au point que la poétesse, Ágnes Gergely, alors institutrice, raconte que « beaucoup de gens à Budapest, n'ont jamais été si bien nourris

¹⁹⁹ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 210.

²⁰⁰ Le 30 octobre, elle clamait que « pendant de nombreuses années, notre radio a été un instrument de mensonges [maintenant] nous sommes des hommes neufs [...] nous dirons la vérité », *ibid.*, p. 286.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 252.

²⁰² *Ibid.*, pp. 218-220.

²⁰³ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., pp. 290-291.

²⁰⁴ *Ibid.*, pp. 290-293.

que pendant la Révolution »²⁰⁵! Les réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s témoignent du soutien moral de la population. Mária Szőregi raconte : « tout le monde voulait aider les insurgés ou se porter volontaire comme brancardier »²⁰⁶.

Après le cessez-le-feu, le climat est fait d'espoir et d'incertitude. Cause ou effet de ce climat : les incessantes rumeurs et ouï-dires qui parcourent la Hongrie. Le 25 octobre, on parle de rafles généralisées et, sur la base de la fusillade devant le parlement, d'exécutions sommaires de civils et d'enfants²⁰⁷. La levée du couvre-feu le 27 octobre permet aux gens de sortir de chez eux mais d'aucuns pensent déjà que tout cela semble trop beau pour être vrai. Le 29 octobre, on croit vraiment à la victoire « dans un optimisme débridé »²⁰⁸ : les Russes annoncent officiellement le retrait des troupes, on commence, avec le sourire, à déblayer les décombres. L'exportation des denrées ayant été suspendue par un décret du gouvernement, les boutiques de Budapest sont nettement plus fournies que d'habitude. Pendant un court laps de temps, on peut même aller fouiller les dossiers de l'ÁVH. Celles et ceux qui y accèdent font des découvertes délicates : identité des informateurs, montant des primes, etc. Le 31 octobre, une foule se réunit devant le parlement : l'heure est à la fête, on danse au son des mélodies nationales jouées par un groupe tsigane pendant que les journalistes occidentaux s'appêtent à quitter le pays considérant que l'affaire est réglée²⁰⁹.

Dès le 4 novembre et la deuxième attaque des Soviétique, ce joyeux désordre, entre insouciance et inquiétude, se transforme en un chaos meurtrier. Sans que le gouvernement enjoigne le peuple à résister, Nagy se refuse d'appeler quiconque à combattre²¹⁰, de nombreuses personnes décident de continuer une lutte désespérée. Beaucoup, comme nos témoins Gábor Kemény et Áron Szűcs croient à l'arrivée des Américains²¹¹. Les combats sont brutaux et Budapest est assaillie pendant quatre jours et quatre nuits forçant une bonne partie des habitant·e·s à se réfugier dans les caves²¹². Des attaques russes sont menées aveuglement si bien que des innocents au mauvais endroit au mauvais moment peuvent mourir sur le champ²¹³. Après l'intervention soviétique, en raison des grèves persistantes, ultime résistance de bon nombre d'ouvrier·e·s hongrois·es, l'approvisionnement en charbon, textile et certaines denrées alimentaires comme le lait, les œufs, le sucre, le sel devient difficile. Une enquête du

²⁰⁵ Cité in : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 228.

²⁰⁶ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

²⁰⁷ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 208.

²⁰⁸ Ce sont les termes d'Ágnes Gergely, in : *ibid.*, p. 268.

²⁰⁹ *Ibid.*, pp. 256 ; 264-265 ; 310 et 314.

²¹⁰ *Ibid.*, pp. 356 ; 360.

²¹¹ Entretiens avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2014 et Áron Szűcs, Berne, 5 septembre 2018.

²¹² Bauquet, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », *art. cit.*, p. 21.

²¹³ Hall, 1956 : *Welt im Aufstand*, op. cit., p. 325.

Comité international de la Croix-Rouge (CICR) datant de décembre 1956 établit que 250 000 personnes sont dans le besoin à Budapest²¹⁴. Pendant ce temps, une nouvelle vague de rumeurs parcourt la Hongrie et l'Occident : des milliers de civils seraient déportés en URSS. Le climat de peur s'instaure à nouveau et motive de nombreuses personnes à tenter de quitter Budapest, voire la Hongrie. Le 4 décembre, un ultime rassemblement, alors que toute manifestation est interdite en vertu de la loi martiale, voit défiler en plein Budapest plus de 30 000 femmes silencieuses et vêtues de noir²¹⁵.

Si l'ONU n'a pas agi en termes politiques, ses fonctionnaires mettront toute leur énergie au service de l'aide humanitaire en Hongrie. Un programme de secours est mis en place et permet d'alimenter le CICR en dons. Contre toute attente, l'URSS autorise l'acheminement par le CICR de cette aide exceptionnelle du Bloc de l'Ouest qui s'ajoute aux fournitures du Bloc de l'Est²¹⁶. Beaucoup de donateurs occidentaux craignant que les vivres arrivent en de mauvaises mains, le CICR organise des distributions très ciblées, pour les familles de victimes, dans les écoles etc. Des fournitures médicales et du plasma sanguin sont en outre acheminés vers les hôpitaux de Budapest où se trouvent des centaines de blessés²¹⁷. En tout, 615 000 personnes ont été aidées (32 % des habitants de Budapest)²¹⁸. Parallèlement à l'aide sur place qui ne dure que quelques semaines, l'attention des organisations internationales et de l'opinion se focalise alors sur l'un des effets de l'Insurrection mobilisant, cette fois-ci, directement le monde occidental : l'accueil des réfugié·e·s.

1.5 UN CONTEXTE FAVORISANT L'ÉMIGRATION

Cette contextualisation a montré que le climat de dictature, qui se traduit par une répression arbitraire, ainsi que la précarité des ménages fomentent un solide mécontentement sur lequel s'appuie l'Insurrection. Ce sont aussi les deux causes principales d'émigration dans les années qui précèdent 1956. Évoluant au gré de la situation, cette émigration n'est pas constante. Le fait que le pays ait connu une ouverture au cours de l'année 1955 a aussi changé l'outillage mental de celles et ceux qui allaient se révolter et/ou émigrer. La « porte fermée » caractérisant les années de plomb ayant été suivie par une ouverture, elle-même conclue par une refermeture (au cours de l'année 1956) rend le changement (ou l'émigration) possible. En d'autres termes, ce n'est pas la même chose que si la porte ne s'était jamais ouverte. La

²¹⁴ Isabelle Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles : Bruylant, 1998, p. 49.

²¹⁵ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 374-375.

²¹⁶ Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge*, op. cit., pp. 46 ; 49 et suivantes.

²¹⁷ Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 257.

²¹⁸ Rapports sur l'action de secours en Hongrie, CICR, Genève, 1957, UNAG : G.I 30/1 20496 Jacket 4.

situation politique et économique a de lourdes répercussions sur le *pourquoi* on part mais aussi sur le *pourquoi on ne part pas*. Les phases d'espoir correspondent à une diminution de l'émigration, ou, nous le verrons, à une timide vague de rapatriements. À partir de 1954, l'émigration décline. Dans un rapport confidentiel, la CIA relève qu'entre l'automne 1954 et l'automne 1956 seules 56 défections officielles depuis la Hongrie ont été enregistrées²¹⁹. Certes l'édification de barrières légales et physiques jouent un rôle dans ce recul mais on peut présumer que c'est aussi que la phase d'espoir se traduit par une baisse de l'émigration. Après l'écrasement de l'Insurrection et alors que les espoirs d'amélioration s'envolent, l'émigration explose. Comment cet exode a-t-il été possible et qu'est-ce qui le motive ?

²¹⁹ The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool): CIA/RR PR–162, pp. 5-6.

CHAPITRE 2. L'EXODE

Ce deuxième chapitre est consacré aux circonstances de l'émigration de près de 2% de la population hongroise suite à l'Insurrection de 1956.

L'historienne Ibolya Murber identifie trois facteurs principaux à cet exode : l'ouverture au moins partielle de la frontière ; la volonté d'émigration de celles et ceux qui en prennent le chemin ; une disposition certaine des pays d'immigration à accueillir ces personnes²²⁰. La plupart des Hongrois·es avait conscience de cette brèche. En un très court laps de temps, ils et elles se posent la question : « rester ou partir ? ». Le chemin vers la frontière peut être très aisé ou au contraire long et périlleux. Il nécessite beaucoup de détermination et, souvent, l'aide de passeurs. La question des récits de cette traversée du Rideau de fer mérite une analyse. Jouissant d'une image extrêmement positive à leur arrivée en Occident, les réfugié·e·s ont été massivement interviewé·e·s et ont ainsi permis à la presse et à divers observateurs de construire un discours autour de leur image. Comment les récits de passages de la frontière participent-ils à l'élaboration de ce discours ?

Après le *comment* quitter le pays, le *pourquoi*. Il s'agit d'abord de saisir le poids de ces mêmes discours contemporains sur l'analyse des motifs. Comment les études de l'époque décrivent les motivations des réfugié·e·s ? Quels aspects sont mis en avant ou au contraire, gommés ? Comment les historien·ne·s ont ensuite analysé les raisons de leur départ et, en partie, déconstruit le « mythe des 200 000 réfugié·e·s politiques fuyant la persécution »²²¹ ? Nous proposerons une catégorisation des motifs, en tenant évidemment compte du fait que chaque personne peut cumuler plusieurs raisons de rejoindre la frontière. Nous interrogerons enfin la composition socio-professionnelle du groupe de personnes qui ont choisi de fuir la Hongrie en 1956-1957. Malgré la réalité des tendances déjà observables en 1956, certains postulats ont été nuancés, notamment grâce à la publication en 1991 de statistiques hongroises sur cette diaspora. Nous garderons en mémoire qu'autant les circonstances que les motifs de fuite imprègneront, au moins en partie, les décisions de retour. Considérer ce chemin comme un aller – non pas *sans retour* comme le clament les articles de la presse occidentale mais *avec ou sans retour* – permet d'éviter de considérer le passage en Occident comme un acte inéluctable et définitif. Nous espérons au contraire mettre en évidence le caractère changeant des projets migratoires.

²²⁰ Ibolya Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, pp. 19-43.

²²¹ Il s'agit de l'expression de David Tréfás, *Die Illusion, dass man sich kennt : schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956*, Zurich : Chronos, 2008, p. 12.

2.1 LES CIRCONSTANCES

Un Rideau de fer perméable

Le 23 octobre 1956, au moment du déclenchement de l'Insurrection, les frontières austro- et yougoslavo-hongroises sont relativement poreuses, principalement en raison des accords entre l'Autriche et la Hongrie entérinant le démantèlement des installations techniques sur la frontière. Les travaux avaient commencé en mars 1956. Une décision analogue avait été prise pour la frontière avec la Yougoslavie au sud, jusque-là également partiellement longée de barbelés. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre de l'amélioration des relations diplomatiques de la Hongrie avec ces deux pays, amorcée par le dégel dès 1953. Mais il n'était pas pour autant question de laisser les frontières totalement accessibles ! Le Politburo hongrois avait décidé, le 24 mai 1956, une réorganisation de sa surveillance une fois les mines et les barbelés retirés. Craignant que cette décision fasse effet de soupape et pousse de nombreuses personnes à rejoindre l'Autriche, cette réorganisation – qui devait être tout à fait effective le 25 octobre – prévoyait notamment un renforcement de l'attention et l'envoi de troupes. Mais à cette réorganisation se substitue bientôt une désorganisation certaine en raison de l'incertitude politique de la fin octobre et de l'instabilité du Ministère de l'Intérieur²²².

De fait, avant l'Insurrection, nombre de dissident·e·s avaient déjà pu passer la frontière, mais c'est dès le 23 octobre que le flot prend une ampleur significative. Si les dirigeants staliniens les plus compromis choisissent de s'envoler pour Moscou, certaines petites mains du régime, agent·e·s de l'ÁVH se dirigent, elles, vers l'Ouest²²³. Ainsi, parmi le premier groupe de 4 000 fugitif·ve·s qui passent la frontière illégalement au cours du mois d'octobre²²⁴, on compte une centaine de personnes craignant tout particulièrement l'avènement de Nagy et les effets du succès de la Révolution : des agent·e·s ÁVH en disgrâce ou s'estimant en danger, qui

²²² Lajos Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », in : Zsolt Lengyel (éd.), *Ungarn-Jahrbuch* (27) 2004, pp. 269-290, ici p. 276 ; Eva Varga, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs an der österreichisch-ungarischen Grenze 1949-1956 », in : Peter Haslinger, *Grenze im Kopf: Beiträge zur Geschichte der Grenze in Ostmitteleuropa*, Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 1999, pp. 118-120 ; Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, pp. 19-20. Concernant les enjeux de la frontière sud : István Orgoványi, « Border Defence on southern Hungary », in : György Gyarmati et Mária Palasik (éd.), *Big brother's miserable little grocery store : studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest : Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012, pp. 153-170.

²²³ Erwin A. Schmidl, « Erste Bewährung : Das österreichische Bundesheer im Einsatz an der ungarischen Grenze 1956 », in : Erwin A. Schmidl et Edda Engelke, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich*, Vienne : Böhlau Verlag, 2003, p. 258 ; Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 20.

²²⁴ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 2. A távozas időpontja szerint [2. D'après le moment de la fuite], *Regio* 4 (1991), pp. 174-211.

paradoxalement, obtiendront l'asile en Autriche²²⁵. Ces personnes se fondent dans un groupe de personnes aux motivations diverses, encouragées par le relâchement de la surveillance des frontières. Dans cette première vague, il y a aussi des femmes et enfants d'insurgés qui avaient pris la précaution d'envoyer leur famille vers l'Ouest²²⁶. Pour éviter des incidents, les autorités autrichiennes hissent des centaines de drapeaux aux couleurs de l'Autriche le long de la frontière et les gardes-frontières n'hésitent pas à faire des feux la nuit pour orienter les réfugié·e·s. Fin octobre, le ministre de l'Intérieur autrichien annonce que l'asile est octroyé aux Hongrois·es sans condition, décision critiquée autant par la presse du Bloc de l'Est que par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui appelle à plus de vigilance dans l'octroi de l'asile. Pendant cette période, la fuite est encore aisée et les contrôles rares²²⁷.

La situation va changer dès le 1^{er} novembre : des troupes soviétiques sont dépêchées avant même le lancement de la deuxième attaque. Le 4 novembre, jour de l'invasion de Budapest par les forces soviétiques, 20 000 soldats russes sont déployés le long de la frontière autrichienne pour surveiller une potentielle attaque de l'Ouest²²⁸. Le même jour, plusieurs dizaines de milliers de personnes passent la frontière en direction du « Monde libre »²²⁹. Pendant tout le mois de novembre, le gouvernement Kádár et l'état-major soviétique ne se préoccupent pas de l'exode qui est en train de se produire. Ils n'étaient même probablement pas malheureux que des fauteurs de troubles quittent le pays. Kádár et son gouvernement ont d'autres soucis : stabiliser ce régime précaire et ramener le calme dans le pays d'abord par les négociations et, du moins en apparence, par la conciliation²³⁰.

Au cours du mois de novembre, plus de 80 000 personnes quittent le pays, soit près de la moitié du nombre total de réfugié·e·s de 1956-1957. Plusieurs facteurs pratiques contribuent à expliquer ces nombreux départs : les larges espaces frontaliers laissés sans surveillance, la tolérance d'une partie des soldats russes, la désertion de gardes-frontières hongrois passés

²²⁵ Eduard Stanek, *Verfolgt, verjagt, vertrieben : Flüchtlinge in Österreich [von 1945-1984]*, Vienne ; Munich ; Zurich : Europaverlag, 1985, p. 60.

²²⁶ Selon l'issue du soulèvement, ils avaient prévu, soit de les rappeler en Hongrie, soit de les rejoindre : *Id.*

²²⁷ Peter Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », in : Jerzy Kochanowski et Joachim von Puttkamer, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 138-139; Schmidl, « Erste Bewährung », *art. cit.*, pp. 253-273 ; James P. Niessen, « The Culture of Welcome and the January, 1957 Austrian Refugee Quota Proposal », 2016. En ligne : rucore.libraries.rutgers.edu [RUcore: Rutgers University Community Repository], DOI: 10.7282/T3SX6GFF (02.10.2017), p. 5; András Gémes, « Political migration in the Cold War : The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in : Ann Katherine Isaacs (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, p. 169.

²²⁸ Victor Sebestyen, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris : Calmann-Lévy, 2006, pp. 331 ; 347 ; 355.

²²⁹ Varga, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs », *art. cit.*, p. 123.

²³⁰ Sebestyen, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, *op. cit.*, p. 375.

dans le camp des insurgé·e·s ainsi que des pots de vins offerts aux fonctionnaires magyars ou aux soldats russes²³¹. Parmi les dissident·e·s, on trouve des révolutionnaires de premier plan et des intellectuel·le·s ou hommes et femmes politiques impliqué·e·s dans les réformes voulues par Nagy, mais aussi de nombreux anonymes. La massification de l'émigration coïncide très clairement avec le démarrage des opérations soviétiques du 4 novembre, comme on peut le voir dans un tableau présenté en annexe²³². La majorité des réfugié·e·s a pu rejoindre le « Monde libre » par la frontière avec le Burgenland, en traversant la voie d'évacuation des hautes eaux du lac de Neusiedl, le Canal d'Einser, qui sépare les deux pays²³³. En quelques jours, des dizaines de milliers de réfugié·e·s passent sur un pont oublié, le pont d'Andau. Dynamité le 21 novembre (probablement par des troupes russes), il est remplacé par un pont de fortune bricolé avec des troncs et permettant à d'autres réfugié·e·s de continuer à emprunter cette voie. Au total plus de 70 000 personnes passent par Andau. L'exode atteint son point culminant le 23 novembre, lorsque l'Autriche enregistre 8 537 arrivées en une seule journée. Pour ces personnes, le voyage n'est encore que rarement dangereux²³⁴.

Dès le mois de décembre, la fuite sera nettement moins aisée en raison de la fermeture progressive de la frontière, de la réorganisation du régime autour de Kádár et sa volonté de résorber l'émigration. Les fugitif·ve·s et les passeurs cherchent d'autres brèches, plus au sud du lac de Neusiedl. Pour ne rien arranger, les températures plongent au-dessous de zéro et les émigrant·e·s doivent souvent passer la frontière de nuit, à travers champs ou, plus dangereux, dans les marécages des environs d'Andau²³⁵. Les témoignages divergent concernant le comportement des soldats russes, tolérants, corruptibles ou sans pitié. À l'Ouest, les rumeurs les plus folles circulent sur la manière dont les soldats russes tromperaient les réfugiés

²³¹ Jean Buhler, « Plus de 120 000 réfugiés hongrois ont franchi la frontière autrichienne », *L'Impartial*, 17 décembre 1956 ; Nicolas Baudy, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris : La Table ronde, 1957, p. 323.

²³² Annexe D. Nombre d'émigrant·e·s d'après le moment de la fuite.

²³³ Károly Gáal et Roland Widder, *1956 und das Burgenland : Berichte über die Hilfsaktionen für ungarische Flüchtlinge : eine Dokumentation von Studenten des Fachhochschul-Studienganges « Internationale Wirtschaftsbeziehungen »*, Eisenstadt : Burgenländisches Landesarchiv, 1996, p. 43 ; Jean Buhler, *Ne pas oublier : récit, Budapest 1956*, Bôle-Neuchâtel : Au Bouquin d'or, 1957, p. 57.

²³⁴ Schmidl, « Erste Bewährung », *art. cit.*, photo du Pont d'Andau, pages non numérotées ; Paul Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956 : eine Revolution und ihre Folgen*, München : Bertelsmann, 2006, p. 227 ; Manfred Rauchensteiner, *Spätherbst 1956 : Die Neutralität auf dem Prüfstand*, Vienne : Österreichischer Bundesverlag, 1981, p. 101 ; Béla Rásky, « « Flüchtlinge haben auch Pflichten » Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », Vortrag im Rahmen der Außenstelle Budapest des Österreichischen Ost- und Südosteuropa-Institutes am 12. Oktober 1998 « Österreich-Ungarn? Und gegen wen? », *Kakanienrevisited*, 2001, p. 3. En ligne : <http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/BRasky1.pdf> (02.10.2017) ; Niessen, « The Culture of Welcome », *art. cit.*, p. 10.

²³⁵ *Id.* ; Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, *op. cit.*, p. 143.

hongrois. L'agence Reuter, par exemple, explique que des faux postes de douanes avec drapeaux autrichiens auraient été érigés par les Soviétiques²³⁶.

Simultanément, de nombreuses personnes prennent le chemin de la République populaire fédérale yougoslave de Josip Broz Tito. Du 30 octobre – moment des premières traversées – à la mi-décembre, environ 200 réfugié·e·s par semaine se décident à passer en Yougoslavie. Et ce malgré le fait qu'à ce moment-là, la future attitude du gouvernement Tito envers les dissident·e·s hongrois·es est encore incertaine. Dès la fin décembre, la rumeur d'une frontière austro-hongroise devenue plus hermétique conduit un grand nombre de personnes à prendre le chemin du sud. D'autres choisissent cette voie tout simplement parce qu'elles habitent près de la frontière yougoslave. En quelques semaines, le chiffre des arrivées s'élève à plus de 13 000 et inquiète le HCR, lequel dépêche des missions pour observer la manière dont les réfugié·e·s sont traité·e·s²³⁷.

Profitant du chaos sur la frontière hungaro-autrichienne, des trafiquant·e·s exploitent les passages pour divers commerces²³⁸. À la mi-janvier, les autorités autrichiennes se voient ainsi obligées de rétablir une zone interdite le long de la ligne de démarcation. Le but officiel : empêcher le trafic d'êtres humains, la contrebande d'armes et le trafic de devises²³⁹. Le 24 janvier 1957, Kádár annonce la mise en place d'installations techniques sur les lignes territoriales ouest et sud empêchant « le passage illégal de la frontière » ainsi que « l'infiltration d'espions ennemis »²⁴⁰. Budapest émet différents arguments. Premièrement, l'ouverture de la frontière commune aurait favorisé le soutien du « putsch contre-révolutionnaire ». Deuxièmement, il s'agirait d'une mesure « dans l'intérêt de la protection de la sécurité de la population hongroise »²⁴¹ ; un argument régulièrement mobilisé, comme ce sera le cas plus tard en RDA, pour ériger le mur de Berlin. En fait, ces mesures visent aussi et surtout à endiguer l'émigration, devenue une véritable hémorragie.

²³⁶ [Reuter], « Comment les Soviétiques trompent les réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 10 décembre 1956.

²³⁷ The Problem of Hungarian refugees in Yugoslavia, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

²³⁸ Cette contrebande, déjà existante dès l'été 1955 (on exportait notamment des alcools forts de Hongrie en échange de montres depuis l'Autriche), n'a fait qu'enfler pendant les événements de 1956 : Varga, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs », *art. cit.*, p. 119 ; voir aussi les témoignages récoltés par Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, *op. cit.*, par exemple, p. 145 : un chef de section raconte qu'on voyait bientôt passer des gens avec des bœufs, chevaux, etc.

²³⁹ Il s'agit aussi probablement de l'un des gestes censés témoigner de la neutralité de l'Autriche, surtout théorique pendant l'automne. Andreas Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute : österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz : UPG, unipress Graz, 2010, p. 132 ; László j. Kiss, « Österreich und Ungarn : Außenrand der gespaltenen Mitte », in : Schmidl et Engelke, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich*, *op. cit.*, p. 289 ; Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, pp. 130-131.

²⁴⁰ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, *op. cit.*, p. 132 ; Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke », *art. cit.*, p. 278.

²⁴¹ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, *op. cit.*, pp. 132 ; 139-140.

Dès mars 1957, la frontière est hermétique : la mise en place de barbelés tout au long de celle-ci (au contraire du premier Rideau de fer installé en 1948 qui n'était pas continu) empêche tout passage illégal²⁴². À partir de ce moment-là, il sera quasiment impossible de rejoindre l'Ouest depuis la Hongrie. Contraint·es de tenter leur chance de nuit, celles et ceux qui malgré tout essaient de quitter le sol hongrois, risquent la mort. Au contraire de la population autrichienne qui sait dès le début du mois que la frontière est fermée, en Hongrie, le commun des mortels n'apprend cette nouvelle cruciale qu'à la fin mars par un discours de György Marosan, le suppléant de Kádár. Beaucoup de personnes parties trop tard sont arrêtées ou, pour les plus chanceuses, peuvent rebrousser chemin sans conséquence²⁴³.

Au 1^{er} mars 1957, 170 743 Hongrois·es avaient atteint l'Autriche (dont 117 000 avaient déjà rejoint un pays tiers) et 17 087 en Yougoslavie, soit au total 187 830 réfugié·e·s²⁴⁴. Si on ajoute les arrivées plus tardives dues principalement aux actions de regroupements familiaux, ce sont en tout 200 660 Hongrois·es qui ont rejoint l'Occident au lendemain de l'Insurrection²⁴⁵.

Le passage de la frontière

Dans de nombreux livres évoquant la Révolution, un court chapitre est généralement dédié à l'exode de plus de 200 000 Hongrois·es suite à l'écrasement du mouvement. Une photo est régulièrement employée : un couple chargé de valises marche dans la neige fraîche entre des buissons²⁴⁶. Sur les épaules de l'homme, un enfant bien équipé pour l'hiver. Cette célèbre photo ressemble fort à une mise en scène, les membres de la famille sont parfaitement habillés, le front plissé de l'homme ne nuance que très légèrement la sérénité qui s'en dégage. Ce type de photos ne peut que susciter l'empathie en Occident. Si l'on se fie à cette photo, équilibre parfaitement dosé entre la dimension risquée de la fuite et l'aspect propre en ordre de cette famille, on peut penser que le passage de la frontière est un acte dangereux mais réfléchi : cette famille semble très préparée à son exil. Mise en scène ou non, cette photo correspond à une certaine réalité. De nombreuses personnes étaient parties en s'étant

²⁴² Il sera complété par une vaste installation de mines antipersonnelles entre avril et juillet 1958 : Rásky, « « Flüchtlinge haben auch Pflichten » », *art. cit.*, p. 3 ; Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, *op. cit.*, p. 133.

²⁴³ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, *op. cit.*, p. 133 ; Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke », *art. cit.*, p. 280.

²⁴⁴ *Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie* - Présenté par le Secrétaire général et le Haut-commissaire pour les réfugiés, s. d., UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 3.

²⁴⁵ *Hungarian Refugees : Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960*, Report of the Statistical Office of the UNHCR, National Archives, Canada, RG 25, 86-87/336, Vol. 160, File 5475-EA-4-40, reproduit par Peter Hidas, « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in : Christopher Adam, Tibor Egervari, Leslie Laczko et Judy Young (éds.), *The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009, p. 233, Table 10.4.

²⁴⁶ Annexe E. Photo d'une famille de réfugiés hongrois.

préparées, n'ont pas rencontré de soucis majeurs au moment de leur fuite, sont arrivées en bonne forme et impeccablement habillées en Autriche. D'autres ont vécu une fuite précipitée, n'ont rien pu emporter avec elles, ont marché plusieurs heures dans la boue ou la neige et sont arrivées, peut-être après plusieurs essais²⁴⁷, en loques et exténuées à la frontière.

Une fois les hésitations dépassées et la décision prise, comment faire pour atteindre la frontière ? Au moins deux facteurs jouent un rôle particulier : le moment de la fuite et le lieu duquel on part. La question de la manière dont circulent les informations concernant la frontière et les moyens de la rejoindre se pose également. La réponse paraît simple : le bouche à oreille. La plupart du temps, les réfugié·e·s racontent qu'un ami, proche ou autre personne les a informé et expliquent simplement, à l'instar de Zoltán Tóth : « on savait qu'on pouvait partir, tout le monde en parlait »²⁴⁸.

Les premiers passages de la frontière sont souvent le fait d'habitant·e·s des zones frontalières rejoignant sans difficulté des parents vivant déjà dans le Burgenland. Les fuites ne sont pas toujours clairement distinctes de simples visites²⁴⁹. On observe de nombreux allers et retours, ce qui entrave d'ailleurs un calcul précis des rapatriements. Un autre phénomène observé dans les zones frontalières témoigne de différentes stratégies, non pour quitter le pays, mais pour gagner un petit pécule. Des habitant·e·s de la région passent la frontière, s'inscrivent auprès de plusieurs organisations d'aide sous des noms différents pour retourner ensuite en Hongrie avec la somme empochée²⁵⁰. Pour beaucoup d'habitant·e·s de Sopron par exemple, la fuite, du moins au début de l'exode, signifiait marcher une ou deux heures au milieu d'autres gens poursuivant le même but. C'est le cas de cette femme, dont l'histoire est racontée dans le recueil de témoignages de Gáal et Widder, qui explique qu'elle a équipé son fils pour l'école, mis sa fille dans son pousse-pousse et s'est dirigée vers la frontière à pied²⁵¹. Zita Müller, qui part de Győr à bord d'un bus « qui [l'] a déversé[e] près de la frontière », doit traverser la frontière de nuit en courant avec une soixantaine de personnes²⁵². Parmi nos témoins, István Borsodi – le seul rapatrié de notre échantillon – raconte qu'il a traversé la frontière sans difficulté aucune, littéralement comme sur un boulevard, au milieu d'une foule²⁵³. Un autre de nos témoins, Áron Szücs n'a pas eu de grande peine à rejoindre l'Autriche vu qu'il connaît

²⁴⁷ Dans l'enquête de Baudy sur les étudiant·e·s hongrois·es réfugié·e·s en France, 64 personnes sur 347 disent s'y être prises à deux fois ou d'avantage pour passer la frontière : Baudy, *Jeunesse d'octobre*, *op. cit.*, p. 323.

²⁴⁸ Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2013.

²⁴⁹ Schmidl, « Erste Bewährung », *art. cit.*, p. 258.

²⁵⁰ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, *op. cit.*, p. 66.

²⁵¹ Il s'agit de la femme d'un professeur de Sopron, née en 1916, *ibid.*, pp. 308-309.

²⁵² Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

²⁵³ Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.

bien la zone frontalière, ses parents habitant à proximité²⁵⁴. D'autres ont eu le temps de prendre des précautions très pragmatiques avant le départ. Ne pouvant pas tout emporter et avec le pressentiment que leurs biens seront confisqués une fois qu'ils et elles auront rejoint l'Ouest, des fugitif·ve·s « sauvent les meubles ». Dans le cadre de l'enquête de Gáal et Widder, une femme explique qu'elle a enterré des valeurs en Hongrie et qu'elle en a envoyé d'autres chez des parents en Tchécoslovaquie²⁵⁵. L'une de nos témoins raconte que sa belle-sœur voulait absolument prendre toutes ses valeurs et a ainsi enfilé ses plus beaux souliers, neufs et à talons. Elle a dû être conduite à l'hôpital une fois à Vienne en raison de l'état de ses pieds²⁵⁶.

Depuis Budapest, les candidat·e·s à la fuite se débrouillent pour s'approcher le plus possible de la frontière. En règle générale, les trains continuent de circuler pendant les débuts de l'Insurrection, après l'intervention russe du 4 novembre jusqu'au 1^{er} décembre, moment où les autorités parviennent à stopper la circulation ferroviaire²⁵⁷. En Hongrie, les liaisons ferrées internationales dataient surtout de l'époque austro-hongroise. Elles s'orientaient vers l'Autriche et au sud-ouest en direction des confins de l'ancienne « Grande Hongrie » vers Fiume (Rijeka) en Croatie actuelle. Les liaisons transfrontalières ne tardant pas à être coupées, les trains amènent les futur·e·s réfugié·e·s vers les trois terminus les plus proches de la frontière : Hegyeshalom (à 6 kilomètres de la frontière), Szombathely (11 kilomètres) et Nagykanizsa (30 kilomètres de la frontière yougoslave)²⁵⁸. Une autre possibilité était de rejoindre Sopron, à un jet de pierre de l'Autriche, ou, dès la fin novembre, Győr, ville du nord-ouest à 90 kilomètres de la frontière. Les trains, avec les camions, représentent bien souvent l'unique moyen de quitter Budapest pour l'Ouest. Certains conducteurs prenaient parfois eux-mêmes l'initiative d'emmener les dissident·e·s dans des villes frontalières.

Dès le 4 novembre, la traversée devient plus dangereuse. Une partie des ÁVH ayant quitté la Hongrie repassent la frontière dans le sens inverse après avoir appris l'écrasement du soulèvement²⁵⁹. Certains d'entre eux, bientôt appuyés par des commandants de camps soviétiques frontaliers reprennent leur poste et effectuent des contrôles, notamment dans les trains. Des wagons sont ainsi vidés de leurs occupant·e·s, contraint·e·s de modifier ou d'abandonner leur projet d'émigration. Les agents notent leur nom, parfois pas. Une chose est

²⁵⁴ Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

²⁵⁵ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., p. 297.

²⁵⁶ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

²⁵⁷ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., p. 66.

²⁵⁸ Pour cette dernière destination, il était plus commode de descendre avant, à Zalaegerszeg puis de se rendre à Körmend en direction de la frontière autrichienne. *Ibid.*, p. 63.

²⁵⁹ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 26.

sûre : les personnes parties tardivement – souvent les personnes qui ont le plus à craindre du régime Kádár – se retrouvent face à de nouveaux obstacles et dilemmes²⁶⁰. Il existe des stratégies pour les contourner, telles que les faux papiers ou le recours à un passeur.

Beaucoup de candidat·e·s à l'exil ont de la famille ou des connaissances dans l'ouest de la Hongrie. C'est le cas de l'une de nos témoins Mária Szőregi, qui, avec une partie de sa famille, rejoint ses parents à quelque 80 kilomètres de la frontière. Elle explique que cela a permis au petit groupe de dormir sur place et prendre des forces²⁶¹. Le fait d'avoir des parents ou des amis proches de la frontière semble d'ailleurs jouer un rôle dans la décision de beaucoup de Budapestois·es, car cela facilite grandement la fuite : il s'agit à la fois d'un prétexte en cas de contrôle sur la route et d'une étape utile pour réaliser le voyage en deux jours²⁶². Les fugitif·ve·s trouvent différentes astuces pour parer aux contrôles sur le chemin de l'exil. Gábor Kemény se procure des faux papiers en russe stipulant qu'il va chercher une cargaison d'insuline à la frontière. Avec ses camarades, il se met en route à bord d'une voiture agrémentée de croix-rouges artisanales et parviendra ainsi à tromper les gardes-frontières. Gyula Nagy bénéficie, lui, d'un faux passeport que son père lui a acheté²⁶³.

Si les témoignages relatant le passage de la frontière ouest foisonnent, ceux documentant la traversée de la frontière sud sont beaucoup plus rares. Certains secteurs étaient certes relativement peu surveillés mais un facteur de taille distingue ce chemin privilégié une fois la route vers l'Autriche coupée : l'incertitude quant à la réaction des gardes-frontières yougoslaves et l'accueil qui attend les fugitif·ve·s. Edit Király est notre seule témoin à être passée par la Yougoslavie. Poursuivi au niveau local en raison de sa participation au comité révolutionnaire, son père s'est décidé assez tardivement à quitter le pays. La famille n'habite pas très loin de la frontière de l'actuelle Slovaquie. Avant la Révolution, elle n'avait aucunement l'intention de fuir, car tout allait plutôt bien pour elle. En janvier 1957, face aux risques de représailles, la famille n'a plus d'autre choix que de rejoindre la frontière yougoslave. Les Király savent que les gardes-frontières yougoslaves refoulent parfois les réfugiés, raison pour laquelle ils ne s'annoncent pas à la frontière, rentrent dans le pays et demandent l'hospitalité à des paysans. Le lendemain, lorsque des gardes-frontières sonnent à la porte, les Király craignent d'être renvoyés en Hongrie. En fait, la famille est menée vers la frontière où la police yougoslave l'enregistre pour lui donner asile²⁶⁴.

²⁶⁰ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., pp. 63-65.

²⁶¹ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

²⁶² D'autres témoignages dans, Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., pp. 302-303.

²⁶³ Entretien avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2015 ; Gyula Nagy, canton de Zurich, les 23 mars 2018.

²⁶⁴ Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

Les passeurs

La fuite de la famille d'Edit Király est un peu singulière. Elle est tardive – nous sommes en janvier 1957 – et donc dangereuse, d'autant que le père est recherché par la police. Le groupe de fugitif·ve·s est composé de dix personnes. Les Király sont accompagnés par deux guides armés. Edit ne sait pas si son père les a payés pour ce service, ils sont en tous cas des connaissances de ce dernier et seront ensuite emprisonnés à cause de ce service rendu. László Mándy, quant à lui, est parti assez tard de Budapest : avec un collègue, ils se mettent en route le 22 novembre, une fois leur salaire du mois en poche. Selon son témoignage, le voyage lui a coûté cher. Il a entendu dire que des camions partent pour l'Ouest depuis la centrale de lait de Kelenföld, côté Buda. Lui n'a pas de famille résidant aux alentours de la frontière, il devra se débrouiller autrement. Une fois embarqués à Kelenföld, László Mándy et son collègue se retrouvent avec d'autres personnes. Une femme et un enfant voyageant avec eux sont sous la protection spéciale du chauffeur. Le mari de cette femme est déjà à Vienne, d'où il lui a ordonné de céder tous les biens du couple à celui qui l'amènera à l'Ouest. Le chauffeur chargé de cette mission passera la frontière seulement avec cette femme en se faisant passer pour son mari. Il dépose donc le reste du groupe près de la frontière. Ils sont huit : László et son ami, deux étudiants budapestois qui potassent péniblement une carte pour localiser la frontière, deux enfants, deux serruriers. C'est là qu'un garçon les aborde et leur propose ses services. Ce fils de vigneron leur offre l'hospitalité et promet de les amener à la frontière le lendemain matin. Le groupe dort dans le pressoir de la maison familiale avant de se faire guider en échange d'une petite somme. Outre l'aide sur le chemin, un véritable commerce s'est mis en place autour des services offerts par les habitant·e·s : certains vendent du schnaps, d'autres des chaussettes ou réparent les chaussures, rarement gratuitement²⁶⁵. L'ouest de la Hongrie est encore pauvre et ces gains soudains représentent une aubaine pour la population. Dans les villages, des personnes proposent de guider les groupes de fuyard·e·s, facilement repérables par les locaux, vers un passage sûr. Ces agent·e·s organisent le regroupement des candidat·e·s et leur donne un rendez-vous, souvent le lendemain. Rarement bénévoles, ils et elles reçoivent une certaine somme ou des valeurs de la part des réfugié·e·s²⁶⁶. Tous les émigrant·e·s n'ont pas recours aux passeurs mais la plupart – souvent des citoyens qui n'ont jamais mis les pieds dans la région – accueillent avec soulagement ces services.

²⁶⁵ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

²⁶⁶ La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge qui fédérait les différentes Croix rouges nationales réalise dès l'arrivée des réfugié·e·s des petits rapports sur les conditions dans lesquelles se trouvent ces dernier·e·s et rapporte également leur manière de fuir la Hongrie. Confidentiels, ils s'avèrent être une source relativement fiable. On the League operation on behalf of hungarian refugees, s.d., UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, qui réalise des enquêtes sur le sujet, estime qu'un passeur²⁶⁷ gagne en moyenne 2 000 forint (environ deux mois de salaire d'un ouvrier) pour le convoi d'un groupe²⁶⁸. Lui ou un autre guide également rémunéré emmène le groupe jusqu'à la frontière à pied. La marche « d'une étape à l'autre »²⁶⁹, silencieuse pour ne pas attirer l'attention, peut durer plusieurs heures. Il arrive, d'après divers témoignages, qu'on donne des somnifères aux enfants pour éviter qu'ils ne pleurent sur le chemin²⁷⁰. Parfois, les guides sont des soldats russes. À Kápuvár, ils auraient réquisitionné un bus et convoyé des futur·e·s réfugié·e·s pour 200 forints par personnes, vers des marécages proches du Canal d'Einsers²⁷¹.

Des propriétaires de voitures s'improvisent passeurs. En tête, les envoyés spéciaux occidentaux : ils emmènent des femmes qui les avaient abordés à Budapest, comme par exemple la mère de Bálint Basilides. Un journaliste allemand la fait passer pour son épouse²⁷². Le trafic de voitures et camions apportant des secours occidentaux dès le début du soulèvement facilite également la fuite. Certaines personnes parviennent à se faire emmener dans des voitures occidentales. Pour ceux qui ont de la famille en Autriche, la fuite est facilitée : avant la fermeture des frontières, des Viennois vont chercher des parents en Hongrie. Au début des événements, ce type de voyage est encore possible.

Dès le mois de novembre et l'instauration du régime Kádár, ceux qui aident les dissident·e·s savent qu'ils risquent des sanctions. Ils sont ainsi toujours moins à s'engager dans ce type d'entreprise. Les passeurs essaient alors de se renseigner auprès des fugitif·ve·s avant de les aider : si la personne en fuite a pris activement part au combat, le passeur risque une lourde peine et hésite à s'engager. L'arrivée de nouvelles troupes russes, plus disciplinées que les précédentes, rend la fuite comme l'aide à la fuite extrêmement dangereuses. Il y a enfin tous celles et ceux, paysan·ne·s, enseignant·e·s ou membres du clergé qui offrent spontanément et sans contrepartie leur toit ou des repas aux futur·e·s exilé·e·s : eux aussi risquent gros²⁷³.

Le degré de pénibilité du voyage dépend des moyens financiers et aussi du réseau des candidat·e·s. László Mándy, qui n'avait probablement qu'un salaire pour tout le voyage, a marché en tout 24 heures jusqu'à un *No man's land* à proximité de Szentgotthárd où il a pu

²⁶⁷ On utilise plutôt le terme « agent » dans ce type d'étude. Dans l'historiographie, celui de passeur reste rare. Gáal et Widder distinguent les « Fluchthelfer » qui se contentent de remerciements des « Menschenschmuggler » qui demandent une somme d'argent.

²⁶⁸ On the League operation on behalf of hungarian refugees, s.d, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

²⁶⁹ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

²⁷⁰ Martin A. Bursten, *Escape from fear*, New York : Syracuse University Press, 1958, p. 72 ; Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., pp. 161 ; 176 ; 303. Un témoin nous en a également parlé : László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

²⁷¹ Jean Buhler, « Les nuits glacées du Burgenland », *L'Impartial*, 30 novembre 1956.

²⁷² Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

²⁷³ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., pp. 65 ; 72 ; 296-297.

passer la frontière. Le mari de l'une de nos témoins a, lui, parcouru 140 kilomètres à bicyclette pour atteindre les eaux du Lac de Neusiedl par un temps glacial. D'autres personnes bénéficiant d'un plus grand capital social ont moins de difficultés à rejoindre la frontière. La famille Király, par exemple, est aidée d'une petite escorte jusqu'à la frontière yougoslave²⁷⁴. Qu'ils demandent de l'argent ou non, les passeurs débusqués seront sévèrement punis. C'est le cas notamment de certains cheminots et conducteurs qui avaient eu le malheur de voir des agent·e·s du régime monter dans le train rempli de candidat·e·s à l'émigration. Dès le début 1957, le régime traque plus sévèrement non seulement celles et ceux qui essaient de sortir du pays mais aussi les personnes qui les aident ou même qui ont connaissance de projets d'émigration. Les passeurs risquent plusieurs années de prison²⁷⁵. Ces arrestations sont possibles en partie avec la collaboration d'habitant·e·s. Une frange de la population frontalière avait déjà été habituée à signaler aux autorités des personnes suspectes et certains civils étaient engagés dans des « groupes patriotiques », des milices chargées de surveiller la frontière avant 1956. Il s'agissait de volontaires collaborant avec le régime²⁷⁶. D'autres faux passeurs auraient quant à eux livré des fuyards à la police. Ceux-ci, selon Gáal, recevront les honneurs du régime de Kádár pour leur « service patriotique »²⁷⁷.

Hésitations

Si 200 000 personnes sont parvenues à rejoindre l'autre côté du Rideau de fer, des centaines de milliers d'autres ont hésité face aux risques indéniablement liés à cette opportunité. Dès le début de la Guerre froide, la frontière autrichienne de 354 km de long signifiait « la porte vers l'Ouest », et pour beaucoup de Hongrois·es, le seuil d'une vie meilleure²⁷⁸. Au printemps 1956, la nouvelle officielle du démantèlement des installations techniques était déjà parvenue à la majeure partie de la population hongroise²⁷⁹. Lorsque vous abordez l'histoire de cet exode auprès de personnes dont la famille est restée en Hongrie, il arrive souvent que votre interlocuteur·trice vous explique pourquoi lui-même, elle-même ou ses parents n'ont *pas* émigré. Différentes préoccupations auraient entravé la fuite : là, un diplôme à passer dans une

²⁷⁴ Entretiens avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015 ; Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015 ; Edit Király, Berne, 22 août 2018.

²⁷⁵ Toutes ces personnes n'ont jamais été réhabilitées après 1989. Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, op. cit., p. 133 ; un témoignage recueilli par Gáal et Widder raconte qu'un passeur de Sopron ayant emmené plusieurs dizaines de personnes vers la frontière a écopé de trois ans de prison : Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., pp. 66 et 73.

²⁷⁶ Varga, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs », art. cit., p. 116.

²⁷⁷ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., p. 65.

²⁷⁸ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 20.

²⁷⁹ La déclaration officielle paraît le 8 mai 1956 : Varga, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs », art. cit., p. 120.

proche échéance, ici, un parent malade qu'on ne peut laisser seul. Ce réflexe est intéressant. Premièrement, nous pouvons postuler que sur le moment ou à posteriori, ce choix – partir ou rester – a fait l'objet de discussions au sein des familles. Deuxièmement, il dit quelque chose de la mémoire de 1956, la plupart des gens ressentant le besoin de se justifier. Mais se justifier de quoi ? De ne pas avoir saisi l'opportunité de rejoindre l'Occident ? Les témoins que nous avons rencontrés thématisent peu cette hésitation. Ils présentent souvent leur décision de rejoindre l'Ouest comme inéluctable. Plus rarement, ils expliquent avoir été motivés par une connaissance. László Mándy précise que son ami l'a simplement apostrophé : « qu'est-ce que tu dirais d'émigrer ? »²⁸⁰. D'autres, à l'image de Péter Gémes insistent sur le caractère ferme de leur décision : une évidence²⁸¹. D'autres encore insistent sur leur jeunesse et le caractère spontané de leur émigration²⁸². Seule Edit Király affirme : « nous ne voulions pas partir ». Sa famille a longuement hésité. Lorsque son père a compris qu'il était recherché par la police, la famille se met en route vers la Yougoslavie²⁸³.

Un film réalisé en Hongrie en 1987 rend compte de ces hésitations. L'œuvre du cinéaste Péter Gardos, *Coqueluche*, retrace le quotidien d'une famille budapestoise pendant les événements de 1956²⁸⁴. Dans le film, tous n'ont pas les mêmes raisons de s'exiler. La grand-mère, une intellectuelle stalinienne et cynique, pouvait craindre les répercussions de la Révolution. On lui recommande d'émigrer ou de ne pas sortir de chez elle car « beaucoup de gens [la] détestent ». Elle balaie ces avertissements en relativisant le danger d'éventuelles purges. Le père, quant à lui, après avoir giflé son chef probablement rákosiste, brûle en catastrophe ses livres compromettants et envisage l'option de l'émigration, car il craint aussi bien l'issue réformiste qu'un retour des prosoviétiques au pouvoir. Il se prend à rêver de devenir danseur de claquettes aux États-Unis. La mère songe également à une issue vers l'Occident. Elle est d'ailleurs sur le point de partir en moto avec son amant en Autriche. Les enfants ne comprennent pas très bien l'agitation des adultes mais sont heureux de ne pas devoir aller à l'école : « Enfin, il se passe quelque chose. Enfin un petit soulèvement ! », crient-ils²⁸⁵. Le retour à l'ordre tout autant que la toux de la petite fille encourage finalement la famille à rester en Hongrie. Chaque membre de la famille est touché différemment par les événements et chacun pèse le pour et le contre : partir ou rester, pour quoi partir, pour quoi rester.

²⁸⁰ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

²⁸¹ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

²⁸² Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

²⁸³ Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

²⁸⁴ Péter Gardos, *Coqueluche* [Szamárköhögés], Hongrie, 1987.

²⁸⁵ Une scène emblématique du film montre la petite Annamari crier à tue-tête depuis la lucarne du toit « Rákosi, Mátyás, camarade, ami ! », le père la réprimande sévèrement : « tu vas tous nous faire emprisonner ! ».

Un roman raconte lui aussi le destin et les hésitations d'une famille de commerçants, cette fois-ci en province²⁸⁶. Imre, le père, se retrouve face à un dilemme. Après avoir survécu à la guerre et perdu une partie de sa famille dans les camps de concentration, il a réussi à se refaire une situation en devenant le chef de département des Magasins du peuple de la ville de Zalaegerszeg. Il ne se définit pas comme communiste et, même s'il est d'accord avec la plupart des revendications des insurgé·e·s, il craint le retour d'un nationalisme faisant le lit de l'antisémitisme. Après qu'un Conseil ouvrier ait pris la direction du département des Magasins du peuple et lui propose de collaborer, il se rend compte que des personnes mal intentionnées profitent de la situation. Les craintes de la résurgence d'un antisémitisme, jusque-là tu mais bien existant, s'ajoutent à l'impact des traumatismes passés. Imre s'en veut toujours de ne pas avoir pris le chemin de l'exil avant la guerre, pendant qu'il était encore temps, alors qu'il minimisait les premières mesures antisémites du régime d'Horthy²⁸⁷. L'incertitude de l'issue de la Révolution fait hésiter plus d'une personne à prendre le chemin de l'exil. Communistes staliniens, Juifs, fonctionnaires, acteurs ou spectateurs des secousses politiques suivent avec anxiété les événements mais aussi les incidents qui se produisent là où ils et elles habitent²⁸⁸. Finalement, le père se ravise et décide de rester en Hongrie, la famille est trop attachée à son pays et n'est pas prête à tout abandonner.

Récits épiques, récits honteux

Le crédit extrêmement positif donné en Occident aux « combattants de la Liberté » s'est rapidement transféré sur les réfugié·e·s. Qu'importe si la plupart n'avait pas pris part au combat, ils et elles avaient fui les Russes et méritaient l'admiration des Occidentaux. Le caractère tragique de la lutte armée et sa couverture médiatique contribue à ce que les réfugié·e·s adaptent leur discours au public occidental. Accueilli·e·s comme des héros, ils et elles devaient être à la hauteur de cette projection.

Ainsi, il est rare que les réfugié·e·s mentionnent les passeurs, ou alors en termes déguisés. Leur rôle considérable est en partie effacé dans les récits contemporains et même dans certaines études historiques. Une série de 107 récits de Hongrois·es récoltés et reformulés par des employé·e·s du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME)

²⁸⁶ Anna Szücs, *Anatomie d'une décision*, Genève : Encre fraîche, à paraître en 2020.

²⁸⁷ Un élément qu'on retrouve dans le film *Coqueluche* à travers l'allusion d'un voisin de la famille : « j'ai déjà décidé une fois de ne pas m'en aller, ça m'a coûté bien cher ». Le voisin prend alors un atlas et pointe au hasard, il tombe sur Tirana : « raté », le deuxième essai est le bon, il tombe sur le Venezuela.

²⁸⁸ Imre est par exemple choqué lorsqu'il voit le buste d'un Juif antifasciste détruit par des révolutionnaires. Il en arrive à craindre les répercussions du mouvement sur sa famille, son fils ayant déjà été pris à parti par des camarades qui le traitent de « sale Juif communiste », ce qu'ils ne se seraient pas permis avant.

mettent en évidence cette forme de censure. La pratique de proposer des histoires d'exil à des potentiels bailleurs de fonds est répandue à l'époque où les organisations d'entraide valorisent unilatéralement l'accueil des victimes du communisme. Dans ces 107 récits probablement rédigés à des fins de collecte de fonds, on ne mentionne pas le fait que les réfugiés ne se rendent pas gratuitement jusqu'à la frontière²⁸⁹. Dans leur vaste entreprise d'histoire orale, Gáal et Widder donnent la parole aux habitant·e·s du Burgenland et aux réfugié·e·s. Au récit de la fuite s'ajoute généralement l'expression de leur gratitude, là à la commune qui les a accueillis, ici aux sympathiques douaniers autrichiens, en général à l'Autriche. La majorité ne fait aucunement mention de rétribution envers leur guide jusqu'à la frontière. Certain·e·s précisent même : « nous connaissions bien l'accompagnant qui nous a aidé »²⁹⁰.

Parmi les réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s, nous avons défini deux cercles : les personnes qui se sont souvent exprimées sur 1956 et d'autres qui n'avaient jusque-là pas eu l'occasion de témoigner²⁹¹. Celles et ceux du deuxième groupe mentionnent sans filtre les sommes dépensées pour atteindre la frontière, tout comme ils et elles expliquent les conditions de leur fuite. Des récits très romanesques, comme celui de Zita Müller qui raconte son départ avec une certaine fierté, contrastent fortement avec ceux de notre « revenant », István Borsodi, qui présente sa fuite comme un acte un peu honteux, influencé par la masse.

En revanche, l'un des éléments communs aux récits des ancien·ne·s fugitif·ve·s a trait à l'entente certaine entre compagnons d'infortune. Les témoins et la littérature rapportent souvent une sorte de communion entre les réfugié·e·s, et cela au-delà des classes sociales²⁹². Cette décision prise dans un laps de temps très court faisait office, dans un premier temps, de dénominateur commun harmonieux entre les fugitif·ve·s prenant alors l'habitude de se tutoyer entre eux. Avant même le passage de la frontière, on ne compte pas les témoignages de solidarité entre celles et ceux qui avaient un même but : rejoindre le « Monde libre ». Les témoins racontent également que cet exode, surtout pour la première vague, prenait parfois des allures d'excursion. On avait embarqué avec soi des boissons chaudes, on partageait des sandwichs dans une franche camaraderie sans penser aux difficultés à venir. Une fois la frontière passée, la plupart des réfugié·e·s seront accueilli·e·s comme des héros par des gestes rivalisant de chaleur et de générosité. Le soulagement d'avoir réussi, d'être en sécurité n'est

²⁸⁹ AOIM, SIT-00-050.

²⁹⁰ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., p. 303.

²⁹¹ Voir *supra*, introduction : III. Méthodes et sources.

²⁹² Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

pas sans créer une certaine euphorie au sein de cette communauté improvisée, visible sur certaines photos des reporters où l'on distingue des visages réjouis ou souriants²⁹³.

Ces exemples montrent à quel point certains facteurs orientent les récits des conditions de la fuite, les enjolivent ou les altèrent. Ces facteurs sont notamment liés au devenir des réfugié·e·s. Pour les réfugié·e·s resté·e·s en Occident, nous pouvons grossièrement distinguer les personnes qui ont développé un discours codifié autour de leur exode de celles et ceux qui racontent de manière plus libre leur expérience, avec moins de filtres. Pour ces deux groupes, la fuite représente généralement un élément positif dans leur parcours de vie. Pour celles et ceux qui ne sont pas demeuré·e·s en Occident, ce moment sera au contraire délibérément terni²⁹⁴.

2.2 LES RAISONS DE FUIR LA HONGRIE

Des interprétations diverses

Dès l'automne 1956, l'arrivée des réfugié·e·s est commentée généreusement en Europe et aux États-Unis. Qu'il s'agisse des raisons et des conditions de leur fuite, de leur comportement une fois en Occident, et nous le verrons, de leur insertion dans les sociétés d'accueil ainsi que le rapatriement, les faits et gestes des réfugié·e·s sont sujets à des interprétations imprégnées du contexte de consensus anticomuniste et antisoviétique. L'analyse des motifs d'exil invoqués dans les sources contemporaines s'avère intéressante car elle révèle l'usage idéologique de l'histoire de ces réfugié·e·s. Certains récits fort orientés, à l'image du célèbre roman de James A. Michener *The Bridge at Andau*, témoignent de partis-pris anticomunistes²⁹⁵. En ce qui concerne les motifs d'émigration des fugitif·ve·s hongrois·es, nous souhaitons mentionner deux études parues peu après l'exode, l'une consacrée aux réfugiés, l'autre portant plus généralement sur l'Europe de l'Est. Les deux ont comme point commun d'être présentées comme l'œuvre de témoins oculaires.

Celle de Martin E. Bursten, *Escape from Fear. An Eyewitness Report of the Flight*, parue en 1958, a un objectif clair : montrer la nécessité d'assouplir les conditions d'admission aux États-Unis des transfuges de pays communistes. Pour ce faire, le livre s'emploie à donner une image exemplaire des réfugié·e·s hongrois·es. Cette démarche idéalisante s'avère majoritaire dans les études contemporaines, qu'elles soient celles d'œuvres d'entraide, de la presse ou du

²⁹³ Gál et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., p. 63.

²⁹⁴ Voir *infra*, chapitre 6 : 7. Après le retour.

²⁹⁵ James A. Michener, *Le Pont d'Andau*, Versailles : Omblage Editions, 2017 [1957].

monde académique. Bursten, présent en Autriche au moment de l'arrivée des réfugié·e·s, rapporte dans son livre un point de vue très répandu en Occident :

For some days the refugees have been pouring over the border into Austria – refugees driven by fear of persecution, retaliation, torture, death. [...] The story of mass migration is not new, but tonight I saw the greatest human flight from terror ever recorded in such a small period of time.²⁹⁶

Ce type d'étude fait en outre régulièrement référence à des déportations à l'intérieur du pays et invoque la peur qu'elles suscitent pour expliquer la fuite de 200 000 personnes en quelques semaines²⁹⁷. Ce discours est analysé en ces termes par l'historien Peter Gatrell : « refugees were portrayed as victims of communist tyranny who had escaped < carnage and deportations > in order to find < liberty and justice > »²⁹⁸. Les médias ne sont pas en reste. À titre d'exemple, un lecteur de la *NZZ* lira dans plusieurs éditions que les Hongrois ont quitté leur pays le plus souvent « par peur des déportations »²⁹⁹. Les actualités filmées du Ciné-Journal en Suisse évoquent elles aussi avec emphase « les fugitifs sauvés de la mort et de la déportation »³⁰⁰. Même si la déportation de meneurs de la Révolution en Union soviétique avait été interrompue fin 1956, ces rumeurs persistantes – elles avaient d'ailleurs un noyau de vérité puisque des déportations avaient été amorcées³⁰¹ – ont eu un impact non seulement sur les discours des observateurs mais aussi probablement sur ceux des réfugié·e·s. En Hongrie, des informations contradictoires circulent : d'un côté, des tracts et articles résistants annoncent des déportations au cours du mois de novembre ; de l'autre, les radios hongroises s'efforcent d'appeler le peuple à ne pas croire à ces « fausses rumeurs provocatrices »³⁰². Tout cela laisse penser que la peur des déportations, véritable *leitmotiv* des journalistes occidentaux, a été ressentie ou intégrée par beaucoup de réfugié·e·s, avant ou après leur émigration. Lors d'une enquête menée à Vienne en décembre 1956 sur la base de témoignages de 1 000 personnes, la majorité, à la question « pourquoi avez-vous fui la Hongrie », a coché

²⁹⁶ Martin A. Bursten, *Escape from Fear. An Eyewitness Report of the Flight of 200'000 Hungarians and its Aftermath*, New York : Syracuse University Press, 1958, p. 70.

²⁹⁷ Outre Bursten, l'écrivain anglais d'origine hongroise George Mikes mentionne des déportations « de masse » en novembre 1956. Avec des phrases comme « personne n'aurait su dire combien d'individus avaient déjà été déportés » et des termes comme « camps de concentration », ainsi que la diffusion de chiffres des victimes complètement fantaisistes, Mikes participe lui aussi à une certaine désinformation : George Mikes, *La révolution hongroise*, Paris : Gallimard, 1957, ici pp. 233 et 261.

²⁹⁸ Peter Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 111.

²⁹⁹ Par exemple, « Die Flüchtlinge an der österreichisch-ungarischen Grenze », 12 novembre 1956 ; « Hilfeleistung für die Flüchtlinge aus Ungarn », 14 novembre 1956 ; « Die schweizerische Hilfsaktion für das ungarische Volk », 19 novembre 1956.

³⁰⁰ « Pour les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 30 novembre 1956, (0747-3), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975), minutes 1:29 à 2:19. En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0747-3 (18.08.2017).

³⁰¹ Nations unies (éd.), *Rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie*, New York : Nations Unies, 1957, pp. 137-141.

³⁰² *Ibid.*, p. 137.

la case « peur »³⁰³. Dans ce cas, les questionnaires occidentaux avaient donné des réponses prédéfinies. Plus tard, ce motif est avancé par les réfugié·e·s dans des formulaires, cette fois-ci sans cases définies, une fois en Suisse³⁰⁴.

Deux ans après Bursten, une étude de Leslie Bain, correspondant de *The Reporter* présent à Budapest pendant l'Insurrection, donne un tout autre regard sur les réfugié·e·s, un regard minoritaire en Occident et qui, en 1956, aurait pu passer pour de la propagande communiste³⁰⁵. Dans son livre paru en 1960, *The Reluctant Satellites : an Eyewitness report on East Europe and the Hungarian Revolution*, il juge de manière très critique les divers usages politiques de la Révolution et, dans un commentaire lapidaire, brosse un tableau très négatif des réfugié·e·s :

Only a very small proportion of the refugees represented the revolutionaries and not more than 10 per cent were representative of Hungary as a nation. The rest were opportunists who came out to seek their fortunes elsewhere, posing as freedom fighters. Ambitious scientists, workers, and peasants made up half of this group, and the other half consisted of juvenile delinquents, hoodlums, escaped convicts, prostitutes and ne'er-do-wells. [...] Here was another dilemma for the West. To explain that a large proportion of the heroic freedom fighter who made such good copy in the world press were scum, and to refuse them, would have created an impossible situation. There was nothing for the West to do but to accept them and cover up the ugly picture visible below the surface.³⁰⁶

Ces deux extrêmes mettent en évidence une forme de tabou progressivement dévoilé. Les observateurs occidentaux présents en Autriche ainsi que les œuvres d'entraide se rendent compte que l'écrasante majorité des réfugié·e·s ne correspond pas, à proprement parler, à des « combattants de la Liberté »³⁰⁷. En témoignent les résultats d'études confidentielles, comme celle de László Mráz pour le compte de l'Office d'aide aux réfugiés d'Aarau³⁰⁸. Son rapport concluait que seuls 10% des réfugiés auraient été impliqués dans la Révolution, 60% seraient

³⁰³ International Research Associates, *Hungary and the 1956 Uprising : Personal Interviews with 1,000 Hungarian Refugees in Austria*, New York, 1957, cité par James P. Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 : From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies* 9, 2016, p. 124.

³⁰⁴ Même si, dans le cas de la Suisse, les réfugié·e·s ne doivent pas justifier leur fuite car l'asile leur a été accordé collectivement, ils et elles doivent néanmoins répondre à la question « Pourquoi ne retournez-vous pas dans votre pays d'origine ? » dans des demandes de secours et leurs demandes de titre de voyage, document permettant aux réfugié·e·s de se rendre dans un autre pays que celui où ils et elles ont obtenu l'asile. Nous avons consulté une centaine de demandes. Les réfugié·e·s inscrivent généralement des formules telles que « à cause des déportations » ; mais aussi « événements de 1956 » ; « Russes en Hongrie ». CH-BAR#E4264#N.

³⁰⁵ Si sa position anticommuniste est indubitable, Leslie Bain, né aux USA de parents irlandais et hongrois, a l'avantage, par rapport à la majorité des autres correspondants en 1956, de parler le hongrois et de s'être rendu plusieurs fois en Hongrie au cours de l'année 1956. Ses analyses sont encore utilisées par les historien·ne·s.

³⁰⁶ Leslie B. Bain, *The Reluctant Satellites : an Eyewitness Report on East Europe and the Hungarian Revolution*, New York : Macmillan, 1960, p. 187.

³⁰⁷ Philipp Ther, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017, p. 239.

³⁰⁸ Christine Banki, Christoph Späti, « Ungarn, Tibet, Tschechien und Slowakei. Bedingungen ihrer Akzeptanz in der Schweiz der Nachkriegszeit », in : Carsten Goehrke et Werner G. Zimmermann (éds.), *Zuflucht Schweiz : der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich : Hans Rohr, 1994, pp. 376-377.

partis en raison de leur attirance pour l'Occident, 27 % des « suiveurs » et 3% des jeunes en quête « d'aventure » et souhaitant « voir le monde »³⁰⁹.

Mais dans la presse et les médias, la peur demeurait le motif principal des réfugié·e·s. Réelle ou supposée, la crainte – d'un retour des méthodes de Rákosi, des déportations, de la guerre, des Russes – présentait le double avantage d'être un motif de départ peu contestable et de servir le message anticomuniste des commentaires occidentaux.

... et des remises en question

Les historien·ne·s ont conscience de l'enjeu idéologique autour de l'image des réfugié·e·s et contribuent progressivement à leur « déshéroïsation »³¹⁰. Pour des raisons évidentes, c'est d'abord dans la Hongrie de Kádár que les historien·ne·s cherchent à décrédibiliser les dissident·e·s. Après la propagande des premières années du régime Kádár, des études plus sérieuses s'attellent à l'émigration hongroise. En 1974, un ouvrage publié en hongrois par Kázmér Nagy, un exilé de 1948, mettait en évidence les disparités et les contradictions au sein de la diaspora 1956 et dénonçait subtilement l'égoïsme des Hongrois occidentaux³¹¹. D'après l'historienne Nóra Székér, Nagy travaillait en fait sur mandat du régime³¹². En 1985, l'historienne Julianna Puskás estimait que seuls 5% des réfugié·e·s avaient participé aux combats³¹³. En Occident aussi, progressivement, la recherche sur l'exode hongrois et sur les réfugié·e·s de la Guerre froide a tendance à relativiser la validité de leurs motifs, voire à minimiser les souffrances à l'origine de leur exil³¹⁴. Enfin, après la chute du mur de Berlin et

³⁰⁹ Sur les enjeux de cette étude que nous n'avons pu retrouver dans son intégralité : David Zimmer, *Ungarn vererben ? : intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne : P. Lang, 2011, p. 89. Birkás, quant à elle, estimait que c'est parce que Mráz ressentait une certaine jalousie comme ancien réfugié, plutôt mal accueilli par rapport à ses compatriotes de 1956, qu'il les juge avec sévérité : Judit Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung*, [Travail de licence en histoire], Bâle, 1983. Quant à Emil Pintér, ce psychiatre probablement sympathisant du régime Kádár, il va même plus loin en affirmant que ce pourcentage pourrait tomber à 5%, car de nombreux réfugié·e·s affirmeraient avoir participé au soulèvement pour s'attirer les faveurs de leurs interlocuteurs. Emil Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Basel, New York : Karger, 1969, pp. 47-51.

³¹⁰ Le terme « Deheroisierung » est de Béla Rásky, « « Flüchtlinge haben auch Pflichten » », *art. cit.*, p. 2.

³¹¹ Kázmér Nagy, *Elveszett alkotmány : vázlat az 1944 és 1964 közötti magyar politikai emigráció kialakulásáról* [La constitution perdue : esquisse du développement de l'émigration politique hongroise entre 1944 et 1964], Munich : Aurora Könyvek, 1974.

³¹² Entretien avec Nóra Székér, Budapest, 23 septembre 2015.

³¹³ Julianna Puskás, « Elvándorlások Magyarországról 1945 óta és a magyar diaszpóra néhány jellegzetessége az 1970-es években » [Les émigrations de la Hongrie depuis 1945 et quelques caractéristiques de la diaspora hongroise dans les années 1970], in : János Molnár, Sándor Orbán, Károly Urbán (éds.), *Tanulmányok a magyar népi demokrácia negyven évéről* [Études sur les 40 années de la Démocratie populaire hongroise], Institut pour l'histoire du parti socialiste et ouvrier hongrois et Institut d'histoire de l'Académie hongroise des sciences : Budapest, 1985, p. 247.

³¹⁴ Par exemple, Michael Marrus généralise la « vague de 1956 » ainsi : « puis quand les chars russes investissent la capitale, des émigrés plus impliqués politiquement et souvent jeunes, quittent les cendres encore fumantes de la révolution. En même temps qu'eux et jusqu'à la fin 1956, déferle une gigantesque vague de Hongrois moyens,

la fin de la Guerre froide, des statistiques sur les dissident·e·s révélées par des sources hongroises en 1991 montraient la prédominance des personnes originaires de Transdanubie parmi eux, ce qui accréditait le postulat selon lequel la plupart des réfugié·e·s n'avaient pas pris part aux combats³¹⁵. Plus récemment, le concept du *push-pull*³¹⁶ permettait de mobiliser un juste milieu entre répulsion du régime communiste et attraction du monde occidental :

The immigrants' decision to leave their homeland seems deceptively simple from an American Cold War perspective : they were fleeing from past or future persecution and in anticipation of future reprisals. Interviews in James Michener's *Bridge at Andau* (1957), Martin Bursten's *Escape from Fear* (1958), and other surveys of the emigrants led to the conclusion that motives of fear and of opportunity – that is, the push of Communist repression and the pull of political and economic freedom – were both present in the decision of many emigrants to leave.³¹⁷

Si ce binôme peur-opportunité est au premier abord fort séduisant pour expliquer l'exode hongrois, il s'avère assez réducteur. À la multiplicité des causes d'émigration à l'échelle individuelle s'ajoute la variété des raisons au sein du groupe. Ainsi, il y a dans cette vague de 1956 des profils forts divers. Par exemple, Pierre Kende, intellectuel exilé en France début 1957 et nagyiste convaincu échappe à une arrestation fort probable, car il a lancé un journal pro-Nagy avec son cousin Miklós Gimes. Ce dernier décide, lui, de rester à Budapest et est exécuté en 1958, alors qu'il n'avait nullement pris part au soulèvement armé³¹⁸. Autre exemple de profil : Jutka Sponga. Jeune ouvrière originaire de la banlieue de Csepel issue d'un milieu particulièrement pauvre, elle est devenue l'une des icônes de la Révolution grâce à un célèbre cliché de Paris-Match³¹⁹. Protagoniste du soulèvement, elle aussi risque gros si elle rentre en Hongrie, d'autant que les autorités hongroises collectionnent les photos des insurgé·e·s publiées dans la presse occidentale pour déterminer les coupables des violences. Mais, à leurs côtés, dans les camps de triage autrichiens, il y a aussi de nombreuses personnes dont la fuite ne dépend pas directement des événements.

Les sociologues comme Stéphane Dufoix ont montré qu'il était illusoire de définir en bloc une vague d'émigration telle que celle de 1956, même si elle semble homogène de prime

mus par le désir pressant de s'installer à l'étranger » : Michael Marrus, *Les exclus : les réfugiés européens au XXe siècle*, Paris : Calmann-Lévy, 1986, p. 364.

³¹⁵ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio 4* (1991), pp. 174-211.

³¹⁶ Ce concept avait été développé par Everett S. Lee, « A theory of migration », *Demography* 3 (1), 1966, pp. 47-57. Pour un excellent aperçu de l'évolution théorique des concepts liés à la décision d'émigrer, voir : Étienne Piguet, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales* 29 (3), 2013, pp. 141-161.

³¹⁷ Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 », *art. cit.*, p. 124.

³¹⁸ Pierre Kende (interrogé par Jacques Rupnik), « Traumatisme et référence », in : Collectif, *L'Autre Europe*, n°11-12, *Trente ans d'oppositions*, Paris : L'Age d'Homme, 1986, pp. 3-11.

³¹⁹ Phil Casoar et Eszter Balázs, *Les héros de Budapest*, Paris : Editions Les Arènes, 2006.

abord³²⁰. Comme pour d'autres réfugié·e·s, les raisons qui les poussent à quitter du jour au lendemain famille, amis et biens matériels sont complexes, ce qui n'empêche pas d'observer différentes tendances dans cet exil collectif. Nous avons vu dans l'introduction que le concept *push-pull* est critiqué par des chercheur·euse·s en sciences sociales, car ils y voient une manière de nier la volonté propre des émigrant·e·s dont les décisions, selon le concept *push-pull*, ne seraient que le résultat de facteurs extérieurs³²¹. En accord avec cette vision, il nous semble important de nous mettre à la place des Hongrois·es en 1956, impliqué·e·s ou pas dans le soulèvement, habitant Budapest ou la province, enfant de « koulak » ou de cordonnier, intellectuel·le·s, aristocrates déchu·e·s, mécanicien·ne·s ou encore vagabonds de Csepel. L'incertitude liée à l'avenir du pays et la suite de leur propre vie, les promesses de cet Occident attirant et fantasmé, le pressentiment d'y être bien accueilli·e·s et surtout, la recherche d'une vie meilleure ont joué un rôle dans leur décision. En bref, ils et elles ont toutes les raisons de quitter cette Hongrie morose, puis chaotique, enfin et surtout, à la fin 1956, cette Hongrie demeurée désespérante.

L'espoir d'une vie meilleure. Catégorisation des motifs de départ

Les historien·ne·s s'étant penché·e·s sur le destin des réfugié·e·s de 1956 proposent chacune leur analyse et ont apporté les nuances nécessaires aux analyses du type de Bursten ou Bain. Nous avons regroupé les motifs d'émigration vers l'Ouest en quatre catégories : peurs et incertitudes ; souffrances et frustrations ; pressions sociales ; attentes et espérances. Il ne s'agit aucunement de proposer des estimations en proportions ou pourcentages, ni de hiérarchiser ou de juger la validité des motifs. Une personne accumule bien souvent plusieurs motifs, et de différents types, qui la poussent à quitter le pays. Par exemple, un motif classé dans le groupe « incertitude » peut très bien s'additionner d'espérances liées à une nouvelle vie dans un pays occidental.

Catégories de motif [ndlr : ce tableau est complété dans l'Annexe F].

1) Peurs et incertitudes
2) Souffrances et frustrations
3) Pression sociale
4) Espérances et attentes

³²⁰ Stéphane Dufoix, « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne des migrations internationales* 16 (3), 2000, pp. 147-164.

³²¹ Voir notamment : Hein de Haas, « The determinants of international migration : Conceptualizing policy, origin and destination effects », *IMI Working Paper Series* 32, 2011. En ligne : www.imi.ox.ac.uk, <https://www.imi.ox.ac.uk/publications/wp-32-11> (06.11.2017).

Même si le motif de la peur a été parfois gonflé par des observateurs occidentaux et si les menaces concrètes ne pèsent pas sur tout le monde de la même façon, il demeure pertinent. Le terme d'incertitude englobe une plus grande variété de sentiments liés à la décision d'émigrer. Il s'agit là du premier groupe de motifs. Nous avons mentionné les particularités de l'exode d'avant la deuxième intervention soviétique. Les premières personnes à fuir face à l'avènement de Nagy sont souvent des personnes qui craignent des représailles³²². Nombre de Hongrois·es voient de leurs propres yeux ou entendent parler des lynchages comme Mária Szőregi : « ces ávos [ndlr. les agents de la police politique] pendus, ces cadavres partout, c'était horrible »³²³. De la menace directe à l'incertitude face à l'évolution de cette violence, ces peurs jouent un rôle dans la décision de beaucoup de gens, et pas seulement des agents de la police politique et des fonctionnaires déchus, mais aussi des simples membres du Parti ou même des badauds³²⁴. Un autre motif de fuite pendant l'avènement de Nagy est lié aux craintes de pogroms ou d'actes antisémites. L'ampleur des manifestations d'antisémitisme pendant l'Insurrection hongroise a été interrogée dès 1956. Dans un premier temps niée par des auteurs occidentaux comme Mikes³²⁵ et simultanément gonflée par les commentaires au sein du régime de Kádár sur la « contre-révolution »³²⁶, l'existence des slogans et des actes antisémites est maintenant confirmée, même si les historien·ne·s relèvent leur caractère isolé. Certains des slogans de la frange droite des insurgé·e·s évoquent une forme de nationalisme dirigé contre les minorités, surtout israélites. On pouvait craindre des dérives, notamment en raison de la confession juive des dirigeants comme Rákosi et de la plupart des officiers supérieurs de l'ÁVH. La crainte d'une résurgence d'antisémitisme – latent dans la société hongroise – est, dans les derniers jours d'octobre, fondée. En outre, le récent traumatisme de l'holocauste a certainement motivé plus d'une personne à quitter définitivement le pays³²⁷. Après l'intervention soviétique, d'autres peurs animent les candidat·e·s à l'exil. Comme mentionné plus haut, cette peur supposée est commode parce qu'il n'y a nul besoin de la définir précisément. Elle collait parfaitement à l'image d'un régime de terreur : les gens fuyaient

³²² Voir notamment Marrus, *Les exclus*, *op. cit.*, p. 364.

³²³ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

³²⁴ Gémes, « Political migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 169 ; Marrus, *Les exclus*, *op. cit.*, p. 364.

³²⁵ Mikes, *La révolution hongroise*, *op. cit.*, pp. 194-196.

³²⁶ Comme par exemple, le Livre blanc de la Contre-révolution : Magyar Népköztársaság Minisztertanácsa Tájékoztatási Hivatala [Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire de Hongrie], *Ellenfőradalmi erőik a magyar októberi eseményekben* [Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre en Hongrie], Budapest, s. d.

³²⁷ Paul Lendvai, *Les Hongrois : mille ans d'histoire*, Lausanne : Les Éditions Noir sur Blanc, 2006, p. 542 ; Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 », *art. cit.*, p. 124.

parce qu'ils craignent cette terreur. Chez les réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s, ce motif revient relativement souvent. Mais de quoi ont-ils et elles peur au juste ?

Tout d'abord, il y avait parmi les réfugié·e·s des hommes et des femmes qui avaient pris part au soulèvement armé. Dès le 4 novembre, des groupes entiers prennent le chemin de l'Ouest craignant une arrestation prochaine. À titre d'exemple, une bonne partie du groupe des combattant·e·s de la rue Vajdahunyad, étudié par Casoar et Balázs, a décidé de rejoindre l'Autriche en catastrophe. L'un d'eux raconte :

Les Russes arrivaient de plus en plus nombreux et fouillaient maison par maison. Nous les avons combattus quelques temps. Gyula, un marin russe [...] qui s'était joint à nous et qui parlait un assez bon hongrois, ce pauvre gars a été tué, alors qu'il se tenait au milieu de la rue, criant aux soldats en russe : « Ne tirez pas, nous ne sommes pas armés ! » Bien sûr, nous avions des armes sous nos manteaux, mais seulement pour notre propre protection. La vérité, c'est que nous essayions de sauver notre peau car il n'y avait pas de raison de rester et multiplier le nombre de morts. [...] nous ne pouvions rien contre les mitrailleuses des chars T34.³²⁸

Le fait d'avoir participé même de loin au soulèvement peut probablement en motiver certain·e·s à rejoindre la frontière. C'est le cas du beau-frère de l'une de nos témoins, Mária Szőregi, qui a transporté nombre de blessés vers les hôpitaux et qui se sentait en danger³²⁹.

D'autres, en particulier les intellectuel·le·s soutenant le gouvernement Nagy tels que Miklós Molnár, Pierre Kende, Tamás Aczél ou Tibor Méray n'avaient pas pris les armes mais se sentaient à juste titre concernés par des mesures de rétorsion ou encore de censure future³³⁰. Certain·e·s émigrant·e·s appréhendent de devoir se positionner dans le futur régime. Ce sont les termes qu'emploie le poète György Faludy. Bientôt passé à l'Ouest, il craint, comme d'autres intellectuel·le·s par le passé, de se résoudre à la collaboration : « j'avais une épouse et un jeune fils. Si je restais, j'avais peur de craquer, d'entrer au Parti afin de survivre et de protéger ma famille »³³¹. Quand on sait que la police politique reconstituée du régime Kádár a procédé à plus de 20 000 arrestations alors qu'il y avait très probablement moins de 10 000 combattant·e·s³³², un large spectre de la population court effectivement le risque de subir des mesures de rétorsions. Le père de l'une de nos témoins, Edit Király, n'a pas pris les armes en 1956 mais il est le seul membre du Comité révolutionnaire mis en place pendant les quelques jours de liberté qui n'ait pas encore quitté le pays, il est poursuivi³³³. Lorsqu'il revient dans

³²⁸ Témoignage de László Jánoky cité par Phil Casoar et Eszter Balázs, *Les héros de Budapest*, Paris : Les Arènes, 2006, p. 74. Voir aussi sur les combattants du 8^{ème} arrondissement : László Eörsi, *Corvinisták 1956 : a VIII. kerület fegyveres csoportjai* [Les gars de Corvin : les groupes armés du 8^{ème} arrondissement], Budapest : 1956-os Intézet [Institut 1956], 2001.

³²⁹ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

³³⁰ D'autres, comme le poète István Eörsi ou le romancier Tibor Déry, qui ont décidé de rester, ont été emprisonnés plusieurs années : Casoar et Balázs, *Les héros de Budapest*, op. cit., p. 110.

³³¹ Cité par Sebestyen, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, op. cit., p. 376.

³³² François Fejtő, *1956, Budapest, l'insurrection*, Paris : Complexe, 2006, p. 164.

³³³ Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

son village après avoir pris part aux manifestations, Áron Szücs, un autre témoin, a peur : « la moitié du village savait que j'avais pris part au soulèvement [...], je devais partir »³³⁴.

Même si l'on n'était pas impliqué directement dans les combats, la peur ou l'incertitude dépend aussi du pouvoir de ce que nous avons défini dans notre introduction comme l'« information fragmentaire »³³⁵. Nul ne sait comment va évoluer la situation et les candidat·e·s à l'émigration recueillent des informations incomplètes et souvent contradictoires par la radio, les journaux, les voisins, etc. On craint que les conflits dégénèrent en guerre civile, ou que les méthodes de terreur de masse à la Rákosi fassent leur retour. D'autres entendent des rumeurs sur la volonté des Russes de se venger à grande échelle contre l'affront du soulèvement hongrois³³⁶. Des ouï-dires plus fantaisistes sont relevés dans certains commentaires – les plus anticomunistes – comme l'un qui voudrait que les Soviétiques s'apprentent à procéder à une sorte de nettoyage ethnique et dépeupler la Hongrie³³⁷ ! La « peur des Russes », souvent associée au souvenir de la Deuxième Guerre mondiale, est régulièrement évoquée par nos témoins à l'instar de Magdolna Horváth qui s'exclame : « j'avais peur des Russes. [...] J'avais déjà vu tellement de choses pendant la guerre, des choses très graves »³³⁸ ou Zita Müller qui raconte comment, enfant, elle est restée terrée, accroupie dans sa maison au milieu de combats entre Soviétiques et Allemands, jusqu'à ce que son frère parvienne à venir la chercher en rampant jusqu'à elle³³⁹.

Deuxième groupe de raisons de départ : les souffrances et frustrations passées et présentes. Contrairement au premier groupe, ces raisons ne sont pas toujours liées aux événements de 1956 s'apparentant à un contexte favorisant un exil auquel on avait peut-être déjà songé. Il faut cependant aussi intégrer dans ce groupe certaines déceptions liées à l'écrasement de la Révolution, synonyme de la fin des espoirs de changement politique pour beaucoup de gens. Cet anéantissement en a poussé beaucoup à envisager leur avenir en exil³⁴⁰.

Nous avons évoqué l'étendue des souffrances, surtout sous le régime Rákosi, dans le chapitre précédent. Nos témoins, qui avaient pour la plupart une vingtaine d'années en 1956, mettent souvent en avant les souffrances de leurs parents pendant les entretiens. László Mándy insiste

³³⁴ Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

³³⁵ Voir *supra*, introduction : II. Des migrant·e·s et des revenant·e·s.

³³⁶ *Id.*

³³⁷ Bursten, *Escape from Fear*, *op. cit.*, p. 78.

³³⁸ Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

³³⁹ Entretien avec Zita Müller, 29 mai 2015.

³⁴⁰ On se rapportera aux écrits de Stéphane Dufoix qui a raconté le destin de ces groupes, décidés à lutter pour l'avenir de leur pays « à distance » contre le régime en place considéré comme illégitime : Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil : Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris : Presses Universitaires de France, 2002.

sur la confiscation de l'entreprise de ramonage de son père : le fait que son propre employé, depuis longtemps membre du Parti, en ait hérité a scandalisé Mándy³⁴¹. Zita Müller revient constamment sur le destin de sa mère. Celle-ci perd son premier mari sur le front en Russie, puis son deuxième époux, elle peine à s'en sortir après la guerre avec son emploi dans des bains et ses sept enfants, puis perd sa place lorsque les bains sont étatisés et est finalement emprisonnée pour une raison que sa fille ignore encore aujourd'hui³⁴².

Souvent, les souffrances et frustrations touchent les personnes elles-mêmes et leurs possibilités en terme d'études, de travail, de logement, etc., notamment en raison de leur classe. Le régime avait mis en place le système de « kader », une sorte de dossier, catégorisant chaque personne en fonction de son origine sociale et surtout, du métier de ses parents. Les individus sont répartis en catégories : les « M » (Munkás : ouvrier), les « P » (Paraszt : paysan), les « É » (Értelmiség : intellectuel, les professions libérales y sont inclues), les « E » (egyéb : autre), les « X », qui désignent les « ennemis du peuple », c'est-à-dire les fils d'officiers ou d'aristocrates, les hauts fonctionnaires du régime horthyste, etc.³⁴³.

Comme le raconte Nicolas Baudy dans son enquête :

Tout Hongrois avait un « kader », en sorte que le mot équivalait à celui de qualité. [...] il était devenu l'obsession et la croix de toute la population depuis l'entrée dans les classes enfantines jusqu'à la possibilité d'exercer un métier, que ce fût celui de conducteur de tramway ou de chanteur d'opéra³⁴⁴.

Parmi nos témoins, le père de Sándor Konrád était un physicien qui a étudié à l'École Polytechnique Fédérale de Zurich et était ami avec Albert Einstein³⁴⁵. En ce sens, il appartenait à une *intelligentsia* peu à peu tombée dans la disgrâce et poussée par le régime rákosiste vers la droite anticomuniste. Le régime s'efforce de remplacer cette ancienne *intelligentsia* par une nouvelle couche d'intellectuel·le·s et technicien·ne·s issue des familles ouvrières et paysannes. Les études supérieures étant réservées en priorité aux enfants de familles communistes et/ou « d'origine ouvrière », nombre de personnes originaires de la classe « X » ou même « intellectuelle », voient leurs possibilités se réduire comme peau de chagrin. C'est le cas de Sándor Konrád pour lequel les portes des écoles supérieures sont fermées. En 1956, il saisit l'occasion de partir et d'étudier à l'EPFZ comme son père³⁴⁶. La proportion d'enfants d'intellectuel·le·s n'est pas négligeable dans l'émigration de 1956. Et les déclassements professionnels sont loin de concerner seulement les intellectuel·le·s sous le régime communiste. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un œil à l'enquête de Baudy :

³⁴¹ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

³⁴² Entretien téléphonique avec Zita Müller, 29 mai 2015.

³⁴³ Baudy, *Jeunesse d'octobre*, op. cit., pp. 19-21 ; Fejtő, 1956, *Budapest, l'insurrection*, op. cit., p. 59-60.

³⁴⁴ Baudy, *Jeunesse d'octobre*, op. cit., pp. 19-21.

³⁴⁵ Entretien avec Sándor Konrád, Fribourg, 2 juillet 2013.

³⁴⁶ *Id.*

boulangers devenus ouvriers dans une fabrique de pain, commerçants devenus serveurs, cultivateurs déclassés en ouvriers agricoles, etc.³⁴⁷. Comment comprendre alors les motivations des fils et des filles de familles pauvres, censées être favorisées par le régime ? Parmi nos témoins appartenant à cette classe sociale, Béla Márai et Mária Szőregi reconnaissent tous deux que l'avènement d'une société qui se voulait plus égalitaire leur a apporté des possibilités impensables pour leurs parents. Troisième d'une fratrie de onze enfants et issue d'une famille de domestiques, Mária Szőregi confie sa reconnaissance envers le régime communiste³⁴⁸. Ce sont d'autres motifs qui l'ont poussée à partir. Dans le cas de Béla Márai, fils de marchand de chaussures de Sopron, il a lui aussi, selon ses dires, « bénéficié du système communiste » par exemple en obtenant une bourse pour aller étudier à Budapest de 1953 à 1956 (ce qui ne l'empêchait pas de devoir travailler à côté des études et partager une chambre avec six étudiants)³⁴⁹. Ses frustrations, comme tant d'autres, sont d'ordre politique. Il a vu « l'effervescence dans les milieux étudiants » s'opérer entre 1953 et 1956, il a nourri de grands espoirs pendant cette période. Puis, lorsque la défaite paraissait inéluctable, il a fallu repenser son avenir : « nous avons fui un régime dictatorial pour l'Occident. Nous nous considérions comme à l'école de la démocratie à l'Ouest, notre ambition était de l'amener ensuite en Hongrie »³⁵⁰.

Il faut encore ajouter d'autres motifs de frustration, pas forcément liés au régime, mais d'ordre familial, personnel ou social. Cela n'est que peu évoqué dans la littérature secondaire³⁵¹, mais une frange importante de réfugié·e·s est partie en quittant leur conjoint·e comme nous avons pu le vérifier dans diverses archives, notamment dans les fiches nominatives de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)³⁵². Le roman *Der Schwimmer* de Zsuzsa Bánk raconte le destin de deux enfants dont la mère a décidé de tout quitter en 1956 pour rejoindre l'Allemagne. L'auteure relate à la fois les errances du père avec ses deux enfants, tous trois restés en Hongrie et le devenir de la mère employée à la plonge

³⁴⁷ Baudy, *Jeunesse d'octobre*, op. cit., pp. 326-328.

³⁴⁸ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

³⁴⁹ Le système de bourse était assez défaillant, de sorte que les étudiant·e·s de province devaient travailler ou demander de l'aide à leurs parents pour s'en sortir : Nicolas Baudy, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris : La Table ronde, 1957, pp. 329-331.

³⁵⁰ Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

³⁵¹ Pour la Suisse on peut citer l'exception : Banki et Späti, « Ungaren, Tibeter, Tschechen und Slowaken », art. cit., p. 376. Parmi les nombreux textes portant sur 1956 et l'Autriche, Murber fait clairement mention de ce motif : « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., pp. 19-20. L'historienne rapporte que dans la vague de 1956, une femme mariée sur cinq a quitté le pays sans leur mari.

³⁵² AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek). Nous thématiserons également ce point dans *infra*, chapitre 6 : 8. Les revenant·e·s.

dans un restaurant en Allemagne³⁵³. Fuyant autant la misère de la campagne où « des enfants meurent parce qu'ils tombent dans la fosse à purin »³⁵⁴ que l'emprise de son mari, la mère de famille a pris le train sans mot dire. Sa fille, la narratrice, raconte : « ma mère n'a jamais contredit mon père. Elle l'a quitté. [...] Par la suite, [...] on raconta, après la messe, que ma mère était montée dans le train avec une amie, sans une valise, sans un sac, sans dire au revoir »³⁵⁵. Pour beaucoup de réfugié·e·s, partir signifiait changer de vie, ce qui se traduisait bien souvent par quelque mensonge au moment de s'enregistrer auprès des autorités des pays d'accueil³⁵⁶. C'est ce que suggère l'une de nos témoins, Zita Müller qui se base sur une blague circulant parmi les Hongrois·es en Suisse : « Nous sommes tous nés à Buchs ! »³⁵⁷, Buchs étant le lieu d'enregistrement des réfugié·e·s sur la frontière austro-suisse.

Un autre motif apparu tardivement dans la littérature secondaire est la fuite pour échapper à une situation critique : des criminel·le·s de droit commun ont pu sortir de prison dans le chaos de 1956 en même temps que les prisonnier·e·s politiques. Pour ces personnes, l'ouverture des frontières représentait une aubaine inespérée d'échapper à une condamnation³⁵⁸. Murber estime leur nombre à 3 ou 4 000³⁵⁹. Le ministre des Affaires étrangères autrichien avait même supputé que leur arrivée en Autriche était une politique délibérée des autorités hongroises qui auraient la consigne de laisser les prisonnier·e·s passer la frontière³⁶⁰.

Troisième groupe de motifs de départ : la pression sociale. De nombreux témoins mentionnent le fait d'avoir été entraîné·e par un tiers, la plupart du temps, un mari. Un cas emblématique en Suisse est le parcours de la romancière Agota Kristof. Réfugiée encore anonyme en 1956, elle ne cache pas les raisons de son exil : elle a suivi – bien malgré elle – son mari, contraint de fuir en raison de ses activités littéraires « subversives »³⁶¹. Elle déclare sans ambages : « quand je me suis mariée en Hongrie, j'aurais dû aller en faculté. Quand je suis arrivée en Suisse, j'aurais dû exiger de mon mari que je fasse des études, et non lui »³⁶². Milan Kundera relate bien ce phénomène à travers les dires d'Irena, l'héroïne de *L'ignorance* : « je me suis

³⁵³ Zsuzsa Bánk, *Der Schwimmer*, Francfort-sur-le-Main : S. Fischer, 2002.

³⁵⁴ Zsuzsa Bánk, *Le Nageur*, Paris : Points, 2005, p. 11.

³⁵⁵ *Ibid.*, pp. 15-16.

³⁵⁶ Ibolya Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », in : Ibolya Murber et Zoltán Fónagy (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, pp. 370-371.

³⁵⁷ Entretien avec Zita Müller, 29 mai 2015 ; Emil Pintér, « Ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung* (courrier des lecteurs), 11 décembre 2006.

³⁵⁸ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, pp. 78-79.

³⁵⁹ Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 366.

³⁶⁰ Ferenc Cseresnyés, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution*, *op. cit.*, p. 401.

³⁶¹ Agota Kristof, Interview par Riccardo Benedettini, *Music & Literature (features)*, juin 2016 (interview réalisé en juin 1999), En ligne : <http://www.musicandliterature.org/features/2016/6/8/a-conversation-with-agota-kristof> (20.11.2017).

³⁶² Marianne Meunier, « Agota Kristof, l'absente qui était toujours là », *La Croix*, 28 août 2014.

mariée très jeune, uniquement pour échapper à ma mère ». Irena décrit ce mariage comme une « faute irréparable commise à l'âge de l'ignorance » porteuse de lourdes conséquences :

Oui, oui, même mon émigration ! Elle aussi n'a été que la conséquence de mes décisions précédentes. J'ai émigré parce que la police secrète ne laissait pas Martin en paix. Lui, il ne pouvait pas vivre ici. Mais moi, si. J'ai été solidaire de mon mari et je ne le regrette pas. N'empêche que mon émigration n'a pas été mon affaire, ma décision, ma liberté, mon destin.³⁶³

L'une de nos témoins ne présente pas cet élément comme une contrainte mais simplement comme à une évidence : Mária Szőregi, mécanicienne dans une manufacture à Budapest au moment de l'Insurrection, raconte : « on n'a jamais fait de politique, on savait rien du tout. On s'est marié en mars 1956 [...] on avait notre petit appartement, un lit, tout juste pour vivre, ni chauffage, ni eau courante, et les toilettes dehors mais on était jeunes mariés, on s'en fichait ! ». Lorsque sa belle-sœur et son beau-frère annoncent à Mária et son mari leur désir de tout quitter pour le « Monde libre », le mari de Mária répond « si vous partez, on part avec vous ». Soixante ans plus tard, Mária commente : « mon mari a dit < on part >, on part »³⁶⁴.

Mais on ne suit pas seulement son conjoint ou sa conjointe. Parmi nos témoins, le Budapestois László Mándy, même s'il se convainc assez vite des avantages de la fuite, ne serait probablement pas parti si son collègue avec qui il restera ami toute sa vie, ne l'avait pas encouragé³⁶⁵. Zita Müller était, elle, à Győr, une ville qui avait été le théâtre de violences³⁶⁶. Les habitant·e·s entendent avec anxiété la rumeur incessante des canons et mitraillettes, d'autant que beaucoup de proches et amis sont engagés dans les combats. Son frère rentre un soir de novembre, paniqué, et prépare ses affaires : « je dois fuir... Viens-tu avec moi ? »³⁶⁷. Enfin, les enfants accompagnant leurs parents n'avaient pas vraiment de choix possibles. D'aucuns, comme Bálint Basilides, décrivent le traumatisme de devoir quitter leur vie, leur quartier et leurs camarades sans qu'ils ne comprennent vraiment pourquoi³⁶⁸.

Nous pouvons aussi mentionner le phénomène de la pression de groupe. Dans les villes frontières, on part souvent en groupe, avec sa classe ou sa famille. Dans ce contexte, il est possible que certaines personnes ne mesuraient peut-être pas toujours la portée de leur geste. Parfois, celles et ceux qui quittent le pays ne sont pas toujours vraiment préparé·e·s, des jeunes, apprenti·e·s, élèves partent sans argent, sans nourriture, parfois sans informer leurs

³⁶³ Milan Kundera, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, pp. 187-188.

³⁶⁴ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

³⁶⁵ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

³⁶⁶ Miklós Molnár, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1996, pp. 161 et 165.

³⁶⁷ Entretien avec Zita Müller, 29 mai 2015.

³⁶⁸ Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

parents³⁶⁹. D'autres cherchaient très clairement à se soustraire à leur situation familiale. Un exemple parmi d'autres retrouvé dans les dossiers de réfugié·e·s mineur·e·s de la Croix-Rouge suisse illustre bien ce cas de figure. La famille suisse d'un jeune réfugié non accompagné raconte :

Chez nous depuis 8 mois, il s'est montré avec les qualités et les défauts de son âge. Nous avons cependant appris il y a quelques mois que le récit de son départ de Hongrie était mensonger. Ses parents habitent à Mischolz-Tapolca [ndlr. Miskolctapolca] et non Budapest. Leur maison n'a pas été détruite et ils y sont bien vivants. Son récit avait été décidé avec un de ses camarades, qui tout comme lui, avait quitté sa famille par besoin d'aventure et ne voulait pas y être renvoyé.³⁷⁰

Le quatrième groupe de motifs désigne les motifs d'émigration porteurs d'attentes et d'espérances. Fils et filles « d'ennemi·e·s du peuple » devaient jusque-là composer leurs ambitions et aspirations professionnelles en fonction des obstacles. Même les détenteur·trice·s d'un bon « kader » n'avaient pas toujours vu leur niveau de vie s'élever comme ils et elles l'espéraient. Quitter le pays leur ouvre un nouvel horizon. Depuis plusieurs années, une grande partie de la population écoutait *Radio Free Europe* venter les avantages des démocraties occidentales et se forgeait progressivement l'image d'un « Monde libre », un horizon doré où la vie ne pouvait qu'être plus facile. D'aucuns espèrent trouver un bon emploi, bien payé, et après un an, pouvoir acheter une voiture³⁷¹. Dans un reportage de la Télévision suisse, un musicien réfugié en 1956 raconte, dix ans plus tard, cet espoir :

Bien souvent le soir quand je m'amusais avec la radio, en tournant le bouton, j'ai entendu Europe libre qui me racontait tellement de choses sur les pays de l'Ouest. [...] Un exemple que je peux jamais oublier : un ouvrier qualifié, avec un mois de salaire, il peut payer son loyer, son électricité, et puis la vie. Et en plus de ça, il reste encore [de l'] argent économisé, avec ça, ça me permettait d'acheter deux complets, deux paires de souliers, une chemise et puis une cravate.³⁷²

Comme la littérature l'a en outre relevé, beaucoup de jeunes Hongrois·es ont, pour la première fois depuis 1948, l'occasion de sortir du pays et « voir comment c'est de l'autre côté »³⁷³. Nombre d'entre eux ont auparavant vu leur demande de visa échouer, c'est le cas par exemple de beaucoup de Juif·ve·s dont la demande était presque systématiquement refusée. D'autres décrivent la fuite vers l'Occident comme un « voyage d'étude »³⁷⁴. L'un de nos témoins,

³⁶⁹ Sur les jeunes : Edda Engelke, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich 1956/57 », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016*, op. cit., pp. 9-17 ; Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., p. 64.

³⁷⁰ Lettre d'une famille d'accueil à Monseigneur Pfeiffer, aumônier des Hongrois à Fribourg, 27 juin 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

³⁷¹ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 21.

³⁷² *Continents sans visa*, Télévision suisse romande, 6 octobre 1966, min. 11:08 à 11:53. En ligne : <https://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3436096-les-hongrois-en-suisse.html> (16.05.2018).

³⁷³ Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013. Ther, *Die Aussenseiter*, op. cit., p. 239.

³⁷⁴ Tamás Kanyo, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in : Collectif, *Jahrbuch für Europäische Geschichte*, 7, 2006, p. 92 ; Kanyo, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in : Collectif, *Die ungarische Schweiz*, op. cit., pp. 43-51, p. 44.

Zoltán Tóth, s'exclame : « le monde entier était ouvert devant nous ! », alors qu' Imre Kovács estime qu'il a quitté Győr « pour voir le monde »³⁷⁵.

Dans le même groupe de motifs, il faut aussi signaler un phénomène ayant trait à la misère de certaines familles et aux espoirs d'y remédier. En misant sur l'avenir³⁷⁶. Il s'est avéré que beaucoup d'enfants non accompagnés étaient expédiés en Occident par leurs parents³⁷⁷. Un rapport du Fonds des Nations Unies pour l'aide aux réfugiés (UNREF) relève que des enfants de moins de 14 ans ont été envoyés en Autriche avec une note de leurs parents demandant à ce qu'ils soient acheminés en Australie, en Allemagne ou une autre destination³⁷⁸. Des dossiers de mineur·e·s non accompagné·e·s conservés dans les archives de la Croix-Rouge laissent penser qu'un nombre considérable d'enfants de familles nombreuses en milieu rural ont été envoyés en Occident³⁷⁹. Mais des adultes partent aussi dans l'espoir de pouvoir aider leurs parents depuis l'étranger. C'est le cas du mari de l'une de nos témoins Josette Szabó : « il pensait mieux aider ses parents de l'extérieur parce que c'était une famille nombreuse et qu'ils étaient ric-rac »³⁸⁰. Diverses attentes peuvent s'ajouter à cette dernière catégorie, parmi lesquelles, vivre en sécurité, dans un pays libre et dans de bonnes conditions matérielles.

En conclusion, s'il y a un dénominateur commun à tous ces motifs, tant au niveau collectif qu'individuel, c'est bien l'espoir de trouver une vie meilleure hors de Hongrie.

Une population hétérogène

Dans un rapport réalisé par le Département militaire suisse après l'arrivée des 10 000 réfugié·e·s sur le territoire, un responsable expliquait :

Ces personnes représentaient toutes les couches de la population. On y trouvait des fonctionnaires, des soldats, des étudiants, des manœuvres, des écoliers, des ingénieurs, des avocats et quelques travailleurs de la terre. Parmi eux, on dénombreait des communistes, des anti-communistes, des contre-révolutionnaires ayant participé à la révolution d'octobre. Les religions comptaient des adeptes du catholicisme, du calvinisme et quelques juifs.³⁸¹

Globalement, ce rapport dit vrai. Il y a parmi les 200 000 Hongrois·es ayant franchi le Rideau de fer une grande variété de métiers, de colorations politiques et de religions. Les

³⁷⁵ Entretiens avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014 et Imre Kovács, Győr, 20 décembre 2015.

³⁷⁶ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 21.

³⁷⁷ László Mráz, *Tätigkeitsbericht, Zentralstelle für Flüchtlingshilfe*, Aarau, 1957, p. 162, mentionné in : Urban Stäheli, « Zu Hause, aber nicht daheim » : *Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich : Volkswissenschaftliches Seminar der Universität Zürich, 2006, p. 65.

³⁷⁸ UNREF Executive committee, Standing programme Sub-committee, 28.01.1957. (4ème session, Provisional Summary record of the 22th meeting, Palais des Nations, 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 2. Le gouvernement autrichien a mandaté la Croix rouge internationale pour retrouver les parents. S'ils étaient en Hongrie, l'enfant devait être renvoyé auprès des autorités hongroises (p. 13).

³⁷⁹ CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

³⁸⁰ Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

³⁸¹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 22, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434.

observateurs occidentaux ont dégagé certaines tendances socio-professionnelles, vérifiables dans des sources hongroises tenues secrètes jusqu'en 1991³⁸². D'après ces statistiques, 193 885 personnes auraient quitté la Hongrie entre le 23 octobre 1956 et fin mai 1957. Les autorités hongroises sont parvenues à récolter les données (âge, profession, sexe, lieu d'établissement, état civil) de 151 731 personnes³⁸³. Quelles sont les tendances de ce groupe social en termes d'âge, de formation professionnelle, d'origine, de sexe, d'état civil ?

Sources occidentales et hongroises constatent le jeune âge de la majorité des réfugié·e·s. La tranche d'âge des 15-39 ans représente 72% de l'émigration de 1956, parmi lesquels une majorité de jeunes adultes (21% ont entre 20-24 ans). Le pourcentage des enfants enregistrés (0-15 ans) s'élève à 14%³⁸⁴.

Quant à leurs métiers, contrairement à une vision fréquemment relayée y compris dans la littérature secondaire qui voudrait que les réfugié·e·s soient, pour la plupart, hautement qualifié·e·s, les sources hongroises montrent qu'en réalité, une majorité d'ouvriers composait cette vague migratoire³⁸⁵. La majorité de celles et ceux dont la profession est connue exerce des métiers « physiques » (63%) pour 25 % de professions dites « intellectuelles »³⁸⁶. Une tendance que Stéphane Dufoix a pu vérifier dans le cas de la France. Il a montré que l'ensemble des trois catégories d'ouvriers (non qualifiés, qualifiés, spécialisés) représente 57,8% des groupes professionnels, alors que les étudiants n'en représentent que 7% et les professions intellectuelles 4%³⁸⁷.

Quant aux foyers d'émigration, nous avons déjà mentionné la grande proportion parmi les réfugié·e·s de personnes établies en Transdanubie. Toujours selon l'Office de statistiques hongrois, plus de deux tiers des réfugié·e·s résidaient dans cinq régions du nord-ouest : Budapest, Győr-Sopron, Vas, Komárom et Veszprém³⁸⁸. Les régions jouxtant l'Autriche sont particulièrement touchées. On connaît l'exemple célèbre de Sopron, ville frontière s'étant

³⁸² KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio 4* (1991), pp. 174-211.

³⁸³ Les pourcentages tirés de cette étude concernent donc les 151 731 « émigrés illégaux » enregistrés. KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, p. 175.

³⁸⁴ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, 4. Az illegálisan külföldre-távozottak kor szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon l'âge], pp. 183-184.

³⁸⁵ La littérature secondaire corrige désormais cette déformation en mettant en avant la grande proportion des ouvrier·e·s, à l'instar de Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 22.

³⁸⁶ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, 6. Az illegálisan külföldre távozottak foglalkozás szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon la profession], pp. 89 et suivantes.

³⁸⁷ Stéphane Dufoix, « La réfraction : 1956 en exil », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Age d'Homme, 2006-2007, Tableau n°1 : Composition socio-professionnelle des migrants hongrois de 1956 en France, p. 109.

³⁸⁸ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, 1. Az illegálisan külföldre távozottak utolsó állandó lakóhelyük szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon le dernier lieu d'établissement], p. 174.

quasiment vidée à la suite de l'écrasement de l'Insurrection³⁸⁹. 81 000 personnes ont quitté la capitale pour l'Occident³⁹⁰, soit quatre Budapestois-es sur 100³⁹¹.

D'après les statistiques des autorités hongroises, parmi celles et ceux dont on a pu récolter les données, 66% des réfugié-e-s sont de sexe masculin³⁹².

L'état civil des réfugié-e-s a également été évalué : les statistiques hongroises indiquent que 59% sont célibataires³⁹³. Pour les hommes, cette proportion s'élève à 65,4%, pour les femmes, 46,3%. Le phénomène évoqué plus haut, à savoir que beaucoup de femmes suivent leur mari, se vérifie : le pourcentage de femmes mariées quittant le pays (44,9%) est plus élevé que celui des hommes mariés (30,5%)³⁹⁴.

2.3 DES REALITES ET UNE MEMOIRE MYTHIFIEE

L'exode de 1956 n'est pas sans conséquence pour la démographie hongroise vu la moyenne d'âge très jeune de ce groupe³⁹⁵. Ce déficit vient s'ajouter à une baisse de natalité constatée dès 1956, à laquelle la légalisation de l'avortement (1956) et les réticences à fonder une famille ne sont probablement pas étrangères³⁹⁶. Outre ce déséquilibre certain en termes d'accroissement naturel, l'émigration soudaine de 1956 modifie également la composition de la population : déjà moins nombreux, les hommes deviennent encore plus rares³⁹⁷. À la suite de l'intervention soviétique, le plébiscite que représente l'exode de 1956 contre la prise de pouvoir de Kádár a aussi causé ce qu'on appelle aujourd'hui une fuite des cerveaux, fatale pour le régime. Même si ces professions ne sont pas dominantes dans la vague de 1956, le départ d'universitaires, médecins, intellectuel-le-s, ouvrier-e-s spécialisé-e-s, ingénieur-e-s aura des conséquences économiques incontestables pour un si petit pays³⁹⁸. À titre d'exemple, la

³⁸⁹ Gémes, « Political migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 169.

³⁹⁰ *Ibid.*, p. 2.

³⁹¹ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 20.

³⁹² Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 22 ; KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, 3. Az illegálisan külföldre távozottak nemek szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon le sexe], p. 182.

³⁹³ Mais, parmi eux 14% ont moins de 15 ans.

³⁹⁴ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, 5. Az illegálisan külföldre családi állapot szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon l'état civil], p. 188.

³⁹⁵ Zoltán Dövényi, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in Ungarn 1918–1995 », in : Gerhard Seewann (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918–1995*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 18.

³⁹⁶ Le « surplus » de femmes en 1956 correspond à la situation de 1949, liée à la mort d'hommes pendant la guerre : Ferenc Szabó, *Demográfiai problémák biztonságpolitikai vonatkozásai egykor és ma* [Les circonstances en terme de politique de sécurité des problèmes démographiques jadis et aujourd'hui], Budapest : Zrínyi Miklós Nemzetvédelmi Egyetem, 1999, pp. 353-361.

³⁹⁷ Gusztáv D. Kecskés, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest ; Paris ; Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005, p. 319.

³⁹⁸ Dövényi, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in Ungarn 1918–1995 », *art. cit.*, p. 20.

ville de Sopron souffrira d'un manque de médecins spécialisés jusqu'à 1975³⁹⁹. Parfois, des classes entières d'université et plus rarement, des facultés entières – comme la faculté des sciences forestières de Sopron – prennent le chemin du « Monde libre ». Nous le verrons, c'est d'ailleurs l'un des éléments qui encouragera le régime Kádár à lancer une politique d'amnistie.

Dans l'un des seuls livres hongrois entièrement dédiés à l'émigration hongroise de 1956, Péter János Sós explique que la décision de quitter le pays ou non a imprégné toute une génération⁴⁰⁰. Les témoins racontent l'apparition d'un fossé entre ceux qui ont choisi de partir et ceux qui sont restés, comme Zoltán Tóth qui évoque la « rage envers ceux qui sont partis »⁴⁰¹. Un discours largement répandu voudrait que les émigrant·e·s ont été gagnants (« Ah, tu as passé là-bas, tu vis bien maintenant ! »⁴⁰²) et qu'ils n'ont pas souffert autant que celles et ceux qui ont enduré la vie en Hongrie post-1956. Les « cinquante-sixards » avaient « lâchement » quitté le pays alors que ceux qui étaient restés avaient souffert des effets de 1956. Ce mépris est parfois doublé d'une forme de jalousie lorsqu'ils ont « bien réussi ». Durant nos entretiens, nous avons ressenti l'impact très concret de cette vision sur le vécu de certain·e·s réfugié·e·s. « On était mal à l'aise quand on sentait que les Hongrois qui étaient restés nous voyaient comme des riches », raconte par exemple Magdolna Horváth⁴⁰³. Plus rarement, d'aucuns expriment un sentiment de culpabilité : « je me voyais comme un traître... j'avais bénéficié d'une bonne formation en Hongrie et je suis parti, j'ai abandonné le pays comme tant d'autres jeunes »⁴⁰⁴.

En Occident, une mémoire mythifiée des réfugié·e·s de 1956 s'est constituée. Elle concerne notamment les circonstances et les raisons de l'émigration massive de 1956. Le fait que les commentaires de journalistes occidentaux ou de responsables de l'accueil, ne font pratiquement jamais mention d'aspects terre à terre, comme la nécessité pour de nombreux réfugié·e·s de payer grassement les passeurs, contribuent à cette forme d'héroïsation délibérée. Ces récits racontés en Occident offrent un fort contraste avec les aveux de celles et ceux qui, quelques semaines ou mois plus tard, reviendront en Hongrie et qui devront confesser leur fuite auprès des autorités. Les revenant·e·s devront donner tous les détails de leur périple y compris les moins flatteurs.

³⁹⁹ Rásky, « « Flüchtlinge haben auch Pflichten » Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 4.

⁴⁰⁰ Péter János Sós, *Magyar exodus : Magyar menekültek Nyugaton 1956-1959* [Exode magyar : réfugiés hongrois à l'ouest 1956-1959], Budapest : Gondolat, 2005, pp. 9-10.

⁴⁰¹ Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014.

⁴⁰² *Id.*

⁴⁰³ Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

⁴⁰⁴ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

Au moment de décider de tenter de rejoindre l'Occident, puis sur le chemin de l'exil, s'ouvre, pour la personne qui l'entreprend, un spectre des possibles, positifs (atteindre l'Autriche, y être accueillie, y construire une vie en accord avec ses aspirations...) et négatifs (être arrêtée en route, être déçue une fois en Occident...).

La frontière derrière soi, que se passe-t-il en Autriche et en Yougoslavie ? Quelle logistique pour accueillir les transfuges ? Comment ces derniers ont-ils vécu ce passage à l'Ouest ? Le chapitre suivant vise à répondre à ces questions. La perspective change. Nous parlions jusqu'ici d'émigration, nous évoquons maintenant l'immigration des réfugié·e·s hongrois·es dans le « Monde libre ».

Deuxième Partie : les immigrant·e·s

La vérité n'est pas dans la Convention de Genève mais dans son application, les règles du jeu de l'asile évoluent à travers les interprétations qui en sont faites, elles sont souples et joyeuses, elles ondulent selon le contexte, elles chatoient selon la lumière du moment. [...] cela n'avait rien d'exceptionnel, les migrants venus de l'Est bénéficiaient d'un bonus guerre froide, leur choix de passer à l'Ouest était comme une petite victoire, une confirmation de la supériorité du modèle démocratique-capitaliste, du coup, leur dossier était traité avec bienveillance et décontraction. Et vos parents avaient le profil idéal, ils étaient excessivement diplômés [...] le monde libre adorait piquer au bloc communiste ses éléments les plus brillants, regardez chez vous c'est tellement pourri que vos élites intellectuelles se barrent, et vous savez quoi, on les accueille à bras ouverts. [...] Vous déglutissez, alors c'était, alors c'était, alors c'était un asile politique de complaisance ?

Nina Yargekov, *Double nationalité*, Paris : Pol Editeur, 2016, pp. 219-222.

Les Français, tu sais, ils n'ont pas besoin d'expérience. Les jugements, chez eux, précèdent l'expérience. Quand nous sommes arrivés là-bas, ils n'avaient pas besoin d'informations. Ils étaient déjà bien informés que le stalinisme est un mal et que l'émigration est une tragédie. Ils ne s'intéressaient pas à ce que nous pensions, ils s'intéressaient à nous en tant que preuves vivantes de ce qu'ils pensaient, eux. C'est pourquoi ils étaient généreux envers nous et fiers de l'être.

Milan Kundera, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, p. 194.

Que représente le moment 1956 dans l'histoire de l'asile au XX^{ème} siècle ? S'inscrit-il dans une continuité ? S'agit-il d'une rupture ? D'une parenthèse ? Les réfugié·e·s hongrois·es bénéficieront collectivement de ce que Nina Yargekov – dans l'extrait ci-dessus – appelle le « bonus guerre froide », cette interprétation large de la Convention de Genève de 1951 qui permet à des personnes d'obtenir l'asile dans le monde occidental en premier lieu parce qu'elles fuient le communisme sans qu'on ausculte en détail leur passé et leur histoire.

Cette deuxième partie vise à expliquer les facteurs qui ont régi cet accueil dans les premiers pays d'asile des réfugié·e·s hongrois·es, en Autriche et en Yougoslavie (chapitre 3), puis dans un second pays, la Suisse (chapitre 4). Nous prendrons en compte le cadre institutionnel de cet asile, les enjeux liés au statut international de réfugié récemment élaboré et testé à grande échelle en 1956 sans toutefois négliger l'expérience concrète qu'en ont fait les réfugié·e·s. Cette deuxième partie revisite leur chemin une fois de l'autre côté du Rideau de fer. La mobilisation aussi bien de la société civile occidentale que de diverses autorités en leur faveur sera également abordée, de même que les expériences positives et les déceptions des réfugié·e·s dans le « Monde libre ».

CHAPITRE 3. UNE SOLIDARITE DE CIRCONSTANCE

Fin octobre, l'Autriche décide d'octroyer l'asile quasi automatique à celles et ceux qui fuient la Hongrie. Les réfugié·e·s traversent la frontière par milliers et découvrent l'autre côté du Rideau de fer. Qu'advient-il d'eux ? Quels acteurs leur viennent en aide et que fait-on pour leur trouver un nouveau foyer ? Comment expliquer la générosité autrichienne, bientôt additionnée de celle de nombreux états du « Monde libre » qui, tour à tour, s'annoncent prêts à accepter des contingents de réfugié·e·s ?

Bientôt, l'enthousiasme décline. Dès janvier 1957, les possibilités d'émigration dans un second pays d'asile s'amenuisent et nombre de réfugié·e·s se retrouvent à attendre dans les camps autrichiens... ou se mobilisent pour améliorer leur situation. Certains pays instaurant des critères de sélection, des polémiques s'invitent dans le débat et interpellent les deux côtés du Rideau de fer. Ainsi, du réfugié bienvenu, on passe bientôt à une logique de réfugié sélectionné. Quand il n'est pas suspect. Vienne et l'Autriche étaient déjà réputés pour être le carrefour de réseaux d'espionnage particulièrement actifs. La brusque arrivée de dizaines de milliers de transfuges active ces réseaux de manière nouvelle. Les autorités autrichiennes craignent en outre l'infiltration parmi les réfugié·e·s d'agent·e·s du régime Kádár qui seraient chargés de semer la zizanie dans les camps. Indépendamment de ce type de doutes, les gouvernements occidentaux, surtout non européens, sont de plus en plus frileux à accueillir des fugitifs. Ce sont particulièrement les réfugié·e·s arrivés tardivement en Yougoslavie qui font les frais de cette lassitude. Déjà précaire dans ce pays qui les accepte à contre cœur, leur situation met plusieurs mois à se clarifier.

Malgré cet essoufflement, la mobilisation en faveur des réfugié·e·s hongrois·es s'avère aussi forte qu'inédite. Pour clore le chapitre, une synthèse en résumera les grandes dynamiques. La plupart des études retiennent le succès que cet accueil est censé représenter. Étant donné notre questionnement de base, nous aurons à l'esprit que c'est pourtant bien dans ce contexte qu'une partie des personnes qui en ont bénéficié ont choisi de retourner vers leur pays, gouverné par un régime communiste sans pitié avec ses dissident·e·s passé·e·s à l'Ouest. À travers la compréhension de ce moment 1956 et l'exemple des réfugié·e·s hongrois·es, c'est un pan de l'histoire humanitaire du XX^{ème} siècle que nous nous souhaitons éclairer.

3.1 L'ENTHOUSIASME

De l'autre côté

Une fois arrivé·e·s dans le « Monde libre », les réfugié·e·s attirent l'attention des reporters du monde entier qui se pressent sur les zones frontières et décrivent le destin des fugitif·ve·s avec empathie. Parmi eux, le Neuchâtelois Jean Buhler :

Avec une Hollandaise qui vient de recevoir un coup de téléphone de la frontière, nous filons [...] vers le bourg d'Andau. Des milliers de réfugiés se pressent [...]. Des couples chargés d'enfants se laissent tomber sur les talus [...]. Les paysans autrichiens interrompent la récolte des betteraves pour défaire à coups de fourche les meules de foin édifiées en plein air : de quoi réchauffer ce peuple en marche [...].¹

On recueille des êtres hagards, essoufflés, grelottant d'avoir souvent franchi le canal avec de l'eau jusqu'à la ceinture. Rencontres d'ombres qui trébuchent sur les flaches [sic] gelées, fuites silencieuses le long du fleuve des Enfers, murmures qui font sursauter, plaintes d'un petit enfant que la main du père aussitôt étouffe.²

Réels ou fantasmés, des accents tragiques sont ajoutés aux récits, ici, une famille perdant un proche à la frontière sous les coups de feu russes, là, un enfant mort dans les bras d'un père ou encore des réfugiés retournant se battre ou chercher leur famille à Budapest³. Les descriptions de la presse occidentale prennent un tour militant en faisant appel à la solidarité mondiale. De nombreux journalistes, dirigeants, et responsables d'ONG plaident pour un accueil généreux des réfugié·e·s, à l'instar du *Journal de Genève* :

Certes, dans le feu du soulèvement hongrois, des gestes généreux ont été consentis. Mais ce n'est pas à chaud que l'on s'acquitte définitivement de sa responsabilité d'homme libre envers les victimes de persécutions. [...] L'histoire des grands refuges a démontré que l'apport des réfugiés a bénéficié aux pays qui ont eu l'imagination de les accueillir et de les assimiler.⁴

Dès octobre 1956, les Autrichien·ne·s se sentent particulièrement concernés par les événements de Hongrie et s'inquiètent de l'évolution de la situation. En 1955, l'URSS avait retiré ses troupes de l'Autriche à la condition qu'elle soit neutre⁵. Son chancelier Julius Raab préconise une neutralité avant tout militaire, ce que stipule d'ailleurs sa Constitution⁶. En réalité, le gouvernement – une coalition bourgeoise-socio-démocrate⁷ – à l'instar d'une grande partie de la population, penchent du côté occidental⁸. Signe de cette implication, les Autrichien·ne·s s'en vont donner leur sang par milliers dans des stations ouvertes jour et nuit

¹ Jean Buhler, « Les nuits glacées du Burgenland », *L'Impartial*, 30 novembre 1956.

² Jean Buhler, « A la rencontre des fugitifs dans la nuit hongroise », *L'Impartial*, 8 décembre 1956.

³ *Id.* Autre exemple : Georges Gyax et François Martin, « Ils n'ont plus rien, mais l'enfer est derrière eux », *L'Illustré*, 22 novembre 1956. La presse regorge de ce type de conclusions.

⁴ Bernard Béguin, « Les réfugiés, pierre de touche du monde libre », *Journal de Genève*, 15-18 janvier 1957.

⁵ Jean et André Sellier, *Atlas des peuples d'Europe occidentale*, Paris : La Découverte, 2000, p. 133.

⁶ Helmut Wohnhout, « Die Haltung der österreichischen Bundesregierung zu den Ereignissen in Ungarn im Herbst 1956 », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016:1956 und die Folgen*, Vienne: New Academic Press, 2017, pp. 97-106.

⁷ Robert Knight, « National Construction Work and Hierarchies of Empathy in Postwar Austria », *Journal of Contemporary History* 49 (3), 2014, pp. 491-513.

⁸ Ibolya Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest, *Jahrbuch*, op. cit., pp. 19-20 et 24.

en faveur des Hongrois·es. Les dons font bientôt déborder les locaux des Croix-Rouge locales. Johanna Matz, l'actrice autrichienne récente égérie d'Otto Preminger, associe cet automne à « un incroyable sentiment de communion ». Comme tant d'autres, elle parcourt les rues de Vienne, tirelire à la main, pour récolter des dons⁹. Mais c'est dans le Burgenland et en Styrie, les deux Länder jouxtant la Hongrie, que l'impact de 1956 est sans doute le plus fort¹⁰. Les actions de l'armée, la gendarmerie, la Croix-Rouge et d'autres œuvres caritatives dépêchées sur place (d'innombrables comités d'aide aux Hongrois apparus sur le moment, mais aussi l'Ordre de Malte, les scouts, Caritas, l'U.S. Escape Program, etc.) s'appuient sur la bonne volonté de la population des régions frontalières¹¹. Chacun·e s'empresse d'aider les « voisins hongrois », victimes de la « tyrannie soviétique »¹².

Les ancien·ne·s réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s témoignent de la générosité qu'ils ont rencontré en territoire autrichien. László Mándy a rejoint Jennersdorf de nuit. Le petit groupe avec qui il a passé la frontière est accueilli dans la salle de bal communale où un traducteur est dépêché. On leur donne des cigarettes, un verre de vin, du pain, du lard pour déjeuner¹³. Mária Szőregi se souvient, elle, du délicieux vin chaud qu'on a fait déguster à elle et son mari dans le village où ils sont recueillis. De là, ils rejoignent un cinéma où des matelas ont été installés. Les « dames de la Croix-Rouge » leur expliquent que cet hébergement n'est pas mixte et que les femmes et enfants iront chez les familles : « les gens ils hurlaient, ils ne voulaient pas être séparés, quelle histoire ! ». Mária et sa belle-sœur sont alors transportées chez un tonnelier qui met à disposition sa maison : « ils étaient tellement gentils, on était sale [...] il a chauffé de l'eau pour qu'on se baigne... il y avait un lit tout blanc avec des plumes ! »¹⁴. Elle sera ensuite transférée dans un camp proche de la frontière où elle rejoint son mari et reçoit habits et chaussures.

Dans les douanes, on offre thé et chocolat chaud aux arrivant·e·s qui y trouvent également des habits de rechange secs. De là, il faut encore rejoindre le village le plus proche ou un foyer provisoire pour la nuit. Le fameux pont d'Andau par exemple n'est qu'à 14 kilomètres de la

⁹ Paul Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956 : eine Revolution und ihre Folgen*, Munich : Bertelsmann, 2006, p. 228.

¹⁰ Le tracé des frontières est par ailleurs récent, le Burgenland faisant partie du royaume de la Hongrie avant 1920. Sopron et ses environs étaient restés hongrois à la suite du plébiscite de 1921 : Jean et André Sellier, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris : La Découverte, 1998, pp. 123 et 131.

¹¹ Erwin A. Schmidl, « Erste Bewährung : Das österreichische Bundesheer im Einsatz an der ungarischen Grenze 1956 », in : Erwin A. Schmidl et Edda Engelke, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich*, Vienne : Böhlau Verlag, 2003, p. 269.

¹² Károly Gáal et Roland Widder, *1956 und das Burgenland : Berichte über die Hilfsaktionen für ungarische Flüchtlinge : eine Dokumentation von Studenten des Fachhochschul-Studienganges « Internationale Wirtschaftsbeziehungen »*, Eisenstadt : Burgenländisches Landesarchiv, 1996.

¹³ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

¹⁴ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

bourgade où on n'avait jamais connu un tel passage ! Suite à un appel du gouvernement, les véhicules de tout le pays, des limousines aux tracteurs, affluent vers la frontière pour transporter les réfugié·e·s. On installe des camps improvisés à proximité de la frontière. Les écoles, cures, salles communales, entrepôts sont aménagés en toute hâte pour y héberger les réfugié·e·s. Paysan·ne·s, aubergistes ou tenancier·e·s de pensions proposent gratuitement des chambres.

Chaotique, cette générosité témoigne d'une réelle compassion. Le fait que des citoyen·ne·s autrichien·ne·s vont même jusqu'à chercher des réfugié·e·s sur le territoire hongrois (non sans provoquer quelques incidents diplomatiques) en dit long sur cet engagement¹⁵. Certes, la frontière entre serviabilité et curiosité est parfois ténue. Dans l'ouvrage de Gáal, une femme raconte qu'elle et sa famille allaient « voir des réfugiés ». Ses parents se rendaient à Schattendorf et attendaient « que quelqu'un arrive »¹⁶.

Le niveau de vie n'est à ce moment-là pas fondamentalement meilleur qu'en Hongrie. La situation de l'Autriche n'a pas beaucoup évolué depuis le tournage du célèbre film *Le Troisième Homme*. Occupée par les puissances alliées jusqu'il y a peu, elle n'a pas encore connu de vrai redressement économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et son budget est encore grevé par les réparations de guerre. S'il a tendance à baisser, le taux de chômage est tout de même à 5%¹⁷. En comparaison, il est alors seulement à 0,2% en Suisse¹⁸. Suite à la décision de l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA) d'ajouter l'Autriche à la liste des principaux pays d'accueil pour les personnes déplacées (DPs), des dizaines de milliers d'entre elles, encore en 1956, y résident dans des conditions plus ou moins satisfaisantes¹⁹. Plus de 30 000 Autrichien·ne·s vivent eux-mêmes dans des camps et des baraques²⁰. L'extrait d'un rapport d'un diplomate américain à Vienne datant de 1947 donne un aperçu de la situation :

¹⁵ Peter Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », in : Jerzy Kochanowski et Joachim von Puttkamer, 1956 : (*Nieco*) *inne spojrzanie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 135-136 ; Jean Buhler, « Les nuits glacées du Burgenland », *L'Impartial*, 30 novembre 1956 ; Gáal et Widder, 1956 *und das Burgenland*, op. cit., pp. 142-144 ; 158 ; Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956*, op. cit., p. 228.

¹⁶ *Ibid.*, p. 157

¹⁷ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 29 ; Bonabes de Rougé, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », *International Review of the Red Cross* 39 (458), février 1957, pp. 61 et 64.

¹⁸ André Pancza et Etienne Piguet, « Les réfugiés hongrois dans le canton de Neuchâtel », *Géo-Regards* 2, 2009 : *Migrations contemporaines*, p. 65.

¹⁹ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », art. cit., p. 149. Sur le sujet des DPs, voir notamment : Michael John et Albert Lichtblau, *Schmelztiegel Wien : einst und jetzt : zur Geschichte und Gegenwart von Zuwanderung und Minderheiten*, Vienne : Böhlau, 1990 ; Matthew Franck (éd.), *Refugees in Europe, 1919-1959 : a Forty Years' Crisis?*, Londres : Bloomsbury Academic, 2017 ; Corine Defrance, Juliette Denis, Julia Maspero et al. (éds.), *Personnes déplacées et Guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles : Lang, 2015.

²⁰ Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956*, op. cit., p. 228.

DPs are not popular in Austria. Among them, the Jews are least liked ... with the Poles following as a close second. Then come Yugoslavs and Russians. The *Volksdeutsche* refugees from Czechoslovakia, Hungary and the Balkans are best liked ... though generally the opinion is that DPs eat Austrian food, contribute to criminality and black-marketing.²¹

En octobre 1956, les réfugié·e·s hongrois·es ont, eux, la cote, notamment par rapport aux DPs. L'indignation face à l'intervention soviétique est l'un des moteurs de cette large mobilisation. Une forme de désinformation ou des exagérations – qu'on constate dans la presse occidentale en général – contribuent également à émouvoir les Autrichien·ne·s. À titre d'exemple, et cela est loin d'être un cas isolé, le *Neuer Kurier* titre le 9 novembre 1956 « Budapest, mer de flammes » et avance le chiffre fantaisiste de 65 000 Hongrois tués par les Soviets ! À l'unisson, la presse s'étend longuement sur les souffrances de la Hongrie, ce qui suscite une compassion aussi forte qu'inédite²². Cette médiatisation, qui passe également par la radio ou les écrans de cinéma, participe au développement d'une sympathie généralisée pour les réfugié·e·s²³. Une femme responsable de l'aide dans un village résume bien cet état d'esprit :

Les gens [ndlr. les réfugié·e·s] ne pouvaient pas comprendre qu'on fasse toutes ces choses de manière désintéressée [...] cette aide était presque exubérante. On a même dit que des affaires données ont été jetées. Je dis toujours qu'il faut avoir vécu cela pour savoir pourquoi les gens font quelque chose comme ça. Et ça pouvait être des couches de la population hostile aux étrangers qui même à l'époque avaient peur pour leur place de travail.²⁴

Une interprétation large de la Convention de Genève : le « bonus Guerre froide »

L'implication de la population autrichienne s'aligne sur la position officielle de son gouvernement qui met tout en œuvre pour héberger les réfugié·e·s sur son sol. Il avait ratifié en 1955 la Convention de Genève de 1951 et décidé le 28 octobre 1956 la validité sans restriction du droit d'asile pour tous ceux qui traversent non armés la frontière et qui sollicitent l'asile. Une rupture symptomatique qui n'allait pas forcément de soi. Neutre sur le papier, l'Autriche aurait aussi pu fermer ses frontières, par exemple pour ne pas froisser l'URSS²⁵. Dès le milieu des années 1950, les demandeurs d'asile étaient surtout des Yougoslaves, qui n'obtenaient de loin pas tous l'asile, car souvent considérés par les autorités autrichiennes comme des réfugié·e·s « économiques »²⁶. Début 1956, alors que des

²¹ In : Knight, « National Construction Work and Hierarchies of Empathy in Postwar Austria », *art. cit.*, p. 492.

²² Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956*, *op. cit.*, p. 226.

²³ András Gémes, « Political migration in the Cold War : The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in : Ann Katherine Isaacs (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, p. 174 ; Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 25.

²⁴ Gáál et Widder, *1956 und das Burgenland*, *op. cit.*, p. 175.

²⁵ Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956*, *op. cit.*, p. 225 ; Ferenc Cseresnyés, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », in : Ibolya Murber et Zoltán Fónagy (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, p. 393 ; Edda Engelke, « Einem besseren Leben entgegen ? » : *ungarische Flüchtlinge 1956 in der Steiermark*, Innsbruck : StudienVerlag, 2006, p. 79 ; Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 131.

²⁶ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 21.

Hongrois-es parvenaient déjà en Autriche, les directives de Vienne préconisaient plutôt la méfiance et aucunement l’asile automatique²⁷. Sous le feu des projecteurs, fin 1956, l’Autriche met en œuvre une forme de rattrapage notamment pour faire oublier son adhésion au nazisme. Cette démonstration de générosité s’adresse au camp occidental, vers lequel elle se tourne désormais²⁸. En outre, sa neutralité doit participer à la construction d’une nouvelle identité nationale, qui se veut humanitaire, sur le modèle suisse²⁹.

Cet asile collectif est à considérer dans une perspective plus large, celle de l’évolution du statut de réfugié. Les années 30, la Deuxième Guerre mondiale, la Shoah, la fin de la guerre avaient causé des déplacements forcés de populations dans des proportions aussi gigantesques qu’inédites. C’est principalement pour favoriser la réinstallation des millions de DP que l’ONU crée en 1946 l’Organisation internationale des réfugiés (OIR). Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui lui succède en 1949, est alors chargé de rédiger un texte légiférant la protection des réfugiés. Signée le 28 juillet 1951, la Convention est peu à peu ratifiée par les États signataires qui peuvent l’adapter à leur juridiction nationale³⁰. Elle définissait le statut de réfugié ainsi :

Le terme de « réfugié » s’appliquera à toute personne [...] qui, par suite d’événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d’être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n’a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.³¹

Dans l’introduction, nous avons mis en évidence les contradictions du texte fondateur du droit international en matière de politique d’asile³². Sa dimension universaliste est aujourd’hui remise en question :

Contrairement à une idée profondément ancrée, il n’existe pas de réfugié en soi que les institutions compétentes pourraient identifier pour peu qu’elles soient indépendantes ou en aient les moyens. Le réfugié est au contraire une catégorie qui se transforme sans cesse, au fil du temps, au gré des priorités politiques et des changements de rapports de force.³³

L’accueil de 1956 présente la particularité d’être à la fois le premier grand test pour la Convention de Genève et en même temps de correspondre plutôt à une logique d’asile

²⁷ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, p. 79.

²⁸ Knight, « National Construction Work and Hierarchies of Empathy in Postwar Austria », *art. cit.* ; James P. Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 : From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies* 9, 2016, p. 125.

²⁹ Philipp Ther, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017, p. 241 ; Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, pp. 23-25.

³⁰ Nicolas Fischer et Camille Hamidi, *Les politiques migratoires*, Paris : La Découverte, 2016, pp. 45-49.

³¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951, chap. 1, art. 1^{er}.

³² Voir *supra*, Introduction : I. Le refuge de 1956 : une histoire plurielle.

³³ Karen Akoka, « Crise des réfugiés, ou des politiques d’asile ? », *La Vie des idées*, 31 mai 2016. ISSN : 2105-3030, p. 3. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html> (28.02.2018).

collectif antérieure à la Deuxième Guerre qui consistait à parer au plus pressé, principalement face à l'exil massif des Russes fuyant la Révolution de 1917 et des Arméniens échappant au génocide³⁴. Ni noble ni parfaite, la Convention de Genève, en se basant sur le principe de non-refoulement vers le pays d'origine, était au moins imprégnée des récentes fautes commises dans le cas des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale³⁵.

Théoriquement applicable aux personnes réfugiées *avant* 1951, la Convention de Genève est interprétée de manière large en 1956. Paul Weiss, le responsable de services juridiques du HCR et « autorité peut-être la plus incontestée de son époque en matière de droit des réfugiés »³⁶ fournit alors l'argument et le socle légal permettant l'octroi du statut de réfugié aux Hongrois-es : la Commission de recours du HCR décide à l'automne 1956 que les réfugiés magyars répondent aux critères d'asile de la Convention car la persécution dont ils sont victimes est liée au basculement de la Hongrie dans le giron communiste en 1947-48, conséquence des Accords de Yalta³⁷.

L'internationalisation de la question des réfugiés hongrois

L'accueil des réfugié·e·s hongrois-es prend une tournure internationale peu après le 4 novembre 1956, soit au début de la répression soviétique et la fin de l'espoir Nagy. Alors que plus de 10 000 Hongrois-es ont déjà pénétré en Autriche, le ministre de l'Intérieur socialiste Oskar Helmer envoie un télégramme au siège du HCR lui demandant d'informer les gouvernements de la situation, de solliciter des aides financières, de sonder leurs capacités à accueillir des réfugiés. L'Américain James Read tient alors les rênes de l'Agence onusienne comme Haut-Commissaire par intérim suite au décès de Gerrit Jan van Heuven Goedhart trois mois auparavant³⁸. Read s'empresse de satisfaire la demande de l'Autriche et s'adresse à vingt États membres du Fonds des Nations unies pour les réfugiés (UNREF)³⁹. Une demande parallèle à celle de l'Autriche émanait de l'ONU. Le 4 novembre 1956, son Assemblée générale condamne « l'emploi de forces militaires soviétiques pour réprimer les efforts faits

³⁴ *Id.*

³⁵ Peter Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 115 ; Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *op. cit.*, p. 26.

³⁶ Gusztáv Kecskés D., « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun : l'accueil en Occident des réfugiés hongrois de 1956 », *Relations internationales* (172), 2017, p. 135.

³⁷ Son protocole, signé à New-York en 1967, effacera cette réserve temporelle. Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, *op. cit.*, pp. 111-112 ; Rupert Colville, « Les réfugiés hongrois, 50 ans plus tard », *Réfugiés*, n°144, vol. 3, 2006, p. 8.

³⁸ Isabelle Vichniac, « Le haut commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes posés par l'afflux des réfugiés hongrois en Autriche », *Le Monde diplomatique*, février 1957, p. 4 ; Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, p. 81.

³⁹ Yefime Zarjevski, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *Réfugiés*, n°25, novembre 1986, p. 35.

par le peuple hongrois pour réaffirmer ses droits »⁴⁰. Cinq jours plus tard, sa résolution 1006 (ES-II) mentionne pour la première fois les réfugiés, qui « du fait des opérations brutales auxquelles se livrent les forces armées soviétiques [sont] de plus en plus nombreux [à être] contraints de quitter la Hongrie ». Cette même résolution mandate le Haut-Commissaire pour les réfugiés à « consulter d'autres institutions internationales compétentes et les gouvernements intéressés, afin de prendre rapidement des dispositions efficaces pour fournir une assistance d'urgence aux réfugiés de Hongrie »⁴¹. Dans la foulée, le HCR est officiellement désigné pour répartir le travail des organismes internationaux s'occupant des réfugié·e·s⁴².

Il charge alors la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge⁴³ de l'aide d'urgence et mandate le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME)⁴⁴ de gérer l'enregistrement des réfugiés ainsi que leur transport depuis l'Autriche et la Yougoslavie vers un pays tiers. La Ligue est en outre mandatée par le Ministère de l'Intérieur autrichien pour gérer l'assistance de 25 000 réfugié·e·s dans différents camps. Elle dépêche en Autriche des équipes de quatorze pays comprenant chacune médecins, infirmières, spécialistes chargés du logement, de l'habillement, des loisirs, de l'administration : en tout, près de 650 personnes auxquelles s'ajoutent des milliers de bénévoles et employé·e·s d'autres organisations⁴⁵.

Abordée dans une certaine précipitation par les organismes de la Croix-Rouge, la question des dons pour la Hongrie a été peu à peu réglée. Dès le début de la crise hongroise, ce qu'on appelle l'aide à la Hongrie présente une confusion car les donateurs ne spécifient pas toujours

⁴⁰ Nations Unies, Résolution 1004 (ES-II), 564^{ème} séance plénière, 4 novembre 1956. En ligne : [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1004\(ES-II\)](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1004(ES-II)) (28.02.2018).

⁴¹ Nations Unies, Résolution 1006 (ES-II), 571^{ème} séance plénière, 9 novembre 1956. En ligne : [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1006\(ES-II\)](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1006(ES-II)) (28.02.2018).

⁴² 1956 représente une étape importante dans l'histoire du HCR. Dans l'immédiat de 1956, des résolutions de l'ONU lui donnaient des prérogatives qui ne figuraient pas dans ses statuts et qui confirmaient son autorité, bientôt pérennisée. Par exemple, les résolutions 1165 et 1166 du 26 novembre 1957 lui donnait les moyens de réaliser de sa propre autorité des appels de fonds : Zarjevski, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *art. cit.*, p. 35 ; Pour plus de détails, Georg Kastner, « Die Ungarnflüchtlinge und die UNO », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest, *Jahrbuch*, *op. cit.*, pp. 75-96.

⁴³ Sur le rôle de la Ligue en 1956 : Gusztáv Kecskés, « Humanitárius segítségnyújtás globális méreteken. A Vöröskereszt Társaságok Ligája és az 1956-os magyar menekültek » [Aide humanitaire à l'échelle mondiale. Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et les réfugié·e·s hongrois·es de 1956], *Múltunk* (4) 2018, pp. 74-119. Aujourd'hui Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR).

⁴⁴ Aujourd'hui Organisation internationale pour la migration (OIM). Pour une histoire du CIME : James Carlin, *The Refugee Connection : a Lifetime of Running a Lifeline*, Basingstoke ; Londres : Macmillan, 1989 ; ainsi que Lina Venturas (éd.), *International < Migration Management > in the early Cold War : The Intergovernmental Committee for European Migration*, Corinth : University of Peloponnese (PDF e-book), 2016. En ligne : <http://mimio.uop.gr/site/sites/default/files/International%20Migration%20Management%20in%20the%20Early%20Cold%20War.pdf> (26.01.2018).

⁴⁵ Isabelle Vichniac, « Le haut commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes posés par l'afflux des réfugiés hongrois en Autriche », *art. cit.*, p. 4 ; Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, p. 82 ; Rougé, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », *art. cit.*, p. 67 ; Zarjevski, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *art. cit.*, p. 36.

s'ils entendent financer l'aide dispensée à Budapest ou l'aide aux réfugié·e·s. Cette question devient cruciale après le 4 novembre lorsque le gouvernement fantoche Kádár prend le pouvoir. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est alors le seul organisme à être toléré sur le sol magyar par l'URSS et la Hongrie⁴⁶. De nombreux bailleurs de fonds craignent que leurs dons n'arrivent pas entre de bonnes mains⁴⁷. C'est pour éviter les malentendus que les tâches sont ensuite clairement réparties sur la base d'un accord : la Ligue des sociétés de Croix-Rouge s'occupe désormais de l'entretien des réfugié·e·s et le CICR sous l'égide de Léopold Boissier est seul responsable de l'aide en Hongrie⁴⁸. L'unique mandat du CICR ayant trait à la question des réfugié·e·s sera de les aider à retrouver des proches perdus dans le chaos de l'exode et de favoriser le contact entre des parents des deux côtés du Rideau de fer⁴⁹. Depuis la prise de pouvoir de Kádár, les fonctionnaires internationaux remarquent un grand déséquilibre entre les dons adressés à la Hongrie et ceux, beaucoup plus généreux, adressés aux réfugié·e·s. Le 4 décembre déjà, le HCR a pu fournir une contribution de 413 000 dollars à l'Autriche, l'équivalent de quelque 5 000 machines à écrire⁵⁰. Et ce n'est que le début. Au cours du mois de décembre, suite à un nouvel appel de James Read, les promesses de dons des gouvernements affluent : on bat tous les records⁵¹. Si les contributions privées ne sont pas négligeables (695 238 dollars jusqu'au 1^{er} mars 1957), une large part de l'argent injecté dans les agences onusiennes provient des états du « Monde libre » : 6 171 528 dollars dont pas moins de cinq millions étasuniens !⁵² Et il ne s'agit que de l'argent passé par le canal onusien. L'historien Gil Loescher estime à 100 millions de dollars (plus d'un milliard de dollars aujourd'hui) la somme dépensée pour l'accueil des réfugié·e·s⁵³. Ces dons contrastent fort avec une certaine avarice constatée jusque-là dans le domaine de l'asile qui avait pour effet la stagnation de dizaines de milliers de déplacé·e·s en Autriche, en RFA, en Italie, en Grèce⁵⁴. Le programme UNREF lancé en 1955 pour fournir une aide à plus de 350 000 déplacés en Europe et dont se sert le HCR est, dans le contexte de 1956, enfin alimenté par des

⁴⁶ Un accord avait été trouvé le 16 novembre 1956 entérinant les modalités de l'aide du CICR en Hongrie.

⁴⁷ Lettre confidentielle de Myer Cohen (directeur exécutif pour l'aide au peuple hongrois) à Pierre Obez (officier de liaison) du 11 décembre 1956, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 2.

⁴⁸ Rougé, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », *art. cit.*, p. 64.

⁴⁹ Sur le sujet : Isabelle Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles : Bruylant, 1998.

⁵⁰ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, p. 82. Comparaison basée sur *Life*, 17 décembre 1956.

⁵¹ Gusztáv Kecskés D., « Collecting money at a global level. The UN fundraising campaign for the 1956 Hungarian refugees », *Eastern Journal of European Studies* 5 (2), décembre 2014, pp. 33-60.

⁵² *Ibid.*, p. 58; Contribution for Hungarian Refugees promised or paid to the Secretary-General and the High Commissioner for Refugees as at 1 March 1957, Aide Mémoire concerning the Need for International Assistance to Refugees from Hungary, s.d, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁵³ Gilbert Damian Loescher, *The UNHCR and World Politics: A Perilous Path*, Oxford [etc.] : Oxford University Press, 2001, p. 87.

⁵⁴ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 133.

financements nécessaires grâce à la crise hongroise⁵⁵. La mobilisation n'est pas seulement l'œuvre des ONG mais se décline également à un niveau supra étatique. L'historien Gusztáv Kecskés a démontré l'engagement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et sa réelle préoccupation de la « question des réfugiés hongrois ». Comme type d'action, nous pouvons citer par exemple son travail de lobbying : le Conseil de l'OTAN appelle en effet les États membres à tout faire pour mobiliser les opinions publiques en faveur des réfugiés⁵⁶.

L'Autriche comme pays de transit : les premières réinstallations

En Autriche, les organisations d'aide s'activent autour d'une double tâche : assister les réfugié·e·s et leur offrir des options d'installation sur le territoire autrichien mais aussi et surtout dans des pays tiers. La première urgence consiste à désengorger les lieux d'accueil à proximité de la frontière et acheminer les personnes soit directement vers un pays d'établissement, soit vers des espaces adéquats⁵⁷. Des cars de l'Europe entière sont ainsi mobilisés pour évacuer les réfugié·e·s des confins orientaux de l'Autriche. Sur décision du Conseil fédéral helvétique, vingt-cinq bus PTT sont envoyés avec conducteurs et infirmières de la Croix-Rouge pour participer à cette mission⁵⁸. Souvent, les véhicules qui avaient servi à acheminer des secours seront directement utilisés pour ramener des réfugié·e·s, comme l'avion spécial de la Croix-Rouge française rempli de matériel médical affrété le 7 novembre et qui reviendra chargé de réfugié·e·s quelques jours plus tard. Le 8 novembre, un premier train avec 400 Hongrois·es à son bord part en direction de la Suisse.

Mária Szőregi fait partie de ces réfugié·e·s qui n'ont pas dû s'éterniser dans les grands camps de triage. Elle se trouve dans un petit camp à proximité de la frontière. La responsable demande alors le plus simplement du monde à Mária et sa famille : « vous voulez aller où ? ». La famille pense tout de suite à l'Amérique jusqu'à ce que sa belle-sœur arrive en courant vers eux : « venez, on peut aller en Suisse ! Il y a un bus ! ». Ni une ni deux, la famille se décide pour cette destination⁵⁹. Même s'il est arrivé seulement début décembre, László Mándy n'a pas dû attendre longtemps non plus. De la salle de bal de Jennersdorf, il est transféré dans une école à Steyr. De là, il rejoint un camp où se trouvent 1 500 autres réfugié·e·s. Après une petite semaine, il entend que la Suisse, « voulant aider l'Autriche », prenait 300 réfugiés. Dans le camp, on cherche alors des volontaires prêts à s'y rendre.

⁵⁵ Zarjevski, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *art. cit.*, p. 36.

⁵⁶ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, ici p. 139.

⁵⁷ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, p. 84.

⁵⁸ « Pour les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 30 novembre 1956, (0747-3), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975). En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0747-3 (18.08.2017).

⁵⁹ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

N'ayant trouvé que 216 personnes, le personnel de la Croix-Rouge s'efforce de convaincre des réfugié·e·s. László se tâte : « nous, on voulait aller au Canada ou aux États-Unis ». Le personnel de la Croix-Rouge les rassure : « depuis la Suisse, vous pourrez aller ailleurs ». Cette assurance décide László à rejoindre le convoi⁶⁰. L'émigration vers un second pays d'asile a été parfois précipitée. Le chef de la Sécurité de Styrie déplore en janvier 1957 qu'« un grand nombre de réfugiés qui ont été transportés vers d'autres pays n'ont pas été enregistrés »⁶¹. Cet empressement allait parfois occasionner des problèmes dans les seconds pays d'accueil, comme en Suisse : bon nombre d'arrivant·e·s ont regretté de ne pas avoir attendu une éventuelle opportunité qui leur aurait permis d'émigrer outre-mer⁶².

3.2 De l'« essoufflement » à la recherche de solution

Les camps

D'aucuns préfèrent patienter en Autriche, en espérant émigrer dans le pays souhaité, ou dans le but de retrouver un·e proche⁶³. Une proportion infime souhaite s'établir en Autriche, alors que d'autres attendent de voir comment évoluait la situation à Budapest ou hésitent à rentrer en Hongrie⁶⁴. Celles et ceux dont le départ vers un pays tiers est différé ou qui arrivent plus tard en Autriche ont pour la plupart été envoyés à Eisenstadt, un grand complexe avec des appartements affectés à l'origine aux fonctionnaires soviétiques et au personnel de l'armée rouge⁶⁵. Mais l'infrastructure a été en bonne partie démantelée et est en piteux état. Les premiers arrivants devront ainsi dormir sur de la paille⁶⁶. On aménage également le camp de Traiskirchen, une ancienne et gigantesque école de Cadets gérée par la Croix-Rouge suédoise et où transiteront plus de 5 000 personnes⁶⁷.

Zita Müller avait quitté Győr relativement tard. Elle se souvient de l'« état assez misérable du camps » et « des matelas par terre » en s'exclamant : « c'était pas cinq étoiles ! Mais on était content, on était dans l'espoir, les portes étaient ouvertes »⁶⁸.

⁶⁰ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

⁶¹ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, p. 83.

⁶² Voir, *infra*, chapitre 4 : 3. « Deux mondes en présence ».

⁶³ Jules Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *Research Group for European migration problems*, vol. 6, n°1, janvier-mars 1958, pp. 7 et 17.

⁶⁴ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 141.

⁶⁵ Ibolya Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution*, *op. cit.*, p. 345.

⁶⁶ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 136.

⁶⁷ Traiskirchen deviendra ensuite le principal lieu d'accueil des réfugiés du Bloc de l'Est jusqu'à 1989, notamment de quelque 250 000 Juifs soviétiques. Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, p. 237.

⁶⁸ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

À Traiskirchen et Eisenstadt s'ajoutent 257 camps équipés par les autorités autrichiennes et de nombreuses chambres mises à disposition par des privés⁶⁹. L'Autriche abrite beaucoup d'espaces adaptés à l'accueil, au moins provisoire, des réfugié·e·s du fait de la présence prolongée des DP. Même si en 1956, ils sont encore 40 000 réfugié·e·s sur le sol autrichien, depuis 1947, 100 000 ont « déjà » été réinstallés, ce qui a libéré des espaces de transit directement réaffectés aux Hongrois·es⁷⁰. À ces espaces s'ajoutent un certain nombre d'arsenaux et casernes laissés vides par les troupes d'occupation alliées⁷¹.

Pour les premier·e·s arrivant·e·s de 1956, la cadence des réinstallations est rapide. Sur les 90 000 personnes arrivées en Autriche jusqu'à fin novembre, 22 000 peuvent rejoindre immédiatement un second pays d'accueil⁷². C'est dans ce contexte que le nouveau Haut-Commissaire pour les réfugiés, le Bernois Auguste Lindt prend ses fonctions. Ce qu'on appelle alors la « crise de 1956 » est une priorité mais il la conçoit également comme une opportunité de sensibiliser les États sur le destin des exilés en général, particulièrement les DP⁷³. Souvent âgés, parfois handicapés, certains végètent depuis des lustres dans les camps autrichiens. Ce phénomène de double régime de migration est peu évoqué par les historien·ne·s qui ne font souvent que mentionner la présence des DP en Autriche, encore en 1956. Pour ces personnes, être rejointes par des nouveaux réfugiés, qui plus est jeunes et en bonne santé, et les voir partir quelques jours après dans toute l'Europe et outre-mer devait sans doute représenter un choc⁷⁴.

Mais, peu à peu, les possibilités d'émigration s'amenuisent et le rythme des réinstallations ralentit. Certains pays définissent des critères de sélection et surtout, le quota prévu par les USA est atteint⁷⁵. Invoquant les limites de ses capacités d'accueil, l'Autriche pousse le HCR à agir. Dès le début 1957, ses fonctionnaires n'ont de cesse d'évoquer le *resettlement problem*. Les organisations internationales se mobilisent alors pour que les réfugié·e·s puissent aller où ils l'entendent, mais plusieurs semaines s'écoulent avant l'effet escompté du lobbying et la concrétisation des accords. Pour accélérer cette seconde mobilisation, on invoque la proximité de l'Autriche avec la Hongrie, qui serait néfaste pour les exilé·e·s : « a refugee must burn his

⁶⁹ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 137; Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 », *art. cit.*, p. 125.

⁷⁰ Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, p. 237 ; Anton Bayer, « Die ungarischen Flüchtlingslager in Österreich », *Integration. Bulletin international* 5/2, 1957, p. 107.

⁷¹ Colville, « Les réfugiés hongrois, 50 ans plus tard », *art. cit.*, p. 8.

⁷² Zarjevski, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *art. cit.*, p. 37.

⁷³ Isabelle Vichniac, « Le haut commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes posés par l'afflux des réfugiés hongrois en Autriche », *Le Monde diplomatique*, février 1957, p. 4.

⁷⁴ On essayait par ailleurs d'éviter de les mélanger dans les camps : Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 28.

⁷⁵ Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *art. cit.*, p. 7.

boats and not be constantly looking back to the past »⁷⁶. Surtout, les autorités autrichiennes sensibilisent les organisations internationales et les gouvernements aux dangers de ce qu'on appelle la « psychose des camps »⁷⁷. Dès novembre, le Ministère de l'Intérieur avait prié les œuvres d'entraide de faire de l'encadrement religieux et culturel une priorité⁷⁸. « Le pire ennemi des réfugiés est l'oisiveté » s'exclament les responsables de la Croix-Rouge⁷⁹. Les initiatives visant à occuper ou former les Hongrois·es foisonnent : sport, émissions de radio, lectures publiques, films, tout cela en hongrois la plupart du temps⁸⁰. Parfois, les activités suggèrent une forme de « lavage de cerveau ». En témoignent les innombrables messes et cultes organisées souvent avec l'aide de religieux et laïques de langue maternelle hongroise, nombreux en Autriche. Bien souvent, il s'agit d'hommes d'église ayant fui la persécution et agissant dès lors, dans les cercles anticomunistes chrétiens⁸¹. Dans un registre profane mais on ne peut plus symbolique, les initiations au baseball par la YMCA⁸² dans le camp de Feffernitz à proximité de la frontière participent à cette vaste campagne⁸³. Des réfugié·e·s musiciens et acteurs sont recrutés pour tromper l'ennui et, avec l'aide de la Fédération autrichienne des syndicats et du Comité national pour la Hongrie, une feuille d'information en hongrois, le *Bécsi Magyar Híradó* [Courrier vienno-hongrois] paraît deux fois par semaine⁸⁴. Un autre grand *leitmotiv* apparaît dans les sources documentant la vie des camps : faire participer absolument les réfugié·e·s au fonctionnement des lieux où ils sont hébergés comme interprètes, nurses, cuisiniers, nettoyeurs, etc.⁸⁵. Les responsables de la Croix-Rouge dans les camps s'efforcent d'impliquer les réfugié·e·s selon leur métier et les encouragent à organiser des tours de ville, des concerts, la décoration des murs, des soirées dansantes⁸⁶, non sans un certain paternalisme.

Autorités autrichiennes, Croix-Rouge et fonctionnaires des agences onusiennes craignent en outre beaucoup que la situation ne dégénère en Autriche. Dans les archives de l'antenne

⁷⁶ Intervention de Mr Reichmann, représentant de l'Autriche au Comité exécutif de l'UNREF : UNREF Executive committee, Standing programme Sub-committee, Provisional Summary record of the 22th meeting, Genève, 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁷⁷ Ther, *Die Aussenseiter*, op. cit., p. 240.

⁷⁸ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », art. cit., p. 145.

⁷⁹ Rougé, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », art. cit., p. 70.

⁸⁰ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », art. cit., p. 145.

⁸¹ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 35.

⁸² Young Men's Christian Association/Union chrétienne de jeunes gens.

⁸³ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », art. cit., p. 145.

⁸⁴ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, op. cit., pp. 35-38 ; Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », art. cit., p. 354.

⁸⁵ Un système de points est parfois de mise. Une heure de travail donne un point, échangeable ensuite contre des coupons pour le coiffeur, etc. : League of Red Cross Societies, Report On the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria up to december 31st 1956, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁸⁶ Exposé des opérations entreprises par la Ligue en faveur des réfugiés hongrois en Autriche, février 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

genevoise de l'ONU, un avis est maintes fois exprimé : la présence durable d' « inassimilés » entraînerait une instabilité sociale⁸⁷. Les gouvernements occidentaux évoquent souvent l'accroissement du « radicalisme » qu'elle pourrait engendrer⁸⁸. Il semble qu'on entende autant l'extrémisme nationaliste – car ces réfugié·e·s ont beau être à priori de droite, cela n'empêche pas de potentielles manifestations d'hostilité de la population autrichienne à leur rencontre, d'autant qu'on compte un certain nombre de Juif·ve·s et de Tsiganes parmi eux ; mais surtout, une concentration de réfugié·e·s mécontents peut également faire le jeu de l'extrême gauche. La presse du Bloc de l'Est commence à rendre compte d'éléments peu flatteurs pour l'Occident : les mauvaises conditions dans certains camps, l'exploitation de réfugié·e·s, notamment par des grands propriétaires terriens sur des plantations en Amérique de sud et la sévérité des critères de sélection des pays d'outre-mer⁸⁹. Nous le verrons, le message des communistes des deux côtés du Rideau de fer se focalisera bientôt autour de trois aspects : l'exploitation des événements de 1956 par les partis bourgeois et socio-démocrates à l'échelle nationale et/ou locale ; les mineur·e·s non accompagné·e·s présentés par Budapest comme des enfants volés à leurs parents ; les rapatriements et les supposés obstacles que les candidat·e·s au retour rencontreraient pour pouvoir rentrer en Hongrie.

L'espoir des lointains horizons

Chargé de la réinstallation des réfugié·e·s dans un pays tiers, le CIME se trouve au cœur de ce *resettlement problem*. Cette organisation créée en 1951 sur une initiative américano-belge pour gérer la logistique de la réinstallation des DP's de la Deuxième Guerre mondiale sort d'une période difficile en termes financiers⁹⁰. Elle profite pendant l'automne 1956 de sensibiliser des responsables onusiens aussi bien que des dirigeants sur sa situation pour renflouer ses caisses⁹¹.

En janvier 1957, on atteint une situation étrange : il y a plus de places d'asile proposées que de réfugié·e·s encore en Autriche. En fait, certaines offres, notamment d'Amérique latine (à l'exception de l'Argentine) ne correspondaient pas à la réalité des possibilités – restreintes – qu'offre le marché du travail. La Colombie et la République dominicaine proposent à elles

⁸⁷ Cet avis apparaît notamment dans les rapports de la Croix-Rouge : « It was felt that such an unassimilated mass would cause immense social hardship to the country ». Report On the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria up to december 31st 1956, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁸⁸ Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, op. cit., p. 111. Par exemple, Helmer évoque sans cesse le « problème politique » que pourrait causer la crise des réfugiés : Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 26.

⁸⁹ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », art. cit., p. 141.

⁹⁰ Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », art. cit., p. 2 ; Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », art. cit., p. 29.

⁹¹ Correspondance interne et externe du CIME, AOIM : SIT-00-049.

deux 30 000 places d'asile⁹² mais, d'une part, les réfugié·e·s ne semblent pas vouloir s'y rendre et, d'autre part, le HCR ne fait pas grande publicité de ces opportunités. Les fonctionnaires internationaux jugent ces offres peu sérieuses et estiment qu'elles répondent surtout à des impératifs de politique intérieure⁹³. Certains pays s'intéressent aux réfugié·e·s hautement qualifiés uniquement. Le Costa Rica se dit par exemple prêt à accueillir quelques réfugiés tout en se renseignant auprès du CIME sur les qualifications professionnelles des « éléments » présents en Autriche⁹⁴. Les États-Unis sont également relativement sélectifs. Si les hommes jeunes qualifiés (même s'ils avaient été membres du parti communiste !) ainsi que les jeunes couples s'envolent facilement outre-mer, les femmes, particulièrement les mères seules, les personnes âgées et les malades n'avaient quasiment aucune chance de partir, du moins fin 1956. En janvier 1957, Oskar Helmer critique cette sélection et demande l'assouplissement des critères pour accélérer les départs d'Autriche. Il espère sans doute éviter que seuls les réfugiés les moins appréciés restent sur le territoire autrichien⁹⁵.

« The solution [...] depends on the outcome of discussions in America which may provide for a greater influx to the United States », résume alors un fonctionnaire onusien⁹⁶. Au 1^{er} décembre, le quota américain de 6 500 personnes acceptées sous le régime du *Refugee Relief Act*, est déjà atteint. C'est dans ce contexte que le vice-président des États-Unis, Richard Nixon, se rend en Autriche. Son passage fort médiatisé à Andau, Eisenstadt et Traiskirchen avait pour but de promouvoir auprès du Congrès la réception d'un plus grand nombre de Hongrois·es aux USA. Grâce à des mesures d'exception à peine contestées, l'administration Eisenhower ira bien au-delà du contingent prévu au départ. Pour contourner les lois et arguments restrictionnistes (certains députés craignent notamment l'infiltration d'agents communistes), le gouvernement américain avait eu recours au *Parole status* tout en prenant soin de vendre les capacités d'assimilation des Hongrois·es auprès de l'opinion⁹⁷. Passé à

⁹² List of offers reported on proposed government action to assist Hungarian refugees (for internal use only), 18 décembre 1956, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 2.

⁹³ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 143.

⁹⁴ Lettre de Carlo Fedelo, Département des opérations du CIME à J. De Cabarres, 25 janvier 1957. Le CIME répond de manière fort diplomatique que « toute sélection effective est pratiquement irréalisable dans ce pays [ndlr. en Autriche] », AOIM : SIT-00-23.

⁹⁵ Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, p. 144 ; Zarjevski, « Trente ans après l'exode : les Hongrois », *art. cit.*, p. 37.

⁹⁶ Office européen des Nations unies, Télégramme de De C. Rehling (officier de liaison externe), UNHCR Coordinating Committee for Assistance to Hungarian Refugees, 11 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁹⁷ Une loi votée en 1950, l'*Immigration and Nationality Act* permet au ministre de la Justice, le pouvoir discrétionnaire (*parole status*) d'accepter l'entrée de personnes, sans pour autant les comptabiliser dans le contingent d'immigrés fixé par la loi. Une « pirouette » bien utile pour accepter des réfugié·e·s du Bloc de l'Est : Mario Menéndez, « Les lois américaines d'immigration et les réfugiés politiques dans la période d'après-guerre : 1948-1958 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 60 (1), 2000, p. 58 ; Carl Joseph Bon Tempo, *Americans at the Gate: the United States and Refugees during the Cold War*, Princeton : Princeton University Press, 2008, pp.60-85 ; Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, pp. 238-239.

21 500 personnes, le quota est épuisé le 13 avril 1957 avant d'être à nouveau étendu⁹⁸. Comme le montre un tableau récapitulatif en annexe, ce ne sont pas moins de 38 000 réfugié·e·s qui rejoignent les USA jusqu'à la fin 1957⁹⁹.

Mais en décembre 1956, l'avenir de celles et ceux qui souhaitent s'y rendre semblait encore fort bouché. Comme tant d'autres, Zita Müller désire rejoindre les États-Unis, d'autant qu'une de ses tantes y séjourne depuis plusieurs années : « on était parmi les derniers, tout le monde voulait aller aux USA [...]. À Eisenstadt, on nous a alors dit qu'il n'y avait plus que trois pays : la Norvège, l'Italie, je crois, et la Suisse »¹⁰⁰.

Ce « on » est probablement une équipe mobile du CIME dépêchée depuis son Quartier général de la Friedrich-Schmidtplatz, d'où est gérée l'émigration des Hongrois·es dans les pays tiers. Depuis là, les équipes du CIME se rendent dans les camps, à la fois pour enregistrer les données des réfugié·e·s, s'enquérir de leurs souhaits et éventuellement leur donner des possibilités d'émigration. Situé au cœur de Vienne, le quartier général du CIME dans le Palais de Czernin est ouvert aux Hongrois·es. Des guichets par pays de destination avaient été mis en place : « ça ressemblait à des sortes de niches surmontées de panneaux « Suède », « Suisse », « Canada », etc. »¹⁰¹. Beaucoup de réfugié·e·s comprennent alors l'intérêt de séjourner à proximité de ce centre névralgique car ils peuvent suivre de plus près l'évolution des opportunités : d'aucuns dorment dans des camps improvisés à proximité du bâtiment de la Friedrich-Schmidtplatz dans l'attente de possibilités d'émigration. D'autres réfugié·e·s, les *free-living*, se sont arrangés pour habiter à Vienne chez des connaissances ou parents et se rendent directement au quartier général¹⁰².

C'est le cas de l'un de nos interviewés, Péter Gémes, qui logeait chez un ami. Ce dernier peut se rendre au siège du CIME où il trouve des guichets représentant chaque pays. Au contraire de la plupart des réfugié·e·s, lui veut rester en Europe. Il relève le caractère subjectif des décisions et se remémore en riant :

Un collègue m'a dit en désignant un des guichets : « Viens, on va en Suède, il y a des femmes canon là-bas ! » J'ai dit « non, tu ne peux pas laisser ta vie s'orienter en fonction des femmes canon ». J'ai dit qu'il faut avoir certaines intentions dans le choix du pays : « j'aimerais une vie stable, je vais essayer en Suisse ».¹⁰³

⁹⁸ Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 359.

⁹⁹ Annexe G. Réfugié·e·s hongrois·es : mouvement global et situation au 30 juin 1960.

¹⁰⁰ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

¹⁰¹ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

¹⁰² Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *art. cit.*, p. 8.

¹⁰³ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

D'autres sont très décidés à rejoindre la Suisse, à l'instar du mari de Josette Szabó : « son père, qui avait été acheter du bovin avant la guerre en Suisse, lui avait dit « Si une fois tu as l'opportunité de quitter la Hongrie, ce serait bien que tu ailles en Suisse » »¹⁰⁴.

Mais, pour beaucoup de réfugié·e·s, leur destination finale sera au moins en partie tributaire de l'aléatoire, comme pour la romancière Agota Kristof qui a répété dans les interviews que c'est totalement par hasard qu'elle a atterri en Suisse¹⁰⁵. L'un de nos témoins, Áron Szücs, voit aussi son chemin vers la Suisse comme le résultat du hasard :

J'avais fait la connaissance d'une famille qui partait pour le Venezuela et j'hésitais. C'est à ce moment-là, à Traiskirchen, que j'ai rencontré le prêtre de mon village qui était accompagné d'un ecclésiastique hongrois de Fribourg employé comme interprète. Ils m'ont conseillé d'aller en Suisse et j'ai trouvé ça bien pour deux raisons : c'était pas loin, je voulais pas m'éloigner de la Hongrie et le train partait le même soir parce que j'en avais marre de la vie de camp.¹⁰⁶

Pour d'autres encore, des besoins ou souhaits spécifiques des pays occidentaux influenceront leur destin. C'est le cas de quelque 2 000 Hongrois·es de confession juive qui se rendent en Israël ou de protestant·e·s invité·e·s à se rendre en Scandinavie¹⁰⁷.

Le journaliste américain Jules Witcover livrera plus tard une description vivante du quartier général du CIME, « chief producer of rumors » et son lot d'espoir et de déception :

Pendant que le réfugié se déplaçait lentement en direction des guichets, en une heure, il pouvait entendre successivement que tout le monde pourrait aller là où il l'entend ; que personne ne peut car tous les quotas sont épuisés ; qu'il y a abondance de places pour les USA ; qu'il n'y en a aucune ; que l'un aurait carte blanche pour le choix du pays ; que l'autre n'aurait pas du tout de choix ; que les familles resteraient ensemble indépendamment des opportunités d'émigration ; que les maris devraient abandonner femmes et enfants. Il entendrait aussi que les combats avaient stoppé à Budapest ; qu'ils avaient atteint une nouvelle intensité ; que des concitoyens continuent à passer la frontière ; que les la tactique précautionneuse des Soviétiques avait bouclé complètement les points de passage.¹⁰⁸

On peut sans peine imaginer que face aux rumeurs contradictoires, à l'attente et à toutes ces incertitudes, certain·e·s pouvaient envisager de retrouver ce qu'ils connaissaient : la Hongrie. En ce sens, les appels du régime de Kádár en faveur de leur rapatriement avaient des chances de faire mouche, particulièrement auprès des personnes qui apprenaient que leurs chances d'être réinstallées dans le pays de leur premier choix étaient minces. Chez ceux-là, souvent « convaincus que l'Occident les accueillerait à bras ouverts »¹⁰⁹, la déception grandissait.

¹⁰⁴ Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

¹⁰⁵ Ferenc Rákóczy (éd.), *Agota Kristof*, Genève : Slatkine, 2009 (*Quarto* 27, 2009), p. 7.

¹⁰⁶ Entretien avec Áron Szücs, 5 septembre 2018.

¹⁰⁷ Sur environ 18 000 Israélites réfugié·e·s en Autriche. 98% d'entre eux ont rejoint USA et Israël : Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 377.

¹⁰⁸ Traduction de l'anglais par l'auteure. Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *art. cit.*, pp. 8-9.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 10.

Les jeunes

Un groupe inquiète particulièrement les responsables de l'accueil : celui des mineur·e·s non accompagné·e·s. De nombreuses ONG s'affairent autour de leur sort comme l'organisation britannique *Save the Children* active en Autriche en 1957. L'historienne Ibolya Murber relève qu'il est impossible d'établir leur nombre exact. Les statistiques hongroises estiment à 10 000 le nombre de jeunes alors que les sources autrichiennes l'évaluent à la moitié moins¹¹⁰. Cela s'explique peut-être d'une part par le décalage de temps entre les deux sondages, mais il est également fort probable que beaucoup se soient fait passer pour majeur·e·s une fois en Occident afin d'obtenir plus de possibilités d'émigration.

Nous verrons dans la troisième partie de cette recherche que ce groupe constitue un nœud de discorde entre le gouvernement hongrois, le HCR et tous les pays qui en accueillent : dès novembre 1956, Budapest plaide pour leur rapatriement et affirme que la plupart sont simplement des fugueurs réclamés par leurs parents en Hongrie¹¹¹. Quant aux œuvres d'entraide chrétiennes, elles s'inquiètent beaucoup des effets de la stagnation des jeunes dans les camps, particulièrement celle des jeunes filles. Illustration de ce souci : on a même songé envoyer provisoirement toutes les filles de 16 à 18 ans dans des couvents¹¹² ! L'Autriche est également sous pression des diplomates hongrois qui « s'inquiètent » des dangers moraux qui menaceraient les jeunes dans les camps. Selon ce discours – qui vise à émouvoir l'opinion et défendre l'idée selon laquelle les mineur·e·s devraient être rapatrié·e·s en Hongrie – ces enfants vivraient dans des conditions « moralement déplorables » en Autriche. Toujours selon ce discours, parmi ceux à qui on confie leur éducation se trouveraient aussi bien des émigrants fascistes que des « criminels sexuels ». Des initiatives autrichiennes permettent alors de créer des foyers pour éviter les camps et les placements chez des particuliers, également jugés problématiques par le HCR¹¹³. On se soucie particulièrement de leur avenir et leur formation. Du moins de celle des garçons. Pour ceux qui ont terminé l'école obligatoire, le gouvernement autrichien crée deux établissements, l'un à Hirtenberg, l'autre à Wels, où ils peuvent suivre des formations de serrurier, cordonnier, tailleur, photographe ou passer le permis de conduire pour devenir chauffeurs. Rien de tel n'est prévu pour les filles, qui

¹¹⁰ Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 373.

¹¹¹ Vonèche, *L'octobre hongrois*, *op. cit.*, pp. 69 et suivantes.

¹¹² Lettre de la Direction de sûreté à toutes les équipes de district, 15 janvier 1957, Edda Engelke, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich 1956/57 », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest, *Jahrbuch*, *op. cit.*, p. 10.

¹¹³ Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 374.

peuvent, elles, suivre des écoles ménagères uniquement¹¹⁴. Elles ont sans doute constaté un certain décalage avec la Hongrie d'alors qui offrait des formations dégenrées.

La générosité a ses limites

D'abord décrite comme unilatéralement généreuse dans l'historiographie, les historien·ne·s ont récemment montré que l'attitude de la population autrichienne était devenue progressivement plus hostile aux réfugié·e·s, et cela dès la fin 1956¹¹⁵. Des incidents à proximité des camps filtrent dans les médias et s'additionnent de rumeurs : la plupart des fugitifs ne sont pas des « combattants de la liberté », de riches Hongrois·es ne supporteraient pas de stagner dans des camps¹¹⁶, pendant que d'autre revendraient des biens de la Croix-Rouge¹¹⁷, etc. Des commentaires dénoncent en vrac leur « comportement d'enfants gâtés », le coût de l'aide qui leur est destinée, leur « ingratitude »¹¹⁸. Un autre élément avait provoqué l'animosité de certains Viennois·e·s : la gratuité des transports publics et des services de poste décrétés pour les réfugié·e·s¹¹⁹. Le fait que des Hongrois·es envoyaient à leur famille du matériels reçus ou trouvés dans les camps n'avait pas manqué de faire grincer des dents¹²⁰. Dans l'ouvrage de Gáal et Widder, quelques témoignages – certes minoritaires – relaient cette animosité. Une femme mariée à un Hongrois d'origine se plaint :

Beaucoup de Hongrois sont venus chez nous, souvent au milieu de la nuit. [...] Les dames sont venues (j'avais à l'époque deux enfants et une grande maison), nous leur avons donné de l'argent et je leur ai dit qu'ils doivent venir à 13 h s'ils veulent manger. Il y avait alors huit à dix personnes pour manger [...] ils ne parlaient que hongrois [...]. J'étais assise là comme une gourde, je devais les servir. [...] Ce qui m'a le plus énervé, qu'on leur donnait tout l'argent. Qu'on fait les femmes ? Elles sont allées avec ça chez le coiffeur ou l'esthéticienne.¹²¹

Ces différents hiatus auront comme incidence l'avènement d'une contre-image de l'« émigrant » (le terme est bientôt préféré à celui plus noble de « réfugié ») versus « héros de la Révolution »¹²². C'est pour réagir à cette tendance qu'en janvier, le ministre autrichien Oskar Helmer, tout en préconisant une compréhension mutuelle, affirme : « Les réfugiés n'ont

¹¹⁴ *Id.* ; Engelke, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen », *art. cit.*, pp. 12-14.

¹¹⁵ Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, pp 237-238.

¹¹⁶ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, pp. 25-26.

¹¹⁷ Eduard Stanek, *Verfolgt, verjagt, vertrieben : Flüchtlinge in Österreich [von 1945-1984]*, Vienne ; Munich ; Zurich : Europaverlag, 1985, p. 67.

¹¹⁸ Béla Rásky, « « Flüchtlinge haben auch pflichten ». Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », Vortrag im Rahmen der Außenstelle Budapest des Österreichischen Ost- und Südosteuropa-Institutes am 12. Oktober 1998, *Kakanienrevisited*, 2001, p. 6. En ligne : <http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/BRasky1.pdf> (02.10.2017) ; Peter Haslinger, *Hundert Jahre Nachbarschaft : die Beziehungen zwischen Österreich und Ungarn 1895-1994*, Francfort-sur-le-Main, Berne [etc.] : Lang, 1996.

¹¹⁹ Sur le sujet Robert Schlesinger et Melita H. Sunjić, *Flucht nach Österreich : die zweite Republik in Flüchtlingsporträts*, Vienne : Czernin Verlag, 2001.

¹²⁰ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 34.

¹²¹ Gáal et Widder, *1956 und das Burgenland*, *op. cit.*, p. 287.

¹²² Rásky, « « Flüchtlinge haben auch pflichten ». Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 6.

pas seulement des droits, ils ont aussi des devoirs »¹²³. Une étude menée par des psychologues autrichiens explique ce phénomène bien connu qui voit régner dans la population « une attente inconsciente selon laquelle ce groupe de personnes [les réfugié·e·s] devrait montrer un comportement de pauvres enfants démunis ». Le fait que des réfugié·e·s se rendent dans les mêmes cafés que les Viennois (et se rendent même dans des cafés !), vont dans des magasins, achètent des denrées parfois chères, est très mal perçu¹²⁴. De « héros » à « parasite », c'est ainsi qu'une étude résume la dégradation de l'image des réfugié·e·s dans la presse¹²⁵. Comme si souvent dans l'histoire de l'asile, on attend de la part réfugié·e·s une attitude passive et reconnaissante. Or, les Hongrois·es articulent des exigences, cherchent du travail, et/ou à rentabiliser leur séjour, se renseignent et s'il le faut, prennent l'initiative de rejoindre un autre camp lorsqu'ils entendent que des visas pour l'Amérique y sont délivrés, etc.¹²⁶.

Des réfugié·e·s bienvenu·e·s aux réfugié·e·s sélectionné·e·s...

Grâce au financement de leur transport par le CIME, 100 000 exilé·e·s se trouvent déjà dans un second pays d'accueil en janvier 1957. Une fois réinstallé·e·s, des réfugié·e·s regrettent néanmoins leur choix. D'aucuns essaient de retourner en Autriche dans l'espoir de pouvoir rejoindre un autre pays, quittent la place de travail qui leur a été attribuée, d'autres manifestent leur désespoir par des grèves de la faim comme dans le camp de Limerick en Irlande¹²⁷ ou à Hambourg¹²⁸. Ce mécontentement et parfois aussi le caractère délibérément provisoire de l'asile dans certains pays, conduit de nombreux gouvernements à conclure des accords avec des pays populaires auprès des réfugié·e·s. Selon une estimation du sous-directeur du HCR, ils et elles sont, en janvier 1957 au moins 21 000 à souhaiter émigrer outre-mer dont 4 100 en Grande Bretagne, 4 200 en France ; 2 000 en Allemagne ; 4 000 en Italie ; 2 000 en Suisse ; 1 000 en Belgique ; 500 au Danemark¹²⁹. Pressés par le HCR, certains pays comme l'Australie et le Canada envoient des délégations procédant à des sélections dans

¹²³ Cette déclaration aussitôt taclée dans les journaux : Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 148.

¹²⁴ Hans Hoff et Hans Strotzka, *Die psychohygienische Betreuung ungarischer Neuflüchtlinge in Österreich 1956-1958 : in Verbindung mit einer Anleitung zum Verständnis und zur Betreuung von Menschengruppen in Extremsituationen*, Hollinek, 1958, p. 95, cité in : Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 148.

¹²⁵ Brigitte Zierer, *Politische Flüchtlinge in österreichischen Printmedien – dargestellt am Vergleich des Ungarischen Volksaufstandes 1956 und der Revolution in Rumänien 1989* [Thèse non publiée], Vienne, 1995.

¹²⁶ Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, p. 238 ; Office of the UNHCR, 15 janvier 1957, Remarque de Miss Dodds (International social service), Co-ordination Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 3rd meeting, Genève, 10 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹²⁷ Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 », *art. cit.*, p. 130.

¹²⁸ Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, p. 13, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

¹²⁹ UNREF Executive committee, Standing programme Sub-committee (fourth session), Provisional Summary record of the 22th meeting, Genève, 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

différents pays d'Europe¹³⁰. Leur choix se base principalement sur l'état de santé des candidat·e·s (qui doivent présenter une radio des poumons à la délégation) et sur la profession des intéressé·e·s. Le fait d'avoir une famille restée en Hongrie peut dissuader les délégués des commissions d'émigration¹³¹. En France, la délégation canadienne a auditionné 3 205 personnes et en a accepté 2 823¹³². Même si le nombre de recalé·e·s est relativement faible, leur frustration face à un tel refus devait être tangible. Finalement, en août 1957, sur 12 317 exilé·e·s en France, pas moins de 3 609 personnes ont rejoint un troisième pays d'asile, principalement outre-mer¹³³. Certains pays opérant un attrait chez les réfugié·e·s comme le Brésil, ainsi que l'Afrique du Sud envoient également des délégations, notamment en Italie¹³⁴. La presse du Bloc de l'Est ne manque pas de critiquer ces sélections et décrit les camps comme de vastes marchés aux esclaves où les capitalistes, quand ce n'est pas la Légion étrangère, viennent faire leur choix parmi les réfugié·e·s. Cette vision propagandiste s'appuie sur une réalité : l'intérêt de certains pays à recruter des profils dont ils ont besoin¹³⁵. Ces velléités sont visibles dans les archives du CIME. Dans un rapport sur l'activité de ces commissions de sélection, le chargé des opérations australien relève à deux reprises le caractère « décevant » du profil des réfugiés rencontrés et utilise sans ambages le terme de « recrutement »¹³⁶. De même, au gigantesque camp de Kilmer dans le New Jersey, où ont transité plus de 2 000 réfugié·e·s, des représentants de grandes entreprises industrielles, mais aussi des milieux du Show Business se pressent pour y trouver les profils « intéressants »¹³⁷. Pour celles et ceux qui n'ont pas pu rejoindre les États-Unis, l'attente devient pénible. Ce désespoir est même rapporté par quelques dépêches en Occident qui relèvent des suicides ou tentatives de suicides, notamment à Traiskirchen, chez des jeunes qui n'ont pas été sélectionnés¹³⁸, ainsi que des grèves de la faim dans des camps à proximité de Vienne et à Siesenheim¹³⁹.

¹³⁰ Le Canada dépêche ainsi des commissions en France, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. AOIM : SIT-00-23 ; Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *art. cit.*, p. 18.

¹³¹ Rapport de la commission australienne en France, s.d., AOIM : SIT-00-23.

¹³² Rapport de la commission canadienne en France, 5 avril 1957, AOIM : SIT-00-23.

¹³³ M. Poret à M. Driver (chef du Département des opérations du CIME), 13 août 1957, AOIM : SIT-00-23.

¹³⁴ Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *art. cit.*, p. 18.

¹³⁵ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 141.

¹³⁶ I. D. Emerton, *Review of Hungarian Refugee Programmes 1956-57*, 1^{er} juillet 1957, AOIM : SIT-00-23.

¹³⁷ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 138.

¹³⁸ « Vagues de désespoir dans les camps de réfugiés autrichiens », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 avril 1957. Office of the UNHCR, Co-ordination Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 7th meeting, Genève, 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹³⁹ AOIM : SIT-00-23. Sur les grèves de la faim : James P. Niessen, « A befogadás kultúrája és az 1957. Januári osztrák menekültkvóta-indítvány », in : Stefano Bottoni (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016, p. 349 ; Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 360.

... en passant par le réfugié suspect

Les détracteurs d'un accueil plus généreux aux États-Unis comme les autorités autrichiennes redoutent particulièrement une chose : la présence d'agent·e·s infiltré·e·s dans la vague de 1956. L'une des tâches de ces personnes, dont il est difficile de retrouver la trace, aurait consisté à pénétrer dans les camps pour motiver les indécis à rentrer en Hongrie. Les exilé·e·s présentent alors la particularité d'être convoité·e·s à la fois par les services secrets américains (qui pourront récolter auprès d'eux des informations par exemple sur les méthodes de la police politique hongroise) et à la fois par la Sécurité d'état du régime de Kádár¹⁴⁰. Nous ne pouvons ici qu'effleurer ce large thème que nous complèterons dans la troisième partie en traitant du retour en terres magyares de ces agent·e·s travaillant pour le compte de la Hongrie... ou des États-Unis ! Pour l'heure, c'est le moment 1956 et les actions réelles ou supposées de l'espionnage hongrois en Autriche et non américain qui nous intéressent¹⁴¹.

En février 1957, le diplomate autrichien en poste à Budapest avertit le Ministère des Affaires étrangères de la présence de jeunes gens grassement payés et envoyés en avion à Szombathely pour passer la frontière parmi les réfugié·e·s. Dès la fin 1956, des messages de dénonciation (du type : « tel réfugié·e est un ÁVO [ndlr. agent de la police politique hongroise] ») affluent vers les autorités autrichiennes. Toute la difficulté étant de savoir si ces messages sont véridiques ou s'ils ne relèvent pas, soit du fantasme, soit d'opérations pour ternir encore un peu plus le régime Kádár. La tâche des infiltré·e·s aurait été de sympathiser avec leurs compatriotes et d'enquêter sur les filières de passeurs en Hongrie qui avait permis l'exode. Il n'est pas rare que des réfugié·e·s rendent attentifs les responsables de camps que telle ou telle personne a un comportement étrange, s'ils ne les dénoncent pas directement. S'installe alors dans les camps une véritable « ÁVO-Psychose »¹⁴². Le doute plane particulièrement sur des réfugié·e·s se renseignant un peu trop sur les conditions de fuite de leurs compatriotes, qui montrent un comportement brutal ou tentent de « semer le désordre » pour, selon les autorités autrichiennes, alimenter les commentaires défavorables aux réfugié·e·s¹⁴³. Parfois, des

¹⁴⁰ András Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution*, op. cit., p. 223.

¹⁴¹ Concernant l'espionnage américain, ce phénomène entre dans l'histoire plus large de la mobilisation des émigré·e·s dans la « guerre secrète » américaine contre le communisme. Les méthodes de *covert action* s'étaient institutionnalisées en 1947, moment de la création de la CIA. Dès les débuts des années 1950 et le début du dégel, il s'agissait moins de favoriser logistiquement des révoltes (dont on avait constaté les échecs) que d'investir généreusement dans la propagande pour mener une guerre psychologique. Autour des mottos *Rollback* et *Liberation*, Eisenhower incarne cette nouvelle méthode qui se basait largement sur le recrutement d'émigré·e·s. Sur le sujet : Bennett Kovrig, *Of Walls and Bridges : the United States and Eastern Europe*, New York [etc.] : New York University Press, 1991.

¹⁴² Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », art. cit., p. 229.

¹⁴³ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », op. cit., 2006, pp. 203-204.

réfugié·e·s méfiant·e·s attirent l'attention des autorités autrichiennes sur des éléments (comme bottes ou habits) qu'ils estiment être des signes d'appartenance à l'appareil de répression. Les autorités réglementent de plus en plus l'entrée dans les camps pour parer à de potentielles infiltrations, mais aussi pour éviter le recrutement des jeunes par la Légion étrangère¹⁴⁴. Certains incidents (vols de listes de réfugié·e·s, ou encore des personnes essayant de rentrer dans les camps prétextant la présence de parents, etc.) montrent que les craintes ne sont pas dénuées de fondement¹⁴⁵. Le but des agent·e·s est double : collecter des informations qui deviendront précieuses après un rapatriement (comme les noms de personnes engagées dans l'accueil de leurs compatriotes en Autriche) et enquêter sur le traitement des réfugié·e·s¹⁴⁶.

« 15 000 anticomunistes acharnés en terre communiste » : les réfugié·e·s en Yougoslavie

En Autriche, la « question des réfugiés » est bientôt résolue puisque seuls 18 252 réfugié·e·s y séjournent encore en avril¹⁴⁷. Cette question se déplace alors vers un pays à la position géopolitique particulière : la Yougoslavie.

Au cours du mois de janvier, entre 400 et 800 réfugié·e·s arrivent chaque nuit en République populaire fédérale yougoslave¹⁴⁸. L'attitude ambiguë de Tito à la suite de l'Insurrection (il participe finalement à l'arrestation d'Imre Nagy après que ce dernier se soit réfugié dans l'ambassade yougoslave) est un peu similaire dans l'affaire des réfugié·e·s¹⁴⁹. Dans un premier temps, les autorités refoulent les arrivant·e·s hongrois·es, puis tolèrent leur présence tout en autorisant la venue sur son sol d'une commission hongroise dont le but est de favoriser

¹⁴⁴ Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », *art. cit.*, p. 229 ; Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, pp. 146-147 ; Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 354.

¹⁴⁵ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 147 ; Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », *art. cit.*, p. 229 ; Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, pp. 203-210. Un diplomate tchécoslovaque aurait, d'après l'AFP, été mandaté par le gouvernement pour mettre la main sur une liste générale de tous les réfugié·e·s en Autriche : « Un Tchécoslovaque « persona non grata » à Vienne », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 mars 1957.

¹⁴⁶ Des photos des camps et de leurs pensionnaires ont été notamment interceptées par les autorités autrichiennes. Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », *art. cit.*, p. 229.

¹⁴⁷ Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 », *art. cit.*, p. 125.

¹⁴⁸ Office of the UNHR, Co-ordinating Sub-Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 5th meeting, Genève, 22 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹⁴⁹ Peu d'études (du moins en anglais, français ou allemand) y sont consacrées. La recherche de Hegedűs portant sur 1956 et la Yougoslavie comporte un chapitre est consacré à la question des réfugiés : Attila Hegedűs, *Az 1956-os magyar forradalom és Jugoszlávia* [La révolution hongroise de 1956 et la Yougoslavie], Vajdasági Magyar Művelődési Intézet, 2010. Voir aussi Attila Kovács, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában 1956–1957 » [La gestion de la question des réfugiés hongrois en Yougoslavie, 1956-1957], in : Stefano Bottoni (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történelmet* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016, pp. 433-450 ; et surtout Katarina Kovačević, « Mađarske izbeglice u Jugoslaviji 1956–57. Godine », *Tokovi istorije* 1-2, 2003, pp. 91-124. Un résumé en anglais a été publié : Katarina Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », in : János Rainer, *The 1956 Hungarian revolution and the soviet bloc countries : reactions and repercussions*, Budapest : The Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, 2007, pp. 111-129.

les rapatriements¹⁵⁰. De fait, au moment de passer cette frontière hongaro-yougoslave, les réfugié·e·s ne savent pas toujours s'ils vont être accueillis ou refoulés. Avant décembre, on estime que 1 200 Hongrois·es ont été renvoyés sur le territoire magyar depuis la frontière yougoslave et rien ne laisse encore présager que le gouvernement de Tito donnera asile aux fugitif·ve·s¹⁵¹. Au cours du mois de décembre, les autorités se trouvent débordées face à l'augmentation des tentatives de franchissement de la frontière : beaucoup de fugitif·ve·s refusent de rentrer en Hongrie, essaient à plusieurs reprises de franchir la frontière, certain·e·s enfin, parviennent tout de même à passer en Autriche et racontent les difficultés qu'ils ont connues à la frontière yougoslave. La presse autrichienne commence à critiquer l'attitude des autorités yougoslaves¹⁵². Devant ces remontrances, le gouvernement Tito décide de tolérer les réfugié·e·s, provisoirement au moins, et leur donne, en décembre 1956, la possibilité de demander l'asile sur la base de la Convention de Genève de 1951¹⁵³. Ce revirement s'explique probablement par les craintes du dictateur de mettre en danger la réputation de son pays, considéré par les puissances occidentales comme le plus libéral du Bloc de l'Est¹⁵⁴. Ainsi, jusqu'à mars 1957, quelque 18 600 personnes rejoignent le territoire yougoslave depuis la Hongrie, dont près de 6 000 personnes entre le 15 et le 25 janvier¹⁵⁵! Face au nombre grandissant d'arrivant·e·s, le gouvernement yougoslave demande de l'aide au HCR, arguant que ses capacités d'accueil sont limitées¹⁵⁶. Le Ministère de l'Intérieur, aidé de la Croix-Rouge yougoslave, répartit alors les réfugié·e·s dans 36 centres proches de la frontière, ainsi que dans différents lieux de villégiature en Slovénie et Croatie¹⁵⁷. La qualité des camps est très inégale. Ils sont parfois sous-équipés – à Gerovo par exemple, il n'y a pas d'eau courante – et s'avèrent bientôt surpeuplés¹⁵⁸. L'une de nos témoins, Edit Király, est passée par trois de ces camps : à Grad Borl, Ptuj puis Brestanica. Selon elle, c'est grâce à l'aide américaine que les conditions se seraient améliorées : après quelques semaines dans des conditions hygiéniques déplorables, les réfugié·e·s reçoivent un *Cosmetic Care Bag* offert par

¹⁵⁰ Cette question sera traitée dans *infra*, chapitre 5. « La Yougoslavie est, à son tour, débordée par les réfugiés hongrois », *Gazette de Lausanne*, 25 janvier 1957.

¹⁵¹ Kovács, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában », *art. cit.*, p. 436.

¹⁵² Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 113.

¹⁵³ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* », *op. cit.*, pp. 92-93.

¹⁵⁴ Pour un bref aperçu de la situation de la Yougoslavie à la fin des années 1950 : Jean-François Soulet, *Histoire de l'Europe de l'Est : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2011, pp. 141-143.

¹⁵⁵ Kovács, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában », *art. cit.*, p. 438.

¹⁵⁶ Seulement 10 000 places. Office of the UNHCR, Co-ordinating Sub-Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 5th meeting, Genève, 22 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹⁵⁷ Dès le printemps, celles et ceux dans ce cas durent libérer les hôtels pour les vacanciers, ceux qui n'avaient pas encore rejoint un second pays d'accueil durent alors rejoindre des camps à l'intérieur du pays : « Mission accomplished : How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed » : Rapport de Edward B. Marks (chef de Mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23.

¹⁵⁸ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, pp. 115-116.

les USA. À Brestanica, raconte Edit Király, les femmes organisent une petite révolte pour que la qualité des repas soit améliorée et insistent pour cuisiner elles-mêmes. Souvent, les réfugié·e·s se mobilisent pour améliorer les conditions. Dans le camp de la famille Király, les sorties sont autorisées deux fois par semaine. Edit se rappelle : « les gens étaient plus pauvres que nous ! ». Elle explique : « on a commencé à faire du troc, nous on avait quand-même des habits, parfois des biens comme des bijoux, on échangeait ces biens contre des denrées dont les gens ne manquaient pas »¹⁵⁹.

Quant à la composition de la population réfugiée en Yougoslavie, elle diffère quelque peu de ce qui est observé en Autriche. Des statistiques du CIME montrent qu'il y avait, par rapport à l'Autriche, une bonne proportion de familles et pas moins de 1 500 enfants non accompagnés de moins de 17 ans¹⁶⁰. La composition professionnelle de ce groupe est détaillée dans des sources conservées à Belgrade. Là aussi, on observe des différences par rapport à la population réfugiée en Autriche, comme le montre un tableau consigné en annexe¹⁶¹. Sur 16 214 réfugié·e·s recensés, 46% exercent des professions dites « physiques ». En comparaison avec l'Autriche, cette catégorie est donc moins représentée en Yougoslavie. Il est difficile d'établir une hypothèse pour expliquer ce déséquilibre. Nul doute que le chemin vers le pays de Tito étant à la fois plus ardu et dangereux, il fallait bénéficier davantage de ressources (argent, réseau) que pour rejoindre l'Autriche. Des ouvrier·e·s de Csepel, par exemple, sont certainement moins à même de déployer de tels moyens que des familles bien établies telles que les Király. Ce sont probablement les plus motivés qui s'y sont dirigés.

Pendant que Lindt lance un appel auprès de différents pays afin qu'ils acceptent des contingents de réfugié·e·s de Yougoslavie, un délégué du HCR est alors convié à visiter neuf centres d'accueil. Il rapporte que les Hongrois sont « bien traités »¹⁶² mais que beaucoup d'entre eux se sentiraient discriminés par rapport à leurs compatriotes arrivés en Autriche. L'ambiance est jugée préoccupante¹⁶³. D'une part, ces réfugié·e·s avaient un temps de décalage et donc forcément moins de possibilités d'émigration par rapport aux premier·e·s arrivant·e·s. À cela s'ajoute bien sûr un accueil certainement plus froid qu'en Autriche. Comme le résume un employé du CIME : « they have certainly not been treated as heroes by

¹⁵⁹ Entretien avec Edit Király, Berne, le 17 août 2018.

¹⁶⁰ « Mission accomplished : How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed », Rapport de Edward B. Marks (chef de Mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23.

¹⁶¹ Détails dans l'annexe H. Professions des réfugié·e·s en Yougoslavie.

¹⁶² « La Yougoslavie est, à son tour, débordée par les réfugiés hongrois », *Gazette de Lausanne*, 25 janvier 1957.

¹⁶³ UNREF Executive committee, Standing programme Sub-committee (fourth session) Provisional Summary record of the 22th meeting, Palais des Nations, Genève, le 25 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

the Yugoslavian authorities »¹⁶⁴. Souvent sous surveillance policière, ils sont longuement interrogé·e·s, certain·e·s se plaignent de ne pas être nourris suffisamment¹⁶⁵.

Lors d'une réunion rassemblant délégués nationaux à Genève en avril 1957 alors que plus de 18 000 réfugié·e·s stagnent encore en Yougoslavie, la représentante Olga Milosevic plaide pour plus d'aide financière en invoquant les coûts de l'hébergement (jugés trop onéreux pour un pays encore en reconstruction) et se plaint des possibilités d'émigration réduites. Elle ajoute que les réfugiés ont l'impression que le monde les considère de façon différente de ceux en Autriche¹⁶⁶. Entre les lignes de son plaidoyer – applaudi par l'assemblée – on perçoit bien les enjeux inhérents à la position délicate de la Yougoslavie. Elle a pris le risque de déplaire au Bloc de l'Est en donnant l'asile aux fugitifs, mais ces réfugié·e·s ne veulent pas rester et la Yougoslavie ne veut pas non plus d'eux : leur place est en Occident¹⁶⁷. Lors de la même réunion, le Haut-Commissaire Lindt, qui vient de rentrer d'un voyage en Yougoslavie où il a visité des camps et rencontré Tito¹⁶⁸, utilise le terme de « discrimination » pour décrire le manque de possibilités d'émigration et d'argent alloué à ce pays : « j'estime que tout pays qui accorde de l'aide avec tant de courage et de générosité a droit à sa part d'aide internationale »¹⁶⁹. À nouveau, ce sont les USA qui arrivent à la rescousse. Washington promet une contribution généreuse au CIME pour couvrir les coûts des déplacements des réfugié·e·s hors de Yougoslavie¹⁷⁰. En outre, dès la fin de l'été, les USA permettent à quelque 2 400 Hongrois de rejoindre leur sol¹⁷¹. Mais la situation ne se débloque pas tout de suite : en juillet 1957, ils sont encore près de 10 000 Hongrois·es à attendre leur ticket pour le « Monde libre »¹⁷². Edit Király, dont la famille était encore dans l'attente de l'émigration à ce moment-là, se rappelle de l'agacement des réfugié·e·s : « il y avait une dame réfugiée qui disait regretter de ne pas être plus jeune pour être sélectionnée et un jeune lui dit < moi, j'aimerais

¹⁶⁴ I. D. Emerton, Review of Hungarian Refugee Programmes 1956-57, 1^{er} juillet 1957, AOIM : SIT-00-23.

¹⁶⁵ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 117.

¹⁶⁶ Action de secours en faveur des Hongrois, Réunion des sociétés nationales de la Croix-Rouge, du CICR et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Genève, 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹⁶⁷ En outre, l'URSS avait promis un crédit à la Yougoslavie, il s'agissait de ne pas compromettre cette aide financière : Péter I. Hidas, « « Our beloved Hungarians ». Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », 2001, www.sympathico.ca/thidas/Hungarian-history/Yugoslavia.html (07.02.2018).

¹⁶⁸ Lindt était extrêmement bien vu par les autorités yougoslaves : Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 125.

¹⁶⁹ Action de secours en faveur des Hongrois, Réunion des sociétés nationales de la Croix-Rouge, du CICR et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Genève, 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹⁷⁰ ICEM Press Release no 212, 21 mars 1957, U.S. Aid for Movement of Hungarian Refugees in Yugoslavia, AOIM : SIT-00-23.

¹⁷¹ « Mission accomplished : How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed »: Rapport de Edward B. Marks (chef de Mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23.

¹⁷² Hidas, « « Our beloved Hungarians ». Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », *art. cit.*

avoir un an de plus pour enfin savoir où je serai dans un an »!¹⁷³. Un rapport réalisé par la Croix-Rouge fait état de la déception que connaissent les réfugié·e·s espérant rejoindre les États-Unis et relève l'influence néfaste des informations contradictoires¹⁷⁴. Finalement, comme le montre le témoignage de Pierre Kende, le réseau joue un rôle certain :

C'est en janvier 1957 que je suis parvenu à franchir la frontière hungaro-yougoslave. Il n'était plus possible alors de passer par l'Autriche. J'ai été retenu dans un camp de réfugiés jusqu'au mois d'avril, à une centaine de kilomètres de Belgrade, dans le Banat. Les autorités yougoslaves avaient à notre égard une attitude paradoxale. Alors qu'elles ne souhaitent pas nous garder, elles faisaient tout pour empêcher nos contacts avec les ambassades occidentales. Finalement, c'est grâce au correspondant de l'AFP à Belgrade [...], alerté par mon ami François Fejtő, que je pus transmettre ma demande, être autorisé à venir en France et partir par le train, dans un wagon du Simplon Express contrôlé par l'ONU.¹⁷⁵

Certains pays comme la Suisse, l'Australie et le Canada, envoient alors des délégations afin de sélectionner des réfugié·e·s avec des critères bien précis. À contre-pied, la Suède s'annonce prête à faire venir des réfugiés tuberculeux ou handicapés¹⁷⁶. La France, l'un des premiers pays à réagir en annonçant l'accueil de 1 500 réfugiés¹⁷⁷ ne définit aucun critère de sélection mais insiste sur le fait que les réfugiés devraient la rejoindre seulement s'ils désirent y rester¹⁷⁸. Cette condition est liée au phénomène décrit plus haut : la présence gênante de beaucoup de réfugié·e·s rêvant d'Amérique, mécontents et pressés de quitter la France¹⁷⁹.

Des journalistes occidentaux sont bientôt autorisés à se rendre dans certains camps en Yougoslavie dès la fin mai. En plus d'être balisé (les observateurs sont transportés en bus d'un camp à l'autre par les soins du Ministère fédéral de l'Information), leur chemin est préparé en amont par des officiels du Ministère de l'Intérieur qui précèdent les journalistes dans chaque camp pour vérifier l'état de l'infrastructure avant leur passage¹⁸⁰. La plupart des reporters relève la bonne volonté de la Croix-Rouge yougoslave et salue la liberté qu'ils ont de converser avec les réfugié·e·s¹⁸¹. Certains articles insistent sur leur nervosité et leur détresse pour émouvoir et mobiliser l'opinion en faveur de l'accueil de ces réfugié·e·s. *Le*

¹⁷³ Entretien avec Edit Király, Berne, le 22 août 2018.

¹⁷⁴ League of Red Cross Societies, Relief operation in aid of hungarian refugees in Yugoslavia, Avril-mai 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹⁷⁵ Cité in : Antoine Marès, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe Centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 44 (1), 1996, p. 52.

¹⁷⁶ « Mission accomplished : How the Yugoslav Camps for Hungarian Refugees were Closed »: Rapport de Edward B. Marks (chef de Mission du CIME à Belgrade), 24 juillet 1958, AOIM : SIT-00-23 ; Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 127.

¹⁷⁷ Dominique Auclères, « Voyage au bout de la détresse. Un marché aux esclaves comme dans l'antiquité », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

¹⁷⁸ Cette offre de la France allait avoir une conséquence intéressante : un certain nombre d'intellectuel·le·s présents en Yougoslavie se retrouveront ainsi, non aux États-Unis mais à Paris, bientôt centre névralgique de l'*intelligentsia* pro-Nagy. Consciente des intérêts de ce « réservoir » de jeunes dissidents, l'Université de l'Europe libre à Strasbourg annonce quant à elle l'octroi de 200 bourses : Presse release, AOIM : SIT-00-23.

¹⁷⁹ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 132.

¹⁸⁰ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 117.

¹⁸¹ Compte-rendu de Mr. Wright, Office of the UNHCR. Co-ordination Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record of the 7th meeting, Genève, 19 juin 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

Figaro par exemple rend compte de leur sort dans une enquête intitulée « Voyage au bout de la détresse. Un marché aux esclaves comme dans l'antiquité ». Son auteure, Dominique Auclères, déplore que « l'élan vers la Hongrie martyre [soit] brisé, la source de la fraternité tarie, les cœurs redevenus paresseux »¹⁸². Si le message est tout à fait différent, une fois n'est certainement pas coutume, *Le Figaro* rejoint ici la *Pravda* qui dénonçait le vaste « marché aux esclaves » des camps de réfugiés où pays capitalistes venaient faire leur choix¹⁸³ ! Au contraire de la *Pravda*, l'auteure de cette enquête s'échine, non sans paternalisme, à défendre ces réfugiés, « 15 000 anticommunistes acharnés en terre communiste », à valoriser l'action humanitaire française et dénoncer l'attitude d'autres pays, le Canada et les États-Unis, et leurs délégations dépêchées en Yougoslavie qui « regardent [les] dents [...] et radiographient [les] poumons » des réfugiés. L'auteure argue que la faible popularité de la France auprès des Hongrois serait due au fait que « l'océan est à peine assez large pour les mettre à l'abri des vengeances de leur régime ». Elle essaie de les convaincre :

L'Amérique leur était fermée et, si elle songeait à rouvrir ses portes, elle exclurait les malades, les infirmes, peut-être les intellectuels, [...] ceux qui avaient de gré ou de force appartenu au parti. Je leur disais : Il n'y a pas que l'Amérique. La France est un pays où il fait bon vivre, vous y trouverez du travail, des soins et un logement [...]. -Pas communiste ? pas légion étrangère ? demandaient-ils d'une voix soupçonneuse. - Je vous jure que non. Pas un seul Hongrois n'a été enrôlé dans la légion. Leurs visages s'ouvraient. [...] Je récoltais des « clients » et je me sentais très riche de pouvoir leur donner la France. Parce que je souriais, ils me touchaient le bras [...] avec des gestes d'enfant qui ont peur dans le noir.¹⁸⁴

Parfois jugé avec une certaine méfiance par le public occidental, les réfugié·e·s passé·e·s par la Yougoslavie seront progressivement mieux considérés, comme en témoigne le rapport d'un aumônier hongrois en France, chargé de l'accompagnement de réfugié·e·s :

Alors que les premiers réfugiés avaient bénéficié jusqu'à l'excès des avantages qui leur avaient été offerts dans des pays où règnent la liberté politique sans savoir quelquefois en faire usage, les seconds réfugiés avaient dû continuer une vie dure en Yougoslavie.¹⁸⁵

Grâce à la prise en charge de quotas notamment par la France (2 460 personnes), des États-Unis (2 600), de la Belgique (2 390), du Canada (1 770 personnes), de l'Australie (1 520), de la Suède (1 290), de l'Allemagne (1 150), de la Suisse (750), sur les 20 000 réfugié·e·s arrivées sur le territoire yougoslave, 16 537 personnes peuvent rejoindre l'un de ces seconds pays d'asile¹⁸⁶. 535 personnes choisissent de rester dans le pays de Tito tandis que 2 780 optent le rapatriement¹⁸⁷. Ce corridor vers l'Ouest sera ensuite fermé pour de bon. Un accord

¹⁸² Dominique Auclères, « Voyage au bout de la détresse », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

¹⁸³ Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », *art. cit.*, p. 141.

¹⁸⁴ Dominique Auclères, « Voyage au bout de la détresse », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

¹⁸⁵ Rapport de l'aumônerie hongroise, 30 septembre 1957-15 avril 1958 (Laszlo Lehel), Camps de Villemettrie – avril 1958, ACIMADE-BDIC : Sessions Cimade 1952/1961, F delta 2149/1002 (1952-1961).

¹⁸⁶ Voir les détails dans l'annexe G. Réfugié·e·s hongrois·es : mouvement global et situation au 30 juin 1960.

¹⁸⁷ Report of the Departure of Hungarian Refugees from Yugoslavia, août 1958, AOIM : SIT-00-23. Kovačević explique que les services secrets yougoslaves s'intéressaient aux réfugié·e·s ayant été formés en Union soviétique et a pu en recruter : « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 127.

secret conclu entre la Hongrie et la Yougoslavie entérinera quelques mois plus tard une politique de non entrée en matière envers d'éventuel·le·s réfugié·e·s. À partir de septembre 1957, les Hongrois·es se présentant pour demander refuge sont généralement refoulés¹⁸⁸.

L'épisode yougoslave met en évidence deux aspects. D'abord, le fait que, la plupart du temps, l'Europe ne fait pas rêver les exilé·e·s. Un sondage réalisé par le HCR montre que 90% de celles et ceux qui sont rejoint la Yougoslavie souhaitent émigrer outre-mer¹⁸⁹. Une anecdote met bien en évidence ce à quoi ils et elles sont prêts pour atteindre ce but. À l'automne 1957, un avion ayant décollé de Belgrade pour New York se pose en urgence à Shannon, en Irlande. À son bord, une femme doit accoucher sur le sol irlandais. Cette dernière avait caché sa grossesse par crainte de ne pas obtenir son visa¹⁹⁰. L'attraction qu'opèrent les USA s'explique par un faisceau de raisons. Les réfugié·e·s aspirent à d'autres horizons, pour tourner la page sans doute, peut-être aussi parce que l'Europe de l'ouest ne leur semble pas fondamentalement différente de la Hongrie. La prospérité éclatante du rêve américain est bien plus attirante. Pendant de longues années, les réfugié·e·s ont été sensibles à la propagande de *Radio Free Europe* ou *Voice of America* et ont eu tout le loisir de fantasmer cette terre promise¹⁹¹. De manière paradoxale, la propagande du régime communiste a aussi peut-être joué un rôle. Comme l'exprime l'un de nos témoins, Béla Márai : « comme on avait développé un scepticisme systématique face à ce que nous disait la propagande, plus on nous disait du mal des USA, plus on s'en faisait une image positive »¹⁹².

Deuxièmement, après la courte lune de miel faite de quotas généreux, d'annonces fracassantes en faveur des réfugié·e·s, les gouvernements ne sont plus si enthousiastes. L'exemple du Canada qui préconise une « sélection prudente »¹⁹³ des réfugié·e·s, en Yougoslavie le montre bien : sur les 2 226 candidat·e·s pour rejoindre ce pays, seuls 1 770 obtiendront le précieux visa¹⁹⁴. Que ce soit en Autriche ou en Yougoslavie, l'attente – même courte – de débouchés qu'ont dû vivre une partie des réfugié·e·s s'opposait aux dires de *Radio Free Europe* qui ne se contentait pas seulement de dépeindre la vie occidentale en rose mais qui relayait aussi l'idée que les réfugiés trouvaient dans le « Monde libre » rapidement un emploi bien payé¹⁹⁵.

¹⁸⁸ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 115.

¹⁸⁹ Rapport de la mission du HCR entre le 8 et le 21 janvier 1957 (M. Hoveyda), UNREF executive committee, *The Problem of Hungarian refugees in Yugoslavia*, 30 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹⁹⁰ Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *art. cit.*, p. 20.

¹⁹¹ Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 29.

¹⁹² Entretien avec Béla Márai, Genève, 28 juin 2013.

¹⁹³ Hidas cite ici Lester Bowles Pearson (le secrétaire d'État pour les Affaires extérieures), « « Our beloved Hungarians » Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », *art. cit.*

¹⁹⁴ *Id.* Voir annexe G. Réfugié·e·s hongrois·es : mouvement global et situation au 30 juin 1960.

¹⁹⁵ Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », *art. cit.*, p. 215.

3.3 DES RÉFUGIÉ·E·S BIENVENU·E·S

Le 1^{er} avril 1957, 70% des 193 805 réfugié·e·s enregistré par le HCR ont atteint 29 pays occidentaux¹⁹⁶. Le pays qui aura accueilli le plus de réfugié·e·s, après les tergiversations évoquées, est de loin les États-Unis (41 420 personnes, soit 20,6% de tous les réfugié·e·s), suivis du Canada, de la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, de la Suisse (12 890, 6,4%)¹⁹⁷. Malgré les quelques hiatus mentionnés, une impression globale demeure : si la Hongrie s'était totalement vidée, il semble que l'on aurait trouvé, tôt ou tard, des solutions pour neuf millions de personnes. Ce type de mobilisation, fortement appuyée par les conservateurs et des ONG souvent chrétiennes, rappelle d'autres moments de l'histoire où l'indignation face aux actes d'un ennemi commun menait à des politiques humanitaires ambitieuses. Qu'on se rappelle de l'anti-ottomanisme qui, comme l'anticommunisme de 1956, participait à une politique d'accueil généreuse envers les exilé·e·s arménien·ne·s fuyant le génocide entre 1915 et 1923¹⁹⁸.

Cette très forte volonté d'accueil est tangible dans les sources de l'époque. Certes ce groupe de réfugié·e·s est assez idéal du point de vue des gouvernements et du monde économique : il est composé de jeunes hommes principalement, « susceptibles d'être mis immédiatement au travail »¹⁹⁹. À cela s'ajoute une conjoncture économique relativement prospère et un besoin de main d'œuvre dans certains pays²⁰⁰. Des historien·ne·s soulignent en outre que c'est parce qu'ils étaient peu nombreux et blancs que les Hongrois·es ont été accueillis généreusement²⁰¹. Ce double argument ne nous semble pas central à la lecture des documents contemporains.

Quoiqu'il en soit, ils s'inscriront dans l'histoire comme des « réfugié·e·s bienvenus »²⁰² :

Never before in the history of modern immigration have people who have just crossed the frontier heard loudspeaker saying « Who wants Sweden, Switzerland, Belgium and then simply gotten into a bus marked < Sweden >, < Switzerland >, or < Belgium > ». ²⁰³

¹⁹⁶ Kecskés, « Collecting money at a global level. The UN fundraising campaign for the 1956 Hungarian refugees », *art. cit.*, p. 34.

¹⁹⁷ Pour les détails, se reporter à l'annexe G. Viennent ensuite la Suède, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, Israël, le Brésil, la Norvège, le Danemark, l'Afrique du Sud, la Nouvelle Zélande, l'Argentine, le Venezuela.

¹⁹⁸ Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, *op. cit.*, p. 195.

¹⁹⁹ Loescher cite en exemple les dires du ministre du Travail américain, qui note : « America's instinctive reply to the call for help has enriched her own economy in many ways... It is now clear that America has received a valuable economic bonus » : *The UNHCR and World Politics*, *op. cit.*, p. 87 ; Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 136.

²⁰⁰ Ther, *Die Aussenseiter*, *art. cit.*, p. 239 ; Gémes, « Political migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 174 ; Loescher, *The UNHCR and World Politics*, *op. cit.*, p. 87.

²⁰¹ Gémes, « Political migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 174 ; Cseresnyés, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », *art. cit.*, pp. 391-392 ; Dietrich Thränhardt, « Entwicklungslinien der Zuwanderungspolitik in EG-Mitgliedsländern », in : Hubert Heinelt (éd.), *Zuwanderungspolitik in Europa*, Wiesbaden : VS Verlag für Sozialwissenschaften, 1994, p. 58.

²⁰² Ce terme est emprunté à Paul Nemes, « The Welcome Refugees. Why the West opened its arms to fleeing Hungarians in 1956 », *Central Europe Revue* 1, n° 19, 1999.

Cette mobilisation inédite est visible au niveau de la société civile, des ONG et des États.

La société civile fait preuve globalement d'une compassion sans borne – du moins dans un premier temps – et tend à une forte « identification émotionnelle »²⁰⁴, alimentée par la médiatisation de l'Insurrection et confortée par le consensus généralisé condamnant la répression soviétique. Les ONG ne sont pas en reste. 1956 représente pour elles une sorte de test et leur prestige (ainsi que leurs caisses !) se trouvent renforcés dans le contexte de cette crise. Elles effectuent également un grand travail de sensibilisation, voire de lobbying²⁰⁵. Dans le cas des États, l'application de la Convention de 1951 s'est réalisée « dans un esprit fondamentalement libéral et humaniste »²⁰⁶. Mais les actions étatiques ne répondent pas seulement à des objectifs humanitaires. Le fait que l'OTAN se préoccupe du bon accueil des réfugié·e·s en dit long sur l'inscription de cette crise et sa gestion dans le contexte géopolitique de la Guerre froide. La réussite de l'accueil est une priorité dans le camp occidental. Dans le cas de l'OTAN, il s'agit d'une implication confidentielle : le Conseil de l'Alliance se refuse à faire de la publicité de son activité en faveur de l'accueil des réfugié·e·s²⁰⁷. D'après Kecskés, il s'agissait ainsi d'éviter de donner des arguments à la presse communiste qui dénoncerait aussitôt l'instrumentalisation des réfugiés. Mais le fait que l'action de l'OTAN soit secrète témoigne, selon nous, d'une stratégie : laisser croire que l'accueil des réfugié·e·s est un phénomène qui *va de soi*. À tous les niveaux, la cohésion du « Monde libre » face à l'URSS est frappante.

D'autres motivations transversales se retrouvent dans les actions aussi bien de la société civile, des ONG et des États. Les historien·ne·s évoquent un sentiment de culpabilité, né de la passivité de l'Ouest pendant l'Insurrection²⁰⁸. Aider les réfugié·e·s donnait aux gouvernements et aux responsables de l'accueil l'impression de *faire quelque chose*, de réaliser un devoir moral²⁰⁹.

L'anticommunisme est bien sûr un autre moteur qui agit à plusieurs niveaux. D'une part, les responsables au sein des autorités comme dans les entreprises occidentales imaginaient sans

²⁰³ Claire Sterling, « What happened to the Hungarian Refugees », *The Reporter*, 8 octobre 1958, p. 22, cité in : Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 », *art. cit.*, p. 126.

²⁰⁴ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 136.

²⁰⁵ Il n'est par exemple pas rare que des membres des équipes nationales de la Croix-Rouge dépêchées en Autriche entreprennent des démarches à titre privé dans leur ambassade pour inciter les gouvernements de leur pays à accueillir plus de réfugié·e·s, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

²⁰⁶ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 139.

²⁰⁷ *Id.*

²⁰⁸ Csaba Békés, *Az 1956-os magyar forradalom a világpolitikában* [La Révolution hongroise de 1956 dans la politique mondiale], Budapest : Institut 1956, 2006, pp. 132-133.

²⁰⁹ Lendvai, *Der Ungarnaufstand 1956*, *op. cit.*, p. 228 ; András Gémes, « Political migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 174 ; Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 139.

doute que les réfugié·e·s seraient des travailleurs dociles qui ne seraient pas tentés par les partis d'extrême gauche. D'autre part, ils servent le message anticomuniste. Ces réfugié·e·s ne sont-ils pas des exemples vivants de l'échec du communisme ? Certain·e·s sont directement recrutés par des organisations soutenues ou non par la CIA, par exemple pour raconter leur expérience et leur aversion de l'URSS dans le Tiers-Monde²¹⁰, pour faire de la contre-propagande en vue du prochain Festival de la jeunesse mondiale à Moscou²¹¹ ou simplement pour donner de précieuses informations aux employés de la CIA ou de RFE²¹². Autre signe de l'intérêt des organisations luttant contre le communisme, l'octroi de bourses par les fondations Rockefeller (500 bourses via un don aux autorités autrichiennes) et Ford (530 bourses). Du Canada à la Belgique, en passant par la Suisse de nombreux pays allouent une bourse d'État aux étudiant·e·s qui souhaitent continuer ou commencer des études.

Accueillir et insérer les réfugié·e·s dans la société occidentale représentent, dans cet ordre d'idée, une victoire idéologique pour l'Occident. Selon Kecskés, qui étaye ses hypothèses sur la base des documents de l'OTAN, on attire également « l'attention sur le danger d'une défaite politique et psychologique de l'Occident si les réfugiés hongrois retournaient en masse en Hongrie faute de possibilités d'insertion dans le « Monde libre » »²¹³. De l'autre côté du Rideau de fer, on interprète volontiers la prompte réaction de l'Occident en faveur des dissident·e·s et le fait de les expédier loin de la Hongrie justement comme une manière de les empêcher de rentrer en masse²¹⁴. Ce risque – que les réfugié·e·s se tournent vers la Hongrie – a été jusqu'ici peu évoqué par les historien·ne·s. Il semble pourtant que ce phénomène est plus important qu'il n'y paraît. Un rapport contemporain de la CIA concernant les rapatriements vers l'Est entre 1955 et 1957 suggère que l'empressement avec lequel on éloigne les réfugié·e·s des pays limitrophes a en partie pour but de les dissuader de rentrer. Le rapport s'inquiète que 40% des rapatriements ont lieu depuis les pays limitrophes au Bloc de l'Est particulièrement l'Autriche et la RFA²¹⁵. Dans cette optique, placer les réfugié·e·s le plus rapidement possible, comme s'y attellent des antennes telles que le CIME et l'USEP s'apparente à un objectif politique.

²¹⁰ On pourrait citer l'exemple de l'Union mondiale des étudiants hongrois (MEFESZ) qui, exilée en 1956, devient l'UFHS (Union of Free Hungarian Students). Président de sa section suisse et réfugié en 1956, László Luka raconte que les « soutiens américains » avaient par le biais de cette association, organisé le tour du monde de trois étudiants délégués hongrois : *Témoignage désordonné d'un demi-siècle. Entretien biographique avec Luka Laszlo*, polycopié, mai 2003, pp. 35 et suivantes.

²¹¹ Kecskés « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, p. 139.

²¹² Gémes, « « Schade, schade, immer Spionage ! » », *art. cit.*

²¹³ Kecskés, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun », *art. cit.*, pp. 132-139.

²¹⁴ *Id.*

²¹⁵ The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR–162, p. 21.

Outre l'utilisation politique des réfugié·e·s, il faut encore mentionner un autre facteur propre à certains États : l'enjeu d'image. Dans son plaidoyer pour réceptionner plus des réfugiés, le ministre autrichien Helmer exprime bien cet aspect : « Nous nous sommes fait un nom dans le monde entier à travers l'affaire des réfugiés. Si nous adoptons une attitude réfractaire, cette très bonne impression se briserait à nouveau »²¹⁶. Le fait que ce soit souvent les Ministères des Affaires étrangères qui se prononcent en faveur de l'élargissement des quotas, souvent en désaccord avec les Ministères en charge de l'immigration, montre bien ces enjeux de prestige²¹⁷. Comme l'exprime Ther, les États accueillant des réfugiés pouvaient se présenter en bienfaiteurs. Pour les pays neutres particulièrement engagés comme l'Autriche, la Suisse et la Suède, c'est un moyen de renforcer leur prestige humanitaire²¹⁸. Quant à la France et la Grande-Bretagne, elles poursuivent aussi – pour des raisons différentes – des ambitions liées à leur image auprès des autres puissances de l'OTAN, particulièrement celles, comme les États-Unis, qui ont désapprouvé l'intervention en Egypte. Répondant à l'appel de Vienne, les deux puissances, ainsi que la Norvège et Israël, sont les seuls pays à ne pas spécifier de quota²¹⁹, sans doute un moyen d'atténuer les dégâts d'image liée à la crise de Suez. En 1956, accueillir convenablement et en nombre ces réfugié·e·s est, dans les démocraties occidentales, un acte valorisant et valorisé. Plus que ça, nous y voyons une forme de compétition entre les pays occidentaux au sein d'une lutte commune contre le Bloc de l'Est.

Cette mobilisation a profité d'une part aux réfugié·e·s hongrois·es de 1956 et d'autre part à celles et ceux qui fuient le Bloc de l'Est ou le « péril communiste », Tibétain·e·s dès 1959, Tchécoslovaques en 1968, Cambodgien·ne·s, Laotien·ne·s et Vietnamiens·es dans les années 1970. Le moment solidaire 1956 apparaît ainsi comme la phase inaugurale d'une succession de petites parenthèses.

En Suisse, le capital sympathie des réfugié·e·s de la Guerre froide se trouve également boosté de manière inédite fin 1956. Le chapitre suivant se propose de suivre le parcours de celles et ceux qui rejoignent le territoire helvétique et d'observer sur un plan plus rapproché les enjeux inhérents à cet accueil.

²¹⁶ Peter Haslinger, « Zur Frage der ungarischen Flüchtlinge in Österreich 1956-57 », in : Gerhard Seewann (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 162.

²¹⁷ C'est le cas par exemple au Canada et en Suisse où tant Lester Bowles Pearson que Max Petitpierre plaident régulièrement en faveur des « rallonges » de quota. Pour le Canada, voir : Hidas, « « Our beloved Hungarians » Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », *art. cit.*

²¹⁸ Ther, *Die Aussenseiter*, *op. cit.*, p. 241.

²¹⁹ Action de secours en faveur des Hongrois, Réunion des sociétés nationales de la Croix-Rouge, du CICR et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Genève, le 16 avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

CHAPITRE 4. DE LA FRONTIÈRE VERS UN NOUVEAU FOYER ?

Dans la prière que ces trois Hongrois [...] ont adressée au Seigneur, il y avait une phrase dont nous tous, leurs hôtes privilégiés, devrions nous inspirer : « Fasse que tous les Hongrois, et tous les réfugiés de partout, soient accueillis toujours comme nous l'avons été : simplement, sans curiosité, en leur donnant du travail, en frères ».

Paul Alexis, « Le Noël de Béla Magyar », *La Liberté*, 26 décembre 1956

Nous avons laissé derrière nous notre pays plongé dans une obscurité familière et nous nous approchions de l'étincelante terre étrangère. « Que de lumière ! » s'écria ma mère, comme si c'était la preuve que nous nous dirigeons vers un avenir radieux. Les lampadaires ne diffusaient pas une lueur orange faible et tremblante comme chez nous, mais éblouissaient comme des phares. Ma mère, toute à son plaisir d'émigrer, ne vit pas les nuées de moustiques, de moucheron, y demeuraient collés, se débattaient pour rester en vie, jusqu'à ce qu'attirés par l'implacable lueur, ils se consomment et s'écrasent sur la chaussée bien propre.

Irena Brežná, *L'ingrate venue d'ailleurs* (traduit de l'allemand par Ursula Gaillard), Lausanne : Éditions d'en Bas, 2014, p. 5 [*Die undankbare Fremde*, Berlin : Galiani Verlag, 2012].

Comme en Autriche, l'extrême médiatisation de la crise hongroise occasionne dans la population suisse une sympathie sans borne pour les réfugié·e·s qui fuient, sinon les combats, au moins le régime communiste. Ce chapitre se propose d'analyser leur accueil et sa logistique, ainsi que les discours nés de cette soudaine immigration. Dès l'arrivée des premiers contingents à l'automne 1956, les Suissesses et les Suisses témoignent leur solidarité, beaucoup souhaitent la bienvenue aux fugitif·ve·s dans les gares, en leur offrant du chocolat, l'hospitalité, ou même un travail. Les historien·ne·s ont mis en évidence ce consensus : convictions anticomunistes, haute conjoncture économique et réelle compassion expliquent qu'on ait, en 1956, déroulé le tapis rouge devant les réfugié·e·s magyars. À cela s'ajoute un enjeu d'image. Les accueillir convenablement et en nombre est, dans le « Monde libre », un acte valorisé sur la scène internationale. Pour la Suisse, c'est aussi une manière de redorer une tradition humanitaire, mise à mal par sa politique d'asile restrictive pratiquée durant la Seconde Guerre mondiale.

Si, en 1954, la Confédération avait ratifié la Convention internationale relative au statut de réfugié, elle demeure partagée entre une extrême froideur envers les étranger·e·s, réfugié·e·s ou non, et une nouvelle politique d'accueil favorable aux transfuges fuyant le communisme. C'est cette contradiction qui explique le caractère flou du statut des réfugié·e·s hongrois·es qui dépendent à la fois de la Convention et sont en même temps soumis·es à la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE). Sur cette base, les autorités peuvent adopter

des mesures contraignantes contre celles et ceux jugé·e·s « indésirables », jusqu'à l'internement administratif. Sans aller toujours aussi loin, le Département fédéral de justice et police (DFJP), en collaborant avec les œuvres d'entraide, exerce un contrôle sur les réfugié·e·s. Les fonctionnaires sont parfois décontenancés, voire déçus, par l'attitude d'une frange de Hongrois·es qui se montrent insatisfait·e·s du lieu de leur placement et refusent de travailler. L'accueil d'un contingent supplémentaire en provenance de Yougoslavie en dit long sur ces attentes déçues : les autorités suisses essaient alors de recruter des réfugié·e·s qui correspondent cette fois aux idéaux (des familles de milieu rural), aux besoins économiques (exerçant des professions recherchées en Suisse) et aux impératifs pratiques (maîtrisant une langue nationale parlée, bonne santé). Cet intérêt est l'un des paradoxes de cet accueil où se côtoient compassion, générosité, mais aussi condescendance, calcul, curiosité et méfiance.

Dans un premier temps, la presse comme les autorités donnent une excellente image des réfugié·e·s, mais elles doivent bientôt répondre à des rumeurs : les Hongrois seraient impatientes, fiers, volubiles, dépensiers. On mobilise alors un *leitmotiv* selon lequel leur arrivée aurait mis « deux mondes en présence », suisse et hongrois, révélant des attentes pas toujours conciliables. Les différences et défauts supposés des Hongrois·es sont mis sur le dos de l'endoctrinement révolutionnaire qu'ils auraient subi et/ou sur la supposée mentalité du peuple magyar. Les problèmes sont souvent minimisés et la presse, tout comme les autorités, appellent les Suisses à faire preuve de patience et de compréhension pour intégrer au mieux ces « déracinés ». Des Hongrois·es de vagues précédentes d'émigration déjà en Suisse avant 1956, sont mis·es à contribution pour diffuser ce message. Malgré tous ces efforts, les déceptions des réfugié·e·s sont inévitables. Pour beaucoup, la Suisse n'est qu'un choix par défaut, l'Australie et les États-Unis représentant des destinations bien plus intéressantes. Dans ce cas, la Suisse s'apparente à une terre *permise* plutôt que promise.

Nous tâcherons de saisir l'expérience que les réfugié·e·s ont fait de cet accueil. Les espoirs, déceptions et hésitations qu'ils et elles ont pu ressentir face à ce potentiel nouveau foyer alimenteront notre questionnement. Plutôt que de voir la Suisse comme un asile d'emblée perçu comme définitif, nous la considérons comme un lieu d'asile éventuellement transitoire. Sans empêcher celles et ceux qui le souhaitent de partir vers des horizons plus lointains, il semble que les autorités mettent tout en œuvre pour que les réfugié·e·s *restent*. Cette politique délibérée est tout à fait inédite. En 1956, le principe de la Suisse comme pays de transit où l'exilé·e ne devrait pas s'éterniser – un principe de mise pendant plus de 20 ans – paraît, à première vue, oublié.

4.1 UN ACCUEIL FERVENT

L'Insurrection vue de Suisse

Pour comprendre l'exceptionnelle compassion des Suisses pour les réfugié·e·s à leur arrivée, il faut brièvement aborder les réactions helvétiques face aux événements de Budapest.

Dès le 23 octobre 1956, les médias suisses suivent le soulèvement avec intérêt. La presse – à l'exception des rares journaux d'obédience communiste qui hésitent dans leur interprétation de ce soulèvement – salue l'héroïsme de la jeunesse hongroise qui aurait ravivé le rôle supposé de la Hongrie comme traditionnel « rempart de la chrétienté »²²⁰. Le *Journal de Genève* relaie un discours forgé autour des combats des Hongrois pour la liberté qui « une fois de plus [...], paient de leur sang la liberté qu'ils cherchent à retrouver »²²¹. Condamnée le jour même par le Conseil fédéral, l'intervention soviétique du 4 novembre indigné toute la Suisse. Des cortèges se forment spontanément autour de slogans tels que « Pfui UDSSR »²²² ou « Le communisme tue des enfants, déporte les jeunes »²²³. Le dénouement de la crise hongroise provoque différentes réactions. Le 6 novembre, en saluant la vague d'indignation ressentie dans toute la Suisse, la *NZZ* clame à son lectorat que les Hongrois se battent « pour notre liberté aussi »²²⁴. La plupart des journaux appellent la population à signaler son soutien²²⁵. Un appel dûment suivi puisque du 5 au 7 novembre, les manifestations ont rassemblé plus de 100 000 personnes dans les seules villes de Berne, Zurich, Bâle, Lausanne, Genève²²⁶. Des heurts sont observés, notamment à Genève où un bon millier de manifestant·e·s essaie de perturber la réception en l'honneur de l'anniversaire de la Révolution russe organisée par la délégation onusienne soviétique à l'Hôtel Beau-Rivage. Puis, un groupe se rabat sur les locaux de la *Voix ouvrière* – l'organe du Parti du Travail (PdT) – et l'assaille avec des pavés²²⁷. Ce type de violence, d'ailleurs condamné par une partie de la presse²²⁸, n'est pas un

²²⁰ *Neue Zürcher Zeitung*, 26 octobre 1956, cité in : David Tréfàs, *Die Illusion, dass man sich kennt : schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956*, Zurich : Chronos, 2008, p. 208.

²²¹ René Payot, « Réveil hongrois », *Journal de Genève*, 25 octobre 1956.

²²² Photographie d'une manifestation devant l'ambassade soviétique à Berne, Zurich, Archives sociales, F 5032-Fc-0042. En ligne : https://www.bild-video-ton.ch/bestand/objekt/Sozarch_F_5032-Fc-0042 (25.01.2019).

²²³ Photographie d'une manifestation à Zurich, in : Laurent Duvanel et René Levy, *Politique en rase-mottes : mouvements et contestation suisses : 1945-1978*, Lausanne : Réalités sociales, 1984, p. 85.

²²⁴ « Zürich und der ungarische Freiheitskampf. Eindrucksvolle Kundgebung auf dem Lindenhof », *Neue Zürcher Zeitung*, 6 novembre 1956.

²²⁵ Par exemple : « Soyons, ce soir, dignes de Genève », *Journal de Genève*, 7 novembre 1956.

²²⁶ Concernant les manifestations et pour plus de détails : Louis Räber, *Der ungarische Aufstand von 1956 : Aufstand und Auswirkungen in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Zurich, 1983.

²²⁷ *Ibid.*, p. 51 ; « Près de soixante mille Genevois ont rendu hommage à la Hongrie », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 novembre 1956.

²²⁸ « Soyons, ce soir, dignes de Genève », *Journal de Genève*, 7 novembre 1956 ; B. Bellwald, « Au-delà de l'indignation », *Feuille d'avis de Lausanne*, 15 novembre 1956.

cas isolé et partout, des membres du PdT sont stigmatisés ou rossés²²⁹. Autre conséquence : la ruée dans les magasins. Craignant une guerre prochaine, de nombreuses Suisses s'empressent de faire des réserves. Le Conseil fédéral se voit même contraint de dissuader la population d'avoir recours à de telles pratiques²³⁰. Cette forme de crise mêlée à un engouement propre à 1956 mène à la suppression d'événements sportifs et culturels. Dans la presse, le ton est tragique, « Budapest est morte et ne réagit plus » ou « L'agonie de la Hongrie libre » titrent les quotidiens²³¹. Du mouvement jeune radical suisse, aux étudiant·e·s de l'École des hautes études commerciales, en passant par les clubs d'automobile, les patient·e·s de sanatoriums et même les détenus d'un pénitencier, chaque témoignage de solidarité, souvent assorti d'un don, est rapporté dans la presse²³².

Il résulte de ce consensus une nouvelle unité au-delà des clivages politiques habituels dont il faut profiter. Certaines organisations anticomunistes prévoient ainsi des actions de protestation à grande échelle et alimentent délibérément les hostilités, comme le groupe *Aktion Niemals vergessen* qui distribue en décembre 1956 15 000 cocktails Molotov avec mode d'emploi dans les rues de Berne²³³. L'apogée de la solidarité a lieu le 20 novembre à 11h25. Après la sonnerie simultanée des cloches des églises, trois minutes de silence sont observées dans toute la Suisse, par une bonne partie de la population :

Un silence profond s'étendit sur la ville lorsque les trains, les tramways, les véhicules et les piétons s'arrêtèrent. Dans un calme impressionnant, un hommage fut rendu au peuple hongrois victime de la barbarie soviétique. Le travail a partout été interrompu, les administrations ont fermé portes et guichets, les téléphonistes ont débranché leurs appareils. Des temples et des églises ont ouvert leurs portes aux fidèles venus se recueillir. [...] Bien des larmes coulèrent sur des visages graves.²³⁴

Les réactions observées en Suisse à la suite de l'intervention soviétique ne se distinguent pas fondamentalement du reste du « Monde libre ». Des États-Unis à l'Argentine, en passant par Berlin-Ouest, on ne compte pas les marches, actions humanitaires ou symboliques « pour la Hongrie ». Ces manifestations sont complétées, surtout dès la deuxième intervention militaire, par des assauts contre les ambassades soviétiques : des cailloux au Danemark aux déchets et

²²⁹ Voir surtout pour ce sujet : Rita Lanz, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung: die Schweiz und die Aufnahme ungarischer Flüchtlinge 1956* [Mémoire de licence en histoire], Zurich, 1996 et Tréfás, *Die Illusion, dass man sich kennt, op. cit.*, pp. 218-224.

²³⁰ « Tous les milieux de la population sont invités à garder leur sang-froid et notamment à éviter par leur comportement tout mouvement de panique » : « La psychose du sac de sucre et de l'estagnon d'huile », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 10 novembre 1956. Le président de la Confédération Feldmann parle de « Angstkäufe » : Roger Sidler et Peter Moser (éds.), *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, t. 5, Bâle : Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Kommissionsverlag Krebs, 2001, pp. 185-186. Ces réactions sont souvent condamnées par la presse : « Au-delà de l'indignation », *Feuille d'avis de Lausanne*, 15 novembre 1956.

²³¹ *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 novembre 1956 et *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 novembre 1956.

²³² Ces exemples sont tirés de la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 10, 12 et 17 novembre 1956.

²³³ Tréfás, *Die Illusion, dass man sich kennt, op. cit.*, p. 216.

²³⁴ « La Suisse a fait silence pendant 3 minutes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 21 novembre 1956.

légumes pourris à Reykjavik²³⁵. Des attaques sont aussi partout dirigées contre ceux qu'on considère comme la 5^{ème} colonne de l'URSS : les partis communistes locaux.

En Suisse, les sociaux-démocrates s'emploient alors à se distancier du PdT en protestant avec véhémence contre l'intervention russe et en s'engageant aux côtés de la droite dans l'accueil des réfugié·e·s²³⁶. D'autant que dans le cas de la Suisse – et c'est peut-être là qu'elle se distingue – les mouvements de solidarité se dirigent aussi contre des cercles de gauche plus larges ou contre ceux qu'on soupçonne de sympathiser avec le communisme, intellectuel·le·s marxistes, syndicalistes, commerçant·e·s travaillant avec le PdT ou libraires vendant des livres de RDA²³⁷. Cette récupération de la crise hongroise n'est pas une exception mais elle nous semble plus efficace qu'ailleurs : fortement ostracisé, le PdT ne se remettra jamais tout à fait de 1956. À notre connaissance, certaines actions d'envergure comme les minutes de silence observées au niveau national représentent une exception mondiale. Dans le cas suisse, 1956 donne un coup de fouet à la Défense nationale spirituelle, cette doctrine qui prend un tour toujours plus anticomuniste au cours des années 1950²³⁸. Très implanté dans la société, l'anticommunisme explique en grande partie l'implication extraordinaire constatée au niveau de la société civile.

Bientôt, on apprend que toujours plus de Hongrois·es parviennent en Autriche. Des voix s'élèvent déjà pour en accueillir. Au niveau gouvernemental, l'accueil des fugitif·ve·s représente un geste politique : la Suisse aura alors l'occasion de se distinguer sur la scène internationale.

« On devrait être généreux et soulager l'Autriche »²³⁹ : le premier contingent

Aux côtés de la Belgique, de la France, des Pays-Bas et de la Suède, la Suisse fait partie des premiers pays à répondre à l'appel du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et annoncer sa volonté d'accueillir des réfugié·e·s²⁴⁰. Dans sa séance du 6 novembre

²³⁵ Simon Hall, *1956 : Welt im Aufstand*, Stuttgart : Klett-Cotta, 2016, p. 328 ; Victor Sebestyen, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris : Calmann-Lévy, 2006, pp. 309-400.

²³⁶ Le PS s'emploie à devancer les partis bourgeois sur ce terrain, comme lorsque le président du groupe socialiste au Parlement propose à Feldmann le matin du 4 novembre que le Conseil fédéral prenne position contre l'URSS : Sidler et Moser, *Markus Feldmann Tagebuch*, op. cit., t. 5, p. 189.

²³⁷ Le cas le plus grave est sans doute la véritable chasse contre le philosophe Konrad Farner dont l'adresse privée avait été communiquée dans la *NZZ*. Rita Lanz, « Solidarität und Ausgrenzung : die Ungarnhilfe in der Schweiz 1956 », *Schweizer Monatshefte* 86 (2006), pp. 35-36 ; Anita Walser, *Konrad Farner : erlebter Antikommunismus in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Freiburg Schweiz, 2007, pp. 41-52.

²³⁸ Mario König, « Rasanter Stillstand und zähe Bewegung Schweizerische Innenpolitik im Kalten Krieg – und darüber hinaus », in : Walter Leimig (éd.), « *Goldene Jahre* » : zur Geschichte der Schweiz seit 1945, Zurich : Chronos, 1999, pp. 151-172.

²³⁹ Remarque de Max Petitpierre, Verhandlungsprotokoll der 75. Sitzung des Bundesrates, 6 novembre 1956, CH-BAR#E1003#1970/344#3*.

²⁴⁰ Appeal to Governments concerning Refugees, 6 novembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

1956, le Conseil fédéral débat de cet accueil. Excepté la remarque de Giuseppe Lepori relevant qu'il faudrait s'assurer que ces fugitifs soient bien des « réfugiés authentiques », le consensus est évident. La réponse de Max Petitpierre à James Read le confirme : « [le] Gouvernement suisse désireux de collaborer [à] toutes mesures qui pourraient alléger [les] tâches très lourdes [du] gouvernement autrichien et adoucir le sort tragique [de] ces réfugiés »²⁴¹. Les réfugié·e·s – ce n'est pas le cas dans tous les pays – ne doivent pas candidater pour arriver en Suisse. Comme le relève le texte du DFJP annexé au rapport Ludwig : « le Conseil fédéral ne subordonna l'accueil des réfugiés à aucune condition. Il leur suffisait, pour être englobés dans le contingent, de désirer venir en Suisse »²⁴². Au niveau international, outre la Suisse, seuls les Pays-Bas annoncent au HCR leur volonté de n'opérer aucune sélection. Certains pays se veulent tolérants mais demandent, dans le cas de la France « une proportion de malades raisonnable » ou mentionnent, dans le cas de l'Italie, une préférence pour les étudiants et pour les femmes seules ou avec enfants. La Belgique annonce non sans précaution qu'elle « entend agir dans un esprit éminemment humanitaire » et que s'il s'agit d'éviter que « le convoi soit exclusivement composé de réfugiés qui devraient tous tomber à la charge de l'Assistance publique », son objectif est de prendre aussi bien des vieillards et des femmes avec enfants, que des adultes aptes au travail. D'autres pays posent des conditions précises : l'Argentine se dit prête à accueillir à 3 000 orphelins, le Portugal seulement des femmes et des enfants, l'Espagne, seulement des enfants, etc.²⁴³. Les pays d'outre-mer comme l'Australie et les États-Unis annoncent d'emblée leur vœu de sélectionner sur dossier les candidat·e·s via des commissions basées en Europe²⁴⁴.

Quant au nombre de réfugié·e·s accepté en Suisse, il ne se distingue pas – encore – de celui des autres pays. La moyenne se situe autour des 2 000 à 3 000 personnes par pays. On compte aussi quelques pays réticents à accueillir des fugitif·ve·s, comme le Danemark ou la Grèce qui propose à la place d'envoyer 30 000 tonnes de raisin aux réfugié·e·s ! Le 13 novembre, alors

²⁴¹ Incoming cable n° 20011, Max Petitpierre à James Head, 7 novembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

²⁴² Annexe A : « La pratique suisse de l'asile à l'époque récente. Rapport du DFJP du 7 mars 1957 », in : Carl Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, Berne, 1957, p. 395.

²⁴³ Offers of assistance to refugees at 12 november 1956 ; Coordination meeting on the Question of Refugees between Governmental and Intergovernmental Organizations and voluntary Agencies working for refugees and the Office of the UNHCR, Genève, 13 novembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1. Dans ce meeting de coordination, James Read demande qu'on informe les pays : « In fact the number of orphans or unaccompanied children was extremely few ».

²⁴⁴ Voir *supra*, chapitre 3 : 2. De l'« essoufflement » à la recherche de solution. Information required from reception countries who have offered to take refugees from Hungary, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

que plus de 27 000 fugitif·ve·s se trouvent en Autriche, le Conseil fédéral décide de porter le contingent de 2 000 à 4 000 personnes²⁴⁵.

Du côté de la société civile, la mobilisation est énorme. Elle a commencé avant l'arrivée des réfugié·e·s²⁴⁶. Avant même que le numéro du compte de l'aide à la Hongrie ne soit communiqué par la Croix-Rouge suisse, des centaines de personnes amènent spontanément des biens ou de l'argent dans ses locaux, ils sont en outre 10 000 volontaires à donner leur sang dans des centres de transfusion²⁴⁷. Les actions caritatives rivalisent d'originalité : récolte de 108 tonnes de pommes de terre par les paysans zurichois, « journée du kilo hongrois » en Gruyère, collecte de 600 000 plaques de chocolat par les écolier·e·s dans quelque 20 000 classes²⁴⁸, tricot et vente de couvertures par des clubs de femmes, pendant que des politiciens renoncent à leurs jetons et que des employé·e·s décident, en groupe, de donner une partie de leur salaire ou sacrifier leurs gratifications au profit de l'aide à la Hongrie²⁴⁹.

Au moment de l'arrivée des réfugié·e·s, un *leitmotiv* apparaît alors dans la presse : le « peuple suisse privilégié »²⁵⁰ doit se mobiliser, car « toute souffrance non endurée est une dette envers ceux qui l'endurent »²⁵¹. La mobilisation peut cette fois-ci clairement se faire en faveur des fugitif·ve·s, qu'on considère comme des représentant·e·s de la Révolution. La presse en appelle à une sorte de transfert de sympathie du « combattant de la liberté » au réfugié comme hommage au soulèvement : « la Suisse a ici la possibilité de montrer que la vague de sympathie et de respect pleine de vénération devant l'héroïsme de ce peuple qui a fendu tous les cœurs dans notre pays [...] va laisser place à des actes concrets »²⁵².

Dès l'annonce de l'arrivée des premiers convois, beaucoup d'Helvètes se déplacent et accueillent les réfugié·e·s dans les gares, souvent de manière triomphale ou en leur donnant des cadeaux comme du chocolat ou des fruits exotiques. Dans la presse, on ne se préoccupe pas du fait que ce premier groupe vient majoritairement de l'ouest de la Hongrie et que beaucoup n'ont pas participé aux combats, les réfugié·e·s sont admirés et attendus avec

²⁴⁵ Annexe A : « La pratique suisse de l'asile à l'époque récente. Rapport du DFJP du 7 mars 1957 », in : Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., p. 394.

²⁴⁶ Sur l'aide en Hongrie : Isabelle Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles : Bruylant, 1998.

²⁴⁷ Lanz, « Solidarität und Ausgrenzung », art. cit., p. 34.

²⁴⁸ Duvanel et Levy, *Politique en rase-mottes*, op. cit., p. 82.

²⁴⁹ Comme le résume Laurent Duvanel et René Levy dans un commentaire railleur : « L'on récolte toute sorte de choses utiles et inutiles », *ibid.*, p. 79 ; Lanz, « Solidarität und Ausgrenzung », art. cit., p. 34.

²⁵⁰ Bw., « Tâches exceptionnelles », *Feuille d'avis de Lausanne*, 29 novembre 1956.

²⁵¹ Ernest Denis, cité in : « Pour les réfugiés de Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 29 novembre 1956 ; s. o., « Die Sammelstelle des Roten Kreuzes in Zürich », *Neue Zürcher Zeitung*, 13 novembre 1956.

²⁵² *Hier hat die Schweiz die Möglichkeit, zu zeigen, dass die Grundwelle der Sympathie und des ehrfürchtigen Respekts vor dem Heldentums dieses Volkes, die in unserem Land [...] alle Herzen mitgerissen hat, den Manifestationen in Sälen und auf Plätzen die praktische Taten folgen lassen wird* : At., « Hilfeleistung für die Flüchtlinge aus Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 14 novembre 1956.

impatience²⁵³. Les locaux de la Croix-Rouge sont souvent trop petits pour réceptionner des tonnes d'habits, de chaussures, de denrées alimentaires, d'articles ménagers et de médicaments²⁵⁴. Deux exemples parmi des centaines montrent autant l'ampleur de la mobilisation que l'intérêt de la presse à rapporter en détail cette générosité :

Une grande foule de sympathisants attendaient jeudi soir sur la place de la Gare l'arrivée des nouveaux réfugiés hongrois. [...] Bien que tous très fatigués, ils laissaient paraître sur leur visage pâle la joie d'être dans notre pays. Les éclaireuses qui avaient fait la collecte à leur intention la veille en ville, leur distribuèrent force cadeaux.²⁵⁵

Les élèves du gymnase ont apporté du papier, des stylos, des calendriers, des jeux de cartes, des disques, une radio. [...] L'école professionnelle a fait parvenir [...] des lots de laine, de coton, d'aiguilles, tout ce qui est nécessaire à une femme pour la couture. [...] chacun a fait son devoir, donné ce qu'il pouvait.²⁵⁶

Les entreprises ne sont pas en reste. Certaines proposent de parrainer des familles, comme la Brasserie Cardinal. D'autres annoncent des dons généreux, comme la chaîne de magasins PKZ qui offre des habits pour hommes à une hauteur de 10 000 francs²⁵⁷. La société civile contribue largement à l'installation des réfugié·e·s. Par différents canaux (radio et journaux principalement), villes et communes diffusent des appels dans le but de trouver des logements aux réfugié·e·s. Propriétaires d'hôtel, institutions (tels que des syndicats, associations, clubs, ou paroisses) ou particuliers proposent aux autorités de mettre à disposition des chambres, résidences secondaires ou locaux de villégiature. Les lettres d'offres conservées dans des archives cantonales témoignent du crédit extrêmement positif des réfugié·e·s mélangé à une certaine culpabilité. D'aucuns leur proposent un toit « dans le but essentiel de redonner un peu de vie [...] et de bonheur à ces cœurs meurtris »²⁵⁸, ou encore : « profondément émus par la détresse de nos frères malheureux, nous avons décidé mon mari et moi de partager notre vie trop confortable »²⁵⁹.

Une variante d'aide apparaît : le parrainage. Dans les pages de tous les journaux de Suisse dès la fin de l'année 1956 fleurissent les petits encarts annonçant que telle ou telle commune « se propose d'accueillir une famille entière et de l'entretenir »²⁶⁰ et qu'un appel à la population a

²⁵³ La *NZZ*, par exemple, mentionne très rapidement que les réfugiés viennent des zones frontières avant de s'épancher longuement sur les récits de guérillas urbaines à Budapest : « Die Flüchtlinge an der österreichisch-ungarischen Grenze », *Neue Zürcher Zeitung*, 13 novembre 1956 ; concernant l'impatience, citons par exemple Pierre Barras, « Ce qui se fait à Fribourg », *La Liberté*, 28 novembre 1956 : « Beaucoup d'âmes généreuses, justement émues par l'afflux des malheureux Hongrois [...] brûlent de venir à leur secours. [...] Elles se demandent ce qui se fait chez nous [...]. Qu'elles se rassurent ! [...] nous aurons tout loisir, comme dans les autres cantons, de venir au secours des victimes de la monstrueuse idéologie communiste ».

²⁵⁴ « Les Neuchâtelois et l'aide à la Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956.

²⁵⁵ « Montreux. De nouveaux réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 17 novembre 1956.

²⁵⁶ « L'arrivée des Hongrois à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956.

²⁵⁷ « Pour les Hongrois », *La Liberté*, 20 novembre 1956 ; Lanz, « Solidarität und Ausgrenzung », *art. cit.*, p. 34.

²⁵⁸ Lettre d'un particulier, 22 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

²⁵⁹ Lettre d'un particulier, 17 novembre 1956, *id.*

²⁶⁰ « Chronique de la Tour-de-Peilz », *Feuille d'avis de Lausanne*, 17 novembre 1956.

été réalisé pour collecter les fonds nécessaires à « l'entretien de ces malheureux »²⁶¹. Certaines municipalités annoncent qu'elles accueilleront une famille, souvent peu après qu'une commune voisine a fait de même²⁶². Ce premier contingent bénéficie en quelques sortes d'un accueil de première classe : les arrivant·e·s logent dans des hôtels, des maisons de vacances ou chez des particuliers et sont souvent accueilli·e·s comme des héros²⁶³.

Zoltán Tóth fait partie de ce contingent. Ce jeune étudiant en économie a été quasiment recruté en Autriche : « on avait reçu des brochures sur l'Université de Genève »²⁶⁴. Il est conduit dans un hôtel cossu de Montreux où il passera un mois. Le récit de son arrivée rend bien compte de cette mobilisation et de l'intérêt autour des nouveaux venus et de leur histoire : « il y avait un pasteur, il nous a fait venir pour la fête de l'Escalade. – Tu peux dire quelques mots ? C'est là que j'ai rencontré le Docteur Duval²⁶⁵ qui a proposé de m'héberger à Genève »²⁶⁶.

Autre privilège : la plupart des réfugié·e·s de ce contingent peuvent choisir leur point de chute. C'est le cas de la mère de l'un de nos témoins, Bálint Basilides, qui se rappelle que dans le train les acheminant en Suisse, le 13 novembre 1956, on avait demandé aux réfugié·e·s leurs préférences²⁶⁷. Pendant cette phase de frénésie humanitaire, les vieilles craintes liées à la présence étrangère et à l'*Überfremdung* sont mises entre parenthèses, car on ne considère pas les Hongrois·es comme des étranger·e·s comme les autres. C'est encore l'enthousiasme qui prédomine à l'annonce de l'arrivée d'un nouveau groupe de réfugié·e·s à la fin novembre 1956.

Une discipline bienveillante : le deuxième contingent

À la suite d'un nouvel appel du gouvernement autrichien relayé par l'ONU et le HCR, le Conseil fédéral annonce la réception d'un contingent supplémentaire. La gestion de ce nouveau groupe est, cette fois, attribuée à l'armée, qui organise son accueil. Deux jours plus tard, l'arrêté du Conseil fédéral officialise l'hébergement de 6 000 réfugié·e·s hongrois·es, portant le quota total à 10 000 personnes. C'est à ce moment-là que la Suisse creuse l'écart

²⁶¹ « Dombresson. Aide aux réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956.

²⁶² Par exemple, Fleurier suivant l'exemple de Buttes : « Le conseil communal hébergera une famille hongroise », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 13 novembre 1956.

²⁶³ Urban Stäheli, « *Zu Hause, aber nicht daheim* » : *Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich : Volkskundliches Seminar der Universität Zürich, 2006, p. 83.

²⁶⁴ Plusieurs universitaires libéraux engagés dans l'accueil d'étudiants à Genève s'étaient rendus en Autriche. Zoltán Tóth mentionne ainsi Claude Mopert dont l'activité pour les réfugiés s'étend au moins jusqu'en 1963 : « Dissolution du Fonds en faveur des réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 1^{er} novembre 1963.

²⁶⁵ Il s'agit d'un pseudonyme.

²⁶⁶ Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2013.

²⁶⁷ Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

avec ses concurrents : elle devient le pays, qui, proportionnellement à sa population, héberge le plus de réfugié·e·s²⁶⁸. Ce second contingent est réparti entre les casernes d'Herisau, Lucerne, Bellinzona, Sion, Liestal, Coire, Saint-Gall, Bière, Lausanne, Frauenfeld, Walenstadt. Outre ces casernes, trois autres camps sont apprêtés : celui des étudiants à Zurich²⁶⁹, le camp de rapatriement de St. Margrethen et le camp sanitaire de la Lenk²⁷⁰. Comme pour le premier contingent, ce sont environ 500 personnes par jour qui sont acheminées en Suisse. La Croix-Rouge assure le transport jusqu'à la frontière, puis, à partir de Buchs, les réfugié·e·s sont confié·e·s à l'armée²⁷¹.

L'accueil est encore très positif au sein de la population. La plupart des réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s ont rejoint la Suisse en décembre 1956 et se souviennent avec émotion :

On était dans le train, on n'avait pas le droit de descendre mais on pouvait ouvrir les fenêtres... il fallait voir, je peux pas oublier ! La Suisse ! Les gens, ils nous attendaient ! Ils nous ont donné des fruits et tout ce qu'ils pouvaient : le thé, le café [...] Les gens... on aurait dit qu'ils étaient heureux qu'on soit là !²⁷²

Quant à Péter Gémes, il se remémore : « nous étions très populaires. Evidemment, on ne pouvait pas bien communiquer mais des jeunes filles s'intéressaient à nous sans qu'on ne fasse rien ! »²⁷³. Les Suisses qui ont connu cette période, se rappellent, qui, d'une petite Ilona accueillie dans sa classe et les mots bienveillants de la maîtresse à son égard, qui, d'un Imre, employé dans son entreprise et de cette vague de solidarité sans précédent. Dans le récit de vie d'une jeune fille arrivée dans le Jura bernois, on peut lire : « j'étais une star parmi les filles du village. Avec ferveur, toutes avaient à cœur de m'inviter pour le quatre-heures et de me gâter »²⁷⁴. La *Feuille d'avis de Lausanne* encourage son lectorat à convier à sa table « des victimes du martyre », car, précise-t-elle, tout le monde n'est pas en mesure d'en loger :

Il est [...] préférable de leur offrir ce qu'ils aiment. Si vous trouvez dans votre livre de cuisine une des innombrables recettes de goulache, cela prend du temps, mais cela n'est pas difficile à faire. Si vous êtes un peu pressée, nous vous proposons des petites chipolatas rôties, coupées en rondelles, que vous servirez avec trois oignons émincés blondis [...] Un repas pris à une table privée leur fera autant de bien à l'âme qu'au physique. Soignez donc le couvert, fleurissez la table et pour le dessert offrez des fruits, particulièrement des fruits exotiques introuvables en Hongrie depuis de longues années. [...] Ne leur posez pas trop de questions, sauf peut-être sur leur famille s'ils ont envie d'en parler et préparez des cigarettes en abondance. Ils fument presque tous comme tous les gens qui ont eu faim.²⁷⁵

²⁶⁸ La Suisse compte alors 9 833 réfugié·e·s. Seuls la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, les États-Unis se situent autour des 10 000 réfugié·e·s : Hungarian Refugees in Austria : Rate of Influx & Resettlement, Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, 11-17 décembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1.

²⁶⁹ Où sont transportées 254 personnes dont 216 hommes et 34 femmes.

²⁷⁰ La Lenk accueille 320 personnes souffrant la plupart du temps de maladies (principalement la tuberculose).

²⁷¹ Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁷² Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

²⁷³ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

²⁷⁴ *Ich war ein Star unter den jungen Mädchen des Dorfes. Alle waren eifrig darauf bedacht, mich zu einem quatre-heures [...] einzuladen und reichlich zu beschenken* : Viktoria Abdaï, *Alle Wege führen in die Schweiz : Odyssee einer Exil-Ungarin*, Zurich : Sistabooks, 2002, p. 128.

²⁷⁵ Camille Sauge, « Recettes suisses pour réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 10 décembre 1956.

Un témoignage est particulièrement révélateur : Egon Kiss-Borlase raconte que peu après son arrivée à Genève, dans une boutique d'alimentation, le propriétaire, en apprenant qu'il était Hongrois, l'avait prié de se servir de ce dont il avait besoin, gratuitement. L'un de nos témoins, Áron Szücs, confesse également être régulièrement allé au restaurant et au cinéma à l'œil²⁷⁶.

Une petite polémique touche néanmoins ce second contingent. Les autorités s'aperçoivent que nombre de réfugié·e·s ont rejoint la Suisse dans le dessein d'émigrer outre-mer, comme nous l'avons vu dans le cas de László Mándy, qui s'est rendu en Suisse dans l'espoir de pouvoir ensuite rejoindre l'Amérique. Face à ce désir, les autorités préconisent une intégration accélérée en Suisse. Elles font le maximum pour évacuer les casernes et répartir rapidement les réfugié·e·s dans tout le pays. Outre la nécessité de libérer les casernes pour permettre la reprise des cours militaires²⁷⁷, on invoque leur bien-être : « il n'est pas admissible de retenir dans des camps pour une durée indéterminée des réfugiés qui se sont battus pour la liberté »²⁷⁸. Comme en Autriche, les autorités craignent la « psychose des camps », de possibles mouvements de mécontentement au sein des réfugié·e·s et l'impact négatif qu'auraient de tels remous dans l'opinion publique. Reynold Tschäppät, le chef de la Section « réfugiés » du DFJP, exprime à demi-mot cette idée lorsqu'il prend l'exemple de réfugié·e·s à Hambourg en grève de la faim principalement en raison de l'absence de possibilités d'émigrer outre-mer²⁷⁹. C'est également le souci d'Oscar Schürch, qui avertit son supérieur, le Conseiller fédéral Feldmann, qu'en Angleterre, des Hongrois menacent de faire une marche sur Londres pour les mêmes raisons²⁸⁰.

Par ailleurs, comme en Autriche, on craint la présence d'espions et de fauteurs de troubles qui travailleraient à la solde de la Légation hongroise en agitant les consciences²⁸¹. Il est en règle générale interdit aux réfugié·e·s d'exercer une activité politique et le Ministère public de la Confédération peut surveiller celles et ceux que la Police des étrangers juge suspects²⁸².

²⁷⁶ Pauline Cancela, « En 1956, on se décarcasse pour les Hongrois », *Le Courrier*, mardi 6 août 2013 ; Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

²⁷⁷ Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4^{ème} session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁷⁸ « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, p. 6 (texte de l'exposé d'Oscar Schürch à la conférence des directeurs cantonaux du 15 mars 1957), CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

²⁷⁹ Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, p. 13, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁸⁰ Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁸¹ *Ibid.*, p. 6. « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

²⁸² Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., p. 333.

C'est le Département militaire fédéral et son service d'assistance²⁸³ qui est chargé de l'organisation du séjour de ce deuxième contingent dans les casernes. Le Conseil fédéral décide l'état de service actif pour quatre détachements d'assistance – qui ont eu pour la première fois « l'occasion d'accomplir une tâche concrète »²⁸⁴. À ceux-ci s'ajoutent des officiers et du personnel sanitaire ainsi qu'un détachement du Service complémentaire féminin (dont on précise que le cantonnement sera prévu à l'extérieur des casernes), la mise à disposition des locaux, et enfin l'octroi d'un crédit exceptionnel pour l'entretien des réfugié·e·s²⁸⁵. La vie dans les camps est gérée en alliant discipline et bienveillance :

Les directives générales données dès le début par le service territorial au sujet du traitement des réfugiés indiquaient que ceux-ci devaient être considérés comme des « hôtes », qu'une discipline indispensable était exigée mais qu'elle devait être bienveillante et compréhensive et que tous les moyens étaient à mettre en action pour éviter l'oisiveté et le laisser-aller dans les camps²⁸⁶.

À leur arrivée à la gare à proximité des casernes affectées, on procède à l'enregistrement des réfugié·e·s au moyen de cartes personnelles qui comprennent leurs données. Dans la caserne, ils et elles sont soumis au contrôle sanitaire et restent quelques jours en quarantaine²⁸⁷.

Avec le recul, László Mándy voit aujourd'hui cette directive comme un subterfuge pour qu'« ils ne se dispersent dans la nature ». Il se rappelle avec précision : « on est quand même sorti, on s'est promené dans Sion. Les gens nous parlaient mais je ne comprenais pas un mot. On a vu les vitrines. [...] Les cigarettes étaient 70 centimes. Comme on avait cinq francs par semaine et que j'ai acheté un dictionnaire à 3,50 francs, je n'ai pas pu fumer de la semaine »²⁸⁸. Les soldats ne portent pas d'arme, car selon les directives : « les réfugiés [ne doivent] pas avoir l'impression qu'ils sont gardés militairement »²⁸⁹. Les équipes de camps organisent la vie de caserne et agencent les lieux avec zèle :

On s'était ingénié à transformer les locaux en homes agréables. Pour les familles, des chambres séparées ou des dortoirs comportant des cloisonnements, pour les enfants des nurseries, salles d'école, salles de lecture, radio, fleurs etc. donnèrent un cachet spécial à nos austères casernes.²⁹⁰

C'est exactement ce que décrit Mária Szőregi à propos de la caserne de Bière : « ils nous attendaient, les tables étaient déjà toutes prêtes pour manger [...]. On n'était pas prisonniers

²⁸³ Sur le service territorial d'assistance et sa création : *ibid.*, Chapitre V, pp. 346-348.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 395.

²⁸⁵ 6 CHF par personne et par jour : Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁸⁶ Rapport du Colonel Schindler, chef de la section assistance de l'État-Major général adressé au Chef du Département militaire fédéral, Paul Chaudet : *ibid.*, p. 15.

²⁸⁷ Au contraire du premier contingent, ces contrôles seront effectués directement dans les casernes pour ne pas perdre trop de temps à la frontière : *id.*

²⁸⁸ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

²⁸⁹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 13. L'arrivée des réfugié·e·s à Bière est aussi longuement commentée dans « Des centaines de réfugiés arrivent à Bière, *Feuille d'avis de Lausanne*, 7 décembre 1956.

mais on était surveillés et quand on rentrait, on était contrôlé »²⁹¹. Même si la participation de l'armée à l'entreprise d'accueil s'inscrit sur une période courte, les documents qui l'évoquent témoignent là aussi d'un souci du bien être des réfugié·e·s qui n'a pas son pareil dans l'histoire suisse. Fin février 1957, tous les camps ferment leurs portes²⁹².

4.2 DE L'AIDE AU CONTRÔLE

Statut du réfugié et menaces de sanction

Le statut des réfugié·e·s de 1956 représente un cas inédit du point de vue légal.

La Suisse n'a ratifié la Convention internationale du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugié qu'en 1954. Les réfugié·e·s hongrois·es de 1956-1957 sont à la fois sous le régime de la Convention et en même temps soumis·es à la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers de 1931, modifiée en 1948 (LFSEE). Les modifications de 1948 sont importantes, car elles incluent des dispositions pour les réfugiés politiques. Dans le sillage du rattrapage humanitaire post-Seconde Guerre mondiale, son article 21 qui porte le titre « Réfugiés » « n'oblige plus seulement un canton à < tolérer > le réfugié, mais le prie désormais de < le recevoir > »²⁹³.

Peu après leur arrivée en Suisse, les réfugié·e·s de 1956 obtiennent un livret pour étranger qui présente la particularité – signe de la bonne volonté des autorités fédérales – d'être traduit en hongrois ! Ces quelques pages les informent que leur autorisation de séjour (le permis B : d'une durée d'un an) est renouvelable chaque année sur leur demande et qu'ils bénéficient de certains privilèges²⁹⁴. Quels sont-ils ?

D'abord, aucune restriction ne leur est imposée sur le marché du travail pour autant que la Police des étrangers et l'office de travail cantonaux avalisent les engagements. Les autorités fédérales insistent auprès des cantons sur le principe que les réfugiés doivent être employés « aux mêmes conditions de rémunération que les Suisses »²⁹⁵. Un exemple de cette bonne volonté : les PTT engagent 200 Hongrois·es alors qu'une disposition prévoyait l'engagement

²⁹¹ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

²⁹² Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

²⁹³ Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., p. 333.

²⁹⁴ Livret pour les étrangers au bénéfice d'une autorisation de séjour, AEG : 1968 va 1.20.13 ; « La situation juridique des réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 22 février 1957.

²⁹⁵ Circulaire signée par Elmar Mäder, directeur de la Police fédérale des étrangers aux polices cantonales des étrangers, 5 décembre 1956, AEG : 1968 va 1.20.13 ; « Les réfugiés hongrois en Suisse », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 janvier 1956.

de ressortissants suisses seulement²⁹⁶. Les jeunes ont par ailleurs accès à tous les apprentissages : les autorités insistent particulièrement sur l'importance de leur (bonne) formation²⁹⁷. Les cantons reçoivent bientôt des directives de la Confédération les poussant à accueillir favorablement les engagements des Hongrois·es ainsi que leurs demandes de mutation²⁹⁸. Cet accès facilité au marché du travail nuance la réserve que le Conseil fédéral avait formulée au moment de ratifier la Convention de Genève, qui, implicitement, préconisait la préférence nationale²⁹⁹. Si on insiste tant sur une rémunération égale à celle des Suisses, cela sous-entend que les travailleurs et travailleuses étranger·e·s ne bénéficient pas des mêmes salaires pour le même travail. Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles les Hongrois·es peuvent effectivement être considéré·e·s comme privilégié·e·s, par rapport aux réfugié·e·s de la Deuxième Guerre mondiale, mais aussi en comparaison avec les exilé·e·s du Bloc de l'Est entre 1947 et 1956, tout comme avec les travailleuses et travailleurs étranger·e·s à la même époque. En bref, comme le résume le chef de la Police des étrangers, ces facilités sont de nature « à renforcer les réfugiés dans le sentiment qu'ils peuvent prendre pied définitivement en Suisse »³⁰⁰.

Malgré ces avantages, les réfugié·e·s ne sont pas à l'abri de contraintes, mesures de coercition et décisions arbitraires. Une première contrainte : la liberté de circulation des réfugié·e·s à l'intérieur du pays est assez limitée. Un changement de canton n'est possible que sur autorisation. La Confédération s'efforce, dès la fin 1956, de veiller à ce que les cantons « gardent » leurs réfugié·e·s, d'une part parce que la répartition a été réalisée en fonction des possibilités de chaque région et aussi pour éviter « une concentration excessive de réfugiés dans quelques cantons ou villes seulement »³⁰¹. S'ils et elles désirent voyager à l'étranger, les Hongrois·es doivent se procurer auprès de la Division de police un titre de voyage que prévoit

²⁹⁶ « Les réfugiés hongrois dans le service des postes », *La Suisse*, 19 janvier 1957. Le journal précise que « l'admission de réfugiés devenus apatrides ne peut pas constituer le début d'engagements de travailleurs d'autres nations dans l'exploitation des postes ».

²⁹⁷ Malgré quelques hésitations au moment de leur arrivée. Le Département de l'économie publique émet dans un premier temps la consigne de faire preuve de prudence dans l'engagement de Hongrois dans l'horlogerie, par crainte d'espionnage technique. Cette interdiction est levée par la suite. Circulaire aux gouvernements cantonaux sur l'insertion des réfugiés hongrois dans la vie active, 16 février 1957, CH-BAR#E4300C-01#1960/27#66*.

²⁹⁸ Circulaire de Markus Feldmann aux Départements de police des cantons, 16 février 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

²⁹⁹ « Malgré toute la compréhension témoignée à ces derniers [ndlr. les réfugié·e·s] en raison de leur situation particulière, il faudra s'efforcer d'assurer en premier lieu un gagne-pain à la population du pays ». Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'arrêté approuvant la convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (9 juillet 1954), *Feuille fédérale*, n° 28 du 15 juillet 1954, p. 57.

³⁰⁰ Circulaire signée par Elmar Mäder, directeur de la Police fédérale des étrangers aux polices cantonales des étrangers, 5 décembre 1956, AEG : 1968 va 1.20.13.

³⁰¹ Markus Feldmann, Circulaire aux Départements de police des cantons, 16 février 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

la Convention de Genève³⁰². Certains milieux politiques s'élèvent contre ces contraintes, à l'image des jeunes radicaux saint-gallois qui se prononcent pour qu'on laisse une plus grande mobilité aux Hongrois et qu'on leur octroie directement un permis d'établissement³⁰³.

Ils relèvent également que leur situation juridique n'est pas bien définie, ce en quoi ils n'ont en effet pas tort. Le DFJP devra régulièrement informer par circulaire les polices cantonales des décisions concernant le statut juridique des réfugié·e·s. La profusion de ces circulaires témoigne d'une certaine improvisation. Les termes de l'une de ces circulaires résument bien cette oscillation entre aide, privilèges, contrôle et mesures arbitraires :

Les réfugiés hongrois [...] se trouvent depuis 4 ans dans notre pays et leurs autorisations de séjour renouvelées annuellement arriveront prochainement de nouveau à échéance. [...] Nous avons estimé jusqu'ici qu'il serait prématuré de libérer les réfugiés hongrois du contrôle fédéral vu qu'ils ne séjournaient en Suisse que depuis peu de temps et qu'une grande partie d'entre eux avaient éprouvé des difficultés assez considérables à s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie. [...] ils bénéficient d'un statut très libéral qui permet leur intégration dans la vie économique de la Suisse et leur assure la possibilité de se développer librement tant au point de vue personnel que professionnel.³⁰⁴

Le statut de réfugié ne signifie pas une stabilité totale : les polices cantonales peuvent délivrer une autorisation d'établissement aux Hongrois·es après cinq ans de séjour – soit en 1962 – « si la conduite du réfugié n'a donné à aucune plainte fondée »³⁰⁵. Cette condition permet aux polices cantonales de ne pas stabiliser certain·e·s réfugié·e·s. Ainsi, sur les fiches individuelles de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, la mention « n'obtient pas encore de permis d'établissement en raison de son comportement »³⁰⁶ apparaît parfois à la place du tampon « établissement (Niederlassung) » – visible chez la majorité. Cet ajournement est le signe que les autorités visent à précariser celles et ceux qu'elles jugeaient « indésirables ». D'autres ont perdu leur statut de réfugié en raison d'un voyage en Hongrie. À leur retour en Suisse, ils bénéficient alors la plupart du temps d'un permis qui peut ne pas être renouvelé par les autorités³⁰⁷.

³⁰² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951. En ligne : <http://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.pdf> (24.01.2018).

³⁰³ « Die Rechtsstellung der ungarischen Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 février 1957.

³⁰⁴ Circulaire aux Départements de police des cantons signée par L. van Moos, 7 novembre 1960, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

³⁰⁵ *Id.*

³⁰⁶ La mention « Erhält noch keine NL wegen seinem Verhalten » apparaît dans notre échantillon de 1000 fiches près de 50 fois, cet ajournement du permis d'établissement toucherait donc environ 5% des réfugiés. AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

³⁰⁷ Ce phénomène est surtout observable entre 1960 à 1980. Certains de ces personnes se sont ensuite décidées à rentrer. AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

Plus grave : outre l'ajournement de leur établissement, la conduite des réfugié·e·s, si elle est jugée dérangeante par les autorités cantonales, peut les mener directement à l'internement administratif³⁰⁸. Comment est-ce possible ?

Dans les modifications de 1948 de la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE), on apprend que les « étrangers qui paraissent indignes de l'asile en raison d'actes répréhensibles ou qui ont lésé ou menacé les intérêts de la Suisse par leur activité ou leur attitude doivent être refoulés »³⁰⁹. De son côté, la Convention de Genève interdit aux États contractants l'expulsion d'un réfugié sauf s'il y a :

des raisons sérieuses de [le] considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui, ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays.³¹⁰

Cette question est importante, car lorsque les fonctionnaires de la Division de police du DFJP jugeront certain·e·s réfugié·e·s « indignes de l'asile », ils se référeront à des articles de la LFSEE concernant les étranger·e·s, réfugié·e·s ou pas. Son article 10 stipule qu'un immigrant peut être expulsé de Suisse. Les motifs d'expulsion sont les suivants : condamnation par une autorité judiciaire pour crime ou délit ou « abus de l'hospitalité suisse par des contraventions graves ou réitérées » ; compromission de l'ordre public par suite de maladie mentale ; ou encore le fait de « tomber à la charge de l'assistance publique ou privée » ou d'être « avec certitude, sur le point d'y tomber ». Dans son article 14, on apprend que « l'étranger dont le refoulement est impossible peut être interné »³¹¹. Protégé·e·s au niveau international par leur statut, les réfugié·e·s font précisément partie des étranger·e·s qui ne sont pas expulsables, sauf s'ils et elles ont commis des crimes très graves. Ainsi, vu qu'il ne peut les expulser, le DFJP aura recours aux mesures dites d'internement « en vertu des prescriptions sur la police des étrangers » (*fremdenpolizeiliche Internierungen*), une pratique déjà expérimentée durant la Deuxième Guerre mondiale et qui n'a pour ainsi dire pas encore été étudiée en ce qui

³⁰⁸ Les mesures dites d'internement administratif signifient une privation de liberté qui ne dépend pas du pouvoir judiciaire. En Suisse, des milliers de personnes ont été internées de la sorte dans divers établissements jusqu'en 1981. En 2014, le Conseil fédéral a mandaté une commission indépendante d'experts (CIE) pour faire la lumière sur ces pratiques et leurs conséquences. Les résultats des recherches seront prochainement publiés : <https://www.uek-administrative-versorgungen.ch/page-daccueil>. Malgré la similitude des pratiques, l'internement d'étranger·e·s ne dépend généralement pas des mêmes lois. La question de l'internement de réfugié·e·s n'est pas abordée à part entière dans le travail de la Commission.

³⁰⁹ Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., p. 333.

³¹⁰ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, dite Convention de Genève*, art. 32 (Expulsion) et 33 (Défense d'expulsion et refoulement). En ligne : <http://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62> (12.05.2017).

³¹¹ Département fédéral de justice et police, *Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers* (Du 26 mars 1931), FF 1931 I 437 (-446), 1^{er} avril 1931. En ligne : <https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10086227> (27.03.2017); Département fédéral de justice et police, *Loi fédérale modifiant et complétant la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers* (Du 8 octobre 1948), FF, 1948 III 404 (-410), 14 octobre 1948. En ligne : <https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10091296> (27.03.2017).

concerne le second XX^{ème} siècle³¹². Avec un vocabulaire typique de ces procédures, Anita Buss évoque le cas des réfugié·e·s hongrois·es dans son mémoire de diplôme en travail social :

Dès les premiers mois après leur arrivée, il a fallu prendre des mesures contre les éléments abandonnés moralement, fainéants et ivrognes. Ces mesures, c'est-à-dire en vertu des prescriptions sur la police des étrangers sur demande des cantons où ils séjournaient, ont été appliquées par l'internement – d'abord seulement pour quatre à six mois – dans un établissement de travail. Un rapide traitement de ces asociaux par la mise à l'écart était indiqué et nécessaire, d'une part pour ne pas influencer l'opinion publique suisse et la faire prendre en grippe l'entier des réfugiés, et d'autre part pour réaliser un « effet psychologique » sur les autres réfugiés en danger.³¹³

Aucun registre général n'existant, il est difficile d'avoir une vision d'ensemble sur les réfugié·e·s passé·e·s par les établissements de travail, maison d'éducation et autres homes. En 1959, Reynold Tschäppät évoque « deux cents cas de réfugiés hongrois internés jusqu'ici »³¹⁴. Anita Buss, que nous avons pu rencontrer, estime qu'ils et elles sont environ 5 % des réfugié·e·s de 1956 à être concernés, ce qui signifie tout de même quelque 500 personnes³¹⁵.

Si l'on en croit l'extrait cité plus haut, il s'agit donc de cacher ces cas encombrants des yeux de la société suisse et de les utiliser comme contre exemples préventifs vis-à-vis des autres réfugié·e·s. Les enjeux de ces mesures d'internement ne nous semblent pas différer fondamentalement des internements administratifs d'hommes et femmes suisses. Mais un climat propre à l'accueil des réfugié·e·s de 1956 s'y ajoute. Ces pratiques dévoilent les deux principaux objectifs des autorités helvétiques : éviter d'entacher l'image des réfugié·e·s auprès des Suisses et les pousser à se plier aux attentes. Si Anita Buss nous a affirmé que « parfois, ça marchait... », nous avons surtout pu constater, en consultant des dossiers de ces personnes, les conséquences souvent très lourdes de ces mesures sur le devenir des interné·e·s³¹⁶. Autre différence par rapport aux internements de ressortissant·e·s suisses, fondés la plupart du temps

³¹² Inaugurée en 1917 simultanément à l'instauration de la Police des étrangers, cette pratique permet d'isoler des populations dont la présence est jugée comme gênante et/ou provisoire. Ce régime originellement d'exception sera pérennisé par la LSEE. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ce seront principalement des Juif·ve·s et réfugié·e·s politiques qui tomberont sous le coup de ces mesures d'internement. Voir notamment : Alix Heiniger, *Exil antifasciste et politique fédérale du refuge : le camp de Bassecourt, (1944-1945)*, Neuchâtel, Éditions Alphil - Presses universitaires suisses, 2010.

³¹³ *Bereits in den ersten Monaten nach ihrer Aufnahme mussten gegen verwahrloste, arbeitsscheu oder trunksüchtige Elementen Massnahmen ergriffen werden. Diese Massnahmen, d.h., die fremdenpolizeiliche Internierung auf Antrag des Aufenthaltskantons, wurde durch Einweisung- erstmals nur für vier bis sechs Monate – in eine Arbeitsanstalt vollzogen. Ein rasches Handeln durch Wegnahme dieser Asozialen war geboten und notwendig, einerseits um die schweizerische öffentliche Meinung nicht durch diese Ausnahmefälle gegen die Flüchtlinge im Allgemein zu stimmen, andererseits um einen gewissen psychologischen Effekt auf andere gefährdete Flüchtlinge zu erzielen* : Anita Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956 unter besonderer Berücksichtigung der Arbeit der Eidgenössischen Polizeibehörde* [Travail de diplôme en travail social], Berne, 1968, p. 23.

³¹⁴ Lettre de R. Tschäppät au Bureau cantonal des étrangers de Fribourg, 11 décembre 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#122*.

³¹⁵ Entretien avec Anita Buss, Berne, 9 mars 2017.

³¹⁶ Nous avons consulté en détail onze dossiers de personnes internées ou sur le point de l'être (neuf hommes et deux femmes) et avons également examiné d'autres dossiers non pris en compte pour la rédaction mais qui ont corroboré nos hypothèses. Les dossiers ont été choisis au hasard : CH-BAR#E4264#2016/117#.

sur des lois cantonales³¹⁷ : les mesures de coercition envers les Hongrois·es, si elles sont souvent stimulées par les polices cantonales, relèvent d'une loi fédérale et sont appliquées au niveau national³¹⁸.

Ce type de mesures semble favorisé par les contacts étroits entre les différentes institutions chargées de l'accueil. L'organisation de l'aide – et de cette forme de contrôle que nous venons d'évoquer – engage plusieurs acteurs, qui jusque-là, ont peu eu l'occasion de collaborer. Nous les avons çà et là déjà mentionnés, prenons maintenant le temps d'exposer leur action.

Les acteurs de l'accueil

- **La Croix-Rouge suisse (CRS)** joue un rôle important, particulièrement dans la première phase de l'accueil. Elle assure le transport des réfugié·e·s en collaboration et, dans le cas du premier contingent, elle finance leur séjour provisoire pendant un délai d'un mois consécutif à leur placement³¹⁹. Pour le deuxième contingent, elle assure également le transport et la dotation en argent de poche des réfugié·e·s mais délègue leur suivi aux œuvres d'entraide³²⁰. Dès janvier 1957, une nouvelle tâche durable est confiée à la CRS : le suivi des jeunes Hongrois·es mineur·es jusqu'au terme de la scolarité secondaire ou l'apprentissage³²¹. Son aide est également financière. Pendant la crise hongroise, la CRS récolte en quelques semaines près de six millions de francs (la moitié sera dépensée pour l'aide à la Hongrie et l'autre moitié aux réfugié·e·s), ce qui correspond à près de 26 millions de francs aujourd'hui³²². Et c'est sans compter les deux millions de colis postaux d'habits et de vivre envoyés à la CRS³²³.

- **La Section « réfugiés » de la Division de police³²⁴ du Département fédéral de justice et police (DFJP)** est au centre de toute la logistique d'accueil des réfugié·e·s hongrois·es. C'est

³¹⁷ La seule mesure d'internement au niveau fédéral se base sur le code pénal : la prolongation de la peine par un internement (Art. 44), d'ailleurs également appliquée à des Hongrois.

³¹⁸ Nous reviendrons sur ces pratiques dans le chapitre 6, car elles sont liées à la question du rapatriement.

³¹⁹ Information required from reception countries who have offered to take refugees from Hungary, s.d., UNAG : G.I 30/2 20533 Jacket 1. La Confédération s'engage à financer des dépenses dépassant les moyens de la CRS.

³²⁰ L'argent de poche est donné jusqu'à ce que le/la réfugié·e soit indépendant·e. Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 17, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

³²¹ « Aide à la Hongrie – Hébergement de réfugiés », circulaire de la CRS signée par H. Haug et E. Schenkel aux présidents de section de la Croix-Rouge, 22 février 1957, AEV : 3510-1984/33, 9.1.1.

³²² Office fédéral de la statistique : Indice des prix à la consommation – La calculatrice du renchérissement. En ligne : http://www.portalstat.admin.ch/lik_rechner/f/lik_rechner.htm (5.03 2018).

³²³ Lanz, « Solidarität und Ausgrenzung », *art. cit.*, pp. 35-36 ; « De nouveaux réfugiés hongrois sont arrivés dans notre pays », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 novembre 1956, « Die Aufteilung der Ungarn-Spenden », *Die Tat*, 4 février 1957.

³²⁴ La Division de police devient l'Office fédéral de la Police dès 1979.

elle qui centralise toutes les informations et établit un dossier pour chacun·e d'entre eux. C'est également la Division de police, en collaboration avec les cantons qui communiquent aux réfugié·e·s les possibilités d'emploi et de logement, et qui, dès novembre 1956, procède à la répartition des réfugié·e·s sur la base d'une péréquation complexe³²⁵. Pour autant que des tiers (par exemple des particuliers) ne financent pas l'entretien du ou de la réfugié·e, ces frais sont supportés par les institutions d'aide auxquelles la Division de police rembourse le 60 % des secours³²⁶. Elle participe également au financement du fichier central visant principalement à tenir à jour les adresses des réfugié·e·s³²⁷. À l'époque, son directeur est le Bernois Oscar Schürch, tandis que Reynold Tschäppät remplit la fonction de chef de la Section « réfugiés ». Les deux hommes sont au centre des décisions. Outre les dirigeants, citons encore une figure centrale : Anita Buss. Fille d'un diplomate hongrois exilé en Suisse après la Seconde Guerre mondiale, elle fait la connaissance de Richard Buss, un journaliste suisse qui côtoie régulièrement Reynold Tschäppät. Ce dernier fait alors sporadiquement appel à la jeune femme pour parler à des Hongrois « plutôt clochards », selon l'expression d'Anita Buss, pour éviter qu'ils ne s'échappent des établissements où ils sont placés et qu'ils « se mettent au travail ». Fin 1956, la Division de police lui téléphone : « il faudra qu'on vous appelle plus souvent ». Elle est désormais engagée comme traductrice et interprète dans les entretiens menés aussi bien par la Division de police que la Police des étrangers. Elle réalise ensuite un diplôme en travail social qui lui permet de devenir officiellement assistante sociale à la Section « réfugiés » de la Confédération. Son travail de diplôme est justement basé sur son expérience en 1956, un document extrêmement précieux pour notre recherche³²⁸. D'abord engagée de manière provisoire, elle travaillera finalement pendant 38 ans pour la Confédération³²⁹. Sa carrière au sein de l'administration fédérale en tant que femme, qui plus est étrangère, est assez atypique. D'abord engagée comme interprète pour le contact entre les

³²⁵ Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956*, op. cit., p. 10. Pour les détails de la répartition : « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlingen. Test den gegenseitigen Verständnisses », *Die Tat*, 8 février 1957 ; Tibor Dénes, « Le « malaise » des réfugiés hongrois », *L'Impartial*, 18 septembre 1957.

³²⁶ Une participation de la Confédération aux frais d'assistance (à un tiers des coûts) avait été décidée par le Conseil fédéral par l'arrêté du 16 décembre 1947 pour « amener les cantons à observer une attitude plus positive en matière d'asile durable » : Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., p. 330. L'arrêté fédéral du 26 avril 1951 élevait la participation à 60 % : *Ibid.*, pp. 339-344.

³²⁷ Les autorités fédérales versent un subside de 10 000 francs par six mois à l'OCSAR servant à la fois à l'entretien du fichier et à l'édition du *Hiradó* journal à l'intention des Hongrois·es : Protokoll der 72. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 29 août 1958, AfZ-SFH : 56 (A). En 1959, la participation de la Division a un peu baissé mais elle s'élève encore tout de même à 18 365 CHF pour l'année : Kurzbericht über die Tätigkeit des Sekretariats der Zentralstelle im Jahre 1959, AfZ-SFH : 11 (A).

³²⁸ Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge*, op. cit.

³²⁹ Pour plus de détails : *infra*, annexe O. Entretiens avec Anita Buss à Berne, 11 avril 2016 et 9 mars 2017.

autorités fédérales et les réfugié·e·s hongrois·es, sa fonction ira en fait au-delà de cette tâche : elle devient bientôt une personne clé, à la fois pour ses compatriotes et les autorités.

• **L'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)**³³⁰. Créé en 1936 pour coordonner l'accueil des réfugié·e·s de la Guerre civile espagnole, l'Office fonctionne depuis lors comme organisation faitière regroupant les principales œuvres d'entraide du pays³³¹. Les fonctions de l'OCSAR ont évolué avec le temps. Sa mue est parallèle à la notion d'asile qui, au moment de sa fondation, était considéré comme un état très provisoire par les autorités qui pouvaient à tout moment refuser la prolongation du droit de séjour à un·e étranger·e, réfugié·e ou non³³². Ce n'est qu'en 1947 que la situation change, en partie grâce à l'intervention de l'OCSAR qui milite pour un accueil « durable, digne et effectif »³³³ qui permette aux exilé·e·s de se construire un avenir en Suisse³³⁴. Il faudra attendre le début des années 1950 pour que le principe de l'asile provisoire laisse place à des pratiques visant à l'insertion des réfugié·e·s dans la société³³⁵. Avant 1956, les demandes d'asile en Suisse de réfugié·e·s d'Europe de l'Est de 1947-1948 sont rares. La plupart des exilé·e·s séjournant en Suisse ont d'ailleurs comme objectif d'émigrer outre-mer³³⁶. D'autres encore n'obtiennent tout simplement pas l'asile³³⁷. C'est au tournant des années 1950 que le principe de transit tombe progressivement dans l'oubli³³⁸. La Convention de Genève renforce l'idée d'un asile durable et somme les États signataires de veiller à la protection des réfugié·e·s ayant obtenu l'asile. Tant que les régimes restent communistes – et au début des années 1950, rien ne laisse envisager des bouleversements majeurs – les réfugié·e·s du Bloc de l'Est sont accueillis dans l'optique qu'ils restent. L'OCSAR remplit ainsi une fonction allant de pair avec cette durabilité : elle joue

³³⁰ Aujourd'hui Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH)/Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR).

³³¹ Malgré ses quelque 60 mètres d'archives disponibles aux *Archiv für Zeitgeschichte*, l'OSAR n'a encore fait l'objet que d'une poignée d'études. La référence majeure est le travail de licence de Jonas Arnold, *Vom Transitprinzip zum Dauer asyl. Die schweizerische Flüchtlingshilfe (1933-1951)* [Mémoire de licence en histoire], Fribourg, 1997. Il n'y a pour ainsi dire pas de travaux historiques portant sur la période post-1951. Une recherche doctorale actuellement menée à l'Université de Fribourg par Jonathan Pärli porte sur l'activisme en faveur des réfugié·e·s à partir des années 1970 : *Die andere Schweiz. Asyl und Aktivismus, ca. 1970-2000*.

³³² Peter Hug, « Organisation suisse d'aide aux réfugiés », in : *Dictionnaire Historique de la Suisse (DHS)*, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F25819.php> (24.07.2017).

³³³ Ce sont les termes de l'avocat Robert Meyer auprès du comité juridique de la Commission fédérale des réfugiés mise en place pour la préparation de l'arrêté de 1947.

³³⁴ Arrêté fédéral du 7 mars 1947 : Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., pp. 325-326. Cet arrêté avait d'abord été concocté sans consulter l'OCSAR. Avant son intervention, il maintenait l'obligation pour les réfugié·e·s de repartir et prévoyait seulement des exceptions pour les réfugié·e·s malades ou âgé·e·s. Voir aussi : Arnold, *Vom Transitprinzip zum Dauer asyl*, op. cit., p. 106.

³³⁵ *Ibid.*, p. 113 ; Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., Chapitre II. B. III : L'institution d'un asile durable pour les réfugiés, p. 328.

³³⁶ Arnold, *Vom Transitprinzip zum Dauer asyl*, op. cit., p. 109.

³³⁷ À titre d'exemple, suite au coup d'État de Prague en 1948, seules 16 personnes ont été admises comme réfugiées en Suisse sur 66 demandes d'asile ! Helena Kanyar Becker, « Tchécoslovaquie », in : *Dictionnaire Historique de la Suisse (DHS)*, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F3373.php> (12.04.2018).

³³⁸ Arnold, *Vom Transitprinzip zum Dauer asyl*, op. cit., p. 113.

désormais le rôle d'une commune de substitution – ou une « supra commune », pour les réfugié·e·s dont l'asile est accordé en Suisse, et cela, jusqu'à leur établissement³³⁹. Cet échelon politique a une importance primordiale dans le système helvétique, car il est lié à l'assistance des personnes dans le besoin. En 1957, si un·e réfugié·e est en difficulté, ce n'est pas la commune de son séjour qui se charge de l'aider, mais bien les œuvres d'entraide sous l'égide de l'OCSAR. Cette aide est assortie d'un certain contrôle : on vérifie que les réfugié·e·s ne bénéficient pas de l'aide de plusieurs institutions. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle, au cours des années 1950, l'Organisation perfectionne son système d'enregistrement : sur chaque fiche individuelle est inscrite la seule et unique œuvre d'entraide à laquelle il ou elle est affilié·e³⁴⁰. L'OCSAR joue également le rôle de relais et forme un échelon intermédiaire entre les autorités et les œuvres d'assistance privées. Ainsi, dans les réunions de coordination de l'OCSAR, sont présent·e·s aussi bien des représentant·e·s du DFJP que des œuvres d'entraide. En 1956, les œuvres d'entraide sous l'égide de l'OCSAR sont au nombre de six³⁴¹, il s'agit de l'entraide catholique (CARITAS/SC³⁴²), de l'entraide protestante (EPER/HEKS³⁴³), de l'entraide ouvrière (OSEO/SAH³⁴⁴), de l'entraide juive (USCEJ/VSJF³⁴⁵), du Mouvement chrétien pour la paix (MCP/CFD³⁴⁶) et de l'entraide orthodoxe (CRO/KOF³⁴⁷). Chacune d'entre elles est représentée dans le comité de l'OCSAR, alors présidé par le directeur de l'EPER, le pasteur et pacifiste Heinrich Emanuel Hellstern. Au comité s'ajoutent trois personnes salariées composant le secrétariat³⁴⁸. Une boutade d'une collaboratrice (anonyme) de l'une de ces œuvres d'entraide résume la place des femmes dans ces organisations : « dans les comités étaient assis les hommes, les femmes faisaient le

³³⁹ « Zu den Ordnungen unseres Landes gehört, dass jeder Schweizer in einer Gemeinde Heimatrecht hat. Darauf gründet sich unser Bürgerrecht. Der Schweizer kann in jeder Lebenslage in seine Heimatgemeinde zurückkehren und um Hilfe nachsuchen. Den Flüchtlingen, die in unser Land kommen, ersetzen die Flüchtlingshilfswerke die Heimatgemeinde » : Lettre de H.S Hotz destinée à tous les réfugié·e·s, AfZ-SFH : 31 a (A).

³⁴⁰ La directrice de l'OCSAR Hedy Hotz explique dans une lettre aux Offices d'aide cantonaux : « Damit wird vermieden, dass der Flüchtling von mehr als einem Hilfswerk betreut wird » : Rundschreiben an die kantonale Beratungsstellen, 24 juillet 1957, AfZ-SFH : 31 a (A).

³⁴¹ La Croix rouge rejoint l'OCSAR en 1958. Pour un aperçu de l'évolution de l'OCSAR et des œuvres d'entraide qui le rejoignent ou le quittent : Arnold, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl*, op. cit., pp. 8-9.

³⁴² Bureau central suisse de charité/Der schweizerische Caritasverband.

³⁴³ Entraide protestante, Action de secours des églises suisses/Hilfswerk der evangelische Kirchen der Schweiz.

³⁴⁴ Œuvre suisse d'entraide ouvrière/Schweizerische Arbeiterhilfswerk.

³⁴⁵ Union suisse des comités d'entraide juive/Verband Schweizerischer Jüdischer Fürsorgen.

³⁴⁶ Mouvement chrétien pour la paix/Christliche Friedendienst.

³⁴⁷ Commission pour les réfugiés orthodoxes/Kommission für orthodoxe Flüchtlinge. Devient ensuite Schweizerische Oekumenische Flüchtlingshilfe (SOEF).

³⁴⁸ Lohnliste der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, AfZ-SFH : 54 (A).

travail »³⁴⁹. C'est aussi vrai pour l'OCSAR. Sa directrice Hedy Hotz joue un rôle central dans la coordination de l'accueil des réfugié·e·s de 1956-57 et de leur suivi.

1956 représente un grand test pour l'OCSAR qui ouvre aussitôt une division d'assistance spécialement prévue pour les Hongrois·es³⁵⁰. À la fin de l'année 1956, ce sont jusqu'à 25 bénévoles par jour qui épaulent l'OCSAR³⁵¹. Sa première tâche consiste à répartir les réfugié·e·s dans les œuvres d'entraide. Concrètement, cela signifie l'envoi jusqu'au 31 mars 1957 de 9 800 lettres avec descriptif de chaque œuvre d'entraide (rédigées pour l'occasion en hongrois) demandant, après un mot de bienvenue, à chaque réfugié·e par quelle œuvre d'entraide il ou elle souhaite être soutenu·e³⁵².

Dans le même temps, la direction élabore un plan d'action pour mener à bien le placement des réfugié·e·s. En novembre, le comité de l'OCSAR se lance dans l'élaboration d'un fichier central³⁵³. Cette mesure s'appuie en fait sur les directives du CICR qui jugeait souhaitable l'« enregistrement immédiat et systématique des réfugiés »³⁵⁴. Tâches considérables, la mise à jour de ce fichier répertoriant chaque réfugié·e, ainsi que la gestion de la division d'assistance mèneront d'ailleurs à l'engagement de personnel supplémentaire.

Mais le travail de l'OCSAR ne s'arrête pas là. Il met en place des moyens efficaces d'assistance comme une permanence à Zurich où les Hongrois·es peuvent à tout moment se rendre en cas de difficultés. Dès l'affiliation d'un·e réfugié·e à une œuvre d'entraide, celle-ci s'engage à son entretien financier partiel ou total (s'il ou elle ne gagne pas sa vie), remboursé, nous l'avons vu, à 60 % par la Confédération. Il en découle un suivi assez proche du porte-monnaie des réfugié·e·s, du moins, de celles et ceux dont la situation est jugée préoccupante. Arrivé avec sa mère et sa sœur en Suisse, l'un de nos témoins, Bálint Basilides, se souvient que la famille devait régulièrement présenter leurs comptes à un employé de l'œuvre d'entraide à laquelle elle était affiliée : « notre budget était assez étroitement surveillé »

³⁴⁹ Cité par : Maja Wicki-Vogt, « «Wir waren so erfüllt von unserem Helfenmüssen, dass wir auch andere mitrissen» – Frauenpolitik im Dienst der Flüchtlingshilfe vom zweiten Weltkrieg bis heute », *Maja Wicki-Vogt*, 14 juin 1995, <http://majawicki.ch/archive/3856> (18.07.2017). Aux côtés de bénévoles, il y a quelques salariées dont la directrice Hedy Hotz.

³⁵⁰ Protokoll der 63. Plenarsammlung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 11 avril 1957, AfZ-SFH : 39(A), Sitzungunterlagen.

³⁵¹ Ces bénévoles complétaient les services habituels, comme le service de presse qui normalement ne fonctionne pas à cette période de l'année. Fin 1956, il est coordonné par Silvia Plüss qui dirigeait la KOF : Protokoll der 63. Plenarsammlung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 11 avril 1957, AfZ-SFH : 39(A).

³⁵² On leur explique qu'ils et elles peuvent choisir l'institution en fonction de leur confession : Rundschreiben der Zentralstelle für Flüchtlingshilfe an die kantonale Beratungsstellen, 4 avril 1957, AfZ-SFH : 977 (A).

³⁵³ Les enjeux heuristiques de ce fichier sont abordés, supra, Introduction : III. Méthodes et sources.

³⁵⁴ Dans l'optique du CICR, il s'agissait surtout de se servir de ce fichier pour favoriser le contact entre parents en veillant à ce « qu'aucun renseignement [ne soit] fourni sur un réfugié sans l'accord de l'intéressé ». Rapport sur l'action de secours en Hongrie, CICR, Genève, 1957, p. 31, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 4.

explique Basilides³⁵⁵. Lorsque la personne est indépendante financièrement, elle peut toujours s'adresser à l'une des œuvres pour demander des secours ponctuels, par exemple pour des frais médicaux, des dépenses inattendues ou autres. Ces demandes sont examinées et remboursées (ou non) par la Division de police également à 60 %³⁵⁶.

• **Les autorités et acteurs cantonaux.** Dès l'arrivée des premier·e·s Hongrois·es, des comités d'aide aux réfugiés³⁵⁷ souvent mi-privés mi-publics apparaissent dans chaque canton. Si les pratiques, la répartition des tâches, les désignations et les fonctions des autorités varient selon la région, les gouvernements cantonaux doivent appliquer, d'une manière ou d'une autre, les directives issues de la Division de police et de l'OCSAR. Les comités sont souvent formés de représentant·e·s du gouvernement cantonal de justice et police, de l'office des étrangers, de l'office du travail et éventuellement d'autorités liées à l'assistance publique. À cela s'ajoutent les représentant·e·s d'œuvres d'entraide³⁵⁸. Dès l'annonce du nombre de personnes à placer par canton selon la péréquation mentionnée plus haut, la première tâche des comités est de diffuser des appels dans la presse³⁵⁹. Ils centralisent toutes les offres, les trient, les contrôlent et proposent aux entreprises et particuliers un ou des réfugié·e·s correspondants à l'offre³⁶⁰. La plupart des cantons procèdent à plusieurs appels auprès de la population parfois en donnant des précisions sur les personnes, comme en Valais : « mécaniciens, chauffeurs, tourneurs, manœuvres, et autres ouvriers sur métaux – des jeunes entre 15 à 20 ans, quelques femmes »³⁶¹. Le *Journal de Genève* juge utile d'avertir : « la très grande majorité de ces Hongrois est formée d'hommes jeunes aptes à travailler et à gagner leur vie. Ils ne seront pas à la charge de ceux qui les hébergeront ». Il s'agit aussi et surtout de préciser *ce qu'ils ne sont pas* : « peu d'employés, très peu de paysans », « peu de familles et quasiment point d'enfants isolés ayant perdu leur famille » et encore : « l'on ne doit guère compter sur les quelques jeunes filles réfugiées pour un service d'aide de maison »³⁶². Pour placer les réfugié·e·s, selon les consignes de l'OCSAR, les cantons doivent tenir compte en ordre d'importance de la profession, de la langue, de la confession, de la famille. Enfin, il est conseillé aux organes

³⁵⁵ Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

³⁵⁶ Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956*, op. cit., p. 9.

³⁵⁷ Les noms des comités varient selon les cantons.

³⁵⁸ AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

³⁵⁹ Les cantons s'inspirent souvent les uns des autres pour les textes des communiqués.

³⁶⁰ La répartition des tâches change selon les cantons. En Valais par exemple, si le service du placement et de travail est chargé de collecter toutes les offres, les sections locales de la Croix-Rouge sont chargées des enquêtes pour contrôler « discrètement » le « milieu dans lequel les réfugiés seront placés ».

³⁶¹ « Placement et hébergement des réfugiés hongrois », *Le Nouvelliste*, 7 janvier 1957. Autre exemple : « L'accueil des réfugiés hongrois dans le canton de Fribourg », *La Liberté*, 16 novembre 1956.

³⁶² « Pour héberger les réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 27 décembre 1956. On précise un peu partout qu'il y a « relativement peu de familles » : « Comment les réfugiés hongrois sont « intégrés » », *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 décembre 1956.

cantonaux d'avertir l'OCSAR et la Division de police des cas d'« indésirables » et « mécontents », pour qu'ils soient « séparés de la vie publique »³⁶³, c'est-à-dire internés.

« Cette famille, ici, cette famille, là » : le placement des réfugié·e·s

S'ils n'en connaissaient pas les détails logistiques, les réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s ont quasiment tous relevé la rapidité de leur placement.

Péter Gémes s'estime privilégié :

J'avais dû déclarer mon nom, prénom ... technicien sur machine, 22 ans, célibataire etc. Et alors, il y avait des listes avec qui fait quoi. Quelques semaines après mon arrivée à la caserne, on m'a dit qu'il y avait une offre de Geigy pour moi. Un représentant de Geigy est venu : « nous cherchons des gens. On vous donnera un billet de train, quelqu'un viendra vous chercher à la gare » [...] J'étais très heureux et bien décidé à bâtir mon existence.³⁶⁴

Il n'est pas rare que les entreprises se renseignent elles-mêmes auprès des autorités pour savoir s'il y avait telle ou telle profession parmi les réfugié·e·s³⁶⁵. D'autres relèvent, plutôt que la rapidité, une forme de précipitation. László Mándy raconte : « ils ont tout organisé, ils ont cherché une chambre pour les célibataires, des appartements pour les familles. J'ai été placé dans une pension [...] je partageais une chambre avec un Italien, chez une vieille demoiselle ». Depuis Sion, on l'envoie avec une quarantaine de ses compatriotes à Bienne où le secteur industriel est en pleine expansion. À son arrivée, le patron d'une fabrique de moteur l'attend à la gare « avec un cabriolet américain ». Ce dernier invite le jeune homme au restaurant, lui offre une assiette de jambon puis l'emmène à l'atelier. En l'absence d'interprète, la communication est complexe, il veut engager László comme tourneur. « Moi j'étais électromécanicien ! [...] Dans la fabrique, il y avait une centrale téléphonique, j'ai dû lui montrer les tableaux électroniques et il a fini par comprendre »³⁶⁶. Quant à Imre Kovács, il se rappelle avoir été placé « malheureusement seulement comme manœuvre » dans une fabrique de textile près de Saint-Gall. Mais, explique-t-il, « je n'avais pas le choix car je ne parlais pas un mot d'allemand, j'ai dû y travailler pendant un an et j'ai appris la langue »³⁶⁷. Gábor Szabó a dû également prendre son mal en patience. Ce mécanicien de précision ne rêvait que d'une chose : monter son propre atelier. Pour ce faire, mieux vaut être suisse. Fin 1956, il est placé dans une entreprise à Malley, au moins, dans sa branche. Avec l'aide de sa femme, une Suissesse, il parvient à monter son affaire en prenant un prêt protêt extrêmement contraignant. Au bout de plusieurs années, il obtient l'aide de la société de cautionnement

³⁶³ Protocole de la séance d'information, tenue à Sion, dans la salle des séances du Conseil d'État, dans le cadre de l'Action de secours en faveur des réfugiés hongrois, 29 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.1.

³⁶⁴ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

³⁶⁵ Casoar et Eszter Balázs, *Les héros de Budapest*, Paris : Éditions Les Arènes, 2006, p. 93.

³⁶⁶ Entretien avec László Mándy, Bienne, 21 juillet 2015.

³⁶⁷ Entretien avec Imre Kovács, Győr, 20 décembre 2015.

pour les petits artisans. Quelque cinquante ans après, sa femme raconte avec fierté : « il était le premier réfugié à être indépendant »³⁶⁸. D'autres s'estiment moins bien loti·e·s. Magdolna Horváth garde un mauvais souvenir de cette insertion sur le marché du travail :

À Sion, ils nous ont dit, « cette famille, ici, cette famille, là », on nous a envoyé dans différents endroits. On a pensé qu'on irait dans une ville. Mais ils nous ont envoyés à Saint-Ursanne ! On était très choqués, nous on venait de Budapest. Ils m'ont proposé de travailler dans une fabrique de montres, c'était très dur, toujours les mêmes gestes. Je ne me sentais pas bien, j'ai fini par faire une dépression nerveuse et deux semaines d'hôpital quelques semaines après notre arrivée... Après, on a pu aller à Delémont, c'était déjà mieux et j'ai pu travailler dans une fabrique de papier [...] Je pensais que je pouvais travailler à la poste ou quelque chose comme ça mais ils ne prenaient pas de réfugiés.³⁶⁹

Edit Király – âgée de 16 ans en 1956 –, devait, aux yeux des autorités, attendre un mariage car aucune formation n'est prévue pour elle. Elle insiste alors auprès de la Police des étrangers pour travailler plutôt que « se tourner les pouces à la maison »³⁷⁰.

Mária Szőregi a, elle, été rétrogradée au niveau professionnel, expérience que nombre de femmes hongroises ont connu une fois de l'autre côté du Rideau de fer en 1956. Beaucoup d'entre elles avaient pu, au sein du régime communiste, suivre des formations traditionnellement masculines. L'historienne Andrea Pető a réalisé l'une des rares études sur les expériences des femmes réfugiées en 1956, en Italie et aux Pays-Bas. Sa conclusion résume ce que bon nombre d'entre elles ont pu vivre :

Women migrants leaving homelands under « statist feminist » regimes paid a serious price for their decision. Their new home, Italy or Netherlands, did not encourage women to live and to act as autonomously as did the official state emancipation policy in their home country, where free educational and employment opportunities for women were rather the norm than the exception.³⁷¹

Au niveau de la Suisse, une étude contemporaine sur l'intégration des mères réfugiées hongroises par une étudiante en travail social confirme cette hypothèse. L'échantillon certes restreint d'Heidi Zürny montrait que sur 30 femmes, 17 travaillaient à l'extérieur du foyer. L'étudiante résume : « elles voulaient travailler »³⁷². Parmi elles, pas moins de dix femmes occupaient en Suisse une place en dessous du niveau de qualification qu'elles avaient en Hongrie³⁷³. Nous avons également observé cela chez nos témoins. Peu de temps après Noël, Mária Szőregi, avec son mari, rejoint Genève. Caritas les loge dans un grenier sous les combles jusqu'à ce qu'on leur dise « voilà, quelqu'un vient vous chercher », c'était un diplomate hollandais ». Puis, tous deux sont embauché·e·s dans les ateliers genevois d'une

³⁶⁸ Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

³⁶⁹ Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

³⁷⁰ Entretien avec Edit Király, Berne, 17 août 2018.

³⁷¹ Andrea Pető, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution : Narrating Gender and Migration », in : Isaacs, *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, op. cit., pp. 153-163, ici p. 161.

³⁷² Heidi Zürni, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz : eine Abklärung zur Frage « Wie weit ist die Eingliederung von 30 befragten ungarischen Familienmüttern in der Schweiz fortgeschritten? »* [Travail de diplôme en travail social], Lucerne, 1960.

³⁷³ *Ibid.*, p. 16. Les femmes interviewées insistent sur l'importance pour elles de travailler, non seulement pour le salaire mais pour leur propre « accomplissement » (p. 18).

fabrique d'armes et de munitions. Mécanicienne de formation, Mária Szőregi est engagée comme simple ouvrière : « à la fabrique, quand j'ai dit que j'étais mécanicienne, ils ont rigolé ! [...] si la machine était grippée, on appelait un mécanicien et c'était énervant, car je savais comment la réparer ! ». D'autant qu'elle est moins bien payée que son mari, également placé comme manœuvre³⁷⁴. Une discrimination qu'on constate également chez Edit Király³⁷⁵. En tant qu'ouvrière non qualifiée dans la banlieue de Berne, elle se contente d'un salaire misérable de 1.13 CHF de l'heure, la moitié moins que ce que gagne un homme de son âge dans certaines fabriques zurichoises. Des exceptions confirment la règle : quelques femmes, cette fois hautement qualifiées, ont pu travailler à la hauteur de leurs compétences. Un épisode de *Madame TV*, un magazine de la TSR datant de 1965, est consacré à la seule femme ingénieure civile en Suisse³⁷⁶. Il s'agit précisément d'une réfugiée hongroise de 1956, employée sur le chantier du barrage de l'Hongrin³⁷⁷. Un journaliste l'interroge sur sa venue en Suisse mais aussi sur son quotidien. Elle explique que le métier ne diffère aucunement entre la Suisse et la Hongrie, où elle avait exercé plusieurs années. Mais, ajoute-t-elle avec un petit sourire, « en Suisse, c'est un peu moins habituel d'avoir un ingénieur civil femme »³⁷⁸. L'un de nos témoignages illustre une autre forme de déclassement. Avant de s'exiler en Suisse, la mère de Bálint Basilides était céramiste à Budapest. Arrivée à Neuchâtel avec ses deux enfants, elle est engagée par l'École Club Migros, bénéficiant peut-être de la bienveillance ambiante. Elle y obtient un emploi de professeure de poterie et le magasin vend même ses productions. Mais au bout d'un an, à la suite de restructurations à la Migros, il n'y a plus de place pour l'artisanat local. Le pasteur qui aidait la famille lui aurait alors dit : « maintenant Madame, il faudra apprendre un métier sérieux ». Elle suit alors une formation de secrétaire et s'efforce de « rentrer dans le rang »³⁷⁹. Pour certains – et surtout certaines – les espoirs d'ascension professionnelle seront annihilés ou remis à plus tard. À son arrivée à Montreux, Zita Müller espérait pouvoir compléter sa formation en architecture débutée en

³⁷⁴ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

³⁷⁵ Entretien avec Edit Király, Berne, 22 août 2018.

³⁷⁶ *Madame TV*, Télévision suisse romande, 6 novembre 1965.

En ligne : <http://www.rts.ch/archives/tv/information/madame-tv/3437163-la-seule-femme.html> (19.04.2018).

³⁷⁷ Un second reportage lui est consacré 40 ans plus tard par le magazine *Couleurs locales*, Télévision suisse romande, 27 octobre 2009. Il complète admirablement le *Madame TV*. En ligne :

<https://www.rts.ch/play/tv/couleurs-locales/video/images-darchives-helena-homonnay-premiere-femme-ingenieure-civile-en-suisse?id=844463&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da> (19.04.2018).

³⁷⁸ *Ibid.*, min. 4 :17 à 4 :27.

³⁷⁹ Après l'obtention du diplôme au bout de neuf mois, elle ne trouve pas tout de suite du travail et a de la peine à joindre les deux bouts comme mère de deux enfants, divorcée. Elle obtient tout de même une place à Berne, puis, après plusieurs années, elle retrouve un métier « artistique » qui consiste à dessiner des modèles de tricot pour une fabrique de machines à tricoter. Son fils se rappelle que lorsqu'il était enfant, la situation financière de la famille était précaire. Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

Hongrie : « j'ai expliqué ce que je faisais. On ne m'a pas mis chez un architecte, ils m'ont mis à Paillard à Yverdon. J'ai dû dessiner des machines [...] mais j'avais pas à me plaindre »³⁸⁰.

Outre le genre, le réseau en Suisse joue également un rôle certain. Parmi les réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s, quelques-un·e·s ont pu étudier ou travailler dans la branche espérée grâce à des contacts. Resté en Hongrie, le père de Gyula Nagy entre en contact avec un représentant du CICR à Budapest dans l'immédiat de 1956, un directeur d'école dans l'agglomération de Zurich. Il le convainc d'inviter son fils en Suisse pour qu'il puisse s'inscrire à l'EPFZ. De retour en Suisse, ce dernier envoie une lettre d'invitation au jeune réfugié, alors à Vienne. Peu enclin à quitter l'Autriche, car il s'y sentait bien et était entouré d'amis, Gyula Nagy demande alors à ce monsieur les conditions, le montant de la bourse, les possibilités, etc. Il reçoit une réponse laconique : « vous êtes invité, vous venez ». L'ancien réfugié se souvient : « c'était un ordre ! Alors j'y suis allé »³⁸¹.

Mais pour beaucoup de Hongrois·es, la société suisse apparaît au départ quelque peu verrouillée. Ce problème concerne les personnes exerçant des métiers libéraux (les médecins par exemple seront placés comme assistants et devront faire des pieds et des mains pour voir leur diplôme reconnu en Suisse³⁸²), il concerne enfin, toutes professions confondues, surtout les femmes. Les hommes bénéficiant d'une formation technique sont peut-être les mieux lotis, à l'instar de Péter Gémes, recruté par Geigy. Entre ces deux profils, un bon réseau peut s'avérer déterminant et, pour celles et ceux qui espèrent gravir les échelons, une bonne dose de patience et de travail sont nécessaires, comme le montre les cas Kovács, Szücs et Szabó³⁸³. Au niveau du logement, nous avons pu constater que les familles sont privilégiées. Les célibataires obtiennent le plus souvent des chambres dans des familles ou des chambres à partager avec d'autres étranger·e·s comme László Mándy.

Pendant les entretiens, certain·e·s réfugié·e·s ont évoqué une sorte de bienveillance développée à leur égard. Zita Müller résume cette confiance : « les fonctionnaires notaient ce qu'on disait ». Elle sous-entend qu'ils ne se méfiaient pas d'éventuelles fausses informations données par les personnes quant à leur métier ou leur état civil par exemple. Selon elle, les autorités favorisaient les couples mariés qui « recevaient direct un appartement meublé », ce qui aurait poussé des couples à se déclarer comme tels. Quant à la question du travail, elle est

³⁸⁰ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

³⁸¹ Entretien avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 23 mars 2018.

³⁸² Judit Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 1983, pp. 60 et suivantes.

³⁸³ Sur le sujet : *ibid.*, pp. 72-73.

au centre des préoccupations des autorités qui ont des attentes bien précises, tout comme les réfugiés.

« *À Zurich pour trois francs de l'heure* » : le travail, nerf de l'accueil

Les premières descriptions des réfugiés sont dithyrambiques. On insiste autant sur la générosité des Suisses que sur la dignité des Hongrois :

Aucune de ces personnes ne se plaint. Aucune ne hausse la voix. Si elles ne possèdent plus aucun bien matériel, elles ont gardé leur dignité. Elles n'oublieront probablement jamais la tragédie vécue, mais avec beaucoup de soin [...] nous arriverons peut-être à ramener un sourire sur leurs lèvres.³⁸⁴

Bientôt, la presse insiste sur leur bonne volonté et leur gratitude :

Avec les jours qui passent, nos Hongrois [...] semblent s'intégrer parfaitement à nos populations. Ils ont le sourire et une volonté farouche d'apprendre rapidement notre langue pour mieux témoigner leur gratitude.³⁸⁵

La *Feuille d'avis de Lausanne* publie même une lettre d'une réfugiée en hongrois avec traduction : « c'est avec une profonde reconnaissance que nous pensons au peuple suisse. Par son dévouement, il nous a donné la possibilité de recommencer une vie vraiment libre »³⁸⁶.

Même discours dans les grands quotidiens suisses, où on insiste régulièrement sur le comportement exemplaire des réfugiés qui rangent impeccablement leur chambre et vaquent paisiblement aux activités proposées, offrent des bouquets d'œillet au personnel du home où ils sont hébergés, etc.³⁸⁷. Aussitôt un privilège mentionné, on relève – pour rassurer les lecteurs – que les réfugiés mettent la main à la pâte, comme *L'Illustré* : « dans les hôtels, ils sont servis comme des clients [...]. Ils trouvent la nourriture excellente et ont grand appétit. Toutefois, ils font eux-mêmes leur chambre le matin »³⁸⁸. On évoque souvent leur impatience de travailler : « tous espèrent pouvoir bientôt travailler » rassure la *NZZ* dans son premier reportage sur les Hongrois en Suisse³⁸⁹.

³⁸⁴ Les récits de l'arrivée d'un convoi font souvent l'objet de reportage comme ici : RWS, « L'arrivée émouvante de 72 réfugiés hongrois hier soir à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956 ou encore Camille Sauge, « Avec un train de réfugiés hongrois ou 36 heures de confidences », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 décembre 1956.

³⁸⁵ Th. G. « Les Hongrois accueillis en Gruyère », *La Gruyère*, 10 janvier 1957. Dans la même édition, on se réjouit que les futurs « descendants d'émigrés magyars s'expriment... en grüérien : « Nos Hongrois », *La Gruyère*, 10 janvier 1957.

³⁸⁶ « Comment les réfugiés hongrois sont « intégrés » », *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 décembre 1956.

³⁸⁷ S.O., « Besuch bei ungarischen Flüchtlingen », *Neue Zürcher Zeitung*, 19 novembre 1956 ; « Hilfe für Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957 ; « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

³⁸⁸ « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

³⁸⁹ *Alle hoffen, dass sie bald arbeiten können* : Wsp., « Ankunft ungarischer Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 novembre 1956. Même discours dans le *Journal de Genève* qui clame « Tous sont animés d'une réelle envie de travailler », « Plus de 400 Hongrois vivront à Genève un séjour durable », *Journal de Genève*, 29 et 30 décembre 1956. Et dans : « Die Ungarnhilfe des schweizerischen Roten Kreuzes », *Neue Zürcher Zeitung*, 3 décembre 1956 ; Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956. La *NZZ* précise en outre souvent que les réfugiés se renseignent sur les possibilités de travail en Suisse et le pouvoir d'achat. Même discours dans la presse régionale, *Ostschweiz* parle même

Dès décembre déjà, leur présence fait néanmoins progressivement débat dans la presse sans pour autant que l'on remette en question le bien-fondé de la politique d'accueil. De plus en plus d'articles relèvent des « difficultés » présentes et à venir³⁹⁰. L'une, fréquemment relevée, a trait au travail : des réfugié·e·s refusent de se rendre sur leur lieu d'engagement – comme 200 d'entre eux à Liestal en janvier³⁹¹ – ou quittent l'emploi qu'on leur attribue, parfois pour retourner sur leur lieu d'hébergement ou rejoindre des grandes villes, principalement Zurich. La presse relève que beaucoup d'hommes et de femmes, « contrairement aux autres travailleurs étrangers », se refusent à travailler dans d'autres branches que la leur... ou même à travailler tout court³⁹². Le *Schweizer Wochen Zeitung* rapporte qu'on a vu des réfugié·e·s débarquer au réfectoire de la caserne de Frauenfeld en pyjama au milieu de la matinée pour ensuite emporter leur déjeuner dans leur chambre³⁹³. En Suisse romande, on évoque la déception des employeurs « qui s'attendaient peut-être à voir arriver chez eux de petits anges »³⁹⁴. La presse s'efforce d'expliquer ce phénomène :

Ceux qui revenaient à la caserne ont suscité chez nous une certaine surprise. Après les transports réalisés avec succès dans les communes [...], d'aucuns réapparaissaient à la caserne le soir même, entraînant complications administratives et nouveau travail [...]. Et les raisons de ce retour ? Dans bon nombre de cas, c'était l'isolation dans un village où on ne pouvait parler à personne. Dans certains cas, il s'est avéré qu'on les exploitait [...]. Enfin, il y en avait certains qui se contentaient mieux de la vie en caserne qu'une vie rangée avec travail quotidien. C'étaient de nouveau les plus jeunes.³⁹⁵

Un facteur nous semble ici occulté : l'espoir de trouver dans les points de triage, l'opportunité d'émigrer outre-mer. Dans les petites bourgades, on masque à peine sa déception :

Après un séjour d'une dizaine de jours environ aux Charbonnières, la famille hongroise [...] s'en est allée lundi après-midi vers d'autres ciex qu'elle espère mieux lui convenir. On avait pourtant tout mis en œuvre dans la paroisse pour rendre supportable l'exil de cette famille qui s'était d'ailleurs subitement élargie [...] à la suite de l'arrivée imprévue de deux cousins venus de Berne. Le comité d'accueil avait encore trouvé du travail pour les nouveaux venus [...]. Les réfugiés ont décidé de quitter la vallée à

d'« Arbeitfanatismus », « Ungarn in Tessin », *Ostschweiz*, 4 janvier 1957. Même *leitmotiv* dans la presse illustrée : « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956 : « Beaucoup pensaient qu'ils allaient se rendre au travail, à 7 heures, le lundi qui suivit leur arrivée ».

³⁹⁰ Dans la *NZZ*, ce débat apparaît d'abord de manière très allusive dans les lignes d'une lectrice hongroise : « Sollten wir uns hin und wieder undiszipliniert benehmen oder andere Fehler begehen, verzeiht sie uns. [...] Wir brauchen Zeit, um uns zu beruhigen », Margot Kapy, « Die ungarische Tragödie. Aus Lesebriefen an die *NZZ* : Brief einer Geflüchteten », *Neue Zürcher Zeitung*, 1^{er} décembre 1956.

³⁹¹ « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlingen. Test des gegenseitigen Verständnisses », *Die Tat*, 8 février 1957.

³⁹² « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957 ; « L'opinion de M. Feldmann sur... Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

³⁹³ « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

³⁹⁴ (De notre correspondant de Berne) Bw., « Problème résolu », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957.

³⁹⁵ *Die Rückläufer in die Kaserne bildeten für uns eine gewisse Überraschung. Nach erfolgte Transporten in die Gemeinden [...] stellte sich der und jener bereits am Abend wieder in der Kaserne ein, brachte mit dieser Rückkehr administrative Erschwerungen und den Einsatzstellen neue Arbeit. [...] Und die Gründe für die Rückkehr? In etlichen Fällen war es das Abgeschiedensein in einem Dorf, wo man mit niemandem reden konnte. In einzelnen Fällen war eine gewisse Ausnützung erwiesen [...] Schliesslich gab es auch jene, die am Lagerleben mehr Freude fanden als an einem geordneten Leben mit täglicher Arbeit. Das waren wiederum die jüngsten : « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957. Cet avis que les réfugié·e·s rentreraient là où ils avaient trouvé de la compréhension et de l'écoute est aussi exprimé dans : « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.*

destination de [...] l'Autriche d'où ils espèrent gagner ultérieurement l'Amérique : le travail dans les usines Combières leur a paru trop pénible et pas assez rémunérateur !³⁹⁶

Mais c'est surtout dans les coulisses de l'accueil qu'apparaissent les hiatus, cette fois, sans filtre. Certains documents confidentiels trahissent une déception doublée de méfiance vis-à-vis des réfugiés hongrois au sein des autorités. Dans une assemblée organisée par la Division de police réunissant les chefs des polices cantonales en mars 1957, le représentant de Neuchâtel évoque les « difficultés causées » par le « caractère » des Hongrois : « leur refus d'accepter le travail qui leur est proposé, [...] leurs prétentions de salaires exagérées, autrement dit leur mentalité désagréable ». Il estime par ailleurs que cette « attitude regrettable » a « complètement annihilé les efforts et l'enthousiasme de la population suisse » et rend les logeurs et les employeurs méfiants. Quant au chef de l'Office cantonal des étrangers vaudois, il se plaint qu'une « assez forte proportion des réfugiés hongrois se montrent instables et quittent leur emploi sans avertissement »³⁹⁷. Ce type de griefs et la crainte « qu'un préjugé défavorable aux réfugiés hongrois prenne naissance parmi les employeurs » apparaît également régulièrement dans les archives cantonales consultées³⁹⁸.

Lors de cette conférence, si la plupart des directeurs cantonaux expliquent que les possibilités en termes d'emploi et de logement sont saturées, deux exceptions révèlent la volonté de continuer à accueillir des réfugié·e·s malgré tout. Le gouvernement de Bâle-Campagne se prononce pour l'accueil d'un nouveau contingent de 5 000 personnes. Quant au conseiller d'état de Glaris, il se dit déçu des réticences des autres cantons à accueillir un nouveau contingent et clame qu'un pays qui emploie le quart d'un million d'étrangers peut bien intégrer 500 à 1500 réfugiés en plus. Une opinion parfois défendue dans des éditoriaux et lettres de lecteurs :

Qu'est-ce qui nous empêche d'offrir aux Hongrois quelques milliers de places de travail ouvertes pour des étrangers ? Les réfugiés aptes au travail vont certainement tout faire pour pouvoir eux-mêmes subvenir aux besoins de leur famille le plus vite possible.³⁹⁹

Implicitement, il s'agit là de l'expression d'une préférence pour de la main-d'œuvre qu'on suppose anticomuniste et peu encline à menacer la paix du travail⁴⁰⁰.

³⁹⁶ « Les réfugiés hongrois sont partis », *Feuille d'avis de Lausanne*, 5 mars 1957.

³⁹⁷ Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

³⁹⁸ Ici, rapport de M. Friedrich, s.d., AEG : 1968 va 1.20.13.

³⁹⁹ *Was hindert uns daran, einige tausend der für Ausländer offenen Arbeitsplätze den Ungarn zur Verfügung zu stellen? Die arbeitsfähigen Flüchtlinge werden sicher alles daran setzen, um sich um ihre Familien so rasch als möglich selbst durchzubringen* : « Die ungarische Tragödie. Aus Lesebriefen an die NZZ », *Neue Zürcher Zeitung*, 8 décembre 1956 ; pour la Suisse romande, on peut citer « Des réfugiés au droit d'initiative », *Feuille d'avis de Lausanne*, 30 novembre 1956.

⁴⁰⁰ Birkás estime que beaucoup de chefs d'entreprise espéraient remplacer des travailleurs italiens par des Hongrois : *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz*, op. cit., p. 57.

Concernant les logements, la plupart des représentants de l'assemblée susmentionnée, invoquent la pénurie. Le conseiller d'état genevois explique que, si les saisonniers se contentent de dormir à quatre ou cinq dans une chambre, ce n'est pas le cas des Hongrois. En bref, ils sont considérés comme difficiles et les conclusions de la réunion en témoignent :

Une partie de ces réfugiés quittèrent les localités de moyenne ou faible importance dans l'intention d'aller vivre en ville. Les réfugiés refusèrent surtout de travailler dans l'agriculture, le service de maison ou l'hôtellerie. Cette attitude a fortement refréné l'enthousiasme de notre population et, partant, son empressement à venir en aide aux réfugiés.⁴⁰¹

Le manque de candidat·e·s hongrois·es dans ces trois domaines est régulièrement mentionné par les autorités⁴⁰². Dans le cas de l'hôtellerie, on relève les difficultés liées à la langue. Outre le problème de l'emploi de réfugiés pour du travail saisonnier⁴⁰³, l'Office de travail du canton du Valais est contraint de répondre négativement aux offres d'emploi pour maçons, machinistes, mécaniciens sur le chantier de la Grand Dixence. Motif : les réfugiés « ne supportent pas l'altitude » qui leur donnerait mal à la tête⁴⁰⁴.

Les fonctionnaires fédéraux ou cantonaux semblent irrités que les réfugié·e·s ne prennent pas automatiquement l'emploi qu'on leur donne et ne restent pas à l'endroit de leur placement. Même si le contexte est plus tardif, cet agacement n'est pas sans rappeler quelques passages du livre de Julia Franck, *Feu de camp*, qui raconte le désenchantement d'une réfugiée est-allemande à Berlin-Ouest. L'écrivaine dépeint le dédain des fonctionnaires du bureau de l'emploi, particulièrement face à celles et ceux qui refusent la place de travail qu'on leur attribue : « En fait, tu ne veux pas de travail ! », et plus loin : « Vous avez des exigences ! »⁴⁰⁵.

L'un des rapports de Schürch à Feldmann relevant de « nombreuses difficultés » dans l'insertion trahit bien ce sentiment : Schürch cite quelques exemples symptomatiques. Par exemple, ce cas de réfugié·e·s dans la caserne de Lucerne pour qui seule la ville de Zurich est une option. D'autres refusent de travailler à 2.40 CHF de l'heure, n'acceptent que 3 CHF⁴⁰⁶. Les autorités n'avaient vraisemblablement pas prévu ce cas de figure et ne semblent pas

⁴⁰¹ Conclusions tirées des opinions émises lors de la conférence des directeurs cantonaux de police, du 15 mars 1957, relative à l'admission éventuelle de nouveaux réfugiés, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴⁰² Par exemple : Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4^{ème} session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁴⁰³ Selon le représentant valaisan, en plus des réticences des réfugiés eux-mêmes, les employer dans l'industrie des bâtiments, sur des chantiers de routes et barrages signifierait qu'ils seraient au chômage de décembre à mars, comme par ailleurs 700 Suisses (pour l'hiver 1956-57).

⁴⁰⁴ Lettres de Grande Dixence SA, AEV, 3510-1984/33, 9.1.3.

⁴⁰⁵ Julia Franck, *Feu de camp*, Paris : Flammarion, 2011, pp. 143-144.

⁴⁰⁶ « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

prendre en compte un facteur que nous avons pu déceler dans les témoignages : la déception d'une partie des réfugié·e·s quant à la place de travail ou au lieu qu'on leur attribue.

Cette expérience n'est pas propre à la Suisse. En France, le Comité de la CIMADE, chargée de l'aide d'une partie des réfugié·e·s, constatait en 1957 :

Les Français se sont fait des illusions sur la Hongrie et les Hongrois sur la France. Il faut ajouter à cela la grosse difficulté de la langue, les différences de conditions de travail ; et l'insuffisance des logements pour comprendre pourquoi les Hongrois s'adaptent difficilement. Cette difficulté d'adaptation explique à son tour l'instabilité de ces nouveaux réfugiés. Beaucoup d'entre eux sont en instance d'émigration, d'autres sont irrésistiblement attirés par Paris où ils pensent trouver de meilleures conditions de vie, d'autres sont obligés de changer d'hôtel fréquemment. Un peu plus de 400 réfugiés sont rentrés en Hongrie.⁴⁰⁷

Les autorités des pays d'accueil déplorent cette attraction des villes, que beaucoup de réfugié·e·s considéraient comme prometteuses d'une amélioration de leurs conditions de vie.

Des voix dissonantes

Ce type de hiatus est gênant pour l'élite politique suisse, car sa récupération pourrait décrédibiliser la mobilisation autour des réfugié·e·s. Dans le courant du mois de novembre, alors que leur arrivée occupe des pleines pages de la presse bourgeoise, la *Voix ouvrière* et le *Vorwärts*, organes du PdT n'évoquent tout simplement pas leur présence jusqu'au début décembre. Tout juste rapportent-ils les communiqués annonçant l'arrivée des contingents.

La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* saluent à demi-mot l'efficacité de l'accueil, tout en dénonçant inlassablement l'instrumentalisation politique des événements de 1956. Ils proposent des articles rappelant l'accueil glacial ou inexistant des autorités suisses pour ceux qui fuyaient un régime ou une guerre (le fascisme italien, la Guerre d'Espagne, mais aussi la Hongrie d'Horthy dans les années 1930, puis le nazisme): « on les mettait en prison comme des étrangers indésirables, on les chassait et on les expulsait, dans le « meilleur » des cas, on les internait... »⁴⁰⁸. Jean Vincent oppose ainsi leur vécu à celui des Hongrois pour lesquels le *Journal de Genève* demande « des pièces avec cuisines dans des villas [...], des fermes, des pavillons de week-end ainsi que des emplois dans le commerce et l'industrie »⁴⁰⁹. L'organe du PdT relaie les propos similaires du *Messenger social*, un journal chrétien-social, qui insiste, sans les remettre en cause, sur les privilèges accordés aux Hongrois en les opposant aux contraintes rencontrées par les réfugiés de la dernière guerre : les réfugié·e·s de 1956 peuvent contacter les responsables militaires, signaler leurs besoins. Par ailleurs, ils sont libres de

⁴⁰⁷ Rapport d'activité du Service hongrois de la CIMADE, novembre 1956-avril 1957, ACIMADE-BDIC : F delta 2149/2157.

⁴⁰⁸ Jean Vincent, « Histoire des émigrations », *Voix ouvrière*, 28 novembre 1956. Nous trouvons également ce type de propos outre Sarine, par exemple : « Winterthur. Hilfe », *Vorwärts*, 11 janvier 1957.

⁴⁰⁹ *Id.*

sortir, ils ne sont pas surveillés militairement, ont de l'argent de poche, des livres, la radio, des contacts avec les œuvres d'entraide⁴¹⁰. On relève, parfois avec cynisme, le revirement des autorités suisses en terme de politique d'asile. La situation « privilégiée » des réfugiés est régulièrement comparée à celle de « nos » pauvres⁴¹¹, notamment les personnes âgées ou des familles d'ouvriers qui attendent depuis des mois un appartement « décent »⁴¹².

La presse communiste dénonce aussi la situation précaire et le logement « dans des baraques dénuées de conditions élémentaires d'hygiène » des travailleurs étrangers, pendant que les Hongrois sont logés dans des hôtels ou des « appartements tout confort »⁴¹³. On pointe ainsi du doigt la générosité de circonstance du camp bourgeois qui, non content de décrédibiliser le PdT, s'emploierait maintenant à utiliser les réfugiés pour ses propres intérêts. Ainsi, ce sont surtout les industries et les grosses entreprises qui sont accusées de profiter allégrement de la venue de réfugiés, d'une part en terme d'image – chaque annonce que telle ou telle entreprise parraine une famille de Hongrois est une forme de publicité –, mais aussi et surtout en termes économiques⁴¹⁴.

On dénonce également l'emploi de réfugiés dans les mines belges (désertées par les Italiens en raison des conditions de travail trop mauvaises)⁴¹⁵ et leur utilisation comme briseurs de grève, notamment dans le secteur du métal de Schleswig-Holstein⁴¹⁶.

Le seul point où les observations convergent dans la presse bourgeoise et dans la presse communiste concerne les illusions que se seraient faites les réfugiés sur l'« Ouest doré ». Là où la presse de la gauche ouvrière constate la déception des réfugiés face au rythme effréné de travail et le manque de politique sociale⁴¹⁷, la presse bourgeoise interprète cela comme le résultat des frustrations accumulées dans le monde communiste et d'une idéalisation du monde capitaliste⁴¹⁸. Dans la presse traditionnelle, si on reconnaît à demi-mot que : « l'incorporation est difficile parce que les Hongrois ne montrent aucun empressement à

⁴¹⁰ « Accueil aux réfugiés », *Voix ouvrière*, 5 février 1957.

⁴¹¹ Par exemple, « St Galler Brief », *Vorwärts*, 4 décembre 1956. Il arrive néanmoins que cette opinion apparaisse ailleurs dans la presse. Ainsi, *La Gruyère* relève : « ces hôtes sont bien accueillis par la population. Ils habitent des appartements coquets et confortables. On souhaiterait seulement que tous les ouvriers de chez nous en aient autant », « Nos Hongrois », *La Gruyère*, 10 janvier 1957. Dans le même article, on dénonce néanmoins les Gruériens abonnés à la *Voix ouvrière* enclins à voter communistes en les incitant à entendre le récit de réfugiés décrivant la misère en Hongrie : « cela vaudrait mieux que tous les discours », clame le journal.

⁴¹² « Incidents hongrois à la caserne », *Voix ouvrière*, 23 janvier 1957 ; « Wo bleiben die Wohnungen für die Schweizer », *Vorwärts*, 22 décembre 1956 ; « Winterthur. Hilfe », *Vorwärts*, 11 janvier 1957.

⁴¹³ « Baselland. Unternehmergrosszügigkeit für ungarische Flüchtlinge », *Vorwärts*, 5 décembre 1956.

⁴¹⁴ « Menschenhandel mit ungarischen Flüchtlingen », *Vorwärts*, 6 décembre 1956.

⁴¹⁵ « Die meisten Flüchtlinge wollen wieder zurück », *Vorwärts*, 1^{er} décembre 1956.

⁴¹⁶ « Menschenhandel mit ungarischen Flüchtlingen », *Vorwärts*, 6 décembre 1956.

⁴¹⁷ Par exemple : « Flüchtlingsnöte », *Vorwärts*, 18 janvier 1957. Voir sur le sujet : Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz*, op. cit., pp. 70-74.

⁴¹⁸ Richard Buss, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

accepter des places dans les industries où l'on manque de personnel », on relève volontiers que « les communistes suisses ont tenté de soulever l'opinion contre les réfugiés hongrois »⁴¹⁹. Globalement, les critiques directement adressées aux réfugié·e·s restent rares, surtout en Suisse romande, où le débat est moins visible dans la presse.

Mais l'emploi de cette thématique permet surtout au PdT d'attirer l'attention sur ses combats : contre la pénurie de logement, le dumping salarial ou en faveur des personnes âgées. C'est aussi une manière de dénoncer l'accueil opportuniste, hostile ou inexistant des étrangers d'hier ou d'aujourd'hui dans la société suisse.

Cette méfiance envers les immigrant·e·s, latente dans la société suisse, ne tarde pas à resurgir : au moment de décider, au printemps 1957, si oui ou non, un nouveau contingent de réfugié·e·s doit être accueilli en Suisse.

Arrivées sélectives : le contingent de Yougoslavie

Début 1957, des voix s'élèvent pour que la Suisse accueille plus de réfugié·e·s⁴²⁰ et favorise le regroupement familial⁴²¹. Comme on l'a vu, la situation des réfugié·e·s stagnant en Yougoslavie alerte le HCR qui renouvelle les appels en leur faveur, y compris auprès du Conseil fédéral. Celui-ci envisage dès lors d'accepter un contingent supplémentaire, non sans prendre certaines précautions. De manière confidentielle, Feldmann se dit désireux – en tirant « les enseignements nécessaires » des expériences faites avec les Hongrois – d'éviter « la venue d'éléments indésirables »⁴²². Si jusque-là aucune sélection n'avait été effectuée par la Suisse, le DFJP plaide cette fois pour l'envoi d'une délégation en Yougoslavie et un choix des réfugiés sur la base de critères stricts. Reynold Tschäppät, lors d'une réunion avec l'OCSAR, expose les options envisagées : cette délégation devrait être composée notamment d'un expert de la Section « main-d'œuvre » de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) et d'un représentant de l'OCSAR⁴²³. Les réfugiés choisis sur place devraient être des personnes « professionnellement intéressantes », si possible issues de

⁴¹⁹ Kp., « Où en est la question des réfugiés hongrois en Suisse? », *Le Nouvelliste*, 28 mars 1957.

⁴²⁰ Outre le Conseil d'État de Bâle-Campagne qui demande au Conseil fédéral l'accueil de 5 000 réfugiés, le conseiller national soleurois Dietschi est l'auteur d'une demande analogue : Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 4 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴²¹ La Confédération délivre quelques centaines d'autorisations d'entrée à des personnes ayant un membre de leur famille déjà en Suisse. En tout, 1941 permissions d'entrées sur le territoire seront octroyées jusqu'à mars 1957. Il est aussi possible pour des Hongrois·es ou des Suisses d'inviter quelqu'un à condition que la personne puisse garantir financièrement son entretien. Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police, 15 mars 1957, p. 9, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*. En répondant à Lindt, Feldmann tempore dans une lettre du 11 mars 1957. Il y explique la réticence des cantons et s'engage à les sensibiliser.

⁴²² Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴²³ Protokoll der 62. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Bern, 24 janvier 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

« milieux ruraux »⁴²⁴. Il s'agit autant d'éviter les problèmes liés à l'insertion professionnelle que les « difficultés » du placement de Budapestois·es dans des petites bourgades suisses. Ils devraient parler une langue nationale et être en bonne santé. Enfin, on souhaite privilégier l'arrivée de petites familles, des couples avec un à deux enfants, pour éviter les « difficultés » que donnent les jeunes⁴²⁵.

Après l'élaboration de ces principes quelque peu irréalistes, le DFJP convoque tous les directeurs cantonaux de police afin de sonder les capacités d'accueil. Dans cette assemblée, Feldmann et Schürch expliquent aux chefs de police que la situation des 11 000 réfugié·e·s encore dans les camps yougoslaves est particulièrement préoccupante et qu'ils proposent d'en accueillir 500 en Suisse⁴²⁶. Comme nous l'avons vu, les responsables des cantons se montrent très réticents à la venue d'un nouveau contingent, invoquant aussi bien la surchauffe que les « problèmes » posés par les Hongrois. Dans une longue conférence introductive, Schürch les rassure : les réfugiés seront bien répartis et surtout, sélectionnés sur place⁴²⁷. Dans ses mémoires, Feldmann se montre conscient de cette baisse de popularité : il relève que de plus en plus de voix s'indignent de la rapidité avec laquelle des logements sont trouvés pour les Hongrois alors que beaucoup de Suisses dans le besoin sont logés dans des conditions misérables⁴²⁸. Finalement – et Feldmann présente dans son journal cette décision comme un compromis – le Conseil fédéral décide tout de même d'autoriser, en mars 1957, l'arrivée d'un nouveau contingent de 500 personnes⁴²⁹.

Le travail de la délégation envoyée en Yougoslavie est très peu documenté. Elle a en tous les cas eu contact avec les candidat·e·s et n'a pas manqué d'avertir chaque réfugié·e « qu'un travail astreignant l'attend dans notre pays »⁴³⁰. Les arrivées de ce troisième contingent s'échelonnent au cours du printemps et de l'été 1957⁴³¹. Âgée de 16 ans, l'une de nos témoins, Edit Király était réfugiée avec sa famille à Brestanica en actuelle Slovénie. La

⁴²⁴ C'est également ce qui ressort de la conférence de Schürch, « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, p. 5 : « Es hat sich sodann gezeigt, dass der Einsatz in ländliche Gegenden von Flüchtlingen, die [...] vor allem aus Budapest kommen, recht problematisch ist », CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴²⁵ *Id.*

⁴²⁶ Ce chiffre englobe les autorisations d'entrées individuelles jusqu'au 31 mars (124 personnes) ainsi que le contingent de 100 déjà défini : Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴²⁷ Procès-verbal de la conférence des directeurs cantonaux de police concernant l'accueil éventuel de nouveaux réfugiés hongrois en Suisse, 15 mars 1957, p. 13, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁴²⁸ Sidler et Moser, *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, t. 5, *op. cit.*, p. 278.

⁴²⁹ Communiqué du DFJP, 16 mars 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁴³⁰ Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁴³¹ Du 29 avril au 9 août : 367 personnes issues des camps yougoslaves, auxquelles s'ajoutent 124 arrivées individuelles autorisées (regroupements familiaux), ce qui porte le contingent à 491 personnes, CH-BAR#E3300C#1988/32#351*.

famille espérait rejoindre les États-Unis, la Suisse ou la Suède. Lorsque la visite de la délégation suisse est annoncée le 8 août 1957, le père d'Edit Király s'inscrit pour un entretien et rencontre les émissaires suisses qui lui posent différentes questions sur sa famille, son métier, etc. La famille correspond tout à fait aux critères établis par les autorités suisses : un couple de deux enfants, de milieu plutôt rural, le père est mécanicien automobile, un métier alors recherché en Suisse et Edit a quelques notions d'allemand⁴³². Sur la base du fichier central de l'OCSAR et de l'étude du profil des réfugié·e·s provenant de Yougoslavie, nous pouvons dire que ces critères sont en fait rarement respectés, sans doute parce que les réfugié·e·s répondant aux exigences de la sélection ne sont pas nombreux⁴³³.

Le fait que le travail de cette délégation en Yougoslavie soit peu documenté n'est probablement pas un hasard : la Division de police ne semble pas très encline à faire connaître au public cette sélection. Trois indices le laissent penser. D'abord, dans la première version corrigée du protocole de la réunion des directeurs de police mentionnée, probablement par Reynold Tschäppät, des phrases stipulant les buts de la délégation (le choix de candidat·e·s) sont tracées ou édulcorées⁴³⁴. Deuxièmement, le communiqué de presse consécutif à cette réunion évoque simplement le quota sans mentionner une quelconque sélection⁴³⁵. Enfin, une lettre du directeur de l'Office fédéral de la santé publique chargé de coordonner les contrôles sanitaires témoigne de la confidentialité de cette information. Ce dernier affirme avoir appris « par hasard » qu'une commission suisse se rendait en Yougoslavie⁴³⁶.

Bien que lacunaires, les rapports documentant l'accueil de ce contingent en disent long sur l'essoufflement progressif de l'élan humanitaire de la Suisse officielle. Ils laissent penser que les autorités sont beaucoup plus méfiantes et soucieuses que celles et ceux qui rejoignent la Suisse soient vraiment convaincu·e·s de rester. Le DFJP s'efforce constamment de rassurer les cantons sur la « qualité » des réfugié·e·s, on évoque même l'espoir que la délégation puisse baser son choix sur « le caractère des réfugiés, dans la mesure où il est possible de s'en faire une idée »⁴³⁷. Relevons que cette posture méfiante n'est pas propre à la Suisse et que dans de nombreux pays, la parenthèse humanitaire de 1956 touche bientôt à sa fin.

⁴³² Entretien avec Edit Király, Berne, 22 août 2018.

⁴³³ AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

⁴³⁴ Version intermédiaire du protocole de la conférence des directeurs cantonaux de police, du 15 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴³⁵ « Il n'est plus question d'accueillir en Suisse des contingents massifs de réfugiés hongrois jugent les chefs des Départements cantonaux de justice et police », *Gazette de Lausanne*, 19 mars 1957.

⁴³⁶ Lettre d'Arnold Sauter à la Division de police du DFJP, 23 avril 1957, CH-BAR#E3300C#1988/32#351*.

⁴³⁷ Il insiste également sur un « rééquilibrage » numérique dû à l'émigration d'environ 1 000 réfugié·e·s vers l'Australie et le retour de quelque 800 personnes en Hongrie. Conclusions tirées des opinions émises lors de la conférence des directeurs cantonaux de police, du 15 mars 1957, relative à l'admission éventuelle de nouveaux

Les paradoxes de la générosité

À Buchs, à la frontière austro-suisse, arrivent déjà les premiers trains de réfugiés hongrois venus trouver asile en Suisse. Ils ont fui l'enfer de la haine et de la répression et sont sans force et sans espoir. Chaque transport amène des femmes et des enfants dont les maris, dont les pères sont restés dans leur patrie pour combattre jusqu'à la mort. [...] Les yeux des enfants reflètent une tristesse infinie.⁴³⁸

Ce type de message, ici diffusé par les actualités filmées, induit en erreur beaucoup de Suisses, ou les conforte dans leurs représentations. On croit à l'arrivée prochaine de familles, d'orphelin·e·s ou *Roteskreuz Kinder* comme cela avait été le cas au cours des deux conflits mondiaux. Si les comités cantonaux se rendent rapidement compte que « la population se fait une idée fausse » en confondant « réfugié et enfant »⁴³⁹, les premiers articles datant d'avant l'arrivée des premier·e·s réfugié·e·s relaient cette vision : « dans un mois environ, des enfants hongrois viendront en Suisse et on compte sur la compréhension des familles pour les accueillir. [...] le nombre de ces pauvres gosses sera certainement très élevé »⁴⁴⁰. Plus tard, dans certains journaux, on relève cette erreur sans pour autant perdre toute sympathie pour les réfugié·e·s et en espérant l'arrivée... d'enfants malgré tout :

La Gruyère a donc ses Hongrois. [...] Légère déception ! On attendait des familles nombreuses. On avait préparé amoureusement des chambres d'enfants avec de petits lits blancs et des amoncellements de jouets. Sans doute, ce sont presque des gosses qui sont arrivés. Ils ont entre 17 et 20 ans. Mais ils sont dûment mariés. Ils n'ont tout juste pas eu le temps de fabriquer toute la progéniture que l'on espérait. Bah ! Ça viendra peut-être...⁴⁴¹

Les appels lancés dans la presse pour obtenir des offres d'emploi ou de logement ont comme résultat l'arrivée de très nombreuses lettres. Ces écrits conservés dans certaines archives cantonales donnent des indications précieuses sur les attentes des Suisses. En Valais, par exemple, les propositions de couples offrant une place pour un ou des enfants hongrois sont foison. D'autres lettres révèlent un mélange de charité et d'intérêts pragmatiques. Dans toute la Suisse, on cherche à accueillir des personnes à mi-chemin entre bonne à tout faire et membre de la famille. Ainsi, un homme âgé écrit : « comme vœux de Noël, nous désirons accueillir une famille hongroise à titre définitif comme membre de la famille ». Un peu plus loin, il précise : « [son] épouse est un peu infirme des jambes et elle a de la peine à faire tout le travail à la maison. [...] Impossible de trouver des jeunes filles ou grands enfants suisses

réfugiés ; Lettre de Markus Feldmann aux départements de police des cantons, 16 avril 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴³⁸ « Les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 11 novembre 1956, (0745-2), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975), min : 00:37 à 01:25. En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0745-2 (18.08.2017).

⁴³⁹ Protocole de la séance d'information, tenue à Sion, dans la salle des séances du Conseil d'État, 29 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.1.

⁴⁴⁰ RWS, « Les Neuchâtelois et l'aide à la Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956.

⁴⁴¹ « « Nos Hongrois » », *La Gruyère*, 10 janvier 1957.

alors on prend du personnel étranger, c'est la seule solution »⁴⁴². De même, des hommes souffrant de solitude n'hésitent pas à transmettre leurs offres... Mais des hommes sont aussi demandés : « envoyez-moi donc tout de suite un bon paysan de là-bas avec un enfant. Nous n'avons pas d'homme à la maison à part mon mari qui a 81 ans, ils seront bien traités »⁴⁴³. Les offres sont auscultées par les Croix-Rouge locales qui donnent leur assentiment (ou non) à l'office cantonal du travail. C'est aussi face à ces attentes qu'au moment de débattre de l'accueil d'un nouveau quota, le DFJP espère recruter des familles pour répondre aux propositions d'accueil qui n'ont pas pu être satisfaites⁴⁴⁴.

Si chaleureux et spontané qu'il soit, cet accueil n'est pas sans compter un certain nombre de contradictions. Les réfugié·e·s hongrois·es font face à l'attitude et au regard des autochtones : générosité, mais aussi paternalisme, intérêt pragmatique, curiosité ou encore méfiance. À cela s'ajoute un rapport aidant-aidé parfois gênant, comme l'exprime Kristof :

Noël approche quand nous prenons le train. Il y a des branches de sapin sur la tablette devant la fenêtre, du chocolat et des oranges. C'est un train spécial. À part les accompagnateurs, il n'y a que des Hongrois dedans et ce train ne s'arrête qu'à la frontière suisse. Là, une fanfare nous accueille, et de gentilles dames nous passent par la fenêtre des gobelets de thé chaud, du chocolat et des oranges. Nous arrivons à Lausanne. Nous sommes logés dans une caserne [...] près d'un terrain de football. De jeunes femmes habillées en militaires prennent nos enfants avec des sourires rassurants. Hommes et femmes sont séparés pour la douche. On emporte nos vêtements pour les désinfecter. Ceux parmi nous qui ont déjà vécu une situation semblable avoueront plus tard qu'ils ont eu peur. Nous sommes tous soulagés de nous retrouver après, et surtout, de retrouver nos enfants propres, déjà bien nourris. Ma petite fille dort tranquillement dans un beau berceau, comme elle n'en a jamais eu, à côté de mon lit. Le dimanche, après le match de football, les spectateurs viennent nous voir derrière la barrière de la caserne. Ils nous donnent du chocolat et des oranges, naturellement, mais aussi des cigarettes et de l'argent. Cela ne nous rappelle plus les camps de concentration, mais plutôt le jardin zoologique. Les plus pudiques d'entre nous s'abstiennent de sortir dans la cour, d'autres par contre passent leur temps à tendre la main à travers la barrière et à comparer leur butin.⁴⁴⁵

Consciente de ce problème, la presse s'attelle régulièrement à décourager les badauds : « ces réfugiés ne tiennent nullement à être traités comme des bêtes curieuses »⁴⁴⁶.

De nombreux commentaires dans la presse relaient une forme émotionnelle et misérabiliste d'anticommunisme : « une vieille femme fixe un bouquet posé sur une table. Depuis combien de temps n'a-t-elle pas eu l'occasion de regarder une fleur ? » ou encore « [à Zurich] nous avons vu les enfants de Hongrie recevoir la première poupée, le premier jouet de leur vie »⁴⁴⁷.

⁴⁴² Lettre d'un particulier, 25 novembre 1956, AEV : 3510-1984/33, 9.1.3.

⁴⁴³ Lettre d'un particulier, 29 novembre 1956, *Id.*

⁴⁴⁴ Oscar Schürch, « Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge », 12 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

⁴⁴⁵ Agota Kristof, *L'alphabète*, Genève : Zoé, 2004, pp. 38-39.

⁴⁴⁶ « Les Neuchâtelois et l'aide à la Hongrie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 9 novembre 1956. Même conseil à Lausanne, « Aidons-les, aimons-les en leur épargnant, ô badauds lausannois une curiosité indiscrete », P. V., « Visite aux Hongrois réfugiés à Lausanne », *Feuille d'avis de Lausanne*, 15 décembre 1956.

⁴⁴⁷ RWS, « L'arrivée émouvante de 72 réfugiés hongrois hier soir à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956 ; Georges Gyax et François Martin (De nos envoyés spéciaux), « Ils n'ont plus rien, mais l'enfer est derrière eux », *L'Illustré*, 22 novembre 1956. La presse regorge de ce type de conclusions.

L'ignorance des Suisses sur la Hongrie a aussi dérangé plus d'un·e réfugié·e. Jadis étudiant en physique, Gyula Nagy s'agace d'entendre une amie de la famille chez qui il était logé lui dire : « nous étions à Paris, vous ne savez sans doute pas, c'est la capitale de la France »⁴⁴⁸. Cet exemple parmi d'autres témoigne de la méconnaissance des Suisses des pays d'Europe centrale, perçus au mieux comme lointains et exotiques, au pire, comme arriérés et sous-développés. Cette méconnaissance est parfois teintée de romantisme, comme dans *L'Illustré* qui légende une photographie ainsi : « cette maman tsigane a retrouvé le sourire »⁴⁴⁹. Autre cliché : la *Feuille d'avis de Lausanne* évoque les réfugié·e·s comme des « artistes nés », qui auraient « besoin de musique »⁴⁵⁰.

Des études sur le cas hongrois ou d'autres groupes de réfugié·e·s de la Guerre froide montrent, outre cette expression de stéréotypes ou d'ignorance sur l'Europe centrale, le sentiment partagé par ces réfugié·e·s d'être en permanence considéré·e·s, dans une vision réductrice, comme « une pauvre victime du communisme » sauvée par la Suisse⁴⁵¹. Sentiment qu'évoque la Slovaque Irena Brežná, réfugiée en Suisse en 1968, dans son livre *L'ingrate venue d'ailleurs* avec un humour féroce :

Une femme maigre nous conduisit à travers de longs couloirs. Son regard plein de pitié glissa sur moi. Je me retournai pour chercher la malheureuse à qui il s'adressait, mais le monde était vide. Cette femme, qui n'était ni fardée ni crêpée, avait pitié de moi ! Je tâtai mon corps, il était encore entier. Je sentis tout à coup mon âme boiter sur le chemin qui mène à la couche de réfugiée.⁴⁵²

Autre exemple de ces décalages : si la plupart des réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s disent avoir bien vécu la prise en charge et leurs premiers jours en Suisse, trois d'entre eux, nous ont confié leur gêne au moment du contrôle sanitaire. Mária Szőregi se rappelle :

Il y avait quatre ou cinq médecins avec un traducteur qui nous ont dit de nous déshabiller, tout nu ! Ils ont vérifié si on n'a pas des boutons, si on n'a pas des poux, des trucs comme ça. Ils nous posaient des tas de questions [...]. Et puis on est rentré dans une autre salle, c'était la douche, il y avait des femmes qui nous ont lavés [...] mais après, c'est ça qui était pénible, ce contrôle qu'ils ont fait [...] on était des gens normaux, on ne venait pas de loin et c'était un peu choquant [...]. On a dû donner des habits qu'ils ont désinfectés.⁴⁵³

Un autre de nos témoins, Bálint Basilides, écrit :

Avec les hommes il [ndlr. Bálint enfant] avance vers les douches dont on entend le bruit agréable. Après ce long voyage ça ne sera pas un luxe. Au détour du mur tous s'arrêtent, refluent. Il doit y avoir une erreur. Il y a là des femmes coiffées de bonnets en caoutchouc et en costume de bain. Elles ont des gants. Elles appellent, elles font signe d'avancer [...]

⁴⁴⁸ Entretien avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 23 mars 2018.

⁴⁴⁹ « A Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

⁴⁵⁰ P. V., « Visite aux Hongrois réfugiés à Lausanne », *Feuille d'avis de Lausanne*, 15 décembre 1956.

⁴⁵¹ Magali Michelet, « *Sen a skutečnost* » : Rêve et réalité. *Une histoire orale de l'exil tchécoslovaque en Suisse après 1968* [Mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2018, pp. 107-108. Voir aussi Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz*, op. cit., p. 59.

⁴⁵² Irena Brežná, *L'ingrate venue d'ailleurs*, Lausanne, Éditions d'en Bas, 2014, p. 6.

⁴⁵³ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

L'enfant entend les discussions indignées des hommes qui se sentent humiliés. Ils ne pensaient pas venir d'un pays dont les habitants doivent être désinfectés comme du bétail.⁴⁵⁴

Autre paradoxe : les actes de charité ont souvent un caractère ostentatoire. Annoncés dans la presse, ils s'apparentent ainsi à autant de vitrines destinées à donner une bonne image de leurs émetteurs. En outre, comme le relève Lanz, les Suisses participent ainsi, consciemment ou non, à une sorte de démonstration de leur bien-être, particulièrement dans l'aide matérielle⁴⁵⁵. Cet étalage de richesses contribue à établir un rapport asymétrique dans lequel les réfugié·e·s s'apparentent à des enfants⁴⁵⁶. C'est ce qu'exprime Agota Kristof dans l'extrait précédemment cité en insistant à trois reprises sur les oranges et le chocolat offerts aux réfugiés. Ainsi, dans les centres de la Croix-Rouge, comme celui de Chaudron à Lausanne, les « dames [...] renseignent, conseillent, grondent parfois ». Du travail bien fait à l'usage du dentifrice en passant par la valeur de l'argent, « ils ont tout à apprendre » : c'est, en substance, le message délivré par des articles rendant compte de « l'appui moral » qui est dispensé aux réfugié·e·s⁴⁵⁷.

Toutes ces actions ne sont pas sans créer une gêne chez quelques réfugié·e·s qui disent s'être senti·e·s constamment redevables. Le luxe, les vitrines alléchantes pleines de richesses, ils et elles ne peuvent d'ailleurs pas encore y accéder par leurs propres moyens. Certain·e·s de nos témoins évoquent cet aspect : « on avait envie d'acheter des produits dont on ne pouvait que rêver en Hongrie... on mettait notre nez contre les vitres des magasins » raconte Zita Müller⁴⁵⁸. Interrogé dans l'enquête de Casoar et Balázs, les mots de Bálint Basilides, réfugié à l'âge de 12 ans à Neuchâtel, résume à notre sens les paradoxes que nous venons de décrire :

Nous avons vécu des années très difficiles. L'effort d'adaptation n'était pas aussi simple qu'on le croit. D'ailleurs dans les dix ans qui ont suivi notre arrivée en Suisse, la mère de deux autres jeunes Hongrois et ma mère se sont suicidées. Si on lit *Hier*, le roman d'Agota Kristof, on se rend compte que la situation n'était pas idéale. [...] D'un côté, nous étions très heureux de la réception qui nous avait été faite, les gens étaient très aimables ; d'un autre côté, il y avait les défis de cette vie future qui se précisait, la crainte de savoir si on serait à la hauteur.⁴⁵⁹

À la lecture d'une coupure de journal gardée précieusement, car elle contenait un petit portrait de sa famille, l'ancien réfugié tique sur l'expression « nos protégés ». Elle témoigne, selon lui, l'ambiguïté de cet accueil et une « espèce de paternalisme malsain »⁴⁶⁰.

⁴⁵⁴ Bálint Basilides, *Le ciel bleu au fond du puits*, roman à paraître en 2019, p. 47.

⁴⁵⁵ Lanz, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und Selbstdarstellung*, op. cit., pp. 108-109.

⁴⁵⁶ Pour quelques autres exemples parlants : Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz*, op. cit., pp. 59-60.

⁴⁵⁷ « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

⁴⁵⁸ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

⁴⁵⁹ Casoar et Balázs, *Les héros de Budapest*, op. cit., p. 182.

⁴⁶⁰ *Id.* D'autres analogies réfugiés-enfants dans « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957 et « Avec un train de réfugiés hongrois ou 36 heures de confidences », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 décembre 1956.

C'est un sentiment analogue qui ressort du témoignage de Gyula Nagy⁴⁶¹. Celui qu'il appelle encore aujourd'hui Monsieur Müller⁴⁶², ce directeur de l'école de la bourgade zurichoise qui l'avait fait venir, prend le jeune Hongrois sous son aile. « Il me donnait 130 CHF par mois⁴⁶³, il m'hébergeait dans sa famille, je mangeais avec eux, je faisais le ménage et le jardin ». Après quelques mois, cette situation commence à peser sur le réfugié mais c'est à la fête de Noël 1957 que se produit le déclic. Nagy et ses compatriotes hébergé·e·s dans les environs avaient préparé des sketches raillant certaines attitudes perçues comme typiquement suisses. « Monsieur Müller a alors pris la parole où il a critiqué < notre comportement > et nous a reproché de ne pas être assez reconnaissants ». Gyula Nagy, sans nier la gentillesse avec laquelle il avait été accueilli, déplore à la fois le manque d'ouverture des Suisses qui l'entouraient, l'absence de dialogue et le décalage entre les attentes des uns et des autres : « c'est dommage que des gens comme Monsieur Müller aient dépensé tant d'argent et d'énergie pour les Hongrois sans prendre la peine de discuter avec nous ».

Alors, Gyula Nagy décide de renoncer à l'aide offerte par Monsieur Müller et de prendre son indépendance en rejoignant Zurich et en gagnant sa vie autrement qu'en étant au service des familles du voisinage : « il était choqué que je le quitte ». Mais comme l'exprime Gyula Nagy « on est parti pour trouver la liberté, on pouvait dire ce qu'on voulait, on voulait choisir où on voulait vivre, ce qu'on voulait manger ! »⁴⁶⁴.

Dans un contexte différent, l'expérience de Zita Müller est similaire. Au contraire de Gyula Nagy, elle n'était pas la protégée de sa logeuse qui lui louait une chambre dans le Nord vaudois sans doute plus par besoin de revenus que par philanthropie ou anticommunisme. L'ancienne réfugiée se souvient du cadre autoritaire de cette location où elle devait éteindre la lumière à 22 heures, question d'économie, probablement : « les logeurs, ils ne lisaient pas. Ça les dépassait que je veuille lire. Alors ça, ça m'a cassé les pieds ! Moi qui cherche la liberté ! À la maison je pouvais lire »⁴⁶⁵.

Le témoignage de Suisses hébergeant des Hongrois·es est aussi éclairant. Josette Szabó – qui épousera plus tard un réfugié – est âgée de 12 ans lors de l'Insurrection. Les parents de Josette se prennent d'affection pour une jeune réfugiée rencontrée à Lausanne, qui parle un peu français. Le père de Josette décide de parrainer la Hongroise et de faire venir sa sœur, bloquée dans un camp en Italie. Mais bientôt, des déceptions se font sentir de part et d'autre :

⁴⁶¹ Entretien avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 18 mai 2018.

⁴⁶² Il s'agit d'un pseudonyme.

⁴⁶³ Le montant d'une bourse « normale » s'élève de 220 à 300 CHF.

⁴⁶⁴ Entretien avec Gyula Nagy, Canton de Zurich, 18 mai 2018.

⁴⁶⁵ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

On a eu une jolie amitié avec ces deux sœurs. Mais Zsuzsa, celle d'Italie, n'acceptait rien, elle était têtue. Sa sœur avait pu commencer des études de chimie. Celle venue d'Italie voulait étudier la médecine mais mon père a dit « non, c'est trop, j'ai trois enfants ». Même pour mes enfants, je ne pourrais pas payer l'université. Elle est partie un jour en laissant toutes les portes ouvertes, elle avait 19 ans. On a dû appeler la police. Après ça, mon père ne voulait plus de responsabilité. On a plus voulu de contact. Mon père disait « moi je veux plus de contact avec les Hongrois ».⁴⁶⁶

Ces exemples montrent que derrière l'énorme élan de solidarité, il y a des attentes bien précises. Nous allons maintenant observer comment se sont exprimés ces décalages et ce qu'ils révèlent des deux sociétés séparées par le Rideau de fer.

4.3 « DEUX MONDES EN PRÉSENCE »

Du héros à l'émigré

Jusqu'à la fin novembre 1956, une partie de la société civile suisse se montre très impatiente d'accueillir des réfugiés. La presse calme même les ardeurs de citoyen·ne·s offrant leur aide : « occasionnellement, des personnes qui s'étaient inscrites pour accueillir un réfugié sont devenues un peu impatientes [mais] le placement des réfugiés ne doit pas être laissé à l'improvisation »⁴⁶⁷. Si les premières descriptions des réfugié·e·s lors de leur arrivée au cours de l'automne 1956 idéalisent les fugitifs, le traitement médiatique change dès décembre 1956. Une conférence de presse organisée par l'OCSAR relève alors des « difficultés », des « déceptions » et des « malentendus » entre les Suisses et les Hongrois⁴⁶⁸. C'est sans doute pour parer aux rumeurs que le DFJP organise à son tour une conférence de presse le 6 février 1957 présidée par Markus Feldmann. Le message principal est le suivant :

L'enthousiasme et la ferveur nés de l'événement et de sa brutalité ont fait place à des sentiments plus pondérés ou entrent d'ailleurs, de part et d'autre, un peu de lassitude et pas mal de déception. Deux mondes se sont trouvés brusquement en contact et il en résulte quelques frottements.⁴⁶⁹

⁴⁶⁶ Entretien avec Josette Szabó, Héviz, 13 décembre 2015.

⁴⁶⁷ *Gelegentlich sind Leute, die sich zur Aufnahme von Flüchtlingen angemeldet haben, etwas ungeduldig geworden [...]. Die Placierung der Flüchtlinge darf nicht allzusehr der Improvisation ausgeliefert werden : « Die schweizerische Hilfsaktion für das ungarische Volk », *Neue Zürcher Zeitung*, 19 novembre 1956. On retrouve le même type de discours dans différents journaux, par exemple : RWS, « L'arrivée émouvante de 72 réfugiés hongrois hier soir à Neuchâtel », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 14 novembre 1956 ; ou encore : Pierre Barras, « Ce qui se fait à Fribourg », *La Liberté*, 28 novembre 1956.*

⁴⁶⁸ « Die ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956.

⁴⁶⁹ La plupart des journaux rendront compte de cette conférence : ils ne mettent pas l'accent sur les mêmes problèmes, ici : G. P., « La Suisse et les réfugiés hongrois. Au terme d'une première étape », *Journal de Genève*, 7 février 1957. Et les autres comptes rendus « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Un rapport sur l'accueil des réfugiés hongrois en Suisse », *La Suisse*, 7 février 1957 ; « L'opinion de M. Feldmann sur... Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957 ; « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlingen. Test den gegenseitigen Verständnisses », *Die Tat*, 8 février 1957 ; « Das Flüchtlingsproblem in offizieller Sicht », *Die Ostschweiz*, 8 février 1957 ; « Die ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 7 février 1957.

Ce *leitmotiv* des « deux mondes » est en ce début 1957 régulièrement relevé dans la presse : « le monde honnête, assez naïf, du citoyen suisse consciencieux » et « la masse hétérogène à fleur de peau de réfugiés, labourée de passion »⁴⁷⁰.

La conclusion des orateurs de la conférence du DFJP – que peu de journaux relaient – a de quoi surprendre : « il faut néanmoins reconnaître que le 7 % à peine de tous les réfugiés doivent être considérés comme complètement inadaptables »⁴⁷¹. Des expressions péjoratives telles que le « malaise des réfugiés hongrois »⁴⁷² ou « Ungarnproblem »⁴⁷³ apparaissent progressivement. Le journal *La Suisse* caricature ce changement ainsi : « des femmes qui avaient supplié les autorités de leur accorder un réfugié pour le choyer, écrivent maintenant pour qu'on le reprenne »⁴⁷⁴. La presse relève souvent le côté prévisible de ce supposé fossé entre les deux mondes : « on ne « marie » pas deux races, deux populations aussi différentes sans prendre de gros risques »⁴⁷⁵. Outre la « répulsion qu'éprouvent maints réfugiés pour certains travaux »⁴⁷⁶, phénomène déjà évoqué plus haut, les problèmes supposés concernent différents niveaux.

Un premier niveau a trait à la vie quotidienne : des décalages apparaissent dans la presse, particulièrement dans les éditoriaux. *La Suisse* déplore que la publication d'une photographie d'une famille de réfugiés tranquillement attablée dans un home de Leysin ait suscité des réactions :

Eh bien ! Figurez-vous que cette photo a... comment dirais-je ? Elle a « déçu » certaines gens. Oui. Des personnes qui ont généreusement donné pour les Hongrois se sont offusquées d'une vision qui ne correspond pas à la situation tragique dans laquelle se débat encore l'infortunée nation⁴⁷⁷.

Dans le même ordre d'idée, les journalistes rapportent que des Suisses supportent mal les signes extérieurs de coquetterie chez les réfugié·e·s : « quelques habitants de cette ville [ndlr. Herisau] se sont froissés de ce que les émigrées se présentent lèvres peintes ! »⁴⁷⁸. Ailleurs, on

⁴⁷⁰ *die rechtschaffene, ziemlich ahnungslose Welt des pflichtbewussten Schweizerbürgers und die aufgewühlte von Leidenschaften gepeitschte und heterogene Masse der Flüchtlinge* : « Lagerkoller im Flüchtlingszentrum », *Die Ostschweiz*, 5 janvier 1957 ; cette idée est toujours de mise un an plus tard : « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁴⁷¹ « L'opinion de M. Feldmann sur... Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957. *Die Tat* et *La Liberté* sont les seuls journaux, parmi ceux que nous avons consultés, à relever ce pourcentage.

⁴⁷² Tibor Dénes, « Le « malaise » des réfugiés hongrois en Suisse », *L'Impartial*, 18 septembre 1957.

⁴⁷³ Hans Gut, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957. Sur le sujet voir : David Zimmer, *Ungarn vererben?: intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne : P. Lang, 2011, pp. 88-89.

⁴⁷⁴ « Un rapport sur l'accueil des réfugiés hongrois en Suisse », *La Suisse*, 7 février 1957.

⁴⁷⁵ « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

⁴⁷⁶ « L'opinion de M. Feldmann sur... Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

⁴⁷⁷ Cadet Rousselle, « Au jour le jour » (éditorial), *La Suisse*, 2 décembre 1956. On retrouve un peu partout ce genre de commentaires, par exemple : RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

⁴⁷⁸ Cadet Rousselle, « Au jour le jour » (éditorial), *La Suisse*, 2 décembre 1956 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

s'indigne de les voir entrer dans les restaurants, de les entendre demander où ils peuvent danser⁴⁷⁹, on trouve leur consommation de cigarettes exagérée⁴⁸⁰, quand ce n'est pas celle de l'eau chaude⁴⁸¹, ou de la (trop) bonne viande⁴⁸². Dans la conférence du DFJP susmentionnée, on laisse entendre que les réfugiés auraient la dépense facile, une tendance aux goûts de luxe⁴⁸³. Un article d'un auteur hongrois publié dans *L'Impartial* illustre bien ce type de commentaires⁴⁸⁴. Il raconte et justifie le désir irréprensible des Hongrois d'acheter une voiture et d'autres biens de consommation, tendance que *La Liberté* qualifie de « prétentions »⁴⁸⁵. Des voix s'élèvent également pour qu'on cesse de « les gâter »⁴⁸⁶. Un autre élément revient de façon récurrente : les Hongrois·es ne seraient absolument pas habitué·e·s au rythme de travail en Suisse. Dans le registre de la vie quotidienne, mentionnons encore les réticences qu'auraient les Hongrois à s'insérer dans la société. La presse rapporte pêle-mêle : ils resteraient « trop agglutinés »⁴⁸⁷, ne feraient pas les efforts nécessaires pour apprendre les langues nationales⁴⁸⁸, se réuniraient et feraient des fêtes (bruyantes) à la maison⁴⁸⁹ et rejetteraient la cuisine suisse⁴⁹⁰. Si les journalistes ne nient pas toujours ces tendances, ils s'empressent de trouver des explications à ce manque de motivation : ainsi, le rythme astreignant du travail en Suisse empêcherait les ouvrier·e·s de suivre des cours le soir et la nourriture hongroise permettrait d'atténuer le mal du pays qui ronge les « combattants de la Liberté »⁴⁹¹. La difficulté de la langue est considérée comme le problème central. La *Neue Zürcher Zeitung* mentionne, outre l'absence totale de parenté du hongrois avec les langues

⁴⁷⁹ « Pour que les Hongrois retrouvent la joie de vivre », *Feuille d'avis de Lausanne*, 12 décembre 1956.

⁴⁸⁰ « Lagerkoller im Flüchtlingszentrum », *Die Ostschweiz*, 5 janvier 1957.

⁴⁸¹ « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

⁴⁸² « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁴⁸³ Ce type de représentations aura des incidences concrètes sur les pratiques. Kohler raconte par exemple qu'il arrive que les entreprises versent le salaire, non au réfugié lui-même, considéré comme incapable de gérer son salaire, mais à son « Betreuer » ou logeur : Elisabeth Kohler, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [Travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958, p. 33.

⁴⁸⁴ Tibor Dénes, « Le « malaise » des réfugiés hongrois en Suisse », *L'Impartial*, 18 septembre 1957.

⁴⁸⁵ « L'opinion de M. Feldmann sur... Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁴⁸⁶ « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

⁴⁸⁷ « L'aide aux réfugiés hongrois », *La Suisse*, 7 février 1957.

⁴⁸⁸ *Id.* On trouve aussi ce constat dans les rapports de l'armée « les réfugiés faisant preuve de peu d'application et d'un minime désir de s'instruire » : Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 37, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁴⁸⁹ « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; « Die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz », *Die Tat*, 7 décembre 1957.

⁴⁹⁰ Notamment : « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957 ; « L'aide aux réfugiés hongrois », *La Suisse*, 7 février 1957 ; sfd., « Warum sollten unsere ungarischen Flüchtlinge Engel sein ? », *Ostschweiz*, 9 février 1957 ; « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁴⁹¹ « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957.

nationales, le fait que les Hongrois, depuis qu'ils sont sous le joug soviétique, n'ont pour la plupart plus la possibilité d'apprendre les langues occidentales⁴⁹².

Un deuxième niveau de décalage rapporté par les commentaires de l'époque est celui de la sexualité et du genre. Un rapport final sur les camps datant de février 1957 évoque « des étrangers dont l'éducation et la manière de vivre diffèrent complètement de nos coutumes ». Mais, ce qui étonne au plus haut point le militaire chargé de rédiger ce rapport est l'acceptation générale de couples non-mariés, qui ont, dit-il, de la peine à se plier « à notre manière de concevoir la discipline et l'ordre » et réagiraient mal aux mesures visant à éviter la « promiscuité » entre les hommes et les femmes. Les fonctionnaires se trouvent face à une autre difficulté : l'impossibilité de savoir si les couples étaient mariés ou « résultat d'une liaison passagère »⁴⁹³. Le personnel militaire a d'ailleurs poussé certains couples à se marier, parfois dans les communes où étaient localisées les casernes⁴⁹⁴.

En outre, dans leur rapport final, les fonctionnaires militaires s'étonnent de certains comportements transgressant leurs normes de genre : par exemple le fait que les hommes sachent parfaitement repasser et raccommoder, « souvent mieux que les femmes »⁴⁹⁵. Ils s'étonnent aussi d'une « chose curieuse : la profession de « ménagère » était inexistante »⁴⁹⁶.

Dans les rares commentaires sur ce sujet, la presse suggère que la mentalité des femmes hongroises aurait été masculinisée par les épreuves subies en Hongrie. La « page de la femme » du *Berner Tagblatt* propose des portraits de ces femmes « dont l'éducation et la culture ne sont pas les nôtres » exerçant des métiers traditionnellement masculins. On s'étonne que certaines femmes aient laissé leur enfant en Hongrie et de certains comportements : « Eva R. a 19 ans, mère d'un petit enfant. Elle aussi travaille. Eva ne parvient pas à s'épanouir dans le travail ménager et [...] laisse aussi volontiers le soin à son mari de s'occuper de l'enfant »⁴⁹⁷. En filigrane, ces exemples montrent effectivement la confrontation de deux mondes : d'un côté, une conception traditionnelle du couple, du rôle des femmes et de celui des hommes – pourvoyeurs et exemptés de travail domestique – ; de

⁴⁹² Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956.

⁴⁹³ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, pp. 23-25, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*. On mentionne également des cas de prostitution, « mais d'un autre côté, il faut constater franchement que ces relations, impossibles à éviter entre jeunes gens pleins de vie, permettraient d'empêcher le renouvellement des incidents vécus lors de l'internement en 1940 avec notre population » !

⁴⁹⁴ *Id.*

⁴⁹⁵ *Ibid.*, p. 16.

⁴⁹⁶ *Ibid.*, p. 26.

⁴⁹⁷ *Eva R. ist 19 Jahre alt, Mutter eines Kleinen Kindes. Auch sie war berufstätig. Eva kann sich für den Haushalt nicht begeistern [...] und überlässt auch die Pflege des Kind am liebsten ihrem Mann : « Ungarische Frauen im Rampenlicht », Berner Tagblatt, 14 février 1957.*

l'autre, une certaine acceptation des relations hors cadre conjugal et, en ce qui concerne les rôles, une société où la plupart des femmes exerce une profession hors du foyer.

Un troisième niveau de décalage regroupe les actes allant des prétendus écarts de comportement aux délits proprement dit des Hongrois. Souvent, la presse régionale les mentionne de manière assez floue sous les termes d'incidents « regrettables » (unliebsame Zwischenfälle) ou « inévitables »⁴⁹⁸. Dans des brèves et quelques articles, la presse relève des bagarres⁴⁹⁹, une tendance aux abus d'alcool⁵⁰⁰, ou des sorties nocturnes : « la conduite de certains, le soir, peut froisser une partie de notre population qui a le sentiment que sa générosité est mal récompensée »⁵⁰¹. Des articles conseillent même aux tenanciers de bars de servir avec modération de l'alcool aux Hongrois⁵⁰². Bientôt, la presse rapporte des suspicions quant aux motivations de leur fuite : « certaines personnes semblent reprocher à nos hôtes de ne pas se traîner comme des fantômes [...] Pourquoi ont-ils quitté le pays ? La lutte continue pourtant ». Ces ouï-dires sont aussitôt balayés par les journalistes, en les contrebalançant par des récits émouvants de combattants, parfois, en qualifiant de calomnies les « bruits invraisemblables » concernant le (mauvais) comportement des réfugiés⁵⁰³. On concède tout de même que tous n'étaient pas impliqués dans l'Insurrection, à l'instar de *L'Illustré* : « il y a beaucoup de patriotes parmi eux, mais il y en a aussi qui ont profité des circonstances ». Et le journaliste d'ajouter : « il y a des Tziganes, il y a des Israélites. Il y a des enfants, il y a des femmes. Il y a des paysans, des ouvriers, des intellectuels, des fonctionnaires et des analphabètes ». Ces propos en disent également long sur une perception des femmes, mises dans le même groupe que les enfants⁵⁰⁴. On relève également la présence d'« éléments douteux, sortis de prisons, des espions envoyés par le gouvernement Kadar ou par les Soviets »⁵⁰⁵ ou « ici et là d'hommes et de femmes de peu de valeur »⁵⁰⁶.

Parmi les réfugié·e·s se trouvaient plusieurs centaines d'enfants et adolescent·e·s non

⁴⁹⁸ Par exemple, H.D., « Das Leben der Ungarnflüchtlinge in Schaffhausen », *Schaffhauser Nachrichten*, 15 février 1957 ; Bw., « Problème résolu », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957.

⁴⁹⁹ « La Tour-de-Peilz. Une violente bagarre », *Feuille d'avis de Lausanne*, 7 janvier 1956 ; « Bagarre avec des réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957.

⁵⁰⁰ « Schlägerei zwischen ungarischen Emigranten, Polizei und Zivilisten », *Luzerner Tagblatt*, 31 juillet 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁵⁰¹ « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956.

⁵⁰² « Schlägerei zwischen ungarischen Emigranten, Polizei und Zivilisten », *Luzerner Tagblatt*, 31 juillet 1957. À la fin de l'article, on peut lire en gras : « Der bedauerliche Zwischenfall sollte eine Mahnung sein, sowohl an die Gastwirte als auch an die Privaten, durch Zurückhaltung beim Ausschank oder Verkauf von Alkoholika an Ungarn zur Verhütung solcher Zwischenfälle beizutragen ».

⁵⁰³ RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

⁵⁰⁴ « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956.

⁵⁰⁵ « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

⁵⁰⁶ « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

accompagné·e·s pour la plupart placé·e·s dans des familles d'accueil⁵⁰⁷. Avec un regard empreint de sympathie, certains journalistes évoquent leur précocité supposée et expliquent qu'ils ont l'air beaucoup plus âgés qu'ils ne le sont, le « visage marqué par le travail et les soucis »⁵⁰⁸. Mais même la *NZZ* relève que « certains Hongrois croient que, dans un pays libre comme la Suisse, tout serait permis »⁵⁰⁹, ailleurs, on explique que le comportement des enfants « dérouté »⁵¹⁰. Les termes sont moins édulcorés dans les documents confidentiels qui relèvent des difficultés « dues [...] à une conception très personnelle, spécialement des jeunes gens, du principe de « liberté » »⁵¹¹. Bientôt, on ne prend plus de gants, à l'exemple du chef de la chambre des mineurs vaudoise qui évoque, en 1958, les « jeunes gens difficiles » qui « se conduisent comme des soudards en pays conquis »⁵¹². Si ce phénomène – l'altération progressive de l'image de réfugiés – n'est en soi pas nouveau et s'observe dans d'autres contextes, les explications du camp bourgeois, comme d'ailleurs celles de la presse communiste sont à replacer dans le contexte de la Guerre froide.

Pendant l'Insurrection, l'ouverture de prisons avait laissé s'échapper non seulement des prisonnier·e·s politiques, mais également des criminel·le·s de droit commun ayant fui à l'Ouest⁵¹³. Certains combattants avaient un lourd passif ou s'apparentaient à ce qu'on appelait à l'Ouest les Blousons noirs⁵¹⁴. Le mot est même parfois lâché dans la presse : on relève que ces « éléments » menacent les réfugiés honnêtes⁵¹⁵. S'il est minoritaire, ce phénomène occasionne des réactions du *Vorwärts* qui qualifie les réfugiés de « combattants de la liberté » entre des guillemets lourds de sens, remet en cause leurs raisons de fuir et relève vols et délits⁵¹⁶. La *Voix ouvrière* n'est pas en reste : « après les innombrables vols, viols, bagarres

⁵⁰⁷ Protokoll der 5. Sachbearbeiterkonferenz der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Berne, 17 mai 1957, AfZ-SFH : 571 (A). La directrice de l'OCSAR les range en deux catégories : les « Einordnungsfähigen » et les « Nicht-Einordnungsfähigen ».

⁵⁰⁸ Richard Buss, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957.

⁵⁰⁹ *Manche Ungarn glauben, in einem freien Land wie der Schweiz sei einfach alles erlaubt* : « Ungarische Flüchtlinge in der Kaserne Herisau », *Neue Zürcher Zeitung*, 1^{er} décembre 1956.

⁵¹⁰ « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957.

⁵¹¹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 15, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵¹² Chambre des mineurs, Vaud, Enquête pour vandalisme, 23 juillet 1958, CH-BAR#E4264#2016/117#.

⁵¹³ Juliet Szabó, « « ...s várja eltévedt fiait is. » Az MSZMP repatriálási és hazalátogatási politikája 1956 és 1963 között » [« en attente des fils égarés ». Politique de rapatriement et de visites au pays par le MSZMP entre 1956 et 1963], *Múltunk* (1) 2007, p. 195.

⁵¹⁴ Casoar et Balázs, *Les héros de Budapest*, op. cit.

⁵¹⁵ En allemand : *Halbstarken*. « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957 ; « Arbeitslosigkeit bei den ungarischen Flüchtlingen », *Nationalzeitung*, 7 juillet 1958.

⁵¹⁶ Le *Vorwärts* insiste sur un aveuglement propre à la Suisse allemande : « War man am Anfang für die Aufnahme der Flüchtlinge begeistert und öffnete Tür und Tor, so ist man jetzt vielorts recht zurückhaltend und ablehnend geworden auf Grund von Erfahrung. [...] In der Welschen Schweiz und im Tessin trug man von Anfang an diese Gegebenheiten Rechnung bei der Bevölkerung und liess sich deshalb nicht in eine

dont se sont rendus coupables les émigrés hongrois en Suisse, il y a peut-être de quoi faire réfléchir sur ce qu'a représenté une partie (nous disons bien une partie) de l'émigration hongroise de novembre 1956 »⁵¹⁷. Par la suite, des reportages de fond donneront une image plus nuancée des réfugié·e·s axant notamment leurs messages sur les aspirations des émigrés au retour dans leur pays.

Expliquer les problèmes : du réfugié endoctriné au réfugié exotique

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, la presse traditionnelle explique ces différents écarts par l'environnement communiste dans lequel ces jeunes ont grandi, non sans fantasmes ou exagérations délibérées :

Notre impatience est tout aussi fausse que la naïveté avec laquelle nous nous les étions représentés. [...] Ceux de vingt ans n'ont jamais eu une existence normale : avant le communisme, il y avait la guerre. [...] À cinq ans, tous les enfants hongrois, les filles comme les garçons, savent tirer et tuer. On leur apprend même avant de lire et d'écrire.⁵¹⁸

Souvent exprimés de manière plus édulcorée et avec un ton quasi scientifique, les dégâts de l'éducation ou de l'expérience communiste représentent un constat généralisé dans la presse, dans certains rapports, ainsi que dans les études en travail social sur les réfugié·e·s.

Dans cet ordre d'idée, les jeunes appartiennent à une génération qualifiée de « turbulente » dont la mentalité aurait été « déformée »⁵¹⁹. C'est encore le régime communiste qui est désigné coupable lorsque des réfugiés endommagent du matériel. L'un des fonctionnaires du Département militaire s'emporte : « on avait nettement l'impression qu'ils trouvaient absolument normal tout ce qui était fait en leur faveur : c'est l'Etat qui fournit ! [...] ils ignoraient complètement les soins portés au matériel : c'est l'Etat qui remplace ! »⁵²⁰ Dans le monde du travail, les contraintes liées au système communiste (discrimination positive pour les membres du Parti, etc.) auraient comme conséquence que les réfugiés cherchent tous les « échappatoires possibles pour éviter ces pressions ». D'où une politique d'opposition lorsque quelque chose leur déplait⁵²¹. La méfiance des réfugié·e·s envers l'armée, les uniformes et l'insubordination à la discipline qui en découle, serait, elle, due au traumatisme de

Pogromstimmung hetzen und Ankömmlinge als Helden vergöttern, auch wenn sie keine waren ». « St Galler Brief », *Vorwärts*, 11 janvier 1957. La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* adoptent *grosso modo* une ligne similaire.

⁵¹⁷ « Après l'assassinat d'un Hongrois à Berne », *Voix ouvrière*, 26 février 1958. Dans les articles de ce type, la *Voix ouvrière* dénonce, plus que le comportement des réfugiés, la condescendance, qualifiée d'« hypocrisie officielle » du camp bourgeois.

⁵¹⁸ Le scribe, « Encore les Hongrois », *La Liberté*, 25 février 1957.

⁵¹⁹ « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

⁵²⁰ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 24, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵²¹ J. My., « Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956. On retrouve cette analyse dans le commentaire de François Irmay, « L'« intégration » des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1957.

l'oppression et des abus de l'ÁVO, la police politique hongroise⁵²². La peur, la méfiance envers tout le monde et le silence imposé dans leur pays expliqueraient leur réticence à communiquer⁵²³. Quant à leur suspicion envers les entreprises et le monde capitaliste dont on leur avait dit tant de mal, elle s'expliquerait par l'empreinte de la propagande communiste qui ne pouvait se dissiper comme par miracle au passage de la frontière⁵²⁴. En ce qui concerne la tendance à dépenser plus que de raison, pour la presse, l'explication de ce phénomène est claire comme une vitrine bien astiquée : les frustrations accumulées dans le monde communiste sont considérées comme l'origine du problème⁵²⁵. La *NZZ* va même jusqu'à expliquer leur tendance à l'ivresse (menant à des bagarres et des rixes au couteau) par la mauvaise alimentation qu'ils auraient endurée : ils ne supportent plus très bien l'alcool⁵²⁶. On justifie aussi les soirées bruyantes dans les appartements par le fait que les Hongrois auraient pris l'habitude, sous la dictature, de ne pas se réunir dans les lieux publics pour ne pas éveiller le soupçon⁵²⁷.

On mobilise également ce type d'arguments dans l'évocation de décalages liés au genre. Ces « différences » proviendraient de « l'environnement communiste » dans lequel les femmes ont évolué ainsi que de l'expérience de la guerre et de la misère. On explique aux lectrices du *Berner Tagblatt* qu'en Hongrie, les femmes peuvent exercer des métiers d'hommes et sont forcées à travailler (pendant que les enfants sont gardés dans des crèches), car le salaire du mari ne suffit pas⁵²⁸. Même constat dans le rapport du Département militaire précité qui ignore superbement le phénomène de la double tâche, observable dans la Hongrie des années 1950 comme pour maintes femmes en Suisse :

Du fait qu'elles prennent en général pension dans les réfectoires gérés par le gouvernement, que leurs enfants sont placés dans des crèches et que les logements qui sont mis à disposition sont partagés avec d'autres familles, elles n'ont pas le souci du ménage⁵²⁹.

C'est également ainsi que le rapport explique l'absence de ménagères ou femmes au foyer parmi les réfugiées. L'analyse va encore plus loin dans l'article du *Berner Tagblatt*. La lutte des femmes pour l'existence entre peur et précipitation aurait développé un type de femme :

⁵²² « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957.

⁵²³ « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

⁵²⁴ « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Gedanken zum Ungarnproblem », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957.

⁵²⁵ Voir par exemple, Richard Buss, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957. On observe également ça et là cette constatation dans les travaux de diplôme en travail social portant sur les réfugiés hongrois, voir par exemple : Züry, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz*, op. cit., p. 23.

⁵²⁶ « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁵²⁷ « Die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz », *Die Tat*, 7 décembre 1957.

⁵²⁸ « Es gab unter den Frauen Schreiner, Schlosser, Bauhandlager ; alles Berufe, für die uns die weibliche Bezeichnung fehlt » : « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957.

⁵²⁹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 26, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

« Beaucoup se montrent nerveuses [et] impatientes »⁵³⁰. Cet article, tout comme le rapport du Département militaire, relève l'« absence de retenue »⁵³¹ de certaines jeunes filles envers l'autre sexe qui s'expliquerait là encore par leur vécu (contexte révolutionnaire propice à la jouissance de l'instant présent) et par le système communiste (qui, au contraire de la Hongrie de jadis, ne réprimerait pas la « nature éruptive » des jeunes)⁵³². Tous ces éléments auraient comme résultat des femmes qui se désintéressent du travail domestique « selon nos conceptions suisses »⁵³³. Cet anticommunisme « genré » permet de valoriser les normes et la division sexuée des rôles en vigueur en Suisse, en brandissant le contre-exemple du système communiste qui bafouerait ces normes.

Outre ce type d'explication, les prétendues différences culturelles sont régulièrement mobilisées pour expliquer les problèmes quotidiens. Ce argument culturel est ajouté à celui des ravages de la vie sous le communisme⁵³⁴. Ça et là apparaissent des défauts que les journalistes ne mettent pas sur le dos du communisme mais sur une « mentalité » qualifiée de « typiquement hongroise ». Les travaux de diplôme en travail social des années 1950 et 1960 consacrés aux Hongrois-es regorgent de ces représentations très imprégnées des théories sur les « psychologies des peuples »⁵³⁵. Elisabeth Ott, dont le travail se focalise sur les jeunes Hongrois mentionne différents « traits de caractère spécifiques à ce peuple », liés selon elle à des aspects aussi bien géographiques qu'historiques. Les autres études analogues à celles d'Ott offrent le même type d'analyse, basées sur les différences de « tempérament » ou de « mentalité ». Dans cet ordre d'idée, la platitude du pays occasionnerait chez les Hongrois un grand « désir de liberté », doublé d'une fierté infailible, liée au passé de ce « peuple de cavaliers »⁵³⁶. Cette fierté n'est pas seulement attribuée à cette tradition mais aussi et surtout aux occupations et aux « oppressions » qui ont jalonné l'histoire de ce pays⁵³⁷. En découleraient un patriotisme exacerbé et une volonté d'indépendance à toute épreuve⁵³⁸.

⁵³⁰ *Viele sind nervös, ungeduldig, hemmungslos* : « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957.

⁵³¹ *Hemmungslosigkeit*.

⁵³² « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957.

⁵³³ *Id.*

⁵³⁴ « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁵³⁵ Geneviève Vermès, « Quelques étapes de la Psychologie des peuples (de la fin du XIXe siècle aux années 1950). Esquisse pour une histoire de la psychologie interculturelle », *L'Homme la Société* n° 167-168-169 (1), 2008, pp. 149-161.

⁵³⁶ Elisabeth Ott, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge in Winterthur* [Travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958, pp. 7-8. La fierté est aussi notamment décrite comme attribut de la « nature hongroise » par Zürmy, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz*, op. cit., p. 20.

⁵³⁷ Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956.

⁵³⁸ Cette vision est également présente dans la presse : « Un grave et difficile problème. L'intégration des réfugiés hongrois dans la vie professionnelle chaux-de-fonnière », *L'Impartial*, 13 décembre 1956 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

Enfin, Ott met en évidence l'attachement à la famille et à la communauté des Hongrois, ainsi que leur instabilité : ils seraient capables « comme aucun peuple » de rire et de pleurer simultanément⁵³⁹. Cet élément est très présent dans la presse : de tempérament vif, sentimental et social, le Hongrois sombrerait dans la dépression quand il n'est pas entouré⁵⁴⁰. Des commentaires mobilisent à nouveau le *leitmotiv* des plaines pour expliquer ce caractère social exacerbé⁵⁴¹. La presse évoque aussi régulièrement leur impatience supposée qualifiée de « nicht-warten-können » (ne sait pas attendre)⁵⁴², leurs réactions « fougueuses » quand on ne les comprend pas⁵⁴³. Constamment rappelée dans la presse, la fierté supposée des Hongrois est une notion utile, car elle permet d'expliquer les oppositions, que ce soit au travail en fabrique ou à la nourriture helvétique. Plus rarement, on invoque la composition du groupe : une majorité de petites gens, ouvriers ou employés, ou leur « simplicité »⁵⁴⁴. L'argument selon lequel il y a dans tout groupe, « des braves et des mauvaises gens » – ce qui constituerait un argument en soi assez valable – n'est avancé que marginalement par les journalistes⁵⁴⁵.

Enfin, journalistes et autorités évoquent le découragement, le déracinement, le dépaysement, la brusque « transplantation », mais aussi les déceptions comme sources du problème⁵⁴⁶. À Neuchâtel les bruits de rixe et viols n'étaient apparemment pas infondés⁵⁴⁷. Dans l'un des établissements accueillant des réfugié·e·s, le Chanut, se trouvaient des jeunes combattants violents. Ce contexte explique l'argumentaire étrange du journal local :

⁵³⁹ Ott, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge*, op. cit., pp. 7-8. Voir aussi Zürni, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz*, op. cit., p. 34. On retrouve cette idée dans la presse : « Pour que les Hongrois retrouvent la joie de vivre », *Feuille d'avis de Lausanne*, 12 décembre 1956.

⁵⁴⁰ « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957 ; J. My., « Les réfugiés hongrois du Chanut travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956.

⁵⁴¹ François Irmay, « L'« intégration » des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1956.

⁵⁴² « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957.

⁵⁴³ Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁵⁴⁴ « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *St. Galler Tagblatt*, 23 janvier 1957.

⁵⁴⁵ On le trouve aux côtés des arguments anticommunistes dont la place est beaucoup plus importante : Richard Buss, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldenstum », *Die Tat*, 4 février 1957 ; Hans Gut, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957. Un article va néanmoins dans ce sens en clamant « Tous les Hongrois ne sont pas des Saints Georges » : Tibor Dénes, « Le « malaise » des réfugiés hongrois », *L'Impartial*, 18 septembre 1957.

⁵⁴⁶ Voir par exemple : « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957 ; M. Dupasquier (Comité d'aide aux réfugiés), « Notre activité en faveur des Hongrois », *L'Impartial*, 19 janvier 1957 ; « À Montreux, ils savent encore sourire », *L'Illustré*, 29 novembre 1956 ; Hans Gut, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957 ; « Patience et indulgence », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1956. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 40, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵⁴⁷ Il semble également qu'il y ait eu des délits de ce type au Tessin probablement à la Saint-Sylvestre : « Ungarn im Tessin », *Die Ostschweiz*, 4 janvier 1957.

Au début de leur séjour en Suisse, nos hôtes se trouvaient dans un état de tension intérieure aiguë, se manifestant par une certaine agitation, un élan et une effervescence résultant des événements récents de la lutte pour la liberté. [...] Les heures les plus douloureuses et les plus insupportables sont celles de la nuit, entre 21 heures et minuit, même plus tard, moment où les Hongrois se retrouvent face à leur angoisse, pourchassés par les souvenirs, l'amertume, l'inquiétude pour leurs familles restées en Hongrie, menacées de déportation. L'autorisation de sortir en ville le soir s'est révélée un des meilleurs moyens de les détourner de leur angoisse et de les distraire durant ces heures oppressantes.⁵⁴⁸

Pour parer au danger de la généralisation, dans toute la Suisse, on rappelle régulièrement au lectorat l'« enfer » dont les réfugiés sont sortis et/ou les douleurs inhérentes à l'exil.

Minimisation, patience et compréhension

Dans les rapports des autorités comme dans la presse, les hiatus sont presque systématiquement accompagnés de nuances : « dans l'ensemble, les expériences ne sont pas mauvaises ». On précise encore : si tous ne sont pas des « enfants de chœur »⁵⁴⁹, « une minorité seulement peut être considérée comme indésirable »⁵⁵⁰. Dans toutes les rédactions (non communistes), l'essoufflement de l'entreprise humanitaire et les remarques désobligeantes envers les réfugié·e·s sont critiqués. La presse, comme les autorités, condamne les généralisations⁵⁵¹. La *NZZ* en tête : « plus les réfugiés se rapprochent du quotidien de notre pays, plus il y aura de possibilités que des frictions se produisent. Alors il s'agira de ne pas généraliser, ne pas dramatiser »⁵⁵². Même prévention dans la presse régionale :

On doit se garder, lorsqu'on accueille des réfugiés venant d'un pays frappé par une épreuve terrible, de généraliser. Pour une poignée de cas pénibles à résoudre, nous avons devant nous une immense majorité de braves gens, modestes et travailleurs, qui mettent la meilleure volonté à nous témoigner leur reconnaissance. Même à l'égard de ceux qui nous donnent quelques soucis, nous ne devons pas oublier de quel enfer ils sont sortis, ni leur dépaysement après avoir tout quitté dans des conditions tragiques.⁵⁵³

Les appels à l'indulgence, à l'empathie et à l'humilité sont foison. Il faut « se mettre à leur place »⁵⁵⁴, « nous qui avons été privilégiés »⁵⁵⁵, comment pouvons-nous « juger ces jeunes

⁵⁴⁸ François Irmay, « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956.

⁵⁴⁹ « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

⁵⁵⁰ Réponse de la Commission de gestion du Conseil des Etats au Chiffre 4, question : « Des renseignements sont demandés sur les expériences faites avec les réfugiés hongrois. » (M. Bourgknecht, Conseiller aux Etats), 10 mai 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵⁵¹ Par exemple, « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956 ; RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956 ; « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957. Ce message est aussi distillés dans les études en travail social, par exemple : Züri, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz*, op. cit., p. 10.

⁵⁵² *je mehr sich die Flüchtlingen dem Alltag unseres Landes nähern, umso eher sind die Möglichkeiten gegeben, dass Reibungen entstehen. Dann soll nicht verallgemeinert, nicht dramatisiert werden* : Pz., « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 décembre 1956 ou encore Hans Gut, « Gedanken zum Ungarnproblem in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 9 février 1957 où on appelle : « Es dürfen daraus aber nicht Staatsaffären gemacht werden » ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁵⁵³ M. Dupasquier, « Notre activité en faveur des Hongrois », *L'Impartial*, 19 janvier 1957.

⁵⁵⁴ « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957.

Hongrois parce qu'ils ne se plient pas immédiatement à nos attitudes policées ? »⁵⁵⁶, c'est en substance le message à faire passer. Cet appel comprend un devoir constamment rappelé : faire preuve de « patience, tact et compréhension » envers les réfugié·e·s⁵⁵⁷. Le texte du DFJP annexé au rapport Ludwig résume cette démarche :

L'intégration des réfugiés hongrois dans notre communauté a mis deux mondes en présence. Des difficultés étaient donc inévitables. Il faudra beaucoup de patience et d'égards de la part de notre population pour que cette cohabitation se révèle à la longue fructueuse. Le Conseil fédéral a la conviction que le peuple suisse entend faire preuve de la compréhension nécessaire et qu'il ne se laissera pas influencer par des récits grossissant les faits, ni par de faux bruits. Quelques incidents fâcheux qu'il n'est pas question de dissimuler, ne peuvent ternir l'impression favorable qui, dans l'ensemble, se dégage de la présence des réfugiés hongrois dans notre pays.⁵⁵⁸

La presse aussi, par des textes sibyllins, reste souvent allusive quant à ces « incidents fâcheux » et participe à la minimisation des ennuis. Par exemple, lorsque la *Feuille d'avis de Neuchâtel* explique : « On cite des sorties nocturnes de Hongrois avec des jeunes filles de chez nous, mais sans préciser qu'aucune de ces demoiselles n'a été emmenée de force... »⁵⁵⁹. Partout on en appelle à ne pas confondre le mécontentement et les exigences des réfugiés avec de l'ingratitude⁵⁶⁰. L'OCSAR n'est pas en reste et répond à la presse quand des articles relatent des déceptions. Tout en concédant qu'il se trouve « parmi les sans-patrie, des éléments peu recommandables », l'organisme s'efforce d'expliquer que « l'ingratitude et la mauvaise volonté ne sont pas, dans la majorité des cas, à l'origine des difficultés », c'est plutôt l'agacement, la tristesse, les déceptions des réfugiés qui se traduisent par les « fautes que nous les voyons commettre ». Le message dispensé par l'OCSAR est clair : « Gardons-nous de les juger selon nos critères, mais demandons-nous plutôt quelle serait notre attitude, si nous nous trouvions à leur place ? »⁵⁶¹. La *Voix ouvrière* critique le silence qui entoure les incidents :

⁵⁵⁵ J. My., « Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956 ; sfd., « Warum sollten unsere ungarischen Flüchtlinge Engel sein ? », *Ostschweiz*, 9 février 1957.

⁵⁵⁶ Réd., « Les réfugiés hongrois du Chanet et leur intégration dans la vie helvétique », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 3 décembre 1956 ; voir aussi par exemple : « Ein Flüchtling », *Neue Zürcher Zeitung*, 16 novembre 1956 ; « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

⁵⁵⁷ Cet appel s'étend dans le temps, voir par exemple : « Patience et indulgence », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1956 ; László Nagy, « L'assimilation des réfugiés hongrois demande du tact et de la patience », *Journal de Genève*, 31 janvier 1957 ; « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957 ; « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

⁵⁵⁸ Annexe A : « La pratique suisse de l'asile à l'époque récente. Rapport du DFJP du 7 mars 1957 », in : Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, op. cit., pp. 399-400.

⁵⁵⁹ RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

⁵⁶⁰ « Einsamkeit im Wohlstand. Wie haben sich die Ungarnflüchtlinge bei uns eingelebt ? », *Zürcher Woche*, 16 août 1957 ; « Pour jouer le jeu de la bonne entente », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 avril 1957.

⁵⁶¹ « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957.

Si nous faisons ici l'écho de chacune des innombrables histoires qui courent [...] les rues sur les réfugiés hongrois et sur l'invraisemblable comportement officiel à leur égard, nos colonnes en seraient littéralement remplies. De sérieuses bagarres – et ce ne sont pas les premières – se sont déroulées dimanche soir à la caserne de Lausanne. [...] Cela n'a peut-être rien d'extraordinaire en soi. Mais ce qui l'est [...], c'est que la presse – comme dans presque tous les autres cas de ce genre d'ailleurs – observe un silence absolu. Alors que n'importe quelle sortie de bistrot un peu bruyante fait d'ordinaire l'objet d'entrefilets bavards dans tous les journaux [...]. La consigne est sévère et les ordres viennent de haut.⁵⁶²

Si ce silence résulte peut-être plus d'un consensus que d'une volonté politique, les velléités de la presse de constamment rassurer le public semblent, elles, émaner d'un mot d'ordre. Que ce soit les journaux qui rapportent les multiples conférences de presse des comités cantonaux d'aide ou les textes des organismes d'aide⁵⁶³, les paroisses⁵⁶⁴, les assemblées politiques⁵⁶⁵ ou même parfois le domaine scientifique⁵⁶⁶, d'aucuns s'élèvent contre l'essoufflement. « Ne laissons pas éteindre la flamme qui brûlait en nous »⁵⁶⁷ et « au lieu de les accabler de critiques négatives, notre devoir est de les aider à se construire »⁵⁶⁸ clame-t-on inlassablement.

Non sans paternalisme, la presse préconise toute une gamme de solutions. En ce qui concerne la tendance supposée des Hongrois·es à trop dépenser, il s'agit de les guider : « apprenons-leur la valeur de l'argent »⁵⁶⁹. Les éditoriaux se font parfois plus virulents, cette fois dans un discours anticomuniste : « comment pourraient-ils penser comme nous [...] façonnés à l'école du communisme [...] Il ne suffit pas de leur donner un abri, il faut les désintoxiquer de tout ce qui les a empoisonnés pendant tant d'années »⁵⁷⁰. De preneurs de leçons, les Suisses deviennent donneurs de leçons : le discours selon lequel *les réfugiés ont des choses à nous apprendre* se mue en *nous avons des choses à leur apprendre*. Le concept de liberté, tel qu'on pouvait le comprendre à l'Est, est ainsi précisé par la presse : « comme des enfants », les réfugiés « s'enivrent de ce nouveau jouet < liberté > » et ont « encore beaucoup à apprendre sur le bon usage de la liberté »⁵⁷¹. Certains Hongrois en feraient une fausse interprétation et

⁵⁶² « Incidents hongrois à la caserne de Lausanne », *Voix ouvrière*, 23 janvier 1957.

⁵⁶³ Par exemple : « Il faut avoir tact et patience envers les réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957 ; « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d'avis de Lausanne*, 18 mars 1957.

⁵⁶⁴ Par exemple : « On nous annonce à Lausanne », *Feuille d'avis de Lausanne*, 25 février 1957 ; « Chronique d'Echallens », *Feuille d'avis de Lausanne*, 2 avril 1957.

⁵⁶⁵ « Ne jugeons pas 93 % des Hongrois sur 7 % d'indésirables », *Journal de Genève*, 12 septembre 1957.

⁵⁶⁶ À l'image de la Société vaudoise d'hygiène mentale par exemple : « Patience et indulgence », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1956.

⁵⁶⁷ Marc Dupasquier, « Les Hongrois dans notre canton », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 20 mars 1957.

⁵⁶⁸ RWS, « Ils ont des qualités, ils ont des défauts, eux aussi sont des hommes », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 5 décembre 1956.

⁵⁶⁹ « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957 ; F. Irmay, « L'« intégration » des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1956.

⁵⁷⁰ Le scribe, « Eux et nous », *La Liberté*, 18 février 1957.

⁵⁷¹ *Wie Kinder berauschen sie sich an diesem neuen Spielzeug« Freiheit » [...] unsere ungarische Flüchtlinge haben noch viel zu lernen über den richtigen Gebrauch der Freiheit* : « Ungarn in Tessin », *Ostschweiz*, 4 janvier 1957.

doivent saisir le « principe d'« ordre dans la liberté » régnant en Suisse »⁵⁷². Outre les « guider »⁵⁷³, il faut savoir « leur donner ce que nous pouvons, pas seulement de l'argent, du travail, mais également et surtout de l'affection »⁵⁷⁴. Cette indulgence a des limites : « on ne pourra éviter d'adopter une attitude de fermeté, voire de contrainte en face de mauvaise volonté évidente »⁵⁷⁵.

Début 1957, la *Voix ouvrière* tourne en dérision les « difficultés » et la remobilisation souhaitée par la presse bourgeoise pour contrer une certaine lassitude face aux réfugié·e·s hongrois·es. Elle relaie par exemple des propos de Frank Bridel, journaliste à la *Gazette de Lausanne*, l'un des pourfendeurs d'un accueil généreux : « après avoir dressé des couronnes au savoir-faire de nos services spécialisés dans l'« opération intégration » », ce dernier, selon la *Voix ouvrière*, donnerait des leçons aux Suisses sur leur mentalité « égoïste » : « cette mentalité de nos compatriotes qui ne comprennent pas qu'il y a naturellement quelques paresseux, un petit nombre de prétentieux, un quarteron de voyous mais que le gros tas est composé d'excellentes gens ». Et la *Voix ouvrière* de renchérir : « Vos Hongrois [...] font partie de la campagne de haine anticomuniste dont ils ne sont que les indispensables figurants. Que les réfugiés commencent à comprendre le « désintéressement » de certains protecteurs, cela leur (sic) aidera à voir plus clair »⁵⁷⁶.

À l'exception de la presse communiste, le message d'apaisement est unanime.

Comment un tel consensus est-il possible ? Bien sûr, l'énorme sympathie pour les réfugié·e·s et le contexte politique rend tout commentaire négatif suspect. Mais cet appel à la patience et la compréhension ne tombe pas du ciel, il est en partie dicté par la Suisse officielle comme en témoignent des textes internes. « Nous devons encore une fois en appeler à la patience du peuple suisse »⁵⁷⁷ explique par exemple Oscar Schürch aux directeurs de police cantonaux.

Ce dernier expose à son supérieur l'importance du maintien de cette patience, et si la patience ne suffit pas, il préconise une alternative plus radicale en second recours :

Nous ne devons pas, à cause de ces cas antipathiques, et même s'ils se multiplient, perdre patience et chercher à chaque fois des solutions par la persuasion et les mesures adaptées. [...] dans les cantons et les communes, nous devons inlassablement rendre attentifs à la situation particulière des réfugiés déracinés et

⁵⁷² « *Ordnung in Freiheit* »: « Flüchtlingshilfe in Küsnacht », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 novembre 1956.

⁵⁷³ « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

⁵⁷⁴ J. My., « Les réfugiés hongrois du Chanet travailleront dans nos entreprises et vivront parmi nous », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 décembre 1956. Ou encore « Sagen wir ihnen, dass wir uns freuen, dass sie hier sind » : At., « Hilfeleistung für die Flüchtlinge aus Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 14 novembre 1956.

⁵⁷⁵ F. Irmay, « L'« intégration » des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 12 décembre 1956.

⁵⁷⁶ P. Storz, « Tout ce qui est anticomuniste est nôtre », *Voix ouvrière*, 22 janvier 1957.

⁵⁷⁷ *Wir müssen immer wiederum an die Geduld des Schweizervolkes und seine Behörden appellieren* : Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge, 12 mars 1957, p. 6, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

en appeler à la patience et l'indulgence, mais aussi veiller à prendre des mesures à l'encontre des réfugiés (jusqu'à l'internement).⁵⁷⁸

Ainsi, le recours à l'internement répond à des objectifs pragmatiques et politiques : isoler et cacher les « indésirables ». D'un autre côté, un mot d'ordre se faisait toujours plus présent à travers des phrases fortes telles que « ouvrons leur nos cœur et nos maison »⁵⁷⁹ : l'intégration des réfugié·e·s, du moins celles et ceux qui sont « désirables », devient une priorité.

L'intégration comme choix politique

Dans un premier temps, le désir d'intégrer les réfugié·e·s se manifeste parallèlement à la volonté d'éviter le « désœuvrement »⁵⁸⁰ et l'oisiveté qui les guetteraient : ateliers de couture et de repassage, football, ping-pong, projection de films et bien sûr cours de langue, rythment le quotidien des réfugié·e·s⁵⁸¹. Le sas que représente l'hébergement dans les homes et les camps est souvent décrit comme une étape préparatoire à l'entrée des réfugié·e·s dans « nos activités économiques »⁵⁸² et dans la « vie quotidienne »⁵⁸³. Dans une démarche qui se veut pédagogique, les responsables de camps organisent des élections pour donner aux réfugié·e·s la possibilité de choisir un·e représentant·e parmi eux afin de « faciliter la communication auprès du commandant de camp »⁵⁸⁴. On parlera par exemple de « République du Chanet » pour signifier cette expérience miniature de la démocratie. Dans les camps de Bière et de Sion, cette initiative a été un échec, les réfugié·e·s refusant d'élire qui que ce soit, échec que le rapport de l'armée justifie par la « suspicion réciproque » des réfugié·e·s entre eux⁵⁸⁵. Autre initiative : les conférences. Dans les camps, une équipe de Suisses ayant habité en Hongrie est mise à contribution « pour exposer aux réfugiés les différents aspects de la vie suisse »⁵⁸⁶. À l'origine de cette action, le théologien Werner Kaegi, qui en avait défini les thèmes. De même, des personnes maîtrisant le hongrois sont engagées pour enseigner l'histoire, la

⁵⁷⁸ *Wir dürfen wegen dieser unfreundlichen Fälle auch dann, wenn sie sich häufen, die Geduld nicht verlieren, und ersuchen jeweilen, durch Zureden und entsprechenden Massnahmen Lösungen zu finden. [...] bei der Kantonen und Gemeinden müssen wir immer wieder auf die besondere Lage der entwurzelten Flüchtlinge aufmerksam machen und um Geduld und Nachsicht ersuchen, aber auch durch Massnahmen gegenüber den Flüchtlingen (bis zu Internierung) für Entlassung sorgen* : « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵⁷⁹ « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

⁵⁸⁰ D. Bo., « Le Chanet est devenu un coin de Hongrie libre », Feuille d'avis de Neuchâtel, 17 novembre 1956.

⁵⁸¹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 16, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵⁸² D. Bo., « Le Chanet est devenu un coin de Hongrie libre », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 17 novembre 1956.

⁵⁸³ « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

⁵⁸⁴ On précise que « même des femmes » furent élues : Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 39, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵⁸⁵ *Ibid.*, p. 16.

⁵⁸⁶ *Id.*

géographie et le système politique suisse⁵⁸⁷. La vie religieuse n'a bien sûr pas été oubliée. Les quelques ecclésiastiques hongrois, à l'image de Mgr. Pfeiffer à Fribourg sont mobilisés comme aumôniers⁵⁸⁸. À cette occasion, des centres religieux comme le synode protestant de Genève collaborent avec l'armée⁵⁸⁹.

La fermeture des camps laisse place à une politique d'« intégration active »⁵⁹⁰ propre à l'accueil de 1956. Les initiatives fleurissent. Les autorités comme la presse, dans les trois régions linguistiques, expliquent régulièrement que les réfugié·e·s resteront à long terme et qu'il importe de leur apporter une « aide morale » en se préoccupant de leur formation « spirituo-culturelle »⁵⁹¹ et de leur « hygiène psychique »⁵⁹². Face à la myriade d'initiatives et peut-être pour exercer un droit de regard sur leur contenu, un organe de « coordination pour l'aide culturelle aux Hongrois », très ancré à droite, est créé à Zurich dès janvier 1957⁵⁹³.

Dans cette perspective, la langue est évidemment au centre de tous les efforts. La *NZZ* relève que seuls 5 % des réfugiés maîtrisent l'allemand et considère le succès de l'apprentissage des langues comme une condition à la bonne insertion des Hongrois⁵⁹⁴. Tous les dictionnaires et livres magyars que comptent le pays sont pris d'assaut, les personnes bilingues mobilisées⁵⁹⁵. À Zurich, l'enseignement de l'allemand aux réfugié·e·s relève même d'une décision cantonale et est financé par l'État⁵⁹⁶.

La bonne volonté des autorités et des institutions privées se traduit par les efforts de traduction des formulaires et documents et par l'édition de journaux qui leur sont spécialement destinés. La *NZZ* n'a de cesse de plaider pour une meilleure information dans leur langue et les autorités fédérales se montrent ouvertes⁵⁹⁷. La publication d'un journal suisse en hongrois traduit bien cet enjeu autour de l'information et représente un exemple de partenariat privé-public. Le bihebdomadaire *Svájci Magyar Híradó* paraît de décembre 1956 à

⁵⁸⁷ Wsp., « Ein Zentrallager für ungarische Studenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957.

⁵⁸⁸ Sur la question du rôle des religieux exilés dans l'accueil de 1956 : Nándor Dreiziger, *Church and Society in Hungary and in the Hungarian Diaspora*, Toronto : University of Toronto, 2016, pp. 199 et suivantes.

⁵⁸⁹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 16, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁵⁹⁰ Lanz, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung*, op. cit., p. 83.

⁵⁹¹ « Sitzung des Kantonsrates vom Montag, den 28 Januar 1957 » (Zurich), *Die Tat*, 29 janvier 1957 ; « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957.

⁵⁹² « Holperige Ungarn-Hilfe », *Schweizer Wochen Zeitung*, 17 janvier 1957 ; « Les Hongrois dans nos classes », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 février 1957. Pour le Tessin, voir par exemple, Iva Cantoreggi, « I rifugiati, questione di primo piano della nostra epoca », *La Croix-Rouge suisse* 68 (1), 1959, p. 16.

⁵⁹³ « Koordination der kulturelle Ungarnhilfe », *Neue Zürcher Zeitung*, 20 janvier 1957.

⁵⁹⁴ « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 janvier 1957.

⁵⁹⁵ Des appels sont dispensés dans la presse par l'OCSAR : *Feuille d'avis de Lausanne*, 10 décembre 1956. La société suisse des libraires et éditeurs offre quant à elle 5000 dictionnaires pour « combler un besoin urgent » : (Berne) Ag., « Dictionnaires pour les réfugiés », *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 décembre 1957.

⁵⁹⁶ « Hilfe für ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 janvier 1957.

⁵⁹⁷ Par exemple : « Die Rechtsstellung der ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 février 1957.

juin 1957. Il est suivi du bimensuel *Uj Híradó* dès décembre 1957 qui paraîtra jusqu'en 1960 ! Le *Svájci Magyar Híradó* résulte d'une initiative de l'Association des quotidiens zurichois⁵⁹⁸ et de l'OCSAR, qui s'occupera d'ailleurs de sa distribution à la plupart des Hongrois-es grâce à son fichier central contenant leur adresse⁵⁹⁹. Les premiers numéros de ce journal à la ligne éditoriale profondément anticomuniste sont tirés à 4 000, puis à 6 500 exemplaires⁶⁰⁰. Au moment de son lancement, les actualités cinématographiques en font même un sujet. La voix off du Ciné-Journal annonce avec sa grandiloquence habituelle que tous les collaborateurs, y compris les typographes « qui doivent composer en une langue inconnue », travaillent « volontairement »⁶⁰¹. Des articles de fond, rédigés par des journalistes aussi bien suisses que hongrois côtoient des résultats de sport, des dépêches suisses et internationales touchant la politique mais aussi la situation des réfugiés hongrois dans le monde, des textes sur la Suisse, des annonces diverses, des petits lexiques, des textes littéraires d'auteurs hongrois, etc.⁶⁰²

En plus du *Svájci Magyar Híradó*, d'autres initiatives de ce type voient le jour au niveau local. À Neuchâtel, un exilé de 1949, François Irmay, lance le *Összehang/Trait d'union* début 1957. Ce journal bilingue est qualifié d'« organe de l'intégration » des réfugiés. Il contient des conseils concrets – on insiste par exemple sur l'intérêt de s'assurer, de s'inscrire à l'assurance chômage – et présente des lois suisses, comme l'art. 228 du code des obligations qui somme les employés d'exécuter avec soin le travail pour lequel ils sont engagés ! Ces articles rédigés par des responsables de l'administration sont complétés par des contenus plus idéologiques évoquant la Révolution hongroise. On y insère des petits lexiques français-hongrois, des annonces et des publicités. Les injonctions sont discrètes mais bien présentes : elles invitent par exemple les réfugiés à effectuer des loisirs « constructifs », à obéir à leur chef et à la

⁵⁹⁸ Regroupant *NZZ, Tagesanzeiger, Neue Zürcher Nachrichten, Die Tat, Volksrecht* et *Tagblatt für die Stadt Zürich*. « Sieben Monate Híradó », *Neue Zürcher Zeitung*, 30 juin 1957.

⁵⁹⁹ L'utilisation de ce fichier fera débat dans les réunions de l'OCSAR, des syndicats comme l'Union syndicale suisse s'étant montré intéressés par son potentiel de diffusion. Schürch s'oppose ainsi à une telle utilisation, car cela créerait un « précédent » : Protokoll der 72. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 29.08.1958, AfZ-SFH : 56 (A). Sur cette question, l'OCSAR se plie à l'avis de Schürch.

⁶⁰⁰ « Eine Zeitung für die ungarischen Flüchtlinge », *Die Tat*, 10 décembre 1956 ; « Un journal hongrois cesse de paraître », *La Liberté*, 1^{er} juillet 1957.

⁶⁰¹ Ciné-Journal suisse du 21.12.1956, *Un journal hongrois* (0750-2), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975), en ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0750-2 (17.08.2017). La voix off ajoute : « Personne ne demande un salaire quelconque ». En revanche, les réfugiés (relecteurs et traducteurs) ont semble-t-il été dédommagés : « Sieben Monate Híradó », *Neue Zürcher Zeitung*, 30 juin 1957.

⁶⁰² Une étude systématique du journal manque encore à ce jour. Le journal distille injonctions et stéréotypes à son lectorat pour le préparer à son intégration à la société suisse comme en témoignent des phrases telles que « Tu as certainement remarqué que les gens ici travaillent très dur », « Asszonyoknal » [À mesdames], *Svájci Magyar Híradó*, 4 février 1957.

police dont on précise qu'elle n'est pas « idéologique »⁶⁰³. Une autre initiative a vu le jour à Fribourg, cette fois-ci au sein même des pages du quotidien le plus lu du canton, *La Liberté* : une page en hongrois dès janvier 1957. Contrairement au *Svájci Magyar Híradó*, la « Tribune magyare » accueille peu de détails pratiques⁶⁰⁴. La plupart des textes sont signés par un autre de ces exilé·e·s d'avant 1956, le poète Lajos Major-Zala qui dirige la chronique et en est l'investigateur. Rythmée par des textes sur Fribourg ou la Hongrie ainsi que des poèmes, elle paraît toutes les semaines jusqu'à novembre 1957 alternant le français et le hongrois. D'autres auteur·e·s issu·e·s de l'émigration pré-1956 transmettent leurs expériences. On y trouve là aussi des injonctions aux réfugié·e·s : ils doivent faire honneur à la réputation de la Hongrie. Outre cette morale presque patriotique, on leur demande de rendre la générosité que leur donnent les Suisses en travaillant dignement. Si elle était destinée au départ aux réfugié·e·s – d'ailleurs très peu nombreux à Fribourg –, cette tribune s'adresse toujours plus souvent en français aux Fribourgeois·es. Elle étoffe le message anticomuniste de *La Liberté*. Le souci de la bonne intégration des réfugié·e·s a pour but d'éviter la dégradation de leur réputation, ce qui pourrait écorner le message politique qu'ils et elles véhiculent, volontairement ou non⁶⁰⁵. Parmi les initiatives visant à installer durablement les réfugié·e·s hongrois·es dans la société suisse, il faut mentionner le système généreux de bourses. À Genève, 40 bourses sont octroyées grâce à l'appui de donateurs. Cette générosité fait réagir la *Voix ouvrière* qui titre « 40 bourses d'entretien à des étudiants » : « ce n'est pas ce que vous pourriez croire ; ce n'est pas le début d'une politique de démocratisation de l'enseignement. Ces 40 bourses sont destinées à des étudiants hongrois ». Après avoir mis des gants en saluant l'action « parfaitement honnête des donateurs », l'article clame : « JAMAIS pareil geste n'a été entrepris en faveur d'étudiants suisses ». Il relève par ailleurs que l'Université compte peut-être une dizaine d'étudiants fils d'ouvriers⁶⁰⁶.

Dès janvier 1957, les 553 personnes souhaitant étudier sont rassemblées à Zurich pour y effectuer des tests de capacité sous la direction du professeur et colonel Michel Plancherel⁶⁰⁷.

⁶⁰³ « Un nouveau journal franco-hongrois », *L'Impartial*, 22 mai 1957. Prévu au départ pour être bi-mensuel, au moins trois numéros du journal sont parus entre 1957 et 1958. Ils sont disponibles aux Archives fédérales, CH-BAR#E4003#1975/75#79*. Notre analyse se base sur ces trois éditions non numérotées.

⁶⁰⁴ Si l'on excepte le lexique hongrois-français. À ce propos, Léon Richoz, évoquant la réforme de l'orthographe le 15 février 1957 dit apprécier « l'exquise fantaisie dont nous régale [...] le rédacteur de la Tribune magyare. Non certes que je lise ni ne comprenne le moins du monde le hongrois. Mais je savoure [...] les traductions en phonétique magyare des expressions courantes françaises, ogroa ; mösziö, szilvuple dö la bier ».

⁶⁰⁵ Notre analyse se base sur les 42 tribunes, comprenant une centaine de textes.

⁶⁰⁶ « 40 bourses d'entretien à des étudiants ! », *Voix ouvrière*, 15 février 1957.

⁶⁰⁷ « Ein Zentrallager für ungarische Studenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957 ; les professeurs mobilisés au camp seront indemnisés par la Confédération : Service de l'État-major, Groupe territorial, Ordre général n° 12, 15 janvier 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#190*.

Selon un rapport confidentiel, une bonne moitié a été licenciée dès le premier entretien, jugée « inapte »⁶⁰⁸. Le discours de bienvenue dispensé par Karl Schmid, recteur de l'EPFZ, témoigne d'un certain paternalisme. Il encourage les étudiants à s'armer de patience, mais aussi d'un zèle qu'il juge à demi-mot comme peu caractéristique des Hongrois : « nos peuples [...] sont très différents. Mais sur un chemin fait de travail et de zèle, il sera alors possible aux Hongrois de gagner l'amour et la considération du Suisse »⁶⁰⁹. Cette opération « études » dont le coût est estimé à 4 millions de francs par la NZZ, est menée à bien notamment par le Comité d'entraide aux réfugiés hongrois étudiants (SDSU)⁶¹⁰ qui ne ménage pas ses efforts pour permettre à plusieurs centaines d'étudiant·e·s de commencer ou poursuivre des études. Le travail de la SDSU est suivi jour après jour par la NZZ qui mène une véritable campagne pour le financement des études des Hongrois·es : les étudiant·e·s recevront ainsi une bourse de 300 CHF par mois, alors que d'autres étrangers boursiers en Suisse ne gagnent que 220 CHF par mois⁶¹¹ !

Cours de langue, édition de journaux et instruments d'encouragement aux études, ce type d'initiatives n'est pas spécifique à la Suisse, mais la mobilisation nous semble inédite et particulièrement bien huilée⁶¹². Ces mesures s'appuient sur l'engagement des autorités, des œuvres d'entraide, des médias qui interviennent en faveur des réfugié·e·s, mais aussi de ces Hongrois·es déjà exilé·e·s au moment de l'accueil de leurs compatriotes.

Des Hongrois·es à la rescousse

Au cours de l'accueil, ces exilé·e·s se présentent en relais entre les réfugié·e·s, le public suisse et les autorités. Nous avons cité des articles de François Irmay à Neuchâtel, Tibor Dénes à la Chaux-de-fonds, Lajos Major-Zala à Fribourg, László Nagy à Genève mais beaucoup d'autres s'engagent dans les trois régions linguistiques⁶¹³.

⁶⁰⁸ « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434* ; « Hilfe für ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 janvier 1957. En tout, seuls 180 étudiant·e·s sont donc retenue·e·s. « Hilfe für die ungarischen Flüchtlingsstudenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 14 février 1957. Pendant l'intersemestre en revanche, les étudiant·e·s devaient eux-mêmes se financer : Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge*, op. cit., p. 16.

⁶⁰⁹ *Unsere Völker sind sehr verschieden. Auf dem Weg über die Arbeit und den Fleiss aber wird die Ungarn möglich sein, Achtung und Liebe der Schweizer zu gewinnen.* « Ein Zentrallager für ungarische Studenten », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 janvier 1957.

⁶¹⁰ *Studentische Direkthilfe Schweiz-Ungarn*. Créé en 1956, par des étudiants de Zurich et de l'EPFZ.

⁶¹¹ Cette irrégularité est signalée par Silvia Plüss, alors directrice de l'entraide orthodoxe : Protokoll der 61. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 15 décembre 1956, AfZ-SFH : 54 (A).

⁶¹² La consultation des archives de l'OFPRA à Paris nous permet de le penser : AOFPPRA, DIR/2 (1952-1977).

⁶¹³ Voir *infra*, annexe O. Notices biographiques. Nos recherches se cantonnent ici à la Suisse romande dans l'immédiat d'après 1956, elles ont porté sur cinq personnes : Anita Buss (arrivée en 1945), László Nagy, Gabriella Kiss (arrivé·e·s en 1947), François Irmay (arrivé en 1949), Lajos Major-Zala (arrivé en 1950).

Les exilé·e·s d'avant 1956 jouent un rôle clé dans les mesures d'intégration prévues pour les nouveaux·elles arrivant·e·s. Ces mesures visent à les aider certes, mais aussi à leur transmettre des valeurs politiques. En ce sens, ces initiatives s'apparentent à des actions politiques en exil, actions que le sociologue Stéphane Dufoix a regroupées sous le terme d'*exopolitie*⁶¹⁴.

En 1956, près de 2 000 Hongrois·es ou Suisses d'origine hongroise se trouvent déjà en terres helvétiques⁶¹⁵. L'historien David Tréfás a montré l'hétérogénéité de cette diaspora qui se trouve soudainement presque décuplée en 1956. Juifs et Juives ayant fui la Hongrie pendant ou après la Deuxième Guerre mondiale, pro-Horthy, nazi·e·s⁶¹⁶, puis ennemi·e·s du régime (« koulaks », politiciens, intellectuel·le·s, aristocrates ou bourgeois·es déchu·e·s, etc.), ou émigré·e·s légaux fidèles au régime, toutes ces personnes ne sont pas anticomunistes et parmi les anticomunistes, tous ne le sont pas de la même manière⁶¹⁷. Cette fragmentation, qui illustre bien les thèses de Dufoix, a notamment pour conséquence des conflits entre les vagues et une concurrence certaine dans la représentation des réfugié·e·s. L'aide des nouveaux par les anciens s'inscrit dans le contexte de cette fragmentation.

Certes, toutes les actions en faveur des réfugié·e·s n'entrent pas dans le cadre théorique de Dufoix qui n'inclut pas le niveau privé. Parmi ces émigré·e·s ou exilé·e·s, certaines familles se sont portées volontaires pour accueillir des réfugié·e·s. Non sans créer quelque conflit entre ces deux vagues d'émigration⁶¹⁸. Un passage du livre autobiographique de Sasha Batthyany illustre ce décalage entre une élite aristocrate ou bourgeoise et des réfugié·e·s qui avaient depuis longtemps fait le deuil des avantages liés au prestige de leur famille. Batthyany raconte comment ses grands-parents passent en quelques jours des champs glacés du Burgenland à la villa de riches rentiers mondains au passé trouble, tante Margit et oncle Ivan, au bord du Lac de Lugano : « Lorsque je me suis réveillé le lendemain matin, le soleil illuminait mon lit et dans le jardin, j'ai aperçu des palmiers. Ivan, mon oncle, est entré pour me proposer d'aller faire un petit tour en Ferrari. Et là, je me suis demandé si je n'étais pas au paradis »⁶¹⁹. Choquée du comportement, de la futilité et de l'indifférence de ses hôtes face à l'écrasement

⁶¹⁴ Cette solidarité a été généralement peu étudiée. Stéphane Dufoix a relevé les différences d'ordre « politique » qui influencent en partie leur relation. Mais ses considérations concernent surtout les activités politiques et pas les actions « sociales » d'entraide entre « anciens et nouveaux réfugiés ». Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil : Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris : Presses Universitaires de France, 2002.

⁶¹⁵ Tréfás, « Der Zugang der ungarischen Diaspora zur Schweizer Öffentlichkeit von den 1930er bis 1970er Jahren », *art. cit.*, p. 128 ; Tréfás, *Die Illusion, dass man sich kennt*, *op. cit.*, pp. 90-112.

⁶¹⁶ Certains d'entre eux rejoignent la Suisse dans le but de pouvoir rejoindre l'Amérique du sud : Uki Goni, *The Real Odessa. Smuggling the Nazis to Perón's Argentina*, Londres ; New York : Granta, 2003, cité in : Tréfás, « Der Zugang der ungarischen Diaspora zur Schweizer Öffentlichkeit », *op. cit.*, p. 124.

⁶¹⁷ *Ibid.*, p. 128.

⁶¹⁸ Sur les différences entre ces vagues, Steven Béla Várdy, *The Hungarian-Americans*, Boston : Twayne, 1985.

⁶¹⁹ Sacha Batthyany, *Mais en quoi suis-je donc concerné? : un crime en mars 1945 : l'histoire d'une grande famille hongroise*, Paris : Gallimard, 2017, p. 64.

de la Révolution, Maritta, la grand-mère de Batthyany écrit à des parents restés en Hongrie : « Le paradis a aussi ses défauts »⁶²⁰.

Le décalage entre ces anciens et nouveaux arrivant·e·s est thématiqué par des réfugié·e·s que nous avons rencontré·e·s : « il y avait un mur entre eux et ceux qui sont arrivés en 1956 » explique Zoltán Tóth⁶²¹. Mária Szőregi résume quant à elle ces différences ainsi :

Il y avait des « hauts personnages » qui sont arrivés avant 1956 qui travaillaient pour Caritas... ils nous ont dit ce qu'il faut faire, que les femmes ne peuvent pas fumer dans la rue, qu'on ne jette pas les papiers par terre, etc.⁶²².

En plus du décalage générationnel, un décalage de classe est tangible. Parmi celles et ceux qui arrivaient en 1956, beaucoup avaient été sensibles à la propagande dépeignant cette ancienne élite comme les exploiters, d'où un certain mépris. De leur côté, les aristocrates considéraient parfois assez mal ces jeunes « cinquante-sixards ». L'un de nos témoins, Áron Szűcs, raconte avec amertume avoir dit « Monsieur Szegedi » à un baron qui l'a aussitôt corrigé : « il faut dire < baron > Szegedi »⁶²³. Gabriella Kiss était l'une de ces anciennes émigrées. Réfugiée en 1947, elle est recrutée aussi bien par l'OCSAR et la Croix-Rouge que les autorités genevoises. Elle avait connu des premières années d'exil difficiles, peinant à obtenir l'asile et vivant avec très peu de moyens. Elle décrit pourtant un décalage pénible avec « ceux de 1956 » issus des classes populaires qui reprochaient à la jeune femme de « ne rien connaître à [leurs] problèmes »⁶²⁴.

Nombre d'ancien·ne·s réfugié·e·s ont offert leur aide aux autorités suisses, aux organisations d'aide ou à la presse. Il est difficile d'évaluer si tendanciellement, les institutions allaient les chercher ou si ce sont les personnes qui se portaient volontaires auprès des autorités. Dans les archives, nous avons constaté les deux cas de figure. Toujours est-il que dans ce domaine, on remarque une division genrée de l'engagement. Les Hongroises exilées sont davantage mobilisées comme interprètes ou traductrices, à l'image d'Anita Buss ou Gabriella Kiss et/ou plus largement comme collaboratrices des œuvres d'entraide. Elles sont par exemple nombreuses à assurer des permanences où peuvent se rendre les réfugié·e·s⁶²⁵. Les Hongroises d'origine – certaines sont mariées à des Suisses – sont mobilisées pour « essayer de faire comprendre la Suisse aux Hongrois »⁶²⁶. Les femmes s'affichent rarement publiquement.

⁶²⁰ *Ibid.*, p. 65.

⁶²¹ Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014.

⁶²² Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015. Une autre de nos témoins, Edit Király a raconté qu'elle avait reçu la même consigne ailleurs en Suisse. Entretien avec Edit Király, Berne, 22 août 2018.

⁶²³ Entretien avec Áron Szűcs, Berne, 5 septembre 2018.

⁶²⁴ Entretiens avec Gabriella Kiss, Genève, 24 octobre et 7 novembre 2014.

⁶²⁵ Voir par exemple : « Nouvelle organisation de l'aide aux Hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 février 1957 ; « Le travail des réfugiés hongrois », *Feuille d'avis de Lausanne*, 12 mars 1957.

⁶²⁶ « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

Elles sont des médiatrices ou « agent de liaison »⁶²⁷ et, comme Gabriella Kiss, travaillent quasiment comme assistante sociale. Les hommes sont par contre mobilisés comme experts et sont plus engagés dans les actions politiques. L'édition de contenus journalistiques à l'intention des réfugié·e·s fait partie de cette activité. Enfin, femmes et hommes engagé·e·s dans l'accueil de leurs compatriotes étaient souvent connu·e·s des services secrets hongrois et pouvaient craindre des conséquences de leur travail, comme le fait, bien plus tard, d'être empêché·e·s de pénétrer en Hongrie, même s'ils et elles étaient entre-temps devenu·e·s suisses.

Ainsi, quelques Hongrois·es se posent en porte-parole dans les médias suisses. Leurs textes oscillent généralement entre deux tendances : on y trouve de fines nuances sur les déceptions que les fugitifs ont pu rencontrer en Suisse mais aussi une série d'explications à grand renfort d'anticommunisme et de stéréotypes. Par exemple, en janvier 1957, László Nagy énumère les plaintes des réfugiés à travers leurs témoignages : l'un souligne son désir d'aller outre l'Atlantique, l'autre déplore la vitesse avec laquelle, en Autriche, il a dû choisir où aller, le dernier dénonce l'inactivité à laquelle il est contraint. Après ces constatations très clairvoyantes, Nagy relaie ensuite mot pour mot la rhétorique des autorités sur les dégâts du communisme⁶²⁸.

On peut s'interroger sur les motivations de ces exilé·e·s pré-1956. Bien sûr, d'après les entretiens que nous avons menés, ils et elles sont animé·e·s d'un sentiment de solidarité très fort à l'encontre de leurs compatriotes d'infortune et mettent à contribution leur connaissance du pays au profit de la vague de 1956. À cela s'ajoutent peut-être d'autres facteurs.

Leur accueil en Suisse, comme celui d'Anita Buss en 1945, de László Nagy et Gabriella Kiss en 1947 ou de François Irmay en 1949, avait été bien différent, ces dernier·e·s n'ayant pas le statut de réfugié et ne jouissant pas de « l'effet 1956 ». Le renouvellement de leur séjour en Suisse dépendait du bon vouloir des autorités⁶²⁹ et leurs déplacements à l'étranger pouvaient être problématiques⁶³⁰. Professionnellement, ils et elles étaient parfois bloqué·e·s comme

⁶²⁷ *Id.*

⁶²⁸ László Nagy, « L'assimilation des réfugiés hongrois demande du tact et de la patience », *Journal de Genève*, 31 janvier 1957.

⁶²⁹ Surtout pour László Nagy et Gabriella Kiss. Dans le cas de cette dernière, elle a toutes les peines du monde à obtenir le statut de réfugiée alors que son retour en Hongrie aurait été effectivement très risqué. La Division de police en 1950, s'en explique ainsi : « Mlle Kiss ne fournit aucune preuve à l'appui de ses dires ». Berne refuse plusieurs fois d'entrer en matière. Peinant à vivre avec les maigres contributions du Comité qui la parraine, elle est sous-alimentée. Elle obtient finalement l'asile plus d'un an après, CH-BAR#E4264#1988/2#31777* Kiss Gabrielle, 1948-1965. Buss et Irmay ont pu obtenir la citoyenneté assez vite en raison de leur mariage. Entretiens avec Anita Buss, Berne, 11 avril 2016 et 9 mars 2017 ; entretien avec François Irmay fils, Yverdon, 7 mars 2013.

⁶³⁰ En 1952 par exemple, Gabriella Kiss demande un titre de voyage en Allemagne qui ne lui est délivré qu'après qu'elle ait expliqué qu'elle souhaite s'y rendre pour se renseigner sur les possibilités d'émigration aux USA.

Irmay qui, malgré l'obtention du diplôme de vétérinaire « pour étrangers » en 1953 à Berne, ne parvient à le transformer en diplôme fédéral qu'en 1958⁶³¹. Malgré leur bonne volonté, ces exilé·e·s étaient souvent surveillé·e·s par le Ministère public de la Confédération à l'image de Nagy, pas franchement bienvenu, et cela malgré ses positions anticomunistes. En 1956, cet engagement les rend soudain visibles et valide symboliquement leur asile en Suisse. Sans que nous ne puissions dire si cette évolution est due à l'aggravation de la situation géopolitique ou à l'impact de 1956, ces derniers semblent par la suite moins chicanés par les autorités suisses. C'est d'ailleurs ce que confirme László Nagy qui explique que 1956 a participé à une reconnaissance des réfugiés, y compris d'avant 1956⁶³². En outre, en côtoyant les élites suisses dans les comités d'aide notamment, ils et elles augmentaient, consciemment ou non, leur capital social et peut-être leurs opportunités de carrière.

Outre l'engagement individuel et ponctuel d'ancien·ne·s exilé·e·s, nous avons constaté différentes tentatives de fonder des associations ou comités d'entraide d'obédience hongroise, essais qui se heurtent à la suspicion des autorités. Ces dernières ne voient généralement pas d'un bon œil la formation de comités et la publication de feuilles exclusivement en hongrois. Fin 1956, une association surprise fait son apparition : le Comité général pour les questions hongroises. Selon un communiqué, il prévoit le secours aux réfugiés ; l'assistance régulière, spécialement aux enfants hongrois, par l'intermédiaire de personnes parlant le hongrois ; l'aide aux autorités suisses dans les questions ou problèmes qui se poseront « tôt ou tard » dans la prise en charge et le placement des réfugiés⁶³³. Ce programme n'a l'air de rien mais les objectifs diffèrent étrangement des autres comités. Les autorités fédérales soupçonnent le président de cette association, Endre Koppany, un juriste autrichien d'origine hongroise, de travailler pour la République populaire de Hongrie. À travers l'enquête de la police zurichoise, il apparaît que Koppany a des amis embarrassants qui soutiennent le régime hongrois. Les réunions sont alors scrupuleusement filtrées par la police qui en rend compte au Ministère public de la Confédération. Mis sous pression par Berne, le comité doit finalement annoncer sa dissolution en avril 1957. Dans son rapport final, il apparaît que ses activités consistaient surtout à des initiatives : visites dans les camps, invitation de réfugiés hongrois à des repas, dons en liquide ponctuels⁶³⁴.

⁶³¹ CH-BAR#E3300C#1988/32#236*.

⁶³² László Nagy, *L'art de rebondir : le tour du monde en 80 ans*, Genève : Georg, 2003, pp. 119-123.

⁶³³ « Un comité général pour les questions hongroises est créé à Zurich », *Journal de Genève*, 9 novembre 1956.

⁶³⁴ Komitee für gesamtungarische Angelegenheiten. Bericht des Sekretariates des Komitees, Kloten, 25 avril 1957, CH-BAR# E3120C#2007/130#528*.

Quand on sait que le personnel de la Légation hongroise en Suisse fait tout pour accéder aux camps – la plupart du temps sans succès – pour parler aux réfugiés et les informer des décrets d’amnistie prononcés par le gouvernement Kádár dans le cadre d’une large entreprise de propagande d’encouragement au retour, les initiatives du Dr. Koppany peuvent en effet paraître assez louches. On connaît des exemples d’émigrés hongrois impliqués dans l’accueil de leurs compatriotes et qui reviennent en Hongrie, peu après 1956, chargés de valises d’informations sur les réfugié·e·s et leurs aides⁶³⁵. Cet incident témoigne de la méfiance des autorités suisses envers une entraide hongroise pour les Hongrois. Elles évaluent l’intégration dans la société suisse des personnes qui veulent aider leurs compatriotes, quelles que soient leurs intentions. En témoigne, le rapport d’un agent zurichois :

Selon nous, au sein de ce comité, seule Madame Fuchs a vraiment dispensé une aide pratique à l’arrivée de réfugiés hongrois à la gare par le transport de certains d’entre eux [...]. Il ne nous semble pas opportun qu’un étranger vivant en Suisse seulement depuis 1952, pour autant que la réalisation de son programme lui réussisse, prenne une position clé dans la prise en charge et ait une possibilité de contrôle des réfugiés vivant dans notre pays.⁶³⁶

Ces soupçons sont symptomatiques du climat entre bienveillance et extrême méfiance face à l’entraide au sein de la diaspora. Il faut encore noter que ce sont des Hongrois qui attirent l’attention des autorités sur l’étrangeté de ce comité : la méfiance est également de mise au sein des réfugié·e·s⁶³⁷. D’autres associations sont en revanche tolérées par les autorités. C’est le cas de l’Union des associations hongroises de Suisse (SMESZ⁶³⁸), fondée en 1957 justement dans le but de contrôler la « validité » des associations hongroises et qui demeure jusque dans les années 1980 le principal interlocuteur des autorités suisses.

L’espoir déçu, l’espoir d’autres horizons

Nous avons évoqué le souhait d’une partie des réfugié·e·s de ne pas rester en Suisse. Cette polémique filtre progressivement dans la presse sans trop de détails. Tout juste apprend-on que des représentants de la Croix-Rouge à Vienne auraient promis aux réfugiés qu’une fois en Suisse, ils pourraient émigrer outre-mer⁶³⁹. La presse rapporte d’ailleurs ces velléités

⁶³⁵ A l’exemple de Miklós Szabó qui a lui, réussi à infiltrer des camps pour décrédibiliser l’accueil des réfugiés hongrois : Miklós Szabó, *Sans feu ni lieu : destins d’émigrés hongrois*, Budapest : Éditions Pannonia, 1960.

⁶³⁶ U. E. [Unsere Erachtens] hat bis jetzt einzig Frau Fuchs von diesem Komitee wirklich praktische Hilfe bei der Ankunft von Flüchtlinge [...] geleistet. Es erscheint uns auch nicht opportun, dass ein erst seit Dezember 1952 in unserm Lande lebender Ausländer, so fern ihm die Verwirklichung seines Programmes gelingt, eine Schlüsselstellung inbezug auf Fühlungnahme und Kontrollmöglichkeit der in unserm Lande lebenden ung. Flüchtlinge haben sollte. Rapport des services de renseignement de Zurich sur la rencontre du Comité à la suite de l’appel de volontaires, 3 décembre 1956, CH-BAR# E3120C#2007/130#528*.

⁶³⁷ Nous reviendrons sur cette méfiance dans *infra* chapitre 5 et 6.

⁶³⁸ *Svájci Magyar Egyesületek Szövetsége/Verband Ungarischer Vereine in der Schweiz (VUVS).*

⁶³⁹ Par exemple : Richard Buss, « Beschwerlicher Weg zurück vom Heldentum », *Die Tat*, 4 février 1957 ; « À propos des Hongrois de La Vallée », *Feuille d’avis de Lausanne*, 18 mars 1957.

d'émigration avec scepticisme : « il serait bon [...] de renseigner les réfugiés : ils ne trouvent pas du jour au lendemain une situation magnifique »⁶⁴⁰.

L'un des délégués de la Croix-Rouge, le colonel Heinrich Bircher concède bientôt que des bruits aient pu circuler en Autriche entraînant ce malentendu⁶⁴¹. Selon nous, il n'est pas exclu que le personnel ait fait cette promesse face au (trop) peu de demandes d'émigration vers la Suisse ou en réponse aux demandes persistantes des réfugié·e·s. Toujours est-il que c'est avec cet espoir que beaucoup de Hongrois·es sont arrivé·e·s en Suisse et, comme le concède un fonctionnaire fédéral, « l'obligation de rester dans notre pays a été souvent une amère déception »⁶⁴². Certain·e·s d'entre eux refusent alors catégoriquement de travailler et des groupes « [menacent] même de retourner illégalement en Autriche »⁶⁴³. Ce malentendu transparait aussi des réunions de l'OCSAR⁶⁴⁴. Oscar Schürch y explique que des possibilités d'émigration pourront probablement se créer et en attendant, il « déconseille fortement d'aborder le problème officiellement et ainsi déclencher une avalanche, et préconise de seulement informer les réfugiés qu'il n'y a pas d'obstacle à l'émigration »⁶⁴⁵. Les autorités militaires constatent également ce problème :

L'agitation provoquée par ceux qui constataient l'impossibilité d'un départ à l'étranger fut pénible. Ils reprochèrent parfois aux autorités de ne rien faire pour tenir leurs promesses faites. Ils adressèrent des protestations à différents organismes. Les explications qui leur furent données n'eurent que peu de succès ; butés et se soutenant les uns les autres.⁶⁴⁶

L'État-major adresse un rapport au Conseil fédéral le poussant à accélérer les démarches :

Un grand nombre de réfugiés ne veulent pas s'établir en Suisse. Ils estiment avoir été trompés lors de leur départ d'Autriche où les autorités et les représentants de la Croix-Rouge leur ont assuré que leur séjour en Suisse ne serait que provisoire [...]. Cette assurance, qui a été confirmée dans tous les camps, est regrettable [...]. Ils savent que des transports aériens partent chaque jour de Munich à destination des USA ou du Canada et s'estiment lésés. [...] La question de l'émigration est à résoudre sans retard, car il ne sert à rien de vouloir incorporer des gens qui sont venus en Suisse provisoirement, en attendant de pouvoir gagner d'autres pays.⁶⁴⁷

Les intentions affichées de la Suisse s'adaptent selon le contexte. Auprès de l'UNREF, son représentant explique qu'en décembre, la Confédération envisageait qu'une partie des réfugiés émigrent dans des pays tiers, « qui n'étaient à l'époque pas encore prêts à les accueillir ».

⁶⁴⁰ « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

⁶⁴¹ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 24, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁴² *Ibid.*, p. 40.

⁶⁴³ Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4^{ème} session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁴⁴ Son président Hellstern explique que l'accueil pose problème, justement car un « grand pourcentage » souhaite émigrer et refuse de s'installer en Suisse : Protokoll der 61. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 15 décembre 1956, AfZ-SFH : 54 (A).

⁶⁴⁵ [...] warnt davor, das Problem offiziell anzuschneiden und damit eine Lawine auszulösen, und empfiehlt, den Flüchtlingen nur zu sagen, dass die Auswanderung unter normale Bedingungen nichts im Wege steht : *Id.*

⁶⁴⁶ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 23, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁴⁷ Extrait du rapport du sous-chef de l'EM ter. remis le 27.12.1956, cité in : *ibid.*, pp. 23-24.

Cette affirmation contredit les premiers rapports qui préconisent d'emblée une implantation durable des réfugié·e·s. Face à la volonté d'une partie d'entre eux de quitter la Suisse, le DFJP promeut la création de possibilités d'émigration auprès des institutions onusiennes⁶⁴⁸.

Dans un premier temps, les responsables du suivi des réfugié·e·s font patienter les déçu·e·s : on s'efforce de les convaincre que d'accepter une place de travail en Suisse pourra jouer en leur faveur lors d'une demande d'émigration. Un rapport confidentiel de Schürch est éloquent : « pour ceux qui souhaitent émigrer outre-mer, nous diffusons le < bruit > selon lequel seuls ceux qui peuvent prouver qu'ils ont eu une activité professionnelle en Suisse ont des chances de pouvoir émigrer »⁶⁴⁹. Un bon moyen de canaliser les fauteurs de troubles et, par la même occasion, les mettre au travail. Parallèlement, les autorités suisses s'activent auprès du HCR pour favoriser un accord avec les États-Unis ou l'Australie en mettant en avant la prise en compte des « désirs légitimes des réfugiés »⁶⁵⁰. Ces négociations aboutissent en mars 1957 : l'Australie s'engage à donner l'asile à un contingent de 1 500 ressortissant·e·s hongrois·es en Suisse. L'Action-Australie contient une clause assez exceptionnelle : les réfugié·e·s bénéficient d'un droit de retour en Suisse si la vie dans le nouveau pays d'asile ne leur convient pas⁶⁵¹. L'Australie dépêche alors une commission de sélection qui prend ses quartiers dans un hôtel lucernois. Le coût de cette entreprise représente un enjeu important, les frais de voyage de chaque réfugié·e vers l'Australie s'élevant à 400 dollars. À ces coûts s'ajoutent l'installation et l'entretien de la commission à Lucerne, épaulée par une délégation du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), l'emploi de personnel pendant cette période, les frais de radiographies des poumons exigées par les autorités australiennes et les voyages des réfugié·e·s vers Lucerne. En tout, près d'un million de francs suisses. Finalement, les États-Unis (qui favorisent ainsi l'émigration en Australie) participent à hauteur de 200 dollars par réfugié·e, tandis que l'Australie n'assure que 96 dollars par personne⁶⁵².

Dès lors, les réfugié·e·s peuvent se porter candidats à l'émigration et se présenter à Lucerne après avoir reçu un rendez-vous. La demande d'émigration est contraignante, on demande un

⁶⁴⁸ Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4^{ème} session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, pp. 2-4, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁴⁹ *Für jene, die nach Überseeländern auswandern wollen, verbreiten wir das « Gerücht », dass Chancen zur Auswanderung nur habe, wer sich über eine Arbeitstätigkeit in der Schweiz ausweisen könne* : « Ungarische Flüchtlinge », rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 3, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁵⁰ Déclaration de M. Schürch, chef de la délégation suisse à la 4^{ème} session du Comité exécutif de l'UNREF, 29 janvier 1957, p. 4, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁵¹ Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956*, op. cit., pp. 18-19.

⁶⁵² Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, 17 mai 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

titre de voyage obtenu auprès des autorités suisses ; une radiographie ; onze photographies passeport par personne⁶⁵³. Sur les 2 185 appelé·e·s, 1 633 ne se sont pas présenté·e·s, 261 personnes ont été recalées⁶⁵⁴. En tout, ils et elles seront 1 100 à obtenir un visa pour l'Australie, 108 reviendront en Suisse jusqu'en 1959⁶⁵⁵. Ces départs sont notifiés dans la presse. Leur annonce est ponctuée d'un message d'Hedy Hotz et Reynold Tschäppät qui, « au nom des émigrants », remercient le « peuple suisse de son hospitalité et de son amabilité »⁶⁵⁶. Enfin, des réfugié·e·s ont quitté la Suisse vers d'autres destinations et pour diverses raisons. Certains groupes occupés dans le secteur primaire ne pouvaient être placés en Suisse, à l'instar des 114 mineurs de fonds. Un accord est trouvé avec l'Allemagne qui s'engage à les accueillir dans la Ruhr⁶⁵⁷. Outre les départs légaux ou illégaux dans les pays voisins tels que la France et l'Italie, il y a une minorité d'hommes qui envisagent d'intégrer la Légion étrangère. Au niveau international, ils seront plusieurs milliers de réfugiés de 1956-1957 à rejoindre cette troupe⁶⁵⁸. Dès la fin 1956, certains d'entre eux passent la frontière franco-suisse dans le but de s'enrôler⁶⁵⁹. Après l'Australie, le Canada se propose, dès avril 1957, également d'accueillir jusqu'à 750 réfugié·e·s de Suisse. Seulement une quarantaine de personnes se sont décidées à demander leur visa pour ce pays⁶⁶⁰. Le peu de départ s'explique probablement par le fait que les œuvres d'entraide avaient reçu la consigne de la Division de police de ne pas faire de publicité pour cette possibilité⁶⁶¹. Il s'agit probablement d'une manière d'éviter une émigration massive.

4.4 POUR QUE LES RÉFUGIÉ·E·S RESTENT

L'étude de ce « moment 1956 » mène à plusieurs constats.

La compassion envers les Hongrois·es est assortie d'une volonté de les intégrer durablement. Elle est parallèle à la sympathie que suscitent, d'abord, les « combattants de la liberté », puis les réfugié·e·s dont on est persuadé qu'ils ont fui l'enfer. Les mesures d'intégration s'appuient indubitablement sur l'engagement des élites et également des futures élites. C'est

⁶⁵³ Les convocations sont conservées dans les dossiers de personnes : CH-BAR#E4264#N.

⁶⁵⁴ Rapport sur la mission australienne à Lucerne, 8 juin 1957, AOIM : SIT-00-23.

⁶⁵⁵ « Die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz in Zahlen », 13 octobre 1959, AfZ-SFH : 57 (A).

⁶⁵⁶ « Départ de Hongrois pour l'Australie », *Feuille d'avis de Lausanne*, 20 avril 1957.

⁶⁵⁷ Aide aux réfugiés hongrois. Rapport final concernant l'aide fournie par les services du Département militaire du 29 novembre 1956 au 18 février 1957, p. 15, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁵⁸ Béla Nové, *Patria nostra. '56-os menekült kamaszok a Francia Idegenlégióban* [Patria nostra, jeunes réfugiés de 1956 dans la Légion étrangère], Budapest : Balassi Kiadó, 2016.

⁶⁵⁹ Généralement, les autorités tentent d'empêcher ces départs. Lettre du procureur général du Ministère public fédéral à Markus Feldmann, 18 décembre 1956, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

⁶⁶⁰ Buss, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956*, op. cit., p. 19.

⁶⁶¹ Protokoll der 65. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Berne, 23 mai 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

particulièrement évident au sein du Comité d'entraide aux réfugiés hongrois étudiants. Des futures personnalités politiques comme Elisabeth Kopp, bientôt première femme Conseillère fédérale, ou encore Walter Renschler, conseiller national socialiste dès 1967, s'engagent corps et âme dans l'aide aux réfugié·e·s, quitte à interrompre leurs études⁶⁶². Ils et elles appartiennent à une génération de politicien·ne·s suisses dont la conscience politique est née à la suite de l'Insurrection. Cette sympathie débouche sur des actions concrètes qu'on pourrait qualifier de politiques d'intégration avant l'heure : parrainage, accompagnement personnalisé, mais aussi cours de langue et publication de journaux. Toutes ces actions ne sont néanmoins pas présentées comme des dispositifs d'assimilation signifiant l'abandon total des éléments composant l'identité d'origine⁶⁶³. Au contraire, on multiplie les mesures pour que les exilé·e·s soient « moins dépayés »⁶⁶⁴. La mise en place de structures et événements culturels hongrois tels que bibliothèques, clubs, messes, projections, émissions de radio quotidiennes, etc. impliquant à la fois Hongrois·es et Suisses témoigne d'un égard au maintien de la culture d'origine. L'inauguration de foyers début 1957 montre les velléités d'intégrer sans isoler et de transmettre les valeurs prétendues suisses sans pour autant effacer la culture hongroise⁶⁶⁵.

On peut toutefois constater des déséquilibres en termes d'accès, d'abord entre les grandes villes et les petites villes ou villages qui n'offrent pas les mêmes avantages. À Yverdon, Zita Müller ne trouve aucun cours de langue⁶⁶⁶. Même s'ils habitent souvent en ville, les ouvrier·e·s, comme nous l'explique Mária Szőregi, peinent à se rendre aux cours de langue le soir⁶⁶⁷. Nous avons également pu constater un déséquilibre entre celles et ceux qui ont été tout de suite placé·e·s en fabrique – pour lesquelles les mesures n'étaient pas vraiment adaptées – et les étudiant·e·s par exemple. Malgré ces inégalités, ces politiques d'intégration représentent une véritable ligne, à mille lieues de ce vivent à la même époque les autres travailleurs et travailleuses étranger·e·s. Dans leurs cas, les autorités préconisent une non-intégration et font en sorte qu'ils et elles ne s'établissent pas. En témoigne par exemple l'interdiction aux saisonniers de séjourner en Suisse avec leur famille⁶⁶⁸. En 1956 au contraire :

⁶⁶² Jakob Tanner, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich : C.H. Beck, 2015, p. 325 ; George Zabratzky, *Flucht in die Schweiz : ungarische Flüchtlinge in der Schweiz*, Zurich : Orell Füssli, 2006, pp. 30-61.

⁶⁶³ Pour l'évolution de la notion d'intégration en Suisse, on consultera : Hans Mahnig (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich : Seismo, 2005, pp. 255-285.

⁶⁶⁴ « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'avis de Lausanne*, 23 février 1957.

⁶⁶⁵ « Heime für junge ungarische Flüchtlinge », *Neue Zürcher Zeitung*, 2 février 1957. Des cours de langue, de géographie, d'histoire, de calcul y sont dispensés, mais aussi, des cours de littérature hongroise.

⁶⁶⁶ Entretien avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015.

⁶⁶⁷ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

⁶⁶⁸ Mahnig, *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse*, op. cit., p. 264 ; Hans Mahnig et Etienne Piguet, « Die immigrationspolitik der Schweiz von 1948 bis 1998 : Entwirkung und Auswirkung », in : Hans-Rudolf Wicker, Rosita Fibbi, Werner Haug et al. (éds.), *Migration und die Schweiz* :

lorsqu'elles traitent les cas des réfugiés hongrois, les autorités doivent retenir que le Conseil fédéral entendait, par ses décisions intégrer les réfugiés dans la communauté suisse et leur donner en même temps la faculté de développer librement leur personnalité et d'assurer leur avenir professionnel. Elles ne sauraient les renvoyer en invoquant des raisons de surpopulation étrangère.⁶⁶⁹

Cette « opération intégration »⁶⁷⁰ ne trouve quasiment aucun détracteur à l'aube des années Schwarzenbach⁶⁷¹.

Enfin, contrairement à un propos fréquemment évoqué dans la littérature secondaire, la « proximité culturelle » censée avoir favorisé l'intégration des Hongrois·es en Suisse ne semble ici jouer aucun rôle. Les Hongrois·es sont au contraire dépeint·e·s comme très exotiques notamment parce qu'ils et elles ont grandi dans le « bolchévisme ». Le *Bündner Tagblatt* va même jusqu'à dire qu'on ne peut s'imaginer deux tempéraments si éloignés que celui des Hongrois et celui des Suisses⁶⁷². La presse, les autorités et les responsables de l'accueil considèrent leur culture et leur mode de vie comme très différents mais cela ne les empêche pas de prendre en compte les difficultés liées à leur passé, à leur situation, voire à leur futur : traumatismes, mal du pays, isolement, déracinement, manque de la famille, etc.

Si l'intégration a peut-être été facilitée – si tant est qu'on puisse l'évaluer – ce n'est pas en raison de l'origine ethnique de la population réfugiée mais grâce à des politiques ambitieuses menées par les autorités et les responsables de l'accueil envers elle. Celles-ci résultent d'une volonté politique visible au niveau fédéral et local mais aussi d'un contexte favorable.

Implicitement, ces mesures d'intégration sont censées empêcher l'émigration dans d'autres pays, mais aussi les rapatriements. Si le souhait d'une partie des réfugié·e·s d'émigrer provoque déjà l'étonnement dans la société suisse, que dire des velléités de retour d'une frange d'entre eux? La partie suivante de notre recherche vise à comprendre les rapatriements après 1956.

Ergebnisse des Nationalen Forschungsprogramms « Migration und interkulturelle Beziehungen », Zurich : Seismo, 2003, pp. 65-108.

⁶⁶⁹ Markus Feldmann, Circulaire aux Département de police des cantons, 16 février 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

⁶⁷⁰ L'expression est de la *Voix ouvrière* qui commente avec distance ces efforts.

⁶⁷¹ Du nom du politicien zurichois James Schwarzenbach, principal initiateur de votations populaires visant à réduire le nombre d'étranger·e·s en Suisse. Voir complément, *infra*, annexe O.

⁶⁷² « Ein Jahr Ungarnflüchtlinge », *Bündner Tagblatt*, 7 novembre 1957.

Troisième partie :
les revenant·e·s

L'identité yazige rend le retour plausible et concevable. Le concept d'immigration est inconnu en Yazigie, il n'y a pas de schéma, de modèle pour le penser. C'est une terre d'émigration massive, tous ceux qui ont un tant soit peu d'ambition partent dès que possible, et quand ce n'est pas possible, ils se suicident, ce qui après tout n'est qu'une autre manière de quitter le pays. Mais personne ne s'installe en Yazigie. Sauf les Yaziges de l'étranger. Qui reviennent. Qui rentrent. Au point qu'il est syntaxiquement impossible d'immigrer en Yazigie. En yazige, Yazigie se dit à-la-maison. Or on ne peut pas entrer à la maison : soit j'entre dans une maison, soit je rentre à la maison. La vérité démographique est dans la langue, la Yazigie est un territoire qu'on ne peut pénétrer que sur le mode du retour, sauf si l'on est un char soviétique mais alors c'est très différent.

Nina Yargekov, *Double nationalité*, Paris : Pol Editeur, 2016, pp. 113-114 [ndlr. la Yazigie désigne la Hongrie].

Cette troisième partie est consacrée aux « revenant·e·s » : celles et ceux qui, après avoir fui la Hongrie en 1956-1957, décident de rentrer au pays. Elle est plus généralement dédiée à la migration de retour et à ses enjeux durant la Guerre froide.

La Hongrie connaît au cours du XX^{ème} siècle plusieurs vagues d'émigration d'ampleur. Entre 1945 et 1953, ils et elles seraient 110 000 à avoir quitté le pays, principalement pour l'Europe de l'Ouest et l'Amérique¹. Les pays d'Europe centrale ne sont pas en reste : plusieurs phases d'émigration jalonnent également leur histoire. Pendant la Guerre froide, leurs gouvernements s'efforcent de faire revenir les expatrié·e·s en tentant de les convaincre que le socialisme apporte de bonnes choses. L'Union soviétique, déjà rompue à l'exercice, chapeaute ces « opérations séduction ». En 1955, une campagne est menée tambour battant par plusieurs pays communistes dont la Hongrie pour appeler au retour ses ressortissant·e·s à l'étranger. Mais en 1956, ces efforts sont annihilés en quelques semaines. L'image de la Hongrie est au plus bas et quelque 200 000 nouveaux émigrant·e·s prennent la route vers l'ouest.

Nous aborderons la question du rapatriement vers la Hongrie d'abord au niveau international (chapitre 5) puis spécifiquement depuis la Suisse (chapitre 6) avec l'objectif d'en retracer les enjeux politiques et sociaux. Une fois admise en Autriche et en Yougoslavie, puis dans un second pays d'accueil, la majorité des réfugié·e·s de 1956 s'est décidée à rester en Occident. Beaucoup n'ont aucune raison de retourner dans la Hongrie de János Kádár : ils ont choisi de refaire leur vie dans le « Monde libre ». Pour la plupart, la question du retour ne se pose même pas. D'autres, hésitants, renoncent au retour en Hongrie, parce qu'ils risquent la prison, une stigmatisation durable, ou encore parce qu'ils ne savent *pas* ce qui les attend. Enfin, certain·e·s décident de rentrer.

¹ Zoltán Dövényi, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in Ungarn 1918–1995 », in : Gerhard Seewann (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918–1995*, Oldenbourg : Wissenschaftsverlag, 1997, p. 18.

CHAPITRE 5. RETOUR VERS L'EST

Vous ne comprenez pas, monsieur. Vous autre Hongrois de l'étranger, vous croyez que ceux qui sont restés feraient n'importe quoi pour partir. Eh bien, vous vous trompez. Nous aimons notre pays, nous.

Sophie Képès, *Un automne à Budapest*, Paris : Seuil, 1984. p. 99.

Quand un pays est fortement sujet à l'émigration, son gouvernement peut adopter plusieurs attitudes, allant de l'indifférence à la préoccupation. Lorsque l'État se soucie de sa diaspora à l'étranger, son attitude varie « de la condamnation à la main tendue »², dictée par une combinaison d'intérêts idéologiques et/ou pragmatiques. Pendant la Guerre froide, les pays communistes essaient régulièrement de faire revenir leurs dissident·e·s. Cette histoire est en partie méconnue, probablement parce qu'avec une vision téléologique, cette entreprise semble vouée à l'échec, désespérée, vu le flux continu des migrations Est-Ouest. Mais en 1955, en plein dégel, beaucoup croient au succès de cette entreprise : l'URSS et ses satellites se lancent alors dans une vaste campagne de rapatriement, surveillée de près par la *Central Intelligence Agency* (CIA) mais aussi par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), principal défenseur des réfugié·e·s fuyant les dictatures de l'Est.

Ces efforts pour faire revenir les expatrié·e·s se trouvent annihilés en 1956 lorsque près de 200 000 Hongrois·es quittent le pays. Le gouvernement Kádár s'emploie alors à inciter celles et ceux qui ont quitté la Hongrie à se raviser. Non sans quelque succès. Ces rapatriements ont de quoi surprendre les Occidentaux. Le HCR et les œuvres d'entraide imposent un cadre à ces retours. Ils agissent également en Yougoslavie, où arrivent toujours plus de réfugié·e·s : ce pays communiste mais indépendant de l'URSS va-t-il coopérer en faveur du retour ? Bien représenté·e·s en Autriche ou en Yougoslavie, les réfugié·e·s mineur·e·s non accompagné·e·s sont au centre de querelles entre les deux Blocs. Pendant que la Hongrie demande leur rapatriement automatique, les pays occidentaux prônent plutôt le libre arbitre des jeunes. Pendant ces négociations, les médias communistes donnent leur version de l'exode. Les réfugié·e·s sont dépeint·e·s tour à tour comme des traîtres et comme des victimes de la propagande vantant la vie dorée de l'Ouest. Bientôt, la presse communiste leur oppose la figure de bons élèves : les « revenant·e·s ». Elle valorise les témoignages rapportant la déception qu'ils auraient connue dans cet « Ouest doré ». Une instrumentalisation à laquelle les ex-réfugié·e·s contribuent. Contrainte ou volontaire, leur participation à cette propagande représente-t-elle un moyen de réduire les sanctions qui les attendent à leur retour ?

² Nancy Green et François Weil, *Citoyenneté et émigration: les politiques du départ*, Paris : École des hautes études en sciences sociales, 2006, p. 15.

5.1 « ENFIN À LA MAISON ! » : L'APPEL AU RETOUR DE 1955

Détente et séduction : un programme généralisé du Bloc de l'Est

Après la mort de Staline en 1953, l'URSS et ses satellites se lancent dans un vaste programme : tenter de séduire les dissident·e·s récemment passé·e·s à l'Ouest, ainsi que les nombreuses personnes déplacées (DPs) pendant et après la Deuxième Guerre mondiale qui n'étaient jamais revenues. Si cette politique avait déjà été expérimentée par l'URSS et les pays d'Europe de l'Est au sortir du conflit mondial, elle s'est véritablement généralisée et officialisée dès 1955 par divers décrets d'amnistie et la diffusion d'une exhortation au retour auprès des émigré·e·s³.

Cette campagne s'inscrit dans une bataille culturelle propre au dégel : entre 1953 et le début des années 1960, les USA comme l'URSS pratiquent un marketing menant à des mesures concrètes⁴. Le Kremlin s'emploie à améliorer son image notamment auprès des expatrié·e·s⁵. Depuis sa création, l'URSS a coutume de s'intéresser aux exilé·e·s particulièrement lorsque leur parole représente une source potentielle de « désinformation ». L'« opération séduction » de 1955 ne fait pas exception : elle est une réponse soviétique à la mobilisation massive des exilé·e·s – notamment via la CIA – dans la propagande anticomuniste. Il faut dire aussi que les pays occidentaux, puis l'ONU dès 1951, refusent généralement de collaborer avec l'administration soviétique dans les rapatriements forcés des DPs⁶. L'URSS change ainsi de cap face aux émigré·e·s qui ont fui les régimes communistes. La rhétorique soviétique privilégie désormais une approche culturelle et émotionnelle pour convaincre les Russes, mais aussi Arménien·ne·s, Ukrainien·ne·s ou Baltes de rentrer au pays⁷.

La politique de main tendue se veut générale et généreuse : l'amnistie concerne même les dissident·e·s ayant collaboré avec l'armée nazie ou participé à des activités antisoviétiques⁸.

³ Voir annexe I. Tableau comparatif : amnisties URSS et pays satellite. Le 14 juin 1946, l'URSS promulgue une amnistie générale. Il existe quelques études sur le sujet : Maïke Lehmann, « A Different Kind of Brothers : Exclusion and Partial Integration After Repatriation to a Soviet 'Homeland' », *Ab Imperio* 2012, pp. 171-211. Et Louise Holborn, *L'Organisation internationale pour les réfugiés : agence spécialisée des Nations Unies, 1946-1952*, Paris : PUF, 1955, pp. 410-430.

⁴ François Chaubet et Laurent Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris : Armand Colin, 2011, p. 177 ; Giles Scott-Smith, *The cultural Cold War in Western Europe*, Londres : Frank Cass, 2003.

⁵ Nigel Gould-Davies, « The Logic of Soviet Cultural Diplomacy », *Diplomatic History* 27 (2), 2003, pp. 193-214.

⁶ Pour une synthèse de ce vaste sujet : Marjoleine Zieck, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees : a Legal Analysis*, La Haye [etc.] : M. Nijhoff, 1997, pp. 43-45.

⁷ Simo Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *Journal of International and Global Studies* 2 (2), 2011, pp. 45 ; 48-49 ; 54-55.

⁸ Lilita Zalkalns, *Back to the Motherland : Repatriation and Latvian Emigres 1955-1958* [Thèse de doctorat à l'Université de Stockholm], Stockholm, 2014, pp. 78-81.

Plusieurs démocraties populaires mettent également en œuvre un programme de sollicitation de leurs émigré·e·s. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la Roumanie opèrent dans le sillage de l'URSS mais avec leurs propres stratégies. Les décrets d'amnistie sont alors présentés comme corollaires à l'anniversaire symbolique des dix ans de la Libération. Comment transmettre les nouvelles lois vers les émigré·e·s du monde entier ? En 1955, l'URSS met en place à Berlin-Est le Comité soviétique de rapatriement⁹ visant à transmettre l'appel de l'autre côté du Rideau de fer. Il est mené par des officiers de l'Armée rouge – cette dernière bénéficiant d'une aura certaine –, secondés par le KGB¹⁰. Par diverses stratégies, l'URSS et ses pays amis s'efforcent alors d'atteindre les exilé·e·s. Cela passe par le renforcement du personnel et des moyens des légations dans les pays traditionnels d'immigration¹¹, mais aussi par la production de contenus culturels à la radio et dans des journaux. Innovante par ses moyens de diffusion mais aussi par son contenu, cette campagne se fonde sur le témoignage de personnes ordinaires sans lien avec le gouvernement. Soit ces personnes appellent une fille, un père, un·e ami·e au retour, soit elles sont elles-mêmes rentrées au pays et racontent leur (re)découverte de l'URSS, soit encore, elles sont « bloquées » en Occident et rendent compte de leur condition – difficile – d'exilé·e¹². La campagne se veut respectueuse des émigré·e·s, jusque-là souvent ignoré·e·s ou méprisé·e·s, et dépeint la vie en exil comme triste et jalonnée de désillusions. Outre l'amnistie, les promoteurs du rapatriement garantissent aux candidats des emplois, l'éducation gratuite pour les enfants, et une sécurité sociale plus développée que celle des démocraties libérales¹³. La publication d'un bulletin distribué aux exilé·e·s, *Pour le Retour vers la patrie*, dans différentes langues du Bloc de l'Est parachève l'opération. Enfin, l'URSS développe d'autres stratégies plus intrusives comme l'envoi d'agents chargés de convaincre, parfois à l'aide de pressions, des leaders d'institutions anticomunistes de rentrer¹⁴. On connaît l'exemple de collaborateurs de *Radio Liberty* (l'antenne de la CIA émettant en URSS) ayant choisi le

⁹ « Komitet za vozvrashcheniu na Rodinu », littéralement le « Comité pour le retour vers la patrie ». On ajoutera en 1959 « et du développement des relations culturelles avec les compatriotes », avant que le nom du Comité ne perde définitivement la mention du retour. Il existe encore aujourd'hui sous le nom de « Rodina ». Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, p. 48.

¹⁰ Pour plus de détails concernant le comité : Zalkalns, *Back to the motherland*, *op. cit.*, pp. 84-100.

¹¹ Valeria Galvan, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign on the Eastern European Émigré Community in Argentina (1955-1963) », *Littera Scripta* 1, 2017, pp. 22-34. Galvan éclaire l'incursion de cette propagande dans les réseaux associatifs déjà existants, les réactions des autorités et les effets de la campagne.

¹² Les personnes sont généralement averties du passage de l'un·e de leurs proches à la radio. Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign (rapport en possession de la Mission américaine aux Nations unies) s.d., non signé, p. 2, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57. Je remercie Gusztáv Kecskés de m'avoir signalé ce document.

¹³ Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, p. 51.

¹⁴ Zalkalns, *Back to the motherland*, *op. cit.*, p. 12 ; Galvan, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign », *art. cit.*, pp. 24-25.

rapatriement. La campagne amorcée en 1955 aura comme effet de sensibiliser davantage les autorités américaines sur le sort des réfugié·e·s. C'est en effet à partir de ce moment que, grâce à des programmes ambitieux, elles font en sorte d'améliorer la situation des émigré·e·s russes. Les USA facilitent de manière croissante leur venue depuis l'Europe pour éviter qu'ils ne croupissent dans des camps et soient ainsi sensibles à la propagande soviétique¹⁵.

La campagne soviétique de rapatriement est suivie attentivement par la CIA qui en définit les buts dans un rapport confidentiel : inverser la tendance de la migration en direction de l'Ouest, récupérer les compétences des dissident·e·s pour répondre aux besoins économiques, déstabiliser les associations d'exilés et convaincre les Occidentaux que le communisme est « digne de considération »¹⁶. Les organisations d'exil sont très gênantes pour l'URSS car elles s'emploient à perturber chaque visite de délégations soviétiques dans les pays occidentaux en organisant manifestations et protestations¹⁷.

Le résultat de la campagne est sujet à controverses. Dans son rapport, la CIA relève que les pays satellites de l'URSS qui se vantent du retour d'un « grand nombre d'émigrés » rechignent généralement à publier des chiffres précis, ce qui serait une preuve de l'échec de la campagne¹⁸. Mais les résultats sont parfois tangibles : des centaines de Russes et d'Ukrainien·ne·s se sont par exemple décidé·e·s à rentrer depuis l'Amérique du Sud. Fort médiatisé, leur retour par bateau au printemps 1956 est alors instrumentalisé par la propagande communiste¹⁹. Le rapport de la CIA n'évalue qu'à guère plus de 6 000 le nombre total des *redefectors*, ces ex-émigrés ayant rejoint le bloc de l'Est depuis le « Monde libre » entre les printemps 1955 et 1956. Le rapport ne cesse d'insister sur le caractère dérisoire de ce chiffre au vu des 1,2 million de personnes ayant fui à l'Ouest depuis 1945. La CIA redoute pourtant les retombées de la campagne en terme de propagande et craint le redoublement des

¹⁵ Le principal problème pour l'URSS était de rendre audible cette campagne. Seules 0,1 % des radios américaines peuvent capter les signaux soviétiques et elle n'est que rarement l'objet de publicité en Occident. Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, pp. 52 ; 55-56.

¹⁶ *worthy of adoption*. Provisional intelligence report, The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, Central Intelligence Agency, Office of Research and Reports, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool): CIA/RR PR–162, p. 2. Je remercie Gusztáv Kecskés de m'avoir signalé ce rapport. La CIA utilise généralement le terme *redefection* pour désigner la migration de celles et ceux (les *redefectors*) qui retournent vers leur pays (URSS ou satellite). Dans les commentaires issus des régimes communistes, c'est le terme de *repatriation* qui est généralement utilisé.

¹⁷ Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, p. 53 ; Zalkalns, *Back to the motherland*, *op. cit.*, p. 14.

¹⁸ Le rapport de la CIA présente un tableau compilant les chiffres officiels. La Pologne annonce 55 800 retours. Le rapport relève qu'une frange importante d'entre eux serait en fait de retour d'URSS (surtout des prisonniers libérés) et non de l'Occident : The redefection-repatriation Campaign of the soviet bloc, 1955–1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR–162, pp. 10-13.

¹⁹ Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, pp. 52 et 55.

efforts des démocraties populaires pour rappeler à elles les brebis égarées. Elle est sensible aux dégâts d'image que la campagne pourrait causer.

Le cas de la RDA mérite d'être brièvement abordé. Avant la construction du mur, on observe bien sûr un flux migratoire dominant en direction de l'Ouest. Or, au début des années 1950, pour cinq personnes rejoignant l'Ouest, une personne émigre vers l'Est. La CIA déplore d'ailleurs que la RFA n'ait pas de « régulations pour empêcher ce flux »²⁰. Ainsi, entre 1951 et le milieu de l'année 1955, entre 200 000 et 300 000 personnes auraient rejoint la RDA. La CIA rapporte par ailleurs que des Allemands accueillis en Amérique se sont décidés à rentrer, face aux difficultés liées à la langue et devant la nécessité de repartir de zéro. Grâce à son développement économique et aussi vu le nombre de places de travail laissées libres par les émigrant·e·s, les possibilités en termes d'emploi et de logement étaient intéressantes en Allemagne de l'Est. Pour la première moitié de cette année 1955, l'immigration vers la RDA n'est pas négligeable : 32 563 personnes l'ont rejointe depuis l'Ouest. Parmi elles, 56 % étaient des *returnees* attirées principalement par les possibilités professionnelles.

Concernant le traitement des rapatrié·e·s dans leur pays, la CIA ne peut affirmer que les personnes qui rentrent sont envoyées dans des camps ou jetées en prison. Cela n'est apparemment pas le cas. Elle relève en revanche qu'en Roumanie comme en Tchécoslovaquie, les dissidents de retour sont extrêmement mal vus par la population. Généralement épargnés par les autorités dans un premier temps, ils seraient désavantagés ensuite, notamment en terme de logement et d'emploi. Toujours selon la CIA, la Pologne traiterait bien ses rapatriés : leurs compétences sont valorisées et ils font parfois même office de ponts vers l'Ouest dans le domaine économique. Pour établir ses conclusions, le rapport se base sur les dires de rapatriés coachés par l'*Office for Field Cooperation* de l'United States Escape Program (USEP)²¹. Fondé en 1952 par Harry Truman, l'USEP avait originellement comme but de favoriser les défections du Bloc soviétique. Ce programme est l'un des prolongements officiels de la CIA : l'USEP était connu pour assurer une prompt installation des transfuges dans le « Monde libre » tout en mobilisant leur savoir sur le régime qu'ils avaient quitté²². Au cours des années 1950, L'USEP va donc jusqu'à former des agent·e·s

²⁰ The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool): CIA/RR PR–162, p. 18.

²¹ *Ibid.*, pp. 17-19 ; Appendix A, p. 23.

²² James Carlin, *The refugee connection: a lifetime of running a lifeline*, Basingstoke: Macmillan, 1989, p. 77 ; Laura Madokoro, *Elusive Refuge: Chinese Migrants in the Cold War*, Harvard : University Press, 2016, p. 67.

chargé·e·s de tester l'accueil qui leur sera fait à leur retour et d'en rendre compte, probablement après avoir fui une deuxième fois vers l'Ouest²³.

Les recettes hongroises pour faire revenir les exilé·e·s

Le 4 avril 1955, le Conseil de Présidence de la République populaire hongroise promulgue une loi permettant l'octroi d'une grâce amnistiante à la plupart des citoyen·ne·s hongrois·es séjournant hors du territoire national pour autant qu'ils rentrent avant le 4 avril 1956. Il promet l'abandon des poursuites contre les personnes ayant quitté le pays avant le 4 avril 1945 dans le contexte de la guerre, pour autant qu'elles n'aient pas commis de crimes de guerre, qu'elles n'aient pas été promues pendant le régime des Croix-fléchées ou exercé une fonction politique, qu'elles n'aient pas perpétré de torture ou d'exécutions illégales et enfin, qu'elles n'aient pas été membres de la Gestapo. Cette amnistie a notamment comme public cible les adhérents du régime horthyste qui avaient fui le pays avant ou pendant la prise de pouvoir des Croix fléchées. Le deuxième article est adressé aux personnes émigrées après-guerre fuyant principalement la misère, puis l'instauration du régime communiste. Il promet qu'aucune procédure criminelle ne leur sera intentée si elles ont franchi illégalement la frontière avant le 1^{er} janvier 1954. Les personnes parties par la voie légale et dont les papiers sont expirés suite à leur non-retour sont également amnistiées. La loi précisant cette faveur est conditionnée par leur « intention de devenir des membres laborieux et utiles de notre société »²⁴.

Budapest se lance avec beaucoup de ferveur dans la promotion de l'amnistie. Certes il s'agit d'une manœuvre de communication suggérée par l'URSS. Mais dans cette phase d'ouverture, nul doute que les acteurs hongrois espèrent sincèrement le retour d'un maximum d'exilé·e·s.

C'est l'Union mondiale des Hongrois (MVSz²⁵) qui mène cette entreprise. Créée en 1938, elle vise à promouvoir l'image du pays auprès des Hongrois·es de l'étranger. Dès 1948 et pendant toute la Guerre froide, elle édite une revue, *Magyar Hírek*, destinée à la diaspora magyare. En 1955, l'Union est en fait sous la coupe du Ministère des Affaires étrangères : ses locaux sont d'ailleurs dans le même bâtiment²⁶.

²³ The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, 28 juin 1957, NARA : General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : CIA/RR PR–162, Appendix A, p. 23.

²⁴ Après leur demande auprès de l'Ambassade, leur dossier est examiné et l'Ambassade leur délivre (ou non) un certificat de retour. Décret n°11, in : *Magyar Közlöny* (Feuille officielle hongroise) n°39, 3 avril 1955, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.

²⁵ *Magyarok Világszövetsége*.

²⁶ Redefection Propaganda and Procedure, 6 avril 1957, HU OSA : 300-40-1:258.

Orchestré par les soins du MVSz, l'appel au retour passe notamment par la radio, la presse et surtout par des brochures, plus aisées à diffuser à l'étranger²⁷. Ces publications – qui proposent des portraits et interviews de rapatrié·e·s – ne sont pas spécifiques à la Hongrie. Outre l'URSS, les autres démocraties populaires ont recours à ce type de propagande.

Pour comprendre la rhétorique inhérente à cet appel, arrêtons-nous un instant sur l'une des brochures qui l'incarne et qui porte le titre *Végre itthon !* [Enfin à la maison !]²⁸. Sa couverture – reproduite en annexe – présente des motifs de broderie stylisés mais typiquement hongrois. Une femme avec un fichu tenant son vélo du guidon embrasse un jeune homme. Le lecteur ne peut s'y tromper : le fils de cette « brave paysanne » est rentré au pays après avoir passé plusieurs mois ou années en Occident. C'est un rapatrié, un *redefector*, comme le désigne la CIA, ou comme nous avons choisi de le nommer, un revenant. Cette couverture est emblématique de la campagne de 1955 : les auteurs jouent à la fois sur le registre du manque des proches (et l'émotion des retrouvailles) et de la nostalgie du pays (symbolisée par les motifs de broderie) pour émouvoir le lectorat. Après la reproduction des décrets en première page, l'introduction s'adresse directement à « Vous, chers lecteurs, qui vivez encore à l'heure actuelle à l'étranger ». Le texte les encourage à se rendre au Consulat du pays où ils séjournent et est ponctué par un cri du cœur : « Nous voulons rentrer à la maison ! À la maison en Hongrie »²⁹. La brochure contient dix portraits de rapatrié·e·s ayant retrouvé leur foyer après des années d'errance « dehors » (c'est-à-dire à l'étranger, comme on le dit en hongrois). Au milieu de la brochure, on trouve une lettre ouverte signée par ces personnes :

Le lendemain de notre arrivée, nous étions en possession de nos cartes d'identité et de nos livrets de travail. Nous avons été placés à des emplois qui correspondent à nos capacités et nous sommes redevenus en quelques jours des travailleurs actifs de notre patrie.³⁰

La brochure met en scène des rencontres avec les revenant·e·s quelques semaines après leur retour. Le récit se veut dépolitisé et les différences entre les régimes capitalistes et communistes ne sont évoquées qu'en filigrane. Le seul fossé est celui séparant la Hongrie de l'étranger, hostile, lointain, où les liens avec le pays s'étiolent progressivement. Après avoir

²⁷ Sur le modèle soviétique, des émissions de radio sont proposées aux « Hongrois de l'étranger » : *Revue hongroise*, n°10, octobre 1955 : Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign, s.d., non signé, pp.°2-3, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57.

²⁸ Extraits dans l'annexe J. Brochure de propagande en faveur du rapatriement, 1955. La brochure est conservée aux archives du HCR à Genève, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328: 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42. Il existe au moins une autre brochure de ce type que nous avons retrouvée aux Archives du département de recherche de *Radio Free Europe* à l'*Open Society* à Budapest : *Hazatérés*, Budapest, 1955, HU OSA : 300-40-1 RFE/RL, Box 258 : *Hazatérés* 1955.

²⁹ *Haza akarunk jönni ! Haza Magyarországra !*

³⁰ Magyarok Világszövetsége [Union mondiale des Hongrois], *Végre itthon !*, Budapest : Magyarok Világszövetsége, 1955, p. 5. La traduction est reprise d'un extrait de cette brochure paru dans « Une lettre ouverte de rapatriés hongrois », *Revue hongroise*, n°11, novembre 1955, p. 27.

quitté le pays entre 1944 et 1953 pour des raisons « personnelles », « matérielles », rejoignant un fiancé ou fuyant la « guerre fasciste », ces hommes et ces femmes ont travaillé et vécu en France, au Venezuela, en Syrie ou en Italie. Si on mentionne qu'ils sont parfois passés par des camps de réfugiés ou, dans un cas, des geôles, on s'attarde peu sur leur vie en Occident qui n'est pas systématiquement dépeinte de manière négative. Ce ne sont pas les conditions de vie dans le monde capitaliste mais le mal du pays qui est la cause première du retour³¹. Avant de faire le pas, les témoins auraient entendu des fausses rumeurs sur des « camps de concentration » en Hongrie qui attendraient les rapatriés, mais leur mal du pays aurait été plus fort que la peur. Ils ont retrouvé leur famille, et obtenu, d'après la brochure, un travail payé décemment³² et profitent des avantages de la vie proposée par la République populaire : le cinéma et les livres à bas prix et des politiques sociales avantageuses. Près de 30 photos des protagonistes souriants agrémentent la brochure. On les montre à leur travail, tenant un nourrisson, donnant à manger à du bétail, ramassant des poivrons ou réparant un camion. L'après-retour n'est pas dépeint comme idyllique : plusieurs protagonistes habitent chez des parents et espèrent avoir bientôt leur chez-soi. Mais, suggèrent-ils en substance, tout ne se fait pas en un jour. Ces petites ombres au tableau rendent le texte réaliste et le message d'autant plus fort : *venez participer aux améliorations*. Si le message se veut pacifique, en creux, les émigré·e·s qui ne rentrent pas sont présenté·e·s comme les déserteurs de la reconstruction de leur pays.

Enfin, ces discours permettent non seulement de dire *revenez !* mais aussi *ne partez pas !* :

Les rapatriés ont été accueillis avec de larges sourires ; les parents étaient contents de retrouver leurs enfants, les femmes leur mari. Quant à leur pays, prospère et consolidé, il leur a pardonné. Mais ils n'ont pas tous trouvé le bonheur. Les longues absences ont détruit plus d'un foyer, et souvent la maison était vide, ou les enfants ne reconnaissaient plus celui qui était devenu un étranger. Ceux-là sont les victimes tardives de la guerre, aussi bien des conflits armés que de la guerre froide. Ils s'efforcent néanmoins de trouver leur place dans la vivante communauté d'un pays engagé dans l'édification du socialisme et cherchent à se refaire une existence, un foyer.³³

On insiste sur ce qu'ils ont manqué ou perdu pendant leur absence : l'opportunité de faire une formation, la vie de famille et surtout la langue magyare, dont la survie est, en Hongrie, souvent vue comme un combat patriotique. La petite Marika, née en RFA ne sait que

³¹ Il semble que le ton est plus anti-occidental dans la presse hongroise. Dans un article du *Magyar Nemzet* qui reprend en partie les mêmes histoires, on insiste davantage sur les désagréments qu'auraient connues les expatrié·e·s dans le « Monde libre », sans doute une manière de dissuader les Hongrois·es resté·e·s au pays si d'aventure ils étaient titillés par le désir d'émigrer. Par exemple, dans le portrait d'une femme ayant travaillé comme domestique en Belgique, le *Magyar Nemzet* évoque les préjugés que rencontrent les mères célibataires en Europe occidentale, un élément absent du portrait de *Végre itthon*. « Avec des Hongrois rapatriés », *Revue hongroise*, n°11, novembre 1955, p. 8 (Paru originellement dans *Magyar Nemzet*, date inconnue).

³² On valorise même les compétences acquises à l'étranger, à l'exemple d'une ingénieure à Hungarotex qui a su « faire apprécier ses connaissances professionnelles », *Magyarok Világszövetsége, Végre itthon*, op. cit., p. 15.

³³ « Avec des Hongrois rapatriés », *Revue hongroise*, n°11, novembre 1955 (originellement : *Magyar Nemzet*).

l'allemand et les enfants de la famille B. « ignorent tout de la langue et de la culture hongroise » et devront rattraper leur retard. Cette valorisation de la fibre nationale n'est pas sans rappeler les techniques de propagande des Soviétiques adressée aux DP – notamment baltes – après la Deuxième Guerre mondiale. L'historienne Juliette Denis note à leur sujet : « la propagande fait du retour dans la patrie non pas un rapatriement vers l'URSS mais une réintégration à la communauté et donne ainsi corps à un projet plus national que politique »³⁴. L'une des stratégies de l'Union mondiale des Hongrois est de donner la parole à un panel de citoyen·ne·s ordinaires : femme ingénieure budapestoise, cordonnier d'une bourgade proche de la capitale, ouvrier à Sztálinváros, paysan de Szeged : les catégories sociales se veulent variées. Mais le retour de réfugié·e·s célèbres est également exploité. Dans la *Revue hongroise* – cet organe de diplomatie culturelle publié en plusieurs langues dont les textes sont souvent rédigés sur la base d'articles parus dans la presse hongroise – des histoires de rapatrié·e·s apparaissent dès 1955. On y découvre par exemple le témoignage du chanteur d'opéra, József Járnyai, rentré en novembre 1955. « Je désire mettre mon art au service de mon peuple », déclare-t-il. Il loue la bienveillance des autorités et fait allusion à la démocratisation de la culture en racontant qu'il s'est étonné de rencontrer un garde-frontière amateur d'opéra. Il vilipende les « calomnies que l'on répandait dans les milieux hongrois de l'étranger » selon lesquels les rapatriés seraient « arrêté[s], ou tout au moins très étroitement surveillé[s] »³⁵. Outre les artistes et les sportifs, des personnalités politiques comme Ferenc Eperjesi, membre du Parti indépendant des petits propriétaires sont mis à contribution. Début 1956, celui-ci déclare :

Durant tout mon séjour en France, de 1948 à 1955, j'ai participé à l'activité de l'émigration politique hongroise. De plus en plus nombreux sont les émigrés qui considèrent que l'émigration n'a plus ni raison d'être ni avenir. L'admission de la Hongrie à l'O.N.U. nous a fait une profonde impression ; nous y avons vu une preuve de la consolidation et du prestige de la République populaire hongroise. Je me suis fixé deux tâches : participer, dans la mesure de mes forces, au travail d'édification de la Hongrie et, par mes lettres et par la radio, faire savoir à ceux de mes compatriotes qui vivent dans les pays occidentaux ce que j'ai vu dans ma patrie prospère et libre, afin qu'ils prennent [...] le seul chemin qui soit juste.³⁶

Ces sources montrent que la propagande est également tournée vers l'intérieur, ce qui semble moins évident pour le cas de l'URSS³⁷. Elles tendent à confirmer l'hypothèse que pour la Hongrie et les autres démocraties populaires il ne s'agit pas seulement d'une question d'image

³⁴ Juliette Denis, « « Ils sont rentrés dans leur patrie ». L'URSS face aux personnes déplacées et aux rapatriés lettons, 1946-1950 », in : Corine Defrance, Juliette Denis, Julia Maspero *et al.* (éds.), *Personnes déplacées et Guerre froide en Allemagne occupée*, Bruxelles : Lang, 2015 p. 141. Moscou diffuse régulièrement selon les époques et les diasporas (balte, ukrainienne, arménienne) ce type de discours.

³⁵ « Je désire mettre mon art au service de mon peuple », *Revue hongroise*, n°12, décembre 1955.

³⁶ « Un homme politique rentre de l'exil », *Revue hongroise*, n°2 (14), février 1956.

³⁷ Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign (rapport en possession de la Mission américaine aux Nations unies) s.d., non signé, p. 9, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57.

vis-à-vis de l'Occident mais d'une autolégitimation du régime – présenté comme projet national – dirigée vers les Hongrois·es, dissident·e·s ou non, parti·e·s ou resté·e·s.

Dans les agences onusiennes, on est attentif à la campagne. Traditionnellement hostile aux régimes communistes, le HCR accueille avec méfiance les décrets d'amnistie venant de l'Est et la propagande qui l'entoure. Son représentant à Vienne envoie son commentaire de la brochure *Végre Itthon* au siège central à Genève en janvier 1956. D'après lui, beaucoup de réfugié·e·s la reçoivent à leur domicile. À l'instar du KGB qui avait recours à des vols de fiches de services d'aide aux réfugiés, les services hongrois collectent eux aussi les adresses des dissident·e·s³⁸. En Suisse, entre 1954 et 1956, les enquêtes du Ministère public ont montré que des membres de la mission diplomatique hongroise exerçaient des pressions sur des Hongrois·es en Suisse pour collecter des renseignements sur la diaspora³⁹.

Selon le HCR, dans la plupart des cas, les personnes interviewées dans la brochure auraient décidé de rentrer parce qu'elles étaient à bout : « because of family disunity and quarrels or divorce and hopeless individual economic conditions ». On relève également le passé trouble de l'un de ces *returnees*, un espion ayant sillonné l'Europe⁴⁰. Le *New York Times* affirme quant à lui que les rapatriés reçoivent une prime de 4 000 forints à leur retour, soit quatre mois de salaire. L'annonce aurait été diffusée oralement au sein de la population frontière⁴¹.

D'après les commentaires des bureaux nationaux du HCR, le succès de la campagne serait dérisoire. En janvier 1956, le représentant du HCR à Vienne note même avec cynisme que la vingtaine de portraits présentés dans la brochure *Végre itthon* correspond peut-être au nombre total de rapatrié·e·s à l'échelle du pays⁴². Les sources hongroises concernant le nombre des rapatriements sont lacunaires. Pour l'année 1955, ils et elles seraient 476 à avoir demandé l'autorisation de rentrer⁴³ : vu la probable bienveillance des autorités face à ces demandes, on peut imaginer que le nombre de rapatrié·e·s s'inscrit dans cet ordre de grandeur⁴⁴.

³⁸ En 1955, tous les Lettons ayant fui l'URSS et séjournant en RFA avaient ainsi reçu dans leur boîte aux lettres le Bulletin *Pour le Retour vers la patrie*. Zalkalns, *Back to the motherland*, op. cit., pp. 124-127.

³⁹ Peter Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses* [Mémoire de licence en histoire contemporaine], Fribourg, 2001, p. 70.

⁴⁰ Interoffice Memorandum « Repatriation to Hungary », de K. C. Elliott, deputy representative, UNHCSR Austria à UN High Commissioner for Refugees, 10 janvier 1956, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.

⁴¹ « Reward for Refugees », *New York Times*, 10 décembre 1955. Le HCR ne parvient pas à le vérifier.

⁴² Interoffice Memorandum « Repatriation to Hungary », de K. C. Elliott, deputy representative, UNHCSR Austria à UN High Commissioner for Refugees, 10 janvier 1956, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960, 8 items, ARC-2/A42.

⁴³ Szász, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez » [Données sur l'histoire de l'émigration hongroise], *Történelmi Szemle* (3-4) 1993, pp. 315-338, p. 332.

⁴⁴ Il y a eu tout de même des refus de la part des autorités hongroises, notamment de personnes âgées ! Rapport, 23 septembre 1954, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/BEL 09/1954-03/1964, ARC-2/A42.

5.2 DES EFFORTS REDOUBLES. LA CAMPAGNE DE RAPATRIEMENT DES RÉFUGIÉ·E·S DES 1956

Résorber l'exode

Quelques mois plus tard, ce ne sont pas moins de 200 000 personnes qui quittent le pays suite à l'Insurrection. Pendant que le « Monde libre » s'active pour accueillir le mieux possible ces réfugié·e·s dont le pays avait osé se rebeller contre l'URSS, la presse communiste propose bientôt son interprétation de leur destin :

L'agence [ndlr. l'agence soviétique Tass] constate qu'un nombre toujours plus grand de citoyens hongrois se trouvant en Autriche commencent à y voir plus clair. Ils ont pu, par eux-mêmes, se convaincre de la fausseté de la propagande occidentale, et se rendre compte que la seule voie qui leur reste est de rentrer au pays pour y reprendre un travail pacifique et fécond.⁴⁵

La Hongrie officielle clame alors que la plupart des réfugié·e·s souhaitent revenir au bercail⁴⁶. Dans les coulisses, elle s'active pour résorber l'exode. Cette campagne de rapatriement s'apparente à un prolongement de celle de 1955. Mais l'automne 1956 avait tout changé. En Occident, l'URSS est considérée comme le diable et le gouvernement Kádár son suppôt. L'opération séduction amorcée en 1955 est totalement annihilée.

Le gouvernement Kádár inscrit très tôt à son agenda – quelques jours après sa prise de pouvoir – la question des fugitif·ve·s hongrois⁴⁷. István Sebes, représentant du Ministère hongrois des Affaires étrangères, écrit au secrétaire général des Nations Unies Dag Hammarskjöld le 12 novembre 1956 : « the hungarian government states that it will make possible for Hungarian citizens who have fled abroad as a result of the battles to return freely and without harm »⁴⁸. Notons qu'à l'interne, les autorités hongroises emploient volontiers le terme « fugitifs » ou « dissidents ». Il n'est pas rare que dans des communications officielles, particulièrement celles destinées aux organisations internationales, les termes « citizens » ou « refugees » soient privilégié, pour des raisons évidentes d'image. Il est en effet important que l'on croie en Occident que le nouveau gouvernement hongrois traite les émigré·e·s avec respect.

⁴⁵ [Reuter], « Les réfugiés vus de Moscou », *Feuille d'Avis de Lausanne*, 27 novembre 1956.

⁴⁶ Edda Engelke, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich 1956/57 », in : Mitteleuropazentrum an der Andrassy Universität Budapest (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017, p. 11.

⁴⁷ Deux seuls articles sont entièrement consacré à la campagne de rapatriement post-1956 : Juliet Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is.» Az MSZMP repatriálási és hazalátogatási politikája 1956 és 1963 között » [« en attente des fils égarés »]. Politique de rapatriement et de visites au pays par le MSZMP entre 1956 et 1963], *Múltunk* (1) 2007 et Magdolna Baráth, « Attempts to win and break up the hungarian emigration after 1956 », in : Anna Mazurkiewicz (éd.), *East Central Europe in exile*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013, pp. 293-310.

⁴⁸ Câble Unations Geneva de Philippe De Seynes (Sous-Secrétaire général aux Affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, New York) à Adrian Pelt (Directeur de l'Office européen des Nations Unies, Genève), 12 novembre 1956, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 1.

Fin 1956, alors que les Hongrois·es rejoignent l'Occident par dizaines de milliers, les mesures bureaucratiques s'enchainent. L'ordonnance n°27 du 1^{er} décembre 1956 décrète une amnistie en faveur des ressortissant·e·s ayant fui la Hongrie dès le 23 octobre et qui rentreraient avant le 31 mars 1957⁴⁹. Il est spécifié que les rapatrié·e·s ne seront pas poursuivis pour franchissement illégal de la frontière⁵⁰. Cette précision est lourde de sens : elle signifie que ce décret vise avant tout les personnes qui ont fui le pays et qu'il ne s'agit pas d'une main tendue envers les insurgés eux-mêmes. Une autre ordonnance soustrait les ressortissant·e·s du droit de douane sur le mobilier qu'ils ramèneraient avec eux⁵¹. Mais les mesures ne sont pas qu'incitatives, elles sont aussi punitives. Les autorités prévoient ainsi la confiscation des biens de ces personnes si elles ne retournent pas au pays dans les délais de l'amnistie⁵². Dans la foulée, le Ministère de l'Intérieur crée la Commission de rapatriement et met en place un centre d'accueil à Győr pour accueillir les rapatrié·e·s⁵³.

Le 15 janvier 1957, le gouvernement hongrois envoie un mémorandum à l'ONU communiquant les dispositions de l'amnistie. Il accuse ouvertement l'Autriche d'empêcher les rapatriements et articule un certain nombre de demandes :

le respect du droit des gens pour ces fugitifs, l'arrêt de toute propagande contre leur retour au pays, la possibilité pour des représentants hongrois de prendre contact avec eux, l'absence de toute mesure de représailles contre les rapatriés. [...] Il s'élève contre les promesses faites à la légère par les pays d'accueil, et insiste pour que les réfugiés ne soient pas occupés à des travaux leur portant préjudice.⁵⁴

Ce texte est emblématique du discours communiste sur les réfugié·e·s et sur le comportement des sociétés occidentales face à eux.

Selon cette rhétorique, les Occidentaux chargés de l'accueil, bercent non seulement les réfugié·e·s de promesses, mais ils leur raconteraient également des histoires effrayantes sur les déportations en URSS pour les empêcher de rentrer. Les camps autrichiens sont décrits par les dépêches communistes comme des sortes de marchés d'esclaves contrôlés par l'armée⁵⁵. Les

⁴⁹ Le délai de fin d'amnistie d'abord prévu pour le 31 décembre a été repoussé ensuite. « A Magyar Népköztársaság Elnöki Tanácsának 1956 évi 27. számú törvényerejű rendelete az 1956. évi október 23. napját követőleg külföldre távozott személyek közkegyelemben részesítéséről », *Magyar Közlöny* 98, 12 décembre 1956, in : Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*, p. 187.

⁵⁰ « Ne pourront être poursuivies pour franchissement illégal de la frontière les personnes qui ont quitté le pays entre le 23 octobre et le jour de l'entrée en vigueur du présent décret, à condition qu'elles regagnent la Hongrie jusqu'au 31 mars 1957 », extrait de l'amnistie cité in : « Le gouvernement hongrois n'a pas encore fait connaître sa réponse relative à l'envoi d'observateurs en Hongrie », *Libération champagne*, 1^{er} décembre 1956.

⁵¹ Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*, p. 187. Ordonnance n°22 du 13 décembre 1956.

⁵² Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse*, *op. cit.*, p. 81.

⁵³ Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*

⁵⁴ « Mémorandum hongrois à l'ONU sur les fugitifs », *Voix ouvrière*, 17 janvier 1957.

⁵⁵ Peter Haslinger, « Flüchtlingskrise 1956 », in : Jerzy Kochanowski et Joachim von Puttkamer, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie, Wydawnictwo « Neriton », 2016, p. 141 ; « Derrière les barbelés », *Istwestija*, 2 décembre 1956, cité in : Renáta Szentesi, « Anschuldigungen gegen Österreich von Seiten der Sowjetunion und der KPÖ während der Ungarnkrise von 1956 anhand österreichischer

conditions de vie y seraient en outre déplorables⁵⁶. Autre *leitmotiv*, l'idée que les réfugiés seraient « déportés en masse »⁵⁷ vers les États-Unis, le plus loin possible de leur pays pour les dissuader de rentrer. Inlassablement, on accuse les Occidentaux (principalement les gouvernements et les associations d'exilés anticomunistes) de mettre une série d'obstacles sur la route des candidat·e·s au retour⁵⁸. Budapest reproche notamment aux autorités occidentales de ne pas communiquer l'existence de l'amnistie dans les camps de réfugié·e·s. Un mémorandum autrichien répondant aux accusations hongroises rétorque qu'en Autriche, les réfugiés peuvent s'informer par eux-mêmes étant donné la liberté de l'information qui y règne, critiquant implicitement le Bloc de l'Est⁵⁹. Le 20 janvier 1957, un communiqué officiel de la Chancellerie dément l'affirmation selon laquelle les autorités autrichiennes empêchent les retours. Les réfugié·e·s, s'ils le souhaitent, seraient libres de rentrer⁶⁰. Tous ces reproches ont déjà été faits par le passé et rappellent fortement les conflits de l'URSS autour des réfugié·e·s d'Europe centrale en Autriche et en RFA principalement⁶¹.

La question des rapatriements suscite entre l'Autriche et la Hongrie une bataille diplomatique de longue haleine. Via sa représentation à Vienne, le Gouvernement hongrois avait demandé dès novembre 1956 la constitution d'une structure facilitant le rapatriement sur le sol autrichien. Ce sera chose faite à la mi-janvier 1957. La création de cette commission de rapatriement avait été finalement concédée par le gouvernement autrichien probablement comme réponse aux accusations selon lesquelles les autorités empêcheraient le retour de réfugiés. Après tergiversations, elle sera finalement composée de deux représentants de la République populaire hongroise, d'un représentant du Gouvernement autrichien, d'un observateur des Nations Unies (après l'insistance de Vienne et contre la volonté de la Hongrie)⁶². Le Gouvernement autrichien fait savoir qu'il ne reprendrait pas les réfugiés qui,

Quellen », in : Ibolya Murber et Zoltán Fónagy (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne : Czernin, 2006, pp. 256-257.

⁵⁶ *Pravda*, 25 novembre 1956, in : András Gémes, « Political Migration in the Cold War : The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in : Ann Katherine Isaacs (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise : Pisa University Press, 2007, p. 175.

⁵⁷ *Pravda*, 6 décembre 1956, cité in : Jules Witcover, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *Research Group for European migration problems*, vol. 6, n°1, janvier-mars 1958

⁵⁸ Ce discours est non seulement transmis dans les dépêches communistes et dans la presse hongroise, dans le mémorandum du 15 janvier mais aussi dans les échanges bilatéraux entre diplomates hongrois et pays d'accueil.

⁵⁹ Szentesi, « Anschuldigungen gegen Österreich », *art. cit.*, pp. 243-282 ; Lajos Gecsényi, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », *Ungarn-Jahrbuch* (27) 2004, pp. 269-290.

⁶⁰ *Wiener Zeitung*, 22 janvier 1957, cité in : Szentesi, « Anschuldigungen gegen Österreich », *art. cit.*, p. 259.

⁶¹ Par exemple autour de la diffusion des décrets d'amnistie dans les camps : Summary facts relating to the Soviet Redefection Campaign (rapport en possession de la Mission américaine aux Nations unies) non daté, non signé, p. 6, NARA : RG 84, NND 979141-84-1030D, Box 57.

⁶² Andreas Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute : österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz : UPG, unipress Graz, 2010, pp. 145 et suivantes ; Gémes, « Political Migration in the Cold War »,

une fois rentrés en Hongrie, tenteraient de retrouver l'Autriche⁶³. La Commission se met au travail en février 1957 dans les camps de Basse-Autriche et de Vienne. Son représentant hongrois, remerciant les autorités autrichiennes pour leur collaboration et exhortant les autres pays d'accueil à suivre son exemple, déclare à Radio Budapest : « nous ne voulons forcer aucun réfugié à retourner en Hongrie ». Il précise que les réfugiés ont été avertis « avec franchise » que la situation économique n'est pas encore favorable⁶⁴. Ce genre de propos, plutôt à l'avantage des émissaires hongrois, est surtout rapporté par la presse communiste. Pourtant, même les collaborateurs de *Radio Free Europe* reconnaissent que « l'attitude de la Commission était toujours parfaitement correcte »⁶⁵.

La première visite de la Commission est accueillie par des jets de pierres⁶⁶ et dans le camp de Mödling en février, une centaine de réfugié·e·s avaient organisé une manifestation⁶⁷. Présents en nombre, les reporters occidentaux rapportent, non sans satisfaction, ce type d'incident⁶⁸.

L'Agence télégraphique de Petrograd (ATP) commente quant à elle :

Les Hongrois qui se sont réfugiés en Autriche ne voient pas d'un bon œil les émissaires de M. Kadar, venus les persuader de rentrer dans leur pays. [...] Les émigrés ont chassé les « prédicateurs » communistes et brûlé un fanion sur lequel on avait reproduit – sans grande psychologie – les portraits de Kadar et Khrouchtchev !⁶⁹

Après cet événement, la Commission ne se rend plus directement dans les camps mais opère dans des bâtiments à proximité. Sa venue est généralement annoncée dans les camps et les réfugié·e·s peuvent se manifester auprès de la direction pour se rendre à un entretien. Aucun procès-verbal des auditions n'est autorisé⁷⁰.

Cette campagne officielle ne passe pas seulement par les commissions de rapatriements mais elle est aussi menée via les représentations consulaires hongroises basées dans les seconds pays d'accueil. Leur personnel s'efforce par tous les moyens d'attirer les candidat·e·s au retour (tracts ; bulletins ; tentatives de visites dans les camps, etc.).

art. cit., p. 175 ; Ferenc Cseresnyés, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution, op. cit.*, p. 402.

⁶³ League of Red Cross Societies, Report on the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria during january 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁶⁴ [AFP], « L'activité de la commission de rapatriement », *Voix ouvrière*, 22 janvier 1957.

⁶⁵ *The behavior of the Repatriation Commission was always perfectly correct*. First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, p. 3, HU OSA :300-40-1:258.

⁶⁶ *Die Presse*, 7 février 1957, in : Gémes, « Political Migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 175.

⁶⁷ Ibolya Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution, op. cit.*, p. 364.

⁶⁸ Par ex., « Misserfolg der ungarischen Repatriierungskommission », *Neue Zürcher Zeitung*, 2 février 1957.

⁶⁹ [ATP], « Les réfugiés hongrois contre les émissaires de Kadar », *Feuille d'Avis de Lausanne*, 9 février 1957.

⁷⁰ À peine les représentants hongrois parviennent-ils à noter les noms des personnes hésitantes ou décidées à rentrer : Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, p. 364.

« *Nous avons dû abandonner nos pauvres réfugiés* »

Les personnes souhaitant rentrer en Hongrie peuvent s'adresser aux ambassades et légations hongroises mais aussi aux autorités des pays d'accueil pour demander leur rapatriement⁷¹.

Depuis janvier 1957, un accord obtenu par Budapest obligeait l'Autriche à accorder des visas de transit aux rapatrié·e·s hongrois·es des autres pays d'asile, pour autant que leur retour soit volontaire et qu'ils ne soient pas « exposés à des représailles en Hongrie »⁷².

Celles et ceux qui se décident à rentrer sont généralement acheminé·e·s dans un camp viennois et attendent l'accord (donné dans la plupart des cas) des autorités hongroises pour leur rapatriement. Elles leur délivrent leur *certificat de retour*, une procédure datant là aussi de 1955. Parmi les réfugié·e·s, les rumeurs vont bon train. Ils et elles sont en proie à un dilemme. Rester pour bâtir leur vie en Occident ou croire aux promesses de pardon et retourner en Hongrie, alors que le calme semble revenu. Les promesses d'amnistie côtoient les bruits les plus effrayants : les personnes qui se rendent à l'ambassade disparaîtraient purement ; si elles parviennent à rentrer, elles seraient rouées de coups à la frontière, leur passeport tamponné d'un signe marquant leur dissidence et péjorant toutes leurs démarches futures⁷³.

Face à la question du rapatriement, le HCR est rapidement appelé à se positionner et se trouve confronté à un enjeu mêlant humanitaire et politique internationale. Sous l'égide d'Auguste Lindt, le HCR se présente volontiers en médiateur entre Est et Ouest⁷⁴. Il prévoit néanmoins une disposition : avant de rentrer, et cela depuis n'importe quel pays, les réfugié·e·s doivent signer une déclaration stipulant qu'ils ont pris leur décision de rapatriement en toute liberté et qu'ils donnent leur accord pour être remis aux autorités hongroises⁷⁵. En participant indirectement aux rapatriements de quelques milliers de personnes, l'organisation onusienne reconnaît que certaines d'entre elles souhaitent rentrer. Controversée, cette opération est alors attaquée par certains gouvernements occidentaux qui considèrent le rapatriement vers des pays socialistes comme « impensable »⁷⁶. Face à ce problème inattendu, le HCR adopte une position qui se veut neutre :

⁷¹ Par endroits, il n'était pas aisé pour les candidats de joindre une mission hongroise. Au Canada et dans bon nombre de pays d'Amérique du Sud, il n'y avait pas de Légation : [MTI], « *Wie können die ungarische Flüchtlinge heimkehren* », *Ungarischer Presse-Dienst*, n°47, 2. Jahrgang, 26 février 1958.

⁷² [AFP], « Pour le retour des réfugiés hongrois », *Voix ouvrière*, 25 janvier 1957.

⁷³ Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », *art. cit.*, pp. 364-365.

⁷⁴ Peter Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 113.

⁷⁵ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, *op. cit.*, p. 147.

⁷⁶ Gilbert Loescher, *The UNHCR and World Politics: a Perilous Path*, Oxford : Oxford University Press, 2001, p. 8. Pour les aspects légaux : Zieck, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees : a Legal Analysis*, *op. cit.*

The policy of this Office concerning repatriation of this group was exactly the same as for any other refugees within his mandate : his Office would do everything possible to ensure that the refugees were not submitted to pressure and were free to make their own decision on whether they wished to be repatriated or not. Whenever repatriation missions were allowed to visit them the High Commissioner would request an observer from his Office to be present in order to prevent any coercion.⁷⁷

Dans les faits, le HCR ne peut contrôler chaque cas. Ce sont donc souvent les pays d'accueil qui gèrent les rapatriements et organisent l'entretien préconisé par le HCR. La description des pratiques, ici au Luxembourg, permet de se faire une idée des procédures de rapatriement.

Les paroles de l'agent consulaire ainsi que celles des candidats au rapatriement étaient traduites par l'interprète afin que rien n'échappât aux observateurs luxembourgeois. Ceux-ci veillaient strictement à ce qu'aucune espèce de pression ne soit exercée sur les candidats. C'est en toute liberté qu'ils décidaient, après ces entrevues, de regagner ou pas la Hongrie. L'agent consulaire promettait-il qu'aucune sanction ne serait prise en Hongrie envers les rapatriés, les observateurs luxembourgeois faisaient remarquer que c'était là une promesse gratuite. En outre, chaque candidat était interrogé par les observateurs sur les motifs de sa décision de partir.⁷⁸

Les réfugié·e·s qui se décident à rentrer ne sont généralement pas répudiés par les œuvres d'entraide occidentale. Bien au contraire, on s'inquiète de leur sort et ils sont souvent encadrés jusqu'à leur retour en Hongrie. Pour comprendre ce suivi, arrêtons-nous sur l'une des rares sources documentant cet intervalle entre l'arrivée dans le « Monde libre » et le rapatriement de l'autre côté du Rideau de fer. En France, une partie des rapatriés ont été accompagnés jusqu'en Autriche par des employé·e·s du Comité inter mouvements auprès des évacués (CIMADE). Entre la fin 1956 et juin 1957, sur les 10 000 réfugié·e·s accueilli·e·s en France, ils et elles seront quelque 500 à rentrer en Hongrie depuis la France⁷⁹. Un long rapport de la CIMADE raconte le rapatriement d'un convoi transportant 139 personnes entre Paris et Vienne le 14 janvier 1957. Il est rédigé par une certaine Mme David, chargée d'accompagner le convoi. La première partie décrit aussi bien les étapes administratives avant le voyage que la déception qui anime les candidat·e·s au retour :

Lundi 14, Mr Cantan du Ministère de l'Intérieur a téléphoné à la Cimade pour annoncer que les deux convoyeurs de la Cimade devaient partir le soir même [pour] rejoindre le groupe des réfugiés hongrois à Strasbourg. [...]. Départ à 18h50 arrivée à Strasbourg à 24h. Nous étions attendus par un lieutenant qui nous a conduits en voiture à la caserne. Nous avons été accueillis chaleureusement [...] : « on vous attend comme le bon Dieu ». [...] Ils nous ont expliqué qu'il y avait eu des incidents, la veille, avec les réfugiés qui étaient impatients de partir et ne croyaient plus aux promesses qu'on leur avait faites.

Puis, Mme David décrit le voyage en détail. Son attitude se révèle compréhensive mais elle déplore visiblement la décision des réfugié·e·s :

Après toutes ces formalités, on nous a conduits auprès des réfugiés. Les 16 réfugiés de Paris nous ont reconnus et nous ont accueillis avec joie. Ils ont expliqué à leurs compagnons qui nous étions et on sentait

⁷⁷ UNREF Executive committee (4th session) Standing programme Sub-committee, 28 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁷⁸ Situation au Luxembourg : Mineurs hongrois non accompagnés, lettre de Jean Mersch à Dr Weiss, 24 juillet 1958 (la citation ne concerne pas seulement les mineurs mais tous les candidats au rapatriement), AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 198: 11/1-6/9/HUN/GEN 07/1956-05/1961, ARC-2/A41.

⁷⁹ Début juillet 1957, 9 766 réfugié·e·s hongrois sont en France, 2 603 ont pu partir au Canada, 492 choisissent de rentrer : Réfugiés hongrois. Situation au 5 juillet 1957, ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

vraiment le soulagement de tous ces gens qui se rendaient compte que leur départ approchait. [...] Nous avions à notre disposition deux wagons ([...] Très inconfortables !) où se sont entassés les 139 réfugiés dont 4 femmes. [...] A chaque station, Pierre et moi, nous nous pendions dehors pour voir si personne ne s'échappait ! La nuit passe ainsi sans incident. [...] Durant le voyage, nous avons fait à tour de rôle la navette dans les compartiments pour nous entretenir un peu avec les réfugiés autant qu'il était possible (avec un peu de français et allemand). [...] Nous devinions que certains réfugiés avaient le désir secret de s'échapper en Autriche. Notre inquiétude était (hélas !) mal fondée.

Le rapport raconte ensuite l'étroite surveillance des gendarmes autrichiens à chaque gare pour que personne ne sorte du wagon. À Vienne le convoi est accueilli par une soixantaine de personnes « moitié en civil, moitié en uniforme ». On explique à Mme David que les réfugiés dormiront dans la prison de Rossauer Lände et qu'ils seront conduits au Consulat hongrois. Mme David déplore l'absence de la représentante de l'Ambassade française qui devait les accueillir. Le lendemain, cette dernière lui explique « très franchement » qu'elle n'est pas venue, car elle craignait la réaction de certains réfugiés à qui elle avait promis, au moment de leur départ en France, qu'ils ne devraient pas séjourner dans des camps.

Alors nous avons dû abandonner nos pauvres réfugiés avec le cœur gros ne sachant absolument pas ce qu'ils allaient devenir. Les autorités nous ont également dit qu'ils demanderaient encore à tous s'ils voulaient vraiment rentrer en Hongrie.

Mme David passe alors le temps qu'il lui reste à Vienne pour recueillir des nouvelles des futur·e·s rapatrié·e·s⁸⁰. Ce témoignage révèle que les accusations répétées par les observateurs hongrois selon lesquelles les Occidentaux s'évertueraient à dissuader les candidat·e·s au retour ne sont pas tout à fait infondées.

Retour de Yougoslavie

Ce que le Ministère des Affaires étrangères hongrois n'était pas parvenu à faire en Autriche – traiter le rapatriement de manière bilatérale sans l'intervention du HCR – il parvient à le réaliser en Yougoslavie, dans un premier temps seulement. Rappelons que le gouvernement yougoslave avait tergiversé avant d'opter pour l'accueil des fugitif·ve·s hongrois·es, sans doute pour se faire bien voir des puissances occidentales. Au tout début de l'exode, les autorités yougoslaves n'hésitaient pas à renvoyer des réfugié·e·s *manu militari* en Hongrie avant de finalement décider de les accueillir.

Comme dans le cas de l'Autriche, le gouvernement hongrois demande à la Yougoslavie de prendre des mesures pour favoriser le rapatriement. Fin novembre, un premier accord est signé entre autorités hongroises et yougoslaves. Certes il stipule que le souhait des réfugié·e·s doit être respecté⁸¹, mais il admet également que des délégations hongroises puissent visiter

⁸⁰ Compte rendu du voyage Paris-Vienne du 14 janvier 1957 (Mme David et Pierre Muller), ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

⁸¹ Attila Kovács, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában, 1956–1957 » [La gestion de la question des réfugiés hongrois en Yougoslavie, 1956-1957], in : Stefano Bottoni (éd.), *1956 mint menekültválság. Új*

des camps et « parler » aux réfugié·e·s, c'est-à-dire essayer de les convaincre de rentrer. Fin 1956, 141 personnes se décident à reprendre le chemin de la Hongrie⁸². Les termes de l'accord entre les gouvernements Tito et Kádár n'ayant pas été révélés, ces négociations attisent les soupçons des Occidentaux et du HCR. Certains observateurs, dont le Ministère des Affaires étrangères britanniques, supputent que l'accord mène à des rapatriements forcés⁸³. Le fait que les réfugié·e·s ont la possibilité de revenir sur leur décision tend à démentir cette hypothèse : parmi ce premier contingent de rapatrié·e·s, neuf personnes avaient pu changer d'avis au dernier moment. En décembre, des commissions de rapatriements opèrent dans les secteurs de Kotoriba, en actuelle Croatie et du côté serbe, à Horgos : les deux principaux points de chute des réfugié·e·s⁸⁴. Les autorités yougoslaves autorisent alors la venue d'une mission d'observation du HCR sur son sol. Son représentant Amir Hoveyda témoigne s'être entretenu avec des personnes ayant refusé d'entrer en contact avec la mission hongroise de rapatriement. Il rapporte que ces dernières ont eu la liberté de ne pas être interviewées par la mission⁸⁵. Le HCR est progressivement inclus dans les négociations entre Hongrois et Yougoslaves et, dès le 18 février, ses observateurs accompagnent la Commission dans les camps. Leur but : vérifier que les rapatriements ne sont pas le résultat de pressions. Les autorités yougoslaves sont de plus en plus méfiantes envers les initiatives hongroises, leur acharnement à demander accès aux camps, listes de noms, etc., et posent parfois des limites. À titre d'exemple, nous pouvons citer la vigilance de la police yougoslave face aux agents « déguisés en réfugiés » aussitôt renvoyés en Hongrie. Néanmoins, cette bonne volonté est peut-être due au contrôle étroit du HCR. En septembre, alors que les projecteurs se sont détournés de la Yougoslavie, Kádár et Tito entérinent un accord permettant le renvoi des éventuels nouveaux fugitifs hongrois⁸⁶.

Au printemps, la situation des réfugié·e·s stagne : les opportunités d'émigrer outre-mer se font attendre. Jusqu'au 1^{er} mars, seulement 237 personnes avaient pu rejoindre un pays occidental sur les 17 087 arrivées en territoire yougoslave⁸⁷. C'est entre autres cette attente qui pousse un

olvasatok egy ismert történethez [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016, p. 444.

⁸² Katarina Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », in : M. János Rainer, *The 1956 Hungarian revolution and the soviet bloc countries : reactions and repercussions*, Budapest : The Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, 2007, p. 119.

⁸³ « La Yougoslavie a rapatrié cent quarante et un réfugiés », *Feuille d'Avis de Lausanne*, 8 décembre 1956.

⁸⁴ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 119.

⁸⁵ « La Yougoslavie est, à son tour, débordée par les réfugiés hongrois », *Gazette de Lausanne*, 25 janvier 1957.

⁸⁶ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, pp. 115 et 119-121 ; Kovács, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában », *art. cit.*, p. 444

⁸⁷ Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie - Présenté par le Secrétaire général et le Haut-commissaire pour les réfugiés, s.d., UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 4.

grand nombre d'entre elles à renoncer à leur émigration et à rentrer en Hongrie. À la fin du délai d'amnistie début avril, ils sont 2 107 à avoir opté pour le rapatriement⁸⁸. Ce chiffre relativement haut a de quoi surprendre. Le travail inlassable des promoteurs du rapatriement y est sans doute pour quelque chose. Un autre phénomène participe peut-être à ce taux élevé : il semble que de nombreux parents se sont rendus en Yougoslavie dans le but de ramener leurs enfants, partis seuls⁸⁹.

Face à la question des rapatriements, les autorités yougoslaves adoptent une attitude ambiguë, symptomatique de leur position de balance entre l'Est et l'Ouest. Pour la Yougoslavie, la question du rapatriement représente un moyen de pression envers les organisations pour obtenir les financements nécessaires à l'entretien des réfugié·e·s et pour accélérer les départs vers l'Ouest. En février, le ministre de l'Intérieur Svetislav Stefanovic explique à des médias occidentaux que c'est parce qu'ils ne supportent pas l'interminable attente d'une potentielle émigration vers l'Occident que beaucoup de réfugiés se décident à rentrer. Ce discours vise sans doute à motiver les pays à accepter d'accueillir les réfugié·e·s en Yougoslavie. L'historienne Katarina Kovačević juge cette déclaration quelque peu hypocrite vu la tolérance du gouvernement pour la propagande hongroise. La distribution de journaux et la projection de films visant à faire changer d'avis les réfugié·e·s sont même autorisées dans les camps⁹⁰.

Mais la crise yougoslave connaît bientôt son dénouement : des pays occidentaux sont finalement prêts à accueillir des réfugié·e·s de Yougoslavie. Ils envoient leurs missions vers lesquelles les Hongrois·es peuvent désormais se tourner. Continuant à œuvrer, la mission hongroise se trouve cette fois dans une forme de concurrence avec les missions américaine ou brésilienne, ce qui rend ses chances quasi nulles de recruter des revenants. Les chiffres témoignent de cette décroissance : jusqu'en septembre 1957, le total des rapatriements atteint 2 665 personnes, à peine 500 de plus qu'en avril⁹¹. Si le HCR a réussi à évacuer si rapidement plus de 15 000 personnes vers l'Occident, c'est grâce à une sensibilisation efficace menée de front par le CIME, le HCR, le très anticomuniste USEP, ainsi que d'autres lobbyistes. Il s'agit indirectement d'éviter que les déçus ne rentrent en Hongrie.

Dans leur rapport final, les fonctionnaires hongrois de la Commission de rapatriement expliquent non sans réalisme que la raison principale pour laquelle la plupart des dissident·e·s ne souhaitent pas rentrer – outre la concurrence des pays occidentaux – est la peur d'être

⁸⁸ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 121.

⁸⁹ UNREF Executive committee (4th session) Standing programme Sub-committee, 28 janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

⁹⁰ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, pp. 115 et 120.

⁹¹ Edward B. Marks, Hungarian Refugees in Yugoslavia, 1^{er} octobre 1957, p. 1, AOIM : SIT-00-23.

déporté·e en URSS. Deuxième raison de non-retour selon le rapport : les réfugié·e·s estiment que « le gouvernement Kádár exerce son pouvoir contre le peuple »⁹².

Le front des mineur·e·s non accompagné·e·s

Que ce soit en Autriche ou en Yougoslavie, les promoteurs hongrois du rapatriement portent une attention particulière à un groupe social relativement bien représenté parmi les exilé·e·s : les mineur·e·s non accompagné·e·s. Selon les estimations hongroises, ils seraient entre 12 et 13 000 à avoir fui vers l'Ouest⁹³. Comme nous l'avons vu, il s'agissait aussi bien d'enfants partis de leur plein gré que d'enfants envoyés en Occident par leurs parents, misant sur un avenir plus prometteur de l'autre côté du Rideau de fer.

Dès la fin 1956, la presse et les autorités hongroises clament qu'un très grand nombre d'enfants ont quitté leur patrie « à la légère » ou par « esprit d'aventure » sans l'accord de leurs parents⁹⁴. Plusieurs acteurs hongrois somment les autorités des pays d'accueil et organisations internationales de collaborer à leur rapatriement. Pendant toute l'année 1957, cette campagne pour le rapatriement des enfants est notamment relayée par le Front patriotique et le Conseil national des femmes hongroises qui publie des appels dans la presse hongroise, ainsi que par les médias d'obédience communiste⁹⁵. On insiste sur le « grand nombre de jeunes, insoucians et mal informés » ayant quitté la Hongrie et sur le désespoir de leurs mères restées au pays :

Les mères hongroises demandent à la FDIF [ndlr. Fédération démocratique internationale des femmes], aux organisations féminines et à toutes les mamans de les aider à ce que les jeunes gens et jeunes filles [...] retournent dans leur patrie, dans leur famille. [...] Nous ne leur promettons pas une vie facile car notre pays doit surmonter de nombreuses difficultés mais nous leur promettons de la compréhension et de l'affection.

Et l'appel de devenir concret :

Allez dans les camps de réfugiés là où ils existent, allez trouver les jeunes Hongrois sur leur lieu de travail et dites-leur ce que vous diriez à vos propres enfants : leurs mamans, leurs familles, leur patrie les attendent les bras ouverts, avec une affection sincère.⁹⁶

Radio Budapest clame quant à elle que nombre de ces jeunes sont partis dans l'espoir de rejoindre les USA, de pouvoir acheter une auto ou de faire un safari en Afrique⁹⁷. Le régime

⁹² Rapport issu des archives nationales hongroises, MNL OL : XIX-J-1-j, Jugoszlávia-20/f-007863/1956 (26. doboz), cité in : Ibolya Murber, « Az 1956-os magyar események hatása a jugoszláv-magyar kapcsolatok alakulására és a menekültkérdés [Les effets des événements hongrois sur les relations hungaro-yougoslaves et sur la formation de la question des réfugiés] », *Limes* 18 (3), 2006, p. 77.

⁹³ Note du 30 janvier 1958, MNL OL : XIX-J-1-j, Ausztria, XII-112, sz. n. (30. Doboz).

⁹⁴ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, op. cit., p. 152.

⁹⁵ Par exemple : « Kétségesett szülők, kétségesett gyerekek.... A Magyar Nők Országos Tanácsa, a Hazafias Népfront és a Magyar Vöröskereszt tiltakozása » [Parents désespérés, enfants désespérés. L'appel du Conseil national des femmes hongroises, du Front patriotique du peuple et de la Croix-Rouge hongroise], *Népszabadság*, 31 août 1957 ; « Appel du Conseil national des femmes hongroises », *Horizons féminins*, février-mars 1957.

⁹⁶ « Un appel du Conseil national des femmes hongroises », *Voix ouvrière*, 12-13 janvier 1956.

mène ce combat parallèlement à la volonté de regrouper les familles, ce regroupement ne pouvant avoir lieu, aux yeux des fonctionnaires, qu'en Hongrie⁹⁸.

En février 1957, les mineur·e·s non accompagné·e·s sont plus de 5 000 en Autriche. D'aucuns ont déjà rejoint un pays tiers, d'autres sont rentrés en Hongrie⁹⁹. Dans un premier temps, l'Autriche avait laissé un certain nombre de mineur·e·s rejoindre un second pays d'accueil – notamment en Suisse¹⁰⁰. Là, ils sont confiés aux autorités tutélaires ou à des familles proposant de les accueillir. Une discorde austro-hongroise autour des mineur·e·s non accompagné·e·s mène à l'arrêt de ces réinstallations. Elle est due à un vide juridique : la question de l'autorité légale des réfugié·e·s mineur·e·s n'est pas réglée. Qui est responsable de ces jeunes ? Leurs parents, clame la Hongrie ; les jeunes eux-mêmes, estiment les autorités autrichiennes. Ne pouvant s'appuyer sur aucune disposition de la Convention de 1951, le HCR est partagé¹⁰¹. En décembre 1956, il s'oppose à ce que les jeunes non accompagné·e·s quittent l'Autriche pour un second pays d'asile de manière trop précipitée. D'une part, le HCR espère temporiser en attendant un éventuel accord et d'autre part, se rendant compte que beaucoup de jeunes souhaitent effectivement rentrer en Hongrie, il réfléchit au cadre à donner à ces retours et s'inquiète des coûts de l'opération. Dans une réunion, l'un de ses fonctionnaires évoque le cas de l'Angleterre. Plusieurs jeunes candidats au retour se sont rendus à la Légation hongroise à Londres. Celle-ci se plaint de ne pas avoir les moyens de les rapatrier et demande des contributions occidentales¹⁰².

Pour apporter une solution générale à ce problème, une tentative d'accord s'amorce au printemps 1957 entre le vice-ministre des Affaires étrangères à Budapest et le CICR. Mobilisé comme médiateur par la Hongrie, le CICR ne peut rien contre l'enlisement de cette question au cours du printemps 1957. Tandis que la Hongrie demande que tous les enfants soient rapatriés, l'Autriche préconise le libre arbitre des jeunes. Le gouvernement hongrois réclame la liste des mineur·e·s établi·e·s en Occident et plaide pour que la Croix-Rouge hongroise –

⁹⁷ [United Press], « Österreich als Asylland », *Neue Zürcher Zeitung*, 1^{er} décembre 1956.

⁹⁸ De nombreuses familles avaient été dispersées et des parents étaient aussi partis sans enfants. Si les autorités hongroises préconisent le rapatriement, elles laisseront tout de même des enfants rejoindre leurs parents (ainsi que des épouses leur mari) en Occident : Isabelle Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles : Bruylant, 1998, pp. 71-73.

⁹⁹ Eduard Stanek, *Verfolgt, verjagt, vertrieben : Flüchtlinge in Österreich [von 1945-1984]*, Vienne ; Munich ; Zurich : Europaverlag, 1985, p. 73.

¹⁰⁰ Minderjährige ungarische Flüchtlinge in der Schweiz, lettre de M. Mottier (Division de justice) à la Division de police, 26 août 1957, CH-BAR#E4001D#1973/125#1434*.

¹⁰¹ Il ouvre d'ailleurs un bureau spécial pour s'occuper de cette question : Engelke, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich », *art. cit.*, p. 11.

¹⁰² Mr. Kelly (HCR), Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, Co-ordinating Sub-Committee for Assistance to refugees from Hungary, Summary record on the fourth meeting held at the Palais des nations, Geneva, 19 décembre 1956, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

qui ne semble jouir d'aucune indépendance vis-à-vis du pouvoir politique – soit la principale responsable des rapatriements. La Croix-Rouge hongroise dit crouler sous les demandes de parents. Face aux attentes inconciliables, aucun accord général n'est trouvé¹⁰³.

Dans le même temps, certains pays avaient déjà trouvé des solutions. Le Royaume-Uni et la France, par exemple, chargeaient leur Légation à Budapest de convoquer les parents de mineur·e·s candidat·e·s au retour pour vérifier s'ils demandaient effectivement le retour de leur progéniture¹⁰⁴. Face à la pression des attachés diplomatiques hongrois et constatant probablement que certains jeunes souhaitent effectivement rentrer, certains pays occidentaux comme la Suisse et la France, participent même financièrement au transport des revenant·e·s¹⁰⁵. L'Autriche décide finalement de distinguer les enfants de moins de 14 ans, dont les parents peuvent décider du destin, et les jeunes de 14 à 18 ans, qui contrairement au premier groupe, doivent avoir le dernier mot¹⁰⁶. Le rapatriement des mineur·e·s non accompagné·e·s demeurera un véritable cheval de bataille pour la Hongrie de Kádár. Dès 1957, les autorités hongroises facilitent le retour de personnes nées après le 1^{er} octobre 1938, c'est-à-dire mineures au moment de l'Insurrection en promettant que leur demande sera rapidement traitée et avec bienveillance¹⁰⁷. En Hongrie, on ne cesse de publier des textes à l'attention des parents dont la progéniture a rejoint l'Occident pour les pousser à entreprendre des démarches en vue de leur rapatriement et cela bien au-delà du printemps 1957. Jusqu'au 30 avril 1957, parmi les 11 447 retours comptabilisés par les autorités hongroises, ils sont 973 à avoir moins de 14 ans et 2 711 entre 15 et 19 ans¹⁰⁸.

La question du rapatriement des mineur·e·s non accompagné·e·s se pose également en Yougoslavie, où ils et elles sont quelque 1 500 à avoir fui. Grâce à la collaboration des autorités yougoslaves, les promoteurs du rapatriement auront légèrement plus de marge de

¹⁰³ Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge*, op. cit., pp. 75-81 ; Sylvie Arsever, « L'après-guerre dans les archives du CICR (4). Hongrie 56 : les enfants otages », *Le Temps*, 18 août 2005 ; Ibolya Murber, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », art. cit., p. 374.

¹⁰⁴ Rapport sur l'activité de l'OFPRA au cours de l'année 1957, AOFPPRA : DIR1/2 ; Rapport sur l'action de secours en Hongrie, CICR, Genève, 1957, 31-33 ; UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 4 ; Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge*, op. cit., pp. 78 et 98-101.

¹⁰⁵ The repatriation of Hungarian refugees from France, RFE News Bureau, Paris, 5 juin 1957, ITEM n°3419/57, OSA : Digital 1956 Archives, http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/rferl_cii/index.html (31.07.2016).

¹⁰⁶ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, op. cit., p. 152 ; Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge*, op. cit., p. 73.

¹⁰⁷ Lettre d'Auguste Lindt à M. Szita, janvier 1958, AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 198: 11/1-6/9/HUN/GEN 07/1956-05/1961, ARC-2/A41 ; [MTI], « Wie können die ungarische Flüchtlinge heimkehren », *Ungarischer Presse-Dienst*, n°47, 2. Jahrgang, 26 février 1958.

¹⁰⁸ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 8. Az illegálisan külföldre távozottak hazatérése [8. Le rapatriement des personnes ayant illégalement rejoint l'étranger], *Regio 4* (1991), p. 198.

manœuvre qu'en Autriche. Ils parviendront à convaincre 835 jeunes non accompagnés de moins de 18 ans de rentrer chez eux dans les semaines suivant l'exode¹⁰⁹. Les autorités yougoslaves semblent abonder dans le sens de la Croix-Rouge hongroise : la place de ces jeunes, partis sur un coup de tête, est en Hongrie. En accord avec le HCR, le Département des Affaires étrangères yougoslaves avait placé les enfants hongrois non accompagnés sous l'autorité de la Croix-Rouge yougoslave. Au printemps 1957, tous les mineur·e·s non accompagnés sont rassemblés au camp de Bela Crkva. Les enfants de moins de 14 ans réclamés par leurs parents sont alors rapatriés sans plus de procédure. Quant aux jeunes entre 14 et 18 ans, on agit au cas par cas. Les facteurs décisionnels reposent sur l'avis des parents et du jeune. Des raccourcis sont opérés par la Croix-Rouge yougoslave : elle envoie par exemple une liste de 34 mineur·e·s à la Croix-Rouge hongroise et se déclare prête à les rapatrier à condition de recevoir l'accord écrit des parents¹¹⁰. Du pain béni pour la Croix-Rouge hongroise qui peut faire pression auprès des parents dont on imagine bien l'embarras. Il faut également leur accord pour que les autorités yougoslaves permettent l'émigration de leur fils ou fille vers un pays tiers.

Certains parents souhaitent réellement le retour de leur enfant, d'autres ne le souhaitent pas. Présente au printemps 1957 dans le camp de Bela Crkva, Dominique Auclères, envoyée spéciale du *Figaro*, s'interroge : « si j'étais une mère hongroise demeurée à Budapest, demanderais-je que mon enfant me soit rendu ? ». Elle reconnaît que certains retours, ceux des enfants de moins de 14 ans, sont légitimes : « nous ne voyons que parents courant à la rencontre de gosses rapatriés à la frontière hongroise, que baisers mouillés de larmes ». En revanche, elle estime que si ce sont des adolescents, elle renoncerait peut-être de les avoir auprès d'eux dans l'intérêt de leur avenir. Auclères avance que « permettre à son fils de chercher fortune chez les capitalistes, c'est peut-être s'exposer à la prison ou à la mort ». De fait, les conséquences pour les parents qui font le choix de laisser leurs enfants partir ne sont pas toujours dramatiques. L'émigration est permise sur la base du consentement parental qui doit être revêtu du cachet des autorités hongroises. La journaliste interroge une jeune fille ayant obtenu son cachet et désormais inscrite sur la liste du Canada : « votre père a du courage », lui dit-elle. « Mais non », répond la jeune fille, « le maire est son meilleur ami et puis les cachets, cela se trouve ».

¹⁰⁹ Kovačević, « The Refugee Problem in Yugoslavia », *art. cit.*, p. 122.

¹¹⁰ Vonèche, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge*, *op. cit.*, pp. 70-71.

Bilan intermédiaire

Au cours du printemps 1957, les rapports officiels tels que ceux de l'ONU et du HCR font, dans un premier temps, l'impasse sur la question des rapatriements ou présentent des chiffres très approximatifs. À titre d'exemple, l'Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie de mars 1957 conjointement présenté par le HCR et l'ONU mentionne que sur les 170 743 réfugiés arrivés en Autriche, « deux ou trois mille » réfugiés sont rentrés en Hongrie. On mentionne avec plus de précision les 976 réfugiés déjà rentrés de Yougoslavie sur les 17 087 réfugiés ayant atteint ce pays¹¹¹ mais ce chiffre est en réalité sous-évalué. Ce type de biais est dû, selon nous, à une forme de négation du phénomène au sein des agences onusiennes. Les estimations de la Croix-Rouge sont souvent plus réalistes : au même moment, elle fait état du rapatriement de 2 124 réfugiés depuis les camps yougoslaves¹¹². Les rapports de La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge mentionnent pour la première fois la question des rapatriements en janvier 1957. Elle évoque alors le chiffre approximatif de 2 300 retours « sous les auspices des autorités autrichiennes ». En d'autres termes, la Ligue ne nie pas le phénomène et va même jusqu'à avancer que le chiffre réel de retours est plus élevé, considéré qu'on ne comptabilise pas les retours illégaux (c'est à dire sans demande auprès de l'ambassade hongroise) dont le nombre est impossible à évaluer¹¹³.

Contrairement au HCR, les autorités hongroises comptent scrupuleusement chaque retour pendant les délais de l'amnistie. Elles dénombrent au total 11 447 rapatriements volontaires jusqu'à mai 1957, moment de la fin du délai d'amnistie¹¹⁴. Ces chiffres sont issus du rapport confidentiel du Bureau central de statistiques hongroises et peuvent être considérés comme fiables. Dans un rapport datant de 1958, le HCR prenait cette fois en compte le phénomène et son comptage ne diffère finalement pas des rapports hongrois. Il évoque le chiffre de 4 470 rapatriés depuis l'Autriche, 2 222 retours depuis la Yougoslavie et 2 800 depuis les autres pays d'accueil, ce qui porte le total à 9 492 personnes rentrées avant le 1^{er} mai 1957¹¹⁵, à peine 1000 personnes de moins que l'estimation hongroise. Le bureau hongrois de *Radio Free*

¹¹¹ Aide-mémoire sur l'assistance internationale à fournir aux réfugiés de Hongrie - Présenté par le Secrétaire général et le Haut-commissaire pour les réfugiés, mars 1957, UNAG : G.I 30/1 20496, Jacket 3.

¹¹² Relief on action in aid of hungarian refugees in Yugoslavia, League of Red Cross Societies, avril 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹¹³ Report On the League operation on behalf of hungarian refugees in Austria during january 1957, League of Red Cross Societies, janvier 1957, UNAG : G.I 30/2 20533, Jacket 2.

¹¹⁴ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról, *art. cit.*, 8. Az illegálisan külföldre távozottak hazatérése, p. 198.

¹¹⁵ Report of the United Nations High Commissioner for Refugees, A/3585/Rev.1, 1^{er} janvier 1958. En ligne : <http://www.unhcr.org/excom/unhcrannual/3ae68c710/report-united-nations-high-commissioner-refugees.html> (20.07.2018).

Europe est également très attentif au nombre de *redefectors*. Il rassemble documentation et chiffres sur le sujet¹¹⁶.

La convergence des résultats de ces rapports – confidentiels ou peu accessibles au grand public – contraste avec les estimations distillées dans les médias des deux côtés du Rideau de fer. Dans la presse occidentale, les estimations vont rarement jusqu'à 10 000 retours. À titre d'exemple, l'agence Reuters fait état, en septembre 1957, d'un total de 6 000 réfugiés, rentrés « parce qu'ils désespéraient de pouvoir quitter jamais les camps de réfugiés d'Autriche ou d'autres pays »¹¹⁷. La presse ne s'attarde pas sur ces rapatriements. Présent en Autriche au printemps 1957, le cinéaste français Marcel Hanoun déplore ce silence. Pendant le tournage d'un film sur les réfugiés, il se rend plusieurs fois à la Légation hongroise de Vienne où il constate le départ de cars de rapatriés (par quarantaine ou cinquante). Curieux, il se renseigne auprès du personnel de la Légation qui lui donne un chiffre réaliste en ce début 1957 : environ 2 000 réfugiés ont pris le chemin du retour. Mais ils seraient plus de 14 000 à avoir franchi clandestinement la frontière en direction de l'Est. Réagissant à un article du *Monde* qui occultait les chiffres du rapatriement, Hanoun raconte cette histoire au courrier des lecteurs du quotidien et s'exclame : « ces chiffres sont ridiculement bas par rapport à ceux de l'émigration, alors pourquoi les omettre ? »¹¹⁸. La presse occidentale avait sans cesse insisté sur l'enfer que quittaient les « malheureux fugitifs » et sur leur bonheur d'avoir rejoint le « Monde libre ». Après cela, il était sans doute difficile d'admettre, pour un journaliste du *Monde* ou du *New York Times*, que des personnes, même peu nombreuses, souhaitent retourner vers la Hongrie de Kádár. La presse, les œuvres d'entraide, mentionnent les retours mais pour mieux insister sur le destin de la majorité :

Dès leur arrivée, ils racontaient la joie physique d'avoir échappé à la mort et à la déportation, ils racontaient leur aventure. [...] Pris en charge par les pays d'accueil [...], certains n'ont pas pu résister au désir de rentrer chez eux. Le mal du pays, la femme et les enfants laissés là-bas ont pesé plus fort que la peur. Mais ils sont restés plus de 180 000 pour lesquels il n'y a plus de « chez eux ».¹¹⁹

Quant à la presse communiste, elle est non seulement bavarde sur le phénomène mais, comme on peut s'y attendre, donne des chiffres à la hausse¹²⁰.

¹¹⁶ HU OSA :300-40-1:258, Hazatérés [Rapatriement], 1957–1958.

¹¹⁷ « Six mille réfugiés de retour en Hongrie », *Feuille d'avis de Lausanne*, 4 septembre 1957.

¹¹⁸ « Le rapatriement des réfugiés hongrois », *Le Monde*, 14 mars 1957.

¹¹⁹ C. Olivier, « 9000 réfugiés hongrois installés en France apprennent à aimer notre pays », *Journal de la CIMADE*, mars 1958.

¹²⁰ James P. Niessen, « Hungarian Refugees of 1956 : From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies* 9, 2016, p. 131.

« Ces 6 semaines étaient pour moi comme 6 ans ». *Propagande autour du retour*

Dans son rapport, Mme David – cette représentante accompagnant des revenant·e·s de Paris à Vienne – relève la présence de journalistes autrichiens sur le quai de la gare de Vienne qu'elle identifie aussitôt comme communistes. Elle avait vu juste : le lendemain, la *Volksstimme* (organe du Parti communiste autrichien) raconte l'arrivée du convoi à Vienne insistant sur les « traces de privations, de la fatigue et surtout de la déception » marquant le visage des réfugié·e·s sur le chemin du retour vers la Hongrie. Le quotidien explique que ce n'est pas l'état déplorable des camps français qui les a décidés à rentrer mais « les salaires de famine » qu'on leur aurait proposés, « tandis que les plus jeunes étaient exposés à des prospecteurs de la Légion étrangère ». L'article rapporte encore la parole d'un réfugié : « ces 6 semaines étaient pour moi comme 6 ans ». Et le journaliste d'évoquer des cris de joie sur le quai : « à la maison, à la maison ! »¹²¹.

Il s'agit là de l'un des innombrables textes visant à montrer, d'une part que des réfugié·e·s espèrent rentrer ou sont déjà rentré·e·s en Hongrie et d'autre part, la déception qu'ils et elles auraient connue au contact de l'Occident capitaliste. Dans l'immédiat de 1956, on trouve ce type de textes dans la presse communiste occidentale ou du Bloc de l'Est, dans des bulletins ou dans le *Magyar Hírek* [Nouvelles hongroises] – le journal de la MVSz –, dans des émissions de radio et différents ouvrages rapportant l'expérience des rapatrié·e·s.

Contrairement aux brochures relativement inoffensives de 1955 qui ne critiquaient qu'en filigrane le système capitaliste et le monde occidental, ces textes se veulent plus incisifs. L'énorme choc de l'Insurrection est passé par là. En termes d'image, le camp communiste ne pouvait pas se raccrocher à grand-chose et l'exode des Hongrois·es, éclatant plébiscite pour l'Ouest, parlait de lui-même. Les premières critiques de l'URSS ou du Bloc de l'Est dénonçant par exemple les conditions prétendument déplorables dans lesquelles les réfugié·e·s seraient accueilli·e·s en Occident ne tenaient pas la route. Restent les rapatriements, qui, s'ils sont minoritaires, sont bien existants. L'article cité ci-dessus résume bien ce revirement. Ce ne sont *pas* les mauvaises conditions qu'ont connues les réfugié·e·s mais leur déception qui les a menés à prendre le chemin du retour. En d'autres termes, l'Occident n'est pas l'horizon doré que beaucoup imaginaient. Dans les discours communistes produits sur les réfugié·e·s, leur image oscille constamment entre celle de *traîtres* abandonnant leur patrie et de celle de *victimes* de la propagande de *Radio Free Europe* et consorts¹²². Quand ce ne sont pas des

¹²¹ *Volksstimme*, sans titre, non daté, ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

¹²² Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, op. cit., p. 150. Dès le début 1957 émerge un discours culpabilisant sur les « émigrés » présentés implicitement comme des traîtres. En février 1957, Radio Budapest insiste sur le

bandits. Comme les insurgé·e·s – régulièrement dépeint·e·s en hooligans – les personnes réfugiées sont souvent présentées par la presse communiste comme des criminels, qui une fois en Occident, se seraient « déguisés » en « gentils » réfugiés¹²³. Dans cet ordre d'idée, les rapatrié·e·s s'apparentent à des traîtres repentis tout autant qu'à des victimes.

Cette propagande généralisée est aussi bien dirigée vers l'intérieur du Bloc de l'Est que vers la population occidentale. En mobilisant le cas suisse, nous tâcherons dans le chapitre suivant de mettre en évidence les différences de discours selon le public. Dans les deux cas, la propagande est la plupart du temps basée sur les histoires individuelles concrètes. Cette forme de *storytelling* n'est pas sans rappeler les méthodes de 1955¹²⁴.

En Hongrie, c'est avant tout le *Népszabadság* (l'organe officiel du Parti socialiste ouvrier hongrois) qui mène cette campagne. Ses articles s'insurgent contre les « fausses promesses de l'Occident » et l'exploitation des réfugiés comme main-d'œuvre bon marché par le « Monde libre » de la Belgique à la République dominicaine, quand ce n'est pas comme chair à canon dans la Légion étrangère. Le journal s'en prend également sans cesse aux organisations d'exilés hongrois dépeintes comme des lobbies s'activant contre le retour des réfugié·e·s. Dans les colonnes des journaux, des jeunes hommes, jeunes filles, enfants ou personnes âgées racontent le chemin de leur exil et leur déception une fois en Occident. Cette campagne est également relayée sur Radio Budapest dès mars 1957 par l'intermédiaire du programme *Szülőföldünk* [Notre terre natale]¹²⁵. À cela s'ajoute bientôt l'édition de livres, une douzaine selon Juliet Szabó, évoquant les réfugié·e·s et les rapatrié·e·s¹²⁶.

fait que 900 médecins ont quitté la Hongrie, « ce qui a provoqué de sérieuses difficultés dans les hôpitaux où se trouvent de nombreux blessés de l'Insurrection », [AFP], *Feuille d'avis de Lausanne*, 13 février 1957.

¹²³ Nous nous basons ici sur une caricature du journal satirique soviétique *Krokodil* (s.d.), reproduite dans Melvin J. Lasky et François Bondy, *La révolution hongroise : histoire du soulèvement d'Octobre*, Paris : Plon, 1957, p. 275 et sur les ouvrages de propagande parus suite à la tentative de « contre-révolution » en Hongrie : Péter Rényi, *Szabad Földről üzenik* [Ils disent du Monde libre], Budapest : Kossuth Könyvkiadó, 1957 ; Ervin Hollós, *Kik voltak, mit akartak ?* [Qui étaient-ils, que voulaient-ils ?], Budapest : Kossuth Könyvkiado, 1967.

¹²⁴ L'analyse qui suit se base sur une série d'articles conservés dans les archives de l'Open Society à Budapest : « Hazajöttek. Két nap a győri hazatelepítési központban » [Ils sont rentrés. Deux jours au centre de rapatriement de Győr], *Népszabadság*, 9 février 1957 ; « Naponta hetven-nyolcvan Nyugatra disszidált magyar tér haza » [chaque jour 70 à 80 dissidents rentrent à la maison], *Népszabadság*, 24 février 1957 ; « Két hónap alatt több mint 1200 disszidens kért hazatérési engedélyt » [En deux mois, plus de 1200 dissidents ont demandé une permission de rapatriement], *Népszabadság*, 22 mars 1958 ; « Miért nem tud hazatérni sok disszidált » [Pourquoi beaucoup de dissidents ne peuvent pas rentrer], *Népakarat*, 23 mars 1957 ; « Kapus tanár hazatért » [Professeur Kapus est rentré], *Népszabadság*, 15 octobre 1958 ; « Itthon » [à la maison], *Népszabadság*, 20 septembre 1959 ; « Csak idehaza » [Seulement à la maison], *Népszava*, 23 décembre 1959 ; « Újra itthon » [À nouveau à la maison], *Népszabadság*, s.d.

¹²⁵ Hungarian Evaluation, Redefection propaganda and procedure, 6 avril 1957, 9, HU OSA : 300-40-1:258 Emigráció általában : Hazatérés, 1955–1971.

¹²⁶ Szabó, « « ...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*, p. 191. Elle cite : Rényi, *Szabad Földről üzenik*, *op. cit.* ; Edit Szilágyi, *Haza akarok menni... vallomás és vádirat* [Je veux rentrer à la maison. Confession et réquisitoire], KISZ, 1957 ; Péter Rényi, *Kommentár nélkül. Disszidensek levelei* [Sans commentaire. Lettres de dissidents], Kossuth Könyvkiadó : Budapest, 1957 ; István Révész Gy, *Idegen pénz – magyar vér* [Argent étranger, sang

L'un des artisans de cette propagande est Miklós Szabó. Cet ancien député du Parti des petits propriétaires quitte la Hongrie avant 1956. Il prend une place importante dans les mouvements d'opposition en exil, est actif au cours de l'année 1957 contre le régime Kádár avant de soudainement rentrer en Hongrie, chargé de valises de documents¹²⁷. Szabó rédige alors plusieurs livres sur l'émigration hongroise en puisant dans les documents qu'il a ramenés. Édités entre 1959 et 1961, ces ouvrages paraissent en cinq langues en plus du hongrois. Arrêtons-nous brièvement sur *Ceux qui reviennent...*, le dernier opus de cette série, car il est caractéristique la ligne rhétorique hongroise concernant les rapatrié·e·s. L'ouvrage – dont quelques extraits sont reproduits en annexe¹²⁸ – est présenté comme une réponse à la propagande de « certains milieux occidentaux » visant à « empêcher le retour en Hongrie des réfugiés demeurés à l'étranger, de ceux qui ont perdu leurs illusions, qui n'ont pas réussi à se faire une existence hors des frontières de Hongrie ou qui, tout simplement, souffrent du mal du pays »¹²⁹ :

On sait qu'à la fin 1956 [...] 190 000 Hongrois environ ont quitté le pays. Le fait même et les chiffres de cet exode ont reçu par les soins de certains milieux occidentaux, la publicité la plus large que l'on puisse imaginer. Ce que ces mêmes milieux, par contre, se sont efforcés de passer sous silence, c'est qu'au cours des trois dernières années et demie, plus de quarante-quatre mille de ces réfugiés ont regagné leur foyer. Et dans la mesure où l'on parle de la vie de ces ex-réfugiés, celle-ci est l'objet d'une propagande qui n'est qu'un tissu de calomnies [...]. Toute la propagande des dernières années destinée surtout à prouver que les peuples des pays situés derrière le prétendu rideau de fer vivaient en esclavage, reposait essentiellement sur la présence, en Occident, des masses de réfugiés hongrois ayant quitté leur pays [...] Le fait que plus de quarante-quatre mille d'entre eux parfaitement au courant de la situation des pays occidentaux se soient décidés à regagner la Hongrie, a enlevé à cette propagande toute raison d'être. Qui serait donc assez naïf pour croire qu'un pays que ses enfants regagnent en si grand nombre, soit effectivement un vaste pénitencier soumis au règne de la terreur ?¹³⁰

Sur la base de 55 interviews, l'auteur présente les parcours de réfugié·e·s de 1956 qui ont choisi de rentrer en Hongrie quelques mois ou années après leur exil en Occident. Photos à l'appui, chaque récit décrit dans le détail une série de moments clés sur le chemin de l'exil (raisons du départ, arrivée dans le monde occidental, puis désillusion, retour en Hongrie). Les raisons du départ sont souvent attribuées à l'« atmosphère générale », à l'« envie d'aventure » ou encore aux suites de querelles sentimentales. En bref, elles ne sont jamais politiques. Les réfugié·e·s repent·e·s déplorent le déclassement professionnel qu'ils auraient connu en Occident et se plaignent des mauvaises conditions de travail. Les femmes relatent qu'elles étaient surprises de voir que les hommes gagnaient plus qu'elles pour le même travail. On

hongrois], Kossuth Könyvkiadó : Budapest, 1957 ; Ferenc Ágoni, *Magyarok Isztambulban* [Hongrois à Istanbul], Kossuth Könyvkiadó : Budapest, 1957. En 1958, les parutions se poursuivent, elles sont toujours issues de la maison d'édition Kossuth.

¹²⁷ [Reuter.], « Miklos Szabo serait rentré à Budapest », *Journal de Genève*, 11 septembre 1957.

¹²⁸ Annexe K. Livres de Miklós Szabó (1959-1961).

¹²⁹ Szabó, *Ceux qui reviennent...*, *op. cit.*, p. 5.

¹³⁰ *Id.*

évoque également la difficulté d'être étranger dans un environnement souvent décrit comme hostile¹³¹, ainsi que les tentatives de dissuasion de la part des membres d'associations d'exil et les avertissements des fonctionnaires des pays d'accueil au moment des démarches pour rentrer au pays. Malgré la peur, le désir de rentrer aurait été plus fort chez ces gens qui mettent en évidence l'accueil soit disant bienveillant des autorités hongroises. Certain·e·s relatent toutefois que telle ou telle entreprise n'a pas voulu les reprendre en raison de leur statut d'ex-fugitif et qu'ils ne bénéficient d'aucun privilège. Mais, comme dans *Végre itthon !*, la brochure de 1955, ces petites touches de réalisme rendent le discours d'autant plus crédible. On insiste longuement, quasiment à chaque fin d'interview, sur l'amélioration progressive de leur niveau de vie dans la République populaire hongroise de Kádár. Ce qui pousse ces personnes au retour serait, selon Szabó, d'une part l'aversion envers le mode de vie capitaliste et d'autre part, l'attraction du mode de vie hongrois et socialiste, longuement décrit dans la brochure.

Les articles et récits du type de Szabó, tout comme le discours officiel du gouvernement, procèdent généralement d'une dépolitisation de l'émigration hongroise (qui aurait pour sa majorité quitté la Hongrie par « désir d'aventure ») et contrastent avec l'extrême politisation dont elle était l'objet en Occident (où l'on remet rarement en cause les raisons de la fuite). En prenant en compte la temporalité de ces différents textes, nous croyons observer une pacification progressive des discours parallèle à l'évolution du kádàrisme des années 1960. Après le recours aux scandales et aux affirmations plus ou moins boiteuses typiques de l'année 1957 (comme l'incarcération des candidats au retour dans des prisons occidentales ou les vastes réseaux de prostitution exploitant des réfugiées), la propagande hongroise tend progressivement à miser sur une propagande plus subtile. De plus en plus, les récits mettent avant tout en évidence les écarts culturels et sociaux entre la Hongrie socialiste dans sa phase dite de consolidation et le « Monde libre » dans lequel les sociétés souffriraient de matérialisme, d'un désintérêt pour la culture, ou encore d'un retard en matière de politique sociale. Par ailleurs, les articles mettant en évidence ce que les rapatrié·e·s aiment en Hongrie et qui leur aurait manqué ont une importance croissante. Il s'agit de véhiculer une image rassurante du pays, et ce, non seulement vis-à-vis des dissident·e·s en Occident et du public occidental, mais aussi à l'interne, vis-à-vis de celles et ceux qui sont resté·e·s au pays. Cette

¹³¹ La presse hongroise également, rapporte régulièrement les discriminations ou l'hostilité dont souffrent les étrangers dans les sociétés occidentales : « Csak piszkos idegenek voltunk. Nyugati kalandjaikról beszelnék a hazatért disszidensek » [Nous étions de sales étrangers. Des dissidents rentrés parlent de leur aventure à l'Ouest], *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958. Dans *Ceux qui reviennent*, on explique cette hostilité notamment par l'attitude « inqualifiable » de certains réfugiés commettant vols et cambriolages.

propagande est aussi un bon moyen de dépeindre une vision repoussante de l'étranger. Par le *storytelling*, ces descriptions racontant à la fois le mal du pays des émigré·e·s et les failles des sociétés capitalistes, prennent une dimension plus convaincante que n'importe quel discours politique. Comme en 1955, la presse mobilise également des rapatriés célèbres, artistes et sportifs surtout. Cette tendance est perceptible dans la *Revue hongroise* qui n'évoque pas le destin des réfugié·e·s *lambda* mais plutôt celui de célébrités. Après sa brusque interruption en novembre 1956, elle reprend du service en janvier 1958 sur un ton d'abord agressif :

Il y a un an, le 3 novembre 1956 se constitua le gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan de Hongrie. Il y a un an, les armes crépitaient dans les rues de Budapest, les maisons brûlaient, on dévalisait les magasins, des bandits contre-révolutionnaires assassinaient les gens honnêtes et progressistes, communistes ou non. Les forces contre-révolutionnaires chantaient déjà victoire.¹³²

Adressée à un public francophone, germanophone et anglophone, la *Revue hongroise* vilipende la « contre-révolution », les organisations « réactionnaires » qui se donnaient le nom de « conseils ouvriers » pour inciter les ouvriers à faire grève et salue l'aide de l'Union soviétique. Début 1958, elle réalise un portrait de György Kárpáti, l'un des joueurs de l'équipe de water-polo qui avait défié l'URSS en 1956. Ce dernier raconte :

Moi aussi – dit-il – je fus de ceux qui, à l'époque ajoutèrent foi aux informations mensongères que l'on sait et qui, à l'issue des Jeux olympiques de Melbourne, décidèrent de ne pas rentrer en Hongrie. Nous arrivâmes aux États-Unis, où nous jouâmes une série de matchs d'exhibition. Nous fûmes logés dans les meilleurs hôtels, défrayés de tout souci, le « monde s'ouvrait à moi » – et pourtant au bout de deux mois, je décidai de rentrer à la maison.

-Et pourquoi ? Tout à fait franchement ?

-La nostalgie, le mal du pays ! Oui, exactement.

L'envie impossible à contenir de revoir mes parents, mes amis, la piscine, l'Ile Marguerite, et Dieu sait quoi encore. En Amérique, mon sort était plutôt enviable – mais jamais je n'aurais pu m'habituer au genre de vie de là-bas. Alors, depuis mon retour, j'ai repris le cours de ma vie là où je l'avais interrompu à l'automne de 1956. Ici, à la maison, je me sens plus tranquille et plus équilibré – et je me suis rendu compte qu'en soi-même l'argent ne donne pas tout. Là-bas, en Amérique, tout m'était accessible, sauf deux choses. Mais ces deux choses-là étaient justement ce qui m'aurait manqué le plus : être membre de l'équipe de Hongrie de water-polo, et devenir avocat.¹³³

Ce type d'article est propre à l'immédiat de 1956. Dès la fin 1958, l'orientation de la revue se veut plus culturelle et donne la part belle aux améliorations économiques du pays, le retour du tourisme, etc. Peu à peu, les médias hongrois optent pour un discours parallèle au dégel, moins hostile à l'Occident. Les récits sur les réfugié·e·s puisent dans l'expérience de 1956, l'accueil certes enthousiaste qu'ils ont connu mais dont les effets ne durent qu'un temps.

Lorsque le rythme de la réinstallation des réfugié·e·s dans les pays occidentaux est freiné en janvier 1957, de nombreux commentaires s'élèvent pour que ces derniers n'attendent pas trop. Implicitement, on craint que les réfugié·e·s fassent de mauvaises expériences et apportent de l'eau au moulin de la propagande communiste. Les revenant·e·s sont susceptibles de donner

¹³² Gábor Paizs, « Une année », *Revue hongroise*, n°1, janvier 1958.

¹³³ « Le pèlerin d'Amérique », *Revue hongroise*, n°1, janvier 1958.

de tels récits. Que ce soit dans la presse ou dans les livres de Szabó, les personnes qui ont témoigné sont donc employées à des fins de propagande, qu'elles en soient conscientes ou non. Dans ce contexte, il nous faut maintenant cerner la nature de l'engagement de ces personnes et des arrangements possibles – qui pouvaient s'établir avant, pendant ou après leur exil – entre elles et le régime.

Des rapatriements sous surveillance

Parce qu'ils ont rejoint l'Occident mais s'apprêtent à retourner vers l'Est, les revenant·e·s sont des sortes de doubles transfuges. Les services secrets des deux côtés du Rideau de fer, principalement hongrois et américains, s'y intéressent : l'ÁVH pour les informations qu'ils ramèneront de l'Autriche ou du pays qu'ils ont rejoint, la CIA pour les renseignements qu'ils pourront livrer sur le traitement qui leur est réservé en Hongrie. Dans le flot des transfuges se trouvent d'ailleurs de vrai·e·s agent·e·s, ceux qui fuient l'issue potentiellement réformiste de la Révolution, puis ceux qui rejoignent l'Occident dans le seul but de rentrer ensuite, à la recherche d'informations précieuses en Hongrie¹³⁴. Certain·e·s parviennent à rejoindre un second pays d'accueil¹³⁵. L'un de nos témoins, Bálint Basilides, rapporte :

Monsieur K. était dans le même wagon que notre famille au départ de Vienne pour Neuchâtel. Dans le train, il a dit qu'il était étudiant en médecine. Notre mère nous a tout de suite dit de nous méfier de lui car il avait les ongles sales, ce qui était incompatible avec la médecine. Quelques semaines plus tard, on a découvert qu'il était engagé dans l'ÁVO. Donc un déserteur et pas vraiment du même bord que les autres réfugiés logés au Chanut. Il a été transféré ailleurs et nous avons perdu sa trace.¹³⁶

À notre connaissance, il n'y a néanmoins pas eu d'expulsion d'agents vers la Hongrie. Cela s'explique probablement par le fait que ceux-ci auront l'occasion de rentrer par eux-mêmes.

Mais tout le monde ne travaille pas pour la police politique hongroise parmi les rapatriés. Au printemps 1957, *Radio Free Europe* réalise une étude confidentielle sur les *redefectors*. Ses auteurs relèvent que des réfugiés dénoncent tel ou tel compatriote comme prétendu agent du régime parce qu'il encourage les autres à rentrer. Or, selon les auteurs de l'enquête, il ne s'agit pas forcément d'agent·e·s mais simplement de personnes qui regrettent d'avoir fui et qui essaient de se donner du courage pour rentrer en cherchant le soutien d'autres réfugié·e·s¹³⁷. Il semble en revanche que certaines personnes soient *devenues* agentes du régime. Les autorités autrichiennes comme celles des autres pays d'accueil isolent généralement les futur·e·s

¹³⁴ Gémes, « Political migration in the Cold War », *art. cit.*, p. 174.

¹³⁵ Engelke, « *Einem besseren Leben entgegen ?* » : *ungarische Flüchtlinge 1956 in der Steiermark*, Innsbruck : StudienVerlag, 2006, p. 203.

¹³⁶ E-mail de Bálint Basilides, 6 janvier 2016. Voir aussi d'autres témoignages similaires, par exemple dans : Károly Gáal et Roland Widder, *1956 und das Burgenland : Berichte über die Hilfsaktionen für ungarische Flüchtlinge : eine Dokumentation von Studenten des Fachhochschul-Studienganges « Internationale Wirtschaftsbeziehungen »*, Eisenstadt : Burgenländisches Landesarchiv, 1996, p. 65.

¹³⁷ First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, HU OSA :300-40-1:258.

revenant·e·s en prévoyant des camps spécialement pour eux. Cette mesure avait été d'ailleurs probablement prise face à la crainte que ces personnes ne glanent des informations sur les autres réfugié·e·s. Cette attente pouvant durer entre six à huit semaines, les ex-réfugié·e·s ont le temps de préparer leur discours face aux fonctionnaires qui les interrogeront après leur retour. L'historien András Lénárt a bien résumé la méfiance des autorités hongroises face aux revenant·e·s :

Les dissidents sont devenus des ennemis pour un certain temps, à tel point que le Ministère de l'Intérieur a créé une sous-division pour suivre attentivement leurs activités. En outre, la section Agitation et propagande du Parti rassemblait assidument des informations sur les Hongrois, respectivement les organisations hongroises à l'étranger.¹³⁸

Une pratique s'est alors généralisée, sans que nous puissions définir si elle était explicitement demandée par les représentants diplomatiques hongrois ou si les réfugié·e·s l'ont adoptée par eux-mêmes : glaner le maximum d'informations à donner aux autorités et en même temps, se montrer rongé·e de remords d'avoir quitté le pays. Les interrogatoires menés avec les revenant·e·s et conservés aux Archives de la sécurité d'état hongroise (ÁBTL)¹³⁹ dévoilent cette attitude. Les questions des policiers hongrois suivent un protocole précis et portent sur le parcours de l'individu en Hongrie avant 1956 puis à l'étranger. Nous aurons l'occasion dans le chapitre suivant de revenir sur le contenu de ces auditions.

Pour l'heure, contentons-nous de commenter la procédure. Les questions portent principalement sur les raisons de la fuite, le vécu des dissident·e·s pendant les semaines, mois et années passés en Occident, les raisons de leur retour. Nous l'avons mentionné plus haut, les revenant·e·s élaborent généralement une double stratégie face aux autorités hongroise : donner des renseignements et se montrer rongé·e de remords. Ils s'efforcent généralement d'aller dans le sens du discours officiel hongrois pour bien se faire voir : « les Hongrois sont traités de manière honteuse », explique l'un d'eux, « on méprise les Hongrois et on ne les traite pas en êtres humains », relève un autre. Mais il ne faut pas en faire trop non plus. Lorsqu'un dissident insiste sur son aversion du capitalisme et s'exclame « je suis devenu communiste là-bas ! », le fonctionnaire en charge du rapport avoue ne pas le considérer comme « honnête ».

Lorsqu'ils sont sommés de décrire ce qu'ils ont vu dans les camps, sur leur lieu de travail ou face aux autorités des pays occidentaux, une partie d'entre eux donnent des noms de Hongrois·es impliqués dans l'accueil des réfugié·e·s, dans les associations d'exil. En tête,

¹³⁸ *Die Dissidenten wurden eine Zeit lang zu Feinden, und zwar in dem Masse, als das Innenministerium eine gesonderte Unterabteilung ins Leben rief, um ihre Tätigkeit aufmerksam zu verfolgen. Ausserdem sammelte auch die Abteilung Agitation und Propaganda der Partei fleissig Informationen über Ungarn bzw. ungarische Organisationen im Ausland.* András Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution und Österreich*, op. cit., p. 475.

¹³⁹ *Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára*/Archives historique de la Sécurité d'Etat, Budapest. Interrogatoires de rapatriés depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51 et 52.

celles et ceux qui ont été mobilisés comme interprètes. Tous les interrogé·e·s ne donnent pas de détails, souvent, ils et elles bottent en touche, disant ne se rappeler que du prénom ou du nom des personnes. D'autres sont beaucoup plus bavard·e·s et livrent des listes de noms à la Gendarmerie principale, l'unité chargée des interviews. Ce zèle s'explique sans doute par le fait que certain·e·s réfugié·e·s négocient leur avenir : ils et elles espèrent une place de travail, un appartement ou tout simplement que la surveillance dont ils font l'objet s'arrête. Ils deviennent espions malgré eux et par leur acte de « dissider » – comme on le dit en hongrois – puis de changer d'avis, ils et elles se mettent en position de collaborateurs du régime.

Le deuxième volet de la « bonne attitude » à avoir face aux autorités hongroises est de se montrer empli de remords. Dans les réponses, on ne compte pas les « j'ai regretté mon départ vers l'Ouest ». Au fonctionnaire chargé de l'interrogatoire qui lui demande pourquoi il est parti, un rapatrié répond « Moi non plus je ne sais pas ».

Les revenant·e·s intéressent également les services secrets occidentaux. Une anecdote racontée par l'un de nos témoins illustre ce phénomène. Peu après son arrivée en Suisse, Gábor Kemény s'engage activement dans l'opposition en exil et fait partie des investigateurs de la section suisse de l'Union des étudiants hongrois libres (UFHS¹⁴⁰). Au printemps 1957, le consul américain à Zurich prend alors contact avec le jeune homme et lui demande s'il peut lui être utile en quoi que ce soit. Gábor Kemény prie le Consulat de lui livrer une machine à écrire qu'il ne tarde pas à obtenir. Puis le consul revient vers Kemény pour lui demander s'il serait disposé à se rendre à la Légation pour feindre de solliciter son rapatriement. Objectif : observer la réaction des fonctionnaires et en rendre compte au consul américain. Jurant ses grands dieux de ne jamais mettre les pieds à l'ambassade, le réfugié refuse¹⁴¹.

Comme en 1955, lorsqu'une vague de retours avait suivi la campagne de rapatriement menée par le Bloc de l'Est, les enquêtes américaines sur le sort des rapatriés se multiplient. *Radio Free Europe*, par exemple, s'efforce de savoir « qui rentre (ou prévoit de rentrer) et pour quelles raisons »¹⁴². En préambule d'un rapport en plusieurs volets, on insiste sur sa confidentialité et que ses conclusions ne doivent en aucun cas être rapportées à l'antenne ou dans la presse. Cet avertissement témoigne du caractère délicat du phénomène du rapatriement pour les organismes anticomunistes, susceptible de brouiller le message de RFE. Plutôt que de diffuser ces informations, il s'agit ainsi de comprendre les motivations des revenant·e·s pour trouver une contre-propagande adéquate.

¹⁴⁰ *Union of Free Hungarian Students*.

¹⁴¹ Entretien avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2015.

¹⁴² *Who re-defects (or plans to) and for what reasons*. First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, HU OSA : 300-40-1:258 Emigráció általában : Hazatérés, 1957–1958.

De leur côté, les services secrets américains, très actifs à Vienne, essaient d'infiltrer les revenant·e·s. Au printemps 1957, ils recrutent un étudiant détenteur d'une bourse Rockefeller, Zoltán Bruckner, et le chargent d'une tâche : trouver des réfugié·e·s prêt·e·s à rentrer légalement ou illégalement en Hongrie pour tester l'accueil réservé aux rapatrié·e·s. Tantôt les opérations se passent avec succès, tantôt ces agents sont repérés par la police politique hongroise. Certaines personnes deviennent des agents doubles. D'autres encore utilisent les propositions qu'ils ont reçues de la CIA dans les interrogatoires que nous avons mentionnés : les dissident·e·s avaient l'occasion de dénoncer ces pratiques et ainsi de se racheter auprès des autorités hongroises. Certain·e·s rapatrié·e·s mentionnent que la CIA a tenté de les recruter sur le sol autrichien. Neutre, l'Autriche a été plusieurs fois embarrassée par ces démarchages. Elle devait régulièrement répondre aux protestations de Budapest, protestations qui se basaient justement sur le témoignage des rapatriés. Vienne tolère généralement les opérations de la CIA sur son sol¹⁴³. L'un de ses chefs, Peer de Silva, chargé de mettre au point ce réseau d'informateurs, racontera plus tard à quel point il était difficile de trouver des agents, tant le régime était détesté¹⁴⁴. Gageons aussi que la dangerosité de la tâche en effrayait plus d'un !

Après l'amnistie : 1957-1961

Le 1^{er} avril 1957, l'amnistie n'a théoriquement plus cours. Les émigré·e·s ont perdu aussi bien leurs droits que leurs biens restés en Hongrie. *De jure*, leur statut est analogue à celui d'un mort¹⁴⁵. Passé cette date butoir, on entre dans une zone grise. Le cadre donné par la Commission de rapatriement n'existe plus et les réfugié·e·s ne peuvent maintenant que s'adresser aux représentations diplomatiques hongroises pour demander leur rapatriement. Tout au long de l'année 1957, le flot des retours n'est certes pas massif mais bien existant. N'ayant visiblement pas prévu les retours après la fin du délai, les autorités hongroises semblent piloter à vue. En octobre 1957, le Ministère des Affaires étrangères crée un office spécial pour les Hongrois de l'étranger dans le but de favoriser les rapatriements¹⁴⁶. Ses fonctionnaires se plaignent alors que le régime pour les rapatriés n'est pas clair. Depuis l'exode, il y a en fait deux camps en présence. Le Ministère de l'Intérieur, chargé d'examiner et avaliser ou non les demandes de rapatriements, est adepte d'une ligne dure et refuse souvent des candidat·e·s. Pour justifier cette ligne dure, il argue que nombre de ces réfugié·e·s sont des soldats de l'Ouest et qu'il est logistiquement impossible de contrôler tous ceux qui

¹⁴³ Andreas Gémes, « ‹ Schade, schade, immer Spionage ! › », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution*, *op. cit.*, pp. 207-242.

¹⁴⁴ Peer De Silva, *Sub rosa : the CIA and the uses of intelligence*, s.l. : Times Books, 1978, p. 136.

¹⁴⁵ András Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », *art. cit.*, p. 474.

¹⁴⁶ *Külföldi Magyarok Önálló Referatúra*.

rentrent. Sa politique s'oppose au Ministère des Affaires étrangères, plutôt enclin à ce que la Hongrie reprenne sans distinction ses « enfants perdus en Occident »¹⁴⁷. En janvier 1958, les Consulats reçoivent des éclaircissements quant au sort des rapatrié·e·s, jusque-là dans un flou juridique : les dissident·e·s resté·e·s à l'étranger au-delà du délai peuvent demander leur rapatriement mais, à leur retour, ils séjourneront 6 mois en prison¹⁴⁸. Malgré cela, début 1958, il y a encore des réfugié·e·s qui choisissent de regagner leur pays.

C'est seulement après les condamnations et les exécutions d'Imre Nagy et de Pál Maléter en juin 1958 qu'on constate un recul des rapatriements¹⁴⁹. Ces exécutions faisaient redouter le pire aux rares candidat·e·s. Elles représentent le paroxysme de la phase de répression menée par le régime Kádár. L'historien et opposant Charles Gatti résume la popularité de ce dernier à cette époque : « was it 99,8 or 99,9 percent of the population that considered him a traitor ? »¹⁵⁰. Mais en été 1958, passé cette phase de répression caractérisée par une poursuite systématique des personnes liées de près ou de loin à la « contre-révolution », plusieurs voix au sein du gouvernement s'élèvent pour améliorer l'image – désastreuse – de la Hongrie auprès de l'opinion¹⁵¹. Dans ce contexte, le gouvernement évoque la nécessité de tendre la main aux dissident·e·s de 1956, dépeint·e·s comme des brebis égarées. Dans un débat du Département politique en juillet 1958, János Kádár se prononce pour favoriser les rapatriements :

Il y a dehors [ndlr. à l'étranger] des travailleurs ; des gens fâchés ; des enfants qui sont partis en quête d'aventure. Il y a des gens qui sont partis et l'ont regretté après quelques semaines [...]. Ce groupe est un groupe très hétérogène mais une grande partie est composée d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels qui cherchaient une meilleure existence [...]. Nous devons les aider à rentrer.¹⁵²

Le chef du parti socialiste ouvrier nomme clairement les catégories visées par une nouvelle propagande : les ouvriers qualifiés dans l'industrie ; les médecins ; les ingénieurs. Il propose qu'on leur avance les frais du voyage de retour¹⁵³. Ce sont ainsi de nouveaux enjeux qui caractérisent cette deuxième phase de sollicitation, tournée vers l'utilité des retours, en termes économiques plus qu'idéologiques. Les jeunes sont à nouveau particulièrement visés. Au cours de l'année 1958, la presse s'adresse à leurs parents restés en Hongrie. Dans ces appels, on leur explique les démarches à entreprendre. Il existe même une possibilité d'arrangement

¹⁴⁷ L'expression est de Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 199. Ce régime ne concerne pas les jeunes, mineur·e·s au moment de l'Insurrection, qui, théoriquement, ne sont soumis à aucune sanction.

¹⁴⁹ Erfahrungen mit ungarischen Rückwanderer in den letzten drei Monaten (Rapport d'Anita Buss), 23 septembre 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

¹⁵⁰ Charles Gatti, *Hungary and the Soviet bloc*, Durham : Duke University Press, 1986, p. 158.

¹⁵¹ Anikó Macher, « Politique culturelle internationale de la Hongrie de 1957 à 1963 », in : Antoine Marès (éd.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris : Institut d'études slaves, 2007, pp. 171-172.

¹⁵² Traduction par l'auteur. Discours cité in : Szabó, « «...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*, p. 189.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 189.

avec IBUSZ, la compagnie hongroise de transport : les parents peuvent déposer le prix du billet de retour chez l'agence et leur enfant sera rapatrié¹⁵⁴. Mais à part pour les jeunes, aucune amnistie n'est officiellement en vigueur. Le succès de cette deuxième campagne ne semble d'ailleurs pas avoir été au rendez-vous. On ne connaît pour les années 1958 à 1960 que le nombre de personnes rentrées légalement : 1762 Hongrois·es ont reçu, sur leur demande, l'autorisation de rentrer¹⁵⁵. Entre le printemps 1957 et 1960, le fossé entre les chiffres des rapatriements occidentaux et hongrois se creuse nettement. En août 1959, par exemple, alors que l'Agence de presse hongroise (MTI) annonce 42 000 retours depuis 1956¹⁵⁶, le porte-parole du HCR communique le chiffre de 15 000 rapatriements¹⁵⁷. Les sources hongroises mettent régulièrement en avant, pour expliquer cet écart – outre la mauvaise foi des Occidentaux – les retours clandestins, c'est-à-dire lorsque le ou la réfugié·e ne passe pas par les représentations diplomatiques hongroises pour rentrer. Finalement, le HCR fera état de 18 220 réfugiés à être rentrés en Hongrie jusqu'à juin 1960, ce qui représente environ 9 % de l'ensemble de l'émigration hongroise de 1956-1957¹⁵⁸, alors que les sources hongroises maintiennent un nombre supérieur à 40 000 personnes, c'est-à-dire 20 %¹⁵⁹. Cette guerre des chiffres témoigne de l'enjeu idéologique de ces retours. Quant à la Ligue des Droits de l'Homme, elle coupe la poire en deux, évaluant le nombre des rapatriés à 30 000 en 1959¹⁶⁰. En avril, elle présentait un rapport à l'ONU portant sur le sort des rapatriés hongrois. Très alarmant, il évoquait l'emprisonnement de 6 000 personnes. Commentant ce rapport, même RFE estime que ces conclusions sont exagérées. Il n'empêche qu'il a peut-être incité le régime Kádár à se montrer définitivement plus bienveillant envers les rapatrié·e·s et à décréter une nouvelle amnistie¹⁶¹.

¹⁵⁴ « Hogyan lehet a külföldre szökött kiskorúakat hazahozatni? » [Comment ramener les mineurs enfuis à l'étranger], *Népszabadság*, 28 février 1958. Voir aussi : « Bár lejárt az amnesztia rendelet, továbbra is : jóakarátú egyéni elbírálásban részesítik hatóságaink minden hazatérni kívánó magyar kérelmét » [L'amnistie est certes expirée, les autorités jugeront néanmoins de bon gré et au cas par cas les demandes], *Hétfői Hírek*, 12 décembre 1960. Pour les chômeurs et chômeuses ou les personnes en situation précaire, les proches peuvent avancer la somme nécessaire au voyage de retour à l'Union mondiale des Hongrois : [MTI], « Wie können die ungarische Flüchtlinge heimkehren », *Ungarischer Presse-Dienst*, n°47, 2. Jahrgang, 26 février 1958.

¹⁵⁵ Szászi, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez », *art. cit.*, p. 332.

¹⁵⁶ « Eddig negyvenkétezer disszidens jött vissza Magyarországra » [Jusque-là, 42 000 dissidents sont retournés en Hongrie], *Népszabadság*, 4 août 1959.

¹⁵⁷ HU OSA : 300-40-1:258.

¹⁵⁸ Hungarian Refugees : Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960. Source : Report of the Statistical Office of the UNHCR, reproduit in : Peter Hidas, « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in : Christopher Adam, Tibor Egervari, Leslie Laczko et Judy Young (éds.) *The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa : University of Ottawa Press, 2009, p. 233.

¹⁵⁹ « A haza várja eltévedt fiait » [La maison attend ses fils égarés], *Magyar Nemzet*, 4 octobre 1960 ; Szabó, *Ceux qui reviennent...*, *op. cit.*, p. 5.

¹⁶⁰ « Rückkehrer wurden in Ungarn für Propagandazwecke missbraucht und eingekehrt », *Basler Nachrichten*, 8 avril 1959.

¹⁶¹ UN Report April 7 1959 about returning Hungarians, HU OSA : 300-40-1 :17.

« *Ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous* » : au-delà de 1961

En 1961, les réfugié·e·s sont installé·e·s depuis cinq ans dans le « Monde libre » et les étudiant·e·s ont entre-temps achevé leurs études. Certain·e·s réfugié·e·s ont aussi obtenu une naturalisation dans les pays d'accueil¹⁶². Les termes de la nouvelle amnistie de 1961 en disent long sur les motivations du gouvernement:

Soucieux de faire revenir en Hongrie le plus grand nombre possible de réfugiés ayant quitté le pays en 1956, le gouvernement vient de prendre en leur faveur plusieurs mesures [...] :

-Les réfugiés pourront faire régulariser leur situation et obtenir un passeport en s'adressant aux représentations consulaires hongroises.

-Ils conservent leur nationalité d'origine, même s'ils ont été naturalisés dans le pays où ils se sont établis.

-Ceux qui ont été condamnés pour délits commis à l'étranger pourront demander leur réhabilitation après leur rapatriement.

-Enfin, les diplômes universitaires acquis à l'étranger pourront être proposés à l'équivalence¹⁶³.

Ce décret fait suite à une amnistie décrétée en mars 1960 qui gracieait environ 200 personnes impliquées dans l'Insurrection ainsi que des intellectuel·le·s en disgrâce comme l'écrivain Tibor Déry. Tous les camps d'internement avaient été fermés¹⁶⁴.

Parallèlement à ces mesures concrètes, les autorités hongroises, toujours aidées par la MVSz, s'efforcent de séduire les anciens réfugié·e·s, notamment en leur envoyant des brochures promouvant la Hongrie. Édité par la MVSz, le *Magyar Hírek* vente les progrès de la Hongrie auprès des émigré·e·s. Des photos et des textes mettent en évidence les échoppes garnies de salamis ou, par exemple, les bonnes relations du régime avec l'Église¹⁶⁵. La propagande n'axe plus uniquement son discours sur le rapatriement mais plutôt sur une forme de collaboration et un dialogue entre les compatriotes des deux côtés du Rideau de fer¹⁶⁶. Parmi nos témoins, deux anciens réfugiés se rappellent avoir reçu ces brochures. Béla Márai raconte avec un regard assez pacifié : « elles ne me dérangeaient pas, c'était de bonne guerre... ». Il ajoute : « de toute façon, on était informés de la réalité par la famille »¹⁶⁷. D'autres ne supportaient pas cette « grossière propagande », à l'image de Zoltán Tóth, plus radical : « elles passaient directement à la poubelle »¹⁶⁸. Ces efforts jouent sur une corde expérimentée depuis au moins 1955, un patriotisme censé parler aux émigré·e·s. En témoigne la fameuse émission de radio *Szülőföldünk* [Notre terre natale], qui relaie aussi bien des messages personnels des deux côtés

¹⁶² La naturalisation était possible après cinq ans dans différents pays comme la France, l'Italie, la Suède, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, le Canada ou l'Australie. En Suisse, les réfugié·e·s devaient attendre en moyenne 10 ans de plus : Judit Birkás, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 1983, p. 96.

¹⁶³ « En Hongrie. Mesures pour faciliter le retour des réfugiés », *La Voix ouvrière*, 20 juin 1961.

¹⁶⁴ HU OSA : 300-40-1:17.

¹⁶⁵ « Emigration als politisches Problem », *Der klare Blick*, 3 avril 1963.

¹⁶⁶ C'est également la stratégie de la Pologne et d'autres satellites, alors que l'URSS axe toujours essentiellement sa propagande sur le rapatriement : « Emigration als politisches Problem », *Der klare Blick*, 3 avril 1963.

¹⁶⁷ Entretien avec Béla Márai, Genève 28 juin 2013.

¹⁶⁸ Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014.

du Rideau de fer que de la musique traditionnelle. Cette propagande est basée sur la participation des émigré·e·s eux-mêmes. Le *Magyar Hírek* lance un grand concours en 1960 : les émigré·e·s sont invité·e·s à envoyer leur témoignage « sincère » sur leur vie en Occident. En tout, 276 personnes sont récompensées pour leurs textes par des voyages touristiques en Hongrie, des livres ou des 33 tours de musique hongroise. Le journal ne cache pas ses intentions au lectorat : d'une part, mieux comprendre ce que vivent les émigrés, d'autre part, rassembler une documentation sur leur vécu¹⁶⁹. Autre outil de diplomatie culturelle envers les émigré·e·s : l'organisation par les légations des concerts de musique tsigane, projections de films, etc.¹⁷⁰.

Ces entreprises vont de pair avec la relative libéralisation de la Hongrie et illustrent à leur manière la doctrine du régime Kádár lancée en 1961 : « ceux qui ne sont pas contre nous, sont avec nous »¹⁷¹. En 1963, la plupart des personnes impliquées dans la Révolution sont libérées¹⁷², la censure est légèrement relâchée et plusieurs mesures témoignent de la libéralisation en cours. Une nouvelle amnistie est décrétée pour tous les dissident·e·s. Certes elle n'est pas automatique pour les espions et criminels mais même ceux-ci ont la possibilité de demander une grâce¹⁷³. Ces mesures annoncent l'avènement en 1968 du régime que les historien·ne·s ont nommé le « socialisme du goulasch » : une dictature molle. La presse anticomuniste n'aura de cesse de dénoncer cette politique de la main tendue qu'elle interprète comme une ruse des démocraties populaires. Le journal *Der klare Blick*, par exemple, critique l'annonce du gouvernement en août 1963 stipulant que chaque émigré peut obtenir facilement un visa pour voyager dans son ancienne patrie. L'objectif serait d'amener les réfugiés à constater par eux-mêmes les progrès notamment économiques que la Hongrie a effectués depuis 1956. Mais, dénonce *Der klare Blick*, par ce voyage, les réfugiés risquent de perdre leur statut de réfugié et se retrouver en situation précaire dans le pays d'accueil : ce serait le but caché de Kádár¹⁷⁴.

¹⁶⁹ « Emigration als politisches Problem (III) », *Der klare Blick*, 24 avril 1963 ; *Magyar Hírek*, 1^{er} avril 1962.

¹⁷⁰ *Id.*

¹⁷¹ Miklós Molnár, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne : L'Âge d'Homme, 1996, p. 331.

¹⁷² 10 000 interné·e·s sont libéré·e·s et l'ancien membre du cabinet de Nagy, István Bibó, condamné à vie en 1958, est définitivement gracié : « Amnistie en Hongrie. 10 000 prisonniers libérés », *Journal de Genève*, 27 mars 1963.

¹⁷³ Interview avec Ferenc Nezvál, ministre de la justice hongroise, 28 mars 1963, HU OSA : 300-40-1:17, 1961-1969 ; [AFP], « Budapest: mesures en faveur des réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 15 août 1963.

¹⁷⁴ Peter Sager, « Kadars Kniffe mit der Emigration », *Der klare Blick*, 14 août 1963.

Entre 1961 et 1964, on dénombre 4 845 autorisations au rapatriement¹⁷⁵. Les visas de sortie sont également plus faciles à obtenir et des milliers de personnes rendent visite à leurs proches réfugiés en 1956, ce que l'un de nos témoins nomme « la vengeance de Kádár » :

Grâce à cette mesure, on pouvait enfin revoir nos proches, nos parents mais du coup, on devait loger en permanence des gens, proches ou moins proches, et en plus le gouvernement avait pris une mesure... ils avaient seulement une somme limitée par jour alors on devait tout payer : la vengeance de Kádár !¹⁷⁶

Les voyages allaient d'abord dans ce sens. À moins que les réfugié·e·s ne décident de rentrer définitivement en Hongrie, ils ne peuvent voyager librement dans leur pays sous peine de perdre leur statut de réfugié dans le pays qui les accueille. Une solution est la naturalisation. Mais en Suisse, il faut attendre longtemps. Beaucoup d'entre eux ont ainsi perdu leur statut de réfugié par leur visite¹⁷⁷. Magdolna Horváth raconte cette attente :

Nous voulions nous naturaliser pour pouvoir voyager en Hongrie. Nous avons dû attendre 13 ans, alors qu'on savait qu'en Allemagne, les Hongrois obtenaient la naturalisation assez facilement ! Heureusement que ma mère, puis ma sœur ont pu venir dès 1963. [...] Même si c'était très dur en Suisse, je ne voulais pas rentrer. [...] Beaucoup de Hongrois faisaient l'erreur de demander leur visa à la Légation, qu'ils obtenaient, ils voyageaient en Hongrie et n'étaient plus vus comme réfugiés par la Suisse.¹⁷⁸

Dès 1963, les voyages s'intensifient entre les pays d'Europe occidentale et la Hongrie. Les ancien·ne·s réfugié·e·s, même s'ils demeurent bien souvent perçus comme des dissidents, deviennent des passeurs culturels susceptibles de promouvoir un nouveau tourisme.

En 1968, Kádár lançait un programme de réformes économiques – le « Nouveau mécanisme économique » – qui allait permettre à la Hongrie d'échapper aux pénuries alimentaires. La timide libéralisation que connaît le pays au cours des années 1960 attire des anciens·ne·s réfugié·e·s qui ne courent plus de dangers à leur retour. Une ouverture progressive vers l'Ouest est amorcée. Entre 1963 et 1990, symbole de cette ouverture, la MVSz aura une doctrine : attirer le plus d'ancien·ne·s émigré·e·s possible vers la Hongrie. Un homme incarne cette volonté, József Bognár, ancien président du Parti des petits propriétaires, nommé ministre par Nagy le 27 octobre 1956. Le fait qu'un acolyte de Nagy est chargé de promouvoir la Hongrie de Kádár montre que les temps ont décidément changé¹⁷⁹. Parallèlement, toujours plus d'ancien·ne·s dissident·e·s pouvaient se rendre en Hongrie. L'écrivain Nina Yargekov résume avec humour la transition entre la zone grise et le moment où l'on est en possession de papiers d'identité du pays d'accueil :

Une fois devenue français, vos parents pouvaient donc se rendre ni vus ni connus, hello nous sommes des touristes occidentaux qui visitons la Yazigie communiste, comme c'est pittoresque ces grands bâtiments

¹⁷⁵ Szászi, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez », *art. cit.*, p. 332.

¹⁷⁶ Entretien avec Gábor Kemény, Genève, 31 octobre 2014.

¹⁷⁷ AfZ-SFH: Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

¹⁷⁸ Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

¹⁷⁹ Macher, « Politique culturelle internationale de la Hongrie de 1957 à 1963 », *art. cit.*, p. 179.

bétonnés vraiment on adore, comme c'est rigolo ces tickets de rationnement on dirait des billets de Monopoly oh oui nous avons des noms yaziges et nous parlons le yazige mais c'est un pur hasard.¹⁸⁰

Pour beaucoup et pour autant qu'ils et elles obtiennent un visa de la part des autorités hongroises, la naturalisation dans le pays d'accueil a signifié la possibilité de rentrer pour la première fois, sans danger.

5.3 DES INTERETS PRAGMATIQUES ET IDEOLOGIQUES

Si nous avons mis en évidence la volonté gouvernementale de faire revenir les dissident·e·s de 1956, tout le monde n'est pas le bienvenu en Hongrie. De nombreuses demandes seront aussi refusées par les autorités hongroises. Par exemple, pour 1959, sur 2 516 demandes, seules 1 632 sont acceptées¹⁸¹. Nous aurons l'occasion de mieux comprendre cet enjeu dans le chapitre suivant à partir de cas concrets. Le Gouvernement Kádár n'est pas unanime quant au bien-fondé des amnisties¹⁸². La vision – partagée par Kádár et le Ministère des Affaires étrangères, soucieux de l'image de la Hongrie – selon laquelle le maximum de candidat·e·s au retour devrait être accepté et réintégré s'oppose à celle de Béla Biszku, ministre de l'Intérieur de 1957 à 1961, qui maintient l'idée que les personnes impliquées de près ou de loin dans le soulèvement doivent figurer sur une liste noire leur interdisant tout retour en Hongrie. C'est d'ailleurs une fois le ministre Biszku écarté que l'amnistie de 1961 est décrétée.

Quant aux motifs de la campagne, s'ils varient selon le moment, des constantes sont à relever. L'intérêt est d'abord économique. Les pays suivant le modèle économique soviétique, c'est-à-dire qui favorisent l'investissement dans l'industrie, luttent constamment contre le manque de main-d'œuvre. C'est d'ailleurs avant tout pour cette raison que les femmes sont massivement mises au travail. L'exode de 1956 a des répercussions dramatiques pour l'économie. Les places de travail laissées à l'abandon doivent être comblées mais, en raison du manque de main-d'œuvre, elles ne le sont pas toujours par des personnes compétentes¹⁸³. Dès 1963, la facilitation des voyages vers la Hongrie répond aussi à des buts économiques, les visites apportent des devises bienvenues.

En outre, les motifs sont d'ordre démographique. Premièrement, 1956 a constitué une perte pour le pays et a modifié la composition de sa population. Le nombre de personnes fuyant vers l'Occident représente 70 % de l'accroissement naturel de l'année 1956. Deuxièmement, la composition à deux tiers d'hommes de la vague d'émigration de 1956 a créé une situation

¹⁸⁰ Yargekov, *Double nationalité*, op. cit., pp. 233-234.

¹⁸¹ Szabó, « < ...s várja eltévedt fiait is > », art. cit., p. 208.

¹⁸² Sur le débat au sein du gouvernement : *ibid.*, p. 195.

¹⁸³ András Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », art. cit., p. 475.

de déséquilibre démographique. La jeunesse de la plupart des réfugié·e·s a par ailleurs entraîné un soudain vieillissement de population¹⁸⁴.

Enfin, l'objectif de la campagne de rapatriement, en 1955 ou au-delà, est avant tout de nature idéologique. C'est sur cet aspect que nous souhaitons conclure.

Pour cette Hongrie meurtrie et son gouvernement honni, chaque retour s'apparente à une petite victoire, comme d'ailleurs chaque défection vers l'Ouest représente une légitimation de la supériorité du modèle capitaliste et des démocraties chrétiennes par rapport aux régimes communistes. Celles et ceux qui reviennent participent en quelques sortes à la légitimation du système, surtout vis-à-vis de l'intérieur et des personnes qui avaient décidé de rester au pays¹⁸⁵. Récemment, l'historien Philipp Ther voyait dans cette campagne de rapatriement une sorte de préfiguration du socialisme de goulasch¹⁸⁶. Il nous semble que cette interprétation n'est pas tout à fait correcte. Si le gouvernement, pour pousser les réfugié·e·s au rapatriement, a recours au registre d'incitation (exemption de taxes, reconnaissance de diplômes), ce régime côtoie la menace (expropriation, intimidations diverses). Nous voyons plutôt la campagne de 1956 comme l'adaptation de celle de 1955 au contexte et comme un moyen de réduire les effets de la « saignée » que le pays était en train de vivre. Si les recettes restent en partie les mêmes (amnistie, engagement des diplomates, etc.), le message de 1956 est plus anti-occidental qu'en 1955 et correspond à une période de regel. En revanche, ce qui tendrait à donner raison à Ther, c'est que la campagne semble être menée sur une initiative hongroise et non soviétique. En témoigne la suggestion qu'Anastas Mikoyan, vice-premier ministre de l'URSS, émet à l'ambassadeur hongrois Frigyes Puja, très engagé dans le rapatriement, de freiner ses démarches, arguant que « celui qui a quitté le pays, devrait rester dehors »¹⁸⁷. Quant aux accusations invoquant les obstacles que les Occidentaux mettraient sur le chemin des revenant·e·s, elles existaient déjà en 1955. L'historien Mikkonen les juge exagérées¹⁸⁸. Mais, que ce soit via la CIMADE, le HCR, ou les autorités des pays d'asile, les réfugié·e·s, au moment de demander leur rapatriement, ne sont tout de même pas lâché·e·s en Hongrie sans

¹⁸⁴ Julianna Puskás, « Elvándorlások Magyarországról 1945 óta és a magyar diaszpóra néhány jellegzetessége az 1970-es években » [Les transmigrations de la Hongrie depuis 1945 et quelques caractéristiques de la diaspora hongroise dans les années 1970], in : János Molnár ; Sándor Orbán ; Károly Urbán (éds.), *Tanulmányok a magyar népi demokrácia negyven évéről* [Études sur les 40 années de la Démocratie populaire hongroise], Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1985, pp. 236-259. Cité in : Gusztáv Kecskés, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Publications de l'Institut hongrois de Paris : Paris ; Budapest ; Szeged, 2005, p. 319.

¹⁸⁵ Szabó, « « ...s várja eltévedt fiait is » », *art. cit.*, p. 190.

¹⁸⁶ Philipp Ther, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin : Suhrkamp Verlag, 2017, p. 240.

¹⁸⁷ *Wer das Land verliess, sollte draussen bleiben*. Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, *op. cit.*, p. 147.

¹⁸⁸ Mikkonen, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *art. cit.*, pp. 47-52.

qu'on ne leur dise rien. Il faut reconnaître que les acteurs de l'accueil s'efforcent souvent de les dissuader. Nous aurons l'occasion de détailler ce phénomène dans le cas de la Suisse.

À ce stade des recherches, certaines questions concernant ces migrations *à contre-sens* ne sont pas résolues. Dans les observations des deux camps, il n'est pas toujours évident de distinguer les rumeurs des actions concrètes, les fantasmes des phénomènes existants. Les historien·ne·s n'ont, par exemple, pas encore totalement éclairé l'ampleur du rôle de la Police secrète dans les efforts de la Hongrie pour faire revenir les réfugié·e·s. Les bruits, aussi bien parmi les réfugié·e·s et à destination du public occidental allaient bon train concernant ces retours. Dans les colonnes de la *Feuille d'avis de Lausanne*, par exemple, on évoque des enlèvements et l'existence d'un cachot dans le bâtiment de la Légation hongroise à Vienne spécialement prévu pour les futurs rapatriés¹⁸⁹. En Occident, moult commentaires fustigent les efforts de la Police politique hongroise ou les services secrets soviétiques pour faire rentrer les réfugié·e·s. À l'instar de la police autrichienne et suisse, beaucoup d'observateurs occidentaux supputent que c'est l'ÁVH qui pousse des parents à appeler leur progéniture au retour ou écrit elle-même des dépêches leur annonçant la maladie d'un proche et les priant de revenir¹⁹⁰. Si cette hypothèse ne semble pas infondée, elle participe également d'un certain fantasme selon lequel la police politique est partout, alors qu'elle paraît très affaiblie au printemps 1957¹⁹¹. Nous aurons l'occasion de mieux comprendre ce phénomène dans le chapitre suivant.

Cette extrême politisation d'un sujet en définitive plutôt social nous pousse à nous intéresser à des sources peu exploitées, confidentielles ou à des témoignages. De rares récits nous permettent de relativiser l'impact de la police politique dans ce processus. L'un des réfugié·e·s que nous avons rencontrés raconte par exemple :

Un étudiant comme moi, que j'ai côtoyé au camp de réfugiés, était parti sans sa fiancée. Une fois en Suisse, il a commencé à regretter son geste alors même que son amie, ainsi que sa mère lui écrivaient en lui demandant de rentrer. Il a fini par se décider à rentrer au pays et a effectuer ses études là-bas.¹⁹²

Une histoire simple, exempte d'intervention de la police politique, anecdotique sans doute, mais que partagent peut-être nombre de ces rapatrié·e·s. En parcourant les archives, nous avons trouvé des traces de ces revenant·e·s. Plus qu'un climat politique, ces traces permettent de mettre en évidence leurs doutes, leurs espoirs, leurs motifs et aussi leurs stratégies pour retirer quelque avantage de leur séjour en Occident, dans un contexte qui ne leur est pas favorable. Des éléments si difficiles à saisir dans la presse ou autres médias. Une lettre de l'un

¹⁸⁹ [Reuter], « Convoqués par la légation de Hongrie, des réfugiés n'ont pas reparu », *La Gazette de Lausanne*, 24 novembre 1956.

¹⁹⁰ Gémes, *Wie zwei geschiedene Eheleute*, op. cit., p. 149.

¹⁹¹ George Mikes, *A Study in Infamy : the operations of the Hungarian Secret Police (AVO) based on secret documents issued by the Hungarian Ministry of Interior*, Londres : Andre Deutsch Limited, 1959, pp. 62-68.

¹⁹² Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

de ces revenant·e·s du convoi du 14 janvier 1957 à une employée de la CIMADE dit quelque chose de ces enjeux :

Madame,

Permettez-moi d'abord de vous adresser mes sentiments les meilleurs. Nous sommes bien arrivés en Hongrie. A la frontière, on nous a fouillés, après quoi, nous avons pu partir. A la maison, ma femme m'attendait, elle était très heureuse de me voir revenir, et tout est bien ainsi. Nous ne sommes plus jeunes pour pouvoir commencer une vie nouvelle à l'étranger. Je l'ai essayé mais en vain. Le monde entier se trouve dans une situation très pénible. Ici, la révolution a fait beaucoup de mal au pays. La production des fabriques est insuffisante ; il y a une pénurie de marchandises et pendant longtemps, il y a eu des grèves. Excusez-moi de vous adresser cette demande, mais pouvez-vous m'envoyer un manteau usé ? Je vous en remercie beaucoup. J'aurais besoin encore de Brome pour le cœur, car ici il n'y a pas de remède. Je vous prie de m'excuser encore une fois mais je ne peux m'adresser qu'à vous. Avec toute ma reconnaissance.

Ferenc¹⁹³.

Par cet exemple, nous souhaitons montrer que, si les événements de 1956 et l'exode qui s'en suit sont un drame politique, ils portent également dans leurs sillages des grands et petits drames personnels dans un contexte politisé. L'historien András Lénárt l'a bien montré en approfondissant les motifs de fuite des mineurs non accompagnés : « les gymnasiens hongrois, qui sont rentrés dans l'histoire comme réfugiés politiques, n'ont pas fui le pays, mais leur propre monde »¹⁹⁴.

Cette lettre annonce une question centrale que nous n'avons jusque-là qu'effleurée et à laquelle le chapitre suivant est largement consacré : pourquoi rentre-t-on ?

¹⁹³ Lettre de Ferenc O., s.d., ACIMADE-BDIC : F delta 2149/1201 (1957).

¹⁹⁴ *Die ungarischen Gymnasiasten des Jahres 1956, die als politische Flüchtlinge in die Geschichte eingingen, flüchteten [...] nicht aus dem Land, sondern aus ihrer eigene Welt.* Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », *art. cit.*, pp. 492-493.

CHAPITRE 6. LE PARADIS QUI SE MÉRITAIT. LES RAPATRIEMENTS DEPUIS LA SUISSE

Dès les premières semaines de l'émigration, Irena faisait des rêves étranges : elle est dans l'avion qui change de direction et atterrit sur un aéroport inconnu ; des hommes en uniforme ; armés, l'attendent au pied de la passerelle ; une sueur froide sur le front, elle reconnaît la police tchèque [...] Martin, son mari, faisait les mêmes rêves. Tous les matins, ils se racontaient l'horreur de leur retour au pays natal. Puis [...] Irena comprit que tous les émigrés faisaient ces rêves, tous, sans exception [...] Le rêve d'émigration : l'un des phénomènes les plus étranges de la seconde moitié du XXe siècle. Ces rêves cauchemars lui apparaissaient d'autant plus mystérieux qu'elle souffrait en même temps d'une indomptable nostalgie et faisait une autre expérience, tout à fait contraire : des paysages de son pays venaient, le jour, se montrer à elle [...]. Le même cinéaste du subconscient qui, le jour, lui envoyait des morceaux de paysage natal telles des images de bonheur, organisait la nuit, des retours effrayants dans ce même pays. Le jour était illuminé par la beauté du pays abandonné, la nuit, par l'horreur d'y retourner. Le jour lui montrait le paradis qu'elle avait perdu, la nuit, l'enfer qu'elle avait fui.

Milan Kundera, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, pp. 21-23.

En juin 1962, sur les 13 803 réfugié·e·s arrivé·e·s en Suisse à la suite de l'Insurrection de 1956, on en dénombre encore environ 10 000 sur le sol suisse. Pour plus de 3 000 personnes, la Suisse n'aura donc été qu'un refuge provisoire. 1 638 personnes ont rejoint un autre pays occidental, alors que 1 705 ont choisi le rapatriement vers la Hongrie de János Kádár¹⁹⁵.

Qu'est-ce qui mène un jour un·e réfugié·e à se rendre à la Légation hongroise à Berne pour aller demander l'autorisation de rentrer au pays ? Quel est le profil de ces « revenant·e·s » ? Lorsqu'on pose la question à d'ancien·ne·s réfugié·e·s en Suisse, les avis divergent : « on savait qu'il y en avait qui rentraient : déjà à l'époque, je me disais : « mais qui peuvent bien être ces gens ? » ... »¹⁹⁶ ou encore : « il y en avait qui ne supportaient pas le déracinement »¹⁹⁷ et qui « ont été déçu de l'endroit où ils ont été placés »¹⁹⁸. En 1969, le psychiatre Emil Pintér, auteur d'une étude sur les réfugié·e·s hongrois·es, résume bien l'apparent paradoxe de ces rapatriements vers un pays sous dictature communiste : « L'échange de la liberté et de la richesse contre le totalitarisme et la pauvreté doit paraître absurde à un Suisse »¹⁹⁹. Pour comprendre ces retours, il faut en cerner les enjeux aussi bien idéologiques que pratiques.

¹⁹⁵ Stand der Kartothek für ungarische Flüchtlinge des Aufstandes 1956 per 30. Juni 1962, AfZ-SFH : 31 a (A).

¹⁹⁶ Entretien avec Péter Gémes, Bâle, 1^{er} avril 2015.

¹⁹⁷ Entretien avec Zoltán Tóth, Genève, 11 octobre 2014

¹⁹⁸ Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015

¹⁹⁹ *Der Umtausch der Freiheit und des Reichtums gegen Totalitarismus und Armut muss einem Schweizer absurd vorkommen.* Emil Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Bâle ; New York : Karger, 1969, p. 117.

La question des rapatriements constitue un nœud de discorde diplomatique entre la Confédération helvétique et la Hongrie. À Berne, les ambassadeurs hongrois – enclins à faire rentrer un maximum de réfugié·e·s – accusent les autorités suisses de freiner ces retours.

Est-ce le cas ? Et, comment se passent les rapatriements jusqu'en avril 1957, délai de l'amnistie décrétée par le gouvernement Kádár puis entre mai 1957 et 1963 ?

Parmi ces revenant·e·s, il y a de nombreux jeunes. Arrivés sans leurs parents en 1956, ceux-ci sont encadrés par la Croix-Rouge suisse (CRS). Son personnel s'étonne d'en voir certains aspirer au rapatriement. Ils soupçonnent les autorités et la Croix-Rouge hongroises de tirer les ficelles. Les parents demandant le retour de leurs enfants seraient-ils manipulés par le régime ? L'examen des sources révèle la marge de manœuvre – restreinte – des revenant·e·s qui mettent au point des stratégies afin de réduire l'incertitude que comporte le rapatriement ; subira-t-on des représailles ? Pourra-t-on reprendre l'école ou la place de travail qu'on a quittée ? Les angoisses et les espoirs de ces personnes au moment de leur retour seront illustrés au travers de témoignages. Nous avons constaté que quelques centaines de réfugié·e·s ont subi un ou plusieurs internements administratifs en Suisse. En tant que réfugié·e·s et interné·e·s, ils et elles se trouvent doublement marginalisé·e·s. Le retour peut représenter pour ces hommes et ces femmes une issue de secours au cercle vicieux dans lequel ils et elles étaient tombé·e·s en Suisse.

En général et au-delà du cas précis des interné·e·s, ces migrations de retour produisent différents discours, que ce soit dans la presse suisse et hongroise ou dans des rapports d'expert·e·s. Les analyses sont influencées par le contexte de Guerre froide, les uns voyant dans ces retours la preuve des défaillances du système capitaliste, les autres comme une manifestation de la perversité du régime communiste. Au centre du débat, le sort des rapatrié·e·s. Une fois en Hongrie, la plupart est interrogée par la police magyare. Les protocoles de ces auditions, conservés à Budapest, ont servi de base à notre analyse. Malgré le caractère dirigé des réponses des ex-réfugié·e·s – censées plaire aux fonctionnaires qui les interrogent –, certaines réalités de leur exil (et de leur retour) ressortent de leurs dires. Quels paramètres influencent le sort de ces personnes ? Que peuvent-elles faire pour l'améliorer ?

Cette analyse mènera aux réponses à notre questionnement initial : quel est le profil de ces revenant·e·s et en quoi se différencient-ils et elles des réfugié·e·s qui restent en Suisse ? Au-delà des discours clivants de la Guerre froide, peut-on dégager leurs motifs concrets ? Un traitement quantitatif des fiches de l'Office d'aide aux réfugiés nous donnera des éléments de réponse, complétés d'autres sources. Enfin, une réflexion sur le mal du pays, un enjeu transversal à toute la thèse et motif central de rapatriement, ponctuera cette recherche.

6.1 UNE QUESTION POLITIQUE

Les griefs de l'ambassadeur

Dans ses mémoires, Markus Feldmann, président de la Confédération en 1957, se plaint du harcèlement qu'exercent les fonctionnaires de la Légation hongroise sur les réfugiés. Il mentionne le récit d'une personne apostrophée dans la rue à Berne par un fonctionnaire pour la convaincre de rentrer en Hongrie. Feldmann salue le travail de la Division de police du Département fédéral de justice et police (DFJP) et de son chef, Reynold Tschäppät, qui combattent ce type de démarchage²⁰⁰.

La campagne hongroise en faveur du rapatriement s'étend rapidement au-delà des seuls premiers pays d'accueil, la Yougoslavie et l'Autriche. L'objectif est toujours le même : dissuader les réfugié·e·s de rester à l'étranger et les convaincre de rentrer en Hongrie. Mais en Suisse comme dans tous les seconds pays d'asile, face à la méfiance des autorités locales, impossible de mettre en place une commission de rapatriement. Dans le cas de la Suisse, un essai d'accéder aux camps avait été amorcé par l'intermédiaire du mystérieux « Comité général pour les questions hongroises », créé fin 1956 par un juriste hongrois probablement proche du régime. Les autorités suisses avaient alors tué dans l'œuf ce potentiel relais du régime Kádár en Suisse en poussant le Comité à se dissoudre²⁰¹.

Dès lors, ce sont principalement aux représentants diplomatiques qu'incombe la tâche de faire revenir un maximum de dissident·e·s. En Suisse, la Légation est dirigée par József Marjai. Nommé juste avant l'Insurrection, le charismatique ambassadeur est très peu apprécié par ses interlocuteurs suisses qui le voient comme un dangereux « stalinien » à surveiller étroitement²⁰². L'éclatement de la Révolution et la prise de pouvoir de Kádár – dont la légitimité est contestée – avaient incité les autorités suisses à différer l'accueil officiel de ce nouveau diplomate. Marjai devra ainsi attendre plusieurs semaines avant d'être invité par le Département politique fédéral (DPF) à remettre ses créances en janvier 1957²⁰³. Également

²⁰⁰ Roger Sidler et Peter Moser (éds.), *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, Bâle : Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Kommissionsverlag Krebs, 2001, pp. 320-321 (notes du 15 juillet 1957).

²⁰¹ Voir *supra*, chapitre 4 : 3. « Deux mondes en présence » (*Des Hongrois-es à la rescousse*).

²⁰² Reynold Tschäppät se plaint en octobre 1957 : « Die ungarischen Stellen arbeiten mit allen Mitteln, um die Kinder und Jugendlichen zurückzubekommen. Die Angriffe auf die schweizerische Regierung [...] sind recht massiv. Ungarischer Gesandter sei ein berüchtigter Polizeimann, der sich in Jugoslawien z. B. unmöglich gemacht habe ! ». Téléphone avec R. Tschäppät, Croix-Rouge suisse, 18 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

²⁰³ Peter Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses. Les conséquences diplomatiques d'un acte humanitaire* [Mémoire de licence en histoire contemporaine], Fribourg, 2001, pp. 62 et 71. Cet isolement est délibéré : les diplomates hongrois ou d'Europe de l'Est se retrouvaient, particulièrement en 1956-1957 face à un mur lorsqu'ils essayaient de nouer des contacts avec les Suisses.

représentant à l'ONU à Genève, le diplomate est aux avant-postes de la campagne de rapatriement.

L'examen d'archives officielles permet de saisir la nature des intérêts respectifs. Gusztáv Kecskés, qui a étudié des rapports issus de la Légation hongroise de Paris, relativise leur valeur documentaire, car les diplomates avaient tendance à rapporter à l'Administration centrale ce qu'on attendait d'eux, leur poste dépendant de leur « honorabilité », c'est-à-dire de leur fidélité au discours officiel. Les rapports décrivent généralement les conditions des réfugié·e·s en France comme très préoccupantes en allant ainsi dans le sens du Ministère des Affaires étrangères à Budapest²⁰⁴. En Suisse, les rapports de József Marjai sont plus francs : ils décrivent les bonnes conditions dans lesquelles sont accueilli·e·s les émigrant·e·s et concèdent qu'avec un tel accueil, il ne sera pas évident de les persuader de rentrer. Plusieurs entrevues entre représentants hongrois et suisses ont lieu en janvier dans un climat de crise diplomatique latente. Les critiques du diplomate envers la Suisse sont assez virulentes.

Le premier grief concerne l'accueil des réfugié·e·s, un accueil aussi exceptionnel qu'intéressé selon le diplomate. En janvier 1957, il accuse les autorités suisses de mener une propagande poussant les Hongrois·es à rester en Suisse et de tout faire pour qu'ils soient insérés à long terme dans la société. L'auteur souligne que les réfugié·e·s vont bientôt être déçu·e·s de leur intégration professionnelle, car peu d'entre eux trouveront un emploi à la hauteur de leur qualification. Dans son rapport adressé à Budapest, Marjai relaie également le souci principal des candidat·e·s au retour : une fois rentrés en Hongrie, auront-ils la possibilité de récupérer la place de travail qu'ils ont quittée ? Entre les lignes, Marjai plaide pour que ce soit le cas²⁰⁵.

Deuxièmement, la Suisse officielle s'évertuerait à compliquer les procédures de retour. Déjà distillé dès 1955, ce type de discours devient un vrai *leitmotiv* après 1956, et cela dans toutes les Légations hongroises du monde. Une fois les réfugié·e·s arrivé·e·s sur le territoire helvétique, la Légation tente d'obtenir des contacts avec eux et cherche même à les atteindre directement dans les camps où ils sont placés à leur arrivée. Les autorités suisses s'opposent vigoureusement à ces sollicitations²⁰⁶. Fin 1956, le DFJP met en place un camp – à St.

²⁰⁴ Gusztáv Kecskés, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest ; Paris ; Szeged : Institut hongrois de Paris, 2005, p. 338.

²⁰⁵ József Marjai, « Magyar menekültek Svájcban » [Les réfugiés hongrois en Suisse], Berne, 27 janvier 1957, in : Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses*, op. cit., p. 83.

²⁰⁶ Reynold Tschäppät comprend mal pourquoi la Légation veut à tout prix faire revenir les réfugié·e·s. Il pose ouvertement la question à l'un des membres de la mission hongroise qui lui répond que cet exode a des répercussions catastrophiques pour l'économie. Besuch des neuen ungarischen Gesandten Herrn Joseph Marjai, 14 février 1957, CH-BAR#E2200.50-01#1969/235#233*, Az. 7.0/1 ; Notes de décembre 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

Margrethen dans le canton de St Gall – réservé aux personnes prêtes à être rapatriées. Soudainement, les autorités helvétiques décident de le fermer en février 1957 et les candidat·e·s au retour doivent désormais se rendre à Berne auprès de la Légation, puis à la Section « réfugiés » de la Division de police, avant de pouvoir rentrer en Hongrie. Cette mesure irrite les attachés hongrois : le passage obligé des revenant·e·s dans les bureaux de Reynold Tschäppät pourrait, selon les diplomates, représenter une bonne occasion pour les autorités suisses d'essayer de convaincre les réfugié·e·s de rester²⁰⁷. La Suisse fait alors un geste important dans le but d'apaiser une crise diplomatique naissante : Berne décide de prendre en charge les frais du voyage d'environ 400 rapatrié·e·s volontaires jusqu'à mars 1957²⁰⁸.

Dans un rapport de mai 1957, Marjai va plus loin en dénonçant la dimension « opportuniste » de l'action humanitaire de la Suisse : il l'accuse d'avoir profité de sa situation géographique pour avoir pris « les meilleurs éléments » de l'émigration hongroise, dont l'emploi est bénéfique pour l'économie du pays. Il mentionne en outre que de tous les pays occidentaux, c'est en Suisse où la propagande anticomuniste, qualifiée d'« hystérique », a le plus exploité la « contre-révolution »²⁰⁹. Un mois plus tard, un autre rapport de la Légation relève, non sans exagération, que la plupart des Hongrois·es veulent rentrer. L'auteur distingue les intellectuel·le·s et les étudiant·e·s – qui n'ont aucunement l'intention de rentrer – d'une autre catégorie de gens qui ont vécu un désenchantement par rapport à leurs aspirations. Ce rapport plaidant pour une nouvelle amnistie (qui n'arrivera qu'en 1961) montre que la Légation attend des consignes plus claires de Budapest quant à la question des rapatriements²¹⁰.

Réactions suisses pendant le temps de l'amnistie (décembre 1956-mars 1957)

« Un camp a été créé dans la salle de gymnastique de St. Margrethen où sont rassemblés les réfugiés hongrois désireux d'être rapatriés dans leur pays. Un transport commun sera organisé qui les reconduira en Hongrie »²¹¹.

C'est avec ces mots on ne peut plus expéditifs qu'un encart annonce l'existence d'un groupe : les Hongrois accueillis en Suisse qui désirent rentrer. Dans les réunions de l'Office central

²⁰⁷ Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses*, op. cit., p. 86.

²⁰⁸ Cette pratique continuera au moins jusqu'à 1959. Rapport du Département de justice et police, 7 mars 1957, CH-BAR#E4260D#1994/125#307*.

²⁰⁹ József Marjai et Lajos Serfőző (secrétaire), « Svájc és a Magyar menekültek » [La Suisse et les réfugiés hongrois], Berne, 27 mai 1957, MNL OL : XIX-J-1, Svájc, 13. doboz, XII – 112.

²¹⁰ Gergely Miklós, « Általános hangulat a menekültek körében » [Ambiance générale parmi les réfugiés], 28 juin 1957. Rapporté par Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses*, op. cit., p. 89.

²¹¹ (Ag.), « Pour ceux qui désirent rentrer en Hongrie », *Feuille d'Avis de Lausanne*, 25 janvier 1957.

suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR), la question des rapatriements est classée sous la catégorie des « problèmes spéciaux ». Le 16 janvier 1957, lors d'une de ces réunions, on constate que le nombre des rapatriés est en hausse. Cela crée une concentration de réfugiés à Berne, perçue comme gênante par les autorités suisses²¹². Les rapports internes helvétiques commentent très peu ces velléités de retour. On s'efforce de trouver des solutions, comme la mise en place du camp de St. Margrethen. Mais les autorités suisses décident de le fermer le 9 février déjà. Dans la presse, on justifie cette mesure par le fait qu'il n'y aurait plus de rapatriés à attendre²¹³. Comment expliquer la durée de vie très limitée de ce camp dont l'existence est d'ailleurs peu documentée dans les archives suisses²¹⁴ ?

Il n'est pas exclu que les fonctionnaires à l'origine de cette décision croient vraiment que le flux des candidats est déjà tari. Une autre interprétation – qui est celle de la Légation hongroise – voudrait que le chef de la Division de police, en obligeant les futur·e·s revenant·e·s à passer dans ses bureaux, contrôlerait mieux le retour des réfugié·e·s et pourrait au passage les pousser à réfléchir encore avant de retraverser le Rideau de fer. Il est vrai qu'au même moment, les fonctionnaires suisses étaient sensibilisés aux commentaires de l'Ambassade suisse en Hongrie qui ne donnait pas grand crédit aux garanties de l'amnistie²¹⁵. Il est selon nous également possible que le camp ait été démantelé parce qu'il représentait une mauvaise publicité dans la grande opération d'accueil des réfugié·e·s.

Les entretiens entre les futurs rapatrié·e·s et les autorités suisses ont eux aussi laissé très peu de traces dans les archives. Pour combler ce manque, les mots d'Anita Buss, alors employée par la Division de police du DFJP, s'avèrent assez instructifs :

Il y avait toujours des gens qui voulaient rentrer. Alors on a organisé leur retour. Ils devaient d'abord obtenir un certificat de rapatriement auprès de la Légation hongroise. Et ensuite, ils devaient passer par nos bureaux récupérer leurs papiers et on leur donnait aussi le visa pour qu'ils puissent transiter par l'Autriche. On leur payait aussi leur transport. Au début, ils venaient souvent à nos bureaux en groupe.²¹⁶

Elle ne nie pas les avertissements qui leur sont adressés : « s'ils étaient décidés [...], ils avaient déjà liquidé leur travail, leurs affaires... Parfois, ils téléphonaient pour se renseigner, demander ce qu'ils devaient faire. C'est à ce moment-là qu'on leur disait de bien réfléchir »²¹⁷.

Dans un second entretien, elle se remémore une situation particulièrement pénible :

²¹² 4. Sachbearbeiterkonferenz der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 16 janvier 1957, AfZ-SFH : 571 (A).

²¹³ (Ag.), « Ungarische Rückkehrer verlassen die Schweiz », *Ostschweiz*, 8 février 1957 ; *Neue Zürcher Zeitung*, 8 février 1957.

²¹⁴ Nous n'avons pu trouver aucun rapport concernant son activité au début de l'année 1957.

²¹⁵ Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse*, op. cit., p. 87.

²¹⁶ Entretien avec Anita Buss, Berne, 11 avril 2016.

²¹⁷ *Id.*

Une fois, plusieurs se sont plaints, ils voulaient rentrer et trouvaient que ça durait trop longtemps. Mais on devait quand même leur poser des questions avant leur rapatriement ! Il y avait en général une grande nervosité parmi les gens qui voulaient rentrer, mais c'est seulement cette fois où ils ont commencé à s'énerver et à casser des choses dans nos bureaux.²¹⁸

On imagine bien que ce passage auprès des autorités suisses devait créer un certain trouble. Après avoir pris la décision difficile de rentrer en Hongrie, il était sans doute déstabilisant, voire agaçant, d'entendre les avertissements suisses, qui plus est par l'intermédiaire d'interprètes hongrois qui n'avaient pas mis les pieds en Hongrie depuis plusieurs années.

En règle générale, la presse est peu bavarde sur le sujet. Tout au plus l'*Ostschweiz* et d'autres journaux mentionnent-ils le départ en Hongrie de 80 personnes depuis St. Margrethen au début du mois de février 1957²¹⁹. L'existence de ce camp est signifiée par des petits encarts dans la presse. *La Suisse* rapporte par exemple :

Il s'agit principalement d'hommes qui désirent être ramenés chez eux pour des raisons diverses. [...] Le ministre de Hongrie a récemment rendu visite au chef du camp afin de mettre au point divers problèmes relatifs à ce rapatriement. On a toutefois veillé à ce qu'aucun contact direct n'ait lieu avec les rapatriés. Chacun [...] a d'ailleurs signé une déclaration confirmant qu'il a décidé librement de quitter notre pays.

La plupart du temps, la presse explique au détour d'une phrase que « quelques-uns »²²⁰ sont rentrés spontanément ou mentionne simplement leur existence : « il y a ceux qui veulent émigrer ou rentrer dans leur pays »²²¹. Seul le communiqué de la Conférence de presse des principaux responsables de l'accueil émet un chiffre, pour mieux mettre en évidence le succès de l'entreprise de l'accueil des réfugiés : « ce qui est caractéristique, c'est que 300 seulement [...] ont demandé à rentrer en Hongrie »²²². Nous sommes alors en février. Au printemps, sans devenir loquace sur le sujet, la presse mentionne des chiffres. Un étrange encart est titré « Beaucoup s'en vont » dans *L'Illustré*. Cet article – qu'on pourrait à première vue confondre avec une dépêche communiste – rapporte que « plus de 700 réfugiés hongrois ont quitté la Suisse pour retourner chez eux » et qu'ils seraient tous les jours une dizaine à se rendre à la Légation dans ce dessein²²³. *L'Impartial* commente : « parmi eux, des gens déçus. Les communistes exploitent naturellement tous les cas de mécontentement à des fins de propagande »²²⁴. La presse du Parti du Travail (PdT) est nettement plus bavarde sur la question du rapatriement et rend compte des chiffres au niveau international. Elle est également la seule à rapporter les mesures du gouvernement Kádár pour appeler les

²¹⁸ Entretien avec Anita Buss, Berne, 9 mars 2017.

²¹⁹ (Ag.), « Ungarische Rückkehrer verlassen die Schweiz », *Ostschweiz*, 8 février 1957. La *NZZ* évoquait une centaine de rapatriés : « Ein Lager für ungarische Heimkehrer », *Neue Zürcher Zeitung*, 25 janvier 1957.

²²⁰ Bw., « Les réfugiés hongrois : Problème résolu ! », *Feuille d'Avis de Lausanne*, 16 janvier 1957.

²²¹ H. C., « Au centre d'accueil de la Croix-Rouge », *Feuille d'Avis de Lausanne*, 23 février 1957.

²²² G. P., « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, 7 février 1957.

²²³ « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957, p. 42.

²²⁴ « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

réfugié·e·s au retour. En novembre, elle annonce l'amnistie et la promesse faite aux « émigrés » qu'ils « peuvent rentrer sans crainte »²²⁵. Elle évoque également les cas de réfugiés retenus en Occident comme à Passau où un groupe de Hongrois menace de faire une grève de la faim²²⁶.

Le nombre de rapatrié·e·s évolue assez rapidement pendant les délais de l'amnistie. Selon une circulaire de Markus Feldmann, ils seraient 800 réfugié·e·s à avoir opté pour le retour depuis la Suisse jusqu'au 16 avril 1957²²⁷. Un chiffre analogue à celui des sources hongroises qui dénombre 841 retours jusqu'au 23 avril 1957²²⁸.

Au-delà de l'amnistie (avril 1957-janvier 1963)

Si pendant la durée de l'amnistie, la Légation hongroise ne fait aucune difficulté à octroyer les fameux certificats de rapatriements, les choses changent après le 1^{er} avril 1957. Nous l'avons dit, un certain flou entoure alors les procédures de rapatriement, souvent assez longues. Parfois, après un premier entretien à la Légation, une enquête est réalisée en Hongrie sur le/la candidat·e au retour, notamment auprès de ses voisin·e·s pour déterminer si la personne est « honorable », si elle a pris position contre le régime, etc. Les enquêtes portent également sur ses mœurs et ses éventuels antécédents judiciaires²²⁹. Parfois, la Légation se montre méfiante : certains candidat·e·s sont-ils mandatés par la police suisse ou des cercles « d'émigrés réactionnaires » pour observer la réaction du personnel diplomatique ou pour l'assaillir²³⁰ ? Ces craintes ne sont pas infondées : en juillet 1958, l'ambassade est attaquée par deux réfugiés s'étant fait passer pour des candidats au retour. Mais la méfiance est surtout tangible au Ministère de l'Intérieur hongrois dont le manque d'empressement pour autoriser les retours témoigne de ses divergences avec le Ministère des Affaires étrangères, enclin à accepter pratiquement tous les candidats.

De son côté, la Division de police a, dans un premier temps, plutôt tendance à freiner les retours. Certes, elle n'empêche pas *formellement* les candidats de rentrer en Hongrie, contrairement à ce que clament les fonctionnaires hongrois. Elle renseigne même les réfugié·e·s, s'ils le demandent, sur les démarches à entreprendre : se rendre à Berne avec bagages, puis à la Légation, puis aux bureaux de la Division de police à Marzili pour obtenir

²²⁵ *Voix ouvrière*, 3 décembre 1956.

²²⁶ « Des réfugiés empêchés de rentrer menacent de faire grève de la faim », *Voix ouvrière*, 22 janvier 1957.

²²⁷ Lettre de Markus Feldmann, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

²²⁸ MNL OL : XIX-J-1, Svájce, 13. doboz, XII – 112 : la majorité est composée d'ouvrier·e·s (593 personnes), mais on compte aussi 58 ménagères, 42 paysan·ne·s, 28 intellectuel·le·s et quelques autres profils isolés.

²²⁹ Dossiers de rapatrié·e·s depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51 et 52.

²³⁰ Les rapports datant de juillet 1957 de l'attaché de l'ambassade rapporte des visites suspectes, Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse*, *op. cit.*, p. 93.

son bon de transport²³¹. Mais les fonctionnaires suisses prennent le temps d'avertir les candidat·e·s – précisément au bureau de Marzili, lorsqu'ils passent prendre leur bon de transport – des dangers qui les attendraient en Hongrie et s'efforcent de les dissuader de rentrer. Nous avons retrouvé les traces de ces avertissements dans le dossier de certaines personnes. Une fois n'est pas coutume, c'est même parfois la Police des étrangers qui incite les réfugié·e·s à réfléchir à deux fois avant de rentrer en Hongrie²³².

Au cours de l'année 1957 déjà, la Division de police change d'attitude : elle devient beaucoup moins soucieuse des conséquences du retour de certain·e·s réfugié·e·s, qu'il s'agisse de jeunes ou d'adultes. Aux Archives fédérales, on trouve de nombreux documents témoignant de l'empressement de la Division de police à ce que les réfugié·e·s qui en ont exprimé le désir rentrent le plus vite possible. Elle n'aura de cesse de se plaindre de la lenteur des procédures du côté hongrois, Budapest mettant en moyenne six à huit semaines pour traiter les demandes de retour²³³. Pour comprendre ce revirement, arrêtons-nous sur le cas de Géza Mészáros²³⁴, l'un de ces candidat·e·s au retour. Qualifié d'« arbeitscheu » (réfractaire au travail) par les fonctionnaires de la Division de police, sa demande avait été refusée par la Légation hongroise, fin 1957. Le chef de la Section « réfugiés » de la Division de police, Reynold Tschäppät communique au Département politique : « nous serions heureux si [Mészáros], dont le comportement n'est pas réjouissant, quittait notre pays le plus vite possible »²³⁵. Autre exemple : le cas d'István Dudás²³⁶. Accusé de petits vols, il est interné à St. Johanssen à Bern, un établissement de travail, d'où il demande son rapatriement. La Légation ne répond pas à sa demande. Dans une lettre au Département Politique datant de janvier 1958, la Division de police du DFJP dénonce ce manquement en même temps qu'elle exprime son souhait de se débarrasser de ce réfugié. Le fonctionnaire note que ce cas n'est pas isolé et qu'il y a encore beaucoup de réfugiés qui attendent leur certificat de rapatriement²³⁷.

Au printemps 1957, la Division de police fait un constat qui orientera sa politique envers la question du rapatriement. Dans une réunion de l'OCSAR, son chef relève au sujet des

²³¹ En témoignent quelques lettres de R. Tschäppät dans les dossiers de personnes de la Division de police : CH-BAR#E4264#2016/117#.

²³² CH-BAR#E4264#2016/117#.

²³³ Rapport de R. Tschäppät à M. Feldmann, le 8 mars 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

²³⁴ Il s'agit d'un pseudonyme. Son cas se trouve dans le fond regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N.

²³⁵ *Wir wären froh, wenn [Mészáros], dessen Verhalten nicht erfreulich ist, möglichst bald unser Land verlassen würde*, Lettre de R. Tschäppät au Département politique, 16 décembre 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33#.

²³⁶ Il s'agit d'un pseudonyme. Son cas se trouve dans le fond regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N.

²³⁷ La Légation accordera finalement le certificat au candidat quelques semaines plus tard.

candidats au rapatriement : « il s'agit en partie d'éléments indésirables »²³⁸. Mais l'ensemble des intervenant·e·s de l'OCSAR préconisent alors des solutions pour que tous les réfugiés « se sentent bien en Suisse ». Dans la même réunion, on s'élève par exemple contre les employeurs suisses qui « exploitent les réfugiés ». Ces expériences malheureuses en pousseraient plus d'un à « tendre vers l'avis que l'Ouest les utilise » et à demander leur rapatriement. Les responsables de l'accueil envisagent d'abord de mettre en place un camp de discipline pour celles et ceux qui quittent leur travail ou ne s'« adaptent » pas à « l'ordre suisse ». Cette option drastique est finalement abandonnée au profit de mesures plus « psychologiques »²³⁹. Mais passé cette période d'indulgence (durant le printemps 1957), la Division de police tend à pousser celles et ceux qu'elle juge « indésirables » au rapatriement. Dans le point consacré plus spécifiquement au rapport entre internement et rapatriement, nous aurons l'occasion de saisir la mise en œuvre de cette stratégie à l'aide de cas concrets.

La plupart du temps, la Division de police demande au Département Politique de faire pression auprès de la Légation hongroise pour qu'elle octroie rapidement les certificats de rapatriement. Les relations diplomatiques entre les deux pays s'enveniment au début de l'année 1958, précisément autour de cette question. Dans un rapport, Tschäppät dénonce l'inertie des autorités hongroises et répond aux accusations répétées selon lesquelles les Suisses mettraient des obstacles sur la route des revenant·e·s. Ce serait tout le contraire :

Jusqu'à aujourd'hui, 1 260 réfugiés hongrois sont retournés en Hongrie. Leur voyage jusqu'à la frontière est payé par la Division de police. Chaque réfugié qui se présente chez nous avant 10h peut quitter la Suisse le jour même. [...] D'après ce que nous savons, les candidats au rapatriement n'ont dans aucun autre pays la possibilité de rentrer si rapidement²⁴⁰.

En bref, ce serait la Hongrie, et non la Suisse, qui freinerait les retours. Cette affirmation s'avère correcte. L'ambassadeur Marjai déplore également la lenteur des procédures et peine à comprendre son propre gouvernement en ce qui concerne sa politique de sélection des candidat·e·s au rapatriement. Entre le 1^{er} avril et le 1^{er} septembre 1957, 25 demandes sur 104 avaient été tout bonnement rejetées par Budapest. Marjai critique ces refus dans ses propositions adressées à Budapest. Vu l'origine socioculturelle des candidats – il ne s'agit pas d'une élite anticommuniste, mais de personnes non politisées qui regrettent d'être parties –, on ne devrait, selon lui, pas être si sélectifs, mais au contraire accueillir positivement toutes

²³⁸ *Teilweise handelt es sich um unerwünschte Elementen.* Protokoll der 63. Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 22 février 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

²³⁹ *Id.*

²⁴⁰ *Bis heute sind 1260 ungarische Flüchtlinge nach Ungarn zurückgekehrt. Die Rückreise bis an der ungarischen Grenze wird von der Polizeiabteilung bezahlt. Jeder Flüchtling, der sich bei uns bis zehn Uhr meldet, kann noch am gleichen Tag die Schweiz verlassen. [...] Soweit uns bekannt ist, haben die rückkehrwilligen Flüchtlinge in keinem anderen Staat die Möglichkeit, so rasch die Heimreise anzutreten.* Rapport de R. Tschäppät à M. Feldmann, le 13 mars 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

les demandes de rapatriement²⁴¹. Comme la police suisse, le Ministère de l'Intérieur hongrois juge « indésirables » certaines personnes. D'aucuns ne sont donc pas les bienvenues des deux côtés du Rideau de fer.

Préconisant des procédures expéditives, la Division de police est dans un premier temps soutenue par le Département Politique qui relaie les cas aux diplomates hongrois en demandant l'accélération des procédures. Dès 1959, peut-être en raison de la publication d'un rapport alarmant de la Ligue des Droits de l'Homme sur le sort des rapatriés hongrois, le Département Politique se montre critique face à Reynold Tschäppät²⁴². Réagissant à l'insistance de la Division de police concernant un réfugié interné à Witzwil, le secrétaire général du Département des Affaires étrangères répond :

Comme chacun le sait, le destin des rapatriés vers la Hongrie est aujourd'hui très incertain, c'est pourquoi nous ne pouvons préconiser un rapatriement d'un point de vue simplement humain. Cela est également vrai pour les éléments indésirables dont l'émigration est dans l'intérêt de la Suisse. En outre, un autre comportement de notre part pourrait mener à des controverses dans l'opinion publique, particulièrement dans la presse.²⁴³

La presse ne s'est en fait que très peu intéressée aux mesures suisses favorisant le rapatriement des réfugié·e·s hongrois·es. Si elle dénonce l'attitude d'un gouvernement, c'est bien celui de Kádár qui par la « pression psychique » pousserait inlassablement les réfugiés à rentrer en Hongrie²⁴⁴.

Jusqu'au 30 octobre 1962, les sources officielles hongroises dénombrent 1 687 rapatriements parmi les réfugié·e·s arrivés en Suisse²⁴⁵. On peut estimer à 2 000 le nombre de rapatrié·e·s depuis la Suisse jusqu'en 1963.

²⁴¹ József Marjai, *Javaslatok menekültkérdésben* [Propositions dans la question des réfugiés], 9 septembre 1957 : Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse*, op. cit., p. 90.

²⁴² Malgré nos efforts, nous n'avons pu retrouver le texte original de ce rapport.

²⁴³ *Bekanntlich ist das Schicksal der nach Ungarn zurückkehrenden Flüchtlinge heute sehr ungewiss, sodass wir schon von rein menschlichen Standpunkt aus deren Rückwanderung nicht fördern können. Dies gilt auch für unerwünschte Elemente, an deren Ausreisen an und für sich ein schweizerisches Interesse bestünde. Ausserdem könnte ein anderes Verhalten unsererseits zu Weiterungen in der schweizerischen Öffentlichkeit, insbesondere der Presse führen.* Lettre de Robert Kohli (Département politique) à la Division de police, 5 mai 1959, CH-BAR#E2001E#1972/33*.

²⁴⁴ Voir par exemple, « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957 ; *Bündner Tagblatt*, 7 novembre 1957, *Basellandschaftliche Zeitung*, 8 novembre 1957. Lors des amnisties de 1961 et 1963, la presse anticommuniste dénoncera cette main tendue jugée hypocrite et dangereuse. Voir par exemple, *Der Klare Blick* (en avril 1963), le journal de Peter Sager, *infra*, annexe O.

²⁴⁵ MNL OL : XIX-J-1, Svájc, 14. doboz, XII – 113. Les sources suisses évaluent à 1 705 le nombre de personnes rentrées en Hongrie depuis la Suisse jusqu'au 30 juin 1962 : État au 30 juin 1962 du fichier des réfugiés hongrois (arrivés depuis la révolution de 1956), AfZ-SFH : 31 a (A).

6.2 LE CAS DES MINEUR·E·S

Statut et suivi

En 1957, 499 jeunes Hongrois·es non accompagné·es né·es après 1940 (95 filles et 404 garçons) se trouvent en Suisse²⁴⁶. En novembre 1959, 128 d'entre eux et elles ont repris le chemin de la Hongrie, soit 25 % des jeunes non accompagné·es²⁴⁷.

Le suivi de tous les jeunes est attribué au Service Secours aux enfants de la Croix-Rouge suisse (CRS) jusqu'à ce qu'ils et elles soient indépendant·es financièrement. Ce suivi s'arrête également lorsqu'ils émigrent dans un autre pays ou rentrent en Hongrie. À leur arrivée, les jeunes sont la plupart du temps placé·es dans des familles²⁴⁸. Quelques-uns ont déjà fait un séjour en Suisse comme *Rotes Kreuz Kind* pendant la guerre ou entre 1946 et 1948 et retournent dans la même famille. Les parents d'accueil écrivent généralement à la CRS en cas de problème, quand le comportement de leur protégé·e les déçoit ou quand ils renoncent à s'en occuper. Ainsi, les cas sans anicroche sont peu documentés dans les archives. En revanche, les soucis en tout genre – un jeune qui refuse de parler, de manger, de faire ce qu'on lui demande de faire – sont décrits par les parents d'accueil. Lorsque cela ne se passe pas bien, les jeunes sont redirigé·es, soit vers une autre famille, soit vers des maisons d'éducation pour les garçons et des institutions religieuses pour les filles. Les questionnaires, rapports et lettres donnent des renseignements avant tout sur leur suivi par les autorités, mais aussi sur leur vie en Suisse, la situation de leurs parents en Hongrie et parfois sur leur histoire avant 1956.

Tous les mineurs qui n'ont pas de parents doivent avoir un tuteur, ce qui est à souhaiter du fait de l'éducation reçue par la jeunesse hongroise. Le tuteur ne doit pas être une personne officielle, mais au contraire une aide pour son pupille. Cela empêcherait également que des jeunes Hongrois soient rappelés dans leur pays par un membre quelconque de leur parenté réelle ou fictive.²⁴⁹

Cet extrait du *Nouvelliste*, journal catholique, contient deux enjeux inhérents à la question des réfugié·es hongrois mineurs non accompagnés et leur rapatriement.

Le premier a trait à l'autorité sur ces jeunes. Comme dans les autres pays, cette question n'est pas seulement délicate, elle est également inédite. Depuis la ratification de la Convention de

²⁴⁶ Nous utiliserons le terme de « mineur » en fonction de l'âge auquel ils sont arrivés. En Hongrie, sont considérés comme mineurs (dans l'émigration de 1956) celles et ceux qui sont né·es après le 1^{er} octobre 1938, la majorité étant fixée à 18 ans. Liste des jeunes Hongrois, nés en 1940 et plus tard, venus seuls en Suisse, signalés à la Croix-Rouge Secours aux enfants, du 31.1.1957 au 30.11.1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

²⁴⁷ Lettre de H. Haug (secrétaire général de la Croix-Rouge suisse) à J. Kárpáti (secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise), 10 novembre 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*. Les dossiers de 97 jeunes rapatrié·es sont conservés entre les dossiers 120 à 123*. Notre analyse se base principalement sur ces dossiers.

²⁴⁸ Ces familles sont souvent aisées. Il y a aussi quelques familles plus modestes notamment recrutées parmi les réfugié·es de 1956. Ils font l'objet d'une enquête préalable réalisée par la Croix-Rouge.

²⁴⁹ Kp., « Où en est la question des réfugiés hongrois en Suisse ? », *Le Nouvelliste*, 28 mars 1957.

Genève en 1954, aucun·e mineur·e n'avait bénéficié de ce statut en Suisse. Dès l'arrivée de ces quelque 500 jeunes, on s'efforce de clarifier leur statut. En janvier 1957, le Département politique suisse charge un juriste de déterminer si la Suisse doit, comme le préconise Budapest, procéder au rapatriement automatique des jeunes. Comme en Autriche, les autorités se mettent d'accord pour privilégier le cas par cas. Elles tiennent compte des souhaits des enfants et reconnaissent leur capacité de discernement, du moins pour ce qui est des plus de 14 ans. En d'autres termes, si un enfant de 15 ans dit vouloir faire un apprentissage en Suisse et y rester, les autorités feront le nécessaire pour que ce vœu soit réalisé. S'il dit vouloir rentrer en Hongrie, elles devraient également respecter ce désir. La Légation et la Croix-Rouge hongroise n'auront de cesse d'accuser la Suisse de dissuader les jeunes de rentrer en même temps qu'elles multiplient les initiatives pour que les jeunes soient renvoyés en Hongrie. Mais les autorités suisses se refusent à renvoyer quiconque en appuyant son argumentaire sur la Convention de Genève qui proscriit toute expulsion de réfugiés²⁵⁰.

Après quelques semaines, les autorités suisses font le constat qu'il y a parmi les jeunes beaucoup de cas décrits comme « difficiles à éduquer ». Pour les remettre « sur la bonne voie », la CRS ne peut les mettre sous tutelle légale, leurs parents étant dans la plupart des cas encore en vie. Ainsi, son personnel aura recours à une pratique intermédiaire : une curatelle officieuse ou, comme la définit l'une des collaboratrices, une « curatelle morale »²⁵¹. Cette pratique rejoint les propos de l'article cité plus haut : l'emploi de ces tuteurs serait salubre au vu de l'éducation que ces jeunes ont reçue, sous-entendue communiste²⁵². Généralement, les sources montrent que les personnes entourant le ou la jeune exercent un pouvoir sur eux. Ce sont en effet les adultes qui décident de leur placement professionnel et géographique. Si l'une des rubriques est intitulée « vœux pour études ou formation professionnelle », il n'est pas rare que cette case soit remplie par la personne en charge de l'enfant, si bien qu'on ne connaît pas toujours les aspirations des jeunes. On recrute parfois ces tuteurs et tutrices officieux parmi les personnes jugées respectables de la diaspora hongroise. Ainsi, dans le cas d'une jeune fille qui n'en ferait qu'« à sa tête », une collaboratrice de la Croix-Rouge demande à « une dame hongroise de [la] sermonner ». Le sermon n'aura pas l'effet escompté. La jeune fille quitte le home catholique où elle est placée pour « s'en aller vivre chez des

²⁵⁰ Keresztesy explique cela en détail : *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse, op. cit.*, pp. 83-92.

²⁵¹ Lettre de R. Schwarzenbach à la section Lausanne, 29 septembre 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁵² Kp., « Où en est la question des réfugiés hongrois en Suisse ? », *Le Nouvelliste*, 28 mars 1957.

Hongrois dont elle ne veut pas [...] donner l'adresse»²⁵³. Autre trace de ce contrôle des jeunes, la rubrique « Observations faites ». Des vocables tels que « dépensier », « cas difficile », « malade mental », « arriération », « indiscipliné », « puérile », « instable » ne sont sans doute pas sans influencer les jugements des personnes qui les encadrent²⁵⁴. Nous avons découvert quelques traces de révolte face à cette forme de paternalisme. La plupart du temps, elle se manifeste par un refus de travailler ou par une fugue. Dans de rares cas, les jeunes prennent la plume pour faire entendre leur point de vue. Une réfugiée écrit à une employée de la CRS :

Je vous prie de m'excuser si je vous dérange dans votre [...] travail et si je vous vole quelques minutes. [...] J'ai déçu beaucoup de personnes car pour une « étrangère », ces personnes ont une « jauge » bien trop sévère. [...] Je ne veux pas dire par là que je n'ai pas fait de fautes ; si, si et même de très grosses mais elles ne sont jamais oubliées elles me sont partout reprochées comme un tampon noir : « elle était déjà dans trois familles et dans beaucoup d'endroits et de partout, il a fallu qu'elle parte ! ». ²⁵⁵

Rêvant de devenir chimiste, elle s'insurge contre le refus du directeur de son école de la reprendre après une période d'absentéisme alors qu'elle avait hésité à rentrer en Hongrie :

J'aimerais à nouveau rire de bon cœur et planifier librement mon futur. Je n'aimerais plus jamais entendre la phrase : « Ton père était devenu heureux sans pour autant faire d'études, pourquoi tu veux étudier ! » – plus jamais entendre cela de la famille [B.], de la famille [R.] ! J'aimerais suivre un chemin libre pour réaliser mes rêves. ²⁵⁶

Cette jeune fille décide après un long « combat contre le mal du pays », selon ses dires, de rentrer en Hongrie à l'été 1960.

« Ma mère seulement un peu malade »

Le deuxième élément soulevé dans l'extrait du *Nouvelliste* cité plus haut concerne des dépêches et lettres prétendument fictives des parents restés en Hongrie pour appeler leur progéniture au retour. Le rôle des « tuteurs » serait d'empêcher les jeunes de se laisser influencer. Via le CICR, les parents avaient la possibilité d'entrer en contact avec leurs enfants passés à l'Ouest. En mars 1957, la Légation suisse à Budapest avertit le DPF d'une pratique sordide : la police hongroise contraindrait les parents à écrire à leurs enfants que tel ou tel proche est gravement malade les exhortant de rentrer à la maison. L'accusation sera

²⁵³ Lettre de la Croix-Rouge, section Lausanne à la Police cantonale des étrangers, 13 juin 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁵⁴ Exemples relevés dans CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120 à 123*.

²⁵⁵ *Bitte verzeihen Sie mir, wenn ich Sie zwischen Ihrer [...] Arbeit störe, und von Ihnen einige Minute raube. [...] Viele Menschen wurden von mir enttäuscht, denn für einen « Fremdling » haben diejenige Menschen ein viel zu strenges « Mass ». [...] Damit will ich nicht sagen, dass ich keine Fehler gemacht hätte ; doch, doch, sogar sehr grosse, aber die sind mir nie vergessen worden, sie sind mir überall nachgetragen als ein schwarzer Stempel : « sie war schon bei drei Familien, und in vielen Orten, und von überall müsste sie gehen ! ».*

²⁵⁶ *Ich möchte wieder aus vollem Herzen lachen können, und frei über meine Zukunft planen. Ich möchte nie mehr den Satz : « Dein Vater war ohne Studium glücklich geworden, für was musst du studieren ! » – nie mehr von Fam. [B.], Fam. Prof Dr. [R.] hören ! Ich möchte [...] freien Weg folgen um meine Träume zu verwirklichen.* Lettre de E. à la Croix-Rouge suisse, Zurich, 6 juillet 1959. Notons encore que la lettre est néanmoins très polie et se termine par des remerciements pour le travail de la collaboratrice.

bientôt confirmée par le CICR, ainsi que le HCR²⁵⁷. Ces techniques sont dénoncées dans la presse occidentale et détériorent encore un peu plus l'image de la Hongrie de Kádár. Dans une interview où il dénonce le « régime de terreur » de Kádár, Tschäppät parle de « centaines » de lettres de ce type et laisse entendre que les jeunes se mettent en danger en rentrant dans leur pays. Cet article décrit la pression psychique pour faire rentrer les Hongrois comme un obstacle à leur adaptation²⁵⁸. Fin 1957, la Croix-Rouge s'enquiert du sort des jeunes qui rentrent en Hongrie auprès de la Division de police. R. Tschäppät donne alors une réponse bien différente de celles données dans la presse :

Les informations que la Division de police a reçues montrent [...] que les jeunes rentrent chez eux. Hier, il a tout de même été dit à la Légation à un des jeunes qu'il serait incarcéré pendant deux ou trois jours mais qu'il pourrait ensuite rentrer à la maison.²⁵⁹

Tschäppät explique ensuite que les parents sont « souvent » sous pression lorsqu'ils écrivent à leur progéniture de rentrer. Avertie de cette pratique, la CRS s'efforce d'aviser les jeunes de ce risque. Il est difficile d'estimer la proportion des jeunes recevant de telles lettres et l'impact de ces dernières. Souvent, les employé·e·s de la Croix-Rouge expliquent que c'est après la réception d'une telle lettre que le ou la jeune s'est décidé·e à rentrer. Certaines de ces missives semblent effectivement verser anormalement dans le pathos et sonnent faux, comme si elles avaient été dictées par la propagande hongroise. La petite sœur d'une jeune réfugiée hésitant à prendre le chemin de la Hongrie écrit à son aînée :

[J'aimerais] te rassurer et te dire que nous t'attendons à la maison. Il n'y a qu'une Hongrie et si l'on doit déjà mourir, alors mieux vaut que ce soit là où on est né. [...] Même si on reçoit de mère un morceau de pain sec, c'est beaucoup mieux que de recevoir quelque chose de délicieux de l'étranger.²⁶⁰

Mais il arrive aussi que les enquêtes de la CRS concluent que les parents espèrent réellement voir rentrer leur progéniture. C'est par exemple le cas quand les parents apprennent que tout ne se passe pas pour le mieux en Suisse ou que leurs enfants peinent dans leurs études ou leur apprentissage. Dans les archives, nous avons aussi trouvé quelques lettres envoyées depuis la Hongrie par de jeunes rapatrié·e·s aux œuvres d'entraide ou familles suisses qui les ont hébergé·e·s. En 1957, Reynold Tschäppät rassure la Croix-Rouge : si les jeunes ne donnent plus de nouvelles une fois en Hongrie, même s'ils l'avaient promis, ce n'est pas forcément

²⁵⁷ Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses*, op. cit., p. 85.

²⁵⁸ « Ein Jahr ungarflüchtlinge », *Bündner Tagblatt*, 7 novembre 1957.

²⁵⁹ *Die Informationen die die Polizeiabteilung [...] erhalten hat, deuten [...] darauf hin, dass die Jugendlichen nach Hause kommen. Immerhin wurde gestern einem Jugendlichen auf der ungarischen Gesandtschaft erklärt, dass er zuerst für 2-3 Tage verhaftet werde, nachher nach Hause könne.* Téléphone avec R. Tschäppät, Croix-Rouge suisse, 18 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

²⁶⁰ [Ich möchte] dich beruhigen und Dir sagen, dass wir Dich zu Hause erwarten. Ungarn gibt es nur eines und wenn man schon sterben muss, dann lieber dort wo man geboren ist. [...] Auch wenn wir von Mutter nur ein Stück trockenes Brot erhalten ist das viel besser, als von fremden Leuten etwas Feines. Lettre de la sœur de M. (née en 1940), s.d. (probablement février 1958, traduite par la Croix-Rouge), CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

qu'il leur est arrivé malheur, c'est simplement que d'entretenir une correspondance avec l'Ouest représente une compromission et pourrait avoir des conséquences sur leur futur²⁶¹.

Dans de rares cas, les jeunes écrivent tout de même. Une réfugiée née en 1941 ayant séjourné dans une famille d'une bourgade de l'Oberland bernois se décide à rentrer en Hongrie en octobre 1957 après la réception de dépêches l'avertissant de la maladie de sa mère. Notons que ce n'est pas la seule raison de son retour, elle souhaitait déjà rentrer en mai 1957. Employée dans un hôtel en Valais, elle dit ne pas supporter ce travail trop fatigant, que « tout ça est trop pour elle » et qu'elle veut rentrer vers ses parents. Elle est alors placée dans le canton de Berne où, malgré sa bonne entente avec la famille, elle exprime à nouveau son désir de prendre le chemin du retour. De Budapest, elle écrit à ses parents d'accueil suisses qu'elle nomme « Maman » et « Papa » et leur explique :

Chers Papa et Maman,

Ma mère seulement un peu malade. Je suis rentrée à la maison samedi, ma mère beaucoup, beaucoup pleuré. Mais maintenant tout est bien. Je vais au cinéma [...]. J'ai dormi 2-3 semaines et ensuite je travaille, je sais pas encore où. [...]

Tout de bon papa et maman, ma mère salue bien [...] je vous embrasse et j'attends votre lettre.²⁶²

Si on en apprend peu sur les éventuelles conséquences du rapatriement de la jeune fille et sur sa vie future, dans ce cas, il semble effectivement que la lettre reçue l'avertissant de la maladie de sa mère était probablement un appât pour la faire rentrer.

Nous ne pouvons l'affirmer, mais nous supputons que la pression de la police, ou de la Croix-Rouge hongroise, est plus forte à Budapest. Les échos de ces appels faisant explicitement état de la maladie d'un proche sont surtout issus de la capitale. Ces pressions de la police s'insèrent dans la campagne de rapatriement post-1956. Au moment du départ de leur fils ou de leur fille, certains parents se doutaient qu'ils allaient être contraints d'appeler leur progéniture au retour. C'est ce que montre le dossier d'une jeune fille d'origine « bourgeoise ». Elle n'a que 10 ans quand elle arrive en Suisse, probablement envoyée par sa mère qui espérait pour elle un avenir plus radieux à l'Ouest qu'en Hongrie, où sa classe d'origine la stigmatisait. Une fois en Suisse, elle se trouve face à de nombreuses difficultés et est qualifiée de « peu raisonnable » par les personnes chargées de son suivi. Quand sa mère la somme de rentrer début 1960, la Croix-Rouge ne comprend pas ce revirement. La jeune fille, dans un premier temps, refuse de rentrer en Hongrie. Lorsqu'elle avait quitté le pays, sa mère l'avait avertie : même si elle lui écrit de rentrer, il faut qu'elle reste en Suisse. Dans les années 1960, la Croix-Rouge est moins méfiante envers ce type de lettre, l'une de ses fonctionnaires

²⁶¹ Téléphone avec R. Tschäppät, Croix-Rouge suisse, 18 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

²⁶² *Mejne Mama wenig krank nur. Ich kam hause Szamstag [...]. Mama fil-fil wejnen. Aber jetzt alesz gut. Ich kino gehen [...]. Ich 2-3- woche slafen, naher arbeiten, wo dasz wejsz nikt.[...] Alecz gut Mai und Papa. Mejne Mami fil grüsse. Ich fil küsse und varte zi Brief,* 14 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

avance même au sujet d'une candidate au retour : « elle aura plus de facilité à se faire un avenir dans son pays »²⁶³. La lettre qu'écrit cette jeune fille à son arrivée rassure la CRS qui se rend compte que la mère souhaite réellement le retour de sa fille et qu'il est sans danger :

Je suis bien arrivée à Budapest [...]. Vous pouvez imaginer la joie de ma maman quand elle m'a vue. Elle a trouvé que j'ai énormément grandi. À la douane donc, à l'aéroport de Budapest, nous avons dû attendre quatre heures un papier. Ils m'ont posé des questions, je comprenais mais je ne pouvais pas répondre, ils ont été obligés d'appeler ma maman pour traduire.²⁶⁴

Un autre cas de lettre rédigée probablement sans pression extérieure montre que les parents ne font parfois pas qu'appeler leur enfant au retour, ils leur donnent des conseils pratiques pour que leur retour se passe bien et surtout pour qu'ils se fassent bien voir des autorités ! Ainsi, fin 1957, une mère écrit à son fils de 14 ans :

Mon cher fils, on a dit à la radio que beaucoup de Hongrois ont à nouveau passé la frontière, aussi le jeune Streg est rentré à la maison [et] a raconté que personne n'est emprisonné. Les rapatriés sont seulement retenus un ou deux jours à Győr pour enquête. Reviens donc mon cher fils [...] sans souci à la maison, il ne t'arrivera rien, seulement, ne dis rien de bon sur ton séjour actuel, dis que ce n'était pas bien, que c'est pour ça que tu rentres. [...] Je viendrai te chercher à Győr. [...] Remercie tes parents d'accueil pour tout !²⁶⁵

Lorsqu'elle le peut, la Croix-Rouge essaie de vérifier si les parents sont sous pression ou non. Dans ce cas précis, après avoir fait traduire les lettres des parents, elle concède que les parents semblent avoir « vraiment réfléchi » et agissent « de manière responsable ». Il arrive que le personnel de la Légation suisse entreprenne des visites de parents à Budapest et s'assure de l'authenticité des souhaits qu'ils ont exprimés²⁶⁶. Autre pratique pour sonder la bonne foi des parents : la visite en Hongrie d'un proche de la famille d'accueil en « éclaireur » pour vérifier si l'adolescent·e peut rentrer « sans danger »²⁶⁷.

On constate donc que les lettres de parents appelant leur progéniture sont tantôt rédigées sous pression, tantôt sans. Un paramètre difficile à documenter est la marge de manœuvre des parents restés en Hongrie. Avaient-ils la possibilité de négocier avec le régime et de proposer quelque chose comme « j'écirai une lettre à mon enfant pour qu'il rentre à condition qu'il soit réintégré dans son école, qu'il puisse faire telles ou telles études, etc. » ? L'hypothèse ne

²⁶³ Lettre section genevoise de la Croix-Rouge à la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, 5 novembre 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#122*. D'autres phrases de ce type apparaissent ça et là.

²⁶⁴ Télégramme de Z. (née en 1946), 18 juillet 1960, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#122*.

²⁶⁵ *Mein Lieber Sohn, das Radio hat angesagt, dass viele Ungarn wieder über die Grenze gekommen sind, auch der Streg-Bub ist nach Hause gekommen [...] [und] erzählte, dass niemand eingesperrt werde. Die Heimkehrenden werden lediglich zur Untersuchung 1-2 Tage in Győr festgehalten. Darum komme, mein Lieber Sohn [...], ruhig nach Hause, es wird Dir nichts schlimmes geschehen, nur sage nichts Gutes über Deinen jetzigen Aufenthalt, sage es sei nicht gut gewesen, darum kämst du zurück. [...] Ich werde Dich in Győr abholen. [...] Bei Deinen Pflege-Eltern bedanke Dich für alles!* Lettre de la mère de G., (né en 1943), 4 novembre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#121*.

²⁶⁶ Dans le cas que nous venons d'évoquer, la CRS renonce à envoyer quelqu'un de la Légation suisse vers la famille qui habite dans une petite bourgade, cette visite serait trop voyante. Lettre du Service Secours aux enfants à la Section zurichoise de la Croix-Rouge suisse, 21 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#121*.

²⁶⁷ C'est le cas pour E. (née en 1941), la mère de ses parents d'accueil (d'origine hongroise) est allée enquêter en Hongrie. Elle confirme à la Croix-Rouge que les parents sont de bonne foi, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

semble pas irréaliste à la lecture de rares mots des parents conservés aux archives. La sœur de l'une de ces candidates au retour lui explique par lettre en essayant de la convaincre de rentrer : « on te reprendrait à l'école »²⁶⁸. Une mère écrit à la famille d'accueil de son enfant en Suisse qu'elle a parlé avec le directeur de l'école et que celui-ci l'a assurée que son enfant pourra faire l'examen d'entrée en 8^{ème} classe²⁶⁹. Ce qui est plus sûr, c'est que les enfants, par leurs dires, influencent leur traitement et sans doute leur futur. Une jeune fille s'étant rendue à la Légation hongroise raconte à la CRS qu'elle devait approuver des affirmations fausses contre la Suisse pour obtenir son visa de retour²⁷⁰. Dans une variante légèrement différente, ce type d'arrangement est rapporté par notre unique témoin rapatrié en Hongrie en 1959, lui aussi arrivé comme mineur non accompagné :

Lorsque j'ai été à la Légation, ils m'ont accueilli avec un grand sourire. Ils m'ont averti que quand je rentrerai, il faudra que je décrive ce que je n'ai pas aimé en Suisse. Une fois que je suis rentré, la police m'a poussé à raconter à un journaliste de la presse locale à quel point j'étais heureux d'être rentré et comme j'avais détesté la nourriture en Suisse.²⁷¹

C'était, dit-il, totalement faux. Toujours est-il qu'après être rentré et avoir dit « ce qu'il fallait », il n'a pas rencontré de problème par la suite et a pu faire la carrière qu'il entendait.

Des mineur·e·s empêché·e·s de rentrer ?

Face à la question du rapatriement, la position de la Croix-Rouge suisse varie selon le profil des jeunes dont elle s'occupe et selon le moment où est exprimé le désir de rapatriement.

Elle doit composer avec les réactions de la Croix-Rouge hongroise qui, de 1957 à 1960, l'accuse de retenir les jeunes en Suisse : « les enfants, en général [...] veulent revenir mais rencontrent des obstacles, surtout d'ordres moraux » argumente la Croix-Rouge hongroise²⁷².

En 1959, la Croix-Rouge hongroise continue, en s'appuyant sur de nombreux cas, d'accuser la Suisse de présenter une réalité déformée aux jeunes candidats au retour :

Les entraves peuvent se manifester de manières multiples et elles ne se restreignent pas uniquement au fait où les mineurs se trouveraient empêchés de force de profiter de la possibilité du retour. [...] Par contre, le fait que la situation en Hongrie se trouve présentée aux jeunes gens sous une fausse lumière, cela signifie décidément un empêchement. De même, cette circonstance que les jeunes gens, partis du pays, sans cause ni raison, ne reçoivent nul encouragement en ce sens qu'ils peuvent rentrer chez leurs sans inquiétude, qu'ils sont, au contraire entretenus de tels récits qu'à la maison, ils seront exposés à des représailles et à des mesures de rétorsion, cela représente également une entrave.²⁷³

La CRS réfute ces accusations et – argument massue souvent employé et soufflé à la CRS par la Division de police– rappelle que les autorités suisses paient leur transport vers la Hongrie

²⁶⁸ Lettre de la sœur de E. (née en 1940), s.d. (février 1958), CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁶⁹ Lettre de la famille de G., 25 octobre 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#121*.

²⁷⁰ Notes d'une collaboratrice de la CRS, 17 décembre 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁷¹ Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.

²⁷² Lettre de J. Kárpáti à H. Haug, 6 mars 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

²⁷³ Lettre de J. Kárpáti à H. Haug, 22 janvier 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

une fois qu'ils se sont décidés, signe de la bonne volonté de Berne. En réponse, la Croix-Rouge suisse signale « des faits qui sont de nature à rendre les jeunes gens sceptiques à l'endroit des promesses qui leur sont faites » par les autorités hongroises : la plupart des jeunes rentrés ne donneraient plus de nouvelles à leurs camarades restés en Suisse. Ces mêmes jeunes gens restés en Suisse entendraient à la radio ou liraient dans les journaux hongrois des « déclarations faites par des Hongrois rapatriés » qui « souvent, ne correspondent pas aux faits qui sont connus ici »²⁷⁴. Ces éléments rendraient les jeunes méfiants envers les promesses de pardon.

Nous avons pu constater que les accusations hongroises ne sont pas infondées : dans la plupart des cas, la Croix-Rouge et d'autres instances telles que les comités d'aide aux réfugiés, des tutrices et tuteurs, des parents d'accueil et même des directeurs de maisons d'éducation s'efforcent d'avertir les jeunes que leur retour peut avoir de lourdes conséquences. Les archives de la CRS regorgent de formules telles que « malgré nos avertissements, le petit a tenu à rentrer » ou « depuis trois mois, tout le monde a cherché à le dissuader de repartir », ou encore « toutes les exhortations n'ont pas aidé »²⁷⁵. La Croix-Rouge est extrêmement méfiante lorsqu'un enfant déclare vouloir rentrer en Hongrie. Quand un enfant de 13 ans se plaint d'être malheureux dans la famille où il a été placé et déclare vouloir rentrer en Hongrie, elle enquête et, constatant qu'il était maltraité, le place dans une autre famille. La collaboratrice de la Croix-Rouge relève que l'enfant « semble buté dans sa volonté de retourner dans son pays »²⁷⁶ et se refuse à le renvoyer chez sa mère, restée en Hongrie. Il est alors envoyé dans une autre famille à Zurich, « très psychologue », avant qu'il redemande son rapatriement en juin 1957. Cette fois, la CRS lui permet de rentrer. Beaucoup de cas montrent que la Croix-Rouge essaie de trouver des solutions avant de prendre en compte l'option du retour, même si la famille restée en Hongrie propose que l'enfant rentre. La famille d'accueil d'un jeune Hongrois dans la Riviera vaudoise demande conseil à Mgr Pfeiffer à Fribourg :

Chez nous depuis 8 mois, il s'est montré avec les qualités et les défauts d'un enfant de son âge. [ndlr. 12 ans] Tout à la joie de savoir son enfant en sécurité chez nous, sa mère nous dit accepter cette séparation pour le bien de son enfant, mais nous demande de le renvoyer dans sa famille si pour une raison ou une autre, nous ne pouvons le garder chez nous. Or l'état de santé de ma femme n'est guère satisfaisant [...]. Nous pensons pour notre part qu'[il] devrait reprendre sa place dans sa famille.²⁷⁷

Le Secours aux enfants de la Croix-Rouge réagit à cette lettre : « si la famille P. ne peut plus le garder, ce n'est pas une raison qui justifie le retour de cet adolescent en Hongrie ». Quand une jeune fille émet le souhait de rentrer, car elle se trouve très malheureuse à l'école d'aides-

²⁷⁴ Lettre de H. Haug à J. Kárpáti, 11 février 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

²⁷⁵ Extraits tirés de CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120* et 121*.

²⁷⁶ Lettre du 6 juin 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁷⁷ Lettre de la famille P. à Mgr Pfeiffer, le 27 juin 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

soignantes à Zurich, son père d'accueil la « rend attentive aux éventuels dangers d'un rapatriement » et la Croix-Rouge essaie autre chose en la plaçant dans un foyer pour jeunes filles²⁷⁸. La recherche de solution pour éviter le rapatriement est surtout de mise pendant l'année 1957. La « question des jeunes » préoccupe alors beaucoup les autorités et l'OCSAR et est à l'ordre du jour de quasiment toutes les réunions. Dans l'une d'elles, le président de l'OCSAR remarque : « il y a un grand nombre de jeunes réfugiés hongrois qui provoquent des difficultés. [...] Afin de régler le problème, il faut de la patience et de l'indulgence »²⁷⁹.

Dans une réponse à la Croix-Rouge hongroise en 1958, la CRS avance d'ailleurs cet argument pour nier les accusations selon lesquelles elle empêcherait le retour des jeunes :

Nous ne voudrions par ailleurs pas vous cacher qu'un certain nombre de mineurs hongrois sont difficiles à éduquer. Dans ces conditions, il est évident que personne n'aurait intérêt à empêcher le départ des intéressés. Tout au contraire, dans bien des cas, chacun serait heureux de ne plus avoir à assumer la responsabilité de ces jeunes gens et de leur avenir et de les rendre à la tutelle de leurs parents. Mais dans ces cas-là également, nos autorités n'obligent pas les intéressés à regagner leur patrie contre leur volonté et, de son côté, la Croix-Rouge suisse ne peut les forcer à rentrer chez eux.²⁸⁰

Comme dans beaucoup de commentaires de l'époque, on met ces problèmes sur le compte de l'éducation communiste que les jeunes auraient eu à subir. On préconise des traitements psychothérapeutiques plutôt que le recours à des punitions. Tschäppät plaide quant à lui pour que les cas « difficilement éducatibles » soient réglés au niveau cantonal et explique que la Division de police ne souhaite pas que ces cas « atterrissent » chez elle.

Mais en quoi ces jeunes seraient-ils « difficiles à éduquer » et cet extrait correspond-il systématiquement à la position de la Croix-Rouge ?

« Si elle veut rentrer en Hongrie, il ne faut pas l'en dissuader »

Pour les filles comme pour les garçons, les œuvres d'entraide supportent très mal ce qu'elles considèrent comme de l'indiscipline. En 1957, à l'instar de beaucoup d'adultes réfugiés, les jeunes sont nombreux à quitter leur place de travail ou d'apprentissage après quelques jours ou semaines. Il semble d'ailleurs que beaucoup souhaitent soit travailler tout de suite en fabrique pour pouvoir gagner rapidement de l'argent, soit commencer des études. Généralement, l'apprentissage, valorisé en Suisse, ne les enthousiasme guère. L'analyse des sources montre que selon le point de vue des personnes chargées de leur accueil, ces difficultés ne sont pas de même nature chez les filles que chez les garçons. Dans le cas des garçons, la Croix-Rouge s'inquiète lorsqu'ils n'obéissent pas, quittent leur place, commettent

²⁷⁸ Lettre de la section zurichoise à la Croix-Rouge suisse, Service Secours aux enfants, 12 juillet 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#121*.

²⁷⁹ Vorstandssitzung der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, 5 juin 1957, AfZ-SFH : 55 (A).

²⁸⁰ Lettre de H. Haug et M. Jöhr (Service des Secours de la CRS) à J. Kárpáti (secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise), 11 février 1959, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#91*.

de petits délits, boivent, ou quand ils s'enferment dans le mutisme. Âgé de 17 ans, un jeune Hongrois, apprenti serrurier, est signalé à la Croix-Rouge après qu'il ait volé un bateau avec des camarades. Les responsables du camp pour apprentis où il est placé se plaignent de sa « volonté de ne pas travailler ». Dans une déclaration à la police, le jeune Hongrois explique qu'il veut se rendre en Australie et qu'il a quitté sa place à Hispano SA car il estimait que les habits de travail qu'on lui donnait n'étaient pas convenables. Dans l'interrogatoire, il raconte son quotidien en Hongrie : « j'ai été très malheureux dans ma famille et j'ai souffert affreusement du manque d'harmonie familiale ». À Budapest, il raconte avoir vécu « en véritable vagabond » et aurait été incarcéré en 1955 pour s'être permis une remarque « à l'égard des Russes »²⁸¹. Placé en avril 1957 dans une maison d'éducation, il essaie de s'en échapper, échoue, puis demande son rapatriement²⁸². La Croix-Rouge ne le retient pas.

Pour les jeunes filles, ce ne sont pas les questions de délinquance, par ailleurs minoritaires, qui préoccupent la Croix-Rouge. Comme leurs homologues suisses, les Hongroises se trouvent confrontées aux normes sociales dominantes dans la société helvétique. Dans le monde occidental des années 1950, l'indépendance des jeunes filles est vue comme un indice d'une dangereuse modernité. Avant leur mariage, les institutions et leurs parents attendent d'elles une stricte abstinence pour éviter à tout prix une grossesse. Celles dont le comportement va à l'encontre des normes en vigueur sont rapidement étiquetées comme de « mauvaises filles »²⁸³. En Suisse, les expert·e·s de l'époque, éducateurs et bénévoles d'œuvres d'entraides – souvent très proches des institutions religieuses – préconisent la surveillance de leur sexualité. Dans le canton de Berne, entre 1950 et 1970, 31 % des jeunes filles (suisses et étrangères confondues) sont internées dans diverses institutions pour des motifs liés à leurs relations et leur comportement sexuel²⁸⁴. Elles doivent faire preuve d'une stabilité sans faille, également à leur travail sous peine d'être internées. Selon la même statistique, 26 % des femmes sont placées dans des établissements en raison de leur comportement au travail, de leur changement de place ou de l'interruption d'une formation²⁸⁵. Ainsi, on considère le comportement de jeunes Hongroises non accompagnées comme problématique principalement lorsqu'il bouleverse ces normes. Les documents de la Croix-Rouge représentent des sources précieuses pour comprendre la vision et le contrôle des

²⁸¹ Cas de S. (né en 1940). Interrogatoire, 29 mars 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁸² CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁸³ Véronique Blanchard, David Niget, Michelle Perrot et Coline Cardi, *Mauvaises filles : Incorrigibles et rebelles*, Paris : Textuel, 2016, p. 71.

²⁸⁴ Urs Germann, « Zur Nacherziehung versorgt. Administrative Versorgung Jugendlicher im Kanton Bern 1942–1973 », *Berner Zeitschrift für Geschichte* 1/2018, p. 17. Pour la question des internements administratifs en Suisse en général, voir *supra*, chapitre 4 : 2. De l'aide au contrôle (*Statut du réfugié et menaces de sanction*).

²⁸⁵ *Id.*

adultes sur les jeunes filles dans les années 1950²⁸⁶. En revanche, ils ne nous donnent que peu d'éléments sur le vécu de ces réfugiées, car les commentaires se focalisent sur leurs prétendues déviances. Au contraire du garçon cité plus haut, nous ne savons pratiquement rien ni de leur passé ni de leurs aspirations. Au détour de la correspondance, on mentionne çà et là des cas d'autres jeunes filles correspondant à l'idéal attendu et permettant de mieux comprendre les « contre-modèles ». Telle jeune Hongroise s'est mariée, telle autre a un fiancé « sérieux » et sa « future belle-mère a une bonne influence sur elle »²⁸⁷. Dès qu'elles se marient, la Croix-Rouge ne se soucie plus du tout d'elles et les dossiers sont considérés comme réglés. Le cas d'une jeune Budapestoise née en 1940 que nous nommerons Maria Kovács est différent. On apprend tout d'abord que sa mère lui a demandé de rentrer en Hongrie. Les employés de la Croix-Rouge constatent dans un premier temps que la jeune fille « se plait » et souhaite rester en Suisse²⁸⁸. Certes elle est isolée du fait qu'elle ne comprend pas le français, mais au début de l'année 1958, la Croix-Rouge ne s'alarme pas de la situation. Une autre de ces jeunes filles, orpheline également âgée de 16 ans et que nous nommerons Suzanne Csáth, donne satisfaction à son employeur et est qualifiée d'« indépendante » sans pour autant être « amorphe »²⁸⁹. Quelques semaines plus tard, dans le questionnaire établi par la Croix-Rouge, il est noté dans la case « remarque » : « Jeune fille orpheline, dont l'éducation a été manquée. Caractère instable et fantasque, manque d'application au travail, goût excessif pour le cinéma et les sorties le soir »²⁹⁰. Bientôt, ces deux jeunes filles sont renvoyées, respectivement d'une fabrique de baguettes et cadres et d'un salon de coiffure. On apprend que Maria Kovács ne se donnait « aucune peine ». Quant à Suzanne Csáth, elle aurait répondu de façon « cavalière » au patron et se serait mal comportée envers les clientes. Le Service Secours aux enfants reproche à Maria Kovács de « faire des dettes partout » et la qualifie de « jeune fille sans volonté, aimant beaucoup le plaisir et la danse »²⁹¹ et la qualifie de « coquine et nonchalante »²⁹². On s'efforce de contrôler ses fréquentations, car la jeune fille a « la visite d'un jeune homme » et on déplore qu'elle n'écoute pas la tutrice (officiuse) que la Croix-Rouge lui a attribuée²⁹³. Elle est placée dans

²⁸⁶ Nous avons choisi deux dossiers conservés dans le fond de la Croix-Rouge : CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

²⁸⁷ Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, 11 janvier 1958.

²⁸⁸ *Id.*

²⁸⁹ Lettre à la Croix-Rouge suisse, 12 mai 1957.

²⁹⁰ Questionnaire rempli par l'Aide fribourgeoise aux réfugiés, 11 juin 1957.

²⁹¹ Lettre du Service secours aux enfants à M. Ramuz, Police cantonale des étrangers, Lausanne, 13 juin 1958.

²⁹² Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge Suisse, Secours aux enfants, 30 avril 1958.

²⁹³ Lettre de la Croix-Rouge suisse, Secours aux enfants, à sa section lausannoise, 29 septembre 1958.

un home catholique pour jeunes filles au cours de l'été 1958. C'est là qu'elle exprime son désir de rentrer :

Maria ne comprend pas pourquoi nous l'avons mise à Marin [ndlr. la maison d'éducation] et elle ne rêve que de partir et d'aller au Sentier travailler dans l'horlogerie pour gagner de l'argent et ensuite partir pour la Hongrie en mars prochain.²⁹⁴

La jeune fille quitte finalement la Suisse en novembre 1958. Notons que la CRS s'enquiert de son devenir auprès de la Croix-Rouge hongroise qui la rassure : « la jeune fille est bien heureuse au sein de sa famille. Toute la famille vient de remercier la Croix-Rouge »²⁹⁵.

Quant à Suzanne Csáth, elle est placée dans un tea-room à Morgins et s'y rend bon gré malgré, « bien que ce ne soit pas une ville »²⁹⁶. Après sa « mise à la porte », le responsable de l'aide fribourgeoise aux réfugiés conclut : « il faut avouer que la jeune fille qui aura bientôt 19 ans n'est plus éducable »²⁹⁷. Le directeur de l'Office des mineurs suggère alors l'internement et on s'accorde pour lui donner un « régime strict », car dans chaque lieu, elle prend « l'habitude de fréquenter des bars avec des jeunes gens ». De nouveau, l'élément déclencheur de mesures d'isolement a trait aux mœurs. Elle est ainsi placée dans l'Institut Les Jones « pour rééducation » début 1959²⁹⁸. Cela fait plusieurs mois qu'elle dit vouloir rentrer en Hongrie. La Police des étrangers « l'autorise » alors à se rendre à la Légation, car elle a « insisté en ce sens ». L'abbé en charge de l'accueil des réfugiés à Fribourg conclut : « si Suzanne veut rentrer en Hongrie, il ne faut plus l'en dissuader car elle nous semble inassimilable chez nous »²⁹⁹. Le 3 juillet 1959, la jeune fille rentre en Hongrie³⁰⁰.

Si la tentation de « se débarrasser » de la réfugiée n'est pas exprimée explicitement par la CRS, mais plutôt par les autorités et les comités locaux d'aide aux Hongrois, ces deux exemples montrent qu'une fois que les jeunes donnent trop de travail, ils et elles ne semblent plus « éducatibles » ou sont jugés « inassimilables », le rapatriement est perçu comme une solution. La conclusion de la Section neuchâteloise dans un questionnaire de mai 1958 met bien en évidence l'espoir que les jeunes se plient aux attentes suisses :

Nous ne pouvons faire des projets pour cette jeune fille [...]. Nous espérons arriver à mettre Suzanne « sur la bonne voie », lui donner un métier, améliorer sa santé et son équilibre physique et moral, mais nous ne pouvons être certains de la réussite qui demandera de toute façon beaucoup de patience, beaucoup de travail et aussi beaucoup d'argent !³⁰¹

²⁹⁴ Lettre de la section lausannoise à la Croix-Rouge suisse, Service Secours aux enfants, 2 septembre 1958.

²⁹⁵ Lettre de J. Kárpáti, secrétaire général de la Croix-Rouge hongroise à Dr Hans Haug, Secrétaire général de la Croix-Rouge suisse, 15 décembre 1958.

²⁹⁶ Lettre du responsable de l'Aide fribourgeoise aux réfugiés au Service Secours aux enfants, 1^{er} avril 1958.

²⁹⁷ Lettre du responsable de l'Aide fribourgeoise aux réfugiés au Service Secours aux enfants, 3 sept. 1958.

²⁹⁸ Questionnaire rempli par l'Aide fribourgeoise aux réfugiés, le 14 avril 1959.

²⁹⁹ Lettre du responsable de l'Aide fribourgeoise aux réfugiés au Service Secours aux enfants, 11 février 1959.

³⁰⁰ Mutations. Assistance des jeunes Hongrois, Croix-Rouge suisse, 8 juillet 1959.

³⁰¹ Questionnaire par la section neuchâteloise de la Croix-Rouge, 28 mai 1959.

Pour un autre jeune en proie à des difficultés en Suisse – une lente descente aux enfers le menant à des internements appuyés sur des expertises psychiatriques – les personnes chargées de son suivi n'envisagent que le rapatriement comme solution. Il est accompagné à la frontière par un travailleur social des Grisons. Lorsque des policiers autrichiens, soucieux que le jeune hongrois « ne reste pas en Autriche », proposent de l'accompagner eux-mêmes vers la Hongrie, le travailleur social décline : « j'ai refusé cette offre car je devais m'assurer que l'homme ne se fasse pas du mal et qu'il ne réatterrisse pas en Suisse »³⁰².

Ces trois cas témoignent de la position ambiguë des autorités suisses et de la Croix-Rouge face à la question du rapatriement. D'inconcevable dans la plupart des cas début 1957, le retour devient une solution lorsque les jeunes gens ne répondent pas aux attentes. La dureté des expressions laisse penser qu'on ne veut plus investir de temps et d'argent pour contrôler ces jeunes filles. Du point de vue des jeunes gens, qui n'est quasiment pas documenté, le retour apparaît également comme une solution, faute de mieux. Nous avons décelé cette attitude (préconiser le retour du jeune) dans une dizaine de cas sur 79. Si les personnes en charge du suivi des jeunes voient généralement l'internement comme un moyen de les aider ou de les remettre dans le « droit chemin », les mesures coercitives répondent parfois à un autre but en cas d'échec : pousser les jeunes réfugié·e·s à rentrer en Hongrie.

Malgré la bonne volonté de la CRS, les aspirations des jeunes ne semblent pas souvent écoutées. Il est par exemple étonnant que Maria Kovács, qui a quelques notions d'allemand, soit placée en Suisse romande alors qu'elle ne parle pas un mot de français. On peut aussi sans peine imaginer que les opportunités en Suisse – travailler comme ouvrière, coiffeuse ou serveuse dans un tea-room – n'étaient peut-être pas ce qu'attendaient les jeunes filles. Elles pouvaient rêver d'une vie semblable en Hongrie. Que ce soit chez les garçons ou chez les filles, il y a bien un décalage entre leurs aspirations, lorsqu'elles sont exprimées, et les possibilités professionnelles concrètes. Les tests réalisés par les offices d'orientation sont souvent déterminants. C'est particulièrement flagrant pour les filles. Dans le questionnaire de la CRS, le tuteur d'une fille de 16 ans note : « Veut devenir capitaine ou pilote... Elle ne sait rien de la vie »³⁰³. Dans le test d'orientation, elle est décrite comme très douée pour les langues et ayant des aptitudes particulières pour le dessin. Verdict du conseiller d'orientation : le métier de coiffeuse paraît approprié³⁰⁴.

³⁰² *Ich nahm diese Offerte nicht an, weil ich den Auftrag [...] ausführen wollte, um sicher zu sein, dass der Mann sich nichts antun könne und nicht wieder auf die Schweiz zurückfalle.* Lettre de l'Office cantonal d'assistance sociale des Grisons à la Division de police du DFJP, 13 mars 1961, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#122*.

³⁰³ Cas de E. (1941). Questionnaire de la Croix-Rouge, 26 février 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

³⁰⁴ Office cantonal d'orientation, Berne, 8 mars 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

6.3 INTERLUDE : INCERTITUDES ET STRATÉGIES

Pour la majorité des jeunes, la CRS ne préconise pas le retour en Hongrie. La recherche de solutions en Suisse est prédominante, surtout lorsque leur comportement satisfait les autorités et la CRS. À travers le cas d'István Borsodi, l'un de nos témoins, rentré en Hongrie en 1959, nous pouvons mieux cerner ce que pouvait être le parcours lambda d'un réfugié entre la Hongrie et la Suisse, puis entre la Suisse et la Hongrie³⁰⁵. Il nous renseigne sur les paramètres inhérents au rapatriement ainsi que sur les manières qu'ont les jeunes de les appréhender.

Lorsque l'Insurrection éclate, István Borsodi vient d'avoir 14 ans. Il habite chez sa tante à Tapolca, non loin de la frontière autrichienne. Il décide de tenter l'aventure à l'Ouest. Une fois en Suisse, il est d'abord placé à Fribourg, puis débute un apprentissage à Chiètres. Son « tuteur » est très positif à son sujet : « caractère agréable, bonne intelligence. Rend facilement service »³⁰⁶, écrit-il dans le questionnaire de la Croix-Rouge. Mais le jeune réfugié souffre terriblement du mal du pays et hésite à rester en Suisse. Le confortant dans cette idée, son père (sa mère est décédée lorsqu'il était enfant) lui écrit régulièrement qu'une fois rentré en Hongrie, il pourra faire des études, ce qu'on ne lui permet pas en Suisse. Sa décision est quasiment prise, mais le jeune homme entrevoit un plan B. Parallèlement à ses démarches pour rentrer, il demande un visa pour rejoindre l'Amérique où il a une cousine, mais apprend qu'il devra attendre des mois, peut-être des années, pour obtenir une réponse positive. « Je n'avais pas la patience d'attendre », nous a-t-il expliqué. Il se décide alors pour le rapatriement et s'embarque pour la Hongrie le 1^{er} juin 1959. Peu après son retour, la responsable du Service Secours aux enfants déplore que le jeune homme n'ait parlé à personne de son projet³⁰⁷. En parcourant les archives de la CRS, nous avons rencontré des cas d'autres jeunes prenant la précaution de taire leur projet de retour. Au sujet de l'une de ces jeunes, la section neuchâteloise de la Croix rouge déplore : « [F.] a fait des démarches auprès de la Légation de Hongrie, afin d'être rapatriée, ceci sans nous prévenir. Nous sommes très peiné de ce premier retour derrière le rideau de fer »³⁰⁸.

Comment expliquer que des jeunes planifient leur retour à la manière d'une évasion, sans en aviser les personnes chargées de leur suivi ? Premièrement, il est probable que ces jeunes s'attendent, s'ils confient leur projet, à être retenus en Suisse, voire amenés dans une maison d'éducation, comme c'est souvent le cas lorsqu'ils ne sont plus motivés à travailler et hésitent

³⁰⁵ L'entretien avec István Borsodi réalisé à Szeged le 15 décembre 2015 a été complété par la consultation de son dossier. Pour des raisons de confidentialité, nous ne pouvons ici signifier le dossier en question.

³⁰⁶ Questionnaire rempli le 15 juin 1957.

³⁰⁷ Lettre au Consulat américain, 3 juin 1959.

³⁰⁸ Cas de F., lettre de la Section neuchâteloise à la Croix-Rouge suisse, Service Secours enfants, 26 mars 1958, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#121*.

à rentrer en Hongrie. Une autre raison de taire leur projet : certains de ces jeunes ont contracté des dettes en Suisse. Quitter le pays rapidement leur permet de s'y soustraire. C'est aussi le cas d'István Borsodi qui avait encore un cours de langue à rembourser de sa poche au moment de son départ.

Enfin, il est également possible que les revenant·e·s craignent qu'il leur arrive quelque chose s'ils informent quiconque de leur prochain retour. Les futur·e·s rapatrié·e·s sont mal vu·e·s par celles et ceux qui restent en Suisse. Ils et elles sont souvent considéré·e·s comme des traîtres et l'on craint, avec raison, que ces dernier·e·s rapportent des informations sur leurs compatriotes en Occident.

En Suisse, cet enjeu – les menaces qui pèsent sur les rapatrié·e·s *avant* leur départ en Hongrie – est apparu au grand jour dans la presse à travers un fait divers : le 6 décembre 1957, László Méry, un jeune réfugié s'appêtant à rentrer en Hongrie, est assassiné à Berne³⁰⁹. Méry avait effectué une demande de rapatriement en octobre 1957 et la Légation venait de l'informer du succès de sa requête. Étant donnée la fin tragique de cette histoire, elle se trouve, au contraire des autres, fort documentée aux archives.

La presse donne de nombreux détails sur la victime, un ouvrier dans une fabrique de matières plastiques qui, le soir de son meurtre, fêtait son départ avec d'autres réfugiés, alors qu'il venait d'empocher son dernier salaire³¹⁰. Ses amis le décrivent comme parfaitement apolitique et n'ayant comme seul motif de retour que le mal du pays³¹¹. Le suspect, un autre Hongrois, invoque dans un premier temps des motifs politiques pour expliquer son geste. Selon ses dires, Méry était sur le point de rentrer avec des informations compromettantes sur sa personne. À la fin de l'enquête, le meurtrier avoue qu'il a tenté d'embrouiller les policiers suisses en inventant cette histoire d'espionnage et que le vol était son seul mobile³¹². Mais selon nous, cette thèse – le meurtre pour éviter que Méry ne livre des éléments compromettants sur le meurtrier – n'est pas aussi fantaisiste qu'elle en a l'air. Pour un·e futur·e rapatrié·e, la collecte d'informations sur la diaspora hongroise en Suisse peut être fort utile pour se racheter auprès du régime, une fois rentré en Hongrie.

Même si on ne sait pas si Méry avait pris de telles précautions, il semble, d'après une de ces lettres (la seule conservée aux archives), qu'il était assez prévoyant :

Chers parents[.]

Je vous fais savoir que je vais bien, ce que je vous souhaite aussi de tout mon cœur[.]

³⁰⁹ CH-BAR# E2200.50-01#1969/235#233*.

³¹⁰ « Qualifiziertes Geständnis im Berner Mordfall Méry », *Der Bund*, 31 janvier 1958.

³¹¹ « Laszlo Farkas hat Laszlo Méry allein getötet », *Berner Tagblatt*, 27 février 1958.

³¹² CH-BAR#E2200.50-01#1969/235#233*.

Chère Maman, je te fais savoir que je suis allé au Consulat hongrois et que j'ai rempli le formulaire de rapatriement. Au même moment, il y avait deux gars qui partent ce soir à 18h[.] Ils m'ont promis de passer chez vous parce qu'ils n'habitent pas loin de Csepel [ndlr. ville industrielle proche de Budapest] Demain j'amène les photos passeport et peut-être que dans 6 semaines ce sera mon tour de rentrer[.] Il n'y a pas de raison de se faire de souci parce que je préfère être 6 mois en prison là-bas que de rester encore une demi-année ici[.] Écrivez-moi s'il vous plaît en détail comment le type est rentré et aussi sa fiancée. Écrivez-moi tout s'il vous plaît pour que je sache à quoi m'attendre. J'étais tellement bête que ce n'est plus normal, je ne sais pas ce qui m'arrivera si je dois rester encore[.] Je pense que je deviendrai fou.

Mais je termine maintenant ma lettre et vous embrasse
votre fils Laci³¹³

Ces lignes mettent en évidence l'incertitude et le grand mal-être qui ronge ce réfugié et laisse planer un doute : ces mots laissent entendre qu'il aurait fait une « bêtise ». S'agit-il de sa fuite en Occident ? Ou de quelque chose qui s'est passé en Suisse ? Mais cette histoire témoigne surtout d'un élément important : les possibles stratégies des candidat·e·s au retour pour réduire l'incertitude que comporte leur rapatriement. Cette incertitude les pousse à l'action. Certain·e·s d'entre eux se renseignent sur les hypothétiques conséquences de leur geste en mobilisant des réseaux et/ou des connaissances déjà rentrées au pays et s'enquière du sort de celles et ceux qui rentrent. Nous pouvons ici souligner le rôle de messager des revenant·e·s qui renseignent parfois des parents de réfugié·e·s une fois rentré·e·s. L'un de nos témoins, Áron Szücs, a pu demander à deux de ses amis avant leur rapatriement d'aller voir ses parents et de leur dire que tout allait bien³¹⁴.

Beaucoup changent d'avis en cours de route. Ces revirements sont souvent corolaires aux difficultés rencontrées en Suisse. Pour conclure sur cette incertitude qui habite nombre de candidat·e·s au retour, nous souhaitons brièvement nous arrêter sur le parcours d'une veuve que nous nommerons Magdolna Székér³¹⁵. Contrairement à Méry, elle n'est pas issue des classes populaires et n'est pas décrite comme apolitique. Au contraire, ses lettres aux autorités suisses démontrent son aversion du régime communiste et font référence à son mari « mort en héros de la chrétienté ». Seule avec ses deux enfants, elle peine à joindre les deux bouts, d'autant qu'après quelques mois d'entretien, le Comité d'aide aux réfugiés hongrois explique à la Division de police qu'il ne peut plus aider la famille. Elle est jugée incapable de

³¹³ *Kedves Szüleim[.] Tudatom veletek, hogy én jól vagyok amit nektek is tiszta szívből kívánok[.] Kedves mama tudatom veled, hogy voltam a magyar konzulátusnál és ki töltöttem a haza térési papírt[.] Épen akkor volt ben kétt sarc azok ma este 6 orakor indultak el[.] Meg ígérték, hogy fel fognak menni mert nem mesze laknak csepelen[.] Én holnap viszem be a fényképeket s talán 6 hét múlva megyek én is[.] Nyugtalanokodni nem kel mert én szívesebben le ülöm azt a 6 honapo mint még itt legyek fél évig[.] Irjátok meg részletesen hogy az a ember, hogy ment haza meg a menyaszonya irjatok mindenrol tudjam magam mihez tartan mert én már ojan huje vagyok, hogy az nem közönséges nem tudom mi lesz velem ha sokáig itt kel maradnom[.] Én azt hiszem meg fogok örülni. De most zárom soraimat sokszor. csokol beneteket,*

Laci fiatok. Lettre de László Méry non datée, CH-BAR#E2200.50-01#1969/235#233*.

³¹⁴ Entretien avec Áron Szücs, Berne, 5 septembre 2018.

³¹⁵ Son cas se trouve dans le fond regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N.

s'occuper de ses enfants par les services sociaux. Elle demande pour la première fois son rapatriement en décembre 1957 puis déclare à la Police des étrangers de Berne :

J'avais l'intention de rentrer en Hongrie car il ne m'était pas possible de vivre avec mes deux enfants [...]. Si je peux les voir deux fois par semaine, je vais rester très volontiers en Suisse. J'ai en fait peur de rentrer en Hongrie, parce que d'après ce que je sais, je suis sur la – ainsi nommée – liste noire. Ce qui va se passer avec moi si je rentre, vous pouvez vous l'imaginer.³¹⁶

À la fin du mois de mars 1958, elle raconte son entretien avec un responsable de la Police des étrangers de Berne :

M. G. m'a harcelée de questions, si je voulais vraiment être rapatriée en Hongrie. Il a ajouté que je devais bien réfléchir, car même si je rentre en Hongrie, mes enfants doivent rester en Suisse. Puis, il a commencé à me dire qu'il serait mieux de rester en Suisse, que je recevrai un appartement, et du travail, qu'on s'occuperait de mes enfants, etc. L'âme bouleversée, j'ai interprété ses paroles que si je continuais à maintenir mon intention d'être rapatriée, cela pourrait avoir certaines conséquences.³¹⁷

Elle se ravise et la Police des étrangers lui fournit une place d'aide dans un hôpital et un appartement. Elle espère ainsi regagner la garde de ses enfants, sans succès. Ils sont qui plus est placés sous tutelle. Le 28 mars, elle redemande son rapatriement, probablement pour pouvoir les récupérer. Elle explique aux autorités suisses que le personnel de la Légation lui a assuré que « rien ne l'empêchait de rentrer avec [ses] enfants »³¹⁸. Le 20 avril 1958, elle écrit une longue lettre à la Division de police. Selon nous, ce document est assez fiable, car il n'y a plus d'enjeu. Cette femme s'apprête à rentrer en Hongrie et la lettre ne peut atterrir dans les mains de fonctionnaires hongrois. La lettre en dit long de son désespoir alors qu'elle espérait trouver une « nouvelle patrie » en Suisse. Déclinant par la même occasion une convocation de la Division de police, elle revient en détail sur son parcours. Elle explique avoir d'abord été engagée comme aide de cuisine dans un hôpital. Ne gagnant que 80 CHF par mois, elle quitte cette place « pour en chercher une meilleure », ce qui lui vaut, explique-t-elle, d'être catégorisée comme « arbeitscheu » (réfractaire au travail) par le Comité d'aide aux réfugiés hongrois. Sa fille est alors placée dans un centre d'observation pour jeunes et elle déménage à St. Imier où on lui trouve une nouvelle place ainsi qu'un appartement sans fenêtre avec un seul lit. Son fils est placé à l'école, mais il ne comprend pas un mot de français. Elle déplore : « on disait que je pouvais avoir un deuxième lit seulement si je payais plus. On ne m'a pas communiqué mon salaire mais on m'a dit que ça dépendait de mon rendement ». De retour à Interlaken, elle dit avoir été emmenée de force dans un hôpital psychiatrique, d'où elle s'échappe et rejoint une amie hongroise. Son fils est placé dans une famille. Elle conclut :

En tant que femme hongroise emplie du désir de liberté et prête à travailler, je ne peux me contenter de mon destin. Mon fils est à Interlaken et ma fille est également placée dans un lieu inapproprié, je suis restée seule et sans logement, je ne peux vivre ainsi. Je rentre dans ma patrie malgré la vie morne et

³¹⁶ Déclaration du 28 février 1958 à la Police des étrangers de Berne, CH-BAR#E4264#2016/117.

³¹⁷ Procès-verbal adressé le 28 mars à la Légation hongroise, *id.*

³¹⁸ Déclaration du 28 mars 1958 à la Police des étrangers de Berne, *id.*

oppressante, nous serons au moins ensemble [...]. J'aimerais [...] une place de travail décente et un endroit où je peux éduquer mes enfants. C'est parce que je ne peux obtenir cela ici que je suis forcée à rentrer vers un destin incertain. [...] Le retour est mon plus grand souhait après de nombreuses et profondes déceptions.³¹⁹

Mais parallèlement à ces reproches probablement sincères, il n'est selon nous pas exclu qu'elle ait volontairement différé son retour pour collecter des informations sur les dérives des autorités suisses, les mesures envers celles et ceux qui aspirent à changer de place de travail, les faveurs qu'elles donnent aux réfugié·e·s lorsque ceux-ci menacent de rentrer en Hongrie. Elle pourra également à son retour raconter en détail comment on l'a séparée de ses enfants, et les menaces à son encontre si elle se décidait à rentrer en Hongrie. Il semble que le fait de différer son retour n'est pas toujours le résultat d'incertitudes, mais aussi un moyen pour les revenant·e·s de faire des expériences utiles pour leur futur interrogatoire en Hongrie, et peut-être, dans certains cas, de les conforter dans leur décision.

6.4 DE LA PRISON A LA FRONTIERE

Réfugié interné...

Dans le chapitre consacré à l'arrivée des réfugié·e·s en Suisse, nous avons brièvement évoqué une mesure prise par les autorités envers les Hongrois·es de 1956 que les autorités considéraient comme « indésirables » : l'internement administratif. Une grande partie des personnes qui sont passées par des établissements de travail, maisons d'éducation et autres institutions sont ensuite rentrées en Hongrie. Ces deux enjeux sont en partie liés. Pour les comprendre, il est utile de détailler un parcours de l'un de ces rapatrié·e·s.

Ferenc Majoros³²⁰ est arrivé début décembre 1956 en Suisse à l'âge de 16 ans. Originaire du comitat de Zala, il a suivi une formation de sellier chez son père à côté de l'école obligatoire. Dès 1954, il gère quasiment l'atelier de son père, ce dernier étant malade³²¹. Une fois en Suisse, il est placé à Fribourg comme apprenti chez un sellier et donne « satisfaction à son employeur »³²². Mais, en juillet 1957, il quitte la Suisse pour se rendre en France, ce qui

³¹⁹ *Als eine ungarische Frau, erfüllt vom Wunsch nach Freiheit und mit Arbeitslust, kann ich mich mit meinem Schicksal nicht abfinden. Mein Sohn ist in Interlaken und meine Tochter ist auch nicht passend untergebracht, ich blieb nun ohne Wohnung allein, so kann ich nicht leben. Ich kehre in meine Heimat zurück, trotz des kargen und unterdrückten Lebens, wir sind dann mindestens zusammen [...] Ich möchte [...] eine anständige Stelle haben und einen Winkel, wo ich meine Kinder erziehen kann, besitzen. Da ich dies hier nicht bekommen konnte, bin ich zur Rückkehr gezwungen, auch in das ungewisse Schicksal. [...] Die Heimkehr ist mein grösster Wunsch, nach diesen vielen und tiefen Enttäuschungen.* Lettre au responsable de l'assistance aux réfugiés hongrois, 20 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117.

³²⁰ Il s'agit d'un pseudonyme. Son cas se trouve dans le fond regroupant les dossiers individuels de la Division de police : CH-BAR#E4264#N. Ainsi que celui de la Croix-Rouge : CH-BAR#J2.15-02#1979/92#. Si la cote n'est pas mentionnée, les documents sont issus de ce fonds.

³²¹ Lettre de Ferenc Majoros au Service Secours aux enfants de la Croix-Rouge, 6 juillet 1959.

³²² Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

constitue une grave erreur aux yeux des fonctionnaires de la Division de police qui peinent à accepter que les réfugié·e·s abandonnent leur emploi : il est déjà stigmatisé. Après avoir travaillé dans une maroquinerie à Lyon et même obtenu un permis de séjour, il revient dans le canton de Fribourg au cours de l'été 1958. Il est à nouveau employé chez son maître d'apprentissage, mais Ferenc Majoros prend alors le chemin de l'Allemagne « sans crier gare »³²³. Dans une lettre à la Croix-Rouge, il explique pourquoi :

Ici en Suisse, j'ai travaillé 16 mois chez mon chef. Il m'a promis de me laisser passer l'examen de fin d'apprentissage après 3 ou 4 mois. Cette promesse est restée lettre morte et je suppose que c'est parce qu'ainsi, il doit moins me payer.³²⁴

De retour à Fribourg au printemps 1959, il se serait rendu chez son ancien patron et aurait emporté, selon la Division de police, du matériel ainsi que le carnet de commande du sellier. Le cas est alors signalé aux autorités fribourgeoises qui proposent son internement. Dans la directive d'internement, la Division de police explique qu'il est « mécontent de son sort en Suisse. Son emploi serait trop pénible et il estime n'être pas suffisamment rétribué pour son travail »³²⁵. Outre le vol – qui n'est pas suivi de mesures pénales – on l'accuse d'avoir une « mauvaise influence sur ses compatriotes »³²⁶. Nous avons pu constater dans beaucoup de cas que les accusations de vol ne semblent pas très solides. Il s'agit selon nous d'un prétexte. Si le vol est invoqué en premier lieu, il est suivi d'autres remarques portant sur le comportement de la personne. La cause numéro un de l'internement nous paraît en fait être l'abandon d'une place de travail, intolérable aux yeux des fonctionnaires et autres bénévoles ou employé·e·s d'œuvres d'entraide. Les actes jugés déviants s'avèrent également jouer un rôle important dans les décisions d'internement.

La déclaration d'internement est assortie d'une conclusion qu'on retrouve quasiment mot pour mot dans chaque dossier de réfugié·e·s en passe d'être enfermé·e·s :

On constate que malgré les multiples démarches en faveur de [...], sa conduite vue dans son ensemble, et ses actes permettent de conclure qu'il ne veut pas s'adapter à l'ordre établi dans le pays qui lui a offert l'hospitalité ou qu'il n'en est pas capable. [...] il n'a actuellement pas la possibilité de se rendre légalement dans un autre pays. Enfin, son refoulement n'est pas non plus indiqué.³²⁷

On invoque les articles 14 et 15 de la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers qui stipulent que si l'étranger n'est pas expulsable – Ferenc Majoros est « protégé » de l'expulsion par son statut de réfugié – il peut être interné sur décision du DFJP « en vertu des

³²³ Police de sûreté, audition de trois réfugiés hongrois placés dans le canton de Fribourg, 17 mars 1959, CH-BAR#E4264#2016/117#.

³²⁴ *Hier in der Schweiz arbeitete ich 16 Monate lang bei meinem Chef. Er versprach mir, dass er mich nach 3 oder 4 Monaten zur Abschlussprüfung zulassen würde. Das blieb aber nur beim Versprechen und ich vermute, weil er mir so weniger zahlen muss.* Lettre à la Croix-Rouge, 6 juillet 1959.

³²⁵ Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

³²⁶ *Id.* Selon le cas, ce signalement peut provenir d'autres institutions : les polices des étrangers cantonales, les comités d'aide aux réfugiés, un pasteur chargé du suivi de réfugiés, les œuvres d'entraide, etc.

³²⁷ Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959.

prescriptions sur la police des étrangers » (fremdenpolizeiliche Internierungen). Le réfugié est alors « interné jusqu'à nouvel ordre » à la Maison des Prés-Neufs à Orbe et fait l'expérience, comme tant de Suisses et de Suissesses, de ce qui fait la particularité des internements administratifs : une peine qui ne dit pas son nom et qui n'a pas de durée déterminée.

Ferenc Majoros décide de demander de l'aide au CICR. Il ne se plaint pas de son internement mais du fait que, contrairement à d'autres réfugiés et malgré ses demandes répétées, il n'obtienne aucune aide matérielle et n'ait à peine de quoi se vêtir : « on m'a interné car j'avais abandonné mon lieu de travail [...]. Presque depuis 3 ans, je me trouve en Suisse et jusqu'à présent, je n'ai reçu aucune aide matérielle. Je n'ai pas de vêtements, ni de chaussures »³²⁸.

Après quelques semaines, le directeur de l'établissement signale à la Division de police que le « ressortissant hongrois », on a abandonné le terme de réfugié, « se livre à des pratiques homosexuelles ». Il demande son transfert dans un établissement qui propose des chambres à un lit et où il puisse être « enfermé à clé pendant la nuit »³²⁹. Il aurait rencontré un interné suisse avec qui, selon le chef de la Maison des Prés-Neufs, il entretient une relation. Après les plaintes d'autres hommes « dégoûtés » par le comportement des deux « éléments de trouble », on condamne Ferenc Majoros à 15 jours de cachot³³⁰. Il n'est d'ailleurs pas exclu que l'internement ait été prononcé aussi en partie parce qu'on se doutait déjà de son orientation sexuelle. Précisons que l'homosexualité a été dépénalisée en 1942 entre adultes consentants, mais qu'elle demeure un motif d'internement administratif³³¹.

À la fin de l'été, le jeune homme s'informe des procédures à réaliser pour être rapatrié en Hongrie. Il aurait reçu un courrier d'un parent l'encourageant à rentrer³³². Les réfugié·e·s interné·e·s sont autorisé·e·s à sortir d'un établissement pour une seule raison : s'ils et si elles se rendent à la Légation hongroise pour demander leur rapatriement. C'est ce que fait Majoros en septembre 1959. À son grand dam, la Division de police constate quelques semaines plus tard qu'« il semble avoir changé d'avis »³³³. En novembre, le jeune Hongrois envoie une

³²⁸ Lettre (en hongrois) au CICR, 1^{er} septembre 1959.

³²⁹ Lettre de R. Tschäppät à la Maison des Prés-Neufs, 28 août 1959 ; Lettre du chef de la Maison des Prés-Neufs à la Division de police, 24 août 1959, CH-BAR#E4264#2016/117#.

³³⁰ Rapport du chef de la Maison des Prés-Neufs, 4 décembre 1959.

³³¹ Cela expliquerait la mention citée précédemment selon laquelle il aurait « une mauvaise influence sur ses compatriotes ». Directive d'internement signée par R. Tschäppät, 23 juillet 1959. Thierry Delessert, « *Les homosexuels sont un danger absolu* » : homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, Lausanne, Éditions Antipodes, 2012, p. 9. Concernant l'homosexualité et l'internement, on se rapportera aux travaux de Kevin Heiniger.

³³² Lettre de R. Tschäppät à la Maison des Prés-Neufs, 28 août 1959, CH-BAR#E4264#2016/117#.

³³³ Lettre de R. Tschäppät au Bureau cantonal des étrangers de Fribourg, 11 décembre 1959.

lettre à la Police des étrangers. Il y fait son autocritique, dit « regretter » d'avoir quitté son employeur et ne pas avoir « mesuré les conséquences de [son] acte » :

Je me trouve seul, loin de ma famille et je n'ai personne pour me conseiller. Je trouve le temps long en plus d'une atmosphère où la plupart des hommes âgés sont alcooliques. Cette ambiance, ainsi que le travail n'est pas très profitable pour moi vu mon jeune âge. [...] Je ne sais à qui m'adresser [...]. Je vous demande de prendre en considération ma demande [...] : Je désirerais à nouveau travailler dans mon métier de sellier et si possible dans une ville. Je parle le français [...]. Je ne désire pas quitter la Suisse et ne demande qu'à me racheter par une conduite irréprochable.³³⁴

La réponse de la direction de Police, de la santé publique et des affaires sociales de Fribourg est implacable : « nous ne sommes pas disposés à le reprendre [...]. Par contre, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'il soit autorisé à travailler dans un autre canton, assez éloigné du nôtre »³³⁵. Peut-être sensibilisée par la lettre de l'interné mais surtout désireuse de placer le réfugié, la Division de police tente de convaincre le Bureau des étrangers de Fribourg de le « reprendre » à sa sortie prévue en janvier 1960. Suite à ce que la Division de police qualifie d'« indiscipline (pratiques homosexuelles) », le Hongrois est transféré à Bellechasse fin 1959. Finalement, il semble que Ferenc Majoros ait au cours de l'automne choisi de confirmer sa demande de rapatriement. Le 15 décembre, il reçoit une invitation de la Légation l'informant qu'il a obtenu son certificat de retour. Il est libéré de Bellechasse le 8 janvier 1960 pour se rendre à Berne et rentre en Hongrie le lendemain³³⁶.

... et poussé vers la sortie

À ce stade de l'analyse, il convient de s'arrêter sur la *décision* du rapatriement dans le cadre précis de l'internement administratif en nous appuyant sur plusieurs cas en plus de celui de Ferenc Majoros. Pourquoi, et dans quelles circonstances, ces réfugié·e·s choisissent-ils et elles de se tourner vers la Hongrie³³⁷ ? Les autorités envisagent l'internement principalement en réaction à un phénomène inattendu : le refus de certain·e·s réfugié·e·s de travailler une fois arrivé·e·s en Suisse. Il arrive que ceux-ci le justifient par la pénibilité du travail. D'autres se plaignent également d'un salaire trop bas et espèrent changer d'entreprise pour un meilleur salaire. Ainsi, au-delà des griefs avérés ou non, le fait que ces réfugié·e·s quittent la place que les autorités leur ont attribuée semble constituer le facteur crucial dans le processus de

³³⁴ Lettre à M. le Chef de la Police fédérale des étrangers depuis la Maison des Prés-Neufs, 12 novembre 1959, CH-BAR#E4264#2016/117#.

³³⁵ Lettre de la Direction de la police, de la santé publique et des affaires sociales, 26 novembre 1959, CH-BAR#E4264#2016/117#.

³³⁶ Lettre de R. Tschäppât au Bureau cantonal des étrangers de Fribourg, 12 janvier 1960.

³³⁷ Nous avons consulté en détail onze dossiers de personnes (neuf hommes et deux femmes) internées ou sur le point de l'être et avons également vu d'autres dossiers, non pris en compte pour la rédaction, mais qui ont corroboré qualitativement nos hypothèses. Les dossiers ont été choisis de manière aléatoire (dans le fond de la Division de police CH-BAR#E4264#2016/117#) et pour des raisons de confidentialité, les cotes ne sont pas transmises de manière précise.

décision d'internement d'un·e réfugié·e. Comme mesure punitive, mais peut-être aussi parce qu'on croit à l'efficacité des méthodes comme l'éducation par le travail. Aux plaintes tangibles des entreprises qui déplorent l'absentéisme de leurs employé·e·s s'ajoutent un certain nombre d'arguments : ce qu'on estime être de l'alcoolisme, des mœurs jugées déviantes, le soupçon de la prostitution, l'accumulation de dettes, des tentatives de suicide. Si les acteurs changent selon les cas, le processus qui mène à l'internement est la plupart du temps similaire : signalement à la Division de police par une autorité cantonale ou autre organe chargé de l'aide aux réfugiés ; avertissements et menaces lors d'une convocation de la personne à Berne dans les locaux de la Division de police ; renvoi de l'entreprise ; accusations ou plaintes concernant son comportement ; internement. Il n'est pas rare que les personnes fassent plusieurs séjours en alternance parfois, avec une peine de prison de courte durée suite à un jugement ou avec un séjour dans un établissement médical. Souvent, leur parcours se termine par un rapatriement. Dans ce processus, il faut relever le rôle central de la Division de police du DFJP. C'est elle qui prononce l'internement qui, comme nous l'avons expliqué plus haut³³⁸, recouvre plusieurs buts : isoler les réfugié·e·s « indésirables » des autres, les soustraire de la vue des Suisses, les « éduquer », les mener à une prise de conscience.

Début 1957, un collaborateur de la Division de police relève : « nous n'avons certes pas mis des réfugiés sous pression mais l'un ou l'autre que nous devons menacer d'envoyer dans une colonie de travail s'est décidé à rentrer en Hongrie »³³⁹. Le personnel de la Division juge déjà ces retours salutaires. Progressivement, la mesure d'internement devient une méthode pour dégoûter les personnes jugées indésirables et les pousser à demander leur rapatriement. En décembre 1957, une note confidentielle trahit cette politique :

M. Tschäppät relève que sur les 13 000 réfugiés hébergés en Suisse, 7 % sont peu intéressants. L'on saisit alors la première occasion de les interner dans des établissements pénitentiaires où ils travaillent sans salaire. En règle générale, ils manifestent alors plus ou moins vite le désir d'être rapatriés en Hongrie.³⁴⁰

La Division de police, qui, la plupart du temps, finance leur séjour, a tout intérêt à ce que les réfugié·e·s ne restent pas trop longtemps dans les établissements. Elle s'efforce de trouver des solutions pour qu'ils et elles en sortent. Faire pression auprès des cantons pour qu'ils « reprennent » les réfugié·e·s en est une, faire pression sur la personne internée pour qu'elle rentre en Hongrie en est une autre. Ainsi, parallèlement aux démarches auprès des cantons, il n'est pas rare que la Division de police souffle aux réfugié·e·s l'option du rapatriement.

³³⁸ Voir *supra* chapitre 4 : 2. De l'aide au contrôle.

³³⁹ *Wir haben zwar keinen Flüchtling unter Druck gesetzt, doch hat sich der oder andere, dem wir die Einweisung in eine Arbeitskolonie androhen mussten, zur Heimkehr entschlossen.* Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge, 12 mars 1957, CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

³⁴⁰ Note du Département politique, entretien du 14 décembre 1957, CH-BAR#E2001E#1972/33#.

Dans le cas de Ferenc Majoros, les éventuelles pressions des autorités pour le pousser à demander son rapatriement n'ont pas laissé de trace dans les archives. D'autres cas mettent en évidence cette stratégie.

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une politique concertée, nous remarquons cette tendance dans les dossiers d'internés au détour de petites phrases, souvent adressées au Département politique pour qu'il presse la Légation hongroise lorsqu'une demande est en attente. Dans plusieurs directives d'internement, la phrase « Si X a la possibilité ou le souhait de rentrer en Hongrie, il/elle sera tout de suite libéré »³⁴¹. Parfois, l'espoir de les voir quitter la Suisse est exprimé par les polices cantonales, à l'instar du chef de la police des Grisons en décembre 1957 :

Nous espérons que pendant la durée de son internement, des moyens et des voies seront trouvées pour pouvoir expulser K. de la Suisse, en tous les cas, nous n'aurions vraiment pas grande envie [...] de nous occuper à nouveau de cet élément.³⁴²

Mais il arrive également que ce soit la Légation hongroise qui demande à la Division de police de faire en sorte que telle ou telle personne internée puisse se rendre à Berne, ce que les autorités s'empressent de faire ! Il arrive même qu'on autorise des fonctionnaires de la Légation à se rendre dans l'établissement où des réfugié·e·s sont placé·e·s. Enfin, la Division de police suggère parfois directement à la personne internée l'option du retour. Tschäppät écrit par exemple au Directeur de Bellechasse où sont internés quatre ressortissants hongrois :

Les trois derniers ont exprimé à diverses reprises le désir de retourner en Hongrie. [...] Nous vous saurions gré d'informer les intéressés que leur demande de rapatriement peut être formulée immédiatement à l'adresse de la Légation de Hongrie. Ces requêtes peuvent être adressées à nos services si le règlement de votre établissement l'exige et nous le transmettrions sans retard à la représentation étrangère. Toute correspondance relative au rapatriement peut être adressée à nos services [...]. Il va de soi que la possibilité du rapatriement demeure également ouverte à K.H. que nous vous prions d'aviser par la même occasion.³⁴³

Il relève aussi que la Division de police peut envoyer une interprète si l'interné a besoin d'explications et fournit même sa ligne téléphonique directe. L'un de ces réfugiés, dans une lettre à la Division de police, se dit très « décontenancé » par ces diverses sollicitations :

Je leur réponds qu'aussi longtemps que l'étoile rouge brille au-dessus de la Hongrie, je ne reviens pas. Tout le monde est fâché que je ne veuille pas quitter la Suisse. Je vous demande à nouveau ma libération et une réponse.³⁴⁴

Il semble d'ailleurs que l'auteur de cette lettre ait participé à l'Insurrection et son retour en Hongrie pourrait avoir de très lourdes conséquences³⁴⁵. Idem pour l'un de ses compatriotes,

³⁴¹ *Sollte X den Wunsch und die Möglichkeit haben, nach Ungarn zurückzukehren, würde er sofort entlassen.*

³⁴² *Wir hoffen, dass sich in der Zeit seiner Internierung Mittel und Wege finden lassen werden, um K. nach der Internierung aus der Schweiz ausschaffen zu können, auf jeden Fall hätten wir wirklich keine grosse Lust [...] uns nochmals mit diesem Subjekt zu befassen.* Lettre de la Direction de police des Grisons à la Division de police du DFJP, 9 décembre 1957.

³⁴³ Lettre de la Division de police à la direction de Bellechasse, 4 mars 1958.

³⁴⁴ *Ich antworte ihnen, solange der rote Stern über Ungarn leuchte, kehre ich nicht wieder zurück. Weil ich nicht aus der Schweiz will, sind sie alle böse. Ich bitte Sie erneut um meine Entlassung und um Antwort.* Lettre de K.L. à la Division de police, 16 avril 1958.

choqué des mesures d'internement. En 1962, il adresse même une plainte à la Commission européenne des Droits de l'Homme :

Aujourd'hui le 30 novembre, « on » m'a communiqué que le Conseil de district de Zurich a pris la décision de m'interner pour deux ans, et cela, sans jugement de tribunal, sans défense. Je dépose plainte contre la Suisse pour : privation arbitraire de la liberté, barbarie, pression, crime contre les droits humains et demande un dédommagement et qu'on me donne la liberté de pouvoir quitter ce pays !³⁴⁶

Mais plus encore, il se plaint d'être poussé au retour : « les autorités suisses veulent me forcer à rentrer en Hongrie ! » et termine la lettre par un cri du cœur : « j'aimerais vivre dans un pays où la liberté est vraiment liberté »³⁴⁷. Inquiets, les fonctionnaires de la Division de police ont alors recours au service juridique du DFJP. Ils sont aussitôt rassurés : la plainte pourrait aboutir si la Suisse avait avalisé l'accord sur les droits de l'Homme, ce qui n'est pas le cas³⁴⁸. Le jeune hongrois plusieurs fois interné depuis son arrivée en Suisse en 1956 finit par demander son rapatriement :

Si je dois aller en prison, je veux savoir pourquoi !? C'est la raison pour laquelle je rentre dans ma patrie, en prison, où les hommes sont encore malgré tout des hommes, plutôt que de me laisser exploiter dans ce pays sans que je puisse me défendre. Ici, c'est la pire dictature que j'ai connue dans ma vie. Qu'on veuille me mettre en prison [...] et ça a seulement un but : main d'œuvre gratuite [...] Plutôt 5 ans de prison en Hongrie que 2 ici !³⁴⁹

Mais le rapatriement étant refusé par Budapest, il doit rester en Suisse. De là, il essaie par tous les moyens de faire entendre l'injustice des internements répétés. Il alerte d'ailleurs le journal *Blick* sans succès, ce dernier avertissant même les autorités de cette tentative³⁵⁰.

Une réalité à moitié tue

Ces internements et leurs conséquences – le rapatriement dans la plupart des cas – sont-ils thématiques dans la presse ? Dans un article « bilan » du 15 novembre 1957, la *NZZ* révélait ces mesures : « parmi ces réfugiés, comme parmi tous les hommes et dans toutes les communautés, il y a des asociaux, paresseux, des personnes difficilement éducatibles ou même

³⁴⁵ Lettre de K.L. à la Division de police, 16 avril 1958. Il ne choisira pas le retour mais la fuite vers l'Allemagne.

³⁴⁶ *Heute, den 30. November, hat « man » mir mitgeteilt, dass das Zürcher Bezirksrat hat den Entschluss gefasst [...] mich, ohne gerichtliche Urteil, ohne Verteidigung, für zwei Jahre zu internieren. [...] Ich erstatte Anzeige gegen den Schweiz wegen : Freiheitsberaubung, Barbarei, Erpressung, Verbrechen gegen den Menschenrechten und verlange Entschädigung und dass man mich [...] den Freiheit wiedergibt, damit ich dieses Land verlassen kann !* Lettre de K.L. à la Commission des Droits de l'Homme, 1^{er} décembre 1962.

³⁴⁷ *Die schweizer Behörden wollen mich zwingen nach Ungarn zurückreisen ! ; Ich möchte in ein Land leben, wo die Freiheit wirklich Freiheit ist.* Lettre de K.L. à la Commission européenne des Droits de l'Homme, 1^{er} décembre 1962.

³⁴⁸ Lettre du Service juridique à la Division de police, 6 juin 1963.

³⁴⁹ *Wenn ich schon ins Gefängnis muss, dann will ich wissen warum ?! Deshalb gehe ich lieber in meine Heimat ins Gefängnis, wo die Menschen trotz allem noch Menschen sind, anstatt mich hier, in dieses Land versklaven lassen, ohne dass ich mich verteidigen kann. Hier ist das abscheulichste Diktatur, den ich je in meinem Leben kennengelernt habe ! Dass man mich ins Gefängnis stecken will [...] das hat nur ein Zweck : gratis Arbeitskraft.[...] Lieber in Ungarn 5 Jahren Gefängnis als hier 2 !* Lettre de K.L. à la Division de police, 6 décembre 1962.

³⁵⁰ Lettre de la Police des étrangers de Zurich au Conseil de district de Zurich, 6 décembre 1962.

des criminels »³⁵¹. Comme c'est souvent le cas dans ce genre d'articles, on ajoute que ce groupe atteint un pourcentage de 7% des réfugié·e·s et qu'il serait donc négligeable. Et puis, renchérit l'article, « on s'occupe des indésirables »³⁵² de la même manière que des Suisses.

Les « indésirables » sont aussi dénoncés par les associations d'exil hongroise. Au cours du printemps 1958 plusieurs condamnations et incidents impliquant des réfugiés hongrois défraient la chronique en Suisse. Un groupe de Hongrois·es gravitant autour de ces associations d'exil se réunit alors à Genève et transmet un communiqué à la presse helvétique. En se distanciant de leurs « congénères indésirables », ceux-ci préconisent de ne plus avoir « la moindre indulgence < envers des gens si peu reconnaissants > [...] la période d'adaptation étant dépassée » et jugent « inadmissible qu'une minorité, par leur activité criminelle, porte préjudice aux réfugiés honnêtes et travailleurs »³⁵³. On parle ici de criminels de droit commun. Quant à celles et ceux sous le coup d'internements « en vertu des prescriptions sur la police des étrangers » – c'est-à-dire l'équivalent de l'internement administratif – on les évoque très peu dans l'espace public. C'est seulement en 1959 que la presse sera plus explicite au sujet du sort de ces Hongrois. Le chef de la Section « réfugiés » de la Division de police, Reynold Tschäppät est amené à s'exprimer sur le sujet en réponse à différents appels, à nouveau émis par des Hongrois, en faveur de mesures sévères contre leurs compatriotes « qui entachent la réputation »³⁵⁴ des réfugiés en général. Au cours de cette année, différents articles mentionnent la présence en Suisse de « voyous » parmi les Hongrois³⁵⁵.

La réponse de la Division de police est alors relayée dans la presse germanophone :

Nous nous sommes toujours efforcés de chercher les raisons d'un tel comportement. Il est évident que beaucoup de jeunes abandonnés moralement ont rejoint la Suisse et malgré tous les efforts, seule une petite partie d'entre eux a pu être amenée sur une bonne voie.³⁵⁶

³⁵¹ *Unter diesen Flüchtlingen, wie unter allen Menschen und in allen Gemeinschaften, asoziale, arbeitsscheue, schwererziehbare oder gar kriminelle Leute gibt.* « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

³⁵² *Die « Unerwünschten » werden versorgt.* Chose étrange, l'article explique que la police ne peut avoir recours à des internements. Il semble que le journaliste entend par là qu'aucun camp n'a été instauré spécialement pour eux. Dans la pratique, nous avons vu que plusieurs centaines de réfugié·e·s hongrois ont été sous le coup de cette mesure. « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

³⁵³ (Corr. part.), « Les réfugiés hongrois et leurs congénères indésirables », *Feuille d'avis de Lausanne*, 8 mai 1958. Des discours similaires se distilleront dans la presse en 1958, 1959. Par exemple : « Gegen kriminelle Ungarnflüchtlinge scharf zugreifen », *Berner Tagblatt*, 25 mai 1958 ; « 95 Prozent sind erfreulich », *Berner Tagwacht*, 23 janvier 1959 ; « A propos des réfugiés hongrois », *Journal de Genève*, 25 mai 1958.

³⁵⁴ « Seit 1957 wurden einige hundert Ungarn interniert », *Die Tat*, 17 août 1959.

³⁵⁵ L'expression est du ministre suisse à Budapest, il explique que ce type d'articles donne du grain à moudre à la propagande hongroise contre la Suisse. Lettre à la Division politique, 15 avril 1959, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*. Voir par exemple, « Gemeiner Angriff ungarische Flüchtlinge auf ein Auto in Bern », *Der Bund*, 31 mars 1959 ; *Der Bund*, 10 avril 1959 ; *Berner Tagwacht*, 8 avril 1959.

³⁵⁶ *Es war immer unser Bestreben nach den Gründen eines solchen Verhaltens zu suchen. Es ist unbestritten, dass viele Jugendliche verwahrlost in die Schweiz kamen und trotz grossen Anstrengungen nur zu einem kleinen Teil auf einen guten Weg gebracht werden konnten.* « Seit 1957 wurden einige hundert Ungarn interniert », *Die Tat*, 17 août 1959.

Et le journaliste de citer Reynold Tschäppät : « des éléments ensauvagés ont besoin, si les méthodes douces restent sans effet, d'une main ferme. Ils ne s'améliorent peut-être pas mais une mesure adaptée peut avoir un effet décourageant ». Puis, on explique au lectorat :

[La Division de police] a interné quelques centaines de Hongrois depuis début 1957. Certains ont alors préféré rentrer dans leur patrie. On leur a payé le voyage de retour. Pour beaucoup, l'internement avait représenté une leçon.³⁵⁷

L'article se termine par une promesse et un appel à la population :

Quoi qu'il en soit, nous allons continuer à nous démenier avec intransigeance avec les éléments réfractaires, dans l'intérêt de l'ordre public, pour protéger nos concitoyens et pour le bien des réfugiés loyaux. Finalement, la tâche initiale demeure : la réalisation d'un devoir humanitaire qui ne peut être solutionné que par les autorités et la population.³⁵⁸

Cette déclaration est suivie d'une réponse dans le *Népszabadság*, l'organe du parti communiste hongrois. Sous le titre « Mieux vaut tard que jamais », le journal hongrois ironise sur les supposés « combattants de la liberté » accueillis en Suisse :

Nous comprenons naturellement l'amertume et la déception des autorités suisses de police mais nous voulons leur rappeler que les nouveaux habitants des prisons et autres camps d'internés ne sont pour la plupart pas pour la première fois dans ce type de lieu.³⁵⁹

Et le journal de rappeler l'un des arguments de la propagande contre les réfugié·e·s de 1956 selon laquelle les « contre-révolutionnaires », en ouvrant les prisons, ont libéré des cambrioleurs, voleurs, criminels et prostituées devenus d'un jour à l'autre « combattants de la liberté » accueillis avec les honneurs en Occident et échappant à leur peine par la même occasion³⁶⁰. Là où on pouvait s'attendre à ce que la propagande hongroise dénonce les pratiques suisses, des internements sans jugements et prononcés arbitrairement, elle se focalise au contraire sur la composante prétendument criminelle des réfugié·e·s de 1956. En Suisse comme ailleurs, le temps n'était décidemment pas encore venu de dénoncer les pratiques d'internements administratifs.

Ce constat nous mène à la manière dont la presse communiste, suisse et hongroise, décrit les réfugié·e·s et plus particulièrement, comment elle interprète les rapatriements.

³⁵⁷ *Verwilderte Elemente bedürfen, wenn die Liebe nicht fruchtet, einer harten Hand. Sie werden vielleicht dadurch nicht besser, doch kann eine entsprechende Massnahme abschreckend wirken [...]. [Die Polizeiabteilung] hat seit anfangs 1957 einige hundert Ungarn interniert.* « Seit 1957 wurden einige hundert Ungarn interniert », *Die Tat*, 17 août 1959. *Der Bund* avait déjà mentionné quelques mois auparavant l'internement de quelques centaines de Hongrois : *Der Bund*, 10 avril 1959.

³⁵⁸ *Doch werden wir uns weiter in aller Strenge mit den disziplinwidrigen Elementen herumschlagen im Interesse der öffentlichen Ordnung, zum Schutze unserer Mitbürger und zum Wohle der anständigen Flüchtlinge. Daneben bleibt aber, was am Anfang war : Die Erfüllung einer humanitären Aufgabe, die nur von Behörden und der Bevölkerung gelöst werden kann.* *Die Tat*, 17 août 1959.

³⁵⁹ Traduction par le Département politique. « Besser später als nie », *Népszabadság*, 19 août 1959.

³⁶⁰ *Id.*

6.5 LA VISION DE LA PRESSE COMMUNISTE EN HONGRIE ET EN SUISSE

« *Nous étions de sales étrangers* »

La Légation suisse à Budapest envoie régulièrement au Département politique fédéral des traductions d'articles de journaux hongrois critiquant la Suisse³⁶¹. Sur 34 articles répertoriés entre juillet 1957 et mai 1960, une douzaine rapportent des témoignages de réfugié·e·s rentré·e·s ou sur le point de rentrer de la Suisse à la Hongrie³⁶². Les critiques émanent surtout du *Népszabadság*, organe du Parti et quotidien le plus lu en Hongrie. Cette quinzaine d'articles date principalement de 1958, une année particulièrement conflictuelle entre la Suisse et la Hongrie sur le plan diplomatique.

Nous avons vu que ce type d'articles fleurit en Hongrie déjà en 1955 lors du coup d'envoi de la campagne de rapatriement et qu'ils réapparaissent massivement dès 1957 sur la base des témoignages de revenant·e·s³⁶³. L'échantillon des récits portant sur des rapatrié·e·s de Suisse se veut varié : une étudiante, un monteur, un médecin, des jeunes paysans de la Transdanubie sont notamment mis·es à contribution. Il va de soi qu'il existe des centaines de témoignages de ce type concernant d'autres pays capitalistes. En outre, il s'agit là de coupures des principaux journaux nationaux mais le témoignage de notre témoin István Borsodi atteste que ces procédés ont aussi cours à un échelon régional. Après une visite dans les locaux de la police de la ville où il avait choisi de retourner, des journalistes locaux sonnent chez lui :

Ils m'ont demandé ce que j'ai fait en Suisse. Je les intéressais, car j'étais rentré de l'Ouest. J'ai décrit ce que j'avais fait, mais mon témoignage ne leur a pas plu. Ils ont écrit par exemple dans le journal que j'ai bu du faux cacao, que la qualité de la nourriture n'était pas bonne. En Hongrie, on avait même pas de cacao et ils m'ont fait dire que j'ai bu du faux cacao en Suisse !³⁶⁴

D'autres personnes, conscientes que leur témoignage pourra donner une bonne image d'eux, sont plus zélées et témoignent d'elles-mêmes des « dysfonctionnement » des sociétés capitalistes auprès de journalistes. Les articles de ce genre provoquent des réactions au sein du

³⁶¹ Les articles sont issus de deux fonds : CH-BAR#E2200.50-01#1969/84#114* et CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*. En plus de la question des réfugiés, les articles critiquent, entre autres, la neutralité intéressée ou dénoncent de nombreuses tribunes anticomunistes dans la presse suisse.

³⁶² Ces articles sont traduits du hongrois à l'allemand : « Brief aus der Schweiz », *Népszabadság*, 26 juillet 1957 ; « Vera Nagylaki lernte in Zürich Politik », *Népszabadság*, 14 septembre 1957 ; « Wir waren nur « schmutzige Fremde » : Heimgekehrte Dissidenten erzählen über ihre westliche Abenteuer », *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958 ; « Hat er sein Glück gefunden? », *Népszabadság*, 19 mars 1958. « In die Heimlosigkeit? », *Népszabadság*, 4 mai 1958 ; « Sie haben Heim gefunden », *Népszava*, 6 juillet 1958, « Heute in der Schweiz : Unter der Herrschaft Gendarmeriehauptleuten », *Népszabadság*, 17 juillet 1958 ; « Vielgereiste Leute », *Népszabadság*, 12 août 1958 ; « Ein Augenzeuge über Banditenangriff in Bern », *Népszabadság*, 29 août 1958 ; « 56 Tage in der Sahara », *Népszabadság*, 10 octobre 1958 ; « Professor Kapus ist heimgekehrt », *Népszabadság*, 15 octobre 1958 ; « Eine Botschaft aus der Schweiz », *Népszabadság*, 25 mai 1960.

³⁶³ Voir *supra*, chapitre 5 : 2. Des efforts redoublés. La campagne de rapatriement des réfugié·e·s après 1956.

³⁶⁴ Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.

Département politique et de la Division de police, réactions que nous ne pouvons développer ici en détail. La liste des querelles entre Budapest et Berne est longue³⁶⁵.

Lorsque les attaques sont particulièrement virulentes, des enquêtes sont menées par Berne sur les réfugié·e·s qui ont témoigné d'un mauvais traitement en Suisse. Le résultat de l'enquête, s'il permet de décrédibiliser le témoignage du ou de la réfugiée, sert parfois de base à des remontrances aux diplomates hongrois. Les responsables de l'accueil et notamment le chef de la Division de police Reynold Tschäppät sont particulièrement agacés par les témoignages de réfugié·e·s rapatrié·e·s ou sur le point de l'être. Au sujet d'un réfugié s'étant plaint depuis le territoire suisse auprès du journal hongrois *Népszabadság* de se sentir « malade de l'âme », le chef de la Division de police ironise : « espérons que sa « maladie de l'âme » le décidera à rentrer dans son « pays chéri » »³⁶⁶.

Comme l'ensemble de cette propagande, le but est de mettre en évidence la supposée perte des illusions des dissident·e·s au contact de l'« Ouest doré ». Les articles critiques envers la Suisse révèlent les interprétations des retours par les journalistes hongrois. Nous avons identifié trois thématiques dans les discours portant sur les rapatriements : les conditions de vie en Suisse ; les agissements des responsables de l'accueil ; l'attrance de la Hongrie.

Les commentaires concernant les conditions de vie en Suisse visent à démontrer au lectorat que la vie à l'étranger ne serait pas mieux qu'en Hongrie. Comparé à d'autres pays, la Suisse semble être particulièrement attaquée sur ce registre. Elle est décrite ironiquement comme « le pays béni » (gelobtes Land) et comme le berceau d'un capitalisme d'État où le patronat règne en maître et exploite les ouvriers. Un des « dissidents » se plaint : « le travail est dur, la paie misérable »³⁶⁷. Un apprenti boucher raconte avoir travaillé 10 à 14 heures par jour pour une paie qui ne lui permettait aucun extra. Le loyer ou les habits de travail lui étaient en outre directement déduits de son salaire³⁶⁸. La presse relève également le déclassement professionnel qu'auraient vécu beaucoup de dissident·e·s, contraint·e·s de travailler comme des larbins, plongeurs ou balayeurs³⁶⁹. On critique également le système de santé – géré par

³⁶⁵ Pour les détails : Keresztesy, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisse*, op. cit.

³⁶⁶ Dans la marge de cette remarque moqueuse, le fonctionnaire du Département politique note au crayon « quel esprit ! » critiquant la boutade de Tschäppät. [Wir hoffen], dass ihn seine « seelische Krankheit » dazu bestimmen wird, in sein « geliebtes Land » zurückzukehren. Lettre de R. Tschäppät au Département politique, 28 mai 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

³⁶⁷ « Wir waren nur « schmutzige Fremde » : Heimgekehrte Dissidenten erzählen über ihre westlichen Abenteuer », *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958.

³⁶⁸ « 56 Tage in der Sahara », *Népszabadság*, 10 octobre 1958.

³⁶⁹ « Wir waren nur « schmutzige Fremde » : Heimgekehrte Dissidenten erzählen über ihre westlichen Abenteuer », *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958.

des assurances privées réclamant des contributions exorbitantes³⁷⁰. Le professeur Kapus, un éminent médecin, aurait été quant à lui déçu par la vie en Suisse après son engagement dans un hôpital de Bâle. Il dénonce les carences du système de santé et des politiques sociales³⁷¹. Plus rarement, le système fiscal est aussi critiqué. La taxe annuelle, équivalente à un mois de salaire, est jugée trop haute³⁷².

Le deuxième groupe de critiques concerne des agissements précis, soit des responsables de l'accueil, soit des Hongrois·es les plus politisé·es, émigré·es avant 1956 – souvent estampillé·es « fascistes » qui mettraient des obstacles sur la route des personnes aspirant au retour. On relaie inlassablement les dires d'anticommunistes hongrois ou suisses essayant d'intimider les candidat·es au retour : « vous pouvez encore réfléchir ! [...] Une fois sur le territoire hongrois, vous allez être rouée de coups, on vous prendra vos bagages et on vous jettera en prison » aurait dit par exemple un responsable de la Police des étrangers à une candidate au retour³⁷³. On essayerait d'acheter celles et ceux qui montrent des velléités de rentrer par des petits privilèges pour les faire changer d'avis³⁷⁴. Les différentes associations d'exilés sont la principale cible de la presse hongroise (associations des combattants de la Liberté mais aussi comités d'aide aux Hongrois), elles empêcheraient les jeunes de rentrer en les faisant adopter ou en les plaçant dans des maisons d'éducation. Un article particulièrement véhément accuse l'une de ces associations de traite de femmes³⁷⁵. On vilipende également les associations estudiantines obligeant les étudiant·es hongrois·es à y adhérer. Une étudiante rapatriée brocarde la Police des étrangers, qui serait de mèche avec les associations d'exilés, se signalant mutuellement celles et ceux qui ne s'engagent pas, aussitôt taxé·es de communistes³⁷⁶. Le message distillé est que cet arrière-fond idéologique a des répercussions très concrètes sur le vécu des réfugié·es. Ainsi, des articles relèvent qu'une fois que les Hongrois·es n'étaient plus utiles pour la propagande et passée la vague de sympathie à leur égard, ils et elles étaient en quelques sortes abandonné·es à leur sort, chargé·es seul·es de se

³⁷⁰ « Hat er sein Glück gefunden? », *Népszabadság*, 19 mars 1958.

³⁷¹ « Professor Kapus ist heimgekehrt », *Népszabadság*, 15 octobre 1958.

³⁷² « Hat er sein Glück gefunden? », *Népszabadság*, 19 mars 1958.

³⁷³ *Sie können es sich noch überlegen ! [...]. Erreichen Sie ungarisches Gebiet, so werden Sie verprügelt, man nimmt Ihnen Ihr Gepäck weg und sperrt Sie ins Gefängnis.* « Vera Nagylaki lernte in Zurich Politik », *Népszabadság*, 14 septembre 1957. Voir aussi « Ein Augenzeuge über Banditenangriff in Bern », *Népszabadság*, 29 août 1958 ; « 56 Tage in der Sahara », *Népszabadság*, 10 octobre 1958.

³⁷⁴ « 56 Tage in der Sahara », *Népszabadság*, 10 octobre 1958.

³⁷⁵ « Heute in der Schweiz : Unter der Herrschaft Gendarmeriehauptleuten », *Népszabadság*, 17 juillet 1958. La réfugiée en question a été internée en Suisse. Selon elle, des exilés horthystes seraient responsables de ces internements qui viseraient à empêcher le retour de ceux qui souhaitent rentrer. La Police des Grisons réalise alors une enquête pour vérifier ses dires et met en évidence le comportement « douteux » de cette femme – qui serait, selon l'enquête, une prostituée, CH-BAR#E2001E#1972/33#.

³⁷⁶ « Brief aus der Schweiz », *Népszabadság*, 26 juillet 1957 ; « Vera Nagylaki lernte in Zürich Politik », *Népszabadság*, 14 septembre 1957.

débrouiller dans ce monde étranger et hostile : « ils ont été accueillis avec du chocolat, célébrés comme réfugiés politiques, jusqu'à ce que la propagande capitaliste l'ait jugé utile. Ensuite est venu le quotidien »³⁷⁷.

Enfin, les articles décrivent à la fois le mal du pays et le manque des proches qui tenaille les dissident·e·s, le sentiment de se sentir « étranger » et la « froideur » de la société suisse³⁷⁸. Des réfugié·e·s se plaignent d'être devenu·e·s de simples « étranger·e·s »³⁷⁹ qui, au moindre faux pas, risquent d'être congédié·e·s de leur travail. Des phrases telles que « nous étions de sales étrangers » ou « c'est triste d'être étranger »³⁸⁰ témoignent de cette tendance. Ce sentiment est souvent accompagné de mots nostalgiques sur la Hongrie. Un technicien dentiste raconte : « le soir avec ma femme, on ne parle de rien d'autre que comme c'était mieux à la maison ». Le professeur Kapus rapporte ce qu'il aime en Hongrie : l'ouverture d'esprit, l'omniprésence et l'accès facilité à la culture, l'atmosphère spirituelle et amicale. Nous ne pouvons affirmer que ce ressentiment est particulièrement présent dans la propagande concernant la Suisse par rapport à d'autres pays. Toujours est-il que ce *leitmotiv* apparaît de manière évidente dans les portraits de rapatriés de Suisse dans *Ceux qui reviennent*. L'un d'eux raconte : « j'avais l'impression qu'ils [les collègues de travail] me méprisaient car je n'étais pas du pays. [...] Je ne me sentais pas à l'aise parmi eux »³⁸¹.

Après ce pic de 1958, les articles concernant les rapatrié·e·s se feront toujours plus rares dans la presse hongroise. Au cours de l'année 1959, son message sur les dissident·e·s en Suisse déplace son curseur – non plus sur celles et ceux qui rentrent – mais sur les « réfugiés criminels »³⁸², avant de se pacifier progressivement dès les années 1960. Les articles contiennent alors de moins en moins d'accusations véhémentes contre les autorités des pays d'accueil : une évolution parallèle à celle du régime Kádár qui se veut plus conciliant envers les Hongrois·es de l'étranger.

³⁷⁷ *Sie wurden mit Schokolade empfangen, als politische Flüchtlinge gefeiert – solange die kapitalistische Propaganda die nötig hatte. Dann kam der Alltag.* « 56 Tage in der Sahara », *Népszabadság*, 10 octobre 1958; « Wir waren nur < schmutzige Fremde > : Heimgekehrte Dissidenten erzählen über ihre westliche Abenteuer », *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958.

³⁷⁸ *Ibid.* ; « In die Heimlosigkeit? », *Népszabadság*, 4 mai 1958.

³⁷⁹ « Wir waren nur < schmutzige Fremde > : Heimgekehrte Dissidenten erzählen über ihre westliche Abenteuer », *Magyar Nemzet*, 17 janvier 1958.

³⁸⁰ « Vielgereiste Leute », *Népszabadság*, 12 août 1958.

³⁸¹ Miklós Szabó, *Ceux qui reviennent...*, Budapest : Pannonia, 1961, p. 74.

³⁸² *Népszabadság*, 11 avril et 19 août 1959.

« *Les réfugiés sont en train de faire une expérience pénible : celle du capitalisme* »

Dans l'immédiat de 1956, la presse hongroise n'est pas seule à mettre en évidence les rapatriements. La presse communiste occidentale représentée en Suisse par les organes du Parti du Travail (PdT), relaie également volontiers le phénomène du rapatriement.

La répression de l'Insurrection de Budapest avait entraîné une déferlante de critiques et d'attaques contre le PdT qui se retrouvait totalement isolé. Le parti voit dans l'omniprésence de la « question hongroise » dans les discours du « camp bourgeois » une manière de décrédibiliser tous les combats du PdT et estime que la mobilisation des réfugiés hongrois fait partie de cette manœuvre politique anticomuniste.³⁸³ Nous avons déjà brièvement évoqué la position du *Vorwärts* et de la *Voix ouvrière* face aux réfugié·e·s hongrois·es et leur accueil. « Hystérie », « Hetze » (chasse aux sorcières), « Klamauk um die Ungarnhilfe » (tam-tam autour de l'aide à la Hongrie), les mots en disent long sur l'agacement de la presse communiste par l'attention « intéressée » du camp bourgeois portée aux réfugiés. Le discours de la *Voix ouvrière* et du *Vorwärts* oscille entre trois principaux pôles. D'abord, les journaux mettent en évidence l'accueil différencié dont les Hongrois bénéficient par rapport à d'autres réfugiés (notamment de la Deuxième Guerre mondiale) et aux travailleurs étrangers contraints de dormir dans les salles d'attente des gares³⁸⁴. Le soin qui leur est porté est souvent mis en opposition à l'abandon de « nos pauvres » mais aussi des enfants d'ouvriers qui, contrairement aux réfugiés, n'ont souvent pas accès aux hautes écoles, écoles de commerce et universités³⁸⁵. Ensuite, les deux organes du PdT font maintes remarques sur le profil des réfugiés. Certes ces remarques sont souvent atténuées par des phrases reconnaissant qu'on ne devrait pas généraliser mais les critiques sont virulentes et le ton cynique. Les journalistes relèvent qu'il y a en Suisse des « héros de la Liberté d'un drôle d'acabit », « criminels », « blousons noirs », « paresseux », « arrogants », « difficiles » : les mots dénoncent – plus qu'ils ne fustigent les réfugiés eux-mêmes – la complaisance « aveugle » du camp bourgeois à l'égard des Hongrois qui pour certains, rappellent les journalistes, sont des évadés de prison³⁸⁶.

³⁸³ Une caricature représente bien la réaction du PdT face à cette attitude. Il s'agit d'une affiche électorale reproduite dans la *Voix ouvrière*. On y voit un « bourgeois » désignant de l'index des mots clés tels que « Rideau de fer, Kadar, Mindszenty » assis sur les dossiers « assurance invalidité, aide aux vieux, allocations familiales ». Son message : « On ne cherche qu'à détourner votre attention des problèmes qui touchent à vos intérêts immédiats, chez nous, dans notre pays ».

³⁸⁴ *Vorwärts*, 5 décembre 1956, 29 mars et 5 avril 1957.

³⁸⁵ *Vorwärts*, 4 décembre 1956, 11 janvier 1957. *Voix ouvrière*, 27 décembre 1956, 15 février 1957.

³⁸⁶ *Voix ouvrière*, 8 janvier, 15 janvier, 8 février 1957 ; *Vorwärts*, 11 janvier, 24 janvier, 15 février 1957.

Après quelques semaines, un thème apparaît régulièrement sans tout à fait éclipser les deux autres : le rapatriement des réfugiés³⁸⁷. La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* racontent que beaucoup décident ou hésitent à rentrer en Hongrie. Enfin un message intéressant pour le Parti du Travail :

Les événements en Hongrie ont été l'occasion inattendue pour ces journaux [ndlr. les journaux liés au Parti radical] de publier une avalanche de fausses nouvelles, qui n'ont naturellement pas été démenties. L'on a parlé à satiété des Hongrois asservis et affamés. Mais aujourd'hui que l'on voit les Hongrois, qu'on analyse leur mode de vie et surtout, lorsqu'on les questionne, l'on doit se rendre à l'évidence que leur liberté individuelle et collective était beaucoup plus étendue que la nôtre et que les cantines d'usines ou d'entreprise leur offrait largement et à bas prix les moyens d'apaiser leur faim. [...] Aussi ne soyons pas étonnés si nos hôtes hongrois après avoir goûté « le paradis suisse » sont de plus en plus convaincus que la vie dans leur pays était préférable et que plus d'une centaine ont déjà pris le chemin du retour. Et pourtant, l'on n'avait reculé devant aucun sacrifice pour leur plaire. [...] Tout cela [...] surtout par pure propagande contre le communisme.³⁸⁸

Tout en exprimant une certaine sympathie pour ces réfugié·e·s aspirant au retour, les organes du PdT décrivent longuement leurs motifs. Comme dans la presse hongroise, les messages touchent principalement trois nébuleuses thématiques : les conditions de vie en Suisse ; les agissements des responsables de l'accueil ; l'attraction de la Hongrie. À cela s'ajoute des arguments basés sur le profil des candidats au retour et les conditions de leur fuite, absents, semble-t-il, dans la presse hongroise.

Commençons par ce type d'arguments. Le fait que beaucoup de Hongrois seraient partis « sur un coup de tête », manipulés ou effrayés par la propagande occidentale expliquerait en partie leur retour quelques semaines plus tard³⁸⁹. Certains auraient en outre quitté la Hongrie en « quête d'aventure ». On relève enfin que la grande majorité des rapatriés sont des jeunes qui ont regretté de s'être lancés dans cette virée³⁹⁰. Cette vision est minoritaire dans l'analyse dispensée par l'extrême gauche. Nous verrons qu'elle est davantage présente dans les commentaires de la presse bourgeoise sur les revenant·e·s.

Comme dans la presse hongroise, l'argument le plus souvent mobilisé est la déception qu'auraient connue bon nombre de fugitifs une fois arrivés en Suisse ou en Occident. « Les réfugiés sont en train de faire une expérience pénible : celle du capitalisme » clame la *Voix*

³⁸⁷ Il semble qu'avant les événements de 1956, la *Voix ouvrière* avait déjà pour habitude de rapporter les rapatriements dans le Bloc de l'Est. Elle relevait le silence de la presse du camp bourgeois sur ces retours « Les 5 tziganes ont regagné leur pays », *Voix ouvrière*, 9 octobre 1956.

³⁸⁸ « Valais. Malgré les journaux bourgeois, la vérité se fait jour », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

³⁸⁹ La *Voix ouvrière* interroge des jeunes : « Tous étaient des fervents auditeurs de Radio Europe libre. Ils ne s'en cachèrent pas pour nous déclarer : « Nous avons cru ce qu'on nous disait : la vie facile en Occident, les bons salaires, la voiture à chaque ouvrier. Nous avons pris peur aussi quand la radio annonçait que les Russes allaient nous déporter » : « Gyorgy, Joseph, Karely (20 ans). Même à pied, nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

³⁹⁰ « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957 ; « Gyorgy, Joseph, Karely (20 ans). Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

ouvrière³⁹¹. Précisons que les articles prennent aussi en compte des récits de réfugiés déçus au Canada, en République dominicaine – où ils auraient été réduits quasiment à l’esclavage –, en Belgique, en RFA et en France³⁹². Les deux journaux estiment que « la plupart des Hongrois [...] ne vont pas vouloir éternellement rester en Suisse »³⁹³. On avance plusieurs explications d’ordre sociétal pour cerner le phénomène du rapatriement. D’abord, les réfugiés auraient été tellement gâtés les premiers jours que certains d’entre eux ne s’attendaient pas à devoir travailler ensuite³⁹⁴. Le *Vorwärts* lie aussi les retours à l’évolution du regard porté sur eux. De la pitié, leurs protecteurs sont passés au jugement : ils devenaient des « étrangers enquiquineurs »³⁹⁵ ou même des « communistes », dès qu’ils formulaient la moindre revendication, telle que demander des habits de protection pour leur travail en usine ou encore lorsqu’ils refusaient de payer des soins médicaux qu’ils pensaient gratuits, comme en Hongrie. Le *Vorwärts* dénonce la sévérité des autorités envers les réfugiés qui « osent » changer de place de travail : ceux-ci deviennent en un rien de temps « indésirables »³⁹⁶. Beaucoup auraient été déçus de l’attitude des patrons ou des autorités envers eux, mais aussi et surtout, nous l’avons déjà évoqué, des conditions de travail en Suisse. La *Vorwärts* relève régulièrement leur difficulté de s’adapter au rythme de travail³⁹⁷. Ce n’est pas qu’ils soient « paresseux », c’est plutôt notre système qui en demande trop aux travailleurs, dit en substance le journal. La pression et la surveillance constante des supérieurs au sein de l’usine ou de l’entreprise auraient par ailleurs agacé plus d’un Hongrois³⁹⁸. L’un d’entre eux, interrogé par le *Vorwärts*, s’exclame : « les Suisses ne connaissent rien d’autre que travailler

³⁹¹ « Gyorgy, Joseph, Karely (20 ans). Même à pied, nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

³⁹² « Die meisten Flüchtlinge wollen wieder in ihre Heimat zurück », *Vorwärts*, 1^{er} décembre 1956 ; « Menschenhandel mit ungarischen Flüchtlingen », *Vorwärts*, 6 décembre 1956 ; « Flüchtlingsnöte », *Vorwärts*, 18 janvier 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

³⁹³ « Die meisten Ungarnflüchtlinge werden [...] nicht ewig in der Schweiz bleiben wollen. « <... wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus > », *Vorwärts*, 15 février 1957.

³⁹⁴ « Auf den Spuren der ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Vorwärts*, 1^{er} février 1957 ; « <... wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus > », *Vorwärts*, 15 février 1957 ; « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

³⁹⁵ *Lästige Ausländer*.

³⁹⁶ « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

³⁹⁷ On utilise les termes « Arbeitstempo », « unser Hetztempo », ou encore « Arbeitsnormen » pour désigner le rendement particulièrement élevé demandé par les patrons en Suisse. Le *Vorwärts* se moque au passage de la presse bourgeoise qui fait le même constat, alors qu’elle a, « pendant des années », rependu l’idée que les ouvriers, sous les démocraties populaires étaient quasiment réduits à l’état d’esclave par le rythme imposé. Maintenant, elle reconnaît que le rythme du travail suisse est inhabituel pour les ouvriers hongrois : « Zürich. Unser Arbeitstempo wird den Ungarn ungewohnt sein », *Vorwärts*, 8 décembre 1956.

³⁹⁸ « St-Galler Brief », 4 janvier 1957 ; « Auf den Spuren der ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Vorwärts*, 1^{er} février 1957 ; « <... wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus > », *Vorwärts*, 15 février 1957 ; « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

et dormir »³⁹⁹. D'aucuns ne seraient en outre plus habitués à travailler pour des privés, d'où, estime le *Vorwärts*, leur difficulté à accepter les ordres de riches patrons⁴⁰⁰. La pénibilité du travail et la longueur des journées sont également mentionnées⁴⁰¹. Quant au salaire, des Hongrois disent gagner moins que les Suisses et les loyers, les impôts, les assurances sont jugés hors de prix. La culture demeurerait inaccessible à bien des réfugiés⁴⁰². Le déclassement professionnel ou les « promesses non tenues » sont aussi vus comme des motifs d'explication des retours par les communistes suisses⁴⁰³. D'une manière plus marginale, on relève la difficulté de se faire aux langues et coutumes⁴⁰⁴. Enfin, un élément que nous avons déjà rencontré dans la presse hongroise, également présent dans les analyses de la presse non communiste : l'isolement dont souffriraient les réfugiés les pousseraient à se tourner vers la Hongrie. Si, comme dans la presse hongroise, le mot « racisme » n'apparaît jamais, il est décelable dans deux analyses du *Vorwärts* qui explique que certains réfugiés se sentent « défavorisés » ou « méprisés », comme des « êtres inférieurs », des « étrangers », ou comme « pas du pays »⁴⁰⁵.

Deuxième *leitmotiv* : les obstacles qui seraient mis sur la route de celles et ceux qui veulent retourner de l'autre côté du Rideau de fer. Si la *Voix ouvrière* les mentionne seulement au détour de dépêches concernant plutôt d'autres pays, le *Vorwärts* ne cesse de dénoncer les « ‹ Lumières › »⁴⁰⁶ dispensées par le DFJP et le camp bourgeois à celles et ceux qui expriment le souhait de rentrer en Hongrie. Elle remarque un élément que nous avons effectivement constaté : les privilèges accordés à celles et ceux qui hésitent à rentrer⁴⁰⁷ et critique la « mauvaise foi » des acteurs de l'accueil racontant des « mensonges » aux réfugiés pour qu'ils

³⁹⁹ *Die Schweizer kennen nicht anders als arbeiten und schlafen*. « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957.

⁴⁰⁰ *Id.*

⁴⁰¹ « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957 ; « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

⁴⁰² « Brief aus dem Baselbiet », *Vorwärts*, 8 février 1957 ; « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « Valais. Malgré les journaux bourgeois, la vérité se fait jour », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

⁴⁰³ « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

⁴⁰⁴ « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

⁴⁰⁵ « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957 ; « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957.

⁴⁰⁶ « Aufklärungen ». « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957.

⁴⁰⁷ « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957.

ne rentrent pas⁴⁰⁸. Ces menaces n'auraient rien à voir avec des préoccupations humanitaires et entreraient en contradiction avec la neutralité suisse⁴⁰⁹.

Enfin, en opposition aux difficultés rencontrées en Suisse, les deux journaux mettent en évidence les acquis en Hongrie comme les huit heures réglementaires et la pause de midi rémunérée⁴¹⁰. Le PdT se bat alors pour la semaine de 44 heures en Suisse. Dans une longue analyse qui compile des témoignages de rapatrié·e·s, le *Vorwärts* rapporte la prise de conscience d'un Hongrois au Canada. Ce dernier explique que l'amélioration générale des conditions sociales en Hongrie ces dernières années a fait que les Magyars ont élevé leurs exigences. Selon lui, beaucoup d'entre eux, qui ne se considéraient pas du tout comme des partisans du régime, se posent aujourd'hui la question : « suis-je devenu communiste ? », car ils regretteraient le système qu'ils ont quitté⁴¹¹. Toujours dans le cadre de portraits de rapatrié·e·s, le *Vorwärts* rapporte à deux reprises qu'en Hongrie, le congé maternité est payé à 100% et dure plusieurs mois. Les frais liés à la grossesse sont entièrement pris en charge par l'État, de même que les frais médicaux en général. Les allocations familiales sont en outre bien plus généreuses qu'en Suisse. La *Voix ouvrière* rapporte les propos de jeunes Hongrois :

Sans doute, tout n'est pas parfait en Hongrie, mais celui qui travaille avait de quoi se nourrir. [...] Vous pouvez le dire qu'en Hongrie, c'est l'homme qui compte. On fait tout pour sa santé. Ici, c'est tout le contraire.⁴¹²

Par rapport à la presse hongroise, nous constatons quelques menues différences. La *Voix ouvrière* et le *Vorwärts* ne parlent quasiment pas du mal du pays, peu de la vie des rapatrié·e·s après le retour et pas du tout du rôle de la diaspora hongroise d'avant 1956 dans « les entraves » au retour. En revanche, on est peut-être encore plus bavard et précis sur les « dysfonctionnements » du système suisse. Globalement, le message des communistes suisses demeure proche de celui de leurs homologues magyars.

Un autre son de cloche résonne dans la presse non communiste à la même époque.

⁴⁰⁸ « St-Galler Brief », 4 janvier 1957 ; « Flüchtlingsnöte », *Vorwärts*, 18 janvier 1957 ; « ... wenig gewöhnt an unsern Lebensrhythmus », *Vorwärts*, 15 février 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

⁴⁰⁹ « 700 Ungarnflüchtlinge bereits heimgekehrt », *Vorwärts*, 5 avril 1957.

⁴¹⁰ « Gespräche mit ungarischen Flüchtlingen. Viele Irreführte und Desillusionierte wollen zurück in ihre Heimat », *Vorwärts*, 18 octobre 1957 ; « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

⁴¹¹ « Ungarische Flüchtlinge wieder daheim », *Vorwärts*, 24 janvier 1958.

⁴¹² « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

6.6 LE PARADIS SE MERITE

La vision de la presse suisse...

Si les rapatriements occupent une place relativement importante dans les colonnes des journaux d'obédience communiste, il en va tout autrement dans la presse bourgeoise ou sociale-démocrate, où les interprétations de ces retours de migration se distillent au compte-goutte. Est-ce de l'indifférence, de l'incompréhension ou un tabou – les rapatriements s'apparentant à un phénomène peu flatteur pour la Suisse ? Probablement un peu des trois. Parmi les journaux que nous avons consultés, seuls deux articles de fond sont entièrement consacrés au rapatriement de Hongrois·es depuis la Suisse⁴¹³. Le premier est un reportage du magazine *Die Woche* réalisé par le photographe Rob Gnant dans le camp pour rapatriés à St. Margrethen en février 1957⁴¹⁴. Le second est un résumé des motifs de retour basé sur une expertise de la Division de police de 1959⁴¹⁵.

Quelques interprétations des rapatriements apparaissent néanmoins dans les colonnes documentant l'accueil des réfugié·e·s hongrois·es en Suisse. Comment la presse explique-t-elle ces retours ? Les focales divergent de celles de la presse communiste. Nous pouvons les répartir en trois groupes : l'appel au retour, le profil des rapatrié·e·s (deux éléments quasiment absents des analyses de la presse d'extrême gauche) et troisièmement, un élément déjà mentionné mais abordé de manière tout autre par la presse bourgeoise, les difficultés rencontrées en Suisse.

Un premier type de discours particulièrement présent dénonce l'exhortation au retour du régime Kádár, une propagande perçue comme cause principale du rapatriement de réfugié·e·s. Le 30 novembre 1956, la *NZZ* dénonçait déjà : « le gouvernement hongrois se donne beaucoup de mal pour endiguer la vague d'émigration. [...] Parallèlement, Budapest s'emploie à pousser les réfugiés au retour »⁴¹⁶. En avril 1957, *L'Illustré* interprétait « le chantage des lettres familiales écrites sous dictée de la police en Hongrie » comme un motif

⁴¹³ Outre les journaux habituellement feuilletés (*L'Illustré*, *La Feuille d'avis de Lausanne*, *L'impartial*, *La Feuille d'avis de Neuchâtel*, *La Liberté*, *Le Journal de Genève*, *Die Tat*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Ostschweiz*), nous avons glané quelques articles dans un fond du Département politique : CH-BAR# E2200.50-01#1969/84#112*.

⁴¹⁴ Annexe L. Reportage de *Die Woche*. « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

⁴¹⁵ « Warum kehren Ungarnflüchtlinge heim », *St Galler Tagblatt*, 3 janvier 1959. Comme il s'agit d'un article issu d'un rapport d'une collaboratrice de la Division de police, nous l'aborderons dans le sous-point suivant portant sur la vision des expert·e·s.

⁴¹⁶ *Die ungarische Regierung bemüht sich um die Eindämmung des Flüchtlingsstroms [...]. Zugleich ist in Budapest eine Aktion im Gange die Flüchtlinge zur Rückwanderung zu bewegen.* « Die Massenflucht aus Ungarn », *Neue Zürcher Zeitung*, 30 novembre 1956.

majeur de rapatriement⁴¹⁷. On dénonce régulièrement la fausseté de ces « appels de [...] parents, père ou mère soi-disant gravement malade », tout comme on vilipende les agissements de la Légation pour « gagner » des rapatriés⁴¹⁸. Face à cette campagne, les autorités suisses sont impuissantes : elles peuvent « mettre en garde mais en aucune façon empêcher le départ »⁴¹⁹. Si, contrairement à la *Vorwärts* et la *Voix ouvrière*, les journaux ne transmettent jamais précisément les conditions de l'amnistie, ils relèvent que certains réfugiés rentrent pour éviter d'être dépossédés ou par peur des conséquences de leur dissidence sur la vie de leurs proches⁴²⁰. Ces éléments servant le message anticomuniste étaient évidemment absents des analyses du *Vorwärts* ou de la *Voix ouvrière*⁴²¹. Le thème du rapatriement apparaît donc comme un moyen de dénoncer les agissements du régime Kádár. Une analyse de *Die Tat* qui, pour une fois, donne la parole aux réfugié·e·s, résume :

Quelques jeunes gars m'expliquaient, les larmes aux yeux, qu'ils auraient en Suisse de bons emplois et de bons revenus, mais qu'il est de leur devoir de soutenir leurs parents en Hongrie, lesquels subissent la pression des communistes. « On leur reprend leur appartement et si je ne reviens pas, ils ne reçoivent plus la petite pension et ils se retrouvent complètement démunis ». « Mon père écrit que la mère allait mourir de chagrin, si je ne revenais pas ». C'étaient là des explications de très jeunes gens et il nous est malheureusement impossible de vérifier si de telles lettres avaient été écrites directement sous la menace. Évidemment, nous avons essayé de leur faire comprendre ce qu'il se passerait en cas de retour, mais les gars pensaient quand même échapper à la rétorsion d'une manière ou d'une autre.⁴²²

Les journaux ont donc tendance à se focaliser sur la « perfidie » de l'appel au retour. Ils interprètent presque constamment les retours à la lumière de cette propagande et décrivent volontiers les rapatrié·e·s comme des personnes « bernées » par la campagne. Outre les avertissements à dispenser aux réfugiés pour éviter qu'ils ne rentrent, certains commentaires préconisent leur (bonne) intégration comme remède aux rapatriements. La *NZZ* souligne régulièrement l'importance de cette intégration (cours de langue, conférences sur « notre »

⁴¹⁷ « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957.

⁴¹⁸ « « Generalstabschef » der Flüchtlinge. Wir sprechen mit Dr. Reynold Tschäppät », *PTT Union*, 18 janvier 1957 ; « Die ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 7 février 1957 ; « Das Leben der Ungarnflüchtlinge in Schaffhausen », *Schaffhauser Nachrichten*, 15 février 1957 ; « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

⁴¹⁹ « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

⁴²⁰ « Problème résolu », *Feuille d'avis de Lausanne*, 16 janvier 1957 ; « Ungarische Frauen im Rampenlicht », *Berner Tagblatt*, 14 février 1957 ; « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Unsere Aufgabe ist nicht beendet », *Die Tat*, 31 mars 1957 ; « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlinge », *Die Tat*, 8 février 1957.

⁴²¹ La *Voix ouvrière* mentionne une seule fois l'impact des lettres de proches, « Même à pied nous retournerons en Hongrie », *Voix ouvrière*, 16 février 1957.

⁴²² *Ein paar junge Burschen erklärten mit Tränen in den Augen, dass sie in der Schweiz gute Anstellungen und gute Verdienst hätten, dass es aber ihre Pflicht sei, ihren Eltern in Ungarn beizustehen, die von den Kommunisten unter Druck gesetzt werden. « Man wirft sie aus der Wohnung, wenn ich nicht zurückkomme, sie erhalten die kleine Pension nicht mehr und sind dann völlig mittellos ». « Mein Vater schreibt, dass die Mutter vor Kummer sterben werde, wenn ich nicht zurückkomme ». Das waren Erklärungen ganz junger Leute, und uns fehlt leider die Möglichkeiten, zu prüfen, ob solche Briefe direkt auf Drohungen hingeschrieben wurden. Natürlich versuchten wir, ihnen ihre Situation nach der Rückkehr klarzumachen, die Burschen glauben aber, der Verbannung doch irgendwie zu entkommen. « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957.*

pays, suivi individualisé, etc.). Si on ne met pas en place de telles mesures, avertit-elle en janvier 1957 :

[Il peut] arriver qu'ils se sentent – et ce [...] peut-être en tant qu'adolescents pas encore matures intellectuellement – à tel point abandonnés qu'ils souhaitent rentrer en Hongrie malgré tous les dangers. Ce désir avait déjà été exprimé par des réfugiés qui avaient reçu dans l'intervalle du courrier de leurs conjoint ou parents restés en Hongrie et qui ne supportent pas la séparation.⁴²³

Un an après l'arrivée des premiers Hongrois·es, la NZZ laisse entendre que ces appels incessants du régime perturbent leur intégration⁴²⁴. Durant l'été 1958, lors de la polémique autour de délits perpétrés par des réfugiés hongrois, cette question refait surface. Une assemblée est alors convoquée à Zurich par la Fédération des associations hongroises et l'Union syndicale suisse pour enrayer un problème jugé préoccupant : le chômage des Hongrois·es qui serait dû, entre autres, à un déficit d'image de ces derniers auprès des employeurs. Le communiqué rend compte d'un double danger :

Il est regrettable que des [...] mauvaises expériences avec les travailleurs hongrois soient généralisées et que pour cette raison, de nombreux braves gens doivent rester sans revenu. La détresse de ces chômeurs est grande et il demeure le danger que des réfugiés décident, précisément à cause de cette détresse, de retourner en Hongrie, là où – contrairement à ce qu'assurent les agents de Kadar – un destin amer les attend.⁴²⁵

Dans ce type d'articles, le rapatriement est perçu autant comme un péril que comme une sorte d'échec faisant l'affaire de la propagande communiste.

Un deuxième groupe de motifs de rapatriement avancé par la presse suisse a trait aussi bien au profil des réfugié·e·s (et plus particulièrement aux rapatrié·e·s) qu'aux raisons ou aux circonstances de leur fuite vers l'Ouest. Il arrive que la presse fasse mention de la jeunesse d'une majorité des candidats au retour dont le déficit de maturité les empêcherait de considérer les dangers qu'ils encourent⁴²⁶. Certains commentaires laissent entendre que beaucoup de fugitifs étaient peut-être partis très (trop) rapidement sous l'effet de la panique suite à l'Insurrection. *L'Illustré* voit le rapatriement comme le « retour à l'acceptation de leur

⁴²³ [Es kann] vorkommen, dass sie – allein auf Aussenposition, vielleicht als junge Leute geistig noch nicht ausgereift – sich derart verlassen fühlen, dass sie allen Gefahren zum Trotz nach Ungarn zurückzukehren wünschen. Dieser Wunsch wurde schon von Flüchtlingen geäußert, die in die Zwischenzeit Post von ihren in Ungarn zurückgebliebene Ehegatten oder Eltern erhalten hatten und die Trennung nicht ertragen. W.R., « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 janvier 1957. L'article est également repris dans le *St. Galler Tagblatt*, 23 janvier 1957.

⁴²⁴ « Ein Jahr ungarische Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 15 novembre 1957.

⁴²⁵ *Es ist bedauerlich, dass [...] üble Erfahrungen mit ungarischen Arbeitern verallgemeinert werden und deshalb viele tüchtige Leute ohne Verdienst bleiben müssen. Die Not dieser Arbeitslosen ist gross, und die Gefahr besteht, dass sich unter dem Druck dieser Not Flüchtlinge zur Rückkehr nach Ungarn entschliessen, wo ihrer – entgegen den Versicherungen der Vertreter Kaders – ein bitteres Schicksal harret.* « Die Probleme der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 11 juillet 1958. L'USS ouvre alors une permanence pour les Hongrois au chômage. L'article dénonce l'instrumentalisation des « malentendus » par des agitateurs communistes et préconise des mesures facilitant l'intégration comme l'abandon de demande de caution ou l'obtention facilitée du permis d'établissement pour ceux qui font preuve « d'un bon comportement ».

⁴²⁶ W.R., « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 23 janvier 1957 ; « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957.

destin après la peur panique de novembre 1956 »⁴²⁷, alors que *L'Impartial* interprète : « certains sont venus presque malgré eux, entraînés par le courant »⁴²⁸. On suppose également que des hommes sont partis sans leur famille dans l'espoir de la faire venir par la suite, ce vœu non réalisé, ils se seraient résignés à prendre le chemin du retour⁴²⁹. Autre interprétation assez isolée et selon nous erronée, celle proposée par la *Gazette de Lausanne*. Le journal constate un taux de retours assez haut en Suisse : 7% en octobre 1957 par rapport, par exemple, aux 4 % de retour depuis la France où le sort des Hongrois ne serait pourtant « pas toujours enviable » :

L'explication de ce fait est simple : la Suisse a ouvert la première ses portes devant le flot de réfugiés et les premiers transports contenaient beaucoup de « faux réfugiés », c'est-à-dire des communistes qui fuyaient la révolution victorieuse. Ceux-ci, une fois « le danger » passé, retournèrent.⁴³⁰

Il n'est pas rare que la presse dépeigne de manière assez négative ces revenant·e·s. Pour le quotidien socialiste *La Sentinelle*, il s'agirait en majorité d'« éléments indisciplinés » choisissant le rapatriement pour « se soustraire au contrôle de la police en Suisse »⁴³¹.

Enfin, troisième type d'interprétation des rapatriements : le retour comme conséquence d'un mal-être dans le pays d'accueil. Selon les journalistes, celui-ci peut provenir du mal du pays, du manque des proches, d'une non-intégration, de difficultés rencontrées en Suisse, de déceptions⁴³². Certains articles pointent également l'absence de liens sociaux et les difficultés de s'intégrer⁴³³. Nous avons vu que de nombreux appels sont distillés dans la presse justement pour que les Suisses s'ouvrent aux réfugiés et leur offrent plus que de la charité. Un seul article de notre échantillon fait le lien entre la « froideur » présumée des Occidentaux ou des Suisses et le rapatriement de réfugié·e·s. Il s'inscrit dans un moment précis, au printemps 1957, lors de l'appel à la remobilisation voulue par le camp bourgeois après les premiers hiatus apparus dans la presse. *L'Impartial* rapporte ainsi que 18 000 Hongrois seraient rentrés. « Leurs motifs ? « Vous nous avez donné des couvertures, des pullovers, des baraques. Mais vous ne nous laissez pas pénétrer dans vos cœurs ni dans vos maisons. Nous sommes toujours restés dans étrangers, c'est pourquoi, nous partons » »⁴³⁴. Le phénomène de déception des

⁴²⁷ « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957.

⁴²⁸ « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

⁴²⁹ « Les réfugiés hongrois en Suisse », *La Sentinelle*, 17 mars 1959.

⁴³⁰ « Les réfugiés dans le miroir de la statistique », *Gazette de Lausanne*, 26-27 octobre 1957. Notre analyse quantitative montre qu'il n'y a proportionnellement pas plus de rapatrié·e·s dans le premier contingent que dans les autres. Voir, *infra*, Annexe M14. Réfugié·e·s et rapatrié·e·s selon contingent.

⁴³¹ « Les réfugiés hongrois en Suisse », *La Sentinelle*, 17 mars 1959.

⁴³² « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957 ; « Les réfugiés dans le miroir de la statistique », *Gazette de Lausanne*, 26-27 octobre 1957.

⁴³³ « Blick in ein Betreuungslager ungarischer Flüchtlinge », *Die Tat*, 28 janvier 1957.

⁴³⁴ « Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957.

réfugié·e·s ressort des commentaires sur les rapatriements : déception liée aux conditions de travail jugées trop dures, mais surtout liée au salaire qu'on imaginait mirobolant⁴³⁵. À travers le portait de l'une de ces revenant·e·s, *Die Woche* résume :

Elle s'était imaginé le « Paradis capitaliste » autrement. Des fausses représentations de la vie à l'Ouest l'avaient poussée à fuir vers l'Ouest libre. Elle fut très étonnée lorsqu'elle a dû prendre conscience que la « voiture pour tous » demeure, aussi en Suisse, un rêve.⁴³⁶

À première vue, ce texte a l'air d'une analyse de la presse communiste. Mais là où un article de la *Voix ouvrière* ou du *Népszabadság* arguerait que les réfugiés sont des victimes de la propagande de *Radio Free Europe* qui leur aurait vendu la vie facile de « l'Ouest doré », *Die Woche* pointe du doigt... le régime communiste : « le communisme a éduqué les jeunes dans la croyance d'un paradis terrestre. [...] La déception fut grande »⁴³⁷.

Die Woche est un magazine hebdomadaire illustré accueillant des grands noms du photojournalisme suisse. Ses reporters privilégient les sujets sociaux et d'actualité. Dépendant d'une maison d'édition d'obédience catholique, le magazine ne peut cependant proposer des analyses véritablement critiques, surtout lorsque la Guerre froide entre en ligne de compte. Auteur des photographies du reportage sur les candidat·e·s au retour à St. Margrethen, Rob Gnant témoignera des années plus tard de ce « tabou » en évoquant, à titre d'exemple, un reportage sur une délégation de femmes soviétiques de passage en Suisse, lequel n'a jamais pu être publié en raison de la censure de la direction du magazine. Il n'était pas question de présenter les régimes communistes sous un bon jour⁴³⁸. Au printemps 1957, le reportage sur les revenant·e·s, ces Hongrois·es déçu·e·s de la Suisse, s'aligne sur ce principe. Son texte très anticomuniste a été rédigé par un certain Tibor Kovacs, un Hongrois probablement exilé avant 1956. Dans l'analyse de *Die Woche*, le rapatriement représente un échec dont les réfugiés seraient les premiers responsables, parce qu'« asociaux et incapables de s'adapter »⁴³⁹. Cette vision n'était pas celle du *Vorwärts* ou de la *Voix ouvrière* qui cherchaient d'autres facteurs, comme les (mauvaises) conditions de travail en Suisse. La

⁴³⁵ « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlinge », *Die Tat*, 8 février 1957 ; « Beaucoup s'en vont », *L'Illustré*, 4 avril 1957 ; Les réfugiés hongrois à la Chaux-de-Fonds », *L'Impartial*, 2 mai 1957 ; « Les réfugiés dans le miroir de la statistique », *Gazette de Lausanne*, 26-27 octobre 1957 ; « Les réfugiés hongrois en Suisse », *La Sentinelle*, 17 mars 1959. *La Liberté* explique que le rapatriement résulte d'une incapacité d'assimilation ou une fuite devant le travail. « Le problème des réfugiés », *La Liberté*, 7 février 1957.

⁴³⁶ *Sie hatte sich das < kapitalistische Paradies > anders vorgestellt. Falsche Vorstellungen vom Leben im Westen hatten sie bewogen, nach der freien Welt zu fliehen. Sie war ganz erstaunt als sie feststellen musste, dass das « Auto für jedermann » auch in der Schweiz ein Wunschtraum bleiben muss.* *Die Woche*, 11 février 1957.

⁴³⁷ *Der Kommunismus hatte die jungen Leute im Glauben an ein irdisches Paradies erzogen. [...] Die Enttäuschung war gross.* *Die Woche*, 11 février 1957.

⁴³⁸ Peter Pfrunder et Martin Gasser, *Fokus 50er Jahre*, Yvan Dalain, Rob Gnant und « *Die Woche* », Zurich : Limmat Verlag, 2003, pp. 157 et 161.

⁴³⁹ L'article se trouve dans l'annexe L. Reportage de *Die Woche*. On retrouve ce type d'analyse dans d'autres journaux comme dans « Malgré de nombreuses difficultés, dix mille Magyars s'adaptent peu à peu à nos conditions de vie », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 7 février 1957.

légende de l'une des photos de *Die Woche* représentant un enfant dans les bras de sa mère souligne l'erreur que les réfugiés seraient en train de faire : « toi petit, tu ne sais pas encore ce que signifie : Liberté. Ta mère t'emmène vers ton pays où tu n'apprendras jamais le sens d'un mot souvent mal utilisé « Liberté » »⁴⁴⁰. Malgré sa ligne résolument humaniste, *Die Woche* n'est pas tendre avec les candidat·e·s au retour et insiste sur les « fausses illusions » qu'ils et elles se seraient faites sur la Suisse. Sur un ton particulièrement moralisant, l'auteur de l'article juge :

Le fait que 249 d'entre eux se sont décidés à rentrer dans leur pays, administré par les Soviets de manière draconienne, peut d'abord paraître étonnant. Mais au fond, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. La Suisse et l'Ouest n'ont jamais affirmé que le monde libre soit comparable au paradis. Les avantages et les bienfaits de la liberté doivent, comme tout don terrestre, s'acquérir à la sueur de son front et se mériter.⁴⁴¹

Cet article révèle un certain mépris face à ces personnes qui ne seraient pas capables de rentabiliser la chance qu'elles ont eue d'arriver en Suisse. Le discours du « paradis qui se mérite » offre un fort contraste avec les interprétations du *Vorwärts* et de la *Voix ouvrière* qui clament que la Suisse n'a rien d'un paradis. Cette analyse sera reprise de manière légèrement différente quelques années plus tard par la frange la plus anticommuniste de Suisse. Le journal du politicien bernois Peter Sager, *Der Klare Blick*, consacre en 1963 un dossier sur les émigrants des pays communistes et sur le retour d'une partie d'entre eux vers la dictature communiste. Il explique le taux relativement élevé de retours au sein de l'émigration de 1956 par le fait que, contrairement aux Allemands de l'Est par exemple qui n'expérimentaient pas de grand décalage en arrivant en RFA, les Hongrois devaient fournir, selon le journal, de grands efforts pour s'adapter. Réussir ce pari, interprète *Der Klare Blick*, ne serait pas donné à tout le monde⁴⁴².

... et le regard des « expert·e·s »

Jusque-là, nous avons abordé des analyses visibles dans le domaine public. Mais que disent les personnes impliquées dans le suivi des Hongrois·es au sujet des rapatriements ? Nous avons traqué les études souvent confidentielles des responsables de l'accueil ainsi que des expertises plus tardives. Outre les sources administratives, les mémoires de fin d'études en travail social documentent l'arrivée des réfugié·e·s. Leurs auteures demeurent assez avares en

⁴⁴⁰ Du Kleiner, du weisst noch nicht, was bedeutet : Freiheit. Deine Mutter führt dich in die Heimat zurück, wo du den wahren Sinn des viel missbrauchten Wortes « Freiheit » nie lernen wirst. Id.

⁴⁴¹ Dass sich 249 von ihnen entschlossen haben, nach ihrem von Sowjets drakonisch verwalteten Heimatland zurückkehren, mag zunächst erstaunen. Aber im Grunde genommen ist nichts Aussergewöhnliches daran. Die Schweiz und der Westen überhaupt behaupteten nie, die freie Welt sei mit Paradies gleichzusetzen. Die Vorteile und Wohltaten der Freiheit müssen, wie alle irdischen Gaben, erarbeitet und verdient werden. Id.

⁴⁴² « Kadars Kniffe mit der Emigration », *Der klare Blick*, 14 août 1963.

commentaires sur le phénomène du rapatriement, perçu comme marginal⁴⁴³. Certains motifs mentionnés sont analogues à ceux relevés par la presse. D'autres ne ressortent nullement dans les journaux. Nous avons choisi de les traiter de manière chronologique plutôt que thématique, car les interprétations semblent s'affiner avec le temps.

Dans l'immédiat de 1956, quelques rares commentaires filtrent dans les rapports confidentiels. En janvier 1957, un rapport du chef suppléant de la Division de police Oscar Schürch adressé au conseiller fédéral Markus Feldmann mentionne pour la première fois le fait qu'une « série de réfugiés exprime le souhait de rentrer en Hongrie »⁴⁴⁴. Les raisons de ces retours ne seraient « pas univoques ». Il en émet deux principales : le souhait de retourner vers les proches restés en Hongrie et le mal-être ressenti dans un environnement étranger⁴⁴⁵. En mars 1957, Reynold Tschäppät, le responsable de la Section « réfugiés » de la Division de police, note de manière confidentielle que certains réfugiés se sont décidés à rentrer « quand ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas simplement faire ce qu'ils voulaient mais qu'ils devaient s'insérer dans un certain ordre, certes libéral »⁴⁴⁶. Pendant cette première phase, le peu de commentaires met surtout en avant à la fois le mal du pays et les difficultés rencontrées en Suisse.

Au printemps 1958 – alors qu'on dénombre 30 à 35 rapatriements par mois – les responsables des œuvres d'entraide suisses estiment la question assez importante pour la mettre à l'ordre du jour de leur réunion au sein de l'OCSAR. On invite même Anita Buss, la collaboratrice du DFJP chargée d'auditionner les candidats au retour pour qu'elle transmette son analyse. Elle précise d'abord que si le gros des retours a surtout eu lieu pendant les délais de l'amnistie, des réfugiés se présentent encore régulièrement à la Légation hongroise pour retourner dans leur patrie. Contrairement aux analyses fournies dans la presse suisse non communiste, Anita Buss met presque exclusivement en évidence des motifs liés aux difficultés rencontrées en Suisse. En tête, le découragement. Certains réfugiés, voyant leur situation matérielle et professionnelle stagner, estiment selon elle que les efforts à fournir pour s'« assimiler » et

⁴⁴³ Il est possible aussi que les étudiantes (il s'agit exclusivement de femmes) n'aient pas connaissance du phénomène. Généralement, elles composent un échantillon et réalisent des interviews avec les réfugié·e·s ou leur envoient des questionnaires. Celles et ceux qui sont rentré·e·s en Hongrie n'entrent donc pas en ligne de compte. Elles abordent ça et là la question surtout en donnant toutes les raisons pour lesquelles les réfugié·e·s *ne rentrent pas* en Hongrie. Voir par exemple : Zürni, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz*, op. cit., pp. 45-46.

⁴⁴⁴ *Auf der anderen Seite haben bereits sich eine Reihe von Flüchtlingen den Wunsch geäußert nach Ungarn zurückzukehren.* Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, p. 4, 14 janvier 1957, CH-BAR#E4001D*1973/125#1434*.

⁴⁴⁵ Rapport d'Oscar Schürch à Markus Feldmann, 14 janvier 1957, p. 4, CH-BAR#E4001D*1973/125#1434*.

⁴⁴⁶ [...] *als sie sahen, dass sie hier nicht einfach tun und lassen konnten, was ihnen gerade so passte, sondern dass sie sich in eine gewisse – wenn auch liberale – Ordnung einfügen sollen.* Reynold Tschäppät, Zur Frage der Aufnahme weiterer ungarische Flüchtlinge, 12 mars 1957 (destinataire inconnu), CH-BAR#E4280A#1998/296#191*.

améliorer leur destin sont trop grands. D'autres sont dans une situation financière difficile. Elle explique en outre que certaines personnes, menacées ou sous le coup d'une décision d'internement, préfèrent prendre le chemin de la Hongrie. Buss précise encore que parmi les candidats au retour, on trouve des femmes qui ne parviennent pas à obtenir un revenu suffisant parce qu'elles n'ont pas la possibilité de placer leur enfant dans une crèche ou un foyer de jour. Enfin, elle mentionne les familles entières décidant de rentrer, parce qu'isolées et ne parvenant pas à joindre les deux bouts. Le seul facteur explicitement critique envers la société suisse est l'essoufflement de la population relevé par Buss : « l'atmosphère de cordialité qui a entouré le réfugié hongrois au début a disparu »⁴⁴⁷.

Qu'en est-il des deux autres groupes de motifs de rapatriements décelés dans la presse, ceux liés à l'attraction de la Hongrie et au profil des rapatrié·e·s ? Ils s'avèrent minoritaires dans l'analyse de la spécialiste. Tout juste Anita Buss relève que nombre de Hongrois sont partis « en quête d'aventure » ou sur un coup de tête et n'ont de ce fait pas la volonté nécessaire pour faire leur vie ici⁴⁴⁸.

Quelques dossiers de réfugié·e·s de la Division de police malheureusement difficiles à localiser contiennent des notes à la main sur leurs motifs de retour, probablement rédigées par Anita Buss elle-même. Il est possible qu'elle ait pris ces notes au contact des réfugié·e·s en partance pour la Hongrie, en prévision de son intervention dans la réunion de l'OCSAR. Ses écrits peuvent être considérées comme assez fiables car ils ne portent pour ainsi dire pas d'enjeu. Ils révèlent souvent des situations douloureuses. Pour l'un de ces réfugiés, Buss a noté que c'est le « cœur lourd » que cet homme d'une trentaine d'année décide de rentrer au pays face à l'impossibilité de mener une carrière en Suisse⁴⁴⁹. Magdolna Szekér – cette veuve évoquée plus haut – écrit quant à elle aux autorités : « notre retour est une lourde et difficile tragédie du destin »⁴⁵⁰.

Les revenant·e·s n'ont aucun intérêt à transformer la réalité, leur décision est prise et ils et elles n'ont pas de comptes à rendre aux autorités suisses comme ils en auront en Hongrie. Ces personnes mettent en avant que les conditions de vie se valent des deux côtés du Rideau de fer. Parfois, la fonctionnaire note que la décision a été difficile à prendre. Elle relève par exemple au sujet d'un comédien probablement impliqué dans l'Insurrection de 1956 qui vivote en Suisse grâce à une place de machiniste au théâtre de Berne : « [J.] rentre [...], la

⁴⁴⁷ *Die Atmosphäre der Herzlichkeit, wie sie den ungarischen Flüchtling am Anfang umgeben hat, ist verschwunden.*

⁴⁴⁸ Protokoll der 7. Sachbearbeiterkonferenz der Schweizerischen Zentralstelle für Flüchtlingshilfe, Berne, 16 mai 1958, AfZ-SFH : 571 (A).

⁴⁴⁹ Annotation sur la déclaration de retour volontaire de G. H., 22 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117#.

⁴⁵⁰ Lettre de M. H. à la Section d'aide aux Réfugiés, 20 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117#.

décision lui est lourde, mais il espère pouvoir quand-même jouer en Hongrie, même si c'est en province »⁴⁵¹. Certaines raisons ne seront pas explicitement redites dans l'expertise transmise à la réunion de l'OCSAR et elles sont souvent plurielles. Un mécanicien de Sulzer à Winterthour estime, d'après Buss, que la vie en Suisse n'est fondamentalement pas meilleure qu'en Hongrie :

[T.] rentre parce qu'il trouve que la vie ici n'est pas meilleure, il a en outre un fils en Hongrie. Ses parents ont besoin de sa coopération. Il est parti parce qu'il avait toujours entendu comme la vie serait belle à l'étranger. Il s'est acheté une moto et rentre avec en Hongrie.⁴⁵²

Un paysan des environs du Lac Balaton explique qu'il ne veut plus vivre à l'étranger et ne craint pas les mesures de rétorsion⁴⁵³. Les motifs individuels (parents laissés en Hongrie) sont souvent complétés d'arguments économiques.

Quelques mois plus tard, à l'automne 1958, Anita Buss fournit un nouveau rapport cette fois-ci destiné aux autorités suisses (DFJP et DPF), apparemment soucieuses de connaître les motivations des candidats au rapatriement vers l'autre côté du Rideau de fer⁴⁵⁴. Cette expertise a été publiée dans la presse mais de manière assez isolée⁴⁵⁵. L'auteure constate en préambule que le nombre des rapatriements a nettement reculé depuis juillet 1958, sans doute en raison des exécutions des meneurs de la Révolution dont Imre Nagy et Pál Maléter. Cette nouvelle aurait fait l'effet d'un électrochoc parmi les réfugiés hésitant à condamner unilatéralement le régime Kádár. Comme dans ses conclusions fournies à l'attention de l'OCSAR, la collaboratrice de la Division de police met l'accent sur les « difficultés matérielles » et les « échecs » rencontrés en Suisse poussant une partie des réfugiés à rentrer. Dans le rapport, elle relève qu'ils sont plus enclins à décrire en détail leurs raisons de retour que par le passé. L'auteure nomme différentes insatisfactions : le salaire jugé trop bas, les attentes suisses exagérées en matière de discipline et de rendement, la nécessité qui leur a été imposée en Suisse de vivre à la campagne, la situation immobilière. Enfin, certains se plaindraient « même » de « l'attitude antipathique de la population »⁴⁵⁶. Dans le même ordre

⁴⁵¹ Note du 21 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117#.

⁴⁵² [T.] *kehrt heim, weil er findet, das Leben sei hier nicht besser, er hat übrigens einen kleinen Sohn zu Hause. Seine Eltern haben seine Mitarbeit möglich. Er ging fort, weil er immer gehört hat wie schön und gut es im Ausland sei. Er hat sich ein Motorrad gekauft und möchte damit heim.* Note du 8 mai 1958, CH-BAR#E4264#2016/117#.

⁴⁵³ Note du 28 avril 1958, CH-BAR#E4264#2016/117#.

⁴⁵⁴ Anita Buss, *Erfahrung mit ungarischen Rückwanderern in den letzten drei Monaten*, 25 septembre 1958, CH-BAR# E2001E#1972/33#6808*.

⁴⁵⁵ Nous n'avons pas d'explication à fournir à ce sujet. Nous ne savons pas si cette expertise a été envoyée à la presse. Il est possible que seul le *St. Galler Tagblatt* s'y est intéressé du fait que tous les rapatriés passaient par Buchs dans le canton de Saint Gall et estimait utile de fournir des explications du phénomène à son lectorat. « Warum kehren Ungarnflüchtlinge heim ? », *St. Galler Tagblatt*, 3 janvier 1959.

⁴⁵⁶ *Die unfreundliche Einstellung der Bevölkerung.*

d'idée, elle relève que plus d'un réfugié se sent encore comme un « corps étranger » dans la société.

À cela s'ajoute mal du pays, manque des proches, solitude, l'hésitation devenue insupportable entre rester et rentrer et aussi, un motif inédit, des sentiments « patriotiques » soufflant aux candidats au retour que leur place est en Hongrie. Le profil des rapatriés – jugé typique des réfugiés dans leur ensemble – est mobilisé pour expliquer le phénomène des rapatriements : dans leur majorité, les réfugiées ont « un niveau de formation relativement bas »⁴⁵⁷ et il s'agit souvent de jeunes partis « spontanément » de Hongrie. De la même manière, ils seraient « impulsifs » dans leur décision de rentrer. Anita Buss laisse entendre que la plupart des rapatriés n'étaient pas impliqués dans le soulèvement. Elle relève qu'« ils bagatellisent leur retour »⁴⁵⁸, car, disent-ils, ils n'ont rien à se reprocher. D'autres, ayant échoué, « au niveau professionnel ou dans leur comportement »⁴⁵⁹, chercheraient une issue de secours. Anita Buss, fait ici allusion à celles et ceux qui ont été interné·e·s dans un établissement de travail ou autre institution. Ces personnes, estime l'experte, se sentent mal traitées en Suisse et espèrent être favorisées une fois rentrées en Hongrie vu l'admiration portée pour les rapatriés de l'Ouest. Dans un article rapportant les grandes lignes de ce rapport, on ajoute les effets de la propagande massive diffusée par le régime Kádár. Il est intéressant de voir que cet élément est relevé dans l'expertise sans pour autant être interprété comme un motif déterminant. De la même manière, si Buss mentionne le phénomène des lettres des proches appelant les réfugiés au retour, elle juge leur impact minime. Nous pouvons constater ici la nécessité pour le journal de « compléter » un rapport qui s'apparente à première vue aux analyses des feuilles d'obédience communiste. Pourtant, Anita Buss n'a rien d'une partisane du régime Kádár ! Issue d'une famille profondément anticomuniste en exil, elle s'efforce selon nous de transmettre un rapport au plus proche de la réalité.

L'expertise du psychiatre Emil Pintér peut, en revanche, être jugée comme moins fiable mais éclairante par ce qu'elle dit des rapatrié·e·s. Lui-même réfugié hongrois ayant réalisé une vaste étude sur le devenir de ces compatriotes dans les années 1960, Pintér s'est vraisemblablement rapproché du régime Kádár⁴⁶⁰. Sa vision très critique de la Suisse et parfois, des réfugié·e·s nous semble refléter le message du régime⁴⁶¹. Comme l'a résumé l'un de nos témoins qui avait connaissance de cette étude : « il voulait à tout prix montrer qu'on

⁴⁵⁷ *auf einer relativ niedrigen Bildungsstufe.*

⁴⁵⁸ *Sie bagatellisieren ihre Rückkehr.*

⁴⁵⁹ *beruflich oder charakterlich.*

⁴⁶⁰ En témoigne sa présence aux événements organisés par la Légation hongroise de Berne dans les années 1960.

⁴⁶¹ Il explique que la « Suisse traite les réfugiés plus durement qu'un régime totalitaire » (p. 116), lorsque, par exemple, les autorités retirent le statut de réfugié à une personne effectuant une visite en Hongrie.

était malade ! »⁴⁶². Le psychiatre signale, en 1966, que jusqu'à 1963, les Hongrois étaient statistiquement trois fois plus sujets aux mesures d'internement que les Suisses. Au cours de l'année 1957, ils étaient même six fois plus représentés que les ressortissants helvétiques. Dans une enquête réalisée en 1966, la *NZZ* cite en partie les analyses du psychiatre. La question de l'assimilation des réfugiés hongrois est alors soulevée et jugée comme « seulement en partie » réussie. Les internements et les retours sont mis sur le même pied : les deux phénomènes résulteraient d'un échec en matière d'assimilation. Les Suisses auraient aussi leur part de responsabilité, se focalisant sur les dons matériels là où les réfugiés « labiles » auraient eu besoin de contacts humains⁴⁶³.

Dans une vaste étude publiée en 1969, le même psychiatre consacre un petit chapitre aux *Heimkehrer* (ceux qui rentrent au pays). Il distingue deux types de retour en fonction de la temporalité post-1956. La décision de rentrer (comme la décision d'émigrer) est multifactorielle, explique-t-il. Cette décision dépend selon lui surtout des raisons du départ lors de l'Insurrection et du moment où le réfugié fait le choix de rentrer en Hongrie. La plupart de ceux qui ont opté pour le rapatriement immédiatement après 1956 seraient ceux qui ont quitté la Hongrie dans une certaine panique. Il rejoint ici l'analyse de Buss : ceux qui rentrent, du moins dans l'immédiat de 1956, seraient partis de Hongrie sans réfléchir aux conséquences de leur acte⁴⁶⁴. Les retours plus tardifs seraient, eux, plutôt motivés par les difficultés rencontrées en Suisse : chômage, conflits, problèmes financiers, déclassement professionnel, isolation sociale, langue et bien sûr, mal du pays⁴⁶⁵. Il insiste sur le profil des rapatriés. D'abord, il explique que le rapatriement ne signifie pas forcément que la personne a quitté la Hongrie en 1956 pour des motifs apolitiques. Le passé joue, selon lui, un rôle mineur dans la décision. Comme *Die Woche*, il juge le rapatriement comme corrélé avec la « capacité d'assimilation » des réfugiés dans le pays d'accueil et estime qu'il a surtout à voir avec la situation « existentielle et morale » *actuelle* des réfugiés.

Son vocabulaire est à la fois imprégné des discours sur la « surpopulation étrangère » qui commençaient à fleurir dans le sillage des initiatives Schwarzenbach et à la fois des expertises psychiatriques de l'époque⁴⁶⁶. Selon lui, si les éléments « labiles et hystériques » sont sujets à la tentation du rapatriement, c'est rarement le cas chez « les pires asociaux, les bagarreurs,

⁴⁶² Entretien avec Béla Márai, Genève, 12 octobre 2013.

⁴⁶³ « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 novembre 1966.

⁴⁶⁴ Emil Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Bâle ; New York : Karger, 1969, pp. 116-120. Cette analyse est aussi celle de certaines enquêtes menées par des étudiants ayant mené des travaux de diplôme en travail social sur les réfugiés. Voir par exemple : Elisabeth Kohler, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [Travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958, pp. 11-12.

⁴⁶⁵ Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge*, *op. cit.*, pp. 116-120.

⁴⁶⁶ Dans son livre, il propose même une liste des qualités que devraient avoir le « migrant » (p. 110).

alcooliques, paresseux, négligents »⁴⁶⁷ qui désirent, eux, rester en Suisse. S'il voit le retour comme une forme de « régression », elle peut occuper les pensées des personnes les plus censées. Preuve en est, selon le psychiatre, qu'à peu près tous les exilés rêvent la nuit de leur retour.

En conclusion, les motifs relevés dans les expertises évoluent avec le temps. Si les analyses tendent à devenir plus fines, elles sont toujours fortement imprégnées d'un contexte, que ce soit celui de la Guerre froide, puis des années Schwarzenbach. Elles s'éloignent néanmoins progressivement des interprétations obnubilées par les « perfidies » du régime Kádár pour mettre en avant des facteurs individuels et collectifs liés principalement à la situation des réfugié·e·s dans la société d'accueil qu'a été la Suisse des années 1950 et 1960.

« *Je rentre juste* »

À ce stade de l'analyse, il nous semble utile de confronter ces visions, spécifiques au contexte helvétique, à une étude internationale sur le phénomène du rapatriement, certes plus précoce. *Radio Free Europe* réalise en 1957 une enquête sur les réfugié·e·s retournant en Hongrie. Il figure en préambule de ce rapport que les informations qui y sont contenues sont destinées à l'usage interne et ne doivent en aucun cas être rapportées à l'antenne ou dans la presse. Cela augmente, à notre sens, la fiabilité de cette étude. Les auteurs du rapport détaillent d'abord les ressorts de la propagande hongroise déjà débutée en 1955 « avec des résultats très mitigés »⁴⁶⁸. Le but de ces enquêtes est de comprendre les raisons de ce que les auteurs nomment la *redefection* : le retour en pays communiste après une défection⁴⁶⁹. Les expertises donnent crédit à la déception de ne pouvoir émigrer outre-mer comme cause de rapatriement : « they are embittered with the West, especially with the U.S., see no hope for the future, save in returning home »⁴⁷⁰. L'annonce en mai 1957 que les États-Unis n'accepteraient plus de réfugié·e·s hongrois·es sauf celles et ceux qui présentent certaines qualifications utiles ainsi que les personnes qui ont déjà des proches parents sur leur sol, avait provoqué des grèves de la faim dans des camps de réfugiés et des protestations écrites y compris auprès de *Radio Free Europe*, auteure, selon les protestataires, de « promesses non tenues ». Selon le rapport, il s'agit du motif numéro un des *redefectors*, ces réfugié·e·s choisissant de retourner de l'autre côté du Rideau de fer. Ce facteur n'est étonnamment pas présent dans les analyses suisses que nous avons consultées. En revanche, un aspect relevé dans les sources aussi bien

⁴⁶⁷ *Die schlimmste Asoziale – Raufbodel, Trinker, Arbeitsscheue und Liederlich. Ibid.*, p. 120.

⁴⁶⁸ Redefection Propaganda and Procedure, 6 avril 1957, OSA : 300-40-1:258.

⁴⁶⁹ « Who re-defects (or plans to) and for what reasons ».

⁴⁷⁰ First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, OSA : 300-40-1:258.

internationales que suisses est le désir de réunir les familles démantelées : après avoir constaté que leurs proches ne pourraient les rejoindre, enfants, parents, femmes ou hommes se décident à rentrer. Le mal du pays fait aussi l'unanimité dans toutes les analyses. Le personnel de RFE pointe également les effets très négatifs de l'attente dans les camps ou les mauvaises conditions d'accueil en général. Comme dans les sources suisses, les auteurs du rapport s'étonnent légèrement que les *redefectors* ne semblent pas toujours craindre les conséquences de leur retour. Les auteurs concluent : « it does not seem that world events have influenced any decisions for or against returning although it would seem very logical that events inside Hungary (e.g. new court sentences every day, news of mass arrests in Budapest, etc.) have had some effects »⁴⁷¹. Ce constat est surtout vrai pour 1957 : nous avons vu que les exécutions des meneurs de la Révolution en 1958 a fait infléchir les retours. Une autre étude réalisée au cours de l'été 1957 enquêtait sur les motifs de retour cette fois depuis un pays précis : la France. Elle confirme leur diversité, relevée dans les autres expertises. Le rapporteur liste différents cas qui mettent en avant, outre des motifs particuliers, l'étonnante confiance des réfugié·e·s en leur avenir. Un homme rentre vers sa femme qui lui a envoyé un certificat stipulant que son employeur le reprendrait et qu'il ne sera pas puni pour sa conduite en octobre. Une famille équipée de raquettes de tennis espère pouvoir les vendre à prix d'or en Hongrie. Une jeune fille de 19 ans explique son choix ainsi : « je n'ai plus connu de vraie fête depuis que j'ai quitté Pest »⁴⁷². L'auteur des interviews rapporte qu'une autre jeune fille, nurse en France, peine à donner les raisons précises de son retour : « je rentre juste », confie-t-elle à l'enquêteur. La conclusion du rapport en dit long sur l'incompréhension qui devait être celle du personnel de RFE face au phénomène du retour : « all this illustrates that people do not return for political reasons. Generally, they simply do not realize the fate which awaits them, despite all warnings »⁴⁷³.

En Suisse aussi, ces rapatriements étonnent. Certains journaux reconnaissent que les motifs de rapatriement sont assez « obscurs »⁴⁷⁴. Nul doute que ces rapatrié·e·s posaient une sorte d'énigme aux journalistes, responsables de l'accueil, spécialistes de l'Europe de l'Est ou psychiatres. Que les raisons soient à classer dans les trois catégories que nous avons proposées (profil du candidat, raisons liées au pays d'origine, situation dans le pays étranger), ces retours ne sont pas faciles à interpréter. Le mal du pays et le manque des proches sont

⁴⁷¹ Survey (for June) on Hungarian redefection, juillet 1957, OSA : 300-40-1:258.

⁴⁷² Departure of a group of redefectors, RFE News Bureau, 13 août 1957, OSA : Digital 1956 Archives, RFE/RL Collection, http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/rferl_eii/index.html (21.09.2018).

⁴⁷³ *Id.*

⁴⁷⁴ Par exemple : « Erfahrungen mit den Ungarnflüchtlinge », *Die Tat*, 8 février 1957.

peut-être les seuls motifs faisant l'unanimité dans toutes les analyses. Le climat de Guerre froide imprègne presque constamment les interprétations. En ce sens, nous pouvons relever le rôle attribué à la propagande des uns et des autres, constamment décriée par le camp adverse. Ainsi, si les discours hongrois jugent la propagande occidentale (RFE, etc.) responsable de la fuite prétendument irraisonnée de quelque 200 000 compatriotes dans l'erreur, les discours occidentaux condamnent à leur tour les effets de la propagande hongroise, au moins en partie responsable des rapatriements – jugés déraisonnés – de ces réfugié·e·s.

6.7 APRES LE RETOUR

Un traitement différencié et arbitraire

Une fois en Hongrie, les rapatrié·e·s risquent des mesures de rétorsion concrètes. Nous avons voulu en cerner la nature. Cette question s'est avérée périlleuse : d'une part, il n'existe quasiment ni enquête ni littérature sur le sujet, et d'autre part, dans le peu de sources concernant les retours, nous lisions tout et son contraire.

La propagande communiste de l'immédiat de 1956 insiste sur les craintes qu'ont les candidat·e·s au retour et clame que celles-ci n'ont pas lieu d'être. L'étudiante Véra Nagylaki par exemple, selon le *Népszabadság*, aurait été reprise à l'université et pourrait mener une vie normale une fois rentrée en Hongrie⁴⁷⁵. La presse non communiste dresse au contraire un tableau effrayant de ce qui arriverait aux réfugié·e·s retourné·e·s dans « l'enfer » hongrois. Beaucoup ne seraient toujours pas rentrés dans leur famille plusieurs semaines après leur arrivée en Hongrie⁴⁷⁶. En voyant des enfants repasser la frontière en direction de l'Est, une reporter du *Figaro* s'exclame : « que deviennent les adolescents qui sont rendus à la Hongrie ? C'est un véritable cauchemar qui continue à me poursuivre. J'en étais obsédée »⁴⁷⁷. Quant au reportage de *Die Woche*, il laisse entendre que les rapatriés ont tout de même une petite marge de manœuvre à leur retour, lorsque les ex-réfugié·e·s se retrouveront face aux autorités de leur pays. Le journal rapporte ainsi les propos d'une des personnes en partance pour la Hongrie qui explique la stratégie qu'il adoptera face aux fonctionnaires du régime : « je vais raconter que j'ai toujours été un fidèle communiste ! »⁴⁷⁸. Comme l'ont montré des historien·ne·s tels que Nicolas Werth, beaucoup de citoyens de dictatures socialistes sont rompus à l'exercice du récit autobiographique qu'ils doivent livrer et/ou connaissent ces

⁴⁷⁵ « Vera Nagylaki lernte in Zürich Politik », *Népszabadság*, 14 septembre 1957.

⁴⁷⁶ « Unsere Aufgabe ist nicht beendet », *Die Tat*, 31 mars 1957.

⁴⁷⁷ Dominique Auclères, « Voyage au bout de la détresse. Un marché aux esclaves comme dans l'antiquité », *Le Figaro*, 20 juin 1957.

⁴⁷⁸ « Ich werde Ihnen erzählen, dass ich immer ein treuer Kommunist war ! » : « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

pratiques. Nos revenant·e·s également avaient, pour certain·e·s, appris à maîtriser l'art de construire et lisser leur identité pour répondre aux attentes des autorités communistes⁴⁷⁹.

Pour jauger des risques qu'encourent les rapatrié·e·s, il faut en fait distinguer plusieurs moments. Tout d'abord : le temps de l'amnistie, qui s'étend jusqu'au 1^{er} avril 1957. Rappelons que le gouvernement promet que les rapatrié·e·s ne seront pas condamné·e·s pour avoir franchi la frontière illégalement. Cela laisse entendre que les autorités pardonnent certes la fuite, mais aucunement la participation au soulèvement. L'évocation de deux personnes au profil distinct mais rentrées au cours de la même période permet de mettre en évidence cette différence de traitement. Dans le cadre de leur enquête sur la jeune insurgée Jutka Sponga, les historien·ne·s Phil Casoar et Eszter Balázs ont rencontré un ancien réfugié qui avait côtoyé la jeune fille : Mihály Mlinárcsik. Ce dernier raconte sa fuite vers l'Autriche, puis la Suisse :

Nous avons donc décidé d'aller voir comment c'était de l'autre côté de la frontière [en Autriche], notre imagination s'était enflammée, pourquoi pas nous puisque des centaines de milliers de personnes étaient déjà parties. [...] ensuite on verrait, si la situation tournait mal chez nous, nous resterions à l'étranger.⁴⁸⁰

Après quelques semaines passées à Neuchâtel, Mlinárcsik opte pour le retour. Il prend alors le chemin de la Hongrie avec un camarade. L'un de nos témoins Bálint Basilides, qui les a connus, se souvient que tout le monde à Neuchâtel, y compris les autres réfugié·e·s, se faisaient un sang d'encre pour les jeunes : qu'allait-il advenir d'eux une fois rentré ?⁴⁸¹ Dans la ville de province où il habitait, Mlinárcsik a connu une seule mesure de rétorsion : le directeur de son lycée technique refuse de réintégrer le « renégat ». Hormis cette punition, Mlinárcsik affirme avoir pu ensuite mener une vie normale. D'après certains témoignages, d'autres revenant·e·s ont pu au contraire réintégrer l'école ou la place de travail qu'ils avaient quitté. Mais il est difficile de savoir si en échange, ils ont dû rendre des services aux autorités tels que travailler en tant qu'informateur au sein de leur école ou entreprise⁴⁸².

Quasiment au même moment et également depuis Neuchâtel, une réfugiée, Katalin Havrilla, se décide à rentrer. Elle veut absolument rejoindre son fiancé resté à Budapest. Contrairement au jeune Mlinárcsik, elle était impliquée dans l'Insurrection et, bien que n'ayant probablement jamais tiré un coup de feu, a même été photographiée une arme à la main. D'abord libre, elle

⁴⁷⁹ Nicolas Werth, *Etre communiste en U.R.S.S. sous Staline*, Paris : Gallimard, 1981.

⁴⁸⁰ Phil Casoar et Eszter Balázs, *Les héros de Budapest*, Paris : Les Arènes, 2006, pp. 103-105.

⁴⁸¹ Entretien avec Bálint Basilides, Keszthely, 12 décembre 2015.

⁴⁸² Entretien avec Béla Márai, Genève, 28 juin 2013.

sera ensuite rattrapée par les enquêtes, puis arrêtée et exécutée en 1959⁴⁸³. Et il semble que son cas ne constitue pas une exception⁴⁸⁴.

Passé le délai de l'amnistie d'avril 1957, les revenant·e·s risquent jusqu'à six mois de prison pour le simple délit d'avoir franchi la frontière⁴⁸⁵. Ce sont du moins les informations du Ministère de l'Intérieur envoyées à tous les consulats en 1959. Cette deuxième période (1957-1959) correspond à la phase de répression la plus ferme⁴⁸⁶. Alors même que le régime diffuse l'idée que les rapatrié·e·s sont les bienvenu·e·s, il apparaît que la plupart d'entre eux non seulement ne bénéficient d'aucun pardon mais au contraire subissent les conséquences d'une « vengeance sans merci »⁴⁸⁷. Même les personnes non-politisées n'ayant pas pris part à l'Insurrection sont surveillées, interrogées et souvent recrutées par la police politique⁴⁸⁸. En revanche, il ne semble pas qu'elles soient systématiquement incarcérées.

Les personnalités connues à l'image de Miklós Szabó ont l'avantage de pouvoir être instrumentalisées. Nul doute que ces rapatrié·e·s « VIP » comprenant les politicien·ne·s, intellectuel·le·s, artistes et sportif·ve·s, grâce à leur retour, sont non seulement valorisés mais aussi privilégiés par le régime⁴⁸⁹.

Il semble que les jeunes, mineur·e·s au moment du soulèvement de 1956, ont eux aussi été traités avec une relative clémence. C'est ce que nous a confirmé le seul rapatrié que nous avons pu rencontrer. István Borsodi – qui n'a pas pris part à l'Insurrection et est rentré en 1959, rongé par le mal du pays – n'a pas été interné. Après avoir donné une interview pour un journal local sur le pourquoi de son retour, il dit avoir pu poursuivre normalement sa vie et sa carrière professionnelle. Il a même pu voyager en Suisse dans les années 1980 en touriste avec son épouse et lui montrer les lieux par lesquels il était passé, comme la Caserne de Lausanne. Mais il explique également que ses adresses précédentes (dont son adresse suisse) étaient notées sur ses papiers, ce qui a pu, estime-t-il, le péjorer dans la recherche d'un appartement par exemple⁴⁹⁰. Aux tracasseries administratives, il faut ajouter une autre difficulté rencontrée : la méfiance généralisée envers les rapatrié·e·s. Valorisés dans la

⁴⁸³ Casoar et Balázs, *Les héros de Budapest*, op. cit., pp. 75 ; 102 ; 105-107. Elle est nommée Kati Stickler dans quelques témoignages comme ceux rapportés par Victor Sebestyen, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris : Calmann-Lévy, 2006, p. 384.

⁴⁸⁴ Un autre insurgé, Lajos Steiner, est rentré en Hongrie depuis l'Autriche où un fonctionnaire de l'Ambassade lui avait assuré qu'il sera amnistié. Il est également exécuté : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 383.

⁴⁸⁵ Szabó, « « ...s várja eltévedt fiait is » », art. cit., p. 198.

⁴⁸⁶ György Litván, *Die ungarische Revolution 1956 : Reform, Aufstand, Vergeltung*, Vienne : Passagen, 1994.

⁴⁸⁷ Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », art. cit., p. 475.

⁴⁸⁸ Szabó, « « ...s várja eltévedt fiait is. » », art. cit., pp. 209-210.

⁴⁸⁹ Il arrive tout de même que certaines personnalités jugées anticomunistes voient leur demande de retour refusée. Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge*, op. cit., p. 117. Entretien avec Nóra Székér, 12 décembre 2015.

⁴⁹⁰ Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.

propagande, ceux-ci sont souvent considérés par la population comme des agent·e·s du régime. Néanmoins, chaque revenant·e est – théoriquement du moins – assisté à son retour par la Croix-Rouge hongroise qui s’efforce de lui trouver une place de travail, un logement⁴⁹¹.

En 1959, la Ligue des Droits de l’Homme présente un rapport très alarmiste sur la situation des rapatriés. La presse occidentale se fait alors l’écho de ces nouvelles et évoque même des « camps de concentration » et de déportations vers l’Union soviétique⁴⁹². Les journalistes dénoncent également l’instrumentalisation des témoignages de rapatriés par le régime « à des fins de propagande ».

Les autorités suisses, qui laissent régulièrement rentrer des réfugié·e·s vers la Hongrie, décident alors de se renseigner. Une commission du Conseil des États est chargée de l’enquête auprès de la représentation helvétique à Budapest. La réponse de l’ambassade se veut plutôt rassurante. Certes les rapatriés sont interrogés, souvent enfermés pour quelques heures au camp de Kistarca au sud-est de Budapest, mais ils sont la plupart du temps rapidement libérés. Ils peuvent rencontrer des obstacles dans leur vie professionnelle. Dans sa réponse, le diplomate stipule expressément que ces informations ne doivent pas tomber dans le domaine public⁴⁹³. Cette précision montre que la Suisse officielle laisse délibérément circuler les rumeurs dans la presse concernant le traitement des dissident·e·s dans les pays communistes alors que ses autorités savent qu’elles sont exagérées. De l’autre côté du Rideau de fer, on voit ces accusations (arrestations, déportations, etc.) comme un moyen pour les Occidentaux de « faire quelque chose contre l’aspiration – grandissante – des fugitifs au retour »⁴⁹⁴.

Après 1959, le rapatriement représente une entreprise nettement moins risquée qu’auparavant. Dès 1963, il semble que les réfugié·e·s de retour risquent principalement des ennuis administratifs même s’il arrive tout de même qu’ils et elles soient placé·e·s sous surveillance⁴⁹⁵. La même année, dans sa grande enquête sur l’émigration (et la rémigration), même le très anticomuniste *Der klare Blick* ne se risque pas à des conclusions alarmistes⁴⁹⁶. En conclusion, nous pouvons dire que les risques de représailles lors du retour diffèrent largement selon le profil des revenant·e·s (mineur·e·s ou adultes ; participation ou non à l’Insurrection) et le moment du retour (pendant les délais de l’amnistie ou ultérieurement). Si l’amnistie est très relative, cela ne signifie pas que les conséquences sont systématiquement

⁴⁹¹ Szabó, « < ...s várja eltévedt fiait is > », *art. cit.*, p. 208. Nous n’avons malheureusement pu consulter les archives de la Croix-Rouge hongroise.

⁴⁹² « Rückkehrer wurden in Ungarn für Propagandazwecke missbraucht », *Basler Nachrichten*, 8 avril 1959.

⁴⁹³ Lettre du secrétaire général Kohli à la Division de police (lettre à l’attention du Conseiller aux états Haefelin), 27 avril 1959 sur les risques qu’encourent les rapatriés, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

⁴⁹⁴ *Népszabadság*, 11 avril 1959, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

⁴⁹⁵ Interrogatoires de rapatriés depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 50. C’est le cas notamment des déserteurs.

⁴⁹⁶ « Kadars Kniffe mit der Emigration », *Der klare Blick*, 14 août 1963.

dramatiques. Néanmoins, même une personne qui n'a pas du tout participé aux événements de 1956 n'est pas sûre de pouvoir vivre une vie normale après son retour. Cette dimension aléatoire génère une incertitude et participe en quelques sortes à la punition réservée aux dissident·e·s. C'est d'ailleurs l'un des principes d'un régime dictatorial : personne ne sait exactement la nature des représailles qui l'attendent. Nous avons constaté cette incertitude dans le peu de documents que les candidat·e·s au retour ont laissé comme les différentes lettres citées plus haut.

Les mots de la romancière Nina Yargekov résume bien cette idée :

Les choses étaient floues, avec le temps la dictature s'était amollie, vos parents eux-mêmes ne savaient pas trop ce qu'ils risquaient mais ce qu'ils ne savaient pas trop qu'ils risquaient, ils préféreraient ne pas le risquer.⁴⁹⁷

Dès 1963, explique l'historienne Juliet Szabó, les « cinquante-sixards » sont traités de manière « neutre ou indifférente ». Les autorités cessent même de mentionner leur séjour à l'étranger sur leurs papiers. Les artisans du rapatriement tels que le personnel de l'Union mondiale des Hongrois comprennent qu'il y a de bonnes chances pour que les 150 000 réfugié·e·s à l'étranger ne rentrent plus⁴⁹⁸. Le régime travaille dès lors principalement à l'image du pays auprès des Hongrois·es en Occident. On continue néanmoins jusqu'à 1989 à solliciter les intellectuel·le·s et autres personnalités pour les faire revenir⁴⁹⁹.

La romancière Sophie Képès a raconté ce type de stratégies dans un récit au sujet de son père, architecte acceptant à contre cœur une invitation à Budapest dans les années 1970 :

L'amnistie accordée aux insurgés fugitifs ne l'avait pas ramené là-bas. Il avait flairé le piège. De même cette invitation à participer à un congrès prétendu international, tous frais payés par le gouvernement hongrois, lui avait d'abord paru suspecte.

Au moment de dire à la jolie hôtesse chargée de son accueil qu'il sait bien que c'est le comité d'organisation qui l'envoie, celle-ci lui rétorque : « j'avoue que je tiens particulièrement à vous faire renouer des liens avec ce pays. Enfin, vous n'ignorez pas que les Hongrois détestent qu'un des leurs les abandonne »⁵⁰⁰.

Revenant·e·s sous surveillance

Une fois rentré·e·s en Hongrie, les revenant·e·s sont souvent interrogé·e·s par la police. Une partie des protocoles de ces interrogatoires sont conservés aux Archives de la sécurité d'état à

⁴⁹⁷ Yargekov, *Double nationalité*, op. cit., p. 234.

⁴⁹⁸ Szabó, « « ...s várja eltévedt fiát is » », art. cit., p. 209.

⁴⁹⁹ István Papp, « Hungarian Emigration and state security », in : György Gyarmati et Mária Palasik (éd.), *Big brother's miserable little grocery store : studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest : Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012, pp. 271-286.

⁵⁰⁰ Sophie Képès, *Un automne à Budapest*, Paris : Éditions du Seuil, 1984, p. 47.

Budapest (ÁBTL)⁵⁰¹. Ceux-ci montrent que les rapatrié·e·s étaient plus ou moins bien vu·e·s par les autorités selon leurs dires et leur attitude. Il est difficile de jauger le devenir des personnes et les désagréments qu'elles subissent une fois rentrées, les rapports ne rendant pas explicitement compte de ce qu'il en advient.

Nombre de revenant·e·s sont fiché·e·s même après leur témoignage. Les rapatrié·e·s qui échappent à ce « contrôle opératif », c'est-à-dire à la surveillance, sont généralement celles et ceux qui n'ont pas participé au soulèvement, qui donnent quelques noms de connaissances souhaitant également rentrer ou encore qui montrent leur remord et qui n'ont aucun antécédent politique. Le fait d'être d'origine ouvrière ou d'avoir des enfants restés en Hongrie peut également jouer en leur faveur. Il s'agit là d'un profil type mais il n'y a pas vraiment de règles : il arrive que des personnes semblant absolument « inoffensives » soient malgré cela soumises au contrôle opératif⁵⁰². Certaines personnes sont interrogées plusieurs fois, deux ou trois années après leur retour. L'écrasante majorité reçoit une amnistie en 1963 et la clôture simultanée du dossier montre que beaucoup ne sont plus soumis·es au « contrôle opératif » à partir de cette année-là.

Des questions heuristiques demeurent seulement en partie élucidées : pourquoi ne retrouve-t-on qu'un peu plus d'une centaine de dossiers de revenant·e·s depuis la Suisse alors que le nombre effectif des rapatriements jusqu'à 1963 s'élève à près de 2 000 ? Trois hypothèses – qui ne s'excluent pas mutuellement – peuvent être relevées. D'abord, le caractère aléatoire de la répression pourrait expliquer que tout le monde n'a pas été interrogé : certaines personnes seraient ainsi passées entre les mailles du régime. Il est également probable que la police politique se préoccupait surtout des Budapestois·es qui représentent d'ailleurs une écrasante majorité parmi les personnes interrogées. Cette sélection réduit considérablement l'échantillon conservé. Pour autant, cela ne veut pas dire que les revenant·e·s de province n'étaient pas surveillé·e·s par le régime, via des antennes locales du Parti ou la police. Il est possible que des protocoles soient conservés dans des archives régionales. Enfin, il n'est pas exclu qu'une partie des dossiers aient été détruits⁵⁰³.

Parmi la centaine de dossiers conservés aux Archives de la sécurité d'état à Budapest, nous avons sélectionné ceux de personnes rentrées jusqu'à la fin 1963 et nous avons dû éliminer les plus illisibles. Un échantillon de 84 dossiers a donc été retenu (60 hommes et 24 femmes).

⁵⁰¹ *Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára*/Archives historique de la Sécurité d'État, Budapest. Pour les spécificités et les biais de ces documents, voir, *supra*, introduction : III. Méthodes et sources.

⁵⁰² Dossiers de rapatrié·e·s depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 48, 50, 51 et 52.

⁵⁰³ Ces hypothèses ont été élaborées sur la base d'une discussion avec l'archiviste Annamari Körös, 11 janvier 2016.

Il ressort de notre analyse que la plupart de ces rapatrié·e·s sont nés dans les années 1930 (cela correspond aussi à la moyenne d'âge des exilé·e·s), reviennent à Budapest et sont estampillés d'origine « ouvrière » et « agraires-prolétaires », c'est-à-dire les classes favorisées par le régime. Il n'y a dans cet échantillon que trois personnes dont la classe d'origine est répertoriée comme « intellectuelle » ; une personne d'un milieu « koulak » ; deux enfants d'employés ; trois personnes issues de familles d'entrepreneurs.

La majorité n'a pas participé à la « contre-révolution ». Malgré le traitement de faveur théoriquement accordé aux mineur·e·s, il y a parmi les interrogé·e·s une poignée de personnes qui avaient moins de 18 ans en 1956. La plupart est rentrée en Hongrie entre 1957 et 1959 (63 personnes). Parmi elles, 21 ont rejoint le pays alors que l'amnistie était en vigueur. Le fait même qu'elles soient interrogées et pour certaines, surveillées une fois rentrées, témoigne une fois encore du caractère tout relatif de l'amnistie. À quelques exceptions près – que nous mentionnerons le cas échéant – nous n'avons pas décelé de grandes différences entre les discours de cette période et ceux du début des années 1960.

Dans les interrogatoires, les rapatrié·e·s sont sommés de donner les raisons non seulement de leur exil mais également celles de leur retour en Hongrie. Certains discours sont biaisés car les revenant·e·s ont tendance à reprendre à leur compte les *leitmotivs* de la propagande hongroise dans le but d'être bien vu·e·s par les autorités. Pour autant, ces témoignages se sont avérés intéressants.

Pour que leur histoire soit crédible, les réfugié·e·s consignent toutes les difficultés qu'ils ont connues. Elles semblent rarement fantaisistes. Nous postulons que les motifs évoqués comportent un noyau de vérité, d'autant qu'ils corroborent souvent les dires du rapport d'Anita Buss.

« On croyait qu'à l'Ouest ce serait mieux ». Expliquer l'exil

Il nous a semblé tout d'abord utile d'analyser les discours des rapatriés concernant les motifs de fuite.

Une première série de raisons touche à l'environnement quitté. Nous pouvions nous attendre à ce que beaucoup fasse leur *mea culpa*. Mais, dans notre échantillon, seules quatre personnes décrivent leur fuite comme le résultat d'une grande faute personnelle explicable, disent-elles, par de l'« immaturité », de l'« imprudence » ou encore des « mauvaises fréquentations ». Certains traduisent leur regret par des phrases telles que « je ne m'explique pas pourquoi je

suis parti » ou « je n'avais aucune raison de partir, j'avais un travail »⁵⁰⁴. En revanche, beaucoup mettent la faute sur un tiers pour expliquer leur dissidence. Une quinzaine de personnes disent avoir été « entraînées » ou « convaincues » soit par la foule (l'expression « hystérie collective » est utilisée plusieurs fois), soit par une personne précise, un frère, une connaissance ou une amie. Plusieurs femmes font part aux autorités qu'elles ont suivi leur mari malgré elles. Quatre personnes jouent la carte de l'honnêteté et expliquent directement leur fuite par la peur des représailles. Un ancien gradé des Croix-fléchées explique qu'il craignait de nouvelles mesures de rétorsion⁵⁰⁵. Il sera effectivement emprisonné quatre mois à son retour. Un lieutenant de l'armée horthyste, né en 1911, invoque le même motif. Lui sera par contre épargné après son rapatriement en 1962⁵⁰⁶. Le motif de la peur des représailles est généralement avancé par des personnes d'origine non prolétaire, à l'instar d'une femme issue d'une famille d'employés qui explique s'être compromise pendant la « contre-révolution » auprès de son patron et avoir redouté des représailles. Une autre série de raisons touchent le cadre familial ou la santé. Un vieil homme explique par exemple qu'il a rejoint la Suisse pour faire soigner sa tuberculose⁵⁰⁷. Cinq personnes argumentent qu'elles voulaient quitter une situation familiale difficile, principalement un mari avec qui elles ne s'entendaient pas. Il s'agit là aussi de correspondre au discours officiel visant à dépolitiser l'exil de 1956. Quelques personnes disent d'emblée que leurs raisons ne sont *pas* politiques.

Une deuxième série de raisons, plutôt dominante, est liée à l'attraction de l'extérieur. Ils sont cinq à mettre la faute sur la propagande occidentale. « J'avais entendu des appels à la radio que l'Occident nous plairait » explique par exemple un jeune manœuvre rentré en avril 1957⁵⁰⁸. Il semble que cet argument soit exclusivement mobilisé par les personnes issues des milieux les plus défavorisés de la société. Selon nous, l'invocation de ces promesses d'une vie meilleure entendues sur les ondes est probablement basée sur une véritable expérience même si elle correspond tout à fait à ce que souhaite entendre les fonctionnaires de la Sécurité d'état. Dans douze cas, sans invoquer directement la propagande occidentale, les revenant·e·s mentionne l'espoir d'une meilleure vie en Occident et/ou la curiosité pour expliquer leur fuite. Une femme née en 1932, rentrée de Suisse en 1959 résume ses raisons et celles de son mari ainsi : « on croyait qu'à l'Ouest ce serait mieux »⁵⁰⁹. Un fils d'entrepreneur insiste plutôt sur

⁵⁰⁴ Interrogatoires de rapatrié·e·s depuis la Suisse, ÁBTL : 3.15.-0-167, 50 et 52.

⁵⁰⁵ *Ibid.*, 54.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, 52.

⁵⁰⁷ *Ibid.*, 75.

⁵⁰⁸ *Ibid.*, 52.

⁵⁰⁹ *Ibid.*, 75.

le désir plus général de « voir le monde »⁵¹⁰. Ces motifs sont souvent invoqués par les personnes n'étant pas issues du milieu prolétaire, une femme demandant son retour confesse : « je voulais une fois dans ma vie voir l'étranger »⁵¹¹. On lie parfois ce voyage à une situation familiale. Six personnes expliquent qu'elles souhaitaient rejoindre ou revoir un proche, des parents à l'étranger. « Cela faisait 12 ans que je n'avais pas vu mon père et ma mère, établis en RFA » explique une jeune femme âgée de 20 ans en 1956⁵¹². Parmi ces personnes on compte aussi une femme née en 1932 ayant rejoint son mari quelques mois après l'exode : « j'aimais mon mari et je l'ai rejoint »⁵¹³. Il est sans doute plus facile de désigner une personne restée à l'étranger comme responsable de sa dissidence : de cette manière, la tierce personne impliquée reste à l'abri de représailles. Mais la raison la plus couramment mentionnée est ce que ces hommes et ces femmes nomment le « désir d'aventure », expression qui apparaît une vingtaine de fois dans les interrogatoires. Dans ce cas de figure aussi, les rapatriés s'accordent sur le contenu du discours officiel hongrois.

« Mon mal du pays était immense ». Expliquer le retour

Les 84 revenant·e·s sont également interrogé·e·s sur les raisons de leur retour en Hongrie.

Nous avons classé les arguments des rapatrié·e·s en deux groupes : ceux basés sur l'attraction de la Hongrie – ou le regret de l'avoir quittée – et ceux ayant trait à leur vie en Suisse.

Les arguments basés sur l'attraction d'une meilleure vie possible en Hongrie sont minoritaires. Deux personnes racontent leur espoir de connaître un meilleur destin en se rapatriant, à l'image d'un ouvrier né en 1929 rentré de Brienz en 1958 avec sa femme : « je préfère recommencer ma vie à zéro à la maison ».

Le cas d'un homme en dit long des situations désespérantes que les rapatrié·e·s cherchent à améliorer. Une fois le couple exilé, sa femme n'a cessé de lui reprocher d'avoir voulu quitter le pays. Le couple connaît en Suisse de nombreuses difficultés y compris relationnelles. En 1960, le mari fait sa demande à la Légation mais ne sera autorisé à rentrer avec sa femme qu'en 1962. « Je rentrais parce que je pensais qu'à la maison la paix familiale reviendrait » explique-t-il aux autorités⁵¹⁴. Sept personnes mentionnent qu'elles ont eu vent de l'amnistie et/ou que leurs proches les ont rassurés sur leur avenir en Hongrie si elles rentraient. Cet argument intervient principalement au cours de l'année 1957. Parmi ces personnes, seules deux mentionnent précisément la réception de lettres, dénoncée – nous l'avons relevé plus

⁵¹⁰ *Id.*

⁵¹¹ *Id.*

⁵¹² *Ibid.*, 54.

⁵¹³ *Id.*

⁵¹⁴ *Ibid.*, 50.

haut – par les observateurs suisses. Certaines confessent aussi s'être renseignées auprès d'ami·e·s en Hongrie pour savoir ce qui arrivaient aux dissident·e·s. Une majorité connaît d'ailleurs des personnes déjà rentrées. Lors de la question les invitant à donner des noms de dissident·e·s connus hors des frontières, beaucoup nomment des réfugié·e·s déjà rentré·e·s.

Dans cette catégorie, il convient de signaler un autre motif assez intéressant car il n'est généralement pas du tout pris en compte, ni dans les analyses contemporaines des rapatriements, d'un côté ou de l'autre du Rideau de fer, ni dans les interprétations plus tardives. Une quinzaine de personnes expliquent que, dès leur fuite en Occident, elles avaient l'intention de rentrer. En d'autres termes, elles n'avaient pas l'intention de *dissider*. Ces personnes décrivent leur fuite comme un concours de circonstance ou comme un projet à court terme.

D'autres au contraire expriment leur regret d'avoir quitté la Hongrie, regret intervenu quelques jours, mois ou années après leur fuite. Cet argument intervient surtout dans un contexte conjugal ou familial. Un homme rentré en 1957 dit avoir regretté d'être parti sans sa femme, qu'il voulait initialement quitter. Mais ce motif est rarement accompagné d'explications comme en témoignent les dires d'un homme âgé de 22 ans en 1956 qui conclut sans plus de détails : « j'ai regretté d'être parti »⁵¹⁵.

Le deuxième type de motifs – les arguments basés sur des problèmes rencontrés en Suisse ou à l'étranger – est dominant. Ce déséquilibre s'explique par le fait que les rapatrié·e·s avaient tout à gagner en décrivant leur dégoût de la vie de l'Ouest. Pour autant, nous distinguons deux types de discours : la stratégie délibérée de dénigrer l'Occident et la description détaillée de problèmes rencontrés durant l'exil. Pour le premier groupe, nous constatons que rares sont celles et ceux qui reprennent mot pour mot les arguments de la presse communiste. Trois personnes s'insurgent contre « le mauvais traitement » réservé aux réfugié·e·s, la manière « honteuse » dont les Hongrois·es seraient « traité·e·s », voire « exploité·e·s » en Occident⁵¹⁶. Un autre interrogé insiste sur le fait qu'il ne supporte pas le capitalisme et reprend un *leitmotiv* de la propagande : « je suis devenu communiste là-bas »⁵¹⁷. Outre ces poncifs classiques des discours de propagande autour du rapatriement, une deuxième stratégie souvent utilisée par les revenant·e·s consiste à se plaindre de la vie à l'étranger. Une trentaine de personnes avancent ce motif pour expliquer leur retour. « Je ne pouvais pas m'habituer/m'adapter à la vie là-bas » est sans conteste la locution la plus courante. Viennent ensuite des formules telles

⁵¹⁵ *Ibid.*, 48.

⁵¹⁶ *Ibid.*, 75.

⁵¹⁷ *Id.*

que « je me sentais étranger »⁵¹⁸, « on reste tout le temps vu comme des étrangers »⁵¹⁹, « je ne trouvais pas ma place en Occident »⁵²⁰ ou encore « nous détestions la vie à l'étranger »⁵²¹. Souvent, cette vie « de solitude »⁵²² est comparée à la vie en Hongrie. « J'ai vite compris que la vie n'était pas meilleure là-bas »⁵²³ se défend l'un des rapatriés. « Ce n'était pas si bien qu'à la maison »⁵²⁴ plaide un autre. Un réparateur automobile ayant laissé femme et enfants en Hongrie explique quant à lui : « c'est seulement à l'étranger qu'on sait vraiment ce qu'est la maison »⁵²⁵. Notons que cet argument du dégoût devient de plus en plus récurrent.

Ces formules semblent imprégnées de la propagande que les réfugié·e·s avaient eu tout le loisir d'entendre avant leur défection en 1956. En revanche, une certaine honnêteté transparaît dans le récit des détails concernant à la fois les manques et les problèmes concrets qu'ils et elles ont rencontrés en Suisse. C'est en ce sens que ces interrogatoires révèlent bel et bien des éléments de réponse concernant les motivations des rapatrié·e·s.

Concrètement, ils sont une vingtaine à décrire des déceptions d'ordre professionnel, matériel, sentimental aussi. Un jeune manœuvre placé dans une fabrique de liqueur à Bienne se plaint : « je n'étais pas satisfait des conditions de travail »⁵²⁶. Il n'est pas le seul à témoigner de conditions de travail trop dures et du caractère policier des fabriques suisses. Ainsi, une jeune mère, ouvrière de la fabrique de chaussures Bally à Schönenwerd, arrivée avec son mari en 1956 s'étend un peu plus longuement sur le sujet :

Le salaire couvre tout juste les besoins. Il n'y a pas de liberté de changer d'entreprise. Tout dépend du bon vouloir de l'employeur. Si quelqu'un ne travaille pas pendant deux semaines, la police est avertie. Nous sommes traités comme des personnes dangereuses.⁵²⁷

L'argument qui revient le plus fréquemment est la difficulté de joindre les deux bouts. Un polisseur raconte : « le salaire est tellement bas que je ne pouvais pas vivre convenablement »⁵²⁸, tout comme une mère célibataire qui se plaint des « conditions difficiles » et de ne pouvoir gagner assez pour entretenir sa fille⁵²⁹. Un mécanicien rentré en 1962 explique qu'il n'était pas possible d'entretenir sa famille avec un seul salaire⁵³⁰. Ils –

⁵¹⁸ *Ibid.*, 50.

⁵¹⁹ *Ibid.*, 54.

⁵²⁰ *Ibid.*, 50.

⁵²¹ *Ibid.*, 52.

⁵²² *Id.*

⁵²³ *Ibid.*, 75.

⁵²⁴ *Ibid.*, 54.

⁵²⁵ *Ibid.*, 75.

⁵²⁶ *Ibid.*, 48.

⁵²⁷ *Ibid.*, 52.

⁵²⁸ *Ibid.*, 48.

⁵²⁹ *Ibid.*, 52.

⁵³⁰ *Ibid.*, 50.

et surtout elles – sont quelques-unes à expliquer leur retour par des déboires conjugaux ou sentimentaux. Une femme ayant rejoint son mari en Suisse raconte son désespoir : non seulement il avait quitté le pays sans elle mais en plus, il était déjà avec une autre femme quand elle le rejoint⁵³¹.

Plusieurs personnes révèlent plus généralement le manque de perspectives professionnelles. Un homme, déserteur en 1956 argue qu'il « n'était pas content de [sa] place » et ne se « voyait aucun avenir en Suisse »⁵³². Sachant que cette personne a été internée en Suisse, nous pouvons relever l'absence dans notre échantillon de la mention de l'internement. Il est au demeurant possible que des expressions comme « je ne trouvais pas ma place », utilisée par ce même réfugié, désigne en termes sibyllins l'internement administratif.

De même, personne ne fait mention d'un phénomène répandu parmi les revenant·e·s : l'accumulation de dettes. Les rapatrié·e·s ont sans doute tendance à gommer ce genre de problèmes rencontrés en Suisse. Dans leur cas, le rapatriement représentait une sorte d'issue de secours. Ces occultations volontaires laissent penser que les rapatrié·e·s craignent de compromettre leur réputation auprès des fonctionnaires hongrois·e·s en révélant ce passé. Un autre thème absent est l'évolution de la situation en Hongrie. Dès 1961, la vie dans ce pays était devenue nettement plus supportable. Or, aucun·e rapatrié·e ne fait référence à cette évolution vers une forme de dégel. Selon nous, cette lacune montre que les ex-réfugié·e·s ont tendance à éluder le cadre politique dans lequel leur rapatriement s'inscrit.

Motif phare, le mal du pays est un argument qui a trait aussi bien à l'attraction de la Hongrie qu'à un certain mal être expérimenté à l'étranger, dans le cas de ce groupe, en Suisse. Ils et elles sont 27 à expliquer leur retour par cette nostalgie, à travers des phrases telles que « mon mal du pays était immense » ou « je me languissais de rentrer en Hongrie »⁵³³. Une quinzaine de réfugié·e·s mettent en avant le manque des proches pour expliquer leur retour. C'est particulièrement évident pour celles et ceux qui ont laissé leurs enfants en Hongrie. Mais cela peut aussi bien être une « chère mère »⁵³⁴ ou un père âgé et malade.

Si l'emploi récurrent des arguments du mal du pays et du manque des proches témoigne sans doute d'une réalité, il confirme également l'hypothèse que les rapatrié·e·s ont tendance à dépolitiser au maximum, tout autant leur exil que leur retour.

Il s'agit maintenant, au-delà des discours, de cerner mieux encore les motifs de rapatriement et de comprendre qui sont les personnes qui optent pour le retour dans la Hongrie de Kádár.

⁵³¹ *Ibid.*, 54.

⁵³² *Ibid.*, 50.

⁵³³ *Ibid.*, 48.

⁵³⁴ *Ibid.*, 51.

6.8 LES REVENANT·E·S

Leur profil

Le rapport statistique officiel hongrois KSH (resté secret jusqu'en 1991) détaillant la population des réfugié·e·s de 1956 est peu bavard sur le profil des rapatrié·e·s. Il porte d'ailleurs sur la seule période de l'amnistie, soit jusqu'en mai 1957 et sur les données de 11 447 personnes. Le rapport nous apprend que ce groupe est composé de 3/4 d'hommes et qu'il s'agit surtout de jeunes entre 15 et 24 ans (près de 40 %). Après l'Autriche, c'est la Belgique qui arrive au rang du pays le plus « quitté » jusqu'en mai 1957 (15% de revenant·e·s), suivie de la Hollande et de la Suisse (chacun environs 7%). La majorité de ceux dont la profession est connue exerce des métiers « physiques » (74 %) pour seulement 10 % de professions dites « intellectuelles »⁵³⁵.

Un second rapport secret du Ministère des Affaires étrangères – cette fois-ci qualitatif – réalisé par les autorités hongroises en 1961 donne quelques indications sur les motifs de retour des rapatrié·e·s dont on évalue le nombre à près de 40 000⁵³⁶. Principale raison du retour selon les observateurs : le mal du pays. Les difficultés quant à l'apprentissage de la langue du pays d'accueil et le manque de perspectives sont également cités. Dans de nombreux cas, estime-t-on, les revenant·e·s ont connu une grande déception quant au monde capitaliste. Le rapport s'inquiète de la diminution progressive du nombre de revenant·e·s alors que des mesures de clémence sont prises en leur faveur. On mentionne en premier lieu comme raison du non-retour l'effet de la propagande occidentale qui atteindrait beaucoup plus facilement les dissident·e·s que la propagande magyare. D'autant que, les autorités hongroises, reconnaît-on, n'étaient longtemps pas très favorables aux candidat·e·s au rapatriement pour des questions de sécurité intérieure. On relève en outre que des réfugié·e·s sont empêchés de rentrer surtout pour des raisons financières : ils ne peuvent se payer le voyage de retour. On en dit très peu sur celles et ceux qui optent pour le rapatriement.

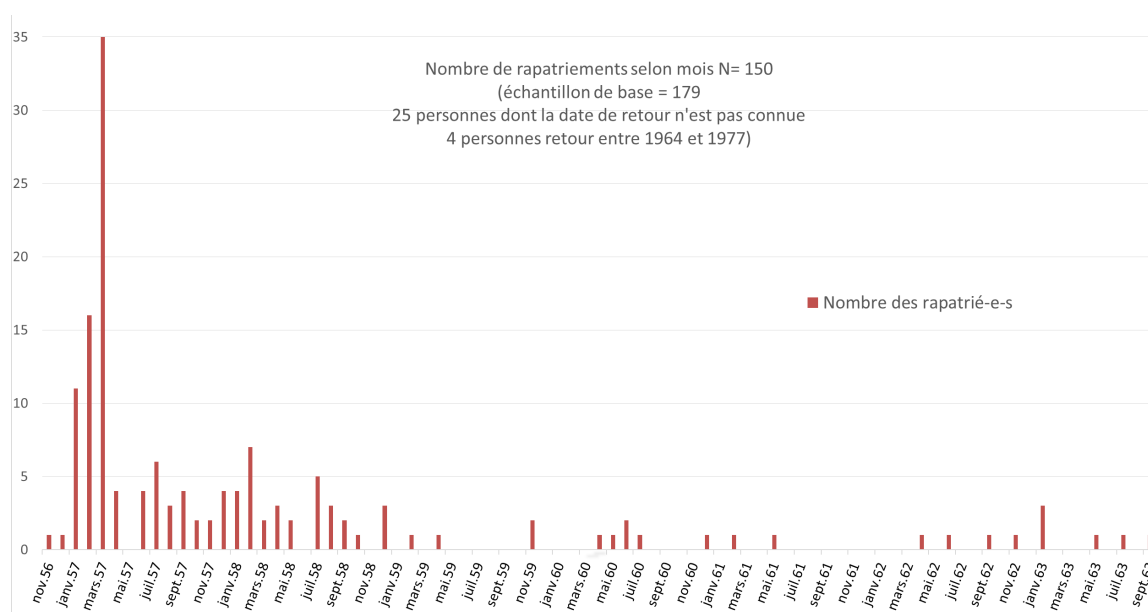
⁵³⁵ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 8. Az illegálisan külföldre távozottak hazatérése [8. Le rapatriement des personnes ayant illégalement rejoint l'étranger], *Regio* 4 (1991), pp. 198-199.

⁵³⁶ Présentation préparatoire à une séance plénière du MSZMP. Az 1961-ig Magyarországra visszatértek számát a magyar hatóságok kb. 40 ezerre teszik [les autorités hongroises évaluent le nombre de rapatriés vers la Hongrie jusqu'à 1961 à environ 40 milles], 15 juin 1961. MNLOL : M-KS 288. f. 5/232. ő. e.

Qui sont ces personnes ? Nous avons tâché de le savoir sur la base d'un échantillon de 1 000 cartes issues du fichier central de l' Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR)⁵³⁷.

Pour comprendre en quoi se différencient les « revenant·e·s » du groupe de base des « arrivant·e·s », il nous fallait prendre en compte les deux populations. Parmi ces 1 000 personnes – les arrivant·e·s donc – 179 sont des revenant·e·s : des personnes dont le retour en Hongrie a été consigné par les fonctionnaires de l'OCSAR⁵³⁸. Notre échantillon correspond dans les grandes lignes aux réalités proportionnelles des séjours, émigrations et retours des statistiques de l'OCSAR, ce qui confirme sa fiabilité (Annexe M1). Même si, de prime abord, le nombre de 179 personnes peut paraître restreint, il s'est avéré suffisant pour notre analyse car, au fil de la saisie, des tendances se sont rapidement dessinées et permettaient de dégager quelques caractéristiques concernant le profil des revenant·e·s.

Une tendance très claire concerne le moment de leur retour (Tab. 1). Comme King l'affirmait dans ces principes concernant la migration de retour⁵³⁹, nous pouvons remarquer ci-dessous que le gros des rapatriements compris dans notre échantillon a lieu peu après l'émigration.



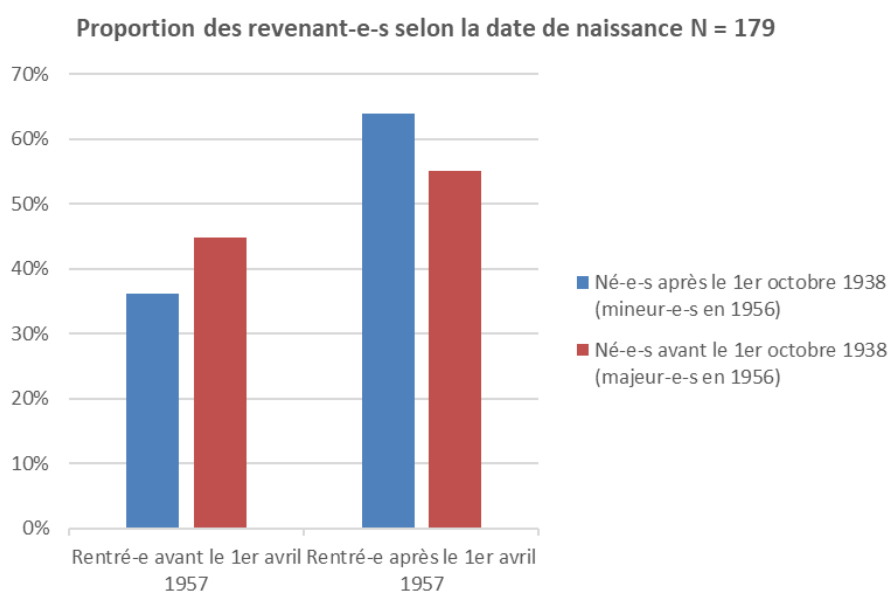
Tab. 1. Moment du retour. Source : schéma établi à partir de notre échantillon. Voir infra, Annexe M10.

⁵³⁷ Pour plus de détails concernant les fiches, on se rapportera à *supra*, introduction : III. Méthode et sources. AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek). Si une autre source n'est pas stipulée, Les statistiques ci-dessous proviennent d'un échantillon de 1000 cartes du fichier central des réfugié·e·s hongrois·es Sur ces 1000 cartes, 179 sont celles de rapatrié·e·s. Certaines statistiques ont été placées dans l'annexe M. si elles prenaient trop de place ou étaient moins pertinentes.

⁵³⁸ Les retours « tardifs » (années 1970 et 1980) ne sont souvent pas consignés. D'autres n'ont pas été formellement comptabilisés en tant que tel. Anita Buss a pu nous confirmer que souvent, « on ne savait pas que les gens rentraient » car ils ne s'annonçaient pas. Entretien avec Anita Buss, Berne, 9 mars 2017.

⁵³⁹ Russell King, « Generalizations from the History of Return Migration », in : Ghosh, *Return Migration: Journey of Hope or Despair?*, Genève : United Nations, 2000, pp. 7-56. Voir annexe B.3 : Les 14 points de King (Point 3).

D'après ce tableau, les trois amnisties semblent avoir une influence sur les retours, de même que le durcissement du régime au printemps 1958 qui s'était traduit par plusieurs condamnations et exécutions d'opposants à Kádár. Valable jusqu'à la fin mars 1957, la première amnistie joue un rôle considérable : nous observons en effet un net recul des rapatriements dès le 1^{er} avril. Il y a encore des retours après ce délai avant une nouvelle chute du nombre de rapatriements au printemps 1958. Anita Buss le relevait dans son rapport, les exécutions de meneurs de la Révolution en juin 1958 ne sont pas étrangères à ce changement. Puis, nous pouvons repérer quelques retours dès 1961 et surtout 1963, les deux autres moments d'amnisties émises par la République populaire hongroise envers les émigré·e·s. L'importance de l'évolution du contexte du pays d'origine, ainsi que des risques de sanctions au retour sont également mentionnés dans les principes des migrations de retour de King⁵⁴⁰. Les jeunes sont bien présents parmi les revenant·e·s puisque les personnes de 0 à 19 ans représentent 34% des rapatrié·e·s de notre échantillon et cela, malgré toutes les mesures d'encadrement que nous avons décrites plus haut (Annexe M16). Rappelons que les jeunes nés après le 1^{er} octobre 1938 ne subissent théoriquement pas de représailles à leur arrivée. Il nous a donc semblé utile de prendre en compte une variable supplémentaire pour vérifier si ce paramètre joue un rôle dans leur décision : le moment du retour. D'après le tableau ci-dessous (Tab. 2), il semble effectivement que les personnes nées après le 1^{er} octobre 1938 – c'est-à-dire théoriquement à l'abri de représailles même après l'amnistie d'avril 1957 – rentrent, dès ce moment-là, plus volontiers que les personnes ne bénéficiant pas de cette protection.



Tab. 2. Rapatriement des mineur-e-s confronté à celui des majeur-e s.

Source : schémas établis à partir de notre échantillon. Voir infra, Annexe M11.

⁵⁴⁰ *Id.* (Points 9, 11 et 12). Russell King parle plutôt de sanction « liées à la honte ou l'échec », nous parlons ici de sanctions (ou plutôt de craintes de sanctions) de la part des autorités envers les dissident·e·s.

Outre cette relative sécurité au retour, de nombreux autres facteurs peuvent pousser les jeunes à rentrer, même après avril 1957. Nous l'avons vu dans le cas d'István Borsodi, il existe pour cette catégorie de réfugié·e·s des moyens de négocier leur avenir avec les autorités hongroises et les risques à l'arrivée semblent sensiblement moins lourds que pour les adultes⁵⁴¹.

Nous avons pu déceler certaines déceptions propres à cette catégorie de la population, difficiles à quantifier, mais bien présentes dans les sources. Les dossiers individuels conservés dans des archives suisses montrent que beaucoup de jeunes étaient placés en apprentissages alors qu'ils exprimaient plutôt leur intérêt pour les études ou pour travailler en fabrique et ainsi envoyer rapidement de l'argent à leur famille. Leurs ambitions semblent souvent peu écoutées à l'image de cette jeune fille espérant devenir « capitaine ou pilote » placée comme apprentie coiffeuse⁵⁴².

Notre analyse a en outre montré que parmi nos 179 rapatrié·e·s mineur·e·s et adultes confondus, 129 sont des hommes (Annexe M2). Cette proportion correspond aux statistiques officielles hongroises des rapatrié·e·s pour le premier trimestre 1957 mais aussi à l'émigration de 1956 en général. Au début de notre analyse, nous avons supputé que les femmes, peut-être déçues des possibilités professionnelles, restreintes pour elles en Suisse, auraient tendance à prendre plus facilement le chemin du retour. Cela ne semble pas être le cas. En revanche, les femmes seules ont tendance à moins rester en Suisse que les hommes et préfèrent, non pas rentrer en Hongrie mais émigrer vers un second pays d'asile, de préférence au Canada, aux États-Unis ou en Australie (Annexe M3). Cela pourrait s'expliquer par le peu de débouchés professionnel existant pour elles en Suisse.

Nous avons aussi voulu vérifier un facteur pouvant favoriser les retours : le lieu d'origine des rapatrié·e·s. À partir des informations consignées par les employé·e·s de l'OCSAR, nous avons effectué deux codages, l'un définissant le type de lieu de naissance (capitale/province/autres), l'autre caractérisant le lieu de naissance en fonction de sa distance avec l'Autriche et la Yougoslavie, principales portes de sortie en 1956 (ouest de la Hongrie/Budapest et banlieue/autres).

Des études ont démontré que beaucoup de réfugié·e·s de 1956 étaient originaires de la Transdanubie, c'est-à-dire la partie occidentale de la Hongrie. Ces analyses relativisaient ainsi le caractère politique de cet exode, étant donné que les événements de 1956 n'ont pas vraiment touché la région. D'autant que ces zones jouxtent la frontière autrichienne et

⁵⁴¹ Entretien avec István Borsodi, Szeged, 28 décembre 2015.

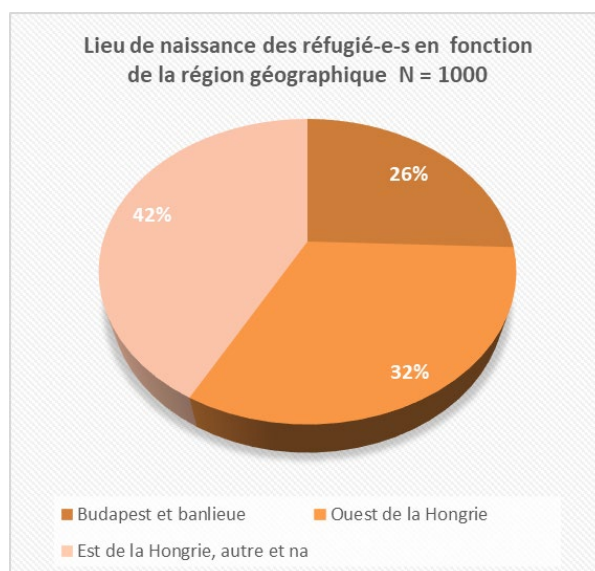
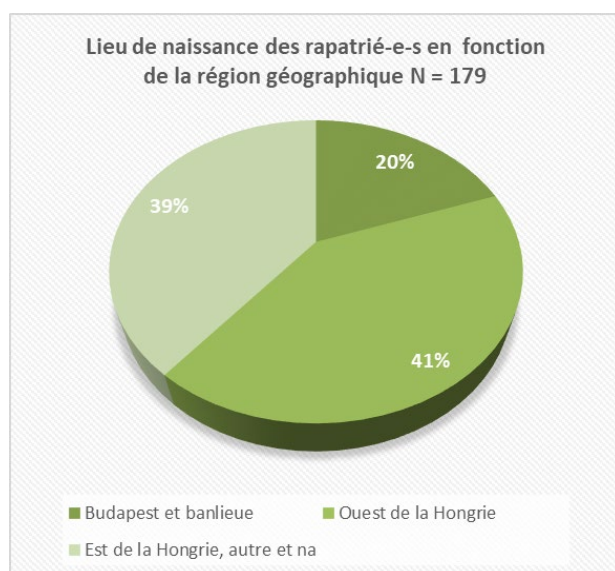
⁵⁴² Cas de E. (1941). Questionnaire de la Croix-Rouge, 26 février 1957, CH-BAR#J2.15-02#1979/92#120*.

représentent donc un cadre propice à l'émigration⁵⁴³. D'après nos calculs, environ 32% des réfugié·e·s en Suisse viennent de l'ouest de la Hongrie.

Qu'en est-il des revenant·e·s ?

Les rapatrié·e·s sont à 41% originaires de l'ouest hongrois⁵⁴⁴. Les hommes et les femmes originaires de Budapest sont moins représentés parmi les rapatrié·e·s que parmi les arrivant·e·s. En d'autres termes, les personnes originaires des zones ouest (proches des frontières autrichiennes et yougoslaves) auront donc plus tendance à rentrer au pays que les Budapestois·es et les personnes originaires de l'est hongrois (Tab. 3-1 et 3-3).

Au paramètre géographique, on peut ajouter le facteur de l'environnement d'origine (capitale/province) (Tab. 3-2 et 3-4). Là aussi, on constate des différences entre les réfugié·e·s en général et les revenant·e·s spécifiquement : l'origine provinciale est plus représentée chez les revenant·e·s.



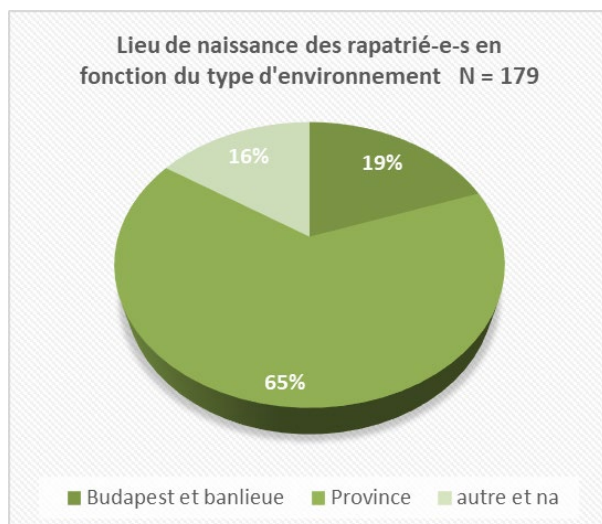
Tab. 3-1. Lieu de naissance des rapatrié·e·s :

Tab. 3-3. Lieu de naissance des réfugié·e·s

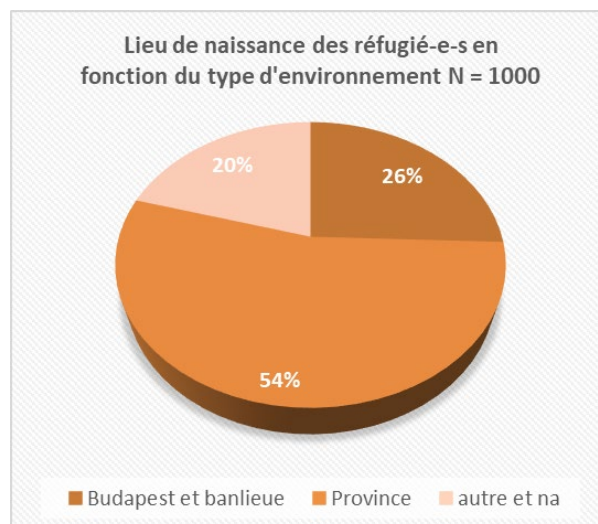
En fonction de la région géographique (proximité ou non avec la frontière). Source : schémas établis à partir de notre échantillon. Voir détail dans infra, Annexe M12.

⁵⁴³ Stéphane Dufoix, « La réfraction : 1956 en exil », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, op. cit., p. 110.

⁵⁴⁴ C'est-à-dire neuf comitats à l'ouest de Budapest : Győr-Moson-Sopron ; Vas ; Zala ; Somogy ; Veszprém ; Barany ; Tolna ; Fejér ; Komárom-Esztergom. Il s'agit des lieux de naissance et non de séjour.



Tab. 3-2. Lieu de naissance des rapatrié-e-s



Tab. 3-4. Lieu de naissance des réfugié-e-s

En fonction du type d'environnement (capitale ou province). Source : schémas établis à partir de notre échantillon. Voir détail dans infra, Annexe M12.

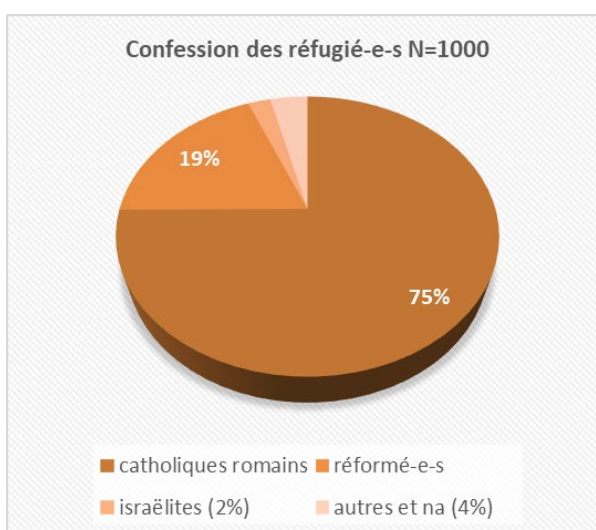
Cette disparité peut également s'expliquer par la différence des risques à l'arrivée.

Premièrement, celles et ceux qui habitent à quelques mètres ou kilomètres de la frontière autrichienne pourront à leur retour arguer qu'ils ont suivi la masse, un argument beaucoup moins soutenable si l'on vient de l'autre bout de la Hongrie. Il n'est par ailleurs pas exclu, comme le suppose certaines sources, que les personnes habitant les zones frontalières sont parties avec plus de désinvolture que les autres, quitte à regretter leur choix ensuite. Deuxièmement, un rapatriement passait sans doute plus inaperçu en province où les mailles du régime étaient moins resserrées que dans la capitale.

La confession des réfugié-e-s et des rapatrié-e-s a également été quantifiée (Tab. 4).



Tab. 4.1 Confession des rapatrié-e-s

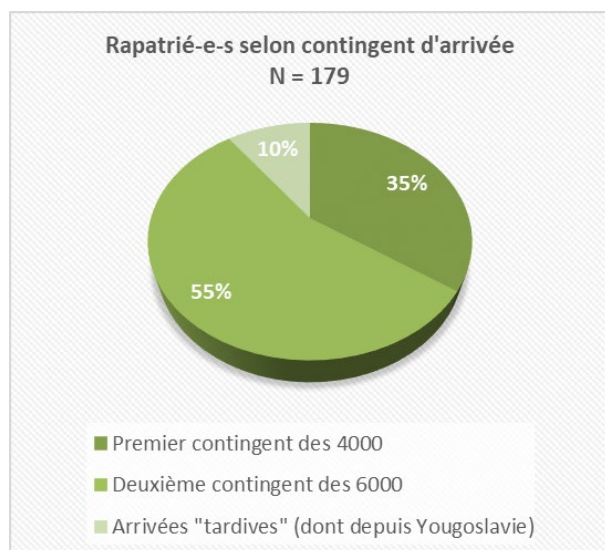


Tab. 4.2. Confession des réfugié-e-s

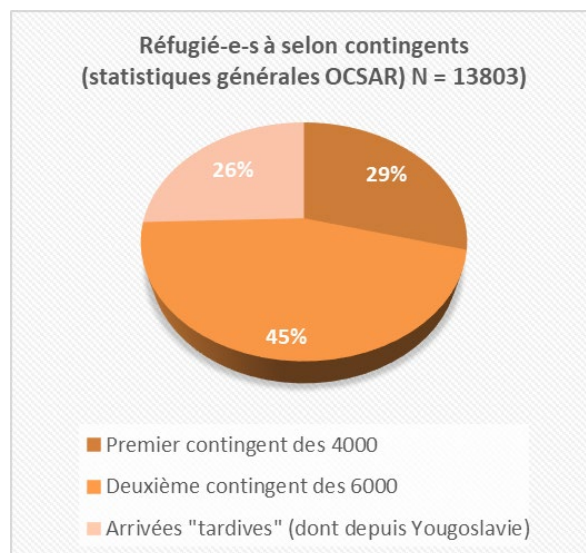
Source : schémas établis à partir de notre échantillon. Voir infra, Annexe M13.

Le résultat révèle la présence marquée des catholiques dans le groupe des rapatrié·e·s. Nous expliquons cette différence entre les deux groupes par le motif qui vient d'être explicité : les lieux d'origine des rapatrié·e·s. L'ouest hongrois et les zones rurales étant très majoritairement catholiques, il y aura tout naturellement plus de catholiques que de protestant·e·s ou juif·ve·s (qui habitent plutôt les villes) parmi les rapatrié·e·s.

Nous avons également jaugé de quel contingent (d'arrivée en Suisse) sont majoritairement issus les rapatrié·e·s. Les arrivées ont été codées en trois temps correspondant aux trois contingents de réfugié·e·s admis par la Suisse (les premiers 4000 appartenant au contingent ; les 6000 personnes accueillies dans un second temps dans les casernes ; les arrivées plus tardives, principalement de Yougoslavie).



Tab. 5.1 Rapatrié·e·s selon contingent d'arrivée



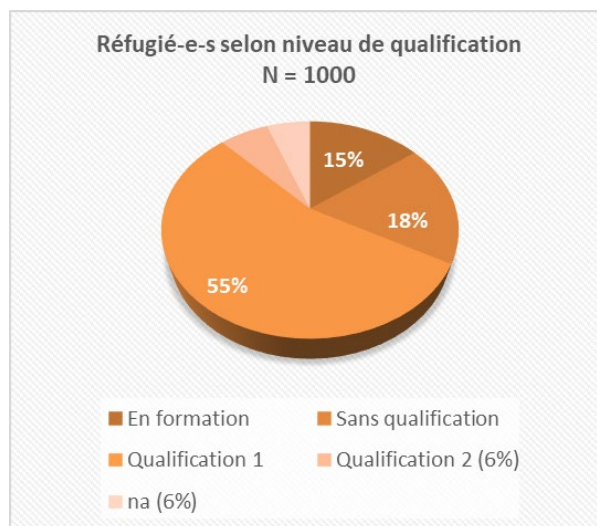
Tab. 5.2. Réfugié·e·s selon contingent d'arrivée.

Source : schémas établis à partir de notre échantillon (Tab. 5.1) et des statistiques de l'OCSAR au 30 juin 1962 (Tab. 5.2). Voir infra, Annexe M14.

Le décalage est évident concernant les retours des personnes qui sont arrivées tardivement, principalement de Yougoslavie. Elles semblent beaucoup moins enclines à rentrer (10,1% des rapatrié·e·s alors qu'elles représentent 25,5% des arrivant·e·s). Et pour cause. Ces personnes avaient effectué un chemin périlleux pour arriver en Suisse, parfois accompagné de longues attentes dans les camps yougoslaves. Il s'agissait souvent des réfugié·e·s les plus motivé·e·s à quitter la Hongrie, à l'image de la famille de l'une de nos témoins, Edit Király. Dans ce contexte, il paraît logique que le retour ne soit pas une option pour beaucoup d'entre eux.

Enfin, le rapport officiel hongrois KSH mentionne un taux élevé de personnes exerçant des métiers dits « physiques » parmi les rapatrié·e·s. Nous avons voulu vérifier ce postulat pour les revenant·e·s de Suisse, qui offrait aux ouvrier·e·s un salaire sensiblement plus élevé qu'en

Hongrie. La composition professionnelle de cette population a été détaillée à l'aide d'un codage. Les catégories de métiers ont été regroupés en trois degrés de qualification⁵⁴⁵ auxquels s'ajoutaient les enfants et les personnes en formation (Tab. 6). Nous avons pu constater que les métiers non qualifiés sont plus représentés parmi les revenant·e·s (24%) que parmi les arrivant·e·s (18%).



Tab. 6.1 Rapatrié·e·s selon niveau de qualification

Tab. 6.2 Réfugié·e·s selon niveau de qualification

Source : schémas établis à partir de notre échantillon. Voir infra, Annexe M15. Dans la même annexe, on trouvera le détail des métiers. Il met en évidence que les paysan·ne·s, les chauffeur·e·s, ainsi que les mineurs de fonds sont bien représenté·e·s parmi les rapatrié·e·s.

Une différence est également visible concernant les professions hautement qualifiées. Si ces ingénieur·e·s, médecins, juristes (etc.) représentent 6% des arrivant·e·s, ils ne représentent plus que 2% des rapatrié·e·s. Les raisons de ce décalage semblent assez évidentes : cette élite comprend un nombre considérable d'ennemi·e·s du régime n'ayant aucun intérêt à rentrer. Nous avons vu que ce type de profil est par ailleurs valorisé en Suisse et en quelques sortes privilégié via différents réseaux académiques ou privés.

Sur la base de nos différentes statistiques, un portrait-robot de la personne rapatriée se dégage. La plupart du temps, il s'agit d'un homme (70% des revenant·e·s) catholique (80%) arrivé seul en Suisse (38%) et rentré seul (39%), souvent originaire de l'ouest de la Hongrie (41%),

⁵⁴⁵ Sans qualification : manœuvres et ouvrier·e·s non qualifié·e·s ; métiers non qualifiés hors ouvrier·e·s et manœuvres (serveurs etc.) ; ménagères ; conducteur·trice·s, chauffeur·e·s.

Qualification 1 : métiers de l'enseignement (hors arts et sport), sciences humaines, éducation et journalisme ; artisans commerçants et métiers traditionnels ; ouvrier·e·s qualifié·e·s et professions techniques ; les soins ; second œuvre et bâtiment ; emplois de bureau et services publics ; mineurs ; fonctionnaires ; professions créatives et sportives ; les paysans, forestiers, jardiniers.

Qualification 2 : métiers hautement qualifiés dans les professions techniques ; professions médicales et sciences dures (non techniques) ; sciences humaines, droit, économie, finance.

la plupart du temps de province (47%) exerçant un métier qualifié ou non (78%) mais très rarement hautement qualifié. L'un de nos codages visait à rendre compte des configurations conjugales et familiales à l'arrivée et au retour. Il ne semble pas y avoir grandes différences à ce niveau-là entre les arrivant·e·s et les revenant·e·s. Le codage confirme la grande proportion d'hommes seuls parmi les revenant·e·s. Parmi les femmes rapatriées, elles sont 34% à être arrivées avec leur conjoint et 26% à avoir rejoint la Suisse seule. Là, encore cela ne diffère pas des réfugiées dans leur ensemble (Annexe M4).

Des raisons sociales plutôt que politiques

Dès le début de la saisie des données dans la base, un élément a retenu notre attention : assez fréquemment, des femmes et des hommes étaient signalés comme marié·e·s mais les données de leur conjoint·e n'apparaissaient nulle part et n'étaient pas signalé·e·s comme membres accompagnants. Nous en avons conclu que ces hommes et ces femmes étaient parti·e·s sans leur épouse ou leur époux. Soit en espérant le ou la quitter, soit en espérant le ou la faire venir en Occident, soit encore – et il s'agit d'une hypothèse qui n'est jamais mentionnée dans la littérature – en espérant partir *pour un temps* et revenir en Hongrie. Dans l'idée de voir « de l'autre côté » ou encore de gagner de l'argent et le ramener au pays. À notre connaissance, il ne semble pas que l'argent des rapatrié·e·s était confisqué à leur retour en Hongrie⁵⁴⁶. L'une de nos témoins, Josette Szabó, a attiré notre attention sur cette option, en expliquant que celui qui allait devenir son époux partait en Suisse dans l'idée de revenir en Hongrie après quelques temps. Elle dit au sujet de son mari et certains de ses compatriotes : « ils étaient très tristes parce qu'ils ont compris qu'ils [ne] pouvaient pas rentrer. La plupart, c'est après coup qu'ils ont su »⁵⁴⁷.

Nous avons tâché d'évaluer la récurrence des cas de figure où les personnes sont parties sans conjoint·e (Annexe M5). Dans notre échantillon, environ 10% des réfugié·e·s arrivé·e·s en Suisse avaient laissé un·e conjoint·e en Hongrie. Il s'agit surtout d'hommes ayant laissé leur épouse. Ce pourcentage doit être en réalité plus élevé : certaines personnes s'annonçaient célibataires à l'arrivée sans que ce soit forcément le cas⁵⁴⁸.

Or, parmi le groupe des revenant·e·s, ils et elles sont un peu plus de 20% à avoir laissé leur mari ou leur femme au pays. Cela signifie que les personnes ayant laissé leur conjoint·e en Hongrie auront plus tendance à rentrer. Nous envisageons trois cas de figure expliquant leur

⁵⁴⁶ First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, OSA : 300-40-1:258.

⁵⁴⁷ Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

⁵⁴⁸ Les statistiques hongroises montrent d'ailleurs qu'1/5^{ème} des femmes mariées parmi la vague de 1956 ont quitté le pays sans leur mari : Murber, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », *art. cit.*, p. 22.

retour : soit ces personnes regrettent d'avoir quitté leur famille, soit elles sont dans l'impossibilité de faire venir leur conjoint·e, soit encore, dès le départ, elles n'avaient pas *l'intention* de rester. Sur les fiches de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés, la mention : « souhaite travailler en Suisse puis rentrer en Hongrie » tend à valider cette hypothèse⁵⁴⁹. Dans la première partie de cette recherche, nous avons vu que beaucoup de personnes sont parties en raison de l'opportunité qui s'est présentée de voguer vers d'autres horizons ou de changer de vie. L'une de nos témoins, Emese Pósfay, relate l'existence de ce type de cas en Argentine, où elle s'était portée volontaire pour aider « des pauvres diables » dans l'exil. Elle explique : « il y avait pas mal d'hommes qui avaient quitté le pays en disant à leur femme qu'ils allaient « acheter des cigarettes » ». Certains, explique-elle, ont été « rattrapés par leur conscience », souvent très peu de temps après leur arrivée dans le « Monde libre »⁵⁵⁰. De tels regrets ou l'intention du retour avant même le départ peuvent sans doute expliquer les nombreux cas de séjours extrêmement courts en Occident. L'amnistie ne peut être le seul facteur expliquant des changements de projets si radicaux. Sinon, comment expliquer qu'un·e réfugié·e arrive en décembre et reparte en Hongrie début février, un cas de figure assez fréquent ? Cela laisse aussi penser que l'exil comme le retour est souvent tributaire de motifs liés à la situation personnelle, conjugale, familiale.

L'existence de motifs politiques peut bien sûr s'y ajouter mais en parcourant les fiches, nous avons eu le sentiment que, souvent, des situations douloureuses, voire des drames, sont à l'origine de l'exil... et du retour. Le rapatriement semble ainsi être la cause ou la conséquence d'une rupture. De nombreux couples arrivés en Occident, mariés ou annoncés comme tels, se disloquent durant l'exil. Il arrive que la femme soit enceinte au moment de l'arrivée ce qui laisse deviner un départ en lien avec cette grossesse (peut-être hors mariage ou désapprouvée par la famille, etc.). Constatant que ce phénomène apparaissait parfois, nous avons voulu savoir s'il pouvait être corrélé avec un rapatriement. Il semble effectivement (mais les chiffres très maigres ne nous permettent pas de l'affirmer avec certitude) que les femmes arrivées enceintes en Suisse ont plus tendance à rentrer ensuite en Hongrie (Annexe M6). Ce type d'exemples montre encore une fois l'importance des facteurs sociaux ou liés au vécu des individus dans les décisions de retour. Dans le cas des jeunes, il arrive qu'on mentionne « a fui avec une amie » ou avec « son fiancé ». Nous avons constaté l'arrivée de couples très jeunes ou encore des couples dont les conjoints n'étaient pas de la même confession. Dans la Hongrie communiste rurale, ces relations sont couramment désapprouvées par les parents.

⁵⁴⁹ AfZ-SFH : Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

⁵⁵⁰ Entretien avec Emese Pósfay, Genève, 7 novembre 2014.

La prépondérance de motifs « personnels et sociaux » plutôt que « politiques ou économiques »⁵⁵¹ dans les décisions de retour correspond à l'un des principes du géographe Russell King concernant les migrations de retour. Dans notre cas d'étude, il n'est pas rare que des réfugié·e·s hongrois·es optent pour le rapatriement volontaire en dehors de toute amnistie politique et sans grande perspective économique à leur retour.

La pluralité des situations et le manque d'informations sur les fiches nous empêchent de dégager des enjeux généraux. Chaque cas étant singulier, nous nous heurtons ici aux limites de ces sources qui ne donnent jamais de motif explicite de retour. Dans un seul cas, un fonctionnaire de l'OCSAR a noté « fort mal du pays ». Le peu de sources à disposition nous mène néanmoins à la conclusion que les retours politiques et médiatisés des personnalités rentrant en Hongrie représentent une infime minorité parmi les revenant·e·s. Le retour de la majorité s'apparente à un acte *politisé* plutôt que politique.

... et des déceptions ?

Dans son rapport pour le DFJP en 1958, Anita Buss relevait un phénomène qui touche certaines personnes et familles optant pour le retour en Hongrie : la difficulté de joindre les deux bouts⁵⁵². Cet élément revenait également souvent dans le discours des rapatrié·e·s face à la police magyare, une fois de retour. Nous envisageons cette difficulté dans un groupe de raisons que nous avons essayé de déceler dans les fiches de l'OCSAR : la *déception* de certain·e·s réfugiés après quelques semaines, mois ou années en Suisse. Ce sentiment peut naître face à l'apparition d'obstacles rencontrés par les réfugié·e·s dans leurs projet migratoire, professionnel, personnel. Ainsi, à ce stade de l'analyse, nous nous proposons d'ausculter ces obstacles potentiels rencontrés dans le pays d'accueil.

Tout d'abord, pour vérifier les dires de Buss, nous avons tâché de regrouper les personnes qui rentraient avec toute leur famille en Hongrie, une trentaine de personnes sur nos 179 revenant·e·s. Ce sont majoritairement des ménages au revenu probablement modeste où le chef de famille est par exemple manœuvre, chauffagiste, peintre en bâtiment, couturier, boucher, technicien, ou encore tisserand. Les femmes de ce groupe sont quant à elles notées comme étant ménagères, manœuvres, tisseuse, vendeuse. Ces familles ont été placées dans les grands bassins industriels suisses que sont par exemple Schönenwerd, Bienne ou Winterthur. Il y a souvent plus de trois enfants. Dans ce contexte, nul doute que la femme doit s'en

⁵⁵¹ King, « Generalizations from the History of Return Migration », *art. cit.*, voir Annexe B.3 : Les 14 points de King (Point 10).

⁵⁵² Anita Buss, Erfahrung mit ungarischen Rückwanderern in den letzten drei Monaten, 25 septembre 1958, CH-BAR#E2001E#1972/33#6808*.

occuper et ne peut travailler à l'extérieur. En 1957 les crèches en Suisse n'existent pas et une alternative en matière de garde est difficilement accessible à des familles étrangères isolées. Ce type de situation ressemble au portrait esquissé par Anita Buss et montre que la Hongrie, même sous la dictature, a pu représenter une alternative à une vie ne s'étant pas toujours avérée à la hauteur des espérances. Un reportage du *Schweizer Wochen Zeitung* – un hebdomadaire illustré zurichois très anticomuniste et axé sur les thèmes de société – donnait en février 1957 la parole à huit réfugié·e·s. Le *leitmotiv* de l'article : la Suisse serait ouverte aux critiques formulées par « nos hôtes ». Ce témoignage, certes fragmentaire, complète le tableau des problèmes des réfugié·e·s rencontrés en Suisse. Les auteurs de l'enquête ont posé une double question à des ouvrier·e·s hongrois·es : « Qu'est-ce qui vous plaît particulièrement en Suisse/Qu'est-ce qui vous déplaît ? »⁵⁵³. Les désagréments rencontrés en Suisse sont liés à la précarité des logements (des baraquas), la durée de travail plus longue qu'en Hongrie, la complexité du système et la cherté des assurances sociales ainsi que l'accès (difficile) aux soins. Deux autres personnes mentionnent la « fermeture » des Suisses et la difficulté de nouer des contacts. Peu décelables dans nos fiches, ces problèmes du quotidien peuvent représenter des facteurs de retour.

Un autre type de déception concerne le projet migratoire des réfugié·e·s que ce soit en terme de destination du voyage ou au niveau professionnel. Nous avons montré que, les Hongrois·es ne rêvent généralement pas de rester en Europe mais espèrent rejoindre les États-Unis, le Canada, l'Australie. Sans se baser sur des chiffres, l'enquête de RFE met d'ailleurs en évidence la corrélation entre l'aspiration déçue de ne pouvoir rejoindre l'Amérique et le choix du rapatriements⁵⁵⁴. Dans certaines de nos fiches, les souhaits d'émigration sont parfois mentionnés. D'autres espoirs sont également notés : « souhaite se former en Suisse » ; « souhaite travailler en fabrique » ; « aimerait étudier l'architecture », etc. Nous avons tâché de classer et quantifier ces souhaits pour comprendre si ces attentes non satisfaites peuvent avoir un impact sur les décisions de rentrer en Hongrie. Il semble que oui. Parmi le groupe de base de 1000 réfugié·e·s arrivé·e·s en Suisse, 90% n'expriment pas de souhaits particuliers (ou du moins, leur demande n'est pas consignée sur leur fiche). Parmi les revenant·e·s, ils sont plus nombreux à exprimer un espoir précis (Annexe M7). Sur les 1000 arrivé·e·s, ils sont 4% à notifier le désir d'émigrer outre-mer, contre 7% chez les revenant·e·s. Pour certain·e·s donc, le retour en Hongrie représente une alternative à l'émigration outre-mer, et surtout, une option en cas de non réalisation du projet migratoire.

⁵⁵³ Robert Höhn et Bruno Sulzer, « Ungarn sehen unser Land ! », *Schweizer Wochen Zeitung*, 21 février 1957.

⁵⁵⁴ First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, OSA : 300-40-1:258.

Nous avons également voulu savoir si les déceptions n'étaient pas aussi d'ordre professionnel. Russell King, dans ses principes concernant les migrations de retour, expliquait que les obstacles dans l'ascension professionnelle dans le pays d'accueil pouvaient favoriser le retour dans le pays d'origine⁵⁵⁵. Il est ici plus difficile d'avancer des hypothèses fiables.

Souvent, seule la profession apprise a été notifiée et la place de travail attribuée aux futur·e·s revenant·e·s n'a pas eu le temps d'être consignée. S'il y en a une, il est extrêmement difficile d'évaluer si elle correspond soit au domaine de spécialisation du réfugié, soit à ses aspirations. En d'autres termes, il n'est pas possible de savoir si la personne a connu une déception au niveau professionnel. Ainsi, nous ne pouvons ici avancer de conclusion par rapport à cette question n'ayant à disposition que des sources qualitatives déjà évoquées (interrogatoire ÁBTL, etc.). Nous avons aussi tâché d'évaluer si les femmes exerçant des métiers traditionnellement masculins ont tendance à rentrer en raison d'un éventuel déclassement professionnel ou parce qu'elles se sont rendues compte que leurs possibilités en terme de carrière sont plus restreintes en Suisse que dans la Hongrie communiste. C'était le cas de l'une de nos témoins, Mária Szőregi, mécanicienne et employée comme simple manœuvre une fois en Suisse⁵⁵⁶. Malgré un codage relativement précis, la supposée tendance des femmes exerçant un métier masculin à rentrer en Hongrie, parce que potentiellement déçue ne s'est pas vérifiée (Annexe M8). Là encore, nous nous heurtons au silence partiel des sources, peu bavardes sur la situation des réfugiées et particulièrement sur leurs qualifications. Ainsi, dans de nombreux cas, aucune profession n'était consignée. Il est possible que les fonctionnaires de l'OCSAR, peinant à s'imaginer une femme mécanicienne ou tourneuse, notait simplement « ouvrière » ou encore « ménagère » si elle avait des enfants.

Une autre de nos hypothèses n'a pu être étayée face au silence des sources. Nous avons déjà évoqué les liens entre les internements administratifs et les rapatriements. Même s'ils ne sont pas tous mentionnés dans les fiches, il est parfois possible de déceler des mesures d'internement dans la liste des lieux de séjour du ou de la réfugiée. Nous avons tenté de quantifier les personnes passées par des institutions comme des maisons d'éducation. Mais il semble que ces internements ne sont pas systématiquement consignés dans les fiches.

Un autre facteur potentiel de déception, cette fois ci plus étayable, est représenté par le lieu de placement des réfugié·e·s dans l'immédiat de leur arrivée, souvent dans des petites villes ou encore dans des villages. Certains témoins, comme Magdolna Horváth, avait attiré notre

⁵⁵⁵ Russell King, « Generalizations from the History of Return Migration », *art. cit.*, voir Annexe B.3 : Les 14 points de King (Point 12).

⁵⁵⁶ Entretien avec Mária Szőregi, Vernier, 10 juin 2015.

attention sur le désespoir qu'ont connu certain·e·s réfugié·e·s en découvrant leur nouveau lieu de vie⁵⁵⁷. Beaucoup ne voulaient pas habiter dans un village. En conséquence, nous avons effectué un codage prenant en compte le lieu de placement des réfugié·e·s. Nous avons évalué si leur point de chute est une ville (Zurich, Genève, Lausanne, Bâle, Lucerne, Berne, Saint Gall) ou non, et jaugeé si les personnes envoyées dans des zones rurales avaient plus tendance à rentrer, déçues du nouveau lieu de vie qui leur avait été attribué (Annexe M9). Cela semble être le cas. Dans notre échantillon, les réfugié·e·s sont près de 64% à avoir été placés dans des petites villes et à la campagne à leur arrivée en Suisse. Ce taux s'élève à près de 76% chez les personnes ayant ensuite décidé de rentrer en Hongrie. Il se peut donc qu'une ou des insatisfactions quant à leur lieu de placement joue un rôle dans le rapatriement.

En 1966, un article en trois volets de la *NZZ* portant sur l'assimilation des réfugiés hongrois mettait en évidence ce décalage : « dans nos villages, sous le *contrôle* attentif, parfois bienveillant, parfois critique *des voisins*, [les réfugiés hongrois] se sentaient mal à l'aise »⁵⁵⁸. Et la *NZZ* de désigner, comme si souvent, le communisme comme principal responsable des aprioris des réfugiés face à la paysannerie : « le communisme considère la paysannerie autosuffisante, traditionaliste comme un adversaire dangereux et entreprend tout, dans un état communiste, pour transformer les paysans indépendants en prolétaires dépendants »⁵⁵⁹. Le journal présentait un tableau quantifiant la tendance des réfugié·e·s hongrois·es à rejoindre les villes. Zurich accueillait 2 300 Hongrois en 1957 et pas moins de 3 970 en 1965. Les cantons ruraux comme Uri, Schwyz, Obwald et Nidwald avaient été par contre presque totalement désertés par les réfugié·e·s entre les mêmes dates.

Certain·e·s ont donc pris une décision plus radicale en renonçant à rester en Suisse, peut-être bridé·e·s dans leur mobilité, sans possibilité de changer d'employeur, de lieu de travail ou de rejoindre une ville.

⁵⁵⁷ Entretien avec Magdolna Horváth, Delémont, 22 juillet 2015.

⁵⁵⁸ *In unseren Dörfern unter der aufmerksamen, bald freundlichen, bald kritischen Kontrolle der Nachbarn fühlten sie sich unbehaglich.* « Die Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge in der Schweiz. Adaptation – Assimilation – Integration », *Neue Zürcher Zeitung*, 5 novembre 1966.

⁵⁵⁹ *Der Kommunismus betrachtet ein autarkes, traditionsbewusstes Bauerntum als gefährlichen Gegner und unternimmt alles, um die selbständigen Bauern in vom kommunistischen Staat abhängige Proletarier zu verwandeln. Id.*

6.9 « LE MAL DU PAYS A SES PROPRES LOIS QUI N'ONT RIEN À VOIR AVEC LA RAISON »

Impossible à jauger de manière quantitative, le mal du pays joue pourtant souvent un rôle dans le retour, comme nous l'avons montré au cours de cette recherche. Nous avons choisi de l'aborder, non comme phénomène sociologique, mais plutôt comme objet de discours. Des deux côtés du Rideau de fer, il est mobilisé pour diffuser différents messages.

En Suisse d'abord. En constatant que des Hongrois·es rentrent dans leur pays pourtant malmené par le régime de Kádár, un journaliste suisse conclut en 1957 : « Le mal du pays a ses propres lois qui n'ont rien à voir avec la raison »⁵⁶⁰. Le retour est vu comme un acte irraisonné, un peu fou. Dans son étude sur l'état psychiatrique des réfugiés hongrois, Emil Pintér rédige quelques pages sur les causes et les effets du mal du pays qu'il tente de quantifier. Relativement vieilles, ses théories esquissent le mal du pays comme un état de faiblesse. Il cite ainsi Karl Jaspers qui voit le mal du pays comme une « réaction typique » des individus « à la constitution faible, dégénérés »⁵⁶¹. Pintér conclut que les personnalités instables, sujettes à la dépression inclineront naturellement vers des crises de nostalgie. Dans les représentations de l'époque, si le rapatriement est souvent assimilé à la conséquence d'un échec, le mal du pays apparaît lui comme une faiblesse, cause de cet échec.

Mais le mal du pays est aussi vu en Suisse comme un outil de propagande. En 1964, après l'amnistie générale décrétée par le gouvernement Kádár, deux concerts sont organisés par la Légation hongroise à Genève et à l'Hôtel Bellevue de Berne dans le cadre d'une tournée de célèbres chanteuses et chanteurs d'opérette hongroise. La représentation diplomatique envoie des invitations aux Hongrois·es d'origine établi·es à Berne. L'Union des associations hongroises en Suisse s'insurge aussitôt de cette invitation et prescrit un boycott de ce concert à leurs membres. La presse suisse se fait le relais de cet appel et dénonce un essai par le régime communiste d'amadouer les réfugiés hongrois et de les toucher dans le plus émotionnel des registres : « celui de l'amour de la patrie »⁵⁶². Un fonctionnaire du Département politique, commentant les enjeux de l'événement, doit se rendre à l'évidence : il ne sera pas possible d'annuler les concerts.

⁵⁶⁰ *Das Heimweh hat seine eigenen Gesetze, die mit der Vernunft nichts zu tun haben.* « Ein Jahr Ungarnflüchtlinge », *Bünder Tagblatt*, 7 novembre 1957.

⁵⁶¹ Karl Jaspers, *Heimweh und Verbrechen*, Leipzig : Vogel, 1909, p. 35, cité in : Pintér, *Wohlstandsflüchtlinge*, *op. cit.*, p. 97. On retrouve cette idée également chez Zürni, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz*, *op. cit.*, p. 14.

⁵⁶² *Bei der Liebe zur alte Heimat.* « Ein verfängliches Konzert », *Der Bund*, 23 mars 1964.

D'un côté, il s'agit d'une vraie prestation artistique, d'un autre côté, les autorités hongroises ont de toute évidence le but d'inculquer le mal du pays aux Hongrois vivant en Suisse. L'action s'inscrit dans le cadre plus large de la distribution généreuse de visas entre la Hongrie et l'Ouest.⁵⁶³

Dans ce contexte, le mal du pays est perçu comme instrumentalisé par le régime communiste.

Quid du mal du pays vu depuis la Hongrie ? Le mal du pays associé au retour (possible ou impossible) est au cœur d'enjeux politico-culturels, jusqu'à aujourd'hui.

Dès l'exode de 1956, le régime Kádár joue sur la corde de cette émotion pour tenter de faire revenir les dissident·e·s. Au cours de l'été 1956, une version hongroise de la chanson de Dean Martin – un chanteur issu de l'émigration italienne aux USA – *Memories are made of this* est régulièrement émise sur les ondes de Radio Budapest. Connu sous le nom de *Honvág-dal* (la chanson du mal du pays), le morceau a été adapté par l'artiste juif István Gommermann et interprétée par sa compagne Ida Boross. Son refrain donne le ton : « Loin, si loin est ma patrie, ah si seulement je pouvais la revoir une fois »⁵⁶⁴. La chanson est notamment diffusée à la radio le 23 octobre, juste avant l'explosion de violence. Pendant que 200 000 Hongrois·es quittaient le pays, elle passe en moyenne 10 fois par jour sur les ondes et représente ainsi une sorte de pan culturel de l'amnistie... jusqu'à ce qu'Ida Boross et István Gommermann quittent eux-mêmes le pays pour Israël, puis les États-Unis. La chanson est alors rayée des programmes hongrois. Ironie du sort, elle est même récupérée par RFE comme hommage à l'Insurrection. D'une chanson décrivant la patrie perdue et qui devait pousser les Hongrois·es à retourner en terre communiste, elle devient le symbole patriotique d'un pays où l'on ne peut plus rentrer tant que les communistes le dominent⁵⁶⁵.

Le mal du pays est constamment mobilisé par la propagande des démocraties populaires pour amadouer les dissident·e·s : il représente une base avec laquelle peut composer le régime, non seulement pour faire revenir les dissident·e·s, mais aussi, dès les années 1960, pour créer du lien au-dessus du Rideau de fer.

⁵⁶³ *Einerseits handelt es sich um echte künstlerische Leistungen, anderseits verfolgen die ungarischen Behörden offensichtlich den Zweck, den Ungarn in der Schweiz das Heimweh beizubringen. Die Aktion gehört in den grösseren Rahmen der grosszügigeren Visaerteilung zwischen Ungarn und dem Westen.* Antonio Janner, Chef de section au Département politique, *Konzerte ungarischer Opernsänger in Genf und Bern: Besuchnotiz*, 28 février 1964, CH-BAR# E4280A#1998/296#774*. Le Ministère public (la police politique suisse) se charge de noter scrupuleusement le nom des auditeurs Hongrois·es présents à l'événement. La Division de police est informée par le Département politique de tous les détails du concert (nom des artistes, chants, etc.).

⁵⁶⁴ *Oly távol messze van hazám, Csak még egyszer láthatnám [...].* En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=z6DHhpv2ee4> (4.12.2018).

⁵⁶⁵ Ulrich Herbert, « Memories are made of Heimweh. Eine sentimentale journey durch das Jahr 1956 », in : Jerzy Kochanowski et Joachim von Puttkamer, *1956: (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie : Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 168-170.

6.10 DES RETOURS POLITISÉS

Nous avons montré, dans ces deux derniers chapitres qu'à la fin 1956, le gouvernement Kádár s'efforce de gagner un tant soit peu de crédibilité notamment via les décrets d'amnisties envers les fugitifs. Nous venons d'analyser comment ces mesures se répercutent dans le cas précis de la Suisse. La question du rapatriement est ainsi au cœur d'enjeux idéologiques et diplomatiques dans l'immédiat de 1956 et au-delà.

On ne peut imaginer de geste plus politisé que le rapatriement vers l'Est. Pour autant, les enjeux du retour s'inscrivent surtout dans deux sociétés, plutôt que dans deux modèles idéologiques dépeints par les journalistes de l'époque. Les rapatriements sont surtout le fait de personnes qui doivent « composer » avec les deux sociétés que le contexte géopolitique a séparées par des discours et des frontières physiques.

Un film récent résume bien l'imbrication des différentes échelles d'analyse dont nous avons tenu compte : le pays d'origine, le pays d'accueil et la situation personnelle. *A berni követ* [L'ambassadeur de Berne] thématise un fait historique : une fusillade dans l'ambassade hongroise à Berne en août 1958 provoquée par deux réfugiés hongrois de 1956⁵⁶⁶. La question du retour y apparaît en toile de fond principalement dans deux séquences du film.

La première met en scène József Marjai, l'ambassadeur hongrois à Berne en 1958. Particulièrement engagé dans la campagne en faveur des rapatriements, celui-ci explique à un interlocuteur étranger son combat :

This is a war. We are waging a war for the souls of the immigrants. We, a handful of us, with our modest devices to enlighten while Switzerland, with the power of politicians and industrialists is telling lies and provoking, using dirty tricks.⁵⁶⁷

À l'attaché qui lui demande combien d'« immigrants » sont retournés en Hongrie depuis la Suisse, Marjai répond : « A lot. 1 000, 1 200. And there'll be more. Because every Hungarian is important to us. We will fight for them one by one if need be ».

Dans une seconde scène se déroulant également avant l'attaque, un couple de réfugiés hongrois entre deux âges est assis face à un employé de la Légation qui examine leur demande de rapatriement. Le mari tient le *Népszabadság* à la main, journal officiel du Parti socialiste ouvrier hongrois. Le couple exprime son souhait de rentrer :

(La femme) - We left with all the others.

(l'homme) - When the borders were open.

(la femme) - We're homesick.

(l'homme) - They look down on us.

(la femme) - A Hungarian can only be a labourer or an alcoholic here.⁵⁶⁸

⁵⁶⁶ Attila Szász, *A berni követ*, Hongrie, 76 min., 2014. Voir sur le sujet : Bernhard Odehnal, « Politthriller in Bern », *Tages-Anzeiger*, 4 mars 2014.

⁵⁶⁷ Sous-titres anglais de *A berni követ*, min. 4:05 à 5:11.

⁵⁶⁸ Sous-titres anglais de *A berni követ*, min. 4:05 à 5:11 et 5:20 à 5:50.

Le fonctionnaire leur explique que « rien ne les empêche de rentrer » mais qu'une fois en Hongrie, ils seront arrêtés pour franchissement illégal de la frontière. Après leur avoir dit qu'ils risquent trois à six mois de prison, il leur demande s'ils veulent tout de même opter pour le rapatriement. Ils répondent par l'affirmative. Immédiatement après cette scène, les deux jeunes assaillants sonnent au portail de la Légation et se font passer pour des candidats au retour afin de pénétrer dans le bâtiment.

Ces dialogues sont marqués par la combinaison de la dimension idéologique des retours (importance symbolique des retours pour le diplomate) et les raisons très terre à terre du retour (conditions de la fuite en 1956 ; mal du pays ; malveillance des Suisses ; conditions rudes de l'exil). Loin de s'exclure, les deux questions se conjuguent, notamment dans les stratégies du couple. S'ils mettent en avant des raisons sociales, l'homme montre de quel bord politique il est en arborant le *Népszabadság*, le journal du Parti.

Abordée au cours de ce chapitre, la question des appels au retour par des proches des réfugié·e·s est assez symptomatique de cette imbrication d'enjeux idéologiques et sociaux. Certains parents appellent effectivement leurs proches au retour, comme nous avons pu l'observer dans le cas des jeunes. Ces appels sont constamment dénoncés et considérés comme ceux du régime par les observateurs suisses. On les mobilise souvent pour expliquer les rapatriements. Mais ils ne semblent pas jouer un grand rôle dans les retours. Une fois en Hongrie, au cours des interrogatoires menés par la police, certaines personnes mentionnent aussi le besoin de s'occuper d'enfants ou parents âgés restés en Hongrie sans que ceux-ci ne les appellent forcément au retour.

Cette conjugaison récurrente perturbe d'ailleurs l'analyse des motivations de retour. Chaque personne a conscience de l'environnement politisé dans lequel elle évolue mais, la plupart du temps, l'élude pour ne pas éveiller les soupçons. Plus rarement, la personne utilise le contexte pour améliorer sa situation, par exemple quand elle clame son aversion du capitalisme.

La Guerre froide oppose non seulement des conceptions politiques, mais aussi et surtout des modes de vie. Les réfugié·e·s comme les revenant·e·s ont eu l'occasion de comparer ces modes de vie et leurs discours se font le reflet de cette confrontation. Mais la réalité est bien plus complexe que ces simples dimensions. 1001 paramètres individuels et sociétaux s'y ajoutent et touchent aux attentes et aux déceptions des réfugié·e·s à leur arrivée ou plus tard dans leur exil.

CONCLUSION

Au moment de clore cette recherche, attardons-nous un instant sur Jean et Sandor les personnages du roman d'Agota Kristof, évoqués en introduction. Lorsque Sandor demande à Jean pourquoi il ne rentre pas en Hongrie, celui-ci répond : « Je ne peux pas. Tout le village se moquerait de moi. J'ai promis la fortune à tous ». Il invoque également le devoir qu'il a de continuer à envoyer de l'argent à sa famille restée là-bas, quand bien même sa femme l'a quitté pour un autre. Même si le roman ne dit pas si Jean finira par rentrer, il y a dans son récit un éventail de *raisons* de rentrer (sollicitations et manque des proches, chômage) mais aussi des *obstacles* au retour (peur du regard des compatriotes resté·e·s au pays, volonté d'envoyer de l'argent à sa famille). Ces paramètres sont à l'origine de dilemmes auxquels sont confrontés plus d'un·e migrant·e. Ils sont au cœur de notre recherche.

Les résultats de cette étude peuvent être répartis en trois volets : les réfugié·e·s de la Guerre froide ; les discours sur le rapatriement ; les raisons du rapatriement. Nous relèverons certaines limites de notre analyse et proposerons des pistes de recherches futures.

RÉFUGIÉ·E·S DE LA GUERRE FROIDE

Tout d'abord, cette étude a reconstitué les facteurs menant aux événements de 1956 et mis en évidence les raisons qui ont décidé quelque 200 000 personnes à quitter l'environnement dans lequel ils et elles vivaient jusque-là. Le spectre de leurs motivations est extrêmement large et cet exil s'accompagne souvent du désir de retour, que la situation du pays change drastiquement (comme ce sera le cas en 1989) ou non.

De l'autre côté du Rideau de fer, dès leur arrivée en Autriche, ces personnes sont vues comme des transfuges ayant fait un pas définitif vers le Bloc occidental. Passées dans le « Monde libre », elles sont choyées par les organisations d'aide aux réfugiés, les autorités et la société civile. Nous avons mis en évidence à quel point, en 1956, l'Europe de l'Ouest fait preuve de cohésion en matière de politique d'asile. Le consensus pour accueillir les réfugié·e·s, voire, pour empêcher leur retour vers l'Est est tel qu'il permet des financements considérables en vue de leur intégration, qui se veut durable.

Mais nous avons montré que l'enthousiasme, lié à la forte médiatisation du soulèvement de 1956 et à la sympathie quasi unanime pour ses représentant·e·s s'essouffle vite. Cet accueil est forgé de bonne volonté, de compassion, mais aussi de condescendance, de paternalisme, parfois, de mépris et de beaucoup de malentendus. Le malentendu principal porte sur les attentes. Attentes des réfugié·e·s sur leur avenir et attentes des personnes aidantes vis-à-vis

des réfugié·e·s. Ces enjeux sont rarement pris en considération dans les recherches existantes sur la vague de 1956. L'un des hiatus les plus marquants est sans doute l'aspiration d'une majorité de réfugié·e·s à émigrer outre Atlantique. Un souhait souvent mal compris, particulièrement en Suisse. En plein boom économique, le pays n'est, au contraire de ses voisins, pas en reconstruction. Dans ce contexte, les autorités tout comme la société civile ont du mal à envisager que des personnes « échappées de l'enfer » ne souhaitent pas rester dans leur « paradis ».

Certaines inégalités concrètes ont été dévoilées. Certes ces réfugié·e·s de la Guerre froide sont généralement bien traité·e·s par les autorités autrichiennes, suisses et dans le monde occidental en général. Mais au cours de leur insertion rapide, voire précipitée, sur le marché du travail, il y a des « gagnants » et des « perdants » qui s'efforcent d'améliorer leur situation. En premier lieu, il vaut mieux être un homme avec une formation technique parlant une langue nationale qu'une femme (qualifiée ou non) si on veut être placé dans de bonnes conditions.

Ensuite, nous avons montré que celles et ceux qui ne se plient pas aux normes peuvent le payer très cher. Plusieurs centaines de réfugié·e·s hongrois·es ont été interné·e·s sans jugement pénal parce qu'ils et elles refusaient de travailler à certaines conditions, que leur comportement était jugé inadéquat ou encore parce qu'ils et elles s'écartaient des mœurs en vigueur de la société extrêmement conservatrice de la Suisse des années 1950.

Les discours dans les médias helvétiques sur la vague de 1956 appellent les Suisses à la patience à l'indulgence envers les Hongrois·es tout en donnant une image globalement positive du comportement des réfugié·e·s. Ces discours d'apaisement sont en partie dictés par les autorités, œuvres caritatives et exilé·e·s hongrois·es d'avant 1956 qui avaient à cœur de diffuser une bonne image des nouveaux arrivants.

Étrange époque que la Guerre froide où les réfugié·e·s fuyant le communisme sont encensé·e·s dans les médias pour leur comportement exemplaire, mais où les « éléments indésirables » de cette diaspora sont stigmatisés sans ambages dans des sources confidentielles telles que rapports, protocoles de réunions des organisations d'aide aux réfugiés, etc. L'enfermement de ces personnes dans différents établissements vise, entre autres, à les soustraire à la société. Une étude plus vaste sur ces internements « en vertu des prescriptions sur la police des étrangers » serait nécessaire. Récemment, le Conseil fédéral a mandaté une commission d'expert·e·s pour faire la lumière sur l'internement administratif de citoyen·ne·s suisses. Un Programme national de recherche s'emploie actuellement à étudier les mesures coercitives à

des fins d'assistance d'hier et d'aujourd'hui. Or, les mesures analogues touchant les réfugié·e·s ne sont pour l'heure pas abordées dans ce vaste travail de mémoire¹.

Cette occultation est peut-être due en partie à l'idéalisation des réfugié·e·s de la Guerre froide menant à la figure de l'« exilé modèle », évoquée dans notre introduction.

Dans les deux premières parties de notre recherche, nous avons montré que ce « mythe des réfugiés hongrois » s'est construit en fonction du contexte. Un documentaire de la télévision alémanique datant de 1976 nommé *Sobotich, Szöllösy, Antos : geboren in Ungarn...*² présentait trois portraits d'anciens réfugiés hongrois aux téléspectateurs et téléspectatrices. Le premier – Sobotich – a tout de l'« exilé modèle » : s'exprimant en dialecte suisse-allemand, sportif, il a ouvert avec succès son propre garage et vit paisiblement dans un pavillon de la banlieue zurichoise avec sa femme suisse et ses deux enfants, sans s'intéresser le moins du monde à ce pays qu'il a quasiment oublié : la Hongrie. Le parcours du deuxième réfugié interviewé – Szöllösy – est plus nuancé. Il a connu de nombreuses difficultés surtout d'ordre professionnel, refuse de payer des impôts jugés exorbitants et envisage même de rentrer en Hongrie. Le troisième réfugié – Antos – est présenté comme un doux rêveur ou, c'est selon, un mouton noir : il travaille de manière épisodique, est resté longtemps sans emploi de son propre gré. Il pense rentrer en Hongrie. Sans détailler les polémiques que ce documentaire a suscitées³, l'effort des réalisateurs est assez remarquable : certes caricaturaux, ces portraits avaient au moins l'avantage de révéler l'hétérogénéité de la diaspora des réfugié·e·s hongrois·es en Suisse.

Cette vision pleine de nuances des années 1970, a été, à force de commémorations, simplifiée par les médias et la Suisse officielle au-delà de 1989. Fluctuante, nous avons constaté que l'image de ces réfugié·e·s de la Guerre froide s'éloigne bien souvent des réalités sociales, que ce soit dans l'immédiat de 1956, lorsque les réfugié·e·s sont présenté·e·s en héros ; ou en 2016, lors du sixième anniversaire de 1956 – où ils s'apparentent à des migrant·e·s à la culture supposée « proches de la nôtre » qui se seraient parfaitement intégré·e·s. Comme si le premier portrait, celui de *Sobotich* avait écrasé les autres.

Dans ce contexte, une figure contredisant ce modèle n'a pas vraiment sa place : les réfugié·e·s rapatrié·e·s vers l'Est, ou, comme nous avons choisi de les appeler, les « revenant·e·s ».

¹ PNR 76 « Assistance et coercition – passé, présent et avenir ». Pour les résultats des recherches de la Commission indépendante d'experts (CIE) internements administratifs : <https://www.uek-administrative-versorgungen.ch/page-daccueil>.

² Mátyás Gödrös, Erich Liebi, André Piccard, « Sobotich, Szöllösy, Antos : geboren in Ungarn... », Schweizer Fernsehen DRS, 18 octobre 1976.

³ Sur le sujet : David Tréfás, « Der Zugang der ungarischen Diaspora zur Schweizer Öffentlichkeit von den 1930er bis 1970er Jahren », in : Matthieu Gillibert et Tiphaine Robert (éds.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide*, *Itinera*, n°42/2017, pp. 115-132.

Discours sur le retour

La troisième partie de cette recherche s'employait à éclairer le rapatriement de réfugié·e·s de la vague de 1956 : un phénomène jusque-là ignoré par la recherche. Il s'agissait en premier lieu de cerner les discours que suscite ce phénomène. Aussi bien l'émigration, l'immigration que le retour sont sujets à des analyses contemporaines des deux côtés du Rideau de fer.

Du côté hongrois, on observe différentes attitudes face aux réfugié·e·s, dont l'image de traîtres domine les analyses de l'immédiat après 1956. Les commentaires issus de la Hongrie et de la sphère communiste se veulent en revanche bienveillants envers les rapatrié·e·s, ces compatriotes qui ont été dans l'erreur pour un temps seulement. D'autant qu'ils avaient l'avantage de délivrer un message que la presse et les autorités communistes allaient largement exploiter : l'Occident ne serait pas le paradis imaginé.

Dans le camp occidental, les réfugié·e·s sont d'abord perçu·e·s comme des héros car assimilé·e·s aux « combattants de la Liberté » ayant osé s'attaquer aux chars soviétiques. Dans un second temps, les journaux occidentaux, bien souvent de concert avec les autorités chargées de l'accueil, donnent généralement une image positive des réfugié·e·s. Et cela, face à des critiques émanant de l'opinion concernant le comportement de réfugié·e·s. Le rapatriement d'une partie des Hongrois·es de 1956 n'est que peu commenté. Les rares analyses livrées en disent plus sur le poids de la Guerre froide que sur les motifs réels des candidat·e·s au rapatriement. Il arrive que les observateurs les plus anticomunistes mentionnent ces retours pour appeler le lectorat à ne pas se démobiliser dans l'accueil des exilés. Un commentaire de Bernard Béguin dans le *Journal de Genève* résume cette idée :

Tout réfugié qui préfère le rapatriement en pays totalitaire à l'accueil du monde libre est une défaite comptabilisée en lettres de feu, et il ne faut plus se dissimuler que la liste s'allonge [...] de ceux qui ont cédé à la nostalgie de leur ancien foyer, parce que nous n'avons pas su leur en donner un nouveau.⁴

Dans ce contexte, le retour est perçu tantôt comme le résultat d'un échec dont les sociétés occidentales seraient responsables – *on n'a pas su assez bien accueillir ces personnes* ; tantôt comme un revers dont les réfugié·e·s sont les seuls responsables. Ils seraient passés à côté d'une énorme opportunité. C'est par exemple le message d'un reportage du journal *Die Woche* qui explique en substance que *le paradis se mérite* et que ceux qui rentrent ne sont pas la hauteur : des moutons noirs ou des faibles en somme⁵. Il est en revanche très rare que les journalistes remettent en question la société suisse ou s'efforcent vraiment de comprendre ce qui a pu décevoir ces personnes. Par exemple, les conditions de travail effectivement très dures au sein des fabriques suisses des années 1950 et le peu de protection syndicale dont

⁴ Bernard Béguin, « Perdrons-nous la bataille de Hong-Kong ? », *Journal de Genève*, 11 octobre 1957.

⁵ Voir chapitre 6 et Annexe L. Reportage de *Die Woche*.

jouissent les ouvrier·e·s de cette époque. Cette critique de la société occidentale est seulement l'apanage de l'extrême gauche qui s'échine à en dénoncer les dysfonctionnements.

Dans le cas de 1956 et des réfugié·e·s hongrois·es, à l'Ouest comme à l'Est, on cherche à faire ressortir un message de ces migrations à contre-sens. Mais y en a-t-il vraiment un ?

Côté Ouest, ils représentent un affront idéologique relativement tabou et, si on en parle, c'est un moyen de dénoncer les pratiques des régimes communistes comme l'appel au retour. Les autorités et les responsables de l'accueil considèrent généralement avec étonnement celles et ceux qui veulent rentrer dans leur pays. Côté Est, certes les retours sont valorisés mais l'instrumentalisation de ces migrations côtoie la méfiance. Cette suspicion des deux côtés du Rideau de fer est décrite dans un roman allemand des années 1980, où un *Sauteur de mur* passe d'un côté de l'autre du mur de Berlin sans motif concret :

Là-haut Kabe resta un moment sous les projecteurs braqués par les patrouilles de l'Ouest, aussitôt accourues, il demeura sourd aux appels des agents de qui tentaient in extremis de de lui faire comprendre où était l'Est et où était l'Ouest, puis, il sauta du côté Est. Dans l'autre État allemand, la police arrêta Kabe pour violation de frontière. Pendant les heures d'interrogatoire qu'il dût subir, Kabe ne trahit aucune intention politique précise, ni même la claire volonté d'un séjour définitif. Quand on demanda qui l'avait envoyé, il répondit qu'il était venu de sa propre initiative et qu'il avait seulement voulu aller de l'autre côté. [...] Ses interrogateurs ne purent expliquer cette étrange inversion dans l'orientation du saut, que par une éventuelle araignée logée sous le crâne de de Kabe. Ils le menèrent à la clinique psychiatrique de Buch. [...] Dans les feuilles publiées à l'Est, on hésitait entre les qualificatifs de « provocateur » ou de « chômeur au désespoir » ; un magazine de l'Ouest tâchait d'évaluer la somme que les services secrets de l'Est avaient pu verser à Kabe.⁶

Nous croyons que cette absence d'idéologie est justement une clé d'analyse des rapatriements. Nos recherches ont porté principalement sur la presse suisse et hongroise. Or, il serait pertinent de comparer les lignes rhétoriques au sein du Bloc de l'Est et, peut-être, à différences phases. Elles forgent cette Guerre froide culturelle dont l'étude est souvent dans l'ombre de l'histoire géopolitique. Ces discours sont accompagnés de politiques censées favoriser les rapatriements. Nous n'avons qu'esquissé les enjeux de l'appel au retour diffusé par le Bloc de l'Est : l'histoire de ces différentes politiques est encore à faire. Il s'agit d'autant d'« espaces perméables entre les deux blocs » évoqués en introduction. Certes les revenant·e·s demeurent une minorité mais en bousculant ainsi le logiciel Guerre froide, ils invitent à interroger les sociétés Est et Ouest dans toute leur complexité.

Dans le cas de notre objet de recherche, le poids de l'idéologie sur les pays d'émigration et d'accueil est tel que non seulement les politiques d'asile se construisent largement en fonction de ce contexte, mais également, les politiques de retour. Pendant la Guerre froide, ce sont essentiellement l'Union soviétique et les démocraties populaires qui entreprennent des politiques d'appel au retour, alors que les autorités des pays d'accueil du « Monde libre »

⁶ Traduction : Nicole Casanova. Peter Schneider, *Le sauteur de mur*, Paris : B. Grasset, 1983, pp. 44-45.

s'efforcent, généralement, de freiner les retours vers l'Est, vus avec méfiance et comme autant de petites défaites idéologiques. Or, aujourd'hui, ce sont principalement les pays d'immigration qui appliquent des mesures visant à favoriser le retour des immigré·e·s, des débouté·e·s, voire des réfugié·e·s. Certes l'article 33 de la Convention de Genève interdit le refoulement des réfugié·e·s qui en ont obtenu le statut⁷. Mais les expulsions et les retours forcés, avec des conséquences souvent dramatiques, sont aujourd'hui massivement pratiqués envers celles et ceux qui n'obtiennent pas l'asile, notamment depuis la Suisse⁸.

Pendant la Guerre froide, des deux côtés du Rideau de fer, ce sont des questions aussi bien idéologiques qu'économiques qui dictent les dynamiques de ces politiques migratoires. Et comme aujourd'hui, l'accueil ou le non accueil, l'absence ou la présence des politiques de retour des réfugié·e·s dépendent essentiellement des intérêts des États, qu'ils soient liés à l'économie, à l'image du pays d'accueil, à la propagande.

POURQUOI RENTRER ? POURQUOI NE PAS RENTRER ?

Notre recherche avait comme objectif principal de comprendre les raisons des rapatriements. Comme au moment de l'émigration, les facteurs de décision peuvent s'additionner. Dans notre analyse, nous avons classé ces facteurs en trois groupes : les raisons liées au pays d'origine ou à l'environnement quitté ; les raisons liées aux conditions ou aux raisons de la fuite ; les raisons liées au pays d'accueil ou plus généralement à l'environnement d'arrivée.

Le premier groupe désignant les raisons liées au pays d'origine est une forme de *pull* inversé : l'attrance de la Hongrie. Certain·e·s ont cru à l'amnistie et aux promesses de pardon du régime Kádár ou ont simplement confiance. Plus qu'une confiance en leur pays d'origine, il s'agit plutôt d'une confiance en eux. Si elle est toujours présente, la question des risques au retour semble parfois être négligée par les réfugié·e·s. Ils croient en la possibilité de négocier avec les autorités. Cette confiance est visible dans l'enquête du magazine *Die Woche* qui rapporte les propos d'un des revenant·e·s : « Je leur raconterai que j'ai toujours été un fidèle communiste »⁹. C'est aussi la conclusion d'Anita Buss, la collaboratrice du Département de justice et police suisse en 1958¹⁰. Nous avons constaté que le contexte politique – qui se tend

⁷ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951, art. 33 : Défense d'expulsion et de refoulement.

⁸ « Rapport 2017/18 d'Amnesty International », <<https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2018/02/annual-report-201718/>> (20.12.2018).

⁹ *Ich werde ihnen erzählen, dass ich immer ein treuer Kommunist war*. Annexe L. Reportage de *Die Woche*, « Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », *Die Woche*, 11 février 1957.

¹⁰ Celle-ci explique que les candidats au retour : « bagatelisent leur retour »: Erfahrung mit ungarischen Rückwanderern in den letzten drei Monaten, 25 septembre 1958, CH-BAR# E2001E#1972/33#6808*.

en 1958 et se détend dès 1961 – a une influence sur le fléchissement ou l’augmentation des retours. Les réfugié·e·s se tiennent informé·e·s d’une part par la presse mais surtout par les parents et ami·e·s restés au pays. Nous avons expliqué comment les efforts du gouvernement hongrois pour faire revenir au moins certains réfugié·e·s est contrebalancée par le zèle suisse à les renseigner des dangers qui les guetteraient si d’aventure ils rentraient. Mais l’étude du vécu des personnes une fois rentrées en Hongrie est malheureusement demeurée fragmentaire. Nous avons pu souligner le caractère aléatoire du traitement auquel les revenant·e·s sont soumis·e·s. Des recherches plus conséquentes sur le devenir de ces personnes seraient nécessaires. Cette enquête pourrait s’étendre au-delà de la Hongrie et également au-delà de l’année 1963, qui dans le cas de ce pays, correspond à un dégel durable. Les chronologies sont différentes pour chaque démocratie populaire et nous n’avons pas pu proposer d’analyses comparatives du destin des rapatrié·e·s. Une histoire des retours vers l’Est reste à faire.

Le deuxième groupe de raisons a trait aux circonstances de l’exode. L’opportunité de fuir facilement et rapidement en Occident, particulièrement si l’on habite à proximité de l’Autriche ainsi que la quasi-certitude d’y être bien accueilli ont constitué des facteurs d’émigration. Ce départ parfois précipité a pu être regretté par la suite. Il faudrait également ranger dans cette catégorie la décision de parents d’envoyer leurs enfants en Occident pour leur offrir un meilleur avenir. Ces paramètres conditionnent les rapatriements.

Il y a aussi dans cette vague des personnes ayant quitté une situation conjugale ou familiale insatisfaisante. Cette « fuite échappatoire » s’accompagne parfois de remords. L’un des rapports secrets de *Radio Free Europe* sur les *redefectors* mentionnait d’ailleurs ces « breaches in the family » comme motif de retour¹¹. Nous avons également voulu montrer que l’exil, dès le départ de Hongrie, est parfois pensé comme provisoire. Un paramètre jusque-là non pris en compte dans la littérature secondaire. C’est en ce sens que l’analyse du phénomène du retour apporte quelque chose aux recherches menées sur l’exode de 1956 en général. L’interprétation de l’exode hongrois qui a prévalu est que, hormis quelques agents du régime, les réfugié·e·s ont quitté la Hongrie avec la ferme intention de demander l’asile et de rester en Occident. Selon cette interprétation, les réfugié·e·s n’envisagent aucunement le retour sauf en cas de changement de régime tel qu’il a eu lieu en 1989. Or, de nombreux témoignages dans les archives ou dans le cadre de nos entretiens suggèrent que beaucoup n’avaient pas l’intention de rester en Occident. Au moment de quitter la Hongrie, les émigré·e·s de 1956 n’étaient pas toujours conscient·e·s du caractère irrévocable de leur geste

¹¹ First survey (for may) on hungarian redefection, juin 1957, OSA : 300-40-1:258.

et que leur retour en Hongrie pourra être synonyme de danger. L'une de nos témoins, Josette Szabó, – l'épouse suisse d'un réfugié – met en évidence ce paramètre en évoquant la prise de conscience de son mari une fois en Suisse : « il s'est rendu compte qu'il n'était plus possible de retourner en Hongrie »¹². D'autres sont parti·e·s simplement avec l'espoir que la situation se calmerait et qu'ils rentreraient aussitôt. Qui savait alors comment la situation allait évoluer ? D'autres encore sont partis sans leur famille avec l'intention de travailler, économiser, puis rentrer.

Dans leurs analyses portant sur le retour, si *Radio Free Europe* ou les responsables de l'accueil ne prennent pas en compte ce motif c'est peut-être parce que selon leur grille de lecture, on ne quitte que définitivement le monde communiste. Les sources institutionnelles montrent que la situation évolue très vite pour les fugitif·ve·s de 1956, devenues quasiment automatiquement réfugié·e·s dans le « Monde libre ». Une prise de conscience du danger potentiel en cas de retour en Hongrie explique sans doute en partie le succès de l'amnistie jusqu'au 1^{er} avril 1957. S'ils laissent passer ce délai, beaucoup de réfugié·e·s peuvent craindre, avec raison, de rentrer.

Ces décrets d'amnistie prononcés par le gouvernement hongrois bousculent peut-être les intentions des émigré·e·s, mais beaucoup semblent, dès leur exil, en proie à des hésitations : faire leur vie dans le pays où ils ont la possibilité d'émigrer, ou rentrer. En partie décomposé en 1955 et 1956 – le Rideau de fer est alors, suivant les endroits, très aisé à franchir physiquement dans un sens comme dans l'autre, il redevient hermétique dès 1957. Dans les théories des migrations de retour, les auteurs mettent en évidence deux cas de figure : le retour issu d'intentions originales (*original intentions*) et d'intentions révisées (*revised intentions*)¹³. Si jusque-là, pour ce qui concerne les réfugié·e·s hongrois·es, on peinait à concevoir que certain·e·s soient parti·e·s dans l'idée de revenir assez rapidement, notre analyse tend à montrer que les deux types d'intentions coexistent au sein de la vague de 1956.

Les raisons liées à l'environnement d'arrivée regroupent les déceptions et les aléas qu'ont pu rencontrer les émigré·e·s une fois en exil. Il s'agit cette fois d'une sorte de *push* inversé. Le manque de perspectives, la stagnation, les frustrations, mais aussi la difficulté de s'intégrer sont autant de facteurs qui ont poussé des réfugié·e·s à se risquer au retour. En rentrant en Hongrie, ils espéraient sans doute retrouver un réseau et une société dont, au moins, ils connaissaient mieux les règles. Si la plupart de nos témoins ne sont pas allés jusqu'à rentrer,

¹² Entretien avec Josette Szabó, Hévíz, 13 décembre 2015.

¹³ David Bartram, Maritsa Poros et Pierre Monforte, *Key Concepts in Migration*, Los Angeles (etc.) : SAGE, 2014, pp. 121-124 (« Return Migration »).

ils nous ont raconté leurs déceptions liées à la vie de tous les jours en terre helvétique. Souvent très jeunes, ils se sont heurtés à un conservatisme, certes également présent en Hongrie, mais qui dans l'exil et dans la société très sclérosée de la Suisse des années 1950 leur paraissait difficilement supportable. Certain·e·s nous ont confié qu'ils étaient épris de « liberté politique » mais aussi désireux de gérer leur vie comme ils l'entendent, ce qui n'était pas toujours possible là où ils avaient été placés¹⁴. Il y a bien un décalage entre les attentes au moins en partie forgées par les discours de *Radio Free Europe* et la réalité du quotidien à l'Ouest. Dans une enquête réalisée en 1966 par la Télévision suisse, un réfugié explique : « nous pensions que l'Occident était vraiment un paradis [et que] [...] notre liberté de mouvement serait plus grande ». Le reporter demande à un autre réfugié, ouvrier à Genève, s'il a été déçu une fois en Suisse : « naturellement nous on a pensé, beaucoup de jeunes, on pensait que quand on arrivait à l'Occident, on travaillerait très peu [...] et on aura la vie belle ... ! ». Lorsque le reporter lui demande si ce n'était pas « tout à fait le paradis » qu'il imaginait, le réfugié répond « non » en riant¹⁵. Ce manque de liberté de mouvement revient régulièrement dans les sources décrivant les déceptions au contact de l'Occident. Cette forme d'immobilité pouvait d'ailleurs rappeler aux réfugié·e·s des obstacles analogues expérimentées dans la dictature. De manière générale, la *déception* est une raison, ni tangible ni objective, difficilement vérifiable mais elle transparait régulièrement dans les sources.

Les enjeux liés aux internements appartiennent également à cette catégorie. Les réfugié·e·s hongrois·es sont interné·e·s en partie au moins pour les mêmes raisons que les Suisses : mœurs jugées déviantes, réticences à travailler là où les autorités veulent qu'ils et elles travaillent, etc. Ils rencontrent ainsi d'immenses obstacles et, pour certain·e·s, entrent dans un cercle vicieux au sein duquel l'option du rapatriement apparaît comme une sortie de secours. Un réfugié qui s'était plaint des pratiques d'internements administratifs suisses à la Commission européenne des Droits de l'Homme résume cette option dans une phrase lapidaire : « Plutôt rentrer en Hongrie que d'être interné en Suisse »¹⁶. Dans ce cas, le rapatriement correspond au vœu des autorités suisses qui considèrent ces réfugié·e·s comme doublement dérangeants : ils entachent la réputation des réfugié·e·s et risquent de vivre aux frais de la collectivité. Ainsi, cette décision est conditionnée tant par des facteurs sociétaux que par des injonctions des autorités. Certain·e·s réfugié·e·s vont à l'encontre de ce vœu des autorités et s'opposent au rapatriement. Parfois, sans qu'on aille jusqu'à l'internement, des

¹⁴ Entretiens avec Zita Müller, Fribourg, 6 juillet 2015 et avec Gyula Nagy, canton de Zurich, 18 mai 2018.

¹⁵ « Les Hongrois en Suisse », *Continents sans visa*, Télévision suisse romande, 6 octobre 1966.

¹⁶ Lettre de K.L. du 16 octobre 1962, CH-BAR#E4264#2016/117#.

revenant·e·s fuient une situation problématique en Suisse : précarisation du permis de séjour, dettes, situation amoureuse et conjugale déplaisante, etc.

Enfin, le phénomène d'attente – grand absent des théories sur les migrations de retour – joue un rôle. Peter Gatrell a récemment défini l'histoire du déplacement comme une « histoire des lieux – de départ et d'arrivée, parfois de voyages multiples, et aussi d'immobilités »¹⁷. Une attente prolongée peut être déterminante dans la décision du retour. Elle cause justement de la *déception*. Nous avons montré que beaucoup de Hongrois·es étaient parti·e·s avec un espoir : émigrer outre-mer. L'annonce en mai 1957 que les États-Unis n'accepteraient plus de transfuges à moins qu'ils ne présentent certaines qualifications professionnelles utiles ou qu'ils aient déjà des parents sur place, avait provoqué grèves de la faim et protestations dans des camps autrichiens. Face à la déception de ne pas pouvoir rejoindre l'eldorado, certain·e·s réfugié·e·s ont préféré rentrer.

Nous avons insisté sur le mal du pays, motif apparaissant dans les deux régimes confondus. Cette émotion est bien sûr centrale mais elle ne nous semble pas pour autant représenter un motif de retour à part entière, surtout dans les premiers mois de l'exil. Vu les dangers que la décision du rapatriement est susceptible de causer, même très fort, ce mal du pays s'accompagne d'autres insatisfactions dans le pays d'accueil ou espoirs quant à la vie après un retour en Hongrie.

L'opposition de valeurs sociales affichées par les deux systèmes politiques domine les interprétations et obnubile les contemporains. Elle confirme le poids du contexte politique et la nécessité d'en tenir compte dans l'études de migrations quelles qu'elles soient. Mais en définitive, le contexte politique de la Guerre froide masque en partie les aspects sociaux et la complexité des situations. Les raisons données par Agota Kristof, Emil Pintér, Anita Buss, *La Voix Ouvrière*, *Die Woche* ou Miklós Szabó représentent un vaste panel de considérations émotionnelles, culturelles, sociales et politiques mais ont comme point commun de révéler une réalité : la migration comme synonyme de dilemmes et de choix lourds de conséquences. Que ce soit lors d'une émigration ou d'un retour, on espère quitter une situation critique et un lieu donné. Cette situation peut être une guerre, des persécutions, une dictature, une situation familiale insatisfaisante, un travail décevant, un avenir bouché, un quotidien morne... Ce lieu peut être la Hongrie communiste, et même la Suisse des Trente glorieuses.

¹⁷ Peter Gatrell, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford : Oxford University Press, 2013, p. 289.

ÉPILOGUE : TON GRAND RETOUR

En 1991, 1992, la Yazigie s'est stabilisée. Elle est une jeune démocratie agitée et impulsive, mais une démocratie tout de même. Toujours rien. Pourtant, cette fois, vos parents ont le choix. Fini le piège territorial. Ils auraient pu rentrer. Mais non. Rigidification de la quarantaine ? Refus de perdre la face ? Effet de gel ? Plus on attend le bus et plus on l'attend, quand cela fait une heure qu'on poireaute repartir à pied revient à admettre qu'on avait pris la mauvaise décision, que l'attente était absurde, alors on persévère, on reste dans l'attente coûte que coûte. Ou bien ils ont réalisé qu'ils préféreraient être des Yaziges de l'étranger, en exil l'amour de la patrie est toujours plus ardent.

Nina Yargekov, *Double nationalité*, Paris : Pol Editeur, 2016, p. 236.

La dimension culturelle, voire philosophique du retour et de la tentation du retour est, encore aujourd'hui, très présente dans la littérature et les productions artistiques des pays d'Europe centrale. Elle offre une clôture à notre recherche.

L'écrivain d'origine tchèque Milan Kundera interroge régulièrement cette attirance du retour. Dans *L'ignorance*, il relève que la *nostalgie* (une combinaison des mots grecs *nóstos* [retour] et *álgos* [souffrance]) signifie souvent « seulement la tristesse causée par l'impossibilité du retour au pays »¹⁸. Situation dans laquelle se sont retrouvé·e·s nombre de Hongrois·es en 1956. Cette nostalgie pourra bientôt, au moins en partie, être soignée. Dès les années 1960, celles et ceux qui avaient obtenu la nationalité de leur pays d'accueil, pour autant que leur dossier ne soit pas trop lourd, peuvent *voyager* en Hongrie, certes potentiellement avec la peur au ventre.

Qu'en est-il après 1989, lorsqu'il n'y a plus de barrière au rapatriement ? La question du retour en Hongrie et dans les ex-démocraties populaires change alors de paradigme. Les dissident·e·s sont officiellement valorisé·e·s et certain·e·s d'entre eux prennent part au tournant démocratique. Les ex-dissident·e·s peuvent récupérer leur nationalité. Depuis la Suisse, ils sont plusieurs centaines de Hongrois·es à être retourné·e·s dans le pays qu'ils avaient fui en 1956, attiré·e·s, entre autres, par la perspective d'une retraite attractive vue la différence du coût de la vie entre la Suisse et la Hongrie¹⁹.

Kundera aborde avec son sens de l'ironie le « Grand Retour », une question qui tarabuste son héroïne Irena après la chute du Mur. Son amie, française, lui suggère qu'elle pourrait rentrer *maintenant*.

¹⁸ Milan Kundera, *L'ignorance*, Paris : Folio, 2005, pp. 8-9.

¹⁹ Sur le sujet : Laurence Difélix, « Quand les réfugiés hongrois retournent au pays », *Babylone*, Radio suisse romande, 23 novembre 2014. En ligne : <https://www.rts.ch/play/radio/babylone/audio/quand-les-refugies-hongrois-retournent-au-pays?id=6288292> (31.01.2019).

En 2012, on dénombre 1919 ressortissant·e·s suisses résidant en Hongrie, dont 943 de plus de 65 ans : Auslandschweizerstatistik 2012 nach Wohnländern und Konsularkreisen. EDA, Auslandschweizerbeziehungen.

« Mais si je rentre dans mon pays, nous ne nous verrons plus », dit Irena, pour mettre son amie dans l'embarras. [...] « Ma chère, j'irai te voir ! C'est promis, c'est promis ! » [...] « Ce sera ton grand retour. » Et encore une fois : « Ton grand retour. »

Répétés, les mots acquirent une telle force que, dans son for intérieur, Irena les vit écrits avec des majuscules : Grand Retour. Elle ne se rebiffa plus : elle fut envoûtée par des images qui soudain émergèrent de vieilles lectures, de films, de sa propre mémoire et de celle peut-être de ces ancêtres : le fils perdu qui retrouve sa vieille mère, l'homme qui revient vers sa bien-aimée [...] ; Ulysse qui revoit son île après des années d'errance ; le retour, le retour, la grande magie du retour.²⁰

Mais se peut-il que des exilé·e·s ne souhaitent pas rentrer ? Et que cet « esprit de retour »²¹ soit un fardeau ? C'est ce qu'exprime Irena :

« Ils [ndlr. les Français] avaient fait vraiment beaucoup pour moi. Ils ont vu en moi la souffrance d'une émigrée. Puis le moment est venu où je devais confirmer cette souffrance par la joie de mon retour. Et cette confirmation n'a pas eu lieu »²².

Dans la postface du livre, l'essayiste François Ricard souligne le second exil que vivent les personnes qui rentrent dans leur pays d'origine après une absence plus ou moins prolongée. Ce retour ne met pas fin au premier exil, il le rend « encore plus définitif » car les personnes rapatriées ne sont d'une part plus les mêmes qu'au moment du départ et elles ne sont d'autre part plus considérées comme avant par la société, les parents et les amis qu'elles ont quitté. D'aucuns iront même jusqu'à dire : « L'émigration est difficile, mais le retour est pire »²³.

²⁰ Kundera, *L'ignorance*, op. cit., pp. 9-10.

²¹ András Lénárt, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in : Murber et Fónagy, *Die ungarische Revolution und Österreich*, op. cit., p. 465.

²² Kundera, *L'ignorance*, op. cit., p. 194.

²³ Entretien avec le sociologue d'origine tchécoslovaque Zdenek Strmiska, 16 janvier 1997, cité in : Stéphane Dufoix, « Le retour des exilés », *Hommes et migrations*, hors dossier 216 (1998), p. 86.

Annexes

A. LA PRATIQUE SUISSE DE L'ASILE À L'ÉPOQUE RÉCENTE (ANNEXE DU RAPPORT LUDWIG)

Rapport du Département fédéral de justice et police du 7 mars 1957.

(P. 394)

L'ACCUEIL DE RÉFUGIÉS HONGROIS

Depuis l'afflux de réfugiés provoqué par les événements survenus en 1948 dans l'Est de l'Europe, le nombre des arrivées de réfugiés a été en constante régression. Certes, il y eut toujours des fugitifs qui franchirent clandestinement notre frontière, mais ceux qui venaient directement de leur pays d'origine étaient de plus en plus rares. La plupart des réfugiés qui cherchaient à être accueillis en Suisse étaient las d'attendre, dans un de nos Etats voisins, une occasion d'émigrer outre-mer, ou essayaient de quitter pour d'autres motifs le pays qui leur avait accordé asile. En tout état de cause, il ne s'agissait pas de personnes dont la vie et l'intégrité corporelle étaient menacées à leur dernier lieu de résidence. Plus nombreux furent les étrangers qui, entrés régulièrement en Suisse munis de pièces de légitimation nationales, déclarèrent à un moment donné ne plus pouvoir retourner dans leur patrie. Il est évident que tous ces cas devaient être examinés avec soin.

Mais le Conseil fédéral ne se contenta pas de cette attitude plutôt passive. Au contraire, il invita à diverses reprises, ces dernières années, des réfugiés qui se trouvaient dans différents pays, y compris le Proche et l'Extrême-Orient, à venir se fixer à demeure sur notre sol. Ainsi, des réfugiés âgés ou malades qui n'étaient plus à même de se créer une situation — cas dits « sociaux » — furent accueillis en Suisse à titre durable, soit entièrement à la charge de la Confédération, soit avec la participation financière des institutions suisses d'aide aux réfugiés. La Suisse put ainsi apporter une contribution appréciable à la solution du problème des « cas difficiles », qui préoccupe tant le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

La situation se modifia brusquement lorsqu'au début de novembre 1956, les tragiques événements de Hongrie contraignirent des milliers de Hongrois à se réfugier en Autriche. Le 5 novembre, le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés adressa un pressant appel à de nombreux Etats, les invitant à accueillir sur leur territoire une partie des réfugiés hongrois arrivés en Autriche, dont le nombre dépassait déjà 10 000. Le lendemain, le Conseil fédéral décida d'offrir l'hospitalité à 2000 réfugiés et, dans la nuit du 8 novembre déjà, le premier train comprenant environ 500 personnes franchissait notre frontière. Mais l'afflux des fugitifs en Autriche ne cessa de s'accroître. Le 13 novembre, il y en avait 27 000. Le Conseil fédéral porta dès lors à 4000 le contingent des réfugiés à admettre en Suisse, de sorte que les convois purent se poursuivre au même rythme.

Dans le courant du mois de novembre, la masse des réfugiés déferlant sur l'Autriche prit des proportions inquiétantes. Bien que quelques autres pays, suivant l'exemple de la Suisse, eussent décidé d'en accueillir, le nombre des réfugiés hongrois, vers fin novembre, excédait déjà 80 000, dont 15 000 seulement avaient pu se rendre dans d'autres Etats. Derechef, l'Autriche demanda instamment que son fardeau fût allégé. Considérant que l'aide la plus efficace consistait à reprendre rapidement à ce pays un contingent aussi élevé que possible de réfugiés, le Conseil fédéral décida, le 27 novembre, d'admettre encore en Suisse 6000 réfugiés pour un séjour temporaire, dans l'espoir qu'ils pourraient ensuite émigrer. Ces réfugiés furent amenés dans notre pays au rythme de près de 500 par jour.

Le Conseil fédéral ne subordonna l'accueil des réfugiés à aucune condition. Il leur suffisait, pour être englobés dans le contingent, de désirer venir en Suisse. Cette manière de procéder différait sensiblement de la pratique suivie jusqu'alors notamment par les Etats d'outre-mer, qui consistait à sélectionner les réfugiés selon des critères déterminés. L'exemple de la Suisse engagea divers autres Etats à ne pas opérer un choix proprement dit. Un train sanitaire que le Conseil fédéral mit à la disposition de la Croix-Rouge suisse recueillit en Autriche 500 personnes environ, malades et blessés accompagnés de leurs familles, et les transporta dans notre pays.

Outre les 10 300 réfugiés environ arrivés chez nous par ces convois, la Suisse accueillit d'autres groupes moins importants invités par différentes institutions et, surtout, de nombreuses personnes auxquelles des autorisations d'entrée individuelles avaient été accordées. Le nombre des réfugiés hongrois venus dans notre pays, de 10 500 qu'il était au début de décembre, augmenta dès lors à plus de 11 000 jusqu'à fin janvier 1957.

La Croix-Rouge suisse fut chargée d'organiser les convois à destination de la Suisse. Elle assura aussi l'hébergement des 4000 premiers réfugiés et pourvut à tous leurs besoins; elle les logea dans des maisons de vacances, des auberges de jeunesse, des pensions et des hôtels. La Croix-Rouge et ses sections accomplirent d'excellent travail, encore qu'il fallût, par la force des choses, improviser à maints égards. Pour accueillir le contingent de 6000 réfugiés, il fut nécessaire de mobiliser les détachements d'assistance du service territorial de l'armée. Les casernes étaient heureusement disponibles à cette époque de l'année, de sorte que l'on put renoncer à aménager des locaux de fortune pour offrir un toit à ces 6000 personnes. Les réfugiés malades ou blessés furent hospitalisés à l'établissement sanitaire militaire de La Lenk, où des troupes du service de santé, spécialement mises sur pied à cet effet, leur prodiguèrent des soins. Ainsi les détachements d'assistance récemment constitués eurent pour la première fois l'occasion d'accomplir une tâche concrète. De l'avis général, ils subirent cette épreuve de façon excellente.

Dès l'abord, le Conseil fédéral considéra que les 4000 premiers réfugiés en tout cas devaient rester le moins longtemps possible dans des centres d'hébergement et qu'il y avait lieu de les intégrer au plus vite dans la communauté suisse. Grâce à l'élan de générosité du peuple suisse tout entier, il devait être possible de procurer travail et logement aux réfugiés capables de gagner leur vie et de venir en aide à ceux qui avaient besoin d'être assistés. Il incombait à la division de la police du département fédéral de justice et police d'assurer, conjointement avec les institutions d'aide aux réfugiés affiliées à l'office central suisse d'aide aux réfugiés, l'installation des réfugiés. Mais la division de la police se rendit compte dès le début que cette tâche ne pouvait être accomplie qu'avec la collaboration active des cantons et des communes. Elle préconisa dès lors la création d'offices de coordination et de placement comprenant, outre des délégués des autorités cantonales compétentes, des représentants des institutions d'aide aux réfugiés et de la Croix-Rouge.

Par la suite, de tels offices furent constitués pratiquement dans tous les cantons, de même que dans de nombreuses communes; ils étaient généralement dirigés soit par les autorités d'assistance soit par l'office du travail ou la police des étrangers, qui, en coopération avec les autres milieux intéressés, entreprirent l'intégration rapide des réfugiés. Comme les réfugiés placés dans les centres d'hébergement n'étaient pas répartis uniformément sur l'ensemble du territoire suisse, la division de la police proposa un système de péréquation que les cantons approuvèrent dans un esprit généreux. Certaines difficultés se produisirent au début; elles étaient dues surtout au fait que les offres d'hospitalité en faveur de familles avec enfants étaient beaucoup plus nombreuses que celles qui s'adressaient à de jeunes réfugiés isolés, alors que ces derniers représentaient la majorité des personnes accueillies.

Le Conseil fédéral avait chargé le département politique d'engager auprès du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés des démarches tendant à l'émigration des 6000 réfugiés admis en Suisse à titre temporaire. Toutefois, il se révéla que ces derniers ne pourraient guère poursuivre prochainement leur voyage à destination de pays d'outre-mer, qui n'acceptent, pour la plupart, que des réfugiés se trouvant en Autriche. Mais, par ailleurs, il ne pouvait être question de laisser les réfugiés hébergés dans les casernes attendre indéfiniment une occasion de départ. Le Conseil fédéral décida dès lors, le 10 décembre, que pour l'instant ces réfugiés seraient aussi installés en Suisse, de la même façon que les premiers 4000. Les efforts visant à procurer une possibilité d'émigration aux réfugiés doivent toutefois être poursuivis.

Après la quarantaine à laquelle les réfugiés furent soumis, la division de la police prit immédiatement les dispositions nécessaires pour assurer leur intégration. Les représentants des cantons approuvèrent libéralement et

dans un très bref délai le plan de répartition des réfugiés se trouvant dans les casernes. Le placement de ceux-ci n'était toutefois pas possible sans un recensement quelque peu précis de leurs qualifications professionnelles. Ce travail, qui dut être confié à des spécialistes en la matière, exigea un certain temps. D'autre part, il était pratiquement exclu de procurer des emplois aux réfugiés quelques jours avant Noël ou Nouvel-An. L'activité de la division de la police dut, pour l'essentiel, se borner, à ce moment-là, à faire sortir des casernes toutes les personnes qui avaient des relations en Suisse et pour lesquelles un logement était préparé. Il s'agissait avant tout de donner à un nombre de familles aussi grand que possible la faculté de passer les fêtes de fin d'année dans leur propre foyer.

Mais une difficulté inattendue se produisit: de nombreux réfugiés refusèrent d'accepter un travail sous prétexte qu'ils voulaient émigrer outre-mer; ils faisaient état d'assurances qui leur auraient été données avant leur départ d'Autriche et selon lesquelles leur venue en Suisse n'entraverait pas la réalisation de leurs projets. Il serait oiseux de déterminer si et par qui des promesses ont été faites aux réfugiés à ce moment-là. Comme le séjour en Suisse du groupe des 6000 réfugiés ne devait être que temporaire, il est concevable qu'on leur ait laissé entrevoir la faculté de repartir de notre pays à destination d'Etats d'outre-mer. Il fallut par la suite beaucoup de patience et d'innombrables discussions pour convaincre les réfugiés qu'ils auraient autant de chances d'émigrer, voire davantage, s'ils prenaient un travail en Suisse, ne serait-ce que temporairement. Après la fermeture du camp de La Lenk, le dernier petit groupe d'indécis finit lui aussi par admettre qu'un certificat de travail émanant d'un employeur suisse ne pouvait que favoriser une émigration éventuelle. On ne saurait prédire combien de réfugiés se rendront finalement outre-mer lorsqu'ils en auront la possibilité; ce nombre dépendra de différentes circonstances. Nous présumons qu'il sera beaucoup moins élevé qu'il ne fallait l'admettre primitivement.

Les casernes devaient être libérées pour des cours militaires, en partie au début de janvier, mais en tout cas jusqu'à la fin de janvier. Il aurait en soi été possible de transférer alors les réfugiés dans d'autres locaux de fortune. Mais il en serait résulté des difficultés insurmontables, car les réfugiés n'auraient pu y être logés, tant s'en faut, d'une façon aussi convenable que dans les casernes. En outre, un tel transfert aurait naturellement occasionné des frais considérables. La division de la police dut dès lors faire face à une situation extrêmement délicate: il s'agissait de placer les réfugiés à un rythme assez rapide pour que les casernes fussent libérées à temps. Elle put heureusement compter sur la compréhension des autorités cantonales et communales, qui, par un immense effort, contribuèrent à mener à bien cette tâche. A fin janvier 1957, les casernes étaient évacuées. Deux cent soixante-dix réfugiés seulement, qu'il n'avait pas encore été possible de placer individuellement, durent être transférés dans le camp de La Lenk, où l'éta-

blissement sanitaire militaire avait entre-temps été dissous. Quinze jours plus tard, ce camp était également liquidé et, pratiquement, tous les réfugiés logés de façon individuelle.

S'il ne s'était agi que de procurer une occupation appropriée à des travailleurs, le problème aurait peut-être été moins ardu. Mais, indépendamment des difficultés de langue, les services chargés de l'aide aux réfugiés devaient tenir compte de facteurs d'ordre psychologique. De plus, le nombre des adolescents réfugiés est extrêmement élevé. Il n'était pas aisé de régler judicieusement leurs cas, de leur trouver des places d'apprentissage, d'organiser leur assistance sociale. Le problème des étudiants retint également l'attention des autorités, ainsi que celle des associations estudiantines et des organismes universitaires. L'aptitude des candidats aux études fut examinée dans un camp spécial pour étudiants; ceux qui remplissaient les conditions requises furent répartis entre les différentes universités. Cinq cents réfugiés en chiffre rond peuvent continuer leurs études en Suisse.

Les genres de professions exercées par les réfugiés favorisèrent leur placement, car ils sont en majorité des ouvriers. Mais d'autre part, il n'y a guère parmi eux de travailleurs agricoles entrant en ligne de compte pour occuper des emplois chez des agriculteurs de notre pays. De même, on ne trouve chez les réfugiés que peu de main-d'œuvre appropriée pour le service de maison et surtout pour l'hôtellerie. Il est également difficile, d'une manière générale, de placer les réfugiés dans des régions campagnardes, car le plupart étaient habitués à vivre en ville et même dans la grande ville. Si pratiquement tous les réfugiés hongrois capables de travailler ont néanmoins obtenu un emploi, on le doit avant tout aux efforts inlassables des offices cantonaux et communaux chargés de leur intégration. Au cours d'une conférence de presse, le haut-commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés, M. Read, citoyen américain, a déclaré que le fait d'avoir réussi, dans un délai aussi court, à installer en Suisse les 11 000 réfugiés hongrois accueillis chez nous tenait presque du miracle. Nous ne voudrions pas aller si loin, ni parler de miracle; il sied cependant de relever que ce résultat n'a pu être atteint que parce que le peuple suisse, dans un élan de générosité unique en son genre, a pris sa tâche à cœur et que toutes les autorités intéressées, qu'elles soient fédérales, cantonales ou communales, y ont collaboré avec un zèle exemplaire.

Tous les problèmes n'ont évidemment pas été réglés par la dissolution des camps et le premier placement des réfugiés. Il reste au contraire maintes questions à résoudre. A la date du 15 février, les institutions d'aide suisses groupées au sein de l'office central suisse d'aide aux réfugiés se sont chargées de l'assistance sociale et morale des réfugiés. Si ces derniers ont besoin de secours financiers, les institutions d'aide s'occuperont d'eux et leur viendront en aide, à moins que des tiers ne le fassent. En vertu de l'arrêté fédéral du 26 avril 1951 concernant la participation de la Confédération aux frais

d'assistance de réfugiés, la division de la police rembourse aux institutions d'aide 60 pour cent des secours qu'elles ont versés. Ce sont donc cette division et les institutions d'aide qui prendront soin des réfugiés, selon le système de collaboration qui s'est révélé judicieux jusqu'à présent. Il n'est cependant pas question de mettre à l'écart les nombreux milieux qui, jusqu'ici, se sont préoccupés de façon désintéressée du sort des réfugiés hongrois. Au contraire, le Conseil fédéral estime important que le patronage des réfugiés soit assuré, à l'avenir également, par des milieux aussi étendus que possible de notre population.

Les réfugiés hongrois accueillis en Suisse peuvent y rester aussi longtemps qu'ils le désirent, à condition, bien entendu, qu'ils se comportent correctement. Aucune pression ne doit être exercée sur eux, ni pour les faire émigrer, ni pour qu'ils rentrent en Hongrie. Mais s'ils se décident de leur plein gré pour l'une ou l'autre de ces solutions, il convient de les aider à réaliser leurs projets. Jusqu'à fin février, 430 réfugiés environ ont demandé, pour différentes raisons, à rentrer dans leur patrie. La division de la police a organisé leur retour et en a assumé les frais.

Les nouveaux réfugiés hongrois sont soumis aux mêmes dispositions légales que les réfugiés arrivés en Suisse à une époque antérieure. En particulier, ils relèvent de la loi fédérale du 26 mars 1931/8 octobre 1948 sur le séjour et l'établissement des étrangers et notamment de la convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, que les chambres fédérales ont approuvée le 14 décembre 1954. Selon l'article premier de la convention, le terme «réfugié» s'applique, sous certaines conditions, à toute personne qui a dû fuir par suite d'événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951. La genèse de cette disposition montre clairement que les réfugiés hongrois remplissent les conditions requises, car leur fuite a sa source dans le conflit qui s'est élevé entre le peuple hongrois et le régime politique qui existe en Hongrie depuis 1948. Le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés partage cette opinion, et la plupart des Etats contractants en Europe ont déclaré, lors de la récente session du comité exécutif du haut-commissariat, qu'ils appliquaient la convention également aux nouveaux réfugiés hongrois.

Après leur installation, les réfugiés sont renseignés d'une manière adéquate sur leur statut juridique. Leur livret pour étrangers est muni d'un avis rédigé en langue hongroise. Par ailleurs, le journal pour les réfugiés «Hirado», édité par les quotidiens de Zurich, joue un rôle important dans l'information des réfugiés.

L'intégration des réfugiés hongrois dans notre communauté a mis deux mondes en présence. Des difficultés étaient donc inévitables. Il faudra beaucoup de patience et d'égards de la part de notre population pour que cette cohabitation se révèle à la longue fructueuse. Le Conseil fédéral a la conviction que le peuple suisse entend faire preuve de la compréhension

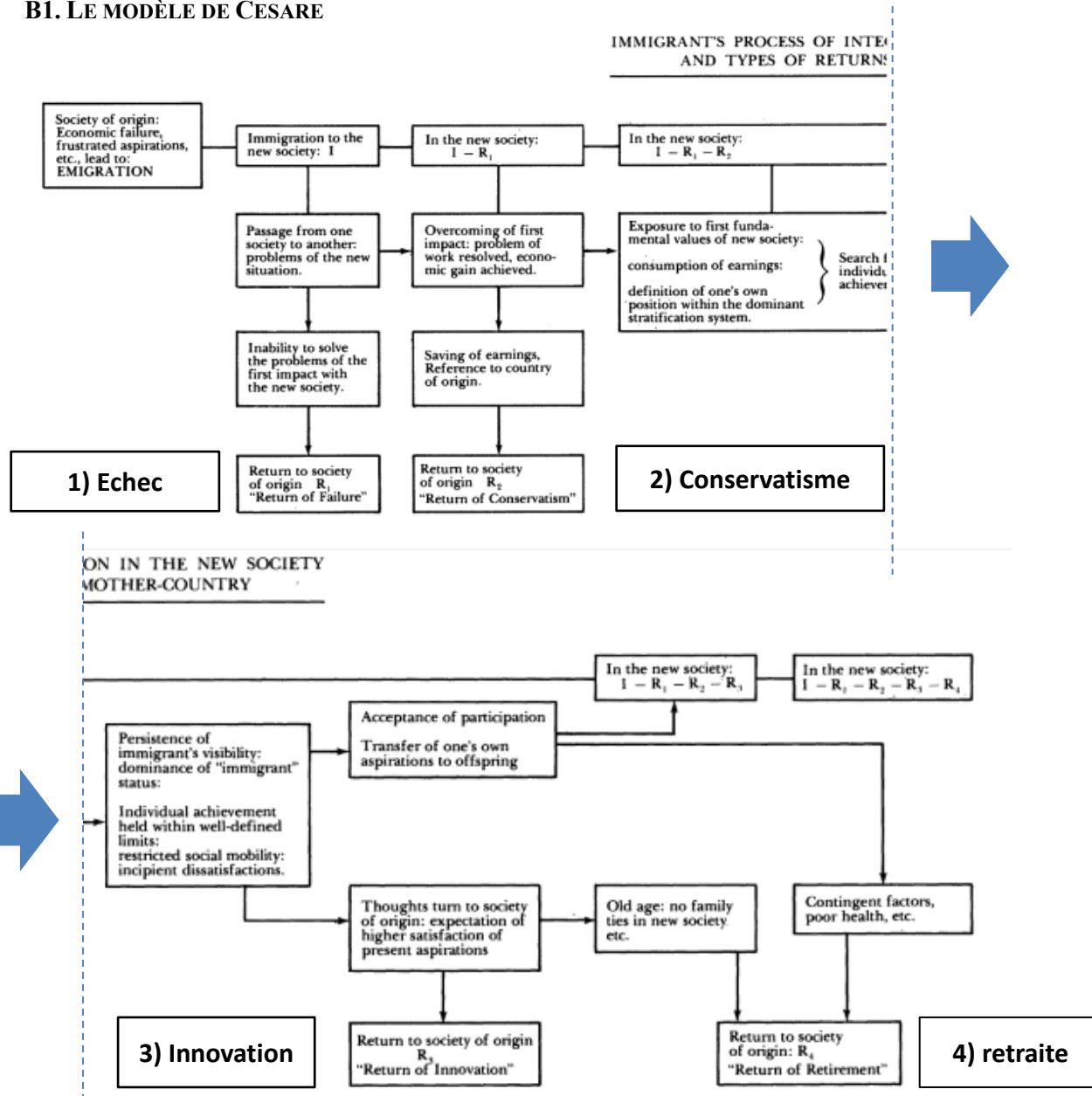
(P. 400)

nécessaire et qu'il ne se laissera pas influencer par des récits grossissant les faits, ni par de faux bruits. Quelques incidents fâcheux, qu'il n'est pas question de vouloir dissimuler, ne peuvent ternir l'impression favorable qui, dans l'ensemble, se dégage de la présence des réfugiés hongrois dans notre pays. Le peuple suisse et ses autorités sauront réagir aux tendances de certains milieux, qui cherchent systématiquement à créer des difficultés, à dénigrer les réfugiés ou à diffamer ceux qui s'occupent d'eux. L'œuvre de secours généreuse que le peuple suisse a entreprise en faveur d'êtres humains en détresse ne doit pas être troublée par des menées de ce genre, dont le but est apparent. Le Conseil fédéral se fie au jugement sain du peuple suisse qui, conscient de sa mission, aura à cœur, même une fois passée la première vague d'enthousiasme, de persévérer dans son aide patiente en faveur de ces déshérités.

Berne, le 7 mars 1957.

B. MODELES THEORIQUES

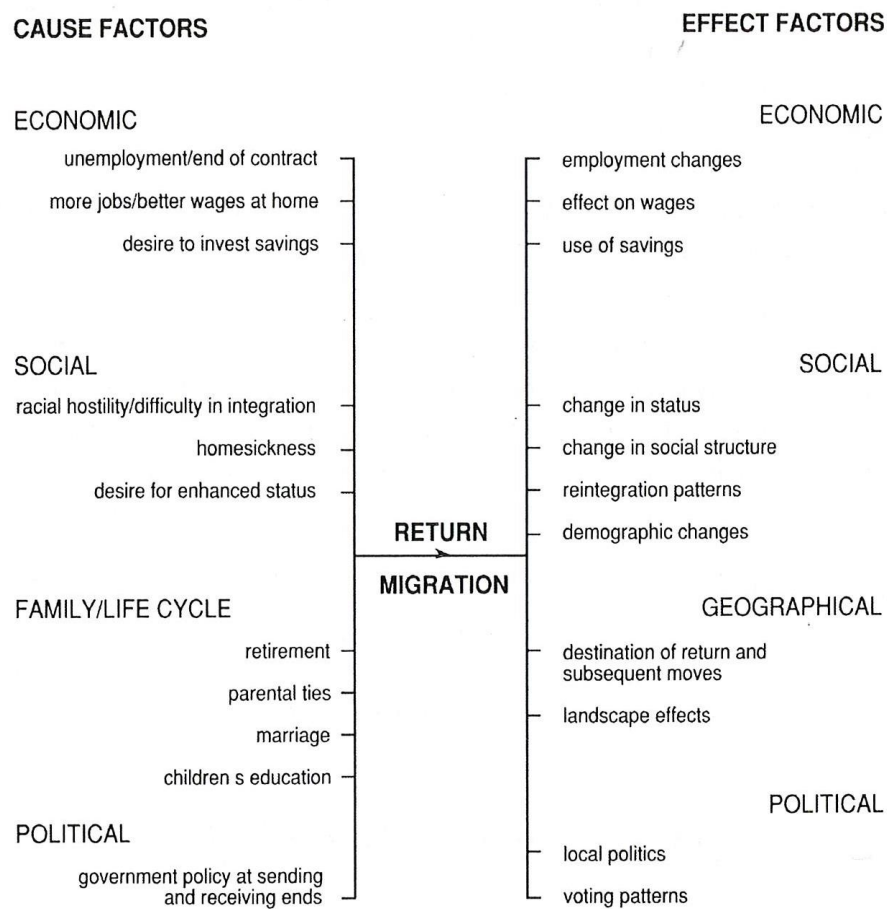
B1. LE MODÈLE DE CESARE



Cerese explique le scénario typique du premier type de retour : « [...] quand tout – les relations sociales, le travail, la langue, le logement, le climat la nourriture, devient un nouveau problème à résoudre, une difficulté à surmonter ». L'immigrant réalise soudainement l'ampleur de la tâche et qu'il doit vraiment recommencer de zéro. Le second type de retour est défini comme « retour de conservatisme » car en économisant dans le but d'acheter un terrain dans le pays d'origine ou en envoyant l'argent à ces proches restés au pays, la société de son pays d'origine reste le point de référence de l'immigrant. Il aspirerait ainsi à une forme de conservation de l'environnement qu'il a quitté, sans forcément réaliser que peut-être il a cessé d'en être un membre. Dans cette perspective, le but per se de l'immigration serait d'obtenir les outils nécessaires à une meilleure vie, une fois rentrés à la maison. Le troisième type de retour est aussi associé à des aspects économiques, mais aussi professionnels. Il est perçu plus positivement par l'auteur que les deux premiers. Dans ce cas, l'immigrant voit dans son retour la possibilité d'une « meilleure satisfaction de ses besoins et aspirations ». Il met à profit les expériences dans la société où il a travaillé, parfois gravi les échelons. La quatrième catégorie est liée à la vieillesse et à la retraite. Francesco P. Cerese, « Expectations and Reality: A Case Study of Return Migration From the United States to Southern Italy », *International Migration Review* VIII, n° 2, 1974, pp. 245-261.

B2. LE MODÈLE DE KING

FIGURE 1.1
CAUSES AND EFFECTS OF RETURN MIGRATION



Russell King, « Generalizations from the History of Return Migration », in : Bimal Ghosh (éd.), Return migration: Journey of Hope or Despair ?, Genève : United Nations, 2000, pp. 7-56. (schema, p. 14).

B3. LES 14 POINTS DE KING

Russell King mettait en évidence 14 tendances qu'il nomme « propositions » liées au phénomène du retour à la fois de réfugié·e·s et de migrant·e·s. Les voici en substance:

- 1) Pour chaque phase de migration, il y aura des retours dans la mesure où le retour est possible et désiré.
- 2) La plupart des émigrés partent avec le désir de rentrer au pays, même si les souhaits initiaux ne seront pas toujours réalisés.
- 3) La tendance de retour est plus grande peu après l'émigration. Plus la personne reste longtemps à l'étranger, moins elle sera portée sur le retour, si l'on excepte la possibilité de retraite dans le pays d'origine.
- 4) Le retour est plus probable si la destination d'immigration est proche.
- 5) Les flux de retours seront plus conséquents si la situation sociale et économique des pays d'origine est analogue à celle du pays d'accueil.
- 6) La vague de retour sera plus restreinte si les raisons de l'émigration sont majoritairement dues à des facteurs négatifs ou *push* depuis le pays d'origine.
- 7) Le retour varie en fonction des conditions économiques dans le pays d'accueil, il représente un phénomène rependu pendant les périodes de crises et plutôt rare en période de prospérité.
- 8) Les mêmes facteurs sont valables en fonction de l'évolution économique du pays d'origine.
- 9) Ainsi, les retours vont varier en fonction des conditions sociales et économiques des deux espaces d'origine (législations et politiques hostiles envers l'immigration, racisme etc.) et d'arrivée (restauration de la démocratie ; stabilité sociale etc.).
- 10) Cependant, à l'échelle individuelle, ce seront les motifs personnels et sociaux (plutôt que politiques ou économiques) qui auront le plus grand impact dans les décisions de retour.
- 11) Plus les liens avec le pays d'origine sont forts, plus la probabilité de retour est haute, à condition qu'il n'y ait pas de sanctions au retour.
- 12) Le taux de retour sera plus élevé si les personnes sont freinées dans leur mobilité depuis le pays d'arrivée et rencontrent des obstacles dans l'ascension professionnelle. Le taux de retour sera plus restreint si les personnes rencontrent des sanctions liées à la honte et l'échec dans le pays d'origine.
- 13) Cependant, des généralisations concernant le « succès » ou l'« échec » sont difficiles à opérer, *not least* parce que les critères sont différents entre le pays d'origine et d'accueil.
- 14) Finalement, les *returnees* tendent à être plus âgés que les émigrés et cela a des conséquences démographiques sur le pays d'origine.

Russell King, « Generalizations from the History of Return Migration », in : Bimal Ghosh (éd.), *Return migration: Journey of Hope or Despair ?*, Genève : United Nations, 2000, pp. 7-56. (schéma, p. 14).

C. LES TERMES EMPLOYÉS (QUELQUES EXEMPLES)

Dans les sources

français	allemand	anglais	hongrois
Rapatriés (CIMADE; CICR, etc.) ; Personnes retournées volontairement (Convention de Genève)	Heimkehrwillige (<i>Die Woche</i> , 1957; <i>Vorwärts</i> , 1957)	Redefectors (RFE, 1957)	Disszidáltak- (Hazatérők) (Rényi [ouvrage de propagande] 1957)
	Heimkehrer/Rückkehrer (<i>Die Woche</i> 1957; <i>Vorwärts</i> , 1957) Heimkehrer (Pintér, 1969)	Repatriates (Rapports secrets RFE, 1959)	Hazatérők
	Heimgekehrt/Rückgekehrt (<i>Vorwärts</i> , 1957)		Visszatértek (Rapport statistique 1957) / Hazatértek (Sécurité d'Etat)

Dans la littérature secondaire

français	allemand	anglais	hongrois
Migrant de retour (ONU 1998)		Returnees (Cerase, 1974; King, 2000)	
<u>Ceux qui retournent</u> (Dufoix, 1998)	<u>Rückwanderer</u> (Zimmer, 2011)	Returning (e)migrants (King, 2000)	
	<u>Zurückgekehrten Flüchtlingen</u> (Gémes, 2010)		<u>Hazatértek</u> (Szaszi, 1993)
	<u>Heimkehrwillige</u> (Gémes, 2010)		

Termes utilisés dans la littérature portant sur 1956

Termes utilisés dans la littérature portant les retours de migrations.

D. NOMBRE D'ÉMIGRANT·E·S D'APRÈS LE MOMENT DE LA FUITE.

Moment du départ de Hongrie (1956-1957)			
entre le	et le	Nombre d'émigrant·e·s	En %
23.10.1956	31.10.1956	4277	2.8
01.11.1956	30.11.1956	82006	54.2
01.12.1956	31.12.1956	38639	25.5
01.01.1957	31.01.1957	19262	12.7
01.02.1957	28.02.1957	3434	2.3
01.03.1957	30.04.1957	299	0.2
na	na	3514	2.3
Total		151431	100

KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 2. A távozas időpontja szerint [D'après le moment de la fuite], Regio 4 (1991), pp. 174-211.

E. PHOTO D'UNE FAMILLE DE RÉFUGIÉS HONGROIS, DÉCEMBRE 1956.



Source : Magazine d'histoire Mult-kor. Photo en ligne : <https://mult-kor.hu/cikk.php?id=14380&pidx=1&print=1> (08.01.2019).

F. CATÉGORISATION DES MOTIFS D'ÉMIGRATION VERS L'OUEST

	Motif de fuite	Exemples de groupes sociaux tendanciellement concernés
1) Peurs et incertitudes Craintes de rétorsion ou de persécutions [directement ou indirectement liées à 1956] et autres incertitudes quant au futur	Craintes des répercussions de l'avènement de Nagy et d'un communisme modéré	[Avant le 4 novembre] Agents du régime, membres du parti, stalinien·ne·s
	Craintes d'un regain nationaliste, antisémite	[Avant le 4 novembre] Israélites
	Craintes d'un retour des méthodes arbitraires	« Koulaks », prisonniers politiques sous Rákosi
	Craintes de rétorsion en raison d'une participation aux combats	Combattant·e·s, aidant·e·s (comme par exemple, personnes ayant soigné, nourri les insurgé·e·s) ·
	Craintes de rétorsion en raison d'une adhésion au modèle nagyiste	Intellectuel·le·s ; politicien·ne·s
	Craintes de rétorsion pour d'autres motifs	Passeurs ou aidant·e· des candidats à l'exil
	Incertitude face à l'évolution du conflit, peur d'une guerre	
	Craintes de rentrer « dans le rang »	Intellectuel·le·s ; politicien·ne·s
2) Souffrances et frustrations	Souffrances et frustrations des parents/de la famille	Enfants de « Koulaks », de propriétaires ou entrepreneurs dépossédés ou de prisonnier·e·s politiques sous Rákosi
	Propres souffrances et frustrations	Actuels ou anciens prisonnier·e·s politiques, anciens « Koulaks », personnes empêchées de faire les études qu'elles souhaitent faire » ou de faire carrière en raison de sa « classe ».
	Précarité	Enfants de familles nombreuses rurales
	Situation professionnelle insatisfaisante	Chômeurs ou travailleurs occasionnels
	Situation familiale ou amoureuse insatisfaisante	Femmes qui souhaitent quitter leur mari/conjoint ; hommes qui souhaitent quitter leur femme/conjointe ; couples non mariés ; amants ; couples désapprouvés par leur famille.
	Risque d'être réemprisonné ou risque de peine potentielle de prison en raison de délits	Criminels de droit commun; prisonnier·e·s libérés en même temps que les prisonnier·e·s politiques

3) Pression sociale	Entrainement par un proche	Femmes suivant leur mari/conjoint ; hommes suivant leur femme ; enfants contraints de partir avec leur famille
	Pression sociale liée à des groupes	écoliers, collègues, amis etc. qui émigrent en groupe
4) Espérances et attentes	Volonté de maximiser ses chances ou celles de ses enfants au niveau professionnel	Mineur·e·s que les parents ont poussé·e·s à partir en Occident ; Étudiant·e·s ou futurs étudiant·e·s
	Volonté de découvrir « le monde », de pouvoir voyager [Impossibilité depuis 1948 de quitter la Hongrie]	Celles et ceux dont la demande de visa avait été refusée ou qui estiment qu'elle aurait peu de chance d'aboutir
	Volonté de vivre dans un pays libre, en sécurité, dans de bonnes conditions matérielles.	

Ce tableau a été réalisé sur la base à la fois de nos témoignages et de la littérature secondaire. Il n'est pas exhaustif et représente la formulation de nos hypothèses. Les exemples de groupes tendanciellement concernés dans le tableau ci-après ne sont que purement indicatifs et permettent d'exemplifier ces raisons.

G. RÉFUGIÉ·E·S HONGROIS·ES (1956-1957) : MOUVEMENT GLOBAL ET SITUATION AU 30 JUIN 1960.

	Directement depuis la Hongrie	Depuis l'Autriche	Depuis la Yougoslavie	Total émigration depuis la Hongrie, l'Autriche et la Yougoslavie	En % (SUR TOTAL n=200610)	« rang » en nombre de réfugiés accueillis au niveau international
Pays de premier asile						
Autriche	179660					
Yougoslavie	19880					
Total	199540					
Europe						
Belgique	180	3470	2390	6040	3,0	9
Danemark	0	1180	200	1380	0,7	15
France	0	10240	2460	12700	6,3	6
RFA	0	14320	1150	15470	7,7	4
Italie	0	3850	240	4090	2,0	10
Pays-Bas	120	3570	90	3780	1,9	11
Norvège	10	1250	360	1620	0,8	14
Suède	0	6070	1290	7360	3,7	8
Suisse	na	12140	750	12890	6,4	5
Grande Bretagne	760	20710	290	21760	10,8	3
Total Europe	1070	76800	9220	87090	43,4	
Outre mer						
Argentine	0	910	100	1010	0,5	18
Australie	0	10340	1520	11860	5,9	7
Brésil	0	1010	630	1640	0,8	13
Canada	0	25620	1770	27390	13,7	2
Israël	0	1900	170	2070	1,0	12
Nouvelle Zélande	0	1030	80	1110	0,6	17
Afrique du Sud	0	1330	na	1330	0,7	16
USA	0	38820	2600	41420	20,6	1
Venezuela	0	710	70	780	0,4	19
Total outre mer	0	81670	6940	88610	44,2	
Autres pays	0	3690	50	3740	1,9	
Total	200610	158470	16160		89,4	

Tableau simplifié par l'auteure. Peter Hidas, « Arrival and Reception: Hungarian Refugees, 1956-1957 », in : Christopher Adam, Tibor Egervari, Leslie Laczko et Judy Young (éds.), The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives, University of Ottawa Press: Ottawa, 2009, Table 10.4 : Hungarian Refugees: Overall Movements and Situation, October 1956-June 1960. Report of the Statistical Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, National Archives, Canada, RG 25, 86-87/336, vol. 160, File 5475-EA-4-40).

H. PROFESSIONS DES RÉFUGIÉ·E·S EN YUGOSLAVIE (AU 18 MARS 1957)

Groupe	Qualification	Nombre	En %	par groupe professionnel	En %	En % selon KSH* (Yougoslavie)
1	Paysan·ne·s	824	5,08	Profession "physique" (Groupes 2, 3, 4, 5)	46,63	50
2	Mineurs	335	2,07	Profession "intellectuelle" (Groupes 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13)	9,95	14
3	Ouvrier·e·s	2024	12,48	Paysannerie	5,08	5
4	Ouvrier·e·s qualifiés	4384	27,04	Etudiants et élèves	13,88	15
5	Ouvrier·e·s qualifiés indépendants	818	5,05			
6	Enseignant·e·s, pédagogues, chercheur·euse·s	155	0,96			
7	Pharmacien·ne·s	40	0,25			
8	Universitaires diplômé·e·s	374	2,31			
9	Militaires professionnels	26	0,16			
10	Fonctionnaires	1022	6,30			
11	Journalistes	23	0,14			
12	Ecrivains	8	0,05			
13	Artistes	59	0,36			
14	Personnel militaire	59	0,36			
15	Indépendant·e·s	447	2,76			
16	Elèves et étudiant·e·s	2250	13,88			
17	Autres	2841	17,52			
18	Inconnu	525	3,24			
	Total	16214	100			

Source: Attila Kovács, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában, 1956–1957 » [La gestion de la question des réfugiés hongrois en Yougoslavie, 1956-1957], in : Stefano Bottoni (et al.), 1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], Világtörténet (3) 2016 (3), p. 439.

*KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], 6. Az illegálisan külföldre távozottak foglalkozás szerint [personnes ayant illégalement quitté la Hongrie selon la profession], pp. 89 et suivantes. Les statisticiens hongrois auteurs du rapport KSH n'avaient pas beaucoup d'informations sur les réfugié·e·s en Yougoslavie, leurs estimations coïncident néanmoins grosso modo avec les sources yougoslaves.

I. TABLEAU COMPARATIF. AMNISTIES URSS ET PAYS SATELLITE

	Décrets amnisties par pays ou appels officiels au retour	Délai de fin d'amnistie prévu
1945	Pologne*	na
1953	Bulgarie	Pas de délai prévu
4 avril 1955**	Hongrie	4 avril 1956, prolongé au Printemps 1957*
9 mai 1955*	Tchécoslovaquie	Pas de délai prévu
Printemps 1955	Roumanie	Fin 1958
Printemps 1955	Pologne	été 1957
Automne 1955	URSS	Pas de délai prévu
Hiver 1955-1956	Albanie	Fin 1957

Source principale: Provisional intelligence report, The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, Central Intelligence Agency, Office of Research and Reports, 28 juin 1957: The National Archives and Records Administration, Washington (NARA), General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool): CIA/RR PR-162, p. 2.

* Repatriation-general, lettre de M. P. Weiss à M. Pagès, 29 décembre 1955: AUNHCR : Fonds 11, Serie 1, box 328 : 21/6/GEN 05/1955-10/1960 8 items ARC-2/A42 file : Repatriation - Hungarian refugees – general.

** Magyarok Világszövetsége, Végre itthon ! [Enfin à la maison !], Budapest, Magyarok Világszövetsége, 1955.

J. BROCHURE DE PROPAGANDE EN FAVEUR DU RAPATRIEMENT, 1955





Markovits Verát édesapja fogadja a határon



Nagyanyó hazaérkezett: unokája várja

Címtagon : Gál Antal Ausztriából tért haza szüleihez Róbusnassán



Gyurka mindebből kimaradt. Világot járt fiatal ember lett, de hiányzik életéből a jól végzett munka, a tanulás öröme s mozdulataiban, szeme pillantásában kísért még a börtönök rideg fegyelme. Most édesanyja, munkatársai segítségével illeszkedik bele hazája életébe. Hazaérkezése után egy héttel munkába állott. Különböző szakmai képzettsége nincs, így választott munkahelyén, a Ráday utcai *Fényeső Szövetkezetben* tulajdonképpen csak tanulói beosztást és fizetést kaphatott volna. De az üzem gondolt arra is, hogy Neubach Györgynek segítenie kell beteg édesanyját, ezért rövid előképzés után hegesztő és bádogos munkára osztották be, ami havi 900–1100 forint fizetést biztosít számára.

Neubach György most érkezett el abba a korba, amikor Magyarországon sor alá kerülnek a fiatalok. Tudta ezt már hazaérkezése előtt is: most rövidesen megjelenik a sorozóbizottság előtt s örömmel készül arra, hogy esetleg ő is bevonuljon újoncnak.

Ha pedig leszerelt, egyetemre megy: pótolni szeretné mindazt, amit a háztól távol eltöltött esztendőik alatt elmulasztott.

A új mérnökneje

Markovits Vera 1949-ben, alig pár héttel az érettségi után hagyta el az országot s ment ki Franciaországba vőlegénye után. Kint összeházasodtak s a fiatalasszony kezdetben igen boldog is volt. A konfekcióiparban dolgozott, majd főiskolát végzett és textilmérnöki diplomát szerzett. Jól megtanult közben franciául, más nyelveken is és úgy érezte, idegenben megtalálta otthonát.

De tévedett. Boldogsága nem volt zavartalan. A hónapok, évek múltával mind erősebben sirt fel szívében a honvágy. Először a Bois de Boulogne-ban dőbent rá arra, hogy szép, gyönyörű ez is, de hol van ettől a Jánoshegy szépsége. Aztán magyar művészekkel találkozott, hazai újságok kerültek kezébe s közben állandóan jöttek a levelek a paraszti családi otthonból szüleitől, a barátaitól, volt osztálytársaktól. A fiatalasszony addig nem ismert új érzéssel lett gazdagabb: a honvágygal. Haza, haza, haza: ez dobogott a fülében az egyetemi órák alatt, ezt kattogták a Metró

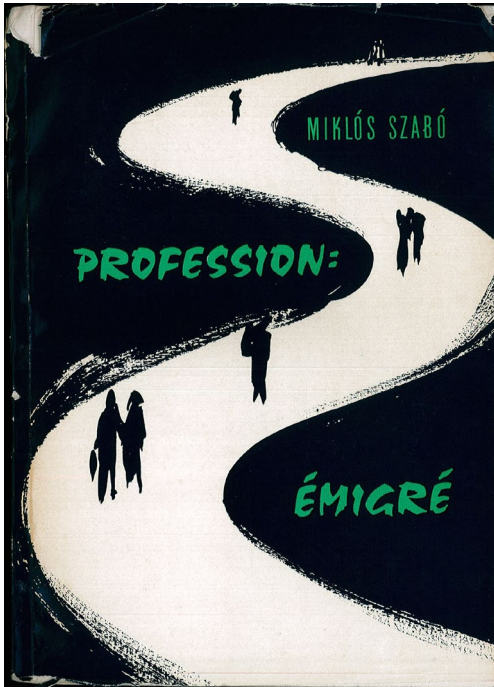
kerekei. S ez a vágy csak erősödött benne, mikor elvált férjétől és egyedül maradt az idegen világban.

Most megint itthon él: a Biadó utcai lakásban, szüleinél. A Hungarotexnél helyezkedett el: szükség volt nyelvtudására, szakmai képzettségére is. Havi fizetése 1850 forint, ehhez külön nyelvpótlékot kap: felsőfokú tudásával nyelvenként havonta a fizetés 15 százalékát.



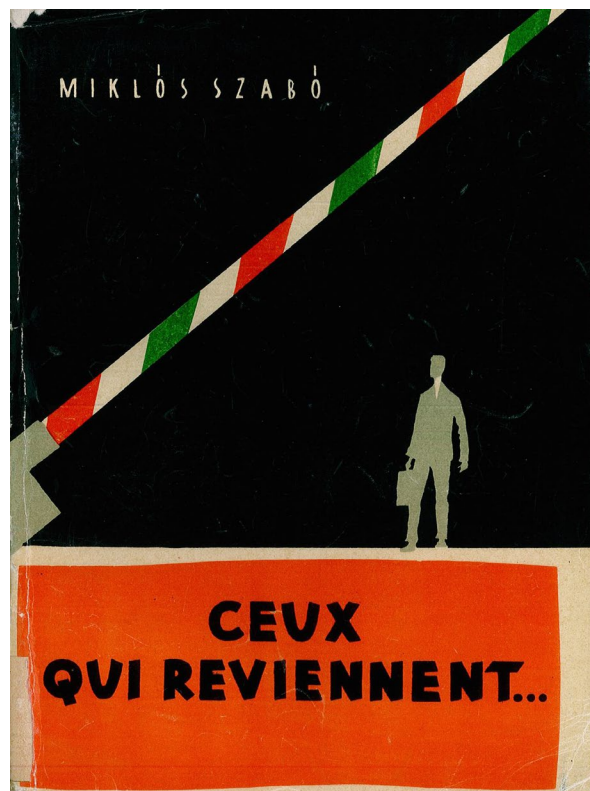
Extraits de : *Végre Itthon !*
[Enfin à la maison !],
Budapest, Magyarok
Világszövetsége, 1955.

K. LIVRES DE MIKLÓS SZABÓ (1959-1961)



Miklós Szabó,

- Profession: émigré, Budapest : Pannonia, 1959 ;
- Sans feu ni lieu: destins d'émigrés hongrois, Budapest : Pannonia, 1960 ;
- Ceux qui reviennent..., Budapest : Pannonia, 1961.



AVANT-PROPOS

On sait qu'à la fin de 1956 et au début de 1957, 190 000 Hongrois ont quitté leur pays. Le fait même et les chiffres de cet exode ont reçu, par les soins de certains milieux occidentaux, la publicité la plus large que l'on puisse imaginer. Ce que ces mêmes milieux, par contre, se sont efforcés de passer sous silence, c'est qu'au cours des trois dernières années et demie, plus de quarante-quatre mille de ces réfugiés ont regagné leurs foyers. En dans la mesure où l'on parle de la vie de ces ex-réfugiés, celle-ci est l'objet d'une propagande qui n'est qu'un tissu de calomnies et de contre-vérités tendancieuses.

En voici quelques échantillons : ... A la frontière hongroise, tous les biens des ex-réfugiés sont confisqués, ... Ils sont battus et torturés ... Les jeunes sont enrôlés dans des camps de concentration, voire déportés en Union Soviétique pour y défricher des terres vierges ... Pas de pitié pour les jeunes filles qui reviennent : elles sont toutes déportées et forcées d'assouvir les passions des forçats soviétiques de la brousse soviétique ... D'ailleurs même ceux qui parviennent à regagner leur foyer se plaignent amèrement, parce qu'ils n'ont pas le droit de travailler, parce que leur carte d'identité porte en gros caractères la mention « ex-réfugié » et qu'ils sont l'objet de constantes vexations ... Oui, pendant quelques mois, les ex-réfugiés jouissent d'une tranquillité relative, puis, au premier prétexte ils sont arrêtés et traduits devant un tribunal qui les condamne à de longues peines de prison ; nombre d'entre eux ont été pendus.

Il convient de signaler que ces affirmations sont dans la plupart des cas répandues par des adultes dont il n'y a pas lieu de mettre en doute les facultés mentales. Des efforts notables sont faits, même pour convaincre les délégués de l'Organisation des Nations Unies de la « véracité » de ces affirmations.

En cherchant une explication à ces activités, on découvre les éléments suivants :

1. — Cette propagande vise à empêcher le retour en Hongrie des réfugiés demeurés à l'étranger, de ceux qui ont perdu leurs illusions, qui n'ont pas réussi à se faire une existence hors des frontières de Hongrie, ou qui, tout simplement, souffrent du mal du pays. Le retour des ré-

5

Printed in Hungary 1961
Imprimerie Universitaire, Budapest

fués en Hongrie constitue, en effet, une preuve irréfutable de la consolidation et du redressement du pays.

2. — Toute la propagande des dernières années destinée surtout à prouver que les peuples des pays situés derrière le prétendu rideau de fer vivaient en esclavage, reposait essentiellement sur la présence, en Occident, des masses de réfugiés hongrois ayant quitté leur pays en 1956-1957. Le fait que plus de quarante-quatre mille d'entre eux parfaitement au courant de la situation des pays occidentaux se soient décidés à regagner la Hongrie, a enlevé à cette propagande toute raison d'être. Qui serait donc encore assez naïf pour croire qu'un pays que ses enfants regagnent en si grand nombre, soit effectivement un vaste pénitencier soumis au règne de la terreur ?

3. — Il ne faut enfin pas oublier qu'il y a dans le monde occidental d'immenses organisations occupant des milliers de collaborateurs, et dont l'existence se justifie exclusivement par la guerre froide. Le « Free Europe Committee » (Comité de l'Europe Libre) dont le budget annuel se monte à plusieurs dizaines de millions de dollars, et qui fait partie du mouvement « Croisade pour la Liberté », est une des plus puissantes. Il finance à lui seul des dizaines de sous-agences et constitue la principale ressource des politiciens de l'émigration. Il va de soi que la diffusion des calomnies constitue la raison d'être de ces agences, et que rien ne justifie les nombreux millions de dollars qu'elles reçoivent, si ce n'est le désir d'accroître ces mensonges.

Il ne sera pas sans intérêt de citer ici un exemple historique à l'appui de ce que je viens d'avancer. Au cours des dernières années de la Monarchie des Habsbourg, c'est-à-dire avant la première guerre mondiale, puis ensuite sous le régime fasciste de Hongrie, instauré par le régent Horthy, entre les deux guerres mondiales un million et demi de Hongrois environ ont quitté le pays pour se disperser dans le monde entier. Ces un million et demi de Hongrois furent effectivement forcés de s'ex-patrier, forcés par la terreur, par la misère, par les persécutions politiques. Au cours de ces sombres années, le peuple hongrois subit des pertes plus cruelles que celles qu'il aurait subies pendant une guerre et une épidémie.

De ce million et demi de Hongrois effectivement chassés de leur pays il n'a jamais été, il n'est jamais question dans les pays occidentaux. Il ne s'y est jamais trouvé un sociologue, un homme politique et encore moins un propagandiste pour chercher à éclaircir les causes de cet exode vraiment massif et permanent, pour les soumettre à l'opinion publique. Il y eut pourtant bien trouvé matière à scandale ! Le sort des réfugiés hongrois de 1956-1957 qui furent au nombre de 190 000, à peine plus de 10 % du chiffre cité plus haut, est par contre constamment maintenu à l'ordre du jour depuis plus de trois ans. Sous ce vif intérêt et sous

6

ce sentiment de « solidarité humaine » se cachent, bien entendu, des motifs exclusivement politiques. C'est encore pour des raisons politiques que — pris de panique devant les proportions du reflux massif des réfugiés — on a créé de toutes pièces un problème artificiel des ex-réfugiés.

Cent quatre-vingt-dix mille Hongrois ont quitté leur pays pour l'Occident et plus de quarante-quatre mille d'entre eux sont jusqu'à présent revenus en Hongrie. Plusieurs milliers de demandes d'autorisation de retour sont actuellement à l'étude auprès des autorités hongroises et les détenteurs de plusieurs milliers d'autorisations déjà délivrées ne renouvellent la date de leur retour que parce qu'il n'ont pas encore pu réunir l'argent nécessaire à couvrir les frais de voyage. Plus de vingt-cinq mille émigrés entretiennent une correspondance régulière avec la Fédération Mondiale des Hongrois, avec la Radio-diffusion Hongroise, ainsi qu'avec d'autres organisations de Hongrie. Le reste est une simple question de calcul : le total des ex-réfugiés déjà rentrés dans leur pays, des réfugiés ayant demandé leur autorisation de retour et des correspondants permanents des diverses organisations hongroises représente environ la moitié du chiffre dont il a été question plus haut. Il représente aussi le nombre de ceux qui ont compris dans le lointain exil le sens du mot patrie.

Pour toutes ces raisons, les fronts de la guerre froide se développent. Quant à la Hongrie, les opérations stratégiques de la guerre psychologique — j'emprunte ce terme à certains milieux occidentaux où il est très répandu — se poursuivent désormais sur deux fronts. Le premier qui est aussi le plus ancien, est celui des attaques contre la République Populaire Hongroise. Le deuxième, le plus récent, est celui des opérations lancées contre les réfugiés hongrois, c'est à dire, plus exactement, contre l'idée de retour en Hongrie qui hante avec une insistance sans cesse accrue un nombre de plus en plus grand d'entre eux.

L'attaque a été déclenchée essentiellement parmi les habitants des camps de réfugiés, en ayant recours à des moyens de propagande « de bouche à l'oreille ». La « préparation d'artillerie » avait été confiée à la presse de langue hongroise, publiée à l'intention des réfugiés. Ensuite, on confia à l'affaire des proportions internationales. La Radio Europe Libre, la BBC, un certain nombre d'émetteurs américains de télévision, ainsi que plusieurs grands journaux mondiaux se joignirent à la campagne.

Il ne sera pas sans intérêt de signaler que, de temps à autre, un rayon de vérité parvient à percer le brouillard créé par cette campagne de propagande pourtant si savamment orchestrée. Ainsi par exemple le journal de réfugiés « Független Magyarorszag » (La Hongrie Indépendante) paraissant en Australie, publiait, dans son numéro du premier mars 1960, l'entretien suivant :

« Au cours des quatre ou cinq derniers mois, la presse internatio-

7

nale a publié à deux reprises une information selon laquelle cent cinquante jeunes gens qui venaient d'avoir 18 ans accomplis, mais qui étaient en prison depuis 1956, auraient été exécutés en Hongrie, dans le plus grand secret. L'information provenait de source viennoise.

... Plusieurs organisations de Hongrois d'Amérique voulaient envoyer des messages de protestation au président du conseil soviétique, séjournant alors aux États-Unis. Elles tirent cependant à se procurer d'abord des renseignements confidentiels auprès du Département d'État. La section hongroise du State Department leur répondit que la légation des États-Unis à Budapest n'avait pas connaissance de l'affaire et qu'elle n'en avait été informée que par la presse internationale.

Les bavues de ce genre ne suffisent cependant pas à complètement étouffer la campagne de mensonge concernant le retour des réfugiés. Des mensonges de ce genre sont désormais insuffisants pour monter l'opinion internationale contre la démocratie populaire hongroise, mais le mérite revient exclusivement à l'impartialité des gens honnêtes et raisonnables. Cela ne veut pas dire que les tentatives en vue d'influencer l'opinion occidentale dans ce sens appartiennent désormais au passé.

Ce sont ces raisons qui m'ont incité à entreprendre la rédaction — ou plus exactement la compilation — d'un livre traitant de la vie d'ex-réfugiés hongrois, revenus en Hongrie après un séjour plus ou moins long à l'Occident. Le respect scrupuleux de la vérité exige que la parole soit donnée aux personnes les plus autorisées en la matière, c'est-à-dire aux ex-réfugiés revenus en Hongrie. En ce qui concerne les procédés de composition de mon ouvrage, j'ai choisi tous les ex-réfugiés de telle ou telle ville, de telle usine, de tel village ou de telle administration plutôt que des ex-réfugiés pris individuellement. Plus exactement encore : le présent ouvrage publie l'histoire, quelle qu'elle soit, de tous les ex-réfugiés revenus en Hongrie et travaillant actuellement dans tel ou tel secteur déterminé.

Voici comment j'ai procédé : j'ai visité une petite ville hongroise, plusieurs entreprises industrielles d'importance secondaire, un village, une grande usine de Budapest universellement connue, ainsi que la Caisse Nationale d'Épargne, qui est une de nos plus importantes administrations. Dans mon livre je raconte la vie de tous les ex-réfugiés travaillant dans ces secteurs. Je n'ai omis personne, je peux donc dire qu'aucun choix n'a été opéré.

Les secteurs que j'ai visités et les gens que j'ai vus, représentent, on peut l'affirmer, un résumé du pays tout entier. Le tableau que j'offre au lecteur est donc celui de dizaines de milliers de Hongrois ex-réfugiés revenus au pays après un séjour plus ou moins prolongé à l'Occident.

L'Auteur

8

LA VILLE DE PÁPA

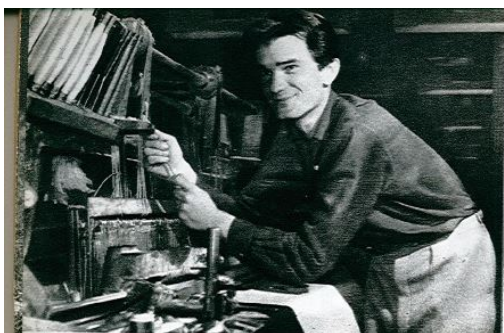
Ville construite en plein Bakony, la plus importante région forestière du pays. A en croire le témoignage des fouilles archéologiques, l'emplacement de la ville était habité dès l'âge du bronze. Au moyen âge, on y trouve l'une des plus importantes fortifications de Hongrie, puis, à la fin du siècle dernier, nous assistons à son développement industriel et surtout artisanal, sans que pour cela elle perde son caractère agricole. Telle on la retrouvera à la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est alors seulement que disparaît l'immense latifundium, — propriété de la plus riche famille du pays, les Esterházy — qui, pendant des siècles, entourait et étouffait la ville. Dans seize communes du canton les Esterházy faisaient la loi et privaient de toutes possibilités d'extension la propriété paysanne et l'industrie. C'est ce qui explique que les entreprises industrielles de la ville n'avaient été en tout et pour tout qu'un nombre de trois : la Manufacture de Tabacs et les filateries Perutz et Leipnik.

C'est dans cette perspective qu'il est tout particulièrement intéressant et instructif à la fois de comparer la situation industrielle et sociale de Pápa telle qu'elle se présentait autrefois et telle qu'elle nous apparaît aujourd'hui.

Sur l'emplacement de la Manufacture de Tabacs se trouve de nos jours l'Elektromax, grande fabrique d'appareils électriques. Les deux filatures ont fusionné et le nombre des ouvriers a doublé. L'usine de charcuterie Bacon qui n'employait qu'une main-d'œuvre de 80 personnes, occupe actuellement, sous le nom d'Entreprise de Charcuterie de Pápa, six cents ouvriers. Un petit atelier groupant auparavant dix ouvriers dans un cadre purement artisanal s'est transformé sous le nom d'Entreprise de Réparation de Machines Industrielles, en une grande usine qui compte actuellement 300 ouvriers. Deux grands centres industriels se sont en outre installés à Pápa : l'Union des Mines et du Bâtiment du Département de Veszprém et l'Union des Briqueteries du Département de Veszprém. Toutes les deux dirigent des douzaines de briqueteries et de tourbières.

Du fait de l'existence même de ces deux grandes entreprises, Pápa pourrait perdre son caractère agricole, mais l'agriculture reste pourtant

9



Ferenc Szabó est apprenti à la Fabrique de Textiles de Pápa

Mme János Szűcs, ouvrière à la Fabrique de Textiles de Pápa chez elle, avec son mari



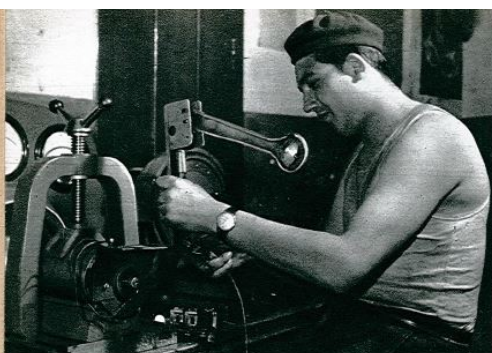
DUNAVECSE

Grande bourgade du département de Bács, en Hongrie du Sud. Chef-lieu de canton, 4760 habitants.

A vol d'oiseau, Dunavecse se trouve à 2 kilomètres de Sztálinváros, située sur l'autre rive du Danube. Sztálinváros est une grande ville socialiste qui compte actuellement près de 40 000 habitants. Cette ville est née il y a dix ans en plein désert. Elle est groupée autour des Usines Sidérurgiques Danubiennes, fabrique géante, née en même temps qu'elle. Nombre d'habitants de Dunavecse vont travailler soit aux Usines Sidérurgiques, soit dans les autres fabriques de Sztálinváros, à bord de petits vapeurs qui font le service sur le Danube.

Parmi les gens de Dunavecse partis en 1956, quatre sont revenus en Hongrie. Les époux Magyar (Gyula Magyar et sa femme) ont trouvé du travail à Budapest et s'y sont installés. Sándor Takács et Mme József Szilágyi, par contre, habitent toujours Dunavecse.

63



Gyula Hosszú, électricien à Zalaegerszeg vient de se fiancer

Ottó Gerley, conseiller juridique de la Fabrique de Confection de Zalaegerszeg, à son bureau



Valéria Földesi, institutrice à Zalaegerszeg, avec ses élèves



Ferenc Bubits, maçon à Zalaegerszeg, « a fait une bonne affaire »



Die letzten heimkehrwilligen Ungarn aus der Schweiz, 79 an der Zahl, werden von Soldaten des Betreuungsdetachements auf den Bahnhof von St. Margrethen geführt. Einige von ihnen haben ein rot-weiß-grünes Abzeichen an den Rockaufschlag geheftet, werden sie es auch in Ungarn tragen, wo Hammer und Sichel wieder den Platz der nationalen Embleme eingenommen haben? Sie behaupten es...



Du Kleiner, du weißt noch nicht, was das bedeutet: Freiheit. Deine Mutter führt dich in die Heimat zurück, wo du den wahren Sinn des viel mißbrauchten Wortes »Freiheit« nie lernen wirst (Bild unten, bei der Verteilung des Reiseproviant). – Ein 14-jähriger Knabe, Joska, reist auch nach Ungarn zurück (Bild oben). Aus eigenem Entschluß. Seine Mutter, die zusammen mit seinen neun Geschwistern in Ungarn geblieben war, hat ihn in mehreren Briefen angefleht, heimzukehren. Aber etwas anderes hat ihn bewogen, diesen folgeschweren Schritt zu tun: Zusammen mit andern Ungarkindern arbeitete er in einer Lausanner Metzgerei. Eines Tages wurde eine Kleinigkeit gestohlen; ein jüngerer Gefährte Joskas war der Dieb. Da dieser sich nicht meldete, wurden alle Kinder kollektiv mit Arrest bestraft. In seiner kindlichen Ehre gekränkt, beschloß Joska, sich für die Heimachtung anzumelden. Möge deiner Ehre in der Heimat nie Schlimmeres widerfahren, stolzer kleiner Joska!

249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft

Aufnahmen Rob Gnant
Interview Tibor Kovacs

die Woche Nr. 7 vom 11.-17.2.1957

Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies

11 000 flüchtige Ungarn fanden in der Schweiz Aufnahme. Daß sich nun 249 von ihnen entschlossen haben, nach ihrem von den Sowjets drakonisch verwalteten Heimatland zurückzukehren, mag zunächst erstaunen. Aber im Grunde ge-

nommen ist nichts Außergewöhnliches daran. Die Schweiz und der Westen überhaupt behaupteten nie, die freie Welt sei mit einem Paradies gleichzusetzen. Die Vorteile und Wohltaten der Freiheit müssen, wie alle irdischen Gaben, erarbeitet

und verdient werden. Einige Ungarn – allerdings eine verschwindende Minderheit, muß man sagen, wenn man den Prozentsatz von etwas weniger als zweieinhalb ausgerechnet hat – kehren nun zu dem zurück, wovor sie vor zehn Wochen geflohen sind, zum kommunistischen Arbeiter-»Paradies«. Dieser Entschluß läßt sich, wenn nicht rechtfertigen, so doch wenigstens erklären: Der Kommunismus hatte die jungen Leute im Glauben an ein irdisches Paradies erzogen. Als sie es im Herrschaftsbereich der Sowjets nicht verwirklicht sahen, hofften sie, es im freien Westen zu finden. Die Enttäuschung war groß. Selbstverständlich sind unter den 249 Heimkehrern auch solche, die unter jedem Regime mit den bestehenden Institutionen in Konflikt geraten, weil sie eben asozial und nicht anpassungsfähig sind. Da ist zum Beispiel der Fall des György Ban, eines ehemaligen Sprechers von Radio Budapest, den unser ungarischer Mitarbeiter vor der Abfahrt im Bahnhof St. Margrethen interviewt hat. György Ban ist nie Freiheitskämpfer gewesen. Am ersten Tag der ungarischen Revolution verließ er seinen Posten, um nicht für die Aufständischen arbeiten zu müssen. Nach der Unterdrückung der

Revolution trat er wieder in den Dienst der Sowjets, mußte aber von ihnen mehrmals Rügen entgegennehmen, weil er zu oft und zu tief ins Glas geschaut hatte. Aus beleidigtem Ehrgefühl warf er seinen Herren den Bettel vor die Füße, stotterte in seiner Wut etwas Antikommunistisches und mußte untertauchen. Abgekürzt kann man seine Geschichte folgendermaßen formulieren: Aus Jähzorn geriet er in die Bahn des flüchtigen, antikommunistischen Patrioten. Auf die Frage unseres Mitarbeiters, wie er sich nach seiner Rückkehr nach Ungarn wieder die Gunst der Sowjets erkaufen wolle, sagte György Ban källichelnd: »Ich werde ihnen erzählen, daß ich immer ein treuer Kommunist war!« Und er wird nicht lügen...

Die Arbeit war ihm zu schwer. Dieser Mann beschwert sich, man hätte ihm in der Schweiz zugemutet, in einer Maschinenfabrik zu arbeiten. Dafür sei er nicht nach dem Westen geflohen... Er hat sich wohl keine Gedanken darüber gemacht, als was man ihn im Ungarn Kaders anstellen wird. Nach neuesten Berichten leidet das Land unter Arbeitslosigkeit. – Ein anderer Rückkehrer, den wir begreiflicherweise nicht fotografiert haben, verriet uns, er reise nur deshalb nach Ungarn zurück, um von neuem zu fliehen, diesmal mit Frau und Kind, die beim ersten Fluchtversuch von den Russen erwischt worden waren.

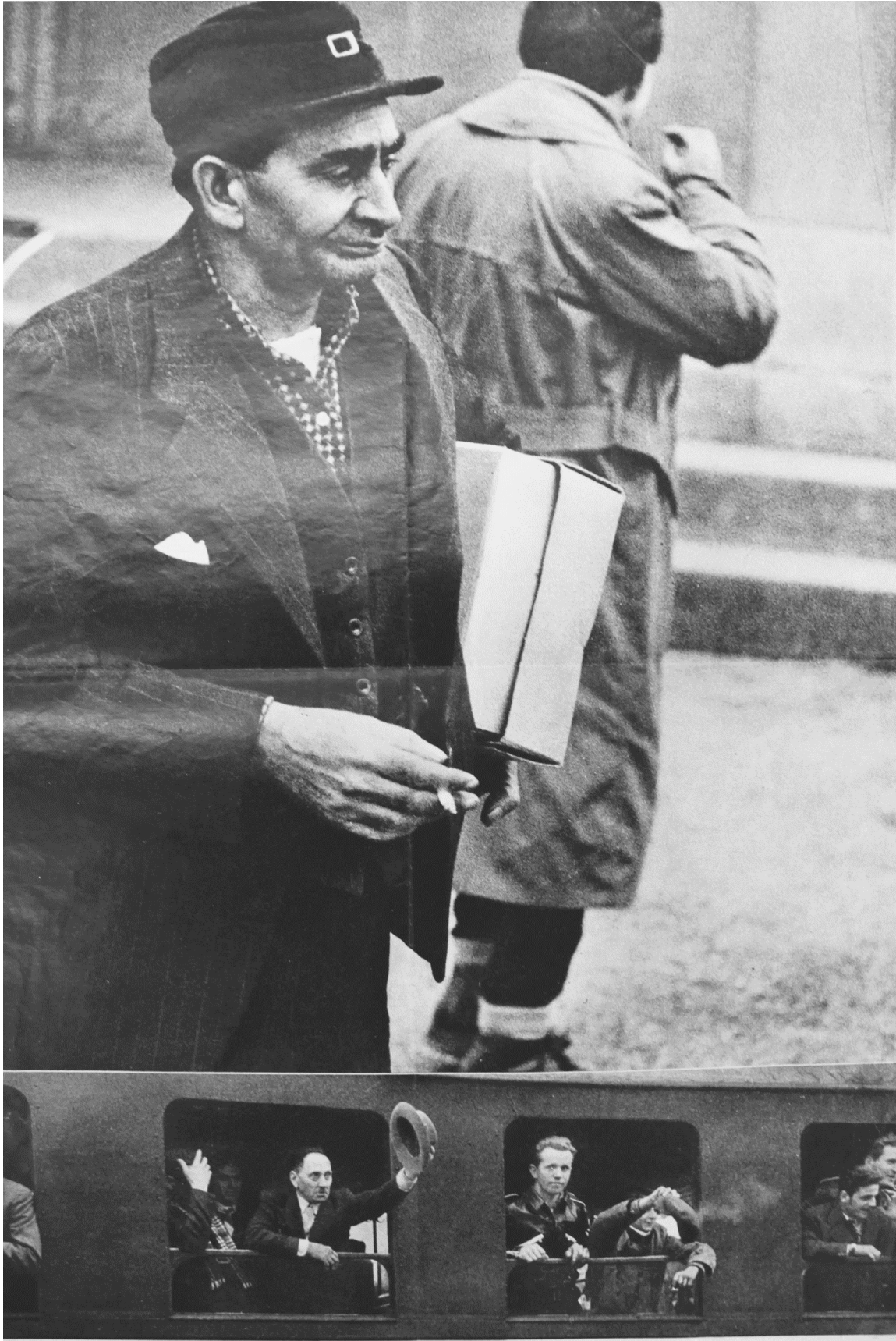
Der Zug hat sich in Bewegung gesetzt und verläßt den Bahnhof von St. Margrethen. In Buchs werden die beiden Wagen mit den heimkehrenden Ungarn für die Fahrt durch Österreich verriegelt und erst wieder an der ungarischen Grenze geöffnet werden. Mögen die Reisenden in ihrer Heimat nicht ein zweites Mal enttäuscht werden...

Sie hatte sich das »kapitalistische Paradies« anders vorgestellt. Falsche Vorstellungen vom Leben im Westen hatten sie bewogen, nach der freien Welt zu fliehen. Sie war ganz erstaunt, als sie feststellen mußte, daß »das Auto für jedermann« auch in der Schweiz ein Wunschtraum bleiben muß. – Es ist eben nicht zu übersehen, daß der kommunistische Materialismus da und dort – zum Glück nur in seltenen Fällen – auch die Gesinnung von Flüchtlingen so beeinflusst hat, daß sie die geistigen Werte der freien Welt nicht zu schätzen wissen und infolge materieller Unzulänglichkeiten am Westen irre werden.



ang. romantisches Department
Information und Presse

Der Inhalt von Koffern und Paketen bildet hoffentlich nicht das einzige gute Andenken an den Westen, das die Ungarn aus der Schweiz mit nach Hause nehmen. Er möge ihnen aber über die Schwierigkeiten der ersten Zeit in ihrer wirtschaftlich ruinierten Heimat hinweghelfen. Der Verkauf von einem Kilo Kaffee auf dem schwarzen Markt in Ungarn bringt 1000 Forint ein, und das langt für den Lebensunterhalt während eines Monats.



Auszug aus dem falsch verstandenen Paradies. 249 Ungarn in der Schweiz wählten die Kadar-Herrschaft », Die Woche, 11 février 1957.

M. ANNEXES STATISTIQUES

Remarques: Si une autre source n'est pas stipulée (), les statistiques ci-dessous ont été réalisées sur la base d'un échantillon de 1000 cartes sélectionnées de manière aléatoire dans le fichier central des réfugié·e·s hongrois·es conservé aux AfZ-SFH: Archiv für Zeitgeschichte der ETH Zurich, SFH (Schweizerische Flüchtlingshilfe/Organisation suisse d'aide aux réfugiés)-Archiv, Zurich.*

Sur ces 1000 cartes, 179 sont celles de rapatrié·e·s. Pour des raisons de lisibilité, les données concernant les rapatrié·e·s sont en vert et celles de l'ensemble des arrivant·e·s (rapatrié·e·s inclus) en orange. Les statistiques issues d'autres sources sont représentées en bleu.

Nous avons soumis les variables catégorielles de notre base de données au test χ^2 qui a confirmé que les différences constatées entre les deux groupes et présentées dans les tableaux M11 à M15 sont significatives¹.

M1. DESTINATION DES RÉFUGIÉ·E·S DEPUIS LA SUISSE. CONFRONTATION DE NOTRE ÉCHANTILLON AUX STATISTIQUES DE L'OCSAR.

Destination réfugié·e·s selon notre échantillon N = 1000	Emigration vers un pays tiers	Retour vers la Hongrie	Séjour prolongé en Suisse	Décès	na	Total
En nombres absolus	230	179	568	23	0	1000
En pourcentage	23,0	17,9	56,8	2,3	0	100
Destination réfugié·e·s selon statistiques OCSAR au 30 juin 1962 * N = 13803						
En nombres absolus	2757	1705	9182	139	20	13803
En %	20,0	12,4	66,5	1,0	0,1	100

Remarque: les statistiques tirées de notre échantillon couvrent une période plus longue que les statistiques des statistiques de l'OCSAR et comportent certains biais mentionnés dans l'introduction. On peut néanmoins vérifier que les retours et les émigrations correspondent environ aux statistiques officielles de l'OCSAR.

** Source : Stand der Kartothek für ungarische Flüchtlinge des Aufstandes 1956 per 30. Juni 1962, AfZ-SFH: 31 a (A).*

¹ Je remercie Anna Reiche pour son aimable contribution.

M2. PROPORTION HOMMES/FEMMES PARMI LES RAPATRIÉ·E·S ET LES RÉFUGIÉ·E·S

Proportion hommes/femmes parmi les rapatrié·e·s de notre échantillon N = 179	hommes	femmes	total
En nombres absolus	129	50	179
En %	72,1	27,9	100
Proportion hommes/femmes parmi les réfugié·e·s de 1956 en Suisse N = 1000			
En nombres absolus	711	289	1000
En %	71	29	100
Proportion hommes/femmes parmi les rapatrié·e·s jusqu'à mai 1957. Sources officielles hongroises* N = 9504	hommes	femmes	total
En nombres absolus	7169	2335	9504
En %	75,4	24,6	100
Proportion hommes femmes parmi les réfugié·e·s de 1956 Sources officielles hongroises* N = 151731			
En nombres absolus	100523	51208	151731
En %	66,3	33,7	100

* Source : KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], pp. 174-211.

M3. DESTINATION DES RÉFUGIÉ·E·S SEUL·E·S EN FONCTION DU SEXE

Femmes célibataires, veuves ou divorcées N = 174	Restent (probablement) en Suisse	Rentrent en Hongrie	Émigrent vers un pays tiers	Dont Outre mer*	Parmi ce groupe exercent une profession qualifiée	Total
En nombres absolus	98	26	50	33	75	174
En %	56,3	14,9	28,7	19,0	43,1	100
Hommes célibataires, veufs ou divorcés N = 455	Restent (probablement) en Suisse	Rentrent en Hongrie	Émigrent vers un pays tiers	Dont Outre mer*	Parmi ce groupe exercent une profession qualifiée	
En nombres absolus	287	76	92	57	292	455
En %	63,1	16,7	20,2	12,5	64,2	100

*USA, Canada, Australie.

M4. RÉFUGIÉ·E·S ET RAPATRIÉ·E·S SELON CONFIGURATION FAMILIALE ET CONJUGALE À L'ARRIVÉE

Configuration familiale à l'arrivée		En nombres absolus	En %		En nombres absolus	En %
Enfant ou jeune* (garçons et filles) avec l'un de ses parents et éventuellement fratrie	Rapatrié·e·s selon configuration à l'arrivée N = 179	1	1	Réfugié·e·s selon configuration à l'arrivée N = 1000	24	2
Enfant ou jeune* (garçons et filles) avec ses parents		2	1		62	6
Total enfants ou jeunes* accompagnés		3	1,7		86	8,6
Jeune fille ou enfant* arrivée seule ou avec fratrie ou ami-e-s mais sans parents		9	5,0		25	2,5
Femme âgée seule accompagnant ou rejoignant son ou ses enfants adultes		4	2,2		8	0,8
Femme arrivée avec conjoint et parents		0	0,0		1	0,1
Femme arrivée avec conjoint et s'il y en a, enfant(s)		17	9,5		83	8,3
Femme arrivée avec fiancé ou ami et éventuellement fratrie		2	1,1		31	3,1
Femme arrivée avec fratrie et/ou parents		1	0,6		27	2,7
Femme arrivée avec parents éloignés ou ami(s)		2	1,1		7	0,7
Femme arrivée seule avec enfant(s) et éventuellement fratrie/parents		2	1,1		5	0,5
Femme arrivée seule sans conjoint ni enfant		13	7,3		63	6,3
Total Femmes		50	27,9%		250	25
Jeune homme ou enfant* arrivé seul ou avec fratrie, famille éloignée ou ami-e-s mais sans parents		22	12,3		64	6,4
Homme âgé seul accompagnant ou rejoignant son ou ses enfants adultes		0	0,0		2	0,2

Homme arrivé avec conjointe et s'il y en a, enfants		19	10,6		139	13,9
Homme arrivé avec fiancée ou amie		2	1,1		14	1,4
Homme arrivé avec fratrie et/ou parents		11	6,1		68	6,8
Homme arrivé avec parents éloignés ou ami(s)		2	1,1		10	1,0
Homme arrivé seul avec enfant(s) et éventuellement fratrie/parents		2	1,1		3	0,3
Homme arrivé seul sans conjointe ni enfant		68	38,0		361	36,1
Total hommes		126	70,4		661	66,1
na		0	0,0		3	0,3
Total		179	100%		1000	100%

*Personnes nées après 1^{er} octobre 1938 (considérées comme mineures en Hongrie au moment des événements).

M5. RÉFUGIÉ·E·S ET RAPATRIÉ·E·S AYANT PROBABLEMENT LAISSÉ UN·E CONJOINT·E EN HONGRIE

Rapatrié·e·s ayant probablement laissé conjoint·e en Hongrie N = 179	En nbres absolus	En %
Mineur·e (= personnes nées après le 1 ^{er} octobre 1938)	34	19
Na (= c'est possible mais on ne sait pas)	84	46,9
Non (= personnes déjà marié·e·s qui viennent avec conjoint·e et enfants ou divorcé·e)	24	13,4
Oui (= mentionné·e marié·e mais pas de conjoint·e accompagnant·e)	37	20,7
Dont femmes	11	6,1
Total	179	100
Réfugié·e·s ayant probablement laissé conjoint·e en Hongrie N = 1000		En %
Mineur·e (= personnes nées après le 1 ^{er} octobre 1938)	190	19,0
Na (= c'est possible mais on ne sait pas)	503	50,3
Non (= personnes déjà marié·e·s qui viennent avec conjoint·e et enfants ou divorcé·e)	210	21,0
Oui (= mentionné·e marié·e mais pas de conjoint·e accompagnant·e)	97	9,7
Dont femmes	20	2
Total	1000	100

M6. RÉFUGIÉES ENCEINTES À L'ARRIVÉE

Rapatriées enceintes au moment de l'arrivée en Suisse N = 50	En nbres absolus	En %
femmes na	17	34,0
femmes enceintes	7	14,0
femmes non enceintes	26	52
Total femmes	50	100
Réfugiées enceintes au moment de l'arrivée en Suisse N = 290		En %
femmes na	47	16,2
femmes enceintes	20	6,9
femmes non enceintes	223	77
total	290	100

M7. SOUHAITS DES RÉFUGIÉ-E-S MENTIONNÉS SUR LES FICHES

Souhaits des rapatrié-e-s N = 179	En nombres absolus	En %
Pas de souhaits mentionnés	151	84,4
Souhait particulier mentionné	28	15,6
Si oui, souhaite émigrer aux USA, Canada, Australie	13	7,3
total	179	100
Souhaits des réfugié-e-s N = 1000		
Pas de souhaits mentionnés	915	91,5
Souhait particulier mentionné	85	8,5
Si oui, souhaite émigrer aux USA, Canada, Australie	39	3,9
total	1000	100

M8. PROFESSIONS DES FEMMES

Type de professions		En nbres absolus	En %		En nbres absolus	En %
élèves	Femmes rapatriées N = 50	4	8	Femmes réfugiées N = 290	37	12,8
ménagères		7	14		26	9,0
professions « mixtes »		7	14		58	20,0
na		13	26		37	12,8
Professions traditionnellement féminines		12	24		58	20,0
Professions traditionnellement masculines		7	14		74	25,5
total		50	100		290	100

M9. PLACEMENT DES RÉFUGIÉ·E·S EN MILIEUX URBAINS ET RURAUX (EN SUISSE)

Placement rapatrié·e·s* dans une grande ville**. N=173 (179-6 [codage non effectué pour ces 6 personnes])	En nombre absolu	En %
na	5	2,9
oui	37	21,4
non	131	75,7
total	173	100
Placement réfugié·e·s 1ère mention d'adresse* dans une grande ville** N=920 (1000-80 [codage non effectué pour 80 personnes])		
na	17	1,8
oui	313	34,0
non	590	64,1
total	920	100

* Première mention d'adresse (après passage dans caserne s'il a lieu).

** Zurich, Genève, Lausanne, Bâle, Lucerne, Berne, Saint Gall.

M10 (TAB. 1) MOMENT DU RETOUR

Nombre de rapatriements selon mois N= 150 (N = 179-25 personnes dont la date de retour n'est pas connue; 4 personnes retour entre 1965 et 1977).							
Mois retour	Nbre retours	Mois retour	Nbre retours	Mois retour	Nbre retours	Mois retour	Nbre retours
nov.56	1	nov.57	2	déc.58	3	avr.62	1
déc.56	1	déc.57	4	févr.59	1	juin.62	1
janv.57	11	janv.58	4	avr.59	1	sept.62	1
févr.57	16	févr.58	7	nov.59	2	nov.62	1
mars.57	35	mars.58	2	avr.60	1	janv.63	3
avr.57	4	avr.58	3	mai.60	1	mai.63	1
juin.57	4	mai.58	2	juin.60	2	juil.63	1
juil.57	6	juil.58	5	juil.60	1	sept.63	1
août.57	3	août.58	3	déc.60	1	oct.63	1
sept.57	4	sept.58	2	févr.61	1	déc.63	1
oct.57	2	oct.58	1	mai.61	1	avr.64	1
Total							150

M11 (TAB. 2) ÂGE À L'ARRIVÉE ET MOMENT DU RETOUR

Confrontation âge à l'arrivée et moment de retour	Rentré·e·s après le 1 ^{er} avril 1957 (nbres absolus)			
Né·e·s après le 1 ^{er} octobre 1938	na	non	oui	Total
non (majeur·e·s)	24	52	64	140
oui (mineur·e·s)	3	13	23	39
Total	27	65	87	179
Né·e·s après le 1 ^{er} octobre 1938	Rentré·e·s après le 1 ^{er} avril 1957 (en %)			
non	17,1	37,1	45,7	100
oui	7,7	33,3	59,0	100

M12 (TAB. 3) ORIGINE DES RÉFUGIÉ·E·S ET RAPATRIÉ·E·S

1. Lieu de naissance rapatrié·e·s (région géographique) N = 179	Frontière ouest***	Ouest Hongrie	Total ouest	Budapest et périphérie	autre	Suisse	étranger/ex-territoire	na	Total
En nombres absolus	25	49	74	35	39	1	5	25	179
En %	14,0	27,4	41,3	19,6	21,8	0,6	2,8	14,0	100
2. Lieu de naissance rapatrié·e·s (environnement) N = 179	Ville de province*	Province**	Total province	Budapest et périphérie	Ex-territoires hongrois	Suisse	autres et na	Total	
En nombres absolus	32	84	116	35	5	1	22	179	
En %	17,9	46,9	64,8	19,6	2,8	0,6	12,3	100	
3. Lieu de naissance réfugié·e·s (région géographique) N = 1000	Frontière ouest***	Ouest Hongrie	Total ouest	Budapest et périphérie	autre	Suisse	étranger/ex-territoire	na	Total
En nombres absolus	133	190	323	256	215	5	62	139	1000
En %	13,3	19,0	32,3	25,6	21,5	0,5	6,2	13,9	100
4. Lieu de naissance réfugié·e·s (environnement) N = 1000	Ville de province*	Province**	Total province	Budapest et périphérie	Ex-territoires hongrois	Suisse	autres et na	Total	
En nombres absolus	156	383	539	256	49	5	151	1539	
En %	15,6	38,3	53,9	25,6	4,9	0,5	15,1	154	

* villes de plus de 40 000 habitant·e·s en 2018

** petites villes et villages de moins de 40 000 habitant·e·s en 2018

*** lieux aux abords de la frontière ouest (rayon=environ 30 km)

M13 (TAB. 4) RÉFUGIÉ·E·S SELON CONFESSION

1. Confession des rapatrié·e·s N = 179	catholiques romains	réformé·e·s	israélites	autres et na	total
En nombres absolus	143	23	1	12	179
En %	79,9	12,8	0,6	6,7	100
2. Confession des réfugié·e·s N = 1000					
En nombres absolus	749	190	23	38	1000
En %	74,9	19,0	2,3	3,8	100

M14 (TAB.5) RÉFUGIÉ·E·S ET RAPATRIÉ·E·S SELON CONTINGENT D'ARRIVÉE

1. Rapatrié·e·s selon contingent d'arrivée N = 179	Premier contingent des 4000	deuxième contingent des 6000	Arrivées "tardives" (dont depuis Yougoslavie)	Total
En nombres absolus	62	99	18	179
En %	34,6	55,3	10,1	100
2. Réfugié·e·s à l'arrivée, répartition dans les contingents selon statistiques OCSAR* au 30 juin 1962 N = 13803 (arrivées)				
En nombres absolus	4032	6248	3523	13803
En %	29,2	45,3	25,5	100

* Source : Stand der Kartothek für ungarische Flüchtlinge des Aufstandes 1956, 30 juin 1962, AfZ-SFH: 31 a (A).

M15 (TAB 6) RÉFUGIÉ·E·S ET RAPATRIÉ·E·S SELON CATÉGORIES MÉTIERS ET NIVEAU DE QUALIFICATION

Catégories métiers		En nombres absolus	En %		En nombres absolus	En %
Écolier·e·s	1. Rapatrié·e·s selon catégorie métier et niveau de qualification N=179	8	4,5	2. Réfugié·e·s selon catégorie métier et niveau de qualification N = 1000	80	8,0
Apprenti·e·s et étudiant·e·s		11	6,1		68	6,8
TOTAL EN FORMATION		19	10,6		148	14,8
manœuvres et ouvrier·e·s non qualifié·e·s		19	10,6		100	10,0
métiers non qualifiés hors ouvrier·e·s et manœuvres		4	2,2		22	2,2
Ménagères		7	3,9		26	2,6
Chauffeur·es		13	7,3		34	3,4
TOTAL SANS QUALIFICATION		43	24,0		182	18,2
enseignement (hors arts et sport), sciences humaines, éducation.		1	0,6		13	1,3
artisan·ne·s marchand·e·s et métiers traditionnels		21	11,7		92	9,2
ouvrier·e·s qualifié·e·s et professions techniques		34	19,0		219	21,9
soins		1	0,6		6	0,6
second œuvre et bâtiment		15	8,4		81	8,1
emplois de bureau et services publics		9	5,0		63	6,3
mineurs		8	4,5		21	2,1
fonctionnaires, sécurité et armée		0	0,0		11	1,1
professions créatives et sportives, événementiel		2	1,1		26	2,6
paysan·ne·s, forestiers, jardiniers, professions "plein air"		6	3,4		17	1,7
TOTAL QUALIFICATION 1		97	54,2		549	54,9
métiers hautement qualifiés professions techniques		0	0,0		33	3,3
métiers hautement qualifiés professions médicales et sciences dures (non techniques)		3	1,7		16	1,6
métiers hautement qualifiés sciences humaines, droit, économie, finance		0	0,0		15	1,5
TOTAL QUALIFICATION 2		3	1,7		64	6,4
na		17	9,5		57	5,7
Total échantillon		179	100		1000	100

M16. RÉFUGIÉ·E·S ET RAPATRIÉ·E·S SELON L'ÂGE À L'ARRIVÉE

Rapatré·e·s en fonction de l'âge à l'arrivée N = 179	Entre 0 et 19	Entre 20 et 34	Plus de 35 ans	Total
En nombres absolus	61	88	30	179
En %	34,1	49,2	16,8	100
Réfugié·e·s en fonction de l'âge à l'arrivée N = 1000	Entre 0 et 19	Entre 20 et 34	Plus de 35 ans	
En nombres absolus	316	533	151	1000
En%	31,6	53,3	15,1	100

Remarque : le test χ^2 a montré que dans ce cas, les différences entre les deux groupes ne sont pas assez significatives pour en déduire une conclusion. Néanmoins, ce tableau permet de considérer la composition de l'ensemble des deux groupes en terme d'âge.

N. PORTRAITS DES TÉMOINS

*Remarques sur l'anonymisation : En règle générale, nous avons attribué un pseudonyme à chaque témoin. Néanmoins, certaines personnes ayant une visibilité publique, nous avons cru bon, avec leur accord, de laisser leur vrai nom. Ces personnes sont signalées ci-après par un *.*

Remarques méthodologiques : ces portraits ont été réalisés exclusivement sur les dires des interviewé-e-s sauf si une autre source est mentionnée. Les entretiens étaient conduits avec une méthode semi-directive. L'auteure est consciente des biais relatifs à la reconstruction de leur mémoire et à la construction de leur récit, que ce soit dans ces portraits, reconstitués par l'auteure, ou dans les citations utilisées dans le manuscrit. La langue de l'entretien est spécifiée en fin de portrait, ainsi que si leur témoignage était enregistré ou non. L'auteure leur a demandé au préalable leur accord. Dans le manuscrit, les phrases, si elles ont été exprimées dans une autre langue, ont été traduites en français par l'auteure.

***Basilides, Bálint** est né à Budapest en 1944 dans une famille d'intellectuel-le-s ou, comme il l'exprime lui-même, du « Tout Budapest ». Son père est cinéaste, sa mère céramiste et écrivain. L'une des tantes de Bálint était une chanteuse célèbre, l'une des premières interprètes du fameux compositeur Béla Bartók. Le père de Bálint est d'origine aristocrate, sa mère est issue de la grande bourgeoisie protestante. Après la Deuxième Guerre mondiale, la fortune familiale s'est principalement envolée en raison de l'inflation. Le couple divorce en 1949. Dès lors, Bálint vit seul avec sa mère et sa sœur dans un quartier chic de Buda. En 1956, les mouvements d'opposition dans les milieux intellectuels et étudiants donnent de grands espoirs à la famille. Mais l'annonce de la seconde attaque soviétique anéantit les espérances de démocratisation et d'ouverture. La mère de Bálint se rend avec ses deux enfants dans l'hôtel de la capitale où sont logés les journalistes étrangers. Elle trouve un correspondant d'un journal allemand prêt à l'emmener. La famille doit se faire passer pour celle du journaliste. Bálint et sa sœur ont la consigne de ne pas ouvrir la bouche pendant le voyage. La famille parvient finalement en Suisse, à Neuchâtel le 11 novembre 1956. Le groupe dont elle fait partie, logé dans un premier temps au Chanet, compte un certain nombre de combattant-e-s de l'Insurrection, jeunes gens de Csepel ou des quartiers pauvres de Budapest. Phil Casoar et Eszter Balázs – qui ont mené une enquête sur l'une de ces insurgées, Jutka, précisément atterrie à Neuchâtel – décrivent bien dans leur livre *Les héros de Budapest*, le destin de ce groupe, d'où filtrait une certaine violence. Bálint Basilides en a quelques souvenirs, qu'il raconte dans une autobiographie à paraître sous le titre *Le ciel bleu au fond du puits*. Il a 12 ans et une nouvelle vie commence pour lui. Il doit apprendre le français et, très vite, pour aider sa mère, fait différents petits boulots. La famille est de longues années durant « encadrée » par le pasteur de la localité et connaît des difficultés. La mère de Bálint souffre de nombreux maux. Outre la difficulté de mener sa vie comme elle l'entend à Neuchâtel, elle fait plusieurs séjours en clinique psychiatrique avant de se suicider en 1965. Bálint a pu revoir son père en 1968 alors qu'il était en déplacement aux Jeux olympiques de Grenoble. Le cinéaste Son avait insisté pour passer une soirée avec ses enfants qu'il n'avait pas revus après leur exil. Il décède quelques mois plus tard.

Après un début d'apprentissage abandonné – « la vie de bureau » n'étant pas pour lui, dit-il – Bálint devient éducateur. Il rencontre sa future femme, Marcelle, avec qui il déménage à Lausanne. Il veut devenir pasteur mais change finalement d'orientation et accède au poste de cadre dans différentes entreprises. La famille réaménage à Neuchâtel, avant, dans les années 1990, de se faire construire une maison proche du Lac Balaton. Marcelle et Bálint vivent ainsi aujourd'hui en Hongrie où ils mènent une retraite très active.

L'entretien a eu lieu à Keszthely, le 12 décembre 2015.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

Borsodi, István est né en 1942. Il habitait en 1956 à Tapolca chez sa tante dans l'Ouest de la Hongrie. La mère d'István Borsodi étant décédée, son père, imprimeur de Szolnok, l'avait envoyé là-bas ne pouvant assumer seul l'entretien de son fils. Pendant les « événements », il voit bientôt des centaines de personnes se diriger vers la frontière autrichienne, à quelques kilomètres de là. Lors de notre entretien en 2015, en pleine « crise des réfugiés » et alors que plusieurs centaines d'entre eux passent par la Hongrie, il résume : « c'était comme maintenant avec les migrants, sauf que c'était des Hongrois ». Il se décide à partir lui aussi, car dit-il, il ne se sentait pas bien chez sa tante et c'était une occasion inespérée de « sortir ». Il n'a que 14 ans. Il rejoint la frontière en stop jusqu'à Szombathely, où il peut prendre le train. On est au début de l'exode, la fuite est encore aisée. Une fois à Graz, il entend une annonce pour la Suisse. L'idée de rester proche de la Hongrie lui plaît. István Borsodi se rappelle encore des applaudissements « des gens qui venaient nous saluer », explique-t-il, dans chaque gare où le train spécial faisait halte. Il a conservé la première carte postale destinée à sa famille « Je suis à Bière, je me sens bien, j'embrasse tout le monde » écrit-il. De Lausanne, il rejoint Fribourg où il a l'occasion d'étudier deux mois intensivement l'allemand et le français. István Borsodi espère pouvoir débiter des études, mais le prêtre responsable de son suivi est formel : un apprentissage est mieux adapté. Il rejoint alors Chiètres pour devenir mécanicien. Il garde malgré tout un bon souvenir de cette période. Son maître d'apprentissage lui

prête son vélo et il fait des grandes excursions dans toute la région avec ses deux amis, des jeunes réfugiés hongrois non accompagnés, comme lui. Mais le mal du pays et surtout le manque des proches commence, dit-il, à le ronger. Et ce d'autant plus que sa tante lui écrit depuis la Hongrie que les jeunes rapatriés bénéficient d'une amnistie. Également désireux de le voir rentrer au pays, son père lui assure qu'« ils ont promis qu'[il] pourrait étudier », rapporte István Borsodi. Celui-ci fait une première visite à la Légation où il est très bien accueilli : « ils étaient visiblement contents de compter un jeune de plus qui voulait rentrer » raconte-t-il. Dans le même temps, il hésite à rejoindre sa cousine aux États-Unis. Il fait les démarches en ce sens mais l'ambassade américaine l'avertit que l'obtention d'un visa d'émigration peut durer plusieurs années. Il se décide à rentrer vers sa famille en Hongrie.

Avec le recul, il voit ce retour comme une grosse erreur. « Comme j'étais parti très jeune, je ne me rendais pas compte de l'écart économique entre les deux pays ». Il rejoint son père à Szolnok. Il est interrogé deux fois par la police locale mais ne subit pas de mesures de rétorsion. Il peut faire des études techniques et gravit les échelons jusqu'à devenir responsable régional du contrôle de qualité dans les stations d'essence de l'entreprise pétrolière et gazière MOL. Il fait connaissance de sa femme et déménage à Szeged. Le couple pourra effectuer plusieurs voyages à l'étranger, dont en Suisse en 1985 où – en montrant à sa femme les lieux où il a séjourné – il boucle la boucle.

L'entretien a eu lieu à Szeged, le 28 décembre 2015 en présence de Tibor Söregi.

Langue : allemand et hongrois.

Enregistrement approuvé.

***Böröcz, József** (1922-2016). Il est à l'origine du *Verband der ungarischen christlichen Arbeitnehmer der Schweiz* (VUCAS/ *Svájci Keresztény Magyar Munkavállalók Szövetsége* [SKMMSZ]) dont les archives sont aujourd'hui conservées aux « Sozialarchiv » à Zurich. Cet ancien soldat de l'armée hongroise, prisonnier en Allemagne à la fin de la guerre et émigré en Suisse en septembre 1947, travaille comme tailleur et vendeur dans une boutique chic de Zurich. Cela lui permet de rencontrer une riche clientèle et, grâce à son carnet d'adresses, de faire engager des dizaines de réfugiés hongrois dans les entreprises de ses clients. József Böröcz était le charismatique président du VUCAS de 1962 à son décès en 2016.

En 1969, ce « syndicat non marxiste » et intégré dans le réseau anticommuniste suisse mène une entreprise d'envergure portant le nom de « Ungarn für Ungarn ». L'Union fait venir, grâce à une permission spéciale de la Confédération, plus de 500 réfugiés hongrois au cours des années 1970 et 1980 (de Hongrie ou de pays limitrophes). Le VUCAS se porte alors garant de ces personnes. Dès 1969, le VUCAS s'est particulièrement engagé pour la naturalisation des réfugiés hongrois en dispensant notamment des cours et des brochures destinées à la préparation de l'examen que requéraient certains cantons. Mais il propose aussi une aide concrète dans la vie de tous les jours des nouveaux arrivants, par le biais de cours d'allemand, etc. En 1970, le VUCAS ne compte pas moins de 800 membres². Cette entreprise s'est réalisée grâce au vaste réseau de Böröcz qui intervenait régulièrement auprès des acteurs institutionnels suisses et qui trouvait lui-même un emploi aux nouveaux arrivants. Dans les cercles de réfugiés hongrois, Böröcz est une personne incontournable et une figure connue. D'aucuns se souviennent de ce personnage haut en couleur qui avait toujours sur lui des bulletins de versement qu'il distribuait partout où il allait.

L'entretien a eu lieu à Zurich, le 4 octobre 2013.

Langue : allemand.

Enregistrement approuvé.

Gémes, Péter est né en 1934 à Budapest. Il est élevé par sa mère et sa tante, une diaconesse soucieuse de l'éducation religieuse de son neveu. C'est elle qui envoie Péter dans une école réformée à Kecskemét où il débute sa scolarité en internat. De 1950 à 1954, il entame une formation au Technikum de Budapest, avant de réaliser son service militaire entre 1954 et 1955. À son retour et jusqu'à l'Insurrection, il est engagé comme technicien sur machine à Kőbánya, dans la banlieue de Budapest. Il s'engage dans le Conseil ouvrier qui prend le contrôle de la fabrique dès les premiers jours de l'Insurrection, participe à l'élaboration d'une liste des communistes « staliniens » qu'on ne voulait plus voir travailler au sein de la fabrique. Après l'échec de la Révolution, il se rend compte qu'il est en danger en raison de ses activités récentes. Il décide de fuir et parvient à rejoindre Vienne où il loge chez un ami. Comme il parle un peu allemand, au moment de choisir sa destination, il opte pour la Suisse. Après quelques jours dans la caserne de Bière, ce jeune homme de 22 ans est quasiment recruté par la société industrielle chimique Geigy. Il y travaille pendant toute sa carrière, également aux États-Unis et en Grande Bretagne. Il se marie en 1961 avec une Suissesse, elle aussi employée dans l'entreprise, et fait le maximum pour se fondre dans la société suisse. Raison pour laquelle il ne parle pas hongrois à ses enfants. Il entretient un rapport ambigu à son pays, développe une mauvaise conscience et se sent en quelques sortes

² László Parragi, *Schlussbericht über die Archivierungsarbeiten, 50 Jahre Dokumentensammlung der VUCAS-SKMMSZ. Verzeichnis im Schweizerischen Sozialarchiv*: AR 470, Zürich, 14. 03. 2009.

« coupable » d'être parti, mais explique qu'il n'a jamais voulu rentrer. Il est très ému en évoquant les femmes qu'il a dû quitter en 1956, sa mère, sa sœur, sa tante.

L'entretien a eu lieu à Bâle le 1^{er} avril 2015.

Langue : allemand.

Enregistrement approuvé.

Horváth, Magdolna est née en 1931 à Budapest dans une famille de huit enfants. Après sa maturité, elle travaille dans un bureau de poste de Budapest, où elle rencontre son futur mari. Le couple se marie en 1954. Il est appareilleur-monteur. Pendant les événements de 1956, son mari décrète : « Si les Russes reviennent, je ne resterai pas ». Depuis Budapest, ils parviennent ensemble à prendre le train en direction de la frontière. Après cela, ils peuvent monter dans un camion. Ils arrivent à Steiermark le lendemain. Magdolna Horváth souhaiterait rejoindre les États-Unis, d'autant que sa sœur y est déjà. Mais son mari choisit la Suisse, pays au demeurant plus accessible. Le couple arrive à la caserne de Sion. Si elle se dit heureuse d'avoir trouvé asile en Suisse, Magdolna Horváth raconte aujourd'hui avec franchise toutes les difficultés qu'elle a connues. Tout d'abord, le jeune couple est placé à St-Ursanne, « où il y avait à peine l'eau et l'électricité ». Ne connaissant jusque-là que Budapest, cette arrivée dans la bourgade est décrite comme un choc par Magdolna : « Nous attendions une ville ». Elle est placée comme ouvrière non qualifiée dans une fabrique, alors qu'elle espérait pouvoir travailler à la poste comme en Hongrie (et que beaucoup de Hongrois – principalement des hommes – sont alors engagés par les PTT). Deuxième choc. Le travail en fabrique est par ailleurs très dur. La réfugiée souffre alors de ce qu'elle décrit comme un effondrement nerveux : elle doit faire deux semaines de clinique psychiatrique. À la suite de cela et, semble-t-il, selon leur vœu, le couple est placé à Delémont, où Magdolna Horváth travaille dans une fabrique de papier. « À Delémont, c'était déjà mieux », dit-elle. En 1962, le couple donne naissance à une fille et reçoit la visite de la mère de Magdolna en 1963. Six mois après l'accouchement, elle reprend le travail, cette fois dans une fabrique de lettres de machines à écrire. L'horizon s'éclaircit peu à peu, d'autant que la sœur de Magdolna l'a rejointe en Suisse. Mais l'attente est longue jusqu'à la naturalisation qui permet au couple d'enfin retourner en Hongrie, en 1971. Magdolna raconte leur frustration lorsqu'ils ont appris qu'en Allemagne par exemple, les réfugié·e·s obtenaient la naturalisation après 6 ou 7 ans. Grâce à leur travail acharné, Magdolna et Ferenc peuvent progressivement améliorer leur situation et même se bâtir une maison dans les années 1970. Aujourd'hui veuve, Magdolna Horváth vit encore à Delémont. Le couple se rendait souvent à Bâle, le large Rhin leur rappelant le Danube. Il existait par ailleurs un magasin hongrois tenu par un couple d'anciens chimistes où Magdolna se plaisait à faire ses emplettes. Elle décrit aujourd'hui sa fuite comme le bon choix : « En Suisse, nous avons eu une vie bien plus tranquille que nous l'aurions eue en Hongrie ». Si elle a plusieurs fois hésité à rentrer en Hongrie, Magdolna Horváth a toujours résisté à cette tentation. Mais, dit-elle, « Je demanderai peut-être qu'on mette mes cendres en Hongrie ».

L'entretien a eu lieu à Delémont, le 22 juillet 2015

Langue : allemand.

L'interviewée n'a pas souhaité être enregistrée.

Kemény, Gábor est né en 1932 dans une famille de médecins à Buda devenus anticomunistes. Il fréquente des écoles religieuses et est très actif dans le mouvement scout. Après son baccalauréat en 1951, il s'inscrit en faculté de médecine. En possession d'armes et soupçonné d'activisme politique, il est arrêté le 18 septembre 1953. Il passe près de trois ans en prison jusqu'à la libération par des insurgés à l'automne 1956. Il se réfugie rapidement en Autriche, puis en Suisse à l'annonce de l'arrivée des Soviétiques. D'abord logé à Zurich chez une famille, l'étudiant en médecine rejoint Genève. Détenteur d'une bourse, il apprend au moment de sa naturalisation qu'il est censé la rembourser. Révolté par cette injustice, il proteste avec succès contre cette mesure : lui et d'autres anciens étudiants hongrois à Genève ne devront pas rembourser le montant. À côté de son métier de psychiatre, Kemény a été très actif dans les associations d'exil hongroises, il a organisé le *Dies Academicus* hongrois de l'Université de Genève dès 1977. Cette manifestation, qui accueillait des conférences d'exilés prestigieux était une forme de commémoration de l'exécution de Nagy. Kemény a été surveillé par le Ministère public de la Confédération pour ces activités en Suisse. Il nous raconte avoir voulu élaborer un attentat contre Nikita Khrouchtchev lors de sa venue à Genève en 1959 puis, avec ses comparses, avoir renoncé à la dernière minute. Dans les années 1990, Kemény reçoit la Croix d'Officier de l'Ordre du Mérite pour ses nombreuses activités menées contre le régime communiste. Libéral et nationaliste convaincu, Gábor Kemény est aujourd'hui un proche du premier ministre hongrois Viktor Orbán.

Les entretiens ont eu lieu à Genève, les 11 et 31 octobre 2014.

Langue : français.

L'interviewé n'a pas souhaité être enregistré.

Király, Edit est née au début des années 1940 à Dorog. La famille déménage dans le comitat de Zala d'où les parents sont originaires. Le père est employé dans une société hungaro-américaine. En 1949, lorsque la

compagnie est étatisée, il se met à son propre compte comme mécanicien. En 1956, tout allait bien pour la famille, qui n'avait aucunement l'intention de quitter le pays. La société de son père s'occupe des véhicules de toute la région, y compris ceux du régiment de l'armée hongroise stationnée aux alentours. Mais, pendant les événements, le père d'Edit prend part au comité révolutionnaire de la ville et est élu à sa tête. Dès le 4 novembre, les membres du Conseil sont pourchassés : la caserne a été pillée et la police cherche les coupables. Le père d'Edit est le seul membre du comité qui n'a pas encore fui à l'Ouest, il risque d'en être le bouc émissaire. Alors, la famille se met en route vers la Yougoslavie car les possibilités pour l'Autriche sont désormais réduites. La famille parvient à rejoindre la Yougoslavie, passe de nombreux mois dans différents camps, ils espèrent rejoindre les USA ou un pays neutre comme la Suède ou la Suisse. Ils obtiennent l'asile en Suisse qu'ils rejoignent en août 1957. Edit Király a alors 16 ans et est heureuse de trouver un foyer. Ils sont logés à Berne, on a trouvé un emploi pour son père, à General Motors et pour son frère, également mécanicien, à Ostermundigen. Edit Király ne souhaite aucunement rester à la maison comme le suggère la police des étrangers : elle travaillera deux ans dans la fabrique de chocolat Wander AG. En Hongrie, elle avait commencé des études d'économie. Dans le cadre d'un concours, elle obtient la possibilité de suivre une formation chez des ingénieurs hongrois pour apprendre le métier de dessinatrice, formation qu'elle réalise à côté du travail en fabrique. Elle est ensuite employée à Gfeller où, raconte-t-elle, elle était la première femme au bureau technique. Elle y reste 35 ans, puis travaille 5 ans à son propre compte. Edit Király se marie en 1965 avec un autre réfugié hongrois, il travaillait alors comme magasinier dans la Migros de son quartier. Le couple a eu un fils et trois petits enfants.

Les entretiens ont eu lieu à Berne, les 17 et 22 août 2018.

Langue : allemand.

Enregistrement approuvé.

***Kiss, Gabriella** est traductrice et interprète établie à Genève. Elle est arrivée « légalement » en 1947 en Suisse chez une amie de sa mère où elle ne pensait rester que quelques semaines. Conséquence de la progressive prise de pouvoir des communistes, sa famille devient « ennemie de classe » et son père, avocat, ne peut exercer son métier. Une fois en Suisse, Gabriella décide de rester car elle n'a, selon ses dires, aucun avenir en Hongrie. Ses parents ne pouvant plus lui envoyer de l'argent, elle doit travailler (ménage, garde d'enfants) pour financer son séjour en Suisse. Elle demande alors l'asile à la Confédération suisse, qu'elle peine à obtenir. Après des années difficiles, où elle n'est aidée que de manière sporadique, Gabriella Kiss reçoit une bourse de l'entraide étudiante (financée par la Banque Pictet et *Radio Free Europe*) pour étudier les sciences politiques à l'Institut des Hautes études internationales. Elle obtient sa licence en 1954 mais, selon elle, « il n'y avait pas beaucoup de possibilités pour les femmes ». Elle travaille donc « dans le social » et comme traductrice et interprète jusqu'à sa retraite. Ses parents et son frère pourront la rejoindre en 1957. Elle est régulièrement mobilisée par les autorités genevoises et suisses comme interprète et travaille également pour Caritas.

Les entretiens ont eu lieu à Genève, les 24 octobre et 7 novembre 2014.

Langue : français.

L'interviewée n'a pas souhaité être enregistrée.

Konrád, Sándor décrit sa famille comme « ouverte sur l'Europe », appartenant à une certaine élite intellectuelle, catholique. Il fuit la Hongrie fin 1956 avec la ferme intention de faire des études en Suisse, comme son père l'avait fait, dans la prestigieuse EPFZ. Devenu ingénieur, il est employé à Siemens à Zurich, puis il rejoint Genève pour travailler au sein d'un Institut de recherche industrielle. Sándor Konrád vit avec enthousiasme les débuts des circuits intégrés et de la technologie informatique en général : « Parfois, on restait toute la nuit au bureau pour avancer dans nos recherches ». Après cette intense période, il rejoint un autre poste à Neuchâtel, puis à nouveau Genève chez une entreprise d'électronique spécialisée en télécommunication où il poursuit sa carrière.

Membre de l'Association des Hongrois de Genève au moment du début de notre recherche, il nous a donné de nombreuses adresses de connaissances gravitant autour de la vie associative hongroise.

L'entretien a eu lieu à Fribourg, le 2 juillet 2013.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

Kovács, Imre est né à Győr. Il a 16 ans lorsqu'il décide de quitter la Hongrie avec son frère, déserteur à l'automne 1956. « Je voulais voir le monde », explique-t-il. Avec un groupe de 20 à 30 personnes, il rejoint Mosonmagyaróvár en bus, puis marche dans la nuit. Imre Kovács se rappelle de l'arrivée à Buchs, la désinfection et la douche, et estime la mesure tout à fait justifiée : « C'était très bien ! Très suisse. Aujourd'hui, on ne fait plus ça avec les réfugiés qui arrivent de partout ! ».

Après deux semaines de repos, il est employé comme ouvrier dans une fabrique de textile dans le canton de Saint-Gall. Il y reste pendant un an, le temps, dit-il, d'apprendre la langue et le dialecte. Il effectue alors le Technikum du soir à Zurich et gravit progressivement les échelons en tant que dessinateur technique. Il devient

suisse 15 ans après son arrivée. Même s'il est tenté de rejoindre la Hongrie plus tôt, il se retient : « Il y en a qui sont rentrés, j'en ai connu, mais ils ont perdu leur statut de réfugié. Je ne voulais pas perdre mon papier ». Il travaille ensuite pour des entreprises suisses plusieurs années en Irak, puis en Afrique du Sud, aux États-Unis, avant de retourner en Hongrie dans les années 1990 où il vit aujourd'hui avec sa compagne.

L'entretien a eu lieu à Győr, le 20 décembre 2015 en présence de Tibor Sőregi.

Langue : allemand et hongrois.

Enregistrement approuvé.

Mándy, László est né en 1934. Il grandit dans une famille de condition modeste. Son père, ramoneur, avait une petite entreprise dont il a été exproprié en 1949. Il vend alors sa maison et, grâce aux conseils d'un voisin avocat, peut en acheter une autre aux environs de l'Aéroport de Budapest. Le père reste estampillé comme ancien entrepreneur et représente donc, aux yeux du régime, un ennemi. C'est pour cette raison que son fils László ne peut s'inscrire à l'Université. Il réalise alors un apprentissage d'électromécanicien dans la capitale. En 1956, il travaille au montage dans une fabrique de la banlieue de Budapest. Il se décide à fuir la Hongrie avec un ami pendant les événements de 1956. Une fois en Suisse, il s'établit à Bienne où il occupe différentes places de travail en tant qu'électromécanicien. Il se marie avec une Suissesse en 1964 et obtient la nationalité suisse en 1974. László Mándy coupe progressivement les ponts avec la Hongrie, surtout depuis la mort de ses parents.

L'entretien a eu lieu à Bienne, le 21 juillet 2015.

Langue : allemand (dialecte).

Enregistrement approuvé.

Márai, Béla est originaire des environs de Sopron. Au début des années 1950, il obtient une bourse d'État pour étudier l'économie (en commerce extérieur) à Budapest. Grâce à ce pécule, il peut se payer une place dans une chambre où sont logés 6 à 8 autres étudiants de province. Il raconte aujourd'hui avec passion l'effervescence qui régnait dans les milieux estudiantins au cours de l'année 1956. Il quitte la Hongrie le 19 novembre 1956 et rejoint la Suisse. De la caserne de Lucerne, il rejoint Zurich en janvier 1957. C'est là que les réfugiés hongrois souhaitant étudier sont auditionnés. Après avoir passé les tests avec succès, Béla Márai peut choisir sa filière et est rassuré : il craignait de ne pas pouvoir continuer ses études en économie. Il est admis à l'Université de Saint-Gall. Dans le cadre de son cursus, il réalise un stage de 6 mois à Genève dans une compagnie d'assurance puis dans une banque à la Haye en 1959. Il obtient ensuite une bourse pour apprendre le français à Genève. Il revient à Saint-Gall en 1960 et obtient sa licence. Attiré par Genève, il est accepté à l'Institut des Hautes études internationales et obtient une nouvelle bourse pour réaliser une étude sur l'intégration économique de pays de Centre Afrique. Béla Márai réalise ainsi sa carrière, notamment grâce aux instruments d'encouragement à la recherche. « Il y avait de l'argent ! » résume-t-il. Dans le même temps, il s'engage corps et âme dans la politique d'exil notamment via l'Union des étudiants hongrois libres (UFHS). Il est engagé dans une société d'industrie chimique pour réaliser des études de marché en Afrique. Puis, il travaille 25 ans pour une fabrique de cosmétique, dans la planification.

Béla Márai dit ne pas avoir eu vraiment de mal du pays. « Je me suis plongé dans mes études et j'étais trop heureux de voir le monde, de vivre dans le « Monde libre » ». Il a pu accueillir plusieurs fois ses parents à Genève et retourner en Hongrie, une fois naturalisé suisse, en 1972. Il se rappelle des tracasseries administratives lors des visites en Hongrie – il fallait par exemple s'annoncer chaque fois qu'on changeait de localité – et d'avoir un jour été refoulé à la frontière parce qu'il avait oublié dans une poche de sa sacoche des coupures de journaux ridiculisant Kádár. S'il n'a jamais songé au retour définitif, Béla Márai dit s'être continuellement informé de l'évolution de la situation politique en Hongrie : « Je lisais aussi bien la presse communiste qu'anticommuniste ». Il prônait, dans ses engagements, un certain dialogue avec les intellectuel·le·s resté·e·s en Hongrie communiste, ce qui lui a valu de lourdes critiques des cercles hongrois les plus anticommunistes. L'ancien réfugié garde des liens forts avec la Hongrie et vit une retraite très active. Il écrit beaucoup et participe à différents projets culturels, économiques et historiques dans les deux pays.

Les entretiens ont eu à Genève, les 28 juin et 12 octobre 2013.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

Müller, Zita est née au début des années 1930 à Győr. Elle est la cadette d'une fratrie de sept enfants et avoue ne pas savoir grand-chose sur l'histoire de sa famille. Avec sa mère et ses frères et sœurs, elle émigre en Autriche pendant la Deuxième Guerre mondiale, avant de rentrer en Hongrie au moment où elle était le théâtre des derniers affrontements russo-allemands. Leur maison de Győr avait été occupée pendant leur absence. La mère a perdu son premier mari avant le conflit, puis le second, mort sur le front en Russie. Une fois rentrée à Győr, la mère de Zita Müller travaille dans des bains, avant d'être envoyée en prison sans que sa fille n'ait jamais su pourquoi. Sa grand-mère et ses frères s'occupent d'elle. Après l'école obligatoire, elle s'inscrit à l'école d'ingénieur où elle étudie 4 ans. Il y avait quelques femmes qui, d'après les dires de Zita Müller,

n'étaient pas considérées d'égal à égal par les hommes. Elle avait effectué quelques stages, mais n'avait pas encore de place fixe quand la Révolution éclate. Impliqué dans les combats, son frère lui propose – à elle et son amie, qu'il courtisait – de fuir avec lui. Ses deux autres frères et leurs familles quittent également la Hongrie. Une fois en Suisse, elle est placée comme dessinatrice d'outillage à Paillard SA à Yverdon. Elle y rencontre son futur mari, un Suisse. Elle arrête de travailler jusqu'à la scolarisation de ses deux enfants, la famille s'installe à Bienne, puis à Fribourg, où elle peut retravailler, cette fois dans un bureau d'architecte. À sa retraite, elle pourra pleinement se consacrer à sa passion de toujours, la peinture. Elle réalise de nombreuses expositions en Suisse et en Hongrie.

Les entretiens ont eu lieu le 29 mai (entretien téléphonique) et à Fribourg, le 6 juillet 2015.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

Nagy, Gyula grandit dans le 1^{er} arrondissement à Buda. Son père, juriste et officier, a travaillé pour le Ministère de la Guerre sous le régime Horthy. Enfant, Gyula Nagy a été témoin de scènes de guerre traumatisantes. Il vit la fin des affrontements caché dans une cave pendant plusieurs mois. Une fois le régime communiste en place, la famille devient « ennemie de classe », mais, grâce notamment aux hautes qualifications du père de Gyula Nagy, qui est également ingénieur, elle souffre moins que d'autres membres de cette élite. La famille n'est par exemple pas déportée à la campagne et le père peut continuer à travailler comme ingénieur sous le nouveau régime. Dans les années 1950, le « kader » (pédigree des personnes en fonction de leur classe d'origine) très défavorable de Gyula Nagy est compensé par l'engagement et le courage de ses parents qui feront des pieds et des mains pour que leurs enfants obtiennent une bonne formation. C'est également cette « débrouillardise » qui permet à Gyula de quitter la Hongrie à la fin décembre 1956. Son père lui trouve un faux passeport et organise sa fuite : de Budapest à Győr en bus, puis en train jusqu'à Sopron. Après quatre ou cinq heures de marche, il arrive à Deutschkreuz. Le réfugié passe ensuite par le camp de Traiskirchen où son propre père avait reçu sa formation d'officier, avant de rejoindre Vienne. Le jeune homme se voit bien rester dans la capitale autrichienne mais depuis Budapest, son père – par l'intermédiaire d'un directeur d'une école primaire en Suisse rencontré dans le cadre de l'action du CICR en Hongrie – fait en sorte que le jeune réfugié soit invité à l'EPPFZ. Le jeune Gyula rejoint donc la Suisse où il loge dans la maison familiale de ce directeur et peut débiter les cours de préparation d'entrée dans la prestigieuse haute école. Il passe avec succès les 17 examens à la fin de l'été 1957 et peut débiter des études de physique. Au bout d'un certain temps, Gyula Nagy supporte mal sa dépendance envers son protecteur et ne se sent pas libre de ses opinions et ses mouvements. Il quitte alors la maison cossue du directeur, emménage en ville et fait différents petits boulots pour financer lui-même ses études et ainsi, comme il le dit lui-même « prendre son destin en main ». Il réalise ensuite une brillante carrière de physicien, d'abord comme chercheur au CERN à Genève, puis dans le privé à Paris, et enfin à Budapest, après 1989.

Les entretiens ont eu lieu dans le canton de Zurich, les 23 mars et 18 mai 2018.

Langue : allemand et français.

Enregistrement approuvé.

***Pósfay, Emese** est née dans une famille calviniste. Son père – un juge ayant prononcé nombre de peines contre des militants communistes – craint les représailles des Soviétiques. La famille émigre donc de la Hongrie en 1945 vers un camp de déplacés où elle restera quatre ans. Emese Pósfay rejoint l'Argentine et vit au sein d'une « colonie » hongroise. Parfaitement bilingue espagnol-hongrois, la jeune femme traduit notamment des dépêches de RFE pour la presse argentine et occupe différents postes de secrétaire. En 1956, elle participe à l'accueil des « nouveaux » réfugiés en Argentine. Mariée à un pasteur, le couple déménage à Genève en 1971 à la suite d'une demande de la Fédération mondiale luthérienne. Choquée d'entendre que les enfants de réfugiés ne maîtrisent pas toujours le hongrois, elle organise des cours de langue pour les enfants d'émigré·e·s. On effectue alors un appel à l'Eglise Saint Boniface où les Hongrois·es ont l'habitude de se retrouver et une quarantaine de parents se manifestent. Avec une autre femme de pasteur, elle monte une école hongroise visant à inculquer aux jeunes déracinés des rudiments de la culture et la langue hongroise. Un jour, raconte-t-elle, elle reçoit un coup de téléphone de l'Ambassade de Berne qui assure pouvoir lui fournir du matériel pour l'aider dans son travail. Méfiante, elle préfère ne pas se compromettre et l'école reste celle des enfants de dissident·e·s. Elle réalise d'ailleurs le matériel didactique toute seule. À Genève, il y a pourtant aussi une autre communauté, celle des quelques employé·e·s hongrois·es de l'ONU ou d'autres organisations, qui évolue dans une sphère sans contact avec les réfugié·e·s. Cette séparation est également valable pour les enfants. Le souvenir de ce type de sollicitation est très présent dans le récit d'Emese Pósfay. Active dans les réseaux hongrois anticommunistes en Amérique du Sud, elle dit avoir souvent repéré des « tentatives d'infiltration » des communistes dans certains événements culturels.

L'entretien a eu lieu à Genève, le 7 novembre 2014.

Langue : français.

L'interviewée n'a pas souhaité être enregistrée.

Révész, Katalin a grandi au bord du Lac Balaton dans une famille juive très religieuse. Elle admirait beaucoup son père, personnage connu dans la région, qui organisait de nombreux événements sportifs très suivis par les locaux et les touristes. Chez les Révész, on parlait yiddish et la mère de Katalin n'avait pas le droit d'exposer son corps sur la plage. Ses grand-mères portaient des perruques. Katalin Révész n'est en revanche pas très religieuse. Ses parents gèrent l'hôtel d'une ville côtière : une immense bâtisse de cinquante chambres. À 12 ans, ses parents l'envoient à l'École juive de Budapest car ils s'inquiètent du fait que leur fille est « peu religieuse et se comporte en petite sauvage ». La jeune fille passe ainsi quatre ans dans pensionnat. À 16 ans, elle commence l'Académie commerciale, où elle apprend le métier de secrétaire. La traque des Juifs avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale a eu des répercussions tragiques dans sa famille, dont une grande partie a été déportée et assassinée. Elle et son père ont survécu dans un camp de travail, et sa mère dans le ghetto de Budapest. Les parents de sa meilleure amie, Anita, ont été assassinés dans les camps de la mort. Anita a également survécu, mais a perdu ses orteils, gelés, dans une marche entre Auschwitz et Birkenau. La famille retourne ensuite au bord du Lac Balaton et croit pouvoir rouvrir son hôtel. Il fonctionne quelques mois comme cantine pour les troupes russes. Katalin croyait en l'honnêteté de ceux qui avait libéré le pays des nazis. Elle apprend le russe et dit avoir été prise d'affection par un chef militaire russe qui lui offre même un vélo. Elle explique que c'est aussi lui qui a essayé de convaincre ses parents de vendre leur hôtel pendant qu'il en était encore temps. En vain, la famille en est dépossédée au début des années 1950. Eux qui avaient déjà été, leur vie durant, stigmatisés comme Juifs se retrouvent à nouveau étiquetés cette fois-ci comme bourgeois, car anciens propriétaires. Toute la famille déménage à Budapest, où ils possèdent un appartement. Son père travaille dans un Tea-Room largement au-dessous de ses compétences. En raison de son « origine bourgeoise », Katalin ne peut accéder à l'Université. À son arrivée à Lausanne, elle retrouve une communauté juive qui jouera un grand rôle dans sa vie et dans la suite de son parcours. Elle vit de différents emplois mais ne se sent pas très bien en Suisse. Elle s'inscrit au Consulat américain pour rejoindre une tante aux Etats-Unis. En Suisse, la chambre qu'elle habite est chère, froide et sa logeuse ne la laisse pas cuisiner. En outre, son problème est le même qu'en Hongrie : elle n'est pas mariée et peine à vivre dans des conditions décentes et satisfaisantes, d'autant qu'elle est seule et éloignée de sa famille. Elle reçoit finalement l'autorisation d'émigrer aux USA, après quatre ans d'attente. En 1961, juste avant de partir à New-York, elle rencontre son futur mari. Après avoir travaillé une année comme secrétaire aux États-Unis, elle décide de rentrer en Suisse, où elle se marie avec un ancien militaire de carrière.

L'entretien a eu lieu à Lausanne, le 10 juillet 2015.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

***Sasvári, László** s'est réfugié en Suisse en 1980. Dans les années 1970, il est le seul avocat de Budapest à ne pas participer aux séminaires organisés par les juristes du Parti. Dans le collimateur du secrétaire du Parti, il est surveillé par la police politique, empêché de déplacements et se sent bientôt menacé. Il demande alors l'asile en Suisse. Ne maîtrisant pas le français, il ne trouve d'autre alternative que de travailler comme vendeur dans un kiosque jusqu'à sa retraite. Il vit difficilement l'exil mais peut enfin vivre librement sa foi et l'inculquer à ses enfants. Toute la famille est très engagée dans la vie des associations hongroises, au niveau cantonal, puis national. László Sasvári était le dernier président de l'Union des associations hongroises en Suisse. Grâce à lui et à son fils, toutes les archives de l'Union et de son antenne vaudoise ont pu être sauvées et sont désormais consultables aux « Sozial Archiv » à Zurich.

L'entretien a eu à Lausanne, le 1^{er} juin 2013 en présence de Tibor Söregi.

Langue : hongrois.

Enregistrement approuvé.

Szabó, Josette est née à Lausanne. En 1956, la Suisse est encore très jeune mais elle se souvient aujourd'hui encore de la sympathie que suscitaient les réfugié·e·s hongrois·es. Sa famille accueille deux jeunes réfugiées, tandis qu'elle-même fréquente souvent le foyer hongrois à la place Chaudron. Elle y rencontre son futur mari en 1962, un mécanicien réfugié de 1956, avec qui elle partage la passion du sport (gymnastique et natation). Elle n'a pas encore 18 ans et suit l'école de commerce.

Son mari était originaire de Transylvanie (ex-territoire hongrois en Roumanie). En 1943, ses parents et leurs six enfants déménagent à Keszthely avec 70 bovins et 16 chevaux. À l'âge de 14 ans, le futur mari de Josette se rend à Budapest pour devenir mécanicien de précision. Il a 20 ans en 1956. Il fait partie de différents réseaux opposés à l'occupation soviétique et « donne des coups de main » pour l'équipement technique de radios clandestines. En 1956, il fait 140 kilomètres à vélo pour rejoindre la frontière avec 11 amis. Une fois en Suisse, il est engagé comme mécanicien par une entreprise dont le chef avait habité en Hongrie. Désireux de se former, il suit le Technikum du soir mais ne parvient pas à obtenir le diplôme, son employeur ne lui laissant pas de congé pour réviser. Peu après s'être marié, en 1962, il monte sa propre entreprise avec l'aide de son épouse. Elle se remémore les difficultés liées à cette situation. Le couple doit payer chaque mois 1670 francs pour rembourser

un prêt protêt. Un petit retard de paiement pouvait avoir des conséquences graves : « c'était très difficile mais on y est arrivé ». Un établissement de soutien aux petites entreprises l'aide : la société de cautionnement pour les petits artisans dont le mari de Josette était à l'époque – dit-elle non sans fierté – le seul bénéficiaire étranger. Une fois devenu Suisse, en 1967, l'ancien réfugié demande le visa pour pouvoir se rendre en Hongrie et revoir ses proches. À l'été 1968, cette première tentative est avortée, il est stoppé à la frontière, son nom étant sur une liste noire. Le couple apprend qu'il s'agissait en fait d'un homonyme, un cousin éloigné également à l'étranger qui en 1956 avait brûlé des drapeaux rouges. En 1969, la famille peut cette fois se rendre en Hongrie auprès de la famille du mari de Josette au bord du Lac Balaton. Josette « tombe amoureuse » de la région. Au début des années 1970, le couple désire quitter la Suisse pour d'autres horizons. Après plusieurs mois de réflexion, ils choisissent finalement d'émigrer... en Hongrie. Josette se rappelle aujourd'hui encore des innombrables tracasseries administratives côté suisse et hongrois, et aussi de l'incompréhension de sa famille et de ses amis en Suisse. En 1975, la famille déménage donc de l'autre côté du Rideau de fer et monte son entreprise au bord du Lac Balaton. Certes, les petits artisans n'étaient pas bien vus, mais le couple s'insérant parfaitement dans la société, le Parti « les laisse tranquilles ». Parfaitement intégrée, Josette se rappelle de quelques accrochages, notamment lorsque son mari, lors d'une soirée publique raconte, légèrement éméché, la souffrance qu'il a connue en exil. Ce type de discours passe très mal chez celles et ceux qui regardent parfois avec jalousie les émigrant·e·s et qui estiment avoir beaucoup bien plus souffert durant les années de plomb qui ont suivi 1956. Même après la mort de son mari dans les années 2000, Josette reste en Hongrie où elle gère, avec l'aide de ses enfants, l'exploitation familiale. Elle nous a reçus dans sa maison avec du jus de pomme, (elle a pu « récolter 500 kilos de pommes cette année ») et des bricelets (car elle a « sa machine, comme les petits Suisses », précise-t-elle).

L'entretien a eu lieu à Hévíz, le 13 décembre 2015.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

Szücs, Áron est né en 1937 à Bősárkány, un village à proximité de Sopron et de la frontière autrichienne. Fils de paysans « ennemis du peuple », car propriétaires et de surcroît anticommunistes, il rejoint Budapest en 1955 pour y commencer une formation dans le domaine de la circulation et du transport. Lui préférerait étudier l'économie à l'Université. Il participe à la première manifestation du 23 octobre et se rallie au mouvement de protestation des étudiant·e·s. À la fin de la semaine, il se rend dans le village de ses parents. À la nouvelle de la seconde intervention soviétique, il décide de gagner l'Autriche car il craint la répression : « la moitié du village savait que j'avais participé au soulèvement ».

Il rejoint un village frontalier autrichien avant d'être acheminé à Traiskirchen. Depuis là, il a la possibilité de se rendre en Suisse. Il est ensuite placé comme manœuvre dans une fabrique de tracteurs. Il espère étudier mais ce n'est pas possible. Alors il accepte de faire un apprentissage de mécanicien automobile chez Amag à Berne. Il passe également le permis de conduire et travaille comme chauffeur de taxi. Il finance lui-même ses études et peut enfin commencer un cursus en économie nationale. Áron Szücs se rappelle de la sympathie durable des Suisses pour les réfugiés hongrois : « Si je disais que j'étais un réfugié hongrois, je recevais le double de pourboire ». Il travaille ensuite dans différentes entreprises, s'établit et fonde une famille à Berne.

Aujourd'hui, Áron Szücs raconte avec émotion son exil, il ne pensait pas partir définitivement en 1956.

L'entretien a eu lieu à Berne, le 5 septembre 2018.

Langue : allemand.

Enregistrement approuvé.

Szóregi, Mária est originaire de l'ouest de la Hongrie. Sous le régime Horthy, ses parents et grands-parents étaient domestiques, des ouvriers agricoles sans terres ni droits. Après la guerre et la prise de pouvoir du Parti communiste, la jeune Mária Szóregi est spectatrice de nombreux changements : « Aux paysans, ils ont dit « maintenant, vous allez travailler pour vous »... Elle comprend que les Juifs, déportés pendant la guerre par les autorités hongroises et les Allemands, dont deux de ses amies, ne reviendront jamais.

L'école devient mixte et l'institution tenue par des nonnes n'existe plus. Mária Szóregi est encore d'avis aujourd'hui que tout n'était pas à jeter dans le système communiste. Le fait que certains membres de sa famille puissent rêver d'une ascension sociale est tout à fait inédit. La jeune fille rejoint Budapest et devient mécanicienne, après trois ans d'apprentissage. Elle travaille notamment à la réparation d'avions militaires. Elle se marie en mars 1956. Le couple a une petite chambre sans chauffage ni eau courante, « mais on s'en fichait, on était heureux », se souvient-elle.

Pendant l'Insurrection, le couple reste 10 jours terré chez la tante de Mária qui lui explique ce qui se passe : « Si Nagy est au pouvoir, les Russes vont partir ». « On n'avait jamais fait de politique », explique-t-elle. C'est la famille de son mari qui incite le couple à partir. Selon elle, son beau-frère avait transporté des blessés aussi bien insurgés que soviétiques vers l'hôpital. Mária Szóregi résume ainsi son exil : « Mon mari a dit « on part », on part ». Le groupe parvient à rejoindre la frontière en faisant une halte chez les parents de Mária Szóregi. « On a donné tout notre argent aux passeurs » se souvient-elle. Une fois de l'autre côté du Rideau de fer, la famille peut

bientôt rejoindre la Suisse. À Genève, le couple travaille d'abord chez Hispano. Ils auront deux enfants et attendront patiemment d'obtenir leur passeport à Croix blanche pour retourner en Hongrie. Son beau-frère et sa belle-sœur décident dans les années 1970 de rentrer définitivement en Hongrie. Mária Szóregi vit ensuite différentes souffrances et déconvenues sur le plan professionnel et personnel. Dans les années 1990, le couple vit avec 1000 francs par mois. Malade, son mari désire à tout prix retourner en Hongrie. C'est chose faite en 1998, mais il meurt quelques semaines après le déménagement. Veuve, Mária revient à Genève vers ses enfants et petits-enfants.

Les entretiens ont eu lieu à Vernier, les 10 et 17 juin 2015.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

Tóth, Zoltán est né en 1933 dans la Transylvanie devenue roumaine en 1919, dans une famille de médecins. Alors qu'il est âgé de 8 ans, toute la famille déménage à Budapest. Il étudie les sciences économiques à Budapest entre 1951 et 1955. En 1956, il apprend que les frontières sont poreuses : « Le monde entier était ouvert devant nous ». Il pense aller aux États-Unis mais en Autriche, il reçoit une brochure sur l'Université de Genève par des représentants de l'association genevoise d'aide à la Hongrie. Arrivé par le premier contingent, il est d'abord logé dans un hôtel à Montreux et rejoint Genève où, par rapport à la Hongrie, « tout ce qui était commercial était différent ». Zoltán Tóth est hébergé par une grande famille de Genève et n'est pas affilié à une œuvre d'entraide. Il savait déjà un peu le français à l'arrivée et, pour financer ses études, travaille dans une agence de voyage. Après les études, il obtient une place à la commission économique des Nations unies. Il est chargé de faire des résumés d'articles portant sur l'économie hongroise. En 1959, il passe dans le privé et mène une carrière dans une société pétrolière. Il a l'occasion de se rendre dans sa ville natale en passant par la Yougoslavie. En 1971, lui et sa femme, également réfugiée originaire d'Arad, se naturalisent. Ils peuvent pour la première fois retourner à Budapest. Aujourd'hui, il porte un regard distancié sur l'accueil extraordinaire des réfugiés hongrois dont il se rappelle avec émotion. « On était privilégiés vu le contexte idéologique. Après cette période, on a commencé à dire « ah, ce n'est pas un réfugié politique, c'est un réfugié économique ! » et alors je me suis demandé où me situer et je pense que je suis un peu entre les deux ».

Les entretiens ont eu lieu à Genève, les 27 septembre 2013, 11 octobre 2014 et 4 novembre 2016.

Langue : français.

Enregistrement approuvé.

O. NOTICES BIOGRAPHIQUES DES AUTRES PERSONNES CITEES

Andropov, Iouri Vladimirovitch (1914-1984)

Ambassadeur à Budapest en 1956. Il succède à Brejnev à la tête de l'URSS en 1982. Malade, il ne reste à la tête de l'URSS que quinze mois. Source : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., p. 249.

Bircher, Heinrich (1910-1978)

Colonel et Délégué de la Croix-Rouge suisse à Vienne en 1956. Source : Base de données des élites suisses: <https://www2.unil.ch/elitessuisses/index.php?page=detailPerso&idIdentite=64290> (23.05.2018).

Biszkú, Béla (1921-2016)

Ministre de l'Intérieur sous le gouvernement Kádár de 1957 à 1961. Partisan d'une ligne dure envers les émigré·e·s de 1956, il s'opposera à une quelconque amnistie en leur faveur.

Bognár, József (1917-1996)

Politicien et économiste hongrois membre du Parti des Petits propriétaires. József Bognár est ministre de l'Information entre 1946 et 1947, puis membre du gouvernement entre 1949 et 1953. Le 27 octobre 1956, il est nommé comme ministre dans le gouvernement Nagy. Répudié par Kádár, il refait surface en 1961 à la tête de l'Institut des Relations culturelles où il reste jusqu'en 1969. Dès lors, il travaille sans relâche à l'amélioration de l'image de la Hongrie de Kádár particulièrement auprès des émigré·e·s de 1956. Source: Anikó Macher, « Hungarian Cultural Diplomacy 1957-1963: Echoes of Western Cultural Activity in a Communist Country », in : Jessica Gienow-Hecht et Mark C. Donfried, *Searching For A Cultural Diplomacy*, s.l.: Berghahn Books, 2013, p. 103.

Boissier, Léopold (1893-1968)

Effectue des études de droit qui le mènent à une carrière de diplomatique à Berne, Rome, Londres. Il est nommé président du CICR (1955-1964) et gère l'aide humanitaire pendant la crise hongroise. Toléré par les Soviétique (au contraire par exemple de la commission spéciale de l'ONU, chargée d'enquêter sur la Hongrie), le CICR est la seule organisation internationale autorisée à pénétrer sur le territoire après l'Insurrection et pourra distribuer aux victimes des biens recueillis en Occident. Source : Jean de Senarclens, « Boissier, Léopold », *HLS-DHS-DSS.CH*, <<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F42701.php>> (16.01.2018).

Boross, Ida (1923-2002)

Chanteuse hongroise, réfugiée en 1956 en Israël, puis aux États-Unis.

Bruckner, Zoltán (?- ?)

Réfugié hongrois, il a la délicate mission en 1957 de recruter des réfugié·e·s prêts à s'engager pour la CIA en rentrant en Hongrie et en récoltant des informations. Source : Gémes, « < Schade, schade, immer Spionage ! > », art. cit., pp. 207-242.

Buss, Anita (1930)

Arrivée à l'âge de 14 ans en Suisse avec sa mère et son père, attaché militaire chargé par l'état-major hongrois de prendre contact avec les alliés sur le territoire helvétique, quelques mois avant l'arrivée des Allemands à Budapest. Après la victoire des alliés, ses parents craignent d'être arrêtés s'ils retournent en Hongrie. Ainsi, sans toutefois obtenir l'asile, ils restent en Suisse avec les difficultés liées non seulement au déclassement que connaît le père mais aussi à la nécessité de régulariser leurs papiers. Cette précarité conduit d'ailleurs les parents d'Anita Buss à émigrer en Argentine, avant de revenir en Suisse une fois que leur fille est en mesure de garantir le financement de leur entretien. Anita Buss est placée en 1945 dans un Institut pour jeunes filles à Fribourg. Grâce à l'enseignement de sœurs étrangères, elle acquiert l'anglais, français et allemand. Fin 1956, la Division de police du DFJP l'engage comme interprète dans les entretiens menés aussi bien par la Division de police que la Police des étrangers. Elle réalise ensuite un diplôme en travail social et travaille à la Section « réfugiés » de la Confédération. Son travail de diplôme est basé sur son expérience à la Division de police en 1956. Un document précieux pour notre recherche. Source : Entretiens avec Anita Buss, Berne, 11 avril 2016 ; 9 mars 2017.

Dénes, Tibor (1907-1983)

Historien de la littérature et du théâtre formé à la Sorbonne et à Berlin au début des années 1930. Il choisit de retourner en Hongrie. En 1956, il fait partie des intellectuels « dissidents » gravitant autour du Cercle Petöfi. Il s'exile en Suisse à l'automne 1956. Source : « Le roman français d'un écrivain hongrois », *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 1^{er} avril 1958.

Déry, Tibor (1894-1977)

Écrivain hongrois exclu du Parti communiste en 1953. Acteur des protestations de 1956 et auteur la même année de *Niki, l'histoire d'un chien*, une satire dénonçant les années Rákosi, il est emprisonné puis amnistié en 1960. Il poursuit sa carrière ensuite.

Dulles, John Foster (1888-1959)

Diplomate et homme politique américain. Républicain, il est secrétaire d'État des États-Unis entre 1953 et 1959 dans le gouvernement du président Dwight D. Eisenhower.

Farkas, Mihály (1904-1965)

Principal auxiliaire d'Ernö Gerő. Farkas fait ses armes dans l'appareil soviétique. Il se retrouve aux commandes de la police politique ainsi que du Ministère de la Défense de 1948 à 1953 sous Mátyás Rákosi.

Feldmann, Markus (1857-1958)

Originaire d'un milieu protestant conservateur. Très engagé dans le développement du Parti des paysans, artisans et bourgeois, il est élu conseiller national (1935-1945 et 1947-1951) avant de devenir Conseiller fédéral en charge du DFJP succédant au très controversé Eduard von Steiger. Il est Président de la Confédération en 1956. Il a laissé un témoignage précieux en rédigeant tout au long de sa carrière son *Journal*, édité *post mortem* en cinq tomes: Sidler et Moser, *Markus Feldmann Tagebuch, op. cit., 1923-1958*.

Eperjesi, Ferenc (?- ?)

Membre du Parti indépendant des petits propriétaires exilé puis retourné en Hongrie en 1955.

Gergely, Ágnes (*1933)

Écrivain, journaliste et traductrice hongroise.

Gerő, Ernő (1898-1980)

Politicien hongrois. Réfugié en URSS dans les années 1920, il prend part à la Guerre d'Espagne et travaille comme agent du *Komintern*. Principal collaborateur de Rákosi, il est nommé en 1956 à la tête du Parti, à la surprise générale de l'opposition qui s'attendait à un réformiste. C'est, entre autres, ce mécontentement qui mène des milliers de personnes à manifester contre le pouvoir en octobre 1956.

Gnant, Robert (*1932).

Photographe et cinéaste suisse.

Gomulka, Władysław (1905-1982)

Homme politique polonais, il est élu premier secrétaire du comité central en octobre 1956.

Gommermann, István (?-?)

Compositeur hongrois ayant adapté en hongrois la chanson de *Dean Martin Memories are made of this* en 1956. Elle devient la *Honvagy-dal* dans la mémoire collective : la chanson du mal du pays.

Hammar skjöld, Dag (1905-1961)

Secrétaire général des Nations Unies de 1953 à 1961.

Hanoun, Marcel (1929-2012)

Cinéaste, photographe et écrivain français.

Helmer, Oskar (1887-1963)

Syndicaliste, homme politique autrichien, ministre de l'Intérieur en 1956.

Heuven Goedhart, Gerrit Jan van (1901-1956)

Haut-commissaire aux Nations unies pour les réfugiés, dès 1951 jusqu'à son décès en juillet 1956.

Horthy, Miklós (1868-1957)

Principal dirigeant de la Hongrie entre 1920 et 1944). Il prend le pouvoir à la suite de l'effondrement de l'Autriche-Hongrie et l'écrasement du régime communiste d'inspiration léniniste de Béla Kun (1919). Sa politique contre-révolutionnaire, nationaliste, puis antisémite, est basée sur la révision du traité de Trianon et sur le rêve de redonner sa grandeur à la Hongrie. Le régime laissait néanmoins quelques brèches de libertés notamment au niveau culturel, du moins avant le tournant à droite des années 30. Pour un aperçu de l'entre-deux

guerre et du régime Horthy : Molnár, *Histoire de la Hongrie*, op. cit., pp. 342-365. Voir aussi : Catherine Horel, *L'Amiral Horthy*, Paris : Perrin, 2014.

Hotz, Hedy (?- ?)

Formée à Boston comme travailleuse sociale entre 1925 et 1928, elle a été entre 1955 et 1965 directrice administrative de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés (OCSAR). Maja Wicki-Vogt, « «Wir waren so erfüllt von unserem Helfenmüssen, dass wir auch andere mitrissen» – Frauenpolitik im Dienst der Flüchtlingshilfe vom zweiten Weltkrieg bis heute », 14 juin 1995, <http://majawicki.ch/archive/3856> (18.07.2017).

Hoveyda, Amir (1919-1979)

Politicien iranien, délégué au HCR en 1957.

Irmay, François (Ferenc) (1914- ?)

François Irmay a effectué des études de vétérinaire à Budapest sans pouvoir les finir en raison de son entrée à l'académie militaire. Officier d'État-major pendant la Seconde Guerre mondiale, il est fait prisonnier deux ans en Union soviétique. Libéré en 1947, il fuit la Hongrie en 1949, grâce à l'intervention de sa future épouse, Hélène Aeschlimann, infirmière suisse de la Croix-Rouge à Budapest. Peinant à faire reconnaître sa maturité en Suisse, il travaille de longues années comme assistant vétérinaire, réalise huit semestres à l'Université de Berne avant d'obtenir son doctorat et sa naturalisation en novembre 1956, sans que sa maturité soit reconnue. Il devient malgré tout chef du laboratoire vétérinaire cantonal en 1954 puis obtient l'équivalence du diplôme fédéral après avoir dû faire notamment des examens d'histoire et de géographie suisses en remplacement d'une maturité. Sources : Notes issues des Dossiers des Agrégations de la Ville de Neuchâtel (1956-1960) ; entretien avec son fils, François Irmay, Yverdon, le 7 mars 2013 ; CH-BAR#E3300C#1988/32#236* (Bundesamt für Gesundheitswesen) Irmay F., Dr., Neuenburg, 1958.

Járay, József (1913-1970)

Chanteur d'opéra hongrois, exilé en Suisse en 1949 puis rentré en Hongrie en 1955 dans le cadre de l'amnistie.

Jdanov, Andreï (1896-1948)

Politicien ayant joué un grand rôle dans la politique culturelle soviétique pendant la Guerre froide, il est connu pour son discours de septembre 1947 confirmant la division entre USA et URSS.

Kádár, János (1912-1989)

Mécanicien originaire de Rijeka, il entre au parti communiste hongrois clandestin en 1932. Son parcours résume une partie des vicissitudes et contradictions de la vie politique hongroise du XX^{ème} siècle. Kádár est l'un des rares cadres du Parti à être réellement originaire de la classe ouvrière, ce qui lui a donné une forme de légitimité survivant à toute épreuve. Secrétaire adjoint du Parti au sortir de la guerre, il devient ministre de l'Intérieur puis est arrêté et emprisonné en isolement total jusqu'en 1954. L'historiographie mentionne souvent le fait qu'il ait été torturé. Lendvai et d'autres historiens affirment le contraire : « Déprimé, humilié, au bout du rouleau, il signa les confessions qu'on lui avait imposées sans qu'on ait besoin de recourir à la torture ». D'abord rallié à Nagy pendant l'Insurrection, il est retourné par le Kremlin et prend les rênes du gouvernement début novembre 1956 en participant à l'écrasement de l'Insurrection et à l'élimination de Nagy. Son destin est irrémédiablement lié à celui de Nagy. Kádár essaie dans un premier temps d'obtenir une démission de Nagy en 1957. Ce dernier refuse imperturbablement de coopérer avec Kádár dont il disait qu'il était « né assis entre deux chaises ». Pour finir, Kádár sera l'artisan de l'exécution de Nagy en 1958 alors que les Soviétiques se prononçaient pour octroyer une amnistie à Nagy. Kádár préférerait un « martyr mort qu'un rival vivant »... Il reste ensuite le principal dirigeant de la Hongrie quasiment jusqu'à la fin du régime en instaurant une dictature toujours plus « molle ». Il meurt le 6 juillet 1989, le jour même de la réhabilitation posthume de Nagy prononcée par la Cour suprême. Pendant son règne, son image évolue positivement. De nombreux Hongrois ont versé une larme le jour de sa mort et selon un sondage de 2005, il serait la deuxième personnalité de l'histoire hongroise la plus appréciée parmi la population. Sources : Sebestyen, *Budapest 56*, op. cit., pp. 202-205 ; 240 ; Lendvai, *Les Hongrois*, op. cit., pp. 527 et 552. Pour une biographie politique voir : Gough, *A Good Comrade: János Kádár*, op. cit., 2006.

Kaegi, Werner (1901-1979)

Historien moderniste professeur à Bâle et théologien protestant..

Kárpáti, György (*1935).

Joueur de l'équipe nationale hongroise de water-polo, il prend part en 1956 aux Jeux olympiques et à la finale contre l'URSS désignée comme le « bain de sang de Melbourne » en raison des bagarres qui l'ont émaillée. Il choisit de rentrer en Hongrie en 1957. Dans une interview tardive, il explique que c'est avant tout « parce qu'il

était amoureux » qu'il est rentré. La presse hongroise utilise son histoire comme celle d'autres sportifs « revenants » pour mettre en évidence les « nombreux retours » en Hongrie. Source : Sportduelle - Ungarn vs. Sowjetunion, Production Arte, 11 mai 2010. En ligne: https://www.youtube.com/watch?v=R_aA8FQnLc0 (23.08.2017).

Khrouchtchev, Nikita (1894-1971)

Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique de 1953 à 1964.

Kopp, Elisabeth (*1936)

Politicienne suisse, membre du Parti radical et première femme à accéder au Conseil fédéral (en 1984).

Kristof, Agota (1935-2011)

Née à Csikvánd dans une famille dont le père est instituteur. En 1944, la famille s'installe à Kőszeg, petite ville toute proche de la frontière autrichienne. Peu avant les événements de 1956, elle se marie avec son professeur de lycée, János Beri. Le couple a une fille âgée de quelques mois quand János Beri décide de fuir à l'Ouest dans le sillage des événements de 1956. Comme Agota Kristof le dit elle-même, elle arrive donc « par hasard » en Suisse. Son mari obtient une bourse pour étudier à l'Université, elle doit travailler comme ouvrière dans l'horlogerie avant de pouvoir véritablement apprendre le français, langue qui sera dès 1970 sa langue d'écriture (qu'elle définit comme une « langue ennemie »). Dans ces livres traduits dans le monde entier, le décor où évoluent ses protagonistes s'avère souvent très terne, comme dans *Hier* (Seuil, Paris, 1995) qui décrit le morne quotidien des exilé·e·s employé·e·s dans une fabrique. Elle dira plus tard à ce sujet : « Quand nous sommes arrivés en Suisse en 1956, je voulais parler de la vie des réfugiés, de mes compatriotes, de la souffrance des Hongrois en exil, des suicides, du travail à l'usine. Tout ce que j'ai vécu finalement ». (Agota Kristof, Interview par Philippe Savary, *La Matricule des Anges*, n°14, 1995-1996. En ligne : http://www.lmda.net/din/tit_lmda.php?Id=3813 [20.11.2017]). Ses livres, rédigés dans un français brut et dépouillé de tout artifice, seront traduits ensuite en hongrois, sous sa supervision : Marianne Meunier, « Agota Kristof, l'absente qui était toujours là », *La Croix*, 28 août 2014.

Lepori, Giuseppe (1902-1968)

Politicien suisse, élu au Conseil fédéral en 1954. Au Département des postes et des chemins de fer en 1956.

Lindt, Auguste (1905-2000)

Occupe différents postes importants au Département politique dès 1946 et dans les organisations onusiennes. Il est nommé Haut-commissaire pour les réfugiés en 1957 et restera à ce poste jusqu'en 1960, moment de sa nomination comme ambassadeur suisse à Washington. Source: Marc Perrenoud, « Lindt, Auguste », *HLS-DHS-DSS.CH*, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F14864.php> (23.05.2018).

Ludwig, Carl (1889-1967)

Juriste et politicien libéral, auteur d'un rapport intitulé *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*. Commandité par le Conseil fédéral, l'enquête de Ludwig visait à faire la lumière sur la politique d'asile pratiquée par la Suisse notamment pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient publié en 1954 des pièces relatives aux pourparlers entre la Suisse et l'Allemagne. Sur cette base, le *Schweizerische Beobachter* avait, en 1954 attribué l'idée de signaler avec un tampon « J » les passeports des Juifs dans le troisième Reich au chef de la Division fédérale de la police Heinrich Rothmund. En 1954, M. Oprecht, conseiller national socialiste déposait ainsi une interpellation demandant au Conseil fédéral si cette affirmation était exacte. Il demandait également au Conseil fédéral de présenter aux chambres un rapport sur la ligne de conduite suivie par la Confédération dans le traitement des réfugiés depuis 1933. Commandité par le Conseil fédéral, le rapport est assez critique envers les mesures prises par les autorités pour endiguer l'arrivée de réfugié·e·s juifs fuyant le génocide. Juriste libéral, président du Don suisse pour les victimes de la guerre de 1948 à 1959, Carl Ludwig mène une enquête solide débouchant sur un rapport de 400 pages. Achievé en 1957, le rapport est affublé à la dernière minute d'une annexe portant sur l'accueil des réfugié·e·s hongrois·es dans le but de mettre en évidence le changement de cap de la Suisse officielle (ce texte est présenté en Annexe A). Le rapport n'a pas entraîné, sur le moment, un vrai travail de mémoire ou des excuses. Il n'est accessible, dans son entier, au grand public qu'en 1966. Sources : Holenstein, Kury et Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte, op. cit.*; Hubáček, « Der Bericht Ludwig (1957) in der Retrospektive », *art. cit.*, pp. 345-367). Le rapport est en ligne: <http://www.thata.net/rapportcarlludwig1957complet.pdf> (19.03.2018).

Lukács, György (1885-1971)

Philosophe hongrois.

Lyssy, Rolf (*1936)

Réalisateur suisse.

Major-Zala, Lajos (1930-2006)

Homme de lettres issu une famille de forgerons à Kerkateskánd, aujourd'hui Tormafölde (Hongrie). Lajos Major débute des études en foresterie à Sopron. Profondément anticommuniste et patriote, il balaie la demande de l'un de ses professeurs de diriger une organisation d'étudiants communistes. Puis, il prend la parole et contredit un conférencier qui évoquait la nécessité d'adhérer à l'expansion du socialisme dans le monde pour abroger les nations et les frontières. Exclu de l'Université en 1948, il retourne alors dans sa région d'origine, trouve une place de stagiaire dans le domaine forestier. Lors des dernières élections libres de 1949, refuse de participer à la campagne en faveur du Parti communiste local, ce qui lui vaut d'être poursuivi. Il parvient alors à atteindre la frontière yougoslave, est interné puis déplacé à Kočevje dans l'actuelle Slovénie pour y travailler. De là, il essaie de rejoindre l'Autriche mais ne parvient pas à fuir, est emprisonné plusieurs fois. Il passe finalement la frontière et se rend en Suisse où il obtient l'asile en 1950. Il rejoint Fribourg pour y effectuer des études en germanistique et français et travaille comme ouvrier pour financer ses études. Parallèlement à ses riches activités d'écrivain et poète à Fribourg où il rejoint le groupe d'artistes « Mouvement », il travaille comme attaché médical. Il a publié de nombreux recueils de poèmes et souvenirs. Sources : Entretien avec sa fille Sieglinde Major, Fribourg, le 25 octobre 1957 ; CH-BAR#E4260D#1994/125#307* Major Lajos, 1930, 1950-1958 ; Lajos Major-Zala, poète, *Fribourg Illustré*, 4 mai 1977.

Malenkov, Gueorgui (1901-1988)

Succède à Staline au poste de président du Conseil des ministres. Il est rapidement éclipsé par Nikita Khrouchtchev.

Marjai, József (1923-2014)

Diplomate, ambassadeur en place en Suisse entre 1956 et 1958. Il fait ensuite carrière au Ministère des Affaires étrangères, notamment comme ambassadeur à Prague et Moscou (1976-1978). Malgré ses liens avec Kádár, il est considéré dans l'historiographie hongroise comme un esprit indépendant, n'hésitant pas à donner son avis même s'il ne correspond pas au discours du Parti. En Suisse, on se souvient surtout de Marjai car c'est lui qui était à la tête de l'ambassade en juillet 1958 lors d'une attaque armée faisant un mort parmi les assaillants. Cet incident avait fait couler beaucoup d'encre et les Hongrois reprochaient à la police bernoise de ne pas être intervenue pour empêcher l'attaque. C'est probablement Marjai lui-même qui a tiré sur les assaillants. Source : Bernhard Odehnal, « Politthriller in Bern », *Tages-Anzeiger*, 4 mars 2014.

Marosan György (1908-1992)

Homme politique hongrois, victime des purges du début des années 1950, réhabilité pendant l'été 1956.

Matz Johanna (*1932)

Actrice autrichienne.

Mikojan, Anastas (1895-1978)

Homme politique et diplomate soviétique, vice premier ministre de l'URSS entre 1955 et 1957.

Milosevic, Olga (?- ?)

Représentante de la Croix-Rouge yougoslave au sein du HCR en 1956. Elle en est la secrétaire générale de 1947 à 1963. Elle reçoit la médaille Henry Dunant en 1985.

Mindszenty, József (1892-1975)

Evêque et opposant de la première heure à la prise de pouvoir des communistes en Hongrie. Le 26 décembre 1948, le cardinal Mindszenty est arrêté et inculpé de trahison. Libéré en 1956, il se réfugie à l'Ambassade américaine de Budapest et y restera locataire pendant 15 ans. Il peut quitter la Hongrie en 1971.

Nagy, Imre (1895-1958)

Dirigeant hongrois resté dans la postérité pour avoir été l'un des figures politiques de l'Insurrection de 1956. Serrurier de profession, il est mobilisé dans l'armée austro-hongroise pendant la Première Guerre mondiale et est fait prisonnier pendant deux ans en Russie où il est convaincu par le marxisme. Il rentre en Hongrie en 1918 mais retourne en URSS en 1926. Il y effectue des études en agriculture. Pendant son séjour, il travaille à Radio Moscou pour le compte des émissions en langue hongroise et rentre en Hongrie après la Deuxième Guerre mondiale. Il adopte souvent des positions contraires à la ligne du Parti, ce qui lui vaut son exclusion en 1949. Il

est réintégré au gouvernement en 1953 pendant le dégel mais est à nouveau écarté en 1955 en raison de son réformisme. Rappelé au pouvoir par les insurgés en octobre 1956, il se détache de Moscou en proclamant notamment la neutralité de la Hongrie. L'entrée des chars le 4 novembre marquera la fin de l'espoir Nagy, il est capturé puis exécuté en 1958 pour haute trahison. En acceptant de faire son autocritique, il aurait probablement eu la vie sauve. Son ré-enterrissement solennel le 16 juin 1989 auquel assiste des centaines de milliers de personnes sera le prélude au tournant démocratique. Sources : Fejtő, *1956, Budapest, op. cit.*, p. 48 ; Rainer, *Imre Nagy, op. cit.* ; von Klimó, *Ungarn seit 1945, op. cit.*, p. 25.

Nagy, László (1921-2009)

Immigre en Suisse en 1947 pour se faire soigner de la tuberculose par l'intermédiaire d'un médecin suisse, dont il connaissait l'épouse hongroise. Collaborateur à *Radio Free Europe*, il se crée un réseau en Suisse et devient correspondant pour le *Journal de Genève*. C'est en cette qualité qu'il pourra se rendre en Hongrie pendant les événements de 1956 et réaliser de remarquables reportages. Il fait plusieurs conférences sur les événements hongrois en Suisse romande et intervient également au sujet des réfugiés. Par la suite, il écrit nombre d'analyses sur l'Europe centrale pour des journaux suisses et internationaux avant d'orienter sa carrière vers le mouvement scout international dans les années 60. Sources : CH-BAR#E4320B#1991/69#1685* Nagy Laszlo, 1921, 1947-1959; László Nagy, *L'art de rebondir: le tour du monde en 80 ans*, Genève : Georg, 2003.

Nasser, Gamal Abdel (1918-1970)

Second président de la République d'Égypte de 1956 à sa mort. Il proclame la nationalisation du Canal de Suez en octobre 1956, ce qui entraîne l'intervention armée d'une coalition franco-britano-israélienne et une crise géopolitique majeure.

Nixon, Richard (1913-1994)

Homme d'état américain républicain, 37ème président des États-Unis. En 1956, il est vice-président des USA auprès de Dwight D. Eisenhower.

Petitpierre, Max (1899-1994)

Élu au Conseil fédéral en 1944. À la tête du Département politique, il s'efforce de sortir la Suisse d'un certain isolement diplomatique suite à sa position ambiguë pendant la Deuxième Guerre mondiale. Pendant la Guerre froide, il inaugure une politique étrangère qui se veut guidées par les principes de « neutralité, solidarité et universalité » : Daniel Trachsler, « Petitpierre, Max », *HLS-DHS-DSS.CH*, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F4647.php> (05.09.2017).

Pintér, Emil (1929-2018)

Psychiatre d'origine hongroise réfugié en Suisse en 1956 où il réalise sa carrière. Il est notamment directeur du Sanatorium de Kilchberg dès 1970. Pintér réalise plusieurs études sur les réfugiés hongrois, puis sur les exilés tchécoslovaques de 1968. Interdit d'exercer en Suisse suite à des accusations d'abus sexuel sur des patientes, il retourne en Hongrie dans les années 1990 et occupe notamment la fonction de président de l'Association des Suisses de Hongrie. Source : Gisler, Priska, « Von Unholden, schlechten Vätern, Sittenstrolchen und den ganz normalen Chefbeamten in der Verwaltung... : die mediale Konstruktion von sexueller Belästigung im Sittlichkeitsdiskurs der NZZ 1963-1996 », *Rosa : die Zeitschrift für Geschlechterforschung* 13, 1996, pp. 27-30.

Pfeiffer, Nicolas (1887-1979)

Issu de l'aristocratie hongroise, Nicolas Pfeiffer a effectué des études de théologie à Fribourg dans les années 1910 et y est revenu en exil suite à la prise de pouvoir du Parti communiste. Il s'occupe dès 1956 de la coordination de la mission hongroise en Suisse et est notamment responsable de l'accueil des réfugié-e-s dans le canton de Fribourg. Source : *La Liberté*, 5 mars 1962.

Plancherel, Michel (1885-1967)

Mathématicien fribourgeois, professeur à l'EPFZ en 1956 et colonel dans l'armée suisse.

Pongrácz, Gergely (1932-2005)

Combattant du groupe de Corvin pendant l'Insurrection hongroise.

Preminger, Otto Ludwig (1905-1986)

Réalisateur américain d'origine autrichienne.

Puja, Frigyes (1921-2008)

Homme politique hongrois.

Raab, Julius (1891-1964)

Chancelier fédéral d'Autriche entre 1953 et 1961.

Rajk, László (1909-1949)

Homme politique hongrois. A combattu pendant la Guerre civile espagnole, est emprisonné en France jusqu'en 1941 puis retourne en Hongrie où il devient secrétaire du Parti communiste clandestin fomentant la résistance. Considéré comme un staliniste dur, il est ministre de l'Intérieur en 1946 et chef de l'ÁVH avant de tomber en disgrâce et d'être exécuté en 1949 pour trahison. On lui reproche des accointances avec les USA et la Yougoslavie de Tito. Réhabilité en octobre 1956, son enterrement officiel représentera une sorte de « répétition générale » de l'Insurrection. Source : Krakovsky, *L'Europe centrale et orientale, op. cit.*, pp. 187-188.

Rajk, Júlia (1914-1981).

Activiste politique, veuve de Laslo Rajk exécuté en 1949. Après la disgrâce de son mari, elle passe 5 années en prison et s'engage dans l'opposition pro Nagy. Prisonnière comme lui en Roumanie, elle n'est pas ramenée en Hongrie comme les hommes de l'opposition, où la plupart seront exécutés.

Source : Pető, « Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil », *art. cit.*, pp. 151-163.

Rákosi, Mátyás (1892-1971)

Issu d'une famille de marchands juifs ruinée, il devient marxiste pendant la Révolution russe et suit de près la prise de pouvoir de Béla Kun. Sa première visite à Moscou ponctuée d'une rapide entrevue avec Lénine date de 1921 a été élevée au rang de mythe par la propagande. Il travaille dès lors pour le *Komintern* en sillonnant l'Europe grâce à ses six faux passeports. Repéré pour son activité politique, il passe huit ans dans les geôles du régime horthyste. Il y apprend le russe et s'efforce de propager le marxisme auprès de ses codétenus. Il est libéré par l'URSS dans d'étranges conditions : Rákosi est échangé en 1940 contre des drapeaux hongrois de 1849, butin des armées du tsar en possession de l'URSS que le régime Horthy récupère alors. Après la guerre, il devient le secrétaire général du Parti communiste. Ses douze ans de règne sont marqués par les actions de cet homme, « l'un des politiciens les plus cultivés, les plus polyglottes, mais aussi les plus immoraux de l'histoire récente de la Hongrie » (Lendvai, p. 516). Artisan de la stalinisation de la Hongrie, il se qualifie lui-même de meilleur élève de Staline et met en place un culte de la personnalité agressif autour de Staline et de lui-même. En 1956, il fuit en Union soviétique. Exclu du parti communiste en 1962, il écoule sa retraite dans la république kirghize. Sources : Fejtő, *1956, Budapest, op. cit.*, p. 47 ; Applebaum, *Rideau de fer, op. cit.*, pp. 124-127 ; Lendvai, *Les Hongrois, op. cit.*, pp. 514-516.

Read, James Morgan (1908-1985)

Haut-Commissaire adjoint pour les réfugiés en 1956.

Renschler, Walter (1932-2006)

Politicien suisse élu au Conseil national en 1967 pour le compte du Parti socialiste.

Sager, Peter (1925-2006)

Politicien bernois, membre du parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB, plus tard UDC) de 1945 à 1991, très impliqué dans les mouvements anticommunistes suisses et internationaux. Il constitue à Berne une bibliothèque spécialisée sur l'Europe de l'Est dès 1948 (Bibliothèque suisse de l'Europe de l'Est dès 1997). Source: Christophe von Werdt, « Sager, Peter », HLS-DHS-DSS.CH, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F6777.php> (30.11.2018).

Schmid, Karl (1907-1974)

Recteur de l'EPFZ en 1956.

Schürch, Oscar (1914-1992)

Chef de la Section « réfugiés » (1940-1954) sous la direction du très controversé Heinrich Rothmund, après avoir été son conseiller juridique (1939). Il est ensuite Chef suppléant de la Division de police (1955-1957), puis chef de la Division (1959-1980). Il joue un rôle majeur dans l'accueil des réfugié-e-s de 1956. Source : Frédéric Joy-Cagnard, « Schürch, Oscar », HLS-DHS-DSS.CH, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F31880.php> (18.07.2017).

Schwarzenbach, James (1911-1994)

Politicien zurichois, élu au Conseil national en 1967, il est à l'origine de plusieurs initiatives xénophobes qui visaient à limiter le nombre d'étranger-e-s en Suisse. L'initiative « contre l'emprise étrangère » de 1970 a été

rejetée de peu par le peuple dans un climat politique et sociétal très tendu. On parle des « années Schwarzenbach » pour désigner cette époque (fin des années 1960-début des années 1970) où les discours anti-immigration et racistes s'affirmaient de manière décomplexée dans la société, notamment en raison de leur légitimation sur le plan politique. Source : Susanne Peter-Kubli, « Schwarzenbach, James », HLS-DHS-DSS.CH, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F6678.php> (14.02.2019).

Sebes, István (1906-1966)

Diplomate hongrois occupant une position dirigeante aux Affaires étrangères entre avril 1956 et août 1959. Ambassadeur de Hongrie à Vienne dès 1964.

Silva, Peer de (1917-1978)

Chef de station de la CIA à Vienne en 1956. Il est notamment chargé de coordonner la collecte d'informations auprès des réfugiés hongrois.

Stefanović, Svetislav (1910-1980)

Ministre de l'Intérieur de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en 1956-1957.

Tito, Josip Broz (1892-1980)

Principal dirigeant de République fédérative socialiste de Yougoslavie. Après sa rupture avec l'URSS de Staline en 1948, le pays opte pour la neutralité et se place en aux avant-postes du mouvement des non-alignés.

Truman, Harry (1884-1972)

33^{ème} président des États-Unis en fonction de 1945 à 1953.

Tschäppät, Reynold (1917-1979)

Issu d'une famille modeste et militante socialiste du canton de Berne.

Son père a été licencié de la Poste en 1918 en raison de sa participation à la Grève générale. Après des études de droit, Reynold Tschäppät entame une carrière politique en tant que socialiste siégeant notamment au Grand Conseil bernois entre 1951 et 1963, au Conseil national entre 1963 et 1979. Il devient président de la Ville de Berne dès 1966. Il a occupé, dès 1944, différents postes à la Section « réfugiés » du DFJP et en est le vice-directeur en 1956. Source : Christoph Zürcher, « Tschäppät, Reynold », HLS-DHS-DSS.CH, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F6714.php> (18.07.2017) ; *Les Tschäppät, la dynastie qui a modernisé la capitale fédérale*, *Le Temps*, 22 avril 2016.

Varga, Tibor (1921-2003)

Violoniste et chef d'orchestre de renommée mondiale. Réfugié en Valais en 1956.

Vincent, Jean (1906-1989)

Homme politique suisse, adhère au Parti communiste en 1924. Du Grand Conseil genevois (1936-1940 [alors exclu en raison de l'interdiction du PC] et 1945-1986) au Conseil national (1947-1980). Dans l'impossibilité de désavouer l'intervention soviétique en 1956, il s'efforce dans ses analyses d'apporter une vision nuancée des événements. Il restera fidèle à la ligne du PdT mais critique cette fois ouvertement l'intervention des troupes russes à Prague en 1968. Source : Hansjörg Roth, « Vincent, Jean », HLS-DHS-DSS.CH, <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F6725.php> (05.09.2017).

Weiss, Paul (1907-1991)

Juriste autrichien spécialiste et artisan du droit international des réfugiés. Interné dans le camp de concentration de Dachau en 1938, il parvient à s'exiler en Grande Bretagne. Après la guerre, il sera l'un des auteurs de la Convention de Genève de 1951.

Sources et bibliographie

1. SOURCES CONSULTÉES

1.1 FONDS D'ARCHIVES

ÁBTL : ÁLLAMBIZTONSÁGI SZOLGÁLATOK TÖRTÉNETI LEVÉLTÁRA [ARCHIVES HISTORIQUE DE LA SÉCURITÉ D'ÉTAT]

BUDAPEST

□ 3.15.-0-167, dossiers 48, 50, 51, 52, 75 et 92 : Svájból amnesztiával hazatértek (rapatriés avec amnistie depuis la Suisse).

ACIMADE-BDIC : ARCHIVES DU COMITÉ INTER MOUVEMENTS AUPRÈS DES ÉVACUÉS (CIMADE)

BIBLIOTHÈQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE (BDIC)

NANTERRE

□ F delta 2149/2157, Service Hongrois, 1956-1959.

□ F delta 2149/1201, Secrétariat général- Hongrois, correspondance, rapports (1956-1960).

AEG : ARCHIVES DE L'ÉTAT DE GENÈVE

GENÈVE

□ 1968 va 1.20.13 : Office cantonal de placement, contrôle de la main d'œuvre étrangère et saisonnière, placement de réfugiés hongrois, 1956-1959.

AEV : ARCHIVES DE L'ÉTAT DU VALAIS

SION

□ 3510-1984/33 Service de l'industrie, du commerce et du travail, Réfugiés (1956-1979)

• 9.1.1 Réfugiés hongrois : Correspondance générale, rapports et séances (1957-1963).

• 9.1.2 Liste de réfugiés hongrois.

• 9.1.3 Réfugiés hongrois : placement (1956-1959).

AFZ-SFH : ARCHIV FÜR ZEITGESCHICHTE (AFZ) DER EIDGENÖSSISCHE TECHNISCHE HOCHSCHULE, SCHWEIZERISCHE FLÜCHTLINGSHILFE/ORGANISATION SUISSE D'AIDE AUX RÉFUGIÉS(SFH)-ARCHIV ZÜRICH

□ [sans cote] Zentrale Flüchtlingskartei der Schweizerischen Flüchtlingshilfe (Kartothek).

□ 11 (A), Interne Berichte.

□ 31 a (A), Flüchtlingsregister (Kartothek).

□ 39 (A), Sitzungunterlagen.

□ 54 (A)-57 (A), Vorstandsprotokolle.

□ 571 (A)-576 (A), Protokolle der Sachbearbeiterkonferenzen.

AOFPPRA : ARCHIVES DE L'OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES (OFPPRA) PARIS, FONTENAY-SOUS-BOIS

□ OFPPRA DIR1/2 Rapports d'activité (1952-1977).

AOIM : ARCHIVES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)

GENÈVE

□ SIT-00-23 : Europe – Hungrefs, Countries and Statistics.

□ SIT-00-49 : Hungarian Refugees.

□ SIT-00-50 : Hungarian Refugees Stories.

AUNHCR : ARCHIVES OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER OF REFUGEES (UNHCR)

GENÈVE

□ Fonds 11, Serie 1, box 328 21/6/ : Repatriation - Hungarian Refugees

• GEN 05/1955-10/1960 8 items ARC-2/A42 : General.

• AUS 05/1955-09/1965 12 items ARC-2/A42 : Austria.

• BEL 09/1954-03/1964 ARC-2/A42.

- Fonds 11, Serie 1, box 198 : 21/1-6/ : Hungarian children [2]
- GEN 07/1956-05/1961 ARC-2/A41 : General.

CH-BAR : ARCHIVES FÉDÉRALES/BUNDESARCHIV (BAR)

BERNE

- E1003 Bundesrat : Verhandlungsprotokolle und Beschlussprotokolle II
- 1970/344#3* Protokolle der 1.-89. Sitzung, mit Register A-O (1956–1956).
- E2001E* Abteilung für politische Angelegenheiten
- 1972/33#6808* Situation der ungarischen politischen Flüchtlinge in der Schweiz, nach der Oktober-Revolution 1956 in Ungarn, 1957-1960.

Remarque : Les dossiers de personnes contenus dans cette série étant classés par noms, la cote exacte (connue par l'auteure) n'est pas donnée afin de ne pas dévoiler l'identité des personnes.

- E2200.50-01* Schweizerische Vertretung, Budapest : Zentrale Ablage (1895-1966), 1895-1966 (Teilbestand)
- 1969/235#233* Allgemeines und Heimschaffung bzw. Rückkehr nach Ungarn, 1957–1961.
- 1969/84#114* Zeitungsartikel über die Schweiz in der ung. Presse, 1951–1958.
- 1969/84#112* Schweizerische Presseartikel über Ungarn, 1948–1958.
- E3120C* Schweizerisches Bundesarchiv, Zentrale Ablage
- 2007/130#528* Koppany Endre Sandor, 1983-1986.
- E3300C* Bundesamt für Gesundheitswesen
- 1988/32#351* Ungarische Flüchtlinge aus Jugoslawien, 1957-1958.
- 1988/32#236* Irmay F., Dr., Neuenburg, 1958.
- E4001D*1973/125# Departementssekretariat des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements
- 1425* Mordfall Méry, Laszlo, 1957–1959.
- 1434* Aufnahme ungarischer Flüchtlinge nach dem Aufstand vom Oktober/November 1956, 1956-1961.
- E4003* Departementssekretariat des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements :
- Teilregistratur Informations- und Pressedienst
- 1975/75#79* Ungarische Zeitschrift « Le Trait d'union/Oeesszhang », 1957.
- E4260D* Polizeiabteilung : Zentrale Ablage (1957-1979), 1874-1979 (Teilbestand)
- 1994/125#307*Ungarische Flüchtlinge, 1957.
- E4264* Polizeiabteilung : Personenregistratur
- 2016/117# Niederlassungsangelegenheiten von Ausländern, Aus- und Wegweisungen, Ausweisschriften für Flüchtlinge, Internierungen, 1904-2016 (Serie).

Remarque : La plupart des dossiers contenus dans cette série étant classée par noms, la cote exacte (connue par l'auteure) n'est pas donnée afin de ne pas dévoiler l'identité des personnes.

- E4280A# Delegierter für das Flüchtlingswesen
- 1998/296#190* Befehle - Weisungen - Rundschreiben Generalstabsabteilung / Territorialdienst / Rotes Kreuz. Überholte Weisungen - Band 1 + 2, 1957-1970.
- 1998/296#191* Korrespondenzen und BRB vom 7. Juni 1957 betr. Aufnahme von 500 ungarischen Flüchtlingen aus Jugoslawien, 1957.
- 1998/296#774* Propagandistische Tätigkeit der ungarischen Gesandtschaft in der Schweiz, 1957–1979.
- 1998/296#775* Beschwerde gegen die ungarische Gesandtschaft in der Schweiz, 1958.
- 1998/296#994* Ungarische Vereine in der Schweiz, 1957-1967.

- E4300C-01* Bundesamt für Ausländerfragen
- 1960/27#66* Kreisschreiben Nr. 783 des Eidg. Justiz- und Polizeidepartements an die Polizeidirektionen der Kantone betr. die fremdenpolizeiliche Rechtsstellung und Behandlung der ungarischen Flüchtlinge, 1956-1957.
- E4320B#C.13 Aufenthaltsfragen, Politische Flüchtlinge, 1905-1980
- 1991/243#3410* Major Lajos, 1930, 1950-1958.
- J2.15-02#1979/92# Schweizerisches Rotes Kreuz : Zentrale Ablage, Ungarn
- 91* Familienzusammenführungen und Rückführungen, Allgemeines, 1956-1956.
- 120* Rückkehr, A - H, 1957-1958.
- 121* Rückkehr, I - M, 1956-1960.
- 122* Rückkehr, N-Si, 1957-1962.
- 123* Rückkehr, So-Sz 1956-1960.

HU OSA : OPEN SOCIETY ARCHIVES (OSA), HUNGARY

BUDAPEST

- 300-40-1 RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty) Research Institute, Hungarian Unit
- Box 258 Emigráció általában [émigration : général]
 - Hazatérés [rapatriement], 1955.
 - Hazatérés, 1957–1958.
 - Hazatérés, 1959–1971.
- Box 17, Amnesztia [amnistie]
 - 1948–1960.
 - 1961–1969.

- OSA : Digital 1956 Archives : <http://w3.osaarchivum.org/digitalarchive/> (26.07.2018).

MNL OL : MAGYAR NEMZETI LEVÉLTÁR ORSZÁGOS LEVÉLTÁRA [ARCHIVES NATIONALES HONGROISES]

BUDAPEST

- M-k S288
- f.5/232 ö.e. Belügyminisztérium és a Külügyminisztérium MNLOL : M-KS 288. f. 5/232. ö. e. Belügyminisztérium és a Külügyminisztérium előterjesztése az MSZMP KB Politikai Bizottságához.
- XIX-J-1-j, Ausztria 1945-1964
- XII-112, sz. n. (30. Doboz).
- XIX-J-1, Svájc 1945-1964
- 13. doboz
 - XII-111, A külföldi Magyarság [l'« élément hongrois » étranger].
 - XII-112, Magyar politikai emigráció és menekült kérdés [émigration politique hongroise et question des réfugiés].
- 14. doboz
 - XII-113, Jelentések a fogadó országban élő magyarorságról [Rapport sur les Hongrois dans les pays d'accueil].

NARA : THE NATIONAL ARCHIVES AND RECORDS ADMINISTRATION

WASHINGTON

- General CIA Records, CREST (the CIA Records Search Tool) : Provisional intelligence report, The redefection-repatriation campaign of the soviet bloc, 1955–1957, Central Intelligence Agency, Office of Research and Reports, 28 juin 1957, CIA/RR PR–162.
- En ligne : <https://www.cia.gov/library/readingroom/document/cia-rdp79-01093a001200110010-3> (27.06.2018).

□ RG 84 Records of the foreign Service Posts of the Department of State, U.S. Mission To The United Nations, Central Subjects. NND 979141-84-1030D, Box 57. Files, 1946-1963. Public Information: Conference to Relief : Children.

UNAG : UNITED NATIONS ARCHIVES GENEVA

GENÈVE

- G.I 30/1 Situation in Hungary (1956-1966) 20496
 - Jacket 2 (10.12.1956-31.01.1957) : General and Relief in Hungary.
 - Jacket 3 (01.02.1957-30.04.1957) : Situation in Hungary General and Relief in Hungary.
 - Jacket 4 (20.04.1957-05.05.1958) : General and Relief in Hungary.
- G.I 30/2 Situation in Hungary (1956-1966) 20533
 - Jacket 1 (29.10-14.12.1956) : Relief measures Refugees.
 - Jacket 2 (11.01.1957-11.11.1957) : Relief measures in Hungary.

1.2 SOURCES PUBLIÉES

PUBLICATIONS OFFICIELLES, STATISTIQUES, ÉTUDES JURIDIQUES, SOCIALES ET SOCIOLOGIQUES CONTEMPORAINES, ENQUÊTES, EXPERTISES, ETC.

BAUDY Nicolas, *Jeunesse d'octobre : témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris, La Table ronde, 1957.

BAYER Anton, « Die ungarischen Flüchtlingslager in Österreich », *Integration. Bulletin international* 5/2, 1957, pp. 105-110.

BUSS Anita, *Aufnahme und Eingliederung der ungarischen Flüchtlinge der Revolution 1956 unter besonderer Berücksichtigung der Arbeit der Eidgenössischen Polizeiabteilung* [Travail de diplôme en travail social], Berne, 1968.

COLLECTIF, *La Vérité sur l'affaire Nagy : les faits, les documents, les témoignages internationaux*, préface d'Albert Camus, postface de François Fejtő, Paris, Plon, 1958.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE, *Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers* (Du 26 mars 1931), *Feuille fédérale*, 1931 I 437 (-446), 1^{er} avril 1931.

En ligne : <https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10086227> (27.03.2017).

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE, *Loi fédérale modifiant et complétant la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers* (Du 8 octobre 1948), *Feuille fédérale*, 1948 III 404 (-410), 14 octobre 1948.

En ligne : <https://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/viewOrigDoc.do?id=10091296> (27.03.2017).

DUVANEL Laurent et LEVY René, *Politique en rase-mottes : mouvements et contestation suisses 1945-1978*, Lausanne, Réalités sociales, 1984.

FRYER Peter, *Hungarian tragedy*, Londres, D. Dobson, 1956.

GFELLER Urs, CHEVALLAZ Georges-André, HOCKÉ Jean-Pierre et KOPP Elisabeth (éds.), *Le temps des réfugiés*, Lausanne, Éditions de l'Aire, 1987.

GLEITMAN Henry et GREENBAUM Joseph J., « Attitudes and Personality Patterns of Hungarian Refugees », *The Public Opinion Quarterly* 25 (3), 1961, pp. 351-365.

GINSBURGS George, « The Soviet Union and the Problem of Refugees and Displaced Persons 1917-1956 », *The American Journal of International Law* 51 (2), 1957, pp. 325-361.
En ligne: JSTOR, DOI : <https://doi.org/10.2307/2195710>.

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, *Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés*, dite *Convention de Genève*, 1951.
En ligne : <https://www.unhcr.org/fr/4b14f4a62.pdf> (24.01.2018).

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, Report of the United Nations High Commissioner for Refugees, A/3585/Rev.1, 1^{er} janvier 1958.
En ligne : <http://www.unhcr.org/excom/unhcrannual/3ae68c710/report-united-nations-high-commissioner-refugees.html> (20.07.2018).

HOFF Hans et STROTZKA Hans, *Die psychohygienische Betreuung ungarischer Neuflüchtlinge in Österreich 1956-1958 : in Verbindung mit einer Anleitung zum Verständnis und zur Betreuung von Menschengruppen in Extremsituationen*, Hollinek, s.e., 1958.

HOLBORN Louise W., *L'Organisation internationale pour les réfugiés : agence spécialisée des Nations Unies, 1946-1952*, Paris, PUF, 1955.

HOLLÓS Ervin, *Kik voltak, mit akartak ?* [Qui étaient-ils, que voulaient-ils ?], Budapest, Kossuth Könyvkiado, 1967.

INTERNATIONAL RESEARCH ASSOCIATES, *Hungary and the 1956 Uprising : Personal Interviews with 1,000 Hungarian Refugees in Austria*, New York, s.e., 1957.

KOCH Lise, *De ungarske Flygtninge i Danmark*, Dansk Flygtningehjælp, Copenhagen, 1964

KOHLER Elisabeth, *Ein Dorf hilft den Ungarn* [Travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958.

KOROM Mihály, « A magyar népi demokrácia első évei, 1944-1948 » [Les premières années de la démocratie populaire hongroise, 1944-1948], *Válaság* 27 (3), 1984, pp. 1-9.

KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. Október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant illégalement quitté la Hongrie du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], *Regio* 4 (1991), pp. 174-211.

LUDWIG Carl, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*, Berne, 1957. En ligne : <http://www.thata.net/rapportcarlludwig1957complet.pdf> (19.03.2018).

MAGYAR NÉPKÖZTÁRSASÁG MINISZTERTANÁCSA TÁJÉKOZTATÁSI HIVATALA [Office d'information du Conseil des ministres de la République populaire de Hongrie], *Ellenfőradalmi erők a magyar októberi eseményekben I-IV* [Les forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre en Hongrie], Budapest, s. d.

MAGYAROK VILÁGSZÖVETSEGE, *Végre itthon !* [Enfin à la maison !], Budapest, Magyarok Világszövetsége, 1955.

MAGYAROK VILÁGSZÖVETSÉGE, *Hazatértek tanúsítják* [Le témoignage des rapatriés], Budapest, Magyarok Világszövetsége, 1958.

MARIE Jean-Jacques, NAGY Balázs et BROUÉ Pierre (éds.), *Pologne-Hongrie : 1956, ou « Le printemps en octobre »*, Paris, EDI/Etudes et documentation internationales, 1980.

MICHENER James Albert, *Le Pont d'Andau* (traduction : LADRANGE Grégoire), Versailles, Omblage Éditions, 2017 [*The Bridge of Andau*, Londres, Secker & Warburg, 1957].

MIKES George, *La révolution hongroise*, Paris, Gallimard, 1957. [*The Hungarian Revolution*, Londres, A. Deutsch, 1957].

MIKES George, *A Study in Infamy : the operations of the Hungarian Secret Police (AVO) based on secret documents issued by the Hungarian Ministry of Interior*, Londres, Andre Deutsch Limited, 1959.

NAGY Kázmér, *Elveszett alkotmány : vázlat az 1944 és 1964 közötti magyar politikai emigráció kialakulásáról* [La constitution perdue : esquisse du développement de l'émigration politique hongroise entre 1944 et 1964], Munich, Aurora Könyvek, 1974.

NATIONS UNIES, *Rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie*, New York, Nations Unies, 1957.

NATIONS UNIES, Résolution 1004 (ES-II), 564^{ème} séance plénière, 4 novembre 1956.
En ligne : [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1004\(ES-II\)](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1004(ES-II)) (28.02.2018).

NATIONS UNIES, Résolution 1006 (ES-II), 571^{ème} séance plénière, 9 novembre 1956.
En ligne : [http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1006\(ES-II\)](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/1006(ES-II)) (28.02.2018).

OTT Elisabeth, *Die Eingliederung der alleinstehenden jugendlichen ungarischen Flüchtlinge in Winterthur* [Travail de diplôme en travail social], Zurich, 1958.

PINTÉR Emil, *Wohlstandsflüchtlinge. Eine sozialpsychiatrische Studie an ungarischen Flüchtlingen in der Schweiz*, Bâle; New York, Karger (*Bibliotheca psychiatrica et neurologica*, n°138), 1969.

RANDÉ Jenő, « Magyarok külföldön » [Hongrois à l'étranger], *Kölpolitika* (5) 1987, pp. 114-126.

RÉNYI Péter, *Szabad Földről üzenik* [Ils disent du Monde libre], Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1957.

ROUGÉ Bonabes de, « Action de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en faveur des réfugiés hongrois », *International Review of the Red Cross* 39 (458), février 1957, pp. 61-72.
En ligne: Cambridge Core, DOI: [10.1017/S0035336100121847](https://doi.org/10.1017/S0035336100121847).

RUFFIEUX Monique, *L'adaptation des réfugiés hongrois de 1956, étudiants à Genève* [Travail de diplôme en études sociales], Genève, 1965.

SEBODE Gerhard, *Ungarische Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland : eine Untersuchung an 150 männlichen, 18-30 Jahre alten ungarischen Flüchtlingen des Jahres 1956 über ihr Denken und Fühlen und ihre soziale Einordnung*, Göttingen [Dissertation zur Erlangung der Doktorwürde der Hohen Rechts- und Staatswissenschaftlichen Fakultät, Albert-Ludwigs Universität, Freiburg in Br.], 1964.

SOSKIS Philip, « The Adjustment of Hungarian Refugees in New York », *The International Migration Review* 2 (1), 1967, pp. 40-46.
En ligne : JSTOR, DOI : <https://doi.org/10.1177/019791836800200103>.

SZABÓ Miklós, *Profession : émigré*, Budapest, Pannonia, 1959.

SZABÓ Miklós, *Sans feu ni lieu : destins d'émigrés hongrois*, Budapest, Pannonia, 1960.

SZABÓ Miklós, *Ceux qui reviennent...*, Budapest, Pannonia, 1961.

VICHNIAC Isabelle, « Le haut commissaire Lindt souligne l'ampleur des problèmes posés par l'afflux des réfugiés hongrois en Autriche », *Le Monde diplomatique*, février 1957, p. 4.

WEINSTOCK S. Alexander, *Acculturation and Occupation : a study of the 1956 Hungarian refugees in the United States*, La Haye, M. Nijhoff, 1970.

WITCOVER Jules, « The Role of the ICEM in the Resettlement of Hungarian Refugees », *Research Group for European migration problems*, vol. 6, n°1, janvier-mars 1958.

ZIMMERMANN Esther, *Eingliederungsprobleme ungarischer intellektueller Flüchtlinge in Basel* [Travail de diplôme en travail social], Bâle, 1958.

ZÜRNI Heidi, *Ungarische Flüchtlingsmütter in der Schweiz : eine Abklärung zur Frage « Wie weit ist die Eingliederung von 30 befragten ungarischen Familienmüttern in der Schweiz fortgeschritten? »* [Travail de diplôme en travail social], Lucerne, 1960.

PRESSE

□ Bibliothèque nationale, Berne (Microfilms et archives)

- *La Suisse*
- *Neue Zürcher Zeitung*
- *Ostschweiz*
- *Schweizer Wochen Zeitung*
- *Svájci Magyar Hiradó/Uj Hiradó* [Courrier hungaro-suisse/Nouveau courrier]
- *Vorwärts*
- *Voix ouvrière*

□ Schweizerische Osteuropabibliothek, Berne.

- *Népszabadság* [La liberté du peuple]

□ e-newspaperarchives.ch (anciennement « Presse suisse en ligne ») :

<https://www.e-newspaperarchives.ch/?l=fr> (10.02.2019)

- *La Liberté*
- *La Gruyère*

□ Archives de la presse neuchâteloise de 1738 à nos jours :

http://www.lexpressarchives.ch/Olive/APA/SwissSNP_Fr/default.aspx#panel=home (10.02.2019)

- *Feuille d'Avis de Neuchâtel*
- *L'Impartial*

□ Le Temps, archives historiques :

<https://www.letempsarchives.ch/> (10.02.2019)

- *Journal de Genève*

□ Scriptorium (plateforme de journaux et magazines vaudois numérisés par la Bibliothèque cantonale et universitaire) :

<https://scriptorium.bcu-lausanne.ch/page/home> (10.02.2019)

- *Feuille d'avis de Lausanne*
- *L'Illustré*

SOURCES AUDIO-VISUELLES

BACSÓ Péter, *A tanú* [Le témoin], Hongrie, 1969.

BÜHLER Jean, « Réfugiés hongrois », *Instants du monde*, Radio Genève, 28 novembre 1956. En ligne : <https://www.rts.ch/archives/radio/information/instants-du-monde/3365813-refugies-hongrois.html> (11.04.2017).

GARDOS Péter, *Coqueluche* [Szamárköhögés], Hongrie, 1987.

« Images d'archives : Helena Homonnay, première femme ingénieure civile en Suisse », *Couleurs locales*, RTS, 27 octobre 2009. En ligne : <https://www.rts.ch/play/tv/couleurs-locales/video/images-darchives-helena-homonnay-premiere-femme-ingenieure-civile-en-suisse?id=844463&station=a9e7621504c6959e35c3ecbe7f6bed0446cdf8da> (19.04.2018).

« Les Hongrois en Suisse », *Continents sans visa*, Télévision suisse romande, 6 octobre 1966. En ligne : <https://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3436096-les-hongrois-en-suisse.html> (12.12.2018).

Madame TV, Télévision suisse romande, 6 novembre 1965. En ligne : <http://www.rts.ch/archives/tv/information/madame-tv/3437163-la-seule-femme.html> (19.04.2018).

« Pour les réfugiés hongrois », *Ciné-Journal suisse*, 30 novembre 1956, (0747-3), Fonds film du Ciné-Journal suisse (1940-1975). En ligne : http://www.memobase.ch/#document/SFW_CJS_CGS-CJS_0747-3 (10.02.2019).

« Réfugiés hongrois à Buchs », *Micro partout*, Télévision suisse romande, 9 novembre 1956. En ligne : <https://www.rts.ch/archives/radio/culture/micro-partout/6282605-refugies-hongrois-a-buchs.html> (11.04.2018).

SZÁSZ Attila, *A berni követ* [L'ambassadeur de Berne], Hongrie, 2014.

TÉMOIGNAGES PUBLIÉS ET ROMANS

ACZÉL Tamás et MÉRAY Tibor, *La révolte de l'esprit*, Paris, Gallimard, 1962.

ABDAI Viktoria, *Alle Wege führen in die Schweiz : Odyssee einer Exil-Ungarin*, Zurich, Sistabooks, 2002.

BAIN Leslie Balogh, *The Reluctant Satellites : an Eyewitness Report on East Europe and the Hungarian Revolution*, New York, Macmillan, 1960.

BÁNK Zsuzsa, *Le Nageur*, Paris, Points, 2005 [Der Schwimmer, Francfort-sur-le-Main, S. Fischer, 2002].

BASILIDES Bálint, *Le ciel bleu au fond du puits*, à paraître en 2019.

BATTHYANY Sacha, *Mais en quoi suis-je donc concerné? Un crime en mars 1945 : l'histoire d'une grande famille hongroise* (traduction : CHRISTOPHER Niels), Paris, Gallimard, 2017 [Und was hat das mit mir zu tun? Ein Verbrechen im März 1945. Die Geschichte meiner Familie, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 2016].

BREŽNÁ Irena, *L'ingrate venue d'ailleurs* (traduction : GAILLARD Ursula), Lausanne, Éditions d'en Bas, 2014 [Die undankbare Fremde, Berlin, Galiani Verlag, 2012].

- BUHLER Jean, *Ne pas oublier : récit, Budapest 1956*, Bôle-Neuchâtel, Au Bouquin d'or, 1957.
- BURSTEN Martin A., *Escape from fear. An Eyewitness Report of the Flight of 200'000 Hungarians and its Aftermath*, New York, Syracuse University Press, 1958.
- CARLIN James L., *The Refugee Connection : a Lifetime of Running a Lifeline*, Basingstoke ; Londres, Macmillan, 1989.
- DÉRY Tibor, *Niki, l'histoire d'un chien*, Belval, CIRCE, 2010.
- FEJTŐ François, *Mémoires : de Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.
- FRANCK Julia, *Feu de camp* (traduction : LANDES Elisabeth), Paris, Flammarion, 2011 [*Lagerfeuer*, Cologne, DuMont Verlag, 2003].
- KÉPÈS Sophie, *Un automne à Budapest*, Paris, Éditions du Seuil, 1984.
- GAÁL Károly et WIDDER Roland, *1956 und das Burgenland : Berichte über die Hilfsaktionen für ungarische Flüchtlinge : eine Dokumentation von Studenten des Fachhochschul-Studienganges « Internationale Wirtschaftsbeziehungen »*, Eisenstadt, Burgenländisches Landesarchiv, 1996.
- KENDE Pierre (interrogé par Jacques Rupnik), « Traumatisme et référence », in : COLLECTIF, *L'Autre Europe*, n°11-12, *Trente ans d'oppositions*, Paris, L'Age d'Homme, 1986, pp. 3-11.
- KOPÁCSI Sandor, *Au nom de la classe ouvrière : les mémoires du préfet de police de Budapest en 1956*, Paris, Robert Laffont, 1979.
- KRISTOF Agota, Interview par Philippe Savary, *La Matricule des Anges*, n° 14, 1995-1996. En ligne : http://www.lmda.net/din/tit_lmda.php?Id=3813 (20.11.2017).
- KRISTOF Agota, Interview par Riccardo Benedettini, *Music & Literature (features)*, juin 2016 (interview réalisé en juin 1999), En ligne : <http://www.musicandliterature.org/features/2016/6/8/a-conversation-with-agota-kristof> (20.11.2017).
- KRISTOF Agota, *Hier*, Paris, Seuil, 1995.
- KUNDERA Milan, *L'ignorance*, Paris, Folio, 2005.
- LASKY Melvin J. et BONDY François (éds.), *La révolution hongroise : histoire du soulèvement d'Octobre*, avec préface de Raymond Aron, « une révolution antitotalitaire », Paris, Plon, 1957 [*The Hungarian revolution : the story of the October uprising as recorded in documents, dispatches, eye-witness accounts, and world-wide reactions : a white book*, Londres, M. Secker & Warburg, 1957].
- LUKA László, *Témoignage désordonné d'un demi-siècle. Entretien biographique avec Luka Laszlo mené par Peter Snee*, photocopié, mai 2003 [Paru en hongrois : LUKA László, BALLA Bálint et SNEÉ Péter, *Rendhagyó életút: Luka Lászlóval beszélget Sneé Péter*, Bâle ; Budapest, Magyar Napló, 2005].
- MÁRAI Sándor, *Mémoires de Hongrie* (traduction : KASSAI Georges), Paris, Albin Michel, 2004.
- MARÈS Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe Centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 44 (1), 1996, pp. 48-54. En ligne : www.persee.fr, DOI: [10.3406/mat.1996.403054](https://doi.org/10.3406/mat.1996.403054).

MÉTAYER Guillaume (éd.), *Budapest 1956 : la révolution vue par les écrivains hongrois : anthologie*, Paris, Le Félin, 2016.

NAGY László, *L'art de rebondir : le tour du monde en 80 ans*, Genève, Georg, 2003.

NÉMIROVSKY Irène, *Suite française*, Paris, Denoël, 2004.

PINTÉR Emil, *Der helvetische Alptraum : die Hassliebe eines ungarischen Arztes zur neuen Heimat*, Zurich, Satyr-Verlag, 1986.

SCHNEIDER Peter, *Le sauteur de mur* (traduction : CASANOVA Nicole), Paris, B. Grasset, 1983.

SIDLER Roger et MOSER Peter (éds.), *Markus Feldmann Tagebuch 1923-1958*, Bâle, Schweizerische Gesellschaft für Geschichte, Kommissionsverlag Krebs, 2001.

SILVA Peer De, *Sub rosa : the CIA and the uses of intelligence*, s.l, Times Books, 1978.

SZÜCS Anna, *Anatomie d'une décision*, Genève, Encre fraîche, à paraître en 2020.

YARGEKOV Nina, *Double nationalité*, Paris, Pol Editeur, 2016.

2. LITTÉRATURE SECONDAIRE

2.1 HISTOIRE GÉNÉRALE ET SUISSE, GUERRE FROIDE, DÉMOCRATIES POPULAIRES

APPLEBAUM Anne, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris, B. Grasset, 2014.

BERSTEIN Serge et MILZA Pierre (éds.), *Histoire du XXe siècle : T. 2, 1945-1973, le monde entre guerre et paix*, Paris, Hatier, 2009.

BISCHOF Anna et JÜRGENS Zuzana (éds.), *Voices of Freedom - Western Interference ? : 60 Years of Radio Free Europe*, Veröffentlichungen des Collegium Carolinum, Bd. n° 130, Göttingen ; Vandenhoeck ; Ruprecht, 2015, pp. 1-14.

BLANC Jean-Daniel (éd.), *Achtung : die 50er Jahre ! Annäherungen an eine widersprüchliche Zeit*, Zurich, Chronos, 1994.

BLANCHARD Véronique, NIGET David, PERROT Michelle et CARDI Coline, *Mauvaises filles : Incorrigibles et rebelles*, Paris, Textuel, 2016.

BOTTONI Stefano, *Long Awaited West : Eastern Europe Since 1944*, Bloomington, Indiana University Press, 2017.

CHAUBET François et MARTIN Laurent, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011.

DEFrance Corine, DENIS Juliette, MASPERO Julia et al. (éds.), *Personnes déplacées et Guerre froide en Allemagne occupée = Displaced persons and the Cold War in occupied Germany = Displaced persons und Kalter Krieg im besetzten Deutschland*, Bruxelles, P.I.E. P. Lang, 2015.

DELESSERT Thierry, « *Les homosexuels sont un danger absolu* » : homosexualité masculine en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, Lausanne, Éditions Antipodes, 2012.

DENIS Juliette, « « Ils sont rentrés dans leur patrie ». L'URSS face aux personnes déplacées et aux rapatriés lettons, 1946-1950 », in : DEFrance Corine, DENIS Juliette, MASPERO Julia et al. (éds.), *Personnes déplacées et Guerre froide en Allemagne occupée = Displaced persons and the Cold War in occupied Germany = Displaced persons und Kalter Krieg im besetzten Deutschland*, Bruxelles, P.I.E. P. Lang, 2015, pp. 135-154.

EKIERT Grzegorz, *The State against Society : Political Crises and Their Aftermath in East Central Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

FEJTŐ François, *Histoire des démocraties populaires. 1, L'ère de Staline, 1945-1952*, Paris, Éditions du Seuil, 1972 [1952].

FEJTŐ François, *Histoire des démocraties populaires. 2, Après Staline, 1953-1979*, Paris, Éditions du Seuil, 1979 [1969].

GADDIS John Lewis, *The Cold War : A New History*, New York, Penguin Books, 2006.

GERMANN Urs, « Zur Nacherziehung versorgt. Administrative Versorgung Jugendlicher im Kanton Bern 1942-1973 », *Berner Zeitschrift für Geschichte* 1/2018, p. 17.

GILG Peter et HABLÜTZEL Peter, « Une course accélérée vers l'avenir 1945-... », in : *La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Éditions Payot, 2004, pp. 771-776.

GRIMM Peter, « Verräter, Juden, Jammergestalten. Der Emigrant im Spiegel der konsolidierten Presse », in : PESCHLER Eric A. (éd.), *Das kalte Paradies : Emigration, Integration, Konfrontation*, Huber, Stuttgart ; Frauenfeld, 1972., pp. 138-149.

GOULD-DAVIES Nigel, « The Logic of Soviet Cultural Diplomacy », *Diplomatic History* 27 (2), 2003, pp. 193-214. En ligne : Oxford academic, DOI : <https://doi.org/10.1111/1467-7709.00347>.

HARFST Phillipp, *Wahlssystemwandel in Mitteleuropa : strategisches Design einer politischen Institution*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2007.

JUDT Tony, *Postwar: a history of Europe since 1945*, Londres, Vintage Books, 2010.

KALDOR Mary, *The Imaginary War: Understanding the East-West Conflict*, Oxford ; Cambridge Mass, B. Blackwell, 1990.

KNIGHT Robert, « National Construction Work and Hierarchies of Empathy in Postwar Austria », *Journal of Contemporary History* 49 (3), 2014, pp. 491-513. En ligne : SAGE Journals, DOI : [10.1177/0022009414528257](https://doi.org/10.1177/0022009414528257).

KÖNIG Mario, « Rasanter Stillstand und zähe Bewegung Schweizerische Innenpolitik im Kalten Krieg – und darüber hinaus », in : LEIMGRUBER Walter (éd.), « *Goldene Jahre* » : zur Geschichte der Schweiz seit 1945, Zurich, Chronos, 1999, pp. 151-172.

KOVRIG Bennett, *Of Walls and Bridges : the United States and Eastern Europe*, New York [etc.], New York University Press, 1991.

KRAKOVSKY Roman, *L'Europe centrale et orientale - De 1918 à la chute du mur de Berlin*, Paris, Armand Colin, 2017.

KREIS Georg, *Kleine Neutralitätsgeschichte der Gegenwart : ein Inventar zum neutralitätspolitischen Diskurs in der Schweiz seit 1943*, Berne ; Stuttgart [etc.], Haupt Verlag, 2004.

LEHMANN Maïke, « A Different Kind of Brothers : Exclusion and Partial Integration After Repatriation to a Soviet « Homeland » », *Ab Imperio* 2012, pp. 171-211. En ligne : Project MUSE Mission, DOI : <https://doi.org/10.1353/imp.2012.0104>.

LENDVAI Paul *Les fonctionnaires de la vérité : l'information dans les pays de l'est* (traduction : VIERNE Béatrice), Paris, Robert Laffont, 1980.

MACHER Anikó, « Politique culturelle internationale de la Hongrie de 1957 à 1963 », in : MARÈS Antoine (éd.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris, Institut d'études slaves, 2007 (Cultures et sociétés de l'Est 45), pp. 169-192.

MARÈS Antoine et SOUBIGOU Alain, *L'Europe centrale et médiane dans l'Europe du XXe siècle*, Paris, Ellipses, 2017.

MCCAULEY Martin, *Origins of the Cold War, 1941-1949*, Rev. 3rd ed, Harlow ; New York, Pearson Longman, 2008.

PFRUNDER Peter et GASSER Martin, *Fokus 50er Jahre, Yvan Dalain, Rob Gnant und « Die Woche »*, Zurich, Limmat Verlag, 2003.

REIN Werner et BALTENSPERGER Ernst (éds.), *Die schweizer Wirtschaft, 1946-1986 : Daten, Fakten, Analysen*, Zurich, Schweizerische Bankgesellschaft, 1987.

SCOTT-SMITH Giles, *The cultural Cold War in Western Europe, 1945-1960*, Londres, Frank Cass, 2003.

SELLIER André et SELLIER Jean, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1998.

SELLIER Jean et SELLIER André, *Atlas des peuples d'Europe occidentale*, Paris, La Découverte, 2000.

SOULET Jean-François, *Histoire de l'Europe de l'Est : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2011 [2006].

SOUTOU Georges-Henri, *La guerre froide : 1943-1990*, Paris, Fayard, 2011 [2001].

TANNER Jakob, *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich, C.H.Beck, 2015.

WALSER Anita, *Konrad Farner : erlebter Antikommunismus in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Freiburg Schweiz, 2007.

WALTER François, *Histoire de la Suisse*, t. 5 : Certitudes et incertitudes du temps présent (de 1930 à nos jours), Neuchâtel, Éditions Alphil - Presses universitaires suisses, 2010.

WANDYCZ Piotr, *The Price of Freedom. A History of East Central Europe from Middle Ages to the Present*, Londres et NY, Routledge, 1994.

2.2 MÉTHODE, THÉORIE, SOURCES D'INSPIRATION, ASILE ET LA MIGRATION (EN GÉNÉRAL)

AGER Alastair et STRANG Alison, « Understanding Integration : A Conceptual Framework », *Journal of Refugee Studies* 21 (2), 2008, pp. 166-191.

AKOKA Karen, « Crise des réfugiés, ou des politiques d'asile ? », *La Vie des idées*, 31 mai 2016. En ligne : <http://www.laviedesidees.fr/Crise-des-refugies-ou-des-politiques-d-asile.html>

ANGOUSTURES Aline, KÉVONIAN Dzovinar et MOURADIAN Claire (éds.), *Réfugiés et apatrides : administrer l'asile en France (1920-1960)*, Rennes, PUR - Presses universitaires de Rennes, 2017.

APRILE Sylvie, *Le siècle des exilés : bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS éditions, 2010.

BARTRAM David, POROS Maritsa et MONFORTE Pierre, *Key Concepts in Migration*, Los Angeles [etc.], SAGE, 2014.

BIGO Didier, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? », *Cultures & Conflits* (58), juin 2005, pp. 53-101.

BLANC Guillaume Le et BRUGÈRE Fabienne, *La fin de l'hospitalité. L'Europe, terre d'asile ?*, Paris, Flammarion, 2018.

CERASE Francesco P., « Expectations and Reality : A Case Study of Return Migration From the United States to Southern Italy », *International Migration Review*, vol. VIII, n° 2, 1974, pp. 245-261.

COHEN Gerard Daniel, *In War's Wake : Europe's Displaced Persons in the Postwar Order*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 2011.

CROIZY-NAQUET Catherine et DELISSEN Alain, *Écrire l'histoire. Histoire, Littérature, Esthétique* (17) 2017 : La petite histoire (avant-propos), pp. 11-17.

CURRLE Edda, « Theorieansätze zur Erklärung von Rückkehr und Remigration », *Sozialwissenschaftlicher Fachinformationsdienst soFid*, 2006, pp. 7-23.

DAHINDEN Janine, ROSENDE Magdalena, BENELLI Natalie *et al.*, « Migrations : genre et frontières – frontières de genre », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 26 (1), avril 2007, pp. 4-14.

DUFOIX Stéphane, « Le retour des exilés », *Hommes et migrations*, n°1216, novembre-décembre 1998 : *Vers une politique migratoire européenne*, pp. 79-91.

DUFOIX Stéphane, « Fausses évidences. Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne des migrations internationales* 16 (3) 2000, pp. 147-164. En ligne : www.persee.fr, DOI : <https://doi.org/10.3406/remi.2000.1745>.

DUFOIX Stéphane, *Politiques d'exil : Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

DUFOIX Stéphane, DE TINGUY Anne et GUERASSIMOFF-PINA Carine (éds.), *Loin des yeux, près du cœur : les États et leurs expatriés*, Paris, Presses de Science Po, 2010.

ELIE Jérôme, « Histories of Refugee and Forced Migration Studies », in : FIDDIAN-QASMIYEH Elena, LOESCHER Gil, LONG Katy *et al.*, *The Oxford Handbook of Refugee and Forced Migration Studies*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 23-36.

FASSMANN Heinz et MÜNZ Rainer (éds.), *Migration in Europa : Historische Entwicklung, aktuelle Trends und politische Reaktionen*, Francfort-sur-le-Main ; New York, Campus Verlag, 1996.

FISCHER Nicolas et HAMIDI Camille, *Les politiques migratoires*, Paris, La Découverte, 2016.

FRANK Matthew (éd.), *Refugees in Europe, 1919-1959 : a Forty Years' Crisis?*, Londres, Bloomsbury Academic, 2017.

GALVAN Valeria, « The Impact of the Soviet Repatriation Campaign on the Eastern European Émigré Community in Argentina (1955-1963) », *Littera Scripta* 1, 2017, pp. 22-34.

GATRELL Peter, « Population displacement in the baltic region in the twentieth century : from < refugee studies > to refugee history », *Journal of Baltic Studies* 38 (1), mars 2007, pp. 43-60. En ligne : <https://www.tandfonline.com>, DOI : <https://doi.org/10.1080/01629770701223536>.

GATRELL Peter, *The Making of the Modern Refugee*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

GEMIE Sharif, *Coming Home ? : Conflict and Return Migration in the Aftermath of Europe's Twentieth-century Civil Wars*, Unabridged edition, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013.

GHOSH Bimal (éd.), *Return Migration: Journey of Hope or Despair?*, Genève, International Organization for Migration : United Nations, 2000, pp. 7-55.

GOMART Thomas, « Quel statut pour le témoignage oral en histoire contemporaine ? », *Hypothèses* 3 (1), 2000, pp. 103-111.

GOUSSEFF Catherine, *L'exil russe : La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS, 2008.

GREEN Nancy L., *Repenser les migrations*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

- GREEN Nancy L., « The Politics of Exit : Reversing the Immigration Paradigm », *The Journal of Modern History* 77 (2), 2005, pp. 263-289. En ligne : JSTOR, DOI: [10.1086/431815](https://doi.org/10.1086/431815).
- GREEN Nancy L. et WEIL François, *Citoyenneté et émigration : les politiques du départ*, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 2006.
- GREEN Nancy L. et WALDINGER Roger (éds.), *A Century of Transnationalism : Immigrants and Their Homeland Connections*, Urbana, University of Illinois Press, 2016.
- GUERASSIMOFF-PINA Carine, *L'Etat chinois et les communautés chinoises d'outre-mer*, Paris ; Montréal, L'Harmattan, 1997.
- GYÁNI Gábor, « Migration as a Cultural Phenomenon », *Hungarian Historical Review* 1, no. 3-4, 2012, pp. 275-293
- HAAS Hein de, « The determinants of international migration : Conceptualizing policy, origin and destination effects », *IMI Working Paper Series* 32, 2011. En ligne : www.imi.ox.ac.uk, <https://www.imi.ox.ac.uk/publications/wp-32-11> (06.11.2017).
- HEIß Gernot et RATHKOLB Oliver, *Asylland wider Willen*, s. l., Verlag Jugend & Volk, 1995.
- HOLBORN Louise W., *Refugees - A Problem of Our Time: The Work of the United Nations High Commissioner for Refugees, 1951-1972*, Metuchen, N.J., Scarecrow Press, 1975.
- KÉVONIAN Dzovinar, « Deux siècles de réfugiés : circulations, qualifications, internationalisation », *Pouvoirs*, n° 144 (1), 2013, pp. 17-32.
- KING Russell, « Generalizations from the history of return migration », in : GHOSH Bimal (éd.), *Return migration : Journey of Hope or Despair ?*, Genève, International Organization for Migration : United Nations, 2000, pp. 7-55.
- KLINTHÄLL Martin, « Refugee Return Migration : Return Migration from Sweden to Chile, Iran and Poland 1973-1996 », *Journal of Refugee Studies* 20 (4), 2007, pp. 579-598.
- KRATTIGER Eva, « Les migrant-e-s, incapables de prendre des décisions? », *Des faits plutôt que des mythes*, n° 105 / 12 octobre 2017. En ligne : <https://www.osar.ch/des-faits-plutot-que-des-mythes/articles-2017/les-migrant-e-s-incapables-de-prendre-des-decisions.html> (01.11.2018).
- KUSHNER Antony Robin Jeremy et KNOX Katharine, *Refugees in an Age of Genocide : Global, National and Local Perspectives during the Twentieth Century*, Londres [etc.], F. Cass, 2001.
- LEE Everett S., « A theory of migration », *Demography* 3 (1), 1966, pp. 47-57. En ligne: link.springer.com, DOI : [10.2307/2060063](https://doi.org/10.2307/2060063).
- LEMERCIER Claire et ZALC Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008.
- LOCHAK Danièle, « L'intégration comme injonction. Enjeux idéologiques et politiques liés à l'immigration », *Cultures & Conflits* (64), 2006, pp. 131-147. En ligne : journals.openedition.org, DOI : [10.4000/conflits.2136](https://doi.org/10.4000/conflits.2136).
- LOESCHER Gilbert Damian, *The UNHCR and World Politics: A Perilous Path*, Oxford [etc.], Oxford University Press, 2001.

LONG Katy, *The Point of No Return: Refugees, Rights, and Repatriation*, 1st edition, New York, NY, Oxford University Press, 2013.

LONG Lynellyn D. et OXFELD Ellen (éds.), *Coming home ? : Refugees, Migrants, and Those Who Stayed Behind*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2004.

MADOKORO Laura, *Elusive Refuge : Chinese Migrants in the Cold War*, Harvard University Press, 2016.

MALKKI Liisa H., « Refugees and Exile : From < Refugee Studies > to the National Order of Things », *Annual Review of Anthropology* 24 (1), 1995, pp. 495-523. En ligne : Annual Reviews, DOI: <https://doi.org/10.1146/annurev.an.24.100195.002431>.

MARÈS Antoine, « Exilés d'Europe centrale de 1945 à 1967 », in : MARÈS Antoine et MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, pp. 129-168.

MARÈS Antoine, « Exilés d'Europe Centrale de 1945 à 1967 », in : MILZA Pierre (éd.), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014 (Internationale), pp. 129-168. En ligne : OpenEdition Books, <http://books.openedition.org/psorbonne/969> (09.12.2015).

MARÈS Antoine (éd.), *Exils d'Europe médiane en France dans la seconde moitié du XXe siècle*, Paris, Institut d'études slaves, 2017.

MARIOT Nicolas et ZALC Claire, *Face à la persécution : 991 juifs dans la guerre*, Paris, O. Jacob, 2010.

MARKOWITZ Fran et STEFANSSON Anders H., *Homecomings : Unsettling Paths of Return*, s.l., Lexington Books, 2004.

MARRUS Michael Robert, *Les exclus : les réfugiés européens au XXe siècle*, Paris, Calmann-Lévy, 1986 [*The Unwanted : European refugees in the twentieth century*, New York ; Oxford, Oxford University Press, 1985].

MATT Susan J., *Homesickness : an American history*, New York, Oxford University Press, 2011.

MENÉNDEZ Mario, « Les lois américaines d'immigration et les réfugiés politiques dans la période d'après-guerre : 1948-1958 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 60 (1), 2000, pp. 57-60. En ligne : www.persee.fr, DOI : <https://doi.org/10.3406/mat.2000.403241>.

MIKKONEN Simo, « Mass Communications as a Vehicle to Lure Russian Émigrés Homeward », *Journal of International and Global Studies* 2 (2), 2011, pp. 45-61. En ligne : <https://jyx.jyu.fi/handle/123456789/27149> (27.06.2018).

MIKKONEN Simo et KOIVUNEN Pia (éds.), *Beyond the Divide : Entangled Histories of Cold War Europe*, New York, Berghahn Books, 2015.

MUSSET Alain et VIDAL Laurent (éds.), *Les territoires de l'attente : Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe-XXIe siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015. En ligne : <http://books.openedition.org/pur/41732> (01.11.2018).

NOIRIEL Gérard, *La tyrannie du national : le droit d'asile en Europe, 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

NOUSS Alexis, *La condition de l'exilé : Penser les migrations contemporaines*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2015.

PASSERINI Luisa, *Women Migrants From East to West : Gender, Mobility and Belonging in Contemporary Europe*, New York, Berghahn Books, 2007.

PETIT Véronique (éd.), *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris, Centre population et développement, 2007.

PIGUET Étienne, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales* 29 (3), 2013, pp. 141-161. En ligne : <https://remi.revues.org/6571> (12.12.2018).

PRICE Matthew E., *Rethinking Asylum : History, Purpose, and Limits*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2009.

RICHMOND Anthony, « Sociological Theories of International Migration : The Case of Refugees », *Current Sociology* 36 (2), 1988, pp. 7-25. En ligne : yorkspace.library.yorku.ca, <https://yorkspace.library.yorku.ca/xmlui/handle/10315/8016> (10.11.2017).

ROBERTS Glenna et CIPKO Serge, *One-way Ticket : The Soviet Return-to-the-homeland Campaign, 1955-1960*, Manotick, Penumbra Press, 2008.

ROSENTAL Paul-André, « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 45 (6), 1990, pp. 1403-1431.

RYGIEL Philippe, « Du genre de l'exil », *Le Mouvement Social*, n°225 (4), novembre 2008, pp. 3-8.

SAYAD Abdelmalek, *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.

THER Philipp, *Die Aussenseiter : Flucht, Flüchtlinge und Integration im modernen Europa*, Berlin, Suhrkamp Verlag, 2017.

THRÄNHARDT Dietrich, « Entwicklungslinien der Zuwanderungspolitik in EG-Mitgliedsländern », in : HEINELT Hubert (éd.), *Zuwanderungspolitik in Europa*, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, 1994, pp. 33-63. En ligne : link.springer.com, DOI : [10.1007/978-3-322-97288-0_2](https://doi.org/10.1007/978-3-322-97288-0_2).

THOMSON David, *Les revenants : ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

VALLUY J., « Genèse du « faux réfugié » », *Plein droit* (69), 2006, pp. 19-22. En ligne, Cairn.info, DOI : <https://doi.org/10.3917/pld.069.0019>.

VANĚK Miroslav, *Around the Globe : Rethinking Oral History with Its Protagonists*, Prague, Karolinum Press, 2013.

VENTURAS Lina (éd.), *International « Migration Management » in the early Cold War : The Intergovernmental Committee for European Migration*, Corinthe, University of Peloponnese (PDF e-book), 2016. En ligne : <http://mimio.uop.gr/site/sites/default/files/International%20Migration%20Management%20in%20the%20Early%20Cold%20War.pdf> (26.01.2018).

VERMÈS Geneviève, « Quelques étapes de la Psychologie des peuples (de la fin du XIXe siècle aux années 1950). Esquisse pour une histoire de la psychologie interculturelle », *L'Homme la Société*, n°167-168-169 (1), 2008, pp. 149-161.
En ligne : Cairn.info, DOI : <https://doi.org/10.3917/lhs.167.0149>.

WYMAN Mark, *Round-Trip to America : The Immigrants Return to Europe, 1880-1930*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

ZALKALNS Lilita, *Back to the Motherland : Repatriation and Latvian Emigres 1955-1958* [Thèse de doctorat à l'Université de Stockholm], Stockholm, 2014.

ZIECK Marjoleine, *UNHCR and Voluntary Repatriation of Refugees : a Legal Analysis*, La Haye [etc.], M. Nijhoff, 1997.

2.3 HISTOIRE DE LA HONGRIE, DE L'INSURRECTION, DES RÉFUGIÉ·E·S HONGROIS·E·S

ADAM Christopher, EGERVARI Tibor, LACZKO Leslie et YOUNG Judy (éds.) *The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009.

ARSEVER Sylvie, « L'après-guerre dans les archives du CICR (4). Hongrie 56 : les enfants otages », *Le Temps*, 18 août 2005.

BAUQUET Nicolas, « La révolution hongroise de 1956. Nouvelles sources, nouvelles interprétations », in : COLLECTIF, *Communisme, n°88-89 - La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris, L'Age d'Homme, 2006-2007, pp. 7-31.

BARÁTH Magdolna, « Attempts to win and break up the hungarian emigration after 1956 », in : MAZURKIEWICZ Anna (éd.), *East Central Europe in exile*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013, pp. 293-310.

BON TEMPO Carl Joseph, *Americans at the Gate: the United States and Refugees during the Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

BORBÁNDI Gyula, *A magyar emigráció életrajza : 1945-1985* [La biographie de l'émigration hongroise : 1945-1985], Berne, Európai Protestáns Magyar Szabadegyetem, 1985.

BORHI László, *Hungary in the Cold War 1945-1956 : between the United States and the Soviet Union*, Budapest, Central European University Press, 2004.

BÉKÉS Csaba *et al.* (éds.), *The 1956 Hungarian Revolution : a history in documents*, Budapest [etc.], Central European University Press, 2002.

BÉKÉS Csaba, *Az 1956-os magyar forradalom a világpolitikában* [La révolution hongroise de 1956 dans la politique mondiale], Budapest, Institut 1956, 2006, pp. 132-133.

CASOAR Phil et BALAZS Eszter, *Les héros de Budapest*, Paris, Éditions Les Arènes, 2006.

CELLINI Amanda, « La réinstallation des réfugiés hongrois en 1956 », *Revue Migrations forcées* 54, 2017. En ligne : <http://www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/fr/reinstallation/cellini.pdf> (05.07.2017).

COLLECTIF, *Communisme 88-89 - la Révolution Hongroise de 1956 Nouvelles Approches*, L'Age d'Homme, 2006.

COLVILLE Rupert, « Les réfugiés hongrois, 50 ans plus tard », *Réfugiés* (publication UNHCR), n°144, vol. 3, 2006, pp. 4-23.

CONGDON Lee, *1956, the Hungarian revolution and war for independence*, Boulder, Colo ; Highland Lakes, N.J.; New York, Columbia University Press, 2006.

CSÍK Sándor, « Die Flüchtlingswelle nach dem Ungarn-Aufstand 1956 in die Bundesrepublik », in : DEUTSCH-UNGARISCH GESELLSCHAFT (éd.), *Almanach II* (2003-2004), Berlin, 2005, pp. 207-246.

CSERESNYÉS Ferenc, « The '56 Exodus to Austria », *The Hungarian Quarterly*, vol. 40, n° 154, 1999, pp. 86-101.

CSERESNYÉS Ferenc, « Das international Flüchtlingsrecht und seine Anwendung in Österreich bei den Ungarnflüchtlingen von 1956 », in : MURBER Ibolya et FÓNAGY Zoltán (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne, Czernin, 2006, pp. 387-409.

CSERESNYÉS Ferenc, « A nemzetközi menekültjog alkalmazása : Ausztria és az 56'-os menekültek » [Le droit international les réfugiés et son application en Autriche pour les réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk* (1) 2007, pp. 172-173.

DREISZIGER Nándor, *Church and Society in Hungary and in the Hungarian Diaspora*, Toronto, University of Toronto Press, 2016.

DÖVÉNYI Zoltán et VUKOVIC Gabriella, « Hungary and the international migration », in : FASSMANN Heinz (éd.), *European migration in the late twentieth century : historical patterns, actual trends, and social implications*, Aldershot, E. Elgar, 1994, pp 187-206.

DÖVÉNYI Zoltán et VUKOVIC Gabriella, « Ungarn und die internationale Migration », in : FASSMANN Heinz et MÜNZ Rainer (éds.), *Migration in Europa : Historische Entwicklung, aktuelle Trends und politische Reaktionen*, Francfort-sur-le-Main ; New York, Campus Verlag, 1996, pp. 263-283.

DÖVÉNYI Zoltán, « Zeitliche und räumliche Aspekte der Migrationswellen in Ungarn 1918-1995 », in : SEEWANN Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918-1995*, Oldenbourg, Wissenschaftsverlag, 1997, pp. 7-33.

DUFOIX Stéphane, « La réfraction : 1956 en exil », in : COLLECTIF, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris, L'Age d'Homme, 2006-2007, pp. 107-133.

ENGELKE Edda, « *Einem besseren Leben entgegen ?* » : *ungarische Flüchtlinge 1956 in der Steiermark*, Innsbruck, StudienVerlag, 2006.

ENGELKE Edda, « Die Aufnahme von Kindern und jugendlichen Flüchtlingen in Österreich 1956/57 », in : MITTELEUROPAZENTRUM AN DER ANDRÁSSY UNIVERSITÄT BUDAPEST (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne, New Academic Press, 2017, pp. 9-17.

EÖRSI László, *Corvinisták 1956 : a VIII. kerület fegyveres csoportjai* [Les gars de Corvin : les groupes armés du 8^{ème} arrondissement], Budapest, 1956-os Intézet, 2001.

FEJTŐ François, *1956, Budapest, l'insurrection : la première révolution anti-totalitaire*, Paris, Complexe, 2006 [1984].

FINK Carole, HADLER Frank et SCHRAMM Tomasz (éds.), *1956 : European and Global Perspectives*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2006.

GATI Charles, *Hungary and the Soviet bloc*, Durham, Duke University Press, 1986.

GATI Charles, *Failed Illusions : Moscow, Washington, Budapest, and the 1956 Hungarian Revolt*, Stanford, Stanford University Press, 2006 [*Vesztett illúziók*, Budapest, Osiris Kiadó, 2006].

GECSÉNYI Lajos, « An der Grenze zweier Machtblöcke, Zu den ungarisch-österreichischen Beziehungen 1945-1965 », in : LENGYEL Zsolt (éd.), *Ungarn-Jahrbuch* (27) 2004, pp. 269-290.

GÉMES Andreas, « ‹ Schade, schade, immer Spionage ! › », in : MURBER Ibolya et FÓNAGY Zoltán (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne, Czernin, 2006, pp. 207-242.

GÉMES András, « Political migration in the Cold War : The case of Austria and the Hungarian refugees of 1956-57 », in : ISAACS Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pise, Pisa University Press, 2007, pp. 165-182.

GÉMES Andreas, *Wie zwei geschiedene Eheleute : österreichisch-ungarische Beziehungen in den 1950er Jahren*, Graz, UPG, unipress Graz, 2010.

GÉMES Andreas, « Deconstruction of a Myth? Austria and the Hungarian Refugees of 1956-57 », 2009, in : *Time, Memory, and Cultural Change*, Vienne : Institut für die Wissenschaften vom Menschen, Junior Visiting Fellows' Conferences, Vol. 25 : <http://www.iwm.at/publications/5-junior-visiting-fellows-conferences/vol-xxv/deconstruction-of-a-myth/> (22.07.2016).

GIRAUD Henri-Christian, *Le printemps en octobre : une histoire de la révolution hongroise*, Monaco, Éditions du Rocher, 2006.

GOUGH Roger, *A Good Comrade : János Kádár, Communism and Hungary*, Londres, I.B. Tauris, 2006.

GRANVILLE Johanna C., *The First Domino: International Decision Making During the Hungarian Crisis of 1956*, College Station, Texas A&M University Press, 2004.

GRANVILLE Johanna, « Of Spies, Refugees and Hostile Propaganda : How Austria dealt with the Hungarian Crisis of 1956 », *History* 91 (301), janvier 2006, pp. 62-90. En ligne : Wiley Online Library, DOI : <https://doi.org/10.1111/j.1468-229X.2006.00359.x>.

GYARMATI György, « Les causes de l'explosion en Hongrie en 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (83) 2006, pp. 29-39.

GYARMATI György et PALASIK Mária, *Big brother's miserable little grocery store : studies on the history of the Hungarian secret services after World War II*, Budapest, Historical Archives of the Hungarian State Security, 2012.

GYARMATI György, *A Rákosi-korszak : rendszerváltó fordulatok évtizede Magyarországon, 1945-1956*, Budapest, ÁBTL-Rubicon, 2011.

HALL Simon, *1956 : Welt im Aufstand* (traduction : HELD Susanne), Stuttgart, Klett-Cotta, 2016 [*1956, The World in Revolt*, Faber & Faber, 2016].

HASLINGER Peter, *Hundert Jahre Nachbarschaft : die Beziehungen zwischen Österreich und Ungarn 1895-1994*, Francfort-sur-le-Main [etc.], Lang, 1996.

HASLINGER Peter, « Zur Frage der ungarischen Flüchtlinge in Österreich 1956-57 », in : SEEWANN Gerhard (éd.), *Migration und ihre Auswirkungen. Das Beispiel Ungarn 1918-1995*, Oldenbourg, Wissenschaftsverlag, 1997, pp. 147-162.

HASLINGER Peter, « Flüchtlingskrise 1956 », in : KOCHANOWSKI Jerzy et PUTTKAMER Joachim von, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie, Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 125-156.

HERBERT Ulrich, « Memories are made of Heimweh. Eine sentimentale journey durch das Jahr 1956 », in : KOCHANOWSKI Jerzy et PUTTKAMER Joachim von, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie, Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 157-170.

HIDAS Peter I., « « Our beloved Hungarians ». Hungarian Refugees in Yugoslavia in Transit to Canada », *sympathico*, 2001. En ligne : www.sympathico.ca/thidas/Hungarian-history/Yugoslavia.html (07.02.2018).

HIDAS Peter I., « Canada and the Hungarian Jewish Refugees, 1956-57 », *East European Jewish Affairs* 37 (1), avril 2007, pp. 75-89. En ligne : Taylor and Francis+NEJM, DOI : <https://doi.org/10.1080/13501670701197953>.

HIDAS Peter I., « Arrival and Reception : Hungarian Refugees, 1956-1957 », in : ADAM Christopher, EGERVARI Tibor, LACZKO Leslie et YOUNG Judy (éds.), *The 1956 Hungarian Revolution : Hungarian and Canadian perspectives*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2009, pp. 223-255.

JOBÁGYI Gábor, « Bloody Thursday, 1956 : The Anatomy of the Kossuth Square Massacre », *Hungarian Review*, vol. VIII, n°5, janvier 2014.

JOBBITT Steven, « Hungarian Martyrs, Refugees, and the Politics of Anticommunism in Salazar's Portugal, 1956-1957 », *Hungarian Cultural Studies* 9, 2016, pp. 137-164. En ligne : ahea.pitt.edu, DOI : <https://doi.org/10.5195/ahca.2016.263>.

KASTNER Georg, *Ungarn 1956 vor der UNO*, Innsbruck, StudienVerlag, 2010.

KECSKEMÉTI Charles, « Morphologie et mécanismes d'une révolution : Budapest 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (83), 2006, pp. 23-28.

KECSKÉS D. Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Budapest ; Paris ; Szeged, Institut hongrois de Paris, 2005.

KECSKÉS D. Gusztáv, « Collecting money at a global level. The UN fundraising campaign for the 1956 Hungarian refugees », *Eastern Journal of European Studies*, vol. 5, Issue 2, décembre 2014, pp. 33-60.

KECSKÉS D. Gusztáv, « « Eine Geschichte, die die Welt betrifft ». Die Aufnahme der ungarischen Flüchtlinge des Jahres 1956 », in : MITTELEUROPAZENTRUM AN DER ANDRÁSSY UNIVERSITÄT BUDAPEST (éd.), *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016:1956 und die Folgen*, Vienne, New Academic Press, 2017, pp. 45-56.

KECSKÉS D. Gusztáv, « Les composantes d'une action humanitaire hors du commun : l'accueil en Occident des réfugiés hongrois de 1956 », *Relations internationales* (172), 2017, pp. 127-142. En ligne : Cairn.info, DOI : <https://doi.org/10.3917/ri.172.0127>.

KECSKÉS D. Gusztáv, « Humanitárius segítségnyújtás globális méretekben. A Vöröskereszt Társaságok Ligája és az 1956-os magyar menekültek » [Aide humanitaire à l'échelle mondiale. Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et les réfugiés hongrois de 1956], *Múltunk* (4) 2018, pp. 74-119.

KENDE Pierre, *Le défi hongrois : De Trianon à Bruxelles*, Paris, Buchet Chastel, 2004.

KENDE Pierre, « Budapest, 1956 : la révolution confisquée », *L'Histoire*, n°314 (11), novembre 2006, pp. 75 et suivantes. .

KIROV Alexander, « Soviet Military Intervention in Hungary, 1956 », in : *GYÖRKEI Jenő et HORVATH Miklós (éds.), Soviet Military Intervention in Hungary, 1956*, with a study by Alexandr M. Kirov and memoirs of Yevgeny I. Malashenko, Budapest, Central European University Press, 1999.

KLIMÓ Árpád von, *Ungarn seit 1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.

KÖRÖSI Zsuzsanna et MOLNÁR Adrienne, *Carrying a Secret in My Heart...: Children of Political Victims of the Revolution, 1956 Hungary. An Oral History*, Budapest ; New York, Central European University Press, 2003.

KOVAČEVIĆ Katarina, « Mađarske izbeglice u Jugoslaviji 1956-57 » [Réfugiés hongrois en Yougoslavie en 1957-1957], *Tokovi istorije* 1-2, 2003, pp. 91-124.

KOVAČEVIĆ Katarina, « The Refugee Problem in Yugoslavia », in : RAINER M. János, *The 1956 Hungarian revolution and the soviet bloc countries : reactions and repercussions*, Budapest, The Institute for the History of the 1956 Hungarian Revolution, 2007.

KOVÁCS Attila, « A magyar menekültkérdés kezelése Jugoszláviában, 1956-1957 » [La gestion de la question des réfugiés hongrois en Yougoslavie, 1956-1957], in : BOTTONI Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016, pp. 433-450.

KOVÁCS Éva, « Ungarn und die Erinnerung an 1956 : Eine Nation ohne Revolutionsmythen », in : KOCHANOWSKI Jerzy et PUTTKAMER Joachim von, *1956 : (Nieco) inne spojrzenie = eine (etwas) andere Perspektive*, Varsovie, Wydawnictwo « Neriton », 2016, pp. 193-204.

KRAMER Mark, « The Soviet Union and the 1956 Crises in Hungary and Poland : Reassessments and New Findings », *Journal of Contemporary History* 33 (2), 1998, pp. 163-214.

LÉNÁRT András, « Fluchtgeschichten von 1956er Jugendlichen », in : MURBER Ibolya et FÓNAGY Zoltán (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne, Czernin, 2006, pp. 465-495.

LÉNÁRT András, « Emigration from Hungary in 1956 and the Emigrants as Tourists to Hungary », *Hungarian Historical Review* 1, 3-4, 2012, pp. 368-396. En ligne : http://epa.oszk.hu/02400/02460/00002/pdf/EPA02460_hung_his_rev_2012_3-4_368-396.pdf (10.12.2018).

LENDVAI Paul, *Les Hongrois : mille ans d'histoire* (traduction : KASSAI Georges), Lausanne, Les Éditions Noir sur Blanc, 2006.

LENDVAI Paul, *Der Ungarnaufstand 1956 : eine Revolution und ihre Folgen*, Munich, Bertelsmann, 2006.

LENDVAI Paul, *One Day That Shook the Communist World - The 1956 Hungarian Uprising and Its Legacy*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

LEPEUPLE Anne-Chantal, « Radio Europe libre » et le soulèvement hongrois de 1956 », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine* 47 (1), 2000, pp. 177-195.

LITVÁN György, *Die ungarische Revolution 1956 : Reform, Aufstand, Vergeltung*, Vienne, Passagen, 1994.

LOMAX Bill (éd.), *The Hungarian Workers' Councils in 1956*, New York, Columbia University Press, 1990.

MARÈS Antoine, « De la relativité des grands événements : l'année 1956 en Europe centrale et la révolution hongroise », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* (83), 2006, pp. 4-11.

MARK James, « Society, Resistance and Revolution : The Budapest Middle Class and the Hungarian Communist State 1948-56 », *The English Historical Review* 120 (488), 2005, pp. 963-986. En ligne : academic.oup.com, DOI : <https://doi.org/10.1093/ehr/cei242>.

MARKOWITZ Arthur A., « Humanitarianism versus Restrictionism : The United States and the Hungarian Refugees », *The International Migration Review* 7 (1), 1973, pp. 46-59. En ligne : JSTOR, DO I : <https://doi.org/10.1177/019791837300700104>.

MATTHEWS John P. C., *Explosion : The Hungarian Revolution of 1956*, New York, Hippocrene Books, 2007.

MINK Georges (éd.), *1956, une date européenne*, Lausanne, Les Éditions Noir sur Blanc, 2010.

MITTELEUROPAZENTRUM AN DER ANDRÁSSY UNIVERSITÄT BUDAPEST, *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne : New Academic Press, 2017.

MOLNÁR Miklós, *Budapest 1956 : a history of the Hungarian Revolution* (traduction : FORD Jennetta), Londres, G. Allen, 1971.

MOLNÁR Miklós, « La présence de l'histoire », in : KENDE Pierre et POMIAN Krzysztof (éds.), *1956 : Varsovie-Budapest : La Deuxième Révolution D'Octobre*, Paris, Seuil, 1978, pp. 68-81.

MOLNÁR Miklós, *De Béla Kun à János Kádár : soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris ; Genève, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques ; Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1987.

MOLNAR Miklós, *Victoire d'une défaite : Budapest 1956*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1996 [1968].

MOLNÁR Miklós, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004 [1980].

MOLNÁR Virág, « À la recherche de la maison socialiste idéale dans la Hongrie post-stalinienne », in : RAGARU Nadège et CAPELLE-POGÁCEAN Antonela (éds.), *Vie quotidienne et pouvoirs sous le socialisme : la consommation revisitée*, Paris, Karthala, 2010, pp. 277-348.

MURBER Ibolya, « Ungarnflüchtlinge in Österreich 1956 », in : MURBER Ibolya et FÓNAGY Zoltán (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne, Czernin, 2006, pp. 335-385.

MURBER Ibolya, « Az 1956-os magyar események hatása a jugoszláv-magyar kapcsolatok alakulására és a menekültkérdés » [Les effets des événements hongrois de 1956 sur l'évolution et des relations hungaro-yougoslaves et sur la question des réfugiés], *Limes* 18 (3), 2006, pp. 71-82.
En ligne : http://www.jamk.hu/ek/folyoirat/folyoirat/limes/2006_3.pdf (19.07.2018)

MURBER Ibolya, « Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », in : MITTELEUROPAZENTRUM AN DER ANDRÁSSY UNIVERSITÄT BUDAPEST, *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne, New Academic Press, 2017, pp. 19-43.

MURBER Ibolya et WANNER Gerhard (éds.), *Europäische Aspekte zur ungarischen Revolution 1956*, Feldkirch, Rheticus-Gesellschaft, 4, 2006.

NEMES Paul, « The Welcome Refugees. Why the West opened its arms to fleeing Hungarians in 1956 », *Central Europe Review*, vol. 1, n° 19, 1999. En ligne : <http://www.ce-review.org/99/19/nemes19.html> (17.01-2019).

NIESSEN James P., « The Culture of Welcome and the January, 1957 Austrian Refugee Quota Proposal », 2016. En ligne : rucore.libraries.rutgers.edu, DOI : <https://doi.org/doi:10.7282/T3SX6GFF>. (Traduction de NIESSEN James P., « A befogadás kultúrája és az 1957. Januári osztrák menekültkvóta-indítvány », in : BOTTONI Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történethez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016, pp. 337-356.

NIESSEN James P., « Hungarian Refugees of 1956 : From the Border to Austria, Camp Kilmer, and Elsewhere », *Hungarian Cultural Studies* 9, 2016, pp. 122-136. En ligne : ahea.pitt.edu, DOI : <https://doi.org/10.5195/ahea.2016.261>.

NOVÉ Béla, *Patria nostra. '56-os menekült kamaszok a Francia Idegenlégióban* [Patria nostra, jeunes réfugiés de 1956 dans la Légion étrangère], Budapest, Balassi Kiadó, 2016.

ORMOS Maria, « Introduction : La Hongrie au XXe siècle », *Guerre mondiale et conflits contemporains* 200, 2001/9, pp. 3-23.

PAPP Julien, *La Hongrie libérée : État, pouvoirs et société après la défaite du nazisme (septembre 1944-septembre 1947)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

PETŐ Andrea, *Women in Hungarian politics, 1945-1951*, Boulder, East European Monographs, 2003 (East European monographs).

PETŐ Andrea, « Memories of the 1956 Hungarian Revolution : Narrating Gender and Migration », in : ISAACS Ann Katherine (éd.), *Immigration and Emigration in Historical Perspective*, Pisa, Pisa University Press, 2007, pp. 153-163.

PETŐ Andrea, *Geschlecht, Politik und Stalinismus in Ungarn : eine Biographie von Júlia Rajk* (Traduction: RÓZSÁNÉ Zsuzsa et RÁSKY Béla), Herne, G. Schäfer, 2007.

PETŐ Andrea, *Geschlecht, Politik und Stalinismus in Ungarn : eine Biographie von Júlia Rajk* (traduction : RÓZSÁNÉ Zsuzsa et RÁSKY Béla), Herne, G. Schäfer, 2007.

PETŐ Andrea, « Hongrie 1956, Júlia Rajk ou le pouvoir du deuil », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (41), 2015, pp. 151-163. En ligne : clio.revues.org, URL : <http://journals.openedition.org/clio/12406> ; DOI : 10.4000/clio.12406.

PUSKÁS Julianna, « Elvándorlások Magyarországról 1945 óta és a magyar diaszpóra néhány jellegzetessége az 1970-es években » [Les émigrations de la Hongrie depuis 1945 et quelques caractéristiques de la diaspora hongroise dans les années 1970], in : MOLNÁR János, ORBÁN Sándor, URBÁN Károly (éds.), *Tanulmányok a magyar népi demokrácia negyven évéről* [Études sur les 40 années de la Démocratie populaire hongroise], Institut pour l'histoire du parti socialiste et ouvrier hongrois et Institut d'histoire de l'Académie hongroise des sciences, Budapest, 1985.

PUSKÁS Julianna et BALES Maria, *From Hungary to the United States : (1880-1914)*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1982.

PUSKÁS Julianna, « Magyar menekülők, emigránsok – « DP-k » és « 56-osok » 1944–1957 » [Réfugiés et émigrés hongrois – « DP » et « 56ards »], *Aetas* 12/2-3 (1996), pp. 67-102.

PUSKÁS Julianna, *Ties that Bind, Ties that Divide : 100 Years of Hungarian Experience in the United States*, New York, Holmes & Meir, 2000.

RAINER János M., *Imre Nagy. Vom Parteisoldaten zum Märtyrer des ungarischen Volksaufstands. Eine politische Biographie 1896-1958*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2006 [*Nagy Imre -Politikai életrajz, vol. 1, 1896-1953*, Budapest, Institut 1956, 1996].

RAINER János M., « Imre Nagy, le penseur et le politique », in : Collectif, *Communisme*, n°88-89 - *La Révolution Hongroise de 1956. Nouvelles Approches*, Paris : L'Age d'Homme, 2006-2007, pp. 61-76.

RÁKÓCZY Ferenc (éd.), *Agota Kristof*, Genève, Slatkine, 2009 (*Quarto* 27, 2009).

RÁSKY Béla, « « Flüchtlinge haben auch pflichten ». Österreich und die Ungarnflüchtlinge 1956 », Vortrag im Rahmen der Außenstelle Budapest des Österreichischen Ost- und Südosteuropa-Institutes am 12. Oktober 1998 « Österreich-Ungarn? Und gegen wen? », *Kakanienrevisited*, 2001 En ligne : <http://www.kakanien.ac.at/beitr/fallstudie/BRasky1.pdf> (02.10.2017).

RAUCHENSTEINER Manfred, *Spätherbst 1956 : Die Neutralität auf dem Prüfstand*, Vienne, Österreichischer Bundesverlag, 1981.

ROBERT Tiphaine, « Mindennek ellenére. 1956-os menekültek hazatelepülése » [Envers et contre tout. Le rapatriement de réfugié·e·s hongrois·e·s de 1956], in : EGRY Gábor et TAKÁCS Róbert (éds.), *Migráció, Emigráció 1956* [Migration, émigration 1956], *Múltunk* (3) 2016, pp. 91-122.

ROBERT Tiphaine, « Le retour d'exil comme résultat d'une non-intégration ? Discours sur le rapatriement volontaire de réfugié·e·s hongrois·e·s vers la Hongrie communiste (1956-1961) », in : HORVATH Krisztina, SZABÓ Dávid, TOTH Réka et GOUDAILLIER Jean-Pierre (éds.), *Migrations et intégrations, Revue d'Études Françaises* (21) 2016, pp. 27-33.

ROMSICS Ignác, *Magyarország története a XX. Században* [L'histoire de la Hongrie au XXème siècle], Budapest, Osiris, 2001 [*Hungary in the Twentieth Century*, Budapest, Corvina, 1999].

SCHLESINGER Robert, SUNJIĆ Melita H., *Flucht nach Österreich : die zweite Republik in Flüchtlingsporträts*, Vienne, Czernin Verlag, 2001.

SCHMIDL Erwin A. et ENGELKE Edda, *Die Ungarnkrise 1956 und Österreich*, Vienne, Böhlau Verlag Wien, 2003.

SEBESTYEN Victor, *Budapest 56 : les 12 jours qui ébranlèrent l'empire soviétique*, Paris, Calmann-Lévy, 2006.

SÓS Péter János, *Magyar exodus : Magyar menekültek Nyugaton 1956-1959* [Exode magyar : réfugiés hongrois à l'ouest 1956-1959], Budapest, Gondolat, 2005.

STANEK Eduard, *Verfolgt, verjagt, vertrieben : Flüchtlinge in Österreich (von 1945-1984)*, Vienne ; Munich ; Zurich, Europaverlag, 1985.

STARK Tamás, *Magyar foglyok a Szovjetunióban* [Prisonniers hongrois en Union soviétique], Budapest, Lucidus, 2006.

SZABÓ Ferenc, *Demográfiai problémák biztonságpolitikai vonatkozásai egykor és ma* [Les circonstances en terme de politique de sécurité des problèmes démographiques jadis et aujourd'hui], Budapest, Zrínyi Miklós Nemzetvédelmi Egyetem, 1999.

SZABÓ Juliet, « < ...s várja eltévedt fiait is >. Az MSZMP repatriálási és hazalátogatási politikája 1956 és 1963 között » [« en attente des fils égarés ». Politique de rapatriement et de visites au pays par le MSZMP entre 1956 et 1963], *Múltunk* (1) 2007, pp. 187-213.

SZÁSZI Ferenc, « Adatok a magyar kivándorlás történetéhez. 1945-1989 » [Données sur l'histoire de l'émigration hongroise], *Történelmi Szemle* (3-4) 1993, pp. 315-338.

SZÉCHENYI Kinga, *Stigmatized: A History of Hungary's Internal Deportations During the Communist Dictatorship*, Budapest, Helena History Press, 2015.

SZENTESI Renáta, « Anschuldigungen gegen Österreich von Seiten der Sowjetunion und der KPÖ während der Ungarnkrise von 1956 anhand österreichischer Quellen », in : MURBER Ibolya et FÓNAGY Zoltán (éds.), *Die ungarische Revolution und Österreich 1956*, Vienne, Czernin, 2006, pp. 243-282.

SZÉPFALUS István, « A legújabb felismerések az 1956/57-es magyar menekülthullámról » [les plus récentes découvertes sur la vague des réfugiés hongrois de 1956-1957], *Limes* 1 (1998), pp. 113-121.

UNGVÁRY Krisztián, *Budapest ostroma* [Le siège de Budapest], Budapest, Corvina, 2009.

VALUCH Tibor, *Magyar hétköznapiak : fejezetek a mindennapi élet történetéből a második világháborútól az ezredfordulóig* [Quotidien hongrois : chapitres de la vie de tous les jours depuis la Seconde Guerre mondiale au tournant du siècle], Budapest, Napvilág, 2013.

VÁRDY Steven Béla, *The Hungarian-Americans*, Boston, Twayne, 1985.

VARGA Eva, « Technische und mentalitätsgeschichtliche Aspekte des Eisernen Vorhangs an der österreichisch-ungarischen Grenze 1949-1956 », in : HASLINGER Peter, *Grenze im Kopf : Beiträge zur Geschichte der Grenze in Ostmitteleuropa*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 1999 (Wiener Osteuropastudien), pp. 115-125.

VONÈCHE CARDIA Isabelle, *L'octobre hongrois : Entre croix rouge et drapeau rouge : l'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles, Bruylant, 1996.

WOHNOUT Helmut, « Die Haltung der österreichischen Bundesregierung zu den Ereignissen in Ungarn im Herbst 1956 », in : MITTELEUROPAZENTRUM AN DER ANDRÁSSY UNIVERSITÄT BUDAPEST : *Jahrbuch für Mitteleuropäische Studien 2015/2016 : 1956 und die Folgen*, Vienne, New Academic Press, 2017, pp. 97-106.

ZARJEVSKI Yefime, « Trente ans après l'exode : les Hongrois de 1956 », *Réfugiés* (publication UNHCR), n°25, 1986, pp. 35-37.

ZIERER Brigitte, *Politische Flüchtlinge in österreichischen Printmedien – dargestellt am Vergleich des Ungarischen Volksaufstandes 1956 und der Revolution in Rumänien 1989* [Thèse non publiée], Vienne, 1995.

2.4 MIGRATION ET REFUGE EN SUISSE, PRÉSENCE DES HONGROIS EN SUISSE, LA SUISSE ET 1956

ARLETTAZ Gérald et Silvia, *La Suisse et les étrangers : immigration et formation nationale (1848-1933)*, Lausanne, Éditions Antipodes & Société d'histoire de la Suisse romande, 2010 [2004].

ARLETTAZ Silvia, « Immigration et présence étrangère en Suisse. Un champ historique en développement », *Traverse* 18-1, 2011, pp. 193-216.

ARNOLD Jonas, *Vom Transitprinzip zum Dauerasyl. Die schweizerische Flüchtlingshilfe (1933-1951)* [Mémoire de licence en histoire], Freiburg Schweiz, 1997.

BANKI Christine, SPÄTI Christoph, « Ungaren, Tibeter, Tschechen und Slowaken. Bedingungen ihrer Akzeptanz in der Schweiz der Nachkriegszeit », in : GOEHRKE Carsten et ZIMMERMANN Werner (éds.), *Zuflucht Schweiz : der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich, Verlag Hans Rohr, 1994, pp. 369-415.

BANKOWSKI Monika, URECH Hans et BRANG Peter (éds.), *Asyl und Aufenthalt : die Schweiz als Zuflucht und Wirkungsstätte von Slaven im 19. und 20. Jahrhundert*, Bâle ; Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1994.

BERGIER Jean-François et COMMISSION INDÉPENDANTE D'EXPERTS SUISSE - SECONDE GUERRE MONDIALE (éds.), *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale : rapport final*, Zurich, Pendo, 2002.

BIRKÁS Judit, *Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz ihre Aufnahme und Eingliederung* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 1983.

BOESIGER Andreas, *Die Doppelkrise Suez/Ungarn 1956 und ihre Rezeption in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Berne, 1991.

BOSS Catherine, *Das gelobte Land : Die Geschichte der Flüchtlinge in der Schweiz von den 50er bis in die 80er Jahre mit einem Erklärungsversuch der Fremdenfeindlichkeit* [Mémoire de licence], Zurich, 1990.

BOLZMAN Claudio, *Secondas - Secondos : le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*, Zurich, Seismo, 2003 (Cohésion sociale et pluralisme culturel).

BUSSET Thomas, « Va-t'en ! » : *accueil de réfugiés et naissance du mythe de la « terre d'asile » en Suisse*, Lausanne, Université de Lausanne/Faculté des lettres/Section d'histoire, 1994 (Histoire et société contemporaines).

CALOZ-TSCHOPP Marie-Claire, *Le tamis helvétique : des réfugiés politiques aux « nouveaux réfugiés »*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1982.

CANCELA Pauline, « En 1956, on se décarcasse pour les Hongrois », *Le Courrier*, 6 août 2013.

CATTANI Alfred, « Erwünschte Flüchtlinge. Ungarn, Tibeter und Tschechoslowaken in der Schweiz », *NZZ Folio* 08/91. En ligne : <http://www.nzzfolio.ch/www/d80bd71b-b264-4db4-afd0-277884b93470/showarticle/0c4ef933-b5b2-4e50-8ce7-6226617e49d6.aspx> (23.12.2015).

CHETAIL Vincent et GOWLLAND-DEBBAS Vera, *La Suisse et la protection internationale des réfugiés*, Leyde, Martinus Nijhoff Publishers, 2002.

GENOUD Patrick, *Entre solidarité et anticomunisme : les répercussions des événements de Hongrie de 1956 en Suisse et à Genève* [Mémoire de licence en histoire], Genève, 2001.

GILLABERT Matthieu et ROBERT Tiphaine, « Ecrire l'histoire de l'exil d'Europe centrale en Suisse pendant la Guerre froide », in : GILLABERT Matthieu et ROBERT Tiphaine (éds.), *Chercher refuge. Les*

phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg, Itinera, n°42/2017, pp. 5-19.

HÄSLER Alfred A. et SCHWED Philippe, *La Suisse, terre d'asile? la politique de la Confédération envers les réfugiés de 1933 à 1945*, Lausanne, Éditions Rencontre, 1971.

HEINIGER Alix, *Exil antifasciste et politique fédérale du refuge : le camp de Bassecourt, (1944-1945)*, Neuchâtel, Éditions Alphil - Presses universitaires suisses, 2010.

HOLENSTEIN André, KURY Patrick et SCHULZ Kristina, *Schweizer Migrationsgeschichte : Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Baden, Hier und Jetzt, 2018.

HUBÁČEK Aleš, « Der Bericht Ludwig (1957) in der Retrospektive », in : GOEHRKE Carsten et ZIMMERMANN Werner (éds.), *Zuflucht Schweiz : der Umgang mit Asylproblemen im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich, Verlag Hans Rohr, 1994, pp. 345-367.

ISMELLI Claudia, *Die Erinnerung an die Ungarnflüchtlinge in der Schweiz zwischen Selbst- und Fremdwahrnehmung : 1956-2006* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 2011.

KANYO Tamás, *Emigration und Identität Aspekte der Integration 1956er Ungarnflüchtlinge in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Bâle, 1998.

KANYO Tamás, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in : COLLECTIF, *Jahrbuch für Europäische Geschichte* 7, 2006, pp. 89-100.

KANYO Tamás, « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz », in : COLLECTIF, *Die ungarische Schweiz*, Piliscsaba, Három Holló Alapítvány, 2008, pp. 43-51.

KECSKÉS D. Gusztáv, « Die Aufnahme der 1956er Flüchtlinge aus Ungarn in der Schweiz in internationaler Perspektive », in : GILLABERT Matthieu et ROBERT Tiphaine (éds.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg, Itinera*, n°42/2017, pp. 69-96.

KERESZTESY Peter, *Les réfugiés hongrois comme facteur de tension dans les relations hungaro-suisses. Les conséquences diplomatiques d'un acte humanitaire* [Mémoire de licence en histoire contemporaine], Fribourg, 2001.

LA BARBA Morena, STOHR Christian, ORIS Michel et al. (éds.), *La migration italienne dans la Suisse d'après-guerre*, Lausanne, Antipodes, 2013.

LANZ Rita, *Flüchtlingshilfe zwischen Vergangenheitsbewältigung und nationaler Selbstdarstellung : die Schweiz und die Aufnahme ungarischer Flüchtlinge 1956* [Mémoire de licence en histoire], Zurich, 1996.

LANZ Rita, « Solidarität und Ausgrenzung : die Ungarnhilfe in der Schweiz 1956 », *Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur* 86 (2006), pp. 34-37. En ligne : e-periodica, Revues suisses en ligne, DOI : <http://doi.org/10.5169/seals-167526>.

LO VERSO Fabio, « En 1956, Genève accueille les réfugiés hongrois à bras ouverts », *Tribune de Genève*, 21-22 octobre 2006.

LUDI Regula, « More and Less Deserving Refugees : Shifting Priorities in Swiss Asylum Policy from the Interwar Era to the Hungarian Refugee Crisis of 1956 », *Journal of Contemporary History* 49 (3), 2014, pp. 577-598. En ligne : www.zora.uzh.ch, DOI : <https://doi.org/10.1177/0022009414528261>.

MAHNIG Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich, Seismo, 2005.

MAILLARD Alain et TAFELMACHER Christophe, *Faux réfugiés ? : la politique suisse de dissuasion d'asile : 1979-1999*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1999.

MATT Peter von (éd.), *Prominente Flüchtlinge im Schweizer Exil : L'exil en Suisse de réfugiés célèbres = Rifugiati illustri nell'esilio svizzero*, Berne, Bundesamt für Flüchtlinge, Medien & Kommunikation, Vertrieb: BBL, Verkauf Bundespublikationen, 2003.

MEUNIER Marianne, « Agota Kristof, l'absente qui était toujours là », *La Croix*, 28 août 2014.

MICHELET Magali, « *Sen a skutečnost* » : Rêve et réalité. Une histoire orale de l'exil tchécoslovaque en Suisse après 1968 [Mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2018.

MICHELET Magali, *Rêve et Réalité d'un exil. Parcours de tchécoslovaques en Suisse (1968-2018)*, Fribourg, Aux sources du Temps présent, 2018.

MIHOK Brigitte, « Die ungarische Emigration in die Schweiz im Jahr 1956 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 54 (9), 2006, p. 786.

PANCZA André et PIGUET Etienne, « Les réfugiés hongrois dans le canton de Neuchâtel », *Géo-Regards* (Revue neuchâteloise de géographie), n° 2, 2009 : *Migrations contemporaines*, Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, pp. 57-73.

PARINI Lorena, *La politique d'asile en Suisse : une perspective systémique*, Paris ; Montréal, L'Harmattan, 1997.

PARINI Lorena et GIANNI Matteo, « Enjeux de la politique d'asile en Suisse de 1956 à nos jours », in : MAHNIG Hans (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich, Seismo, 2005, pp. 189-252.

PIGUET Etienne, *L'immigration en Suisse : soixante ans d'entrouverture*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2013 [2004].

RÄBER Louis, *Der ungarische Aufstand von 1956 : Aufstand und Auswirkungen in der Schweiz* [Mémoire de licence en histoire], Zurich, 1983.

ROBERT Tiphaine, « Magyar menekültek hazatérése Svájcban 1956 után » [Le retour de réfugié·e·s hongrois·e·s depuis la Suisse après 1956], in : BOTTONI Stefano (éd.), *1956 mint menekültválság. Új olvasatok egy ismert történelemhez* [1956 comme crise des réfugiés : nouvelles lectures d'une histoire connue], *Világtörténet* (3) 2016, pp. 413-431.

ROBERT Tiphaine, « Les réfugié·e·s hongrois·e·s de 1956 en Suisse : construction d'un mythe et leçon pour aujourd'hui » / « Die Ungarnflüchtlinge von 1956 in der Schweiz : Konstruktion eines Mythos und was wir heute daraus lernen können », *Des faits plutôt que des mythes*, n° 113 / 7 décembre 2017. En ligne : <https://www.osar.ch/des-faits-plutot-que-des-mythes/articles-2017/les-refugie-e-s-hongrois-e-s-de-1956-en-suisse-construction-dun-mythe-et-lecon-pour-aujourd'hui.html> (01.11.2018).

SCHENKER Isabelle, « La surface et sa profondeur : Agota Kristof et les autorités », in : MATT Peter von (éd.), *Prominente Flüchtlinge im Schweizer Exil : L'exil en Suisse de réfugiés célèbres = Rifugiati illustri nell'esilio svizzero*, Berne, Bundesamt für Flüchtlinge, Medien und Kommunikation, 2003, pp. 354-371.

SCHULZ Kristina, « Die Schweiz der Anderen. Plädoyer für eine zeitgeschichtliche Betrachtung des politischen Asyls », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 64, 2014, pp. 385-405.

SKENDEROVIC Damir, « L'immigration en Suisse, une histoire en lente construction », in : HAUSER Claude, MILANI Pauline, PÂQUET Martin, SKENDEROVIC Damir (éds.), *Les sociétés face aux défis de la migration*, Porrentruy, Laval, SJE-Presses de l'Université de Laval, 2014, pp. 25-40.

STADLER Peter, *Exil et immigration politiques en Suisse : esquisse d'une vue d'ensemble*, in : L'émigration politique en Europe aux XIXe et XXe siècles : actes du colloque organisé per [sic] l'Ecole française de Rome (3-5 mars 1988), Rome : École française de Rome, 1991, pp. 129-137.

STÄHELI Urban, « *Zu Hause, aber nicht daheim* »: *Akkulturationsverläufe bei Immigranten aus Ungarn in der Schweiz*, Zurich, Volkskundliches Seminar der Universität Zürich, 2006 (Zürcher Beiträge zur Alltagskultur).

TÁTRAI INFANGER Nóra, *Der Sprachgebrauch der Ungarn in der Schweiz : Methoden zur Untersuchung der Mehrsprachigkeit*, Francfort-sur-le-Main ; New York, P. Lang, 2003.

TRAPLETTI Omar, *Intégration et vécu migratoire au Tessin : les cas des ressortissants hongrois (1956-1957) et des Bosniaques musulmans (1992-1993)* [Mémoire de master en histoire contemporaine], Fribourg, 2008.

TRÉFÁS David, *Die Illusion, dass man sich kennt : schweizerisch-ungarische Beziehungen zwischen 1945 und 1956*, Zurich, Chronos, 2008.

TRÉFÁS David, « Der Zugang der ungarischen Diaspora zur Schweizer Öffentlichkeit von den 1930er bis 1970er Jahren », in : GILLABERT Matthieu et ROBERT Tiphaine (éds.), *Chercher refuge. Les phases d'exil d'Europe centrale pendant la Guerre froide/Zuflucht suchen. Phasen des Exils aus Osteuropa im Kalten Krieg, Itinera*, n°42/2017, pp. 115-132.

VUILLEUMIER Marc, *Immigrés et réfugiés en Suisse : aperçu historique*, Zurich, Pro Helvetia, 1992 [1987].

WICKER Hans-Rudolf, FIBBI Rosita et HAUG Werner (éds.), *Les migrations et la Suisse: résultats du programme national de recherche « Migrations et relations interculturelles »*, Zurich, Seismo, 2003 (Cohésion sociale et pluralisme culturel).

WICKI-VOGT Maja, « « Wir waren so erfüllt von unserem Helfenmüssen, dass wir auch andere mitrissen » – Frauenpolitik im Dienst der Flüchtlingshilfe vom zweiten Weltkrieg bis heute », 14 juin 1995. En ligne : <http://majawicki.ch/archive/3856> (18.07.2017).

ZABRATZKY George, *Flucht in die Schweiz : ungarische Flüchtlinge in der Schweiz*, Zurich, Orell Füssli, 2006.

ZIMMER David, *Ungarn vererben?: intergenerationelle Tradierung von Zugehörigkeit am Beispiel ungarischer Immigranten in der Schweiz*, Berne, P. Lang, 2011.

CV et déclaration sur l'honneur

Nom : ROBERT	Date de naissance : 22.04.1986.
Prénom : Tiphaine	Lieu d'origine : Vernier (GE)
E-mail : tiphaine.robert@unifr.ch	Adresse : Rue François-Guillimann 13, CH-1700 Fribourg
tiphainerobert@outlook.com	Tel. (CH): +41 79 584 53 22

2012-2019	Doctorante et assistante diplômée en histoire contemporaine, Université de Fribourg
2015-2016	Séjour de recherche doc.mobility (financé par le Fonds national de recherche suisse : <u>n° 161721</u>) d'un an à Budapest (Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Budapest [MTA] et Département d'histoire contemporaine de l'Université Catholique Péter Pázmány [PPKE]) et Paris (Institut d'histoire de l'École des hautes études en sciences sociales [EHESS]).
2010-2012	Master of Arts en sciences historiques, Université de Fribourg. Sous-assistante à l'Université de Fribourg, chaire d'histoire de l'art moderne et contemporain.
2006-2010	Bachelor of Arts en sciences historiques, Université de Fribourg.
2005	Semestre à l'École des Arts Appliqués de Genève (EAA).
2001-2005	Maturité Fédérale , collège Voltaire, Genève.

Je déclare sur mon honneur que ma thèse est une œuvre personnelle, composée sans concours extérieur non autorisé, et qu'elle n'a pas été présentée devant une autre Faculté.

Tiphaine Robert

Fribourg, le